



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

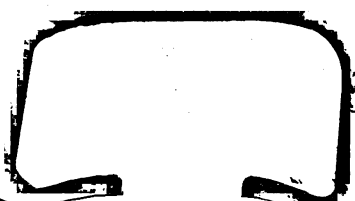
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

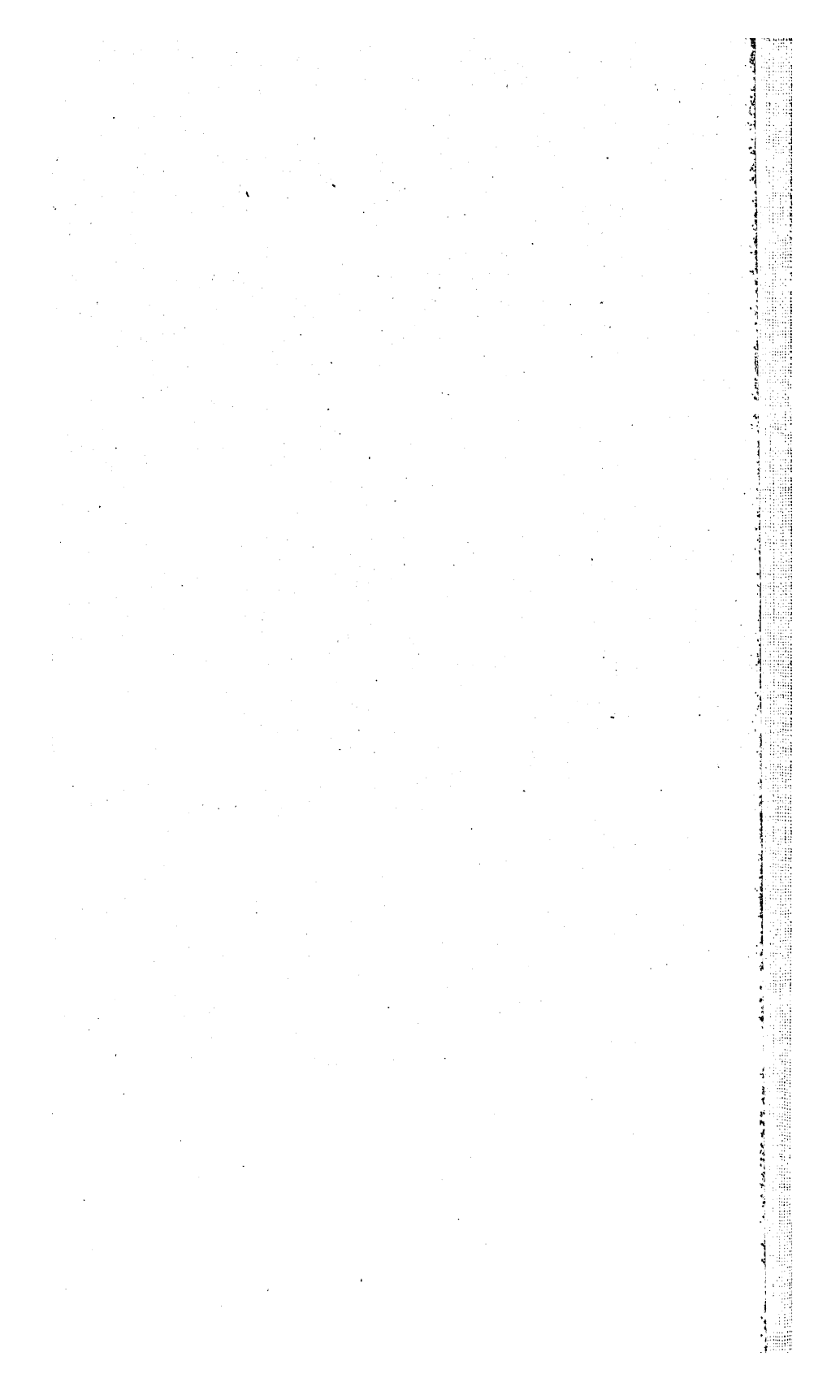
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

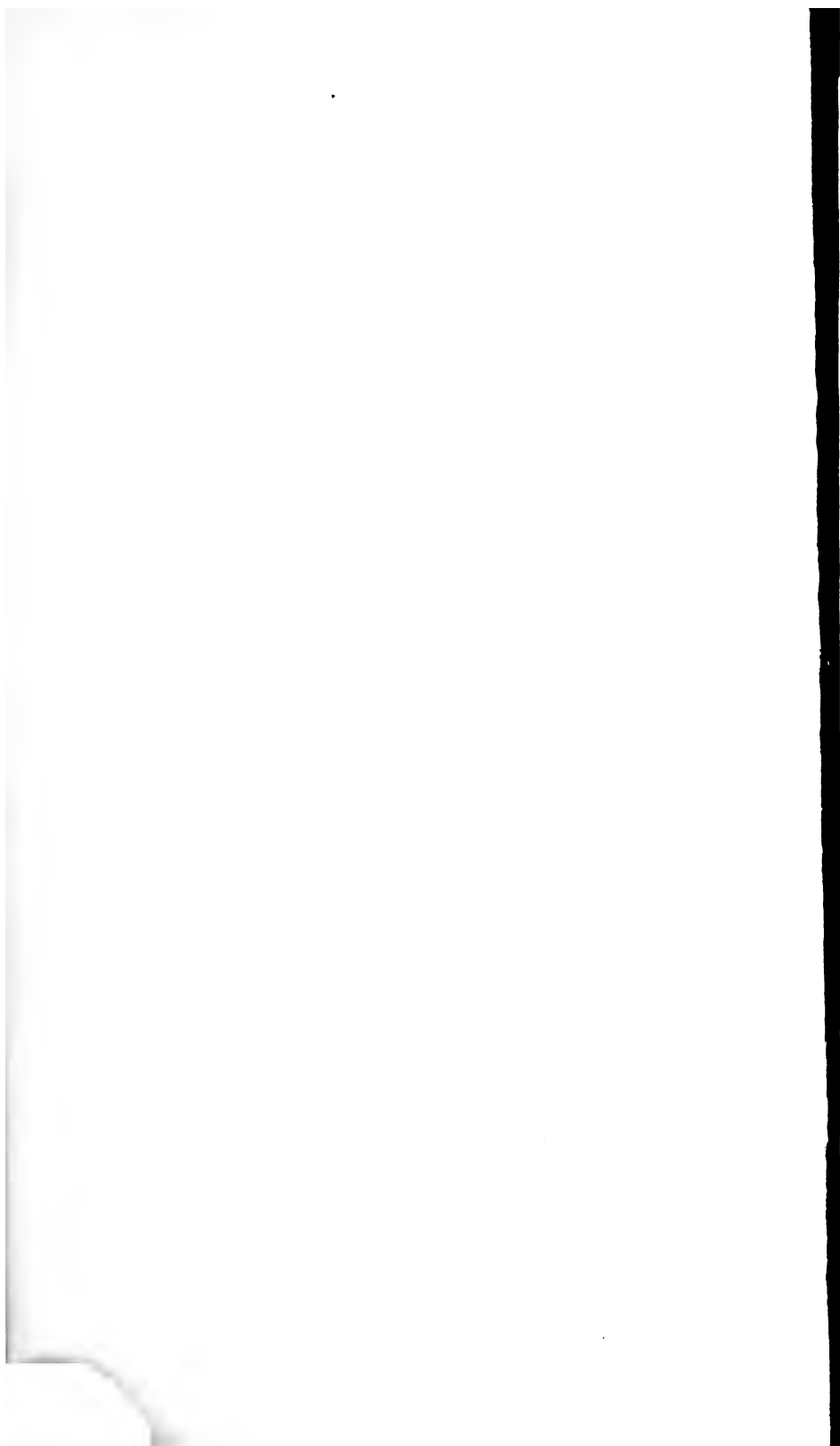


U.S.  
Society









# BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES

DE NORMANDIE

TOME XIV

ANNÉES 1886 ET 1887



CAEN

HENRI DELESQUES, SUCC<sup>r</sup> DE F. LE BLANC-HARDEL

RUE FROIDE, 2 ET 4

ROUEN, LESTRINGANT, SUCC<sup>r</sup> DE CH. MÉTÉRIE

PARIS, HONORÉ CHAMPION, QUAI VOLTAIRE, 9

1888



**BULLETIN**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES**  
**DE NORMANDIE**

THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATIONS

**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES**  
**DE NORMANDIE**

---

**TOME XIV**

---

**ANNÉES 1886 ET 1887**



**CAEN**

**HENRI DELESQUES, succ<sup>r</sup> de F. LE BLANC-HARDEL**

**RUE FROIDE, 2 ET 4**

**ROUEN, LESTRINGANT, succ<sup>r</sup> de CH. MÉTÉRIE**

**PARIS, HONORÉ CHAMPION, QUAI VOLTAIRE, 9**

**1888**





NOV 18 1904  
OLIVER  
WELLES

# SÉANCE PUBLIQUE

DU 17 DÉCEMBRE 1885

**Présidence de Mgr THOMAS,**

Archevêque de Rouen,  
Directeur de la Société.

---

Aujourd'hui 17 décembre, à 3 heures de l'après-midi, a eu lieu, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, mise gracieusement par M. le Maire à la disposition de la Compagnie, la séance publique annuelle de la Société des Antiquaires, sous la présidence de son directeur, Mgr Thomas, archevêque de Rouen, primat de Normandie.

Avaient pris place au bureau, à côté du Directeur, M. Tesnières, président de la Société; Mgr Hugonin, évêque de Bayeux et Lisieux; M. Zevort, recteur de l'Académie; MM. Jules Lair et Charles de Beaurepaire, anciens directeurs; Émile Travers, archiviste-bibliothécaire; Eugène de Beaurepaire, secrétaire.

MM. Houyvet, premier président; Mériel, maire de Caen; Faguet, procureur général, avaient exprimé par lettres leurs regrets de ne pouvoir se rendre à la réunion.

Les membres de la Société, des fonctionnaires, des ecclésiastiques, des notabilités de la région, des représentants de la presse avaient pris place sur l'estrade.

Un public nombreux et choisi remplissait entièrement la salle et les couloirs.

Comme les années précédentes, des chaises avaient été réservées pour les dames.

Une députation des élèves du Lycée assistait à la séance.

Le programme était ainsi composé :

1. Discours d'ouverture, par Mgr Thomas, archevêque de Rouen, directeur.
2. Rapport sur les travaux de l'année, par M. Eugène de Beaurepaire, secrétaire.
3. Les découvertes d'Yquelon, par M. de Lomas.
4. De quelques monuments anciens d'architecture religieuse dans le Passais normand, par M. Henri Moulin.
5. Sonnets rustiques, par M. Gustave Le Vavas-seur.

Faute de temps, le mémoire de M. Henri Moulin, sur le Passais normand, a été renvoyé à une séance ultérieure ; les autres lectures ont eu lieu dans l'ordre indiqué au programme et ont été chaleureusement applaudies.

## DISCOURS DE MONSIEUR THOMAS,

Archevêque de Rouen, directeur.

MESSEURS,

Fénelon a dit : « L'antiquité m'enchanté. » Elle nous instruit, dirons-nous à notre tour. Plus pratique et plus érudit que ses devanciers, notre siècle ne demande pas seulement aux grandes époques de l'histoire les nobles joies de l'esprit ; il entend recueillir, des œuvres de toutes les générations qui l'ont précédé, d'utiles enseignements, et profiter pour lui-même des trésors qu'elles ont patiemment amassés.

Les hommes de foi et tous les esprits supérieurs dirigent plus haut leurs efforts. Ils font servir au triomphe de la vérité l'étude et les leçons du passé. Tel est votre but, Messieurs, dans le culte et l'intelligence de nos antiquités nationales. C'est par là que votre compagnie a mérité l'estime qui s'attache à ses travaux dans le monde savant, les vives et constantes sympathies de votre Évêque très docte et très dévoué à toutes les nobles causes, l'admiration reconnaissante des Prélats qui se sont succédé au fauteuil qu'avec le plus aimable empressement vous m'avez invité à occuper aujourd'hui.

Le passé, comme je le considère, est un grand

témoin de la vérité; et, pour circonscrire ma pensée à une seule époque et même à une seule des œuvres de cette époque, je vois dans la cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle une gloire de la religion, de la patrie et de la civilisation française.

I.

La foi religieuse, Messieurs, a pu seule élever nos cathédrales. Seule elle a transporté ces montagnes de pierres, et, les disposant avec un génie incomparable, en a fait un hymne perpétuel au Dieu de l'Eucharistie. L'hymne est complet. Les lois rigoureuses de la science s'y confondent avec les élans de la poésie, et les merveilles de l'art avec les plus hautes spéculations métaphysiques. Vivante encyclopédie, la cathédrale est à la civilisation du moyen âge ce que la *Somme* de saint Thomas d'Aquin est à la théologie.

En elle-même d'abord et dans sa forme générale, elle est une élévation de la pensée, un effort de l'homme vers Dieu, un vol de l'âme dans l'infini. Tandis que l'art païen se complaisait aux formes horizontales, l'art chrétien du XIII<sup>e</sup> siècle ne connaît que les formes ascensionnelles. A l'intérieur du temple, toutes les lignes s'élèvent, s'élancent et se ramifient en montant comme les arbres de nos forêts séculaires. Hors du temple, les tours, les aiguilles, les flèches touchent les nuages de leurs cimes hardies. Il a fallu les ailes de la foi, de l'espérance, de l'amour, pour porter la croix à des hauteurs que

n'ont jamais connues les monuments antiques de la Grèce et de Rome.

Par ses vastes et majestueuses proportions, la cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle exprime la grandeur de Dieu, mais elle raconte aussi sa bonté. Voyez comme toutes les parties de l'édifice, les colonnes, les arcades, les voûtes, convergent harmonieusement vers le sanctuaire; voyez comme les chapelles, disposées en guirlandes de chaque côté du monument, forment ensuite une couronne royale dont le plus beau fleuron est la chapelle du fond de l'abside, ordinairement dédiée à Notre-Dame. Le centre, le foyer, où tout ramène et de qui tout rayonne, c'est l'autel, c'est le tabernacle. Là, Dieu habite avec nous; là, pour attirer l'homme et l'élever jusqu'à sa hauteur, il se penche vers lui avec toute la tendresse d'un père, avec la familiarité et le cœur à cœur d'un ami : *Tabernaculum Dei cum hominibus*. Cette pensée créatrice du temple était si présente à l'esprit des architectes du moyen âge, que l'échelle unique de proportions adoptée pour le style ogival, c'est l'homme, c'est l'échelle de la taille humaine. J'emprunte cette observation très ingénieuse, mais très exacte, à des savants qui ont voulu simplement constater une loi, sans aucun souci du sentiment religieux qui l'a inspirée et réalisée.

Par son ordonnance symbolique, la cathédrale rappelle nos grands mystères. Ainsi, le dogme de la Trinité resplendit dans la hauteur, la largeur et la longueur admirablement proportionnées de l'édifice; dans ses divisions principales et secondaires : le sanctuaire, le chœur et la nef; les travées, le triforium et la claire-voie; les trois entrées, les trois portes,

les trois baies, les trois pignons. Partout, jusque dans les détails de l'ornementation, le nombre *trois* sans cesse répété marque un plan réfléchi, une pensée de foi. Ainsi encore, le dogme de la Rédemption est représenté par la forme de l'église. C'est la croix, c'est l'image de l'Homme-Dieu, dont la tête expirante s'affaisse sur l'épaule droite. De là, une inclinaison du plan qu'on remarque dans toutes les cathédrales, et une irrégularité du chevet dont la partie méridionale est toujours plus enfoncée que celle du nord.

En étudiant au même point de vue chaque partie de l'édifice, nous trouvons la plus sublime théologie écrite sur la pierre, symbolisée par les ornements que l'architecture ogivale a semés avec une si riche variété, à l'intérieur et à l'extérieur; résumée dans la vaste coupole qui s'empare en quelque sorte de tout le monument pour le soulever de terre, et dans la flèche aérienne, semblable « à l'aigle dont parle l'Écriture, qui prend ses petits sur ses ailes et les emporte au ciel. »

Qu'on ne dise pas que ce sont là de belles analogies inventées après coup. Lisez plutôt dans nos rituels les admirables pages consacrées à la dédicace des églises; vous y verrez exposé et développé ce constant symbolisme. Le grand bâtisseur de la cathédrale du Mans, l'évêque Hildebert, nous a laissé le sermon qu'il prononça en 1122, à l'occasion de la dédicace de son église. Il débute par ces paroles, dont tout le discours est l'éloquent commentaire: « On trouve dans ce temple une tour avec les cloches, dont elle est la demeure, les colonnes qui portent l'édifice, les fenêtres qui l'éclairent, la porte, les deux murs laté-

raux, les pierres unies par le ciment. Or, toutes ces choses ont pour nous un sens symbolique : *Quæ omnia mystici aliquid in nobis designant* (1). »

La cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle est donc le *Credo* de notre foi, imprimé sur le granit, et que chante la voix de tous les siècles. C'est en même temps le cri d'amour par lequel l'élite de l'humanité répond d'âge en âge à l'adorable martyr : *Amo Christum*, j'aime le Christ. C'est le génie d'une époque, c'est le cœur d'une cité, d'une nation qui palpite encore sous la pierre, et qui affirme, à travers les révolutions du temps et des hommes, que ces prodigieux monuments ont été créés par une grande foi, au service d'un grand amour.

## II.

L'architecture ogivale est d'origine française. On a pu nous contester cette gloire, lorsque les études archéologiques étaient superficielles et incomplètes. Dans l'état présent de la science, nos titres ne sont plus guère méconnus que par des Allemands attardés et jaloux. « Il est aujourd'hui démontré, dit M. de Laprade, que l'honneur nous revient de l'architecture ogivale, comme celui des croisades et des épopées chevaleresques (2). » — Dans cet art, dit M. Viollet-le-Duc, apparaît le génie propre à la nation française,

(1) *Opera Hildeberti*, p. 646.

(2) *Le Sentiment de la nature chez les modernes*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Didier, p. 4.



génie étranger aux civilisations de l'antiquité, comme à celle de l'Inde et de la Germanie dans les temps modernes (1). » M. Vitet écrit à son tour : « L'antériorité des monuments d'origine française sur tous ceux du nord de l'Europe ne nous semble pas pouvoir être mise en doute. C'est un fait que les écrivains anglais en général ne font pas grande difficulté de reconnaître. Chose étrange, ce style à ogive, si longtemps arrêté dans sa marche en Allemagne, est réputé, par quelques Allemands, le style teutonique par excellence. Sans doute, il s'est acclimaté et nationalisé en Germanie ; sans doute, il y a produit de grandes œuvres ; mais qu'il y soit né, jamais observateur de bonne foi ne pourra le soutenir (2). »

C'est qu'en effet, nous connaissons la date certaine à laquelle ont été construites la plupart de nos cathédrales du XIII<sup>e</sup> siècle. Or, cette construction a précédé celle des cathédrales allemandes. Qui ne sait qu'un Pape exilé, accueilli par la France avec tendresse et vénération, Alexandre III, posait, en juillet 1163, la première pierre de Notre-Dame de Paris, quand la cathédrale de Cologne n'était commencée qu'en 1248, c'est-à-dire quatre-vingt-cinq ans plus tard ?

Les dates sont assurément un argument sans réplique ; mais l'étude seule de nos églises du XIII<sup>e</sup> siècle et des arts qui ont concouru à leur décoration suffit à révéler le génie français.

C'est d'abord l'esprit de liberté qui s'affirme en rompant brusquement avec la tradition reçue ; c'est

(1) *Entr. sur l'architecture*, 1863, XXI, p. 364.

(2) *Études sur l'histoire de l'art*, 1886, p. 92.

la fécondité d'imagination, la clarté, la grâce, la mesure et le bon goût, unis à des audaces heureuses : autant de qualités françaises qui brillent dans la disposition de l'édifice ; c'est aussi la souplesse et l'habileté dans les moyens d'exécution. Si l'on descend au détail, quels types nouveaux et parfois sublimes de chevaliers et de héros, dans ce monde de statues qui peuplent le monument, des parvis jusqu'au faite ! Quelle variété dans la flore et la faune, bien françaises, bien locales, où l'on trouve de petits drames charmants qui révèlent un vif sentiment de la nature, et qui font songer involontairement à la bonhomie plus que douteuse des fables de La Fontaine !

Quelle recherche aussi, quelle passion de la couleur ! La France s'en est éprise sous le ciel d'Orient. Elle en revêtira désormais, comme d'un manteau éclatant, ses monuments les plus aimés. Les murs des cathédrales se couvriront de peintures polychromes enlevées sur des fonds d'or. La lumière n'arrivera elle-même qu'à travers des roses et des vitraux ingénieusement nuancés, qui sont une fête perpétuelle pour les yeux, comme un enseignement pour la foi. La couleur se jouera sur les pavés même du temple, où les carrelages en poterie vernissée reflètent en quelque sorte les rayons prismatiques des fenêtres. Enfin, les tapisseries, artistement ouvragées par les reines et les grandes dames, viennent encore ajouter à cet ensemble harmonieux, comme elles apportent un nouveau secours à la piété des fidèles, en retraçant les scènes de la Bible, de l'Évangile et de l'histoire de l'Église.

De son côté, l'orfèvrerie ornait les autels de chefs-

d'œuvre d'un goût exquis et souvent d'une richesse éblouissante. L'ouvrier qui jetait sur les calices, les croix, les reliquaires et les châsses, tant d'ornements légers et gracieux, travaillés au marteau, enjolivés au burin, était à la fois modelleur, ciseleur, fondeur, émailleur, monteur de pierreries. Il réalisait des prodiges d'art et d'industrie qui étonnent l'observateur autant qu'ils l'enchantent. Les pièces les plus précieuses dont se glorifient les trésors de nos cathédrales datent de cette époque, où la vivacité de la foi et la vivacité de l'esprit français semblaient rivaliser de zèle pour le culte de Dieu.

Tandis qu'il recevait toutes ces décorations, le temple retentissait des harmonies de ce beau chant grégorien dont nos artistes envient et cherchent à retrouver la pureté, la suavité, l'expression idéale ; harmonies les plus dignes de prêter à tous les arts une âme et une voix, et de chanter dans nos cathédrales l'hymne de la prière publique, hymne à deux chœurs, où la terre commence et où le ciel répond.

### III.

Née en France, la cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle est issue d'un grand mouvement de civilisation dont je revendique l'honneur pour l'Épiscopat.

Appuyé sur les données les plus récentes de l'histoire, je dis que si les moines bénédictins ont fait l'église romane, les Évêques ont créé l'église ogivale. En effet, on ne leur conteste plus la gloire d'avoir puissamment contribué à l'affranchissement des com-

munes. Amis du peuple encore plus que des grands, c'est la cause du peuple que les Évêques prirent en mains contre les abus de la féodalité. Après avoir imposé *la trêve de Dieu*, au prix des efforts les plus énergiques et les plus persévérants ; après avoir couvert d'une protection efficace les petits et les faibles, ils leur donnèrent, par l'association, une force irrésistible ; et les unions populaires pour les pactes de la paix, transformées en communes diocésaines, ont été l'origine de nos municipalités. Tous les oublis et toutes les ingrattitudes n'effaceront pas ces paroles du chroniqueur Ordéric Vital, lorsque, célébrant, à l'avènement de Louis le Gros, l'établissement des communes, il écrit : *Tunc ergo communitas in Francia popularis statuta est a præsulibus*.

Alors aussi le clocher s'éleva dans tous les villages comme un signe d'affranchissement, et les flèches de nos cathédrales portèrent jusqu'aux nues le symbole de la foi et de la liberté. Le temple, qui avait servi d'asile aux faibles et aux persécutés, devint le centre de tous les intérêts. C'est là que les ventes, les donations, les contrats, étaient écrits ; là que se conservaient les archives ; là que le peuple vaquait aux actes solennels de la vie publique : élections, délibérations, résolutions communes. La cathédrale était l'*hôtel de ville* et le *forum* de la cité.

Les grands ne virent pas sans envie cette popularité croissante de l'Épiscopat. Réunis en 1235 à St-Denis, ils protestèrent, en présence du roi, et adressèrent même leurs plaintes au Souverain-Pontife ; mais la reconnaissance du peuple s'attacha de plus en plus à ceux qui avaient défendu sa cause.

L'Évêque reçut le titre glorieux de *defensor civitatis*, et il fut aimé comme le protecteur et le père de tous. La cathédrale aussi fut aimée comme la maison commune de la grande famille ; et, pour mieux répondre à sa destination nouvelle, on la vit abandonner les types anciens, et appeler à sa construction, non les savants moines sortis de Cluny, mais des architectes enfants de la cité ; et la splendide demeure de Dieu au milieu des hommes s'éleva et s'embellit grâce aux libéralités de tous, mais bien plus par le travail du peuple et avec l'obole des petits et des humbles, que par les riches aumônes des seigneurs et les dons de la munificence royale.

A cette époque si attachante et encore trop peu connue, où la France possédait les avantages de la démocratie, sans en avoir les inconvénients, « on tenait bien plus à l'exercice de ses droits religieux qu'à celui de ses droits politiques, parce que l'état religieux était bien supérieur à l'état politique, et que, hors de l'Église, tous les droits et tous les devoirs de l'homme étaient à peu près méconnus.... Aussi attenter au temple, c'eût été à la fois attenter à la religion, à la société, à tous les droits nationaux et populaires (1). »

Cet amour des classes populaires est toujours demeuré vivant au cœur des Évêques. Au milieu même des éblouissements du grand siècle, Bossuet revendiquait devant Louis XIV le respect des droits des pauvres et des petits et l'égalité de tous devant la

(1) *Préf. du Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, par M. Guérard, p. LII-LIII.

loi. « Servons-nous, disait-il, de cette mesure commune de justice qui enferme le prochain avec nous dans la même *règle de justice..... gardons l'égalité envers tous*, et que le pauvre soit assuré *par son bon droit* autant que le riche par son crédit et le grand par sa puissance (1). • Sentiment impérissable, qui, après avoir fait battre d'âge en âge le cœur des Pontifes qui illustrèrent les sièges que nous occupons, a passé dans nos cœurs, et que nous transmettrons intact aux Évêques qui viendront après nous.

Sans doute, Messieurs, le XIII<sup>e</sup> siècle n'est pas l'idéal de la civilisation chrétienne, mais il en est une magnifique ébauche. Or, nos pères ont créé leurs monuments par l'association, c'est-à-dire par la puissance du nombre et l'unité d'action. Appliquons le même principe à chacune de nos œuvres de foi, de science, de charité. Bien loin d'avoir peur de tous ces nobles essais d'association qui ont pour but l'amélioration morale ou matérielle des classes ouvrières, sociétés de secours mutuels, sociétés coopératives, œuvres des ateliers, des patronages, des banques populaires, des logements ouvriers, prêtons-leur un généreux concours; abandonnant, s'il le faut, des formes vieilles, des types d'organisation qui ne répondent plus aux besoins de l'époque actuelle; n'ayant qu'une seule ambition, celle de faire pénétrer dans les institutions, les lois et les mœurs, l'influence de l'Évangile, et d'établir le règne de la charité de Jésus-Christ.

(1) Sermon sur la justice, prêché devant le roi, à Saint-Germain, en 1666.

Donc, Messieurs, nos cathédrales, filles des évêques, racontent les travaux, les services, le dévouement de nos grands ancêtres du XIII<sup>e</sup> siècle; elles attestent la fécondité du génie national et les sentiments de foi qui ont enfanté les merveilles de l'art, comme ils ont inspiré les *gestes de Dieu par la main des Francs*. Ces reliques des siècles vous sont chères et sacrées, comme une partie du sang, du cœur, de l'âme de la France, et vous apportez à leur conservation un zèle ardent, une infatigable persévérance. Plus même l'esprit de dénigrement s'attaque aux gloires du passé, plus votre tendresse filiale multiplie ses efforts pour sauver de l'abandon et de l'oubli les moindres vestiges des aïeux.

Mais qu'est-ce donc que cette émulation de toutes les sociétés savantes à retrouver, à étudier, à publier les documents anciens, à restaurer les ruines, à protéger les monuments? Qu'est-ce que cette passion, devenue générale aujourd'hui, de collectionner les plus légers fragments de l'art ou de l'industrie des âges disparus, si ce n'est un hommage de notre respect et de notre admiration et le désir d'utiliser les enseignements qu'ils apportent avec eux?

C'est qu'en effet rien de grand ne s'improvise ici-bas; et, sans la tradition, il n'y a point d'instruction véritable. Qui donc a parlé de creuser un abîme entre la France du passé et la France moderne? Et pourquoi? Avons-nous à rougir de notre histoire, la plus noble, la mieux remplie, la plus glorieuse qui soit au monde? La France a été le foyer le plus actif de la civilisation et l'initiatrice de tous les vrais progrès en Europe. Nous n'avons qu'à continuer, en l'amé-

liorant, l'œuvre de nos pères, trop heureux si cette tâche nous trouve à sa hauteur.

Considérant donc les efforts de votre Société et de toutes celles qui sont ses émules, une pensée consolante s'empare de mon esprit. Il me semble que ce goût croissant des antiquités nationales est le gage d'un meilleur avenir. Tous ces fragments des siècles ne sont pas des débris, mais les fondements sur lesquels s'élèvera la France du siècle futur. Elle prendra du passé tout ce qu'il renferme de vrai et de beau : sa foi, son vieil honneur, sa vaillance, son génie artistique ; et, ajoutant à ce patrimoine les laborieuses expériences de notre époque, ses trésors de science et d'érudition, elle marchera de nouveau à la tête des peuples, comme la reine de la civilisation.

## RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE L'ANNÉE.

Par **M. Eugène de BEAUREPAIRE**,

Secrétaire.

MESSIEURS,

Nous allons vous distribuer le tome XIII de notre Bulletin. Il contient les procès-verbaux de l'année académique qui prend fin aujourd'hui. C'est là le meilleur compte-rendu que nous ayons à vous présenter de nos travaux. Aussi, pour satisfaire aux prescriptions de notre règlement, puis-je me borner à quelques brèves et rapides indications



En commençant, permettez-moi de remercier MM. Dupont, Le Féron de Longcamp, Armand Gasté, Lidehart, M<sup>me</sup> veuve Pépin, dont les dons sont venus enrichir les collections de notre Musée.

Tous les ans, nous consacrons un article spécial à la Bibliographie normande. Par une innovation heureuse, dont l'honneur revient au zélé conservateur de notre Musée, M. Charles du Plessis, nous le ferons désormais précéder d'une Revue numismatique, relatant et appréciant les diverses découvertes de monnaies qui auront eu lieu dans l'année, sur le territoire de l'ancienne province de Normandie.

Dans le Bulletin que nous vous présentons, M. du Plessis a ajouté, à ce rapport spécial, une curieuse analyse de deux chartes, dont il a fait récemment l'acquisition pour la collection Mancel.

M. Eugène Châtel, qui ne se désintéresse pas de nos travaux, a mis sous nos yeux des documents se rattachant aux sujets les plus variés : descente des Anglais sur les côtes de Normandie, occupation temporaire de Cherbourg, commencement de la guerre de l'Indépendance en Amérique, désordres révolutionnaires à Paris et dans les provinces. Tout récemment encore, il nous adressait du Jura, un *vidimus* des ordonnances du Roy, « sur les com-  
« plaintes à luy faictes, à la congrégation des États  
« de Normandie, par les délégués d'icelluy païs sur  
« les exactions des gendarmes, commissaires, offi-  
« ciers et aultres, à la date de 1427. »

Le successeur de M. E. Châtel aux archives départementales, M. Bénét, que nous avons été

heureux de recevoir dans nos rangs, n'a pas tardé à nous payer sa bienvenue, en s'associant activement à nos travaux. Déjà nous lui avons dû la communication d'une lettre originale de Louis XI, dauphin, à l'évêque d'Autun, pour lui demander de confirmer sans retard l'élection du prieur Gonault comme abbé du Mont-St-Michel. Cette pièce a été publiée, il est vrai, avec quelques variantes, d'après une copie existant aux archives municipales de Lyon, dans les lettres de Louis XI éditées par M. Étienne Charavay, pour le compte de la Société de l'Histoire de France, mais elle a une telle importance dans les annales du Mont-St-Michel, que nous n'avons pas hésité à la reproduire dans notre Bulletin.

M. Bénét nous a aussi envoyé d'Évreux, avec de substantielles annotations un document fort intéressant pour l'histoire de l'instruction publique dans notre pays. Nous serions heureux de lui donner place dans nos publications.

Un membre du clergé canadien, d'origine française, M. l'abbé Laboureau, curé de Penetanguishene, avec lequel nous avons eu la bonne fortune d'entrer en relations, a mis à notre disposition le texte d'un récit inédit du martyre d'un des apôtres les plus zélés et les plus héroïques de cette contrée, le R. P. de Brébœuf. Le document a d'autant plus de valeur pour nous que le P. de Brébœuf est l'une de nos illustrations normandes, et que la relation qui le concerne a été écrite par un jésuite de la maison de Caen, le P. Christophe Regnault.

M. Gasté, qui vous avait donné lecture d'une

curieuse lettre de Bonnet de Montville, vous a fait connaître une découverte de monnaies du XV<sup>e</sup> siècle, qui a eu lieu à la hauteur de la rue au Canu, dans les déblais exécutés pour l'établissement des nouvelles Facultés. Trois de ces monnaies, après avoir été déterminées par M. du Plessis, ont été acquises pour notre Musée.

Le même membre a informé votre secrétaire de l'existence d'une inscription lapidaire, que la démolition du pavillon de la Faculté sur la rue aux Namps, venait de ramener au jour et qui constatait que la première pierre des bâtiments restaurés de l'ancienne Université avait été posée en 1694, par Mgr de Nesmond, évêque de Bayeux.

A la suite d'une démarche faite, en votre nom, par M. Tessier et par votre secrétaire, M. le Maire de Caen a bien voulu prescrire des mesures pour assurer la conservation de ce curieux monument épigraphique.

Vous devez encore à M. Gasté un mémoire judicieux et piquant sur la chanson des Faux-Nobles, dont le texte, découvert dans un des registres de l'état civil de la commune de Monts-en-Bessin, avait été déchiffré, non sans peine, par M. Châtel, ainsi que des observations sur les œuvres poétiques et chrétiennes du précepteur du Dauphin, M. l'abbé d'Héauville.

Une note rédigée par MM. Bouet et Eugène Simon vous a révélé l'existence de peintures murales du genre le plus simple, avec la date de 1594, à la retombée des voûtes de l'église St-Nicolas.

M. Émile Travers, qui est en train de se faire une véritable spécialité de l'étude des sciences sigillo-

graphiques, vous a soumis des observations sur le sceau de Loja ; il a, plus tard, essayé d'élucider certaines devises en vers qui servent de légende à d'autres empreintes.

L'un des plus jeunes de nos membres, M. Pierre Carel, auquel nous devons déjà une notice sur l'ancienne abbaye de Fontenay, nous a fait part, à deux reprises différentes, des recherches qu'il a entreprises sur l'histoire de la ville de Caen, d'après les documents originaux.

M. Pigeon, chanoine titulaire de Coutances, vous a entretenu du Mont-Saint-Michel à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il vous a lu, en même temps, sur le tumulus des Biards, un mémoire qui renferme de précieuses constatations et qui soulève en ce moment, dans l'Avranchin, d'assez vives controverses. Vous trouverez les deux mémoires de M. le chanoine Pigeon dans le Bulletin.

Nous avons toujours fait ici sa part, et sa très large part, aux études philologiques. Nous vous signalerons à cet égard les notes qui nous ont été adressées par MM. Moisy et Le Héricher sur le glossaire de Gouberville, ainsi que le programme d'une *Flore populaire*, aujourd'hui en préparation, qui nous a été soumis, au mois d'août, par M. Charles Joret, professeur à la Faculté des Lettres d'Aix.

Votre secrétaire vous a présenté une courte notice sur la chapelle de la Bizardière, des rapports sur l'inscription de l'église de Martigny et sur le vase gaulois de la commune du Luot, un mémoire sur les représentations dramatiques aux Puits des Palinods en Normandie, aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles.

Une note de notre président, M. Tesnières, que vous trouverez dans le Bulletin, a trait à une découverte qui, au point de vue de l'histoire de l'art, mérite d'être tout particulièrement signalée. Vous connaissez tous la magnifique cheminée en pierre sculptée qui orne une des salles de notre Musée, et dont M. Ruprich-Robert a publié récemment un très beau dessin. Cette cheminée, d'un grand effet décoratif, porte les armes de la famille de Villy, ainsi que l'a reconnu M. Le Féron de Longcamp, et faisait partie de la maison n° 28 de la rue Saint-Jean.

Le caractère et la date de cette œuvre d'art ont donné lieu à de vives controverses au sein de notre Société et ailleurs. M. Léchaudé d'Anisy l'attribuait à Jean Goujon et reportait son exécution à la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle ; telle n'était pas l'opinion de M. Georges Mancel, qui n'y voyait qu'un travail du XVII<sup>e</sup>. Des moulages récents exécutés avec un soin scrupuleux, pour le compte de M. Tesnières, par M. Douin, ont fait reparaître, sous une épaisse couche de peinture, cette date vainement cherchée jusqu'ici. La belle cheminée n'a pas été sculptée par Jean Goujon, comme l'affirmait M. Léchaudé d'Anisy, mais ce n'est pas davantage une œuvre du XVII<sup>e</sup> siècle, comme le prétendait M. Mancel. Elle porte en effet la date de 1568 et nous offre, par conséquent, un spécimen désormais authentique de la sculpture ornementale sous le règne de Charles IX.

Suivant notre usage constant, nous avons fait parvenir des médailles d'honneur aux élèves de

rhétorique qui ont obtenu le premier prix d'histoire dans les six lycées de Normandie.

Les jeunes lauréats de cette année ont été MM. Pierre de Vanssay pour le lycée de Caen, Jules Lenoël pour le lycée de Coutances. Les noms des jeunes élèves qui ont obtenu la même distinction dans les autres lycées ne nous ont pas été transmis.

La Société a admis au nombre de ses membres titulaires résidants et non résidants, MM. Charles Paulmier, député, Bucaille de Littinière, ancien sous-préfet, Foisil, avocat à la Cour d'appel, ancien magistrat, Révérony, vicaire général du diocèse, Costard, Langlois, notaires à Caen, Hurel, Charles Tesnières, docteur en droit, Pierre de Witt, marquis d'Eyragues, Henri Cordier, professeur de langues orientales à la Bibliothèque nationale. Bénét, archiviste du département, Pitts Limwood, publiciste à Guernesey.

De nombreux savants français et étrangers ont demandé à vous être affiliés en qualité de correspondants.

Depuis notre dernière réunion, notre Société a été cruellement éprouvée ; nous avons, en effet, perdu l'un de nos plus illustres correspondants, trois de nos membres titulaires, deux de nos anciens directeurs, MM. Worsåae, Vastel, Liesville, Victor Châtel, Émile Egger, Hervé de Saint-Germain.

M. Worsåae, ancien ministre de l'instruction publique en Danemark, inspecteur des monuments historiques, chambellan et conservateur des musées royaux, était pour nous un lien précieux entre les pays scandinaves et la Normandie.

Un de ses compatriotes, qui est aussi notre correspondant, M. Johannes Steenstrup, lui a consacré récemment, dans la *Revue historique*, une notice substantielle et excellente. En la lisant, le souvenir de relations qui remontent à l'année 1856 nous revenait à la mémoire.

A cette date, Worsåae avait déjà publié : *Les Antiquités du Danemark illustrées par les tumulus et les Souvenirs laissés par les Danois et les Norwégiens en Écosse et en Irlande*. Soutenu par la haute protection de Christian VIII, roi lettré, qui s'honorait du titre de président de la Société des Antiquaires du Nord, il avait été accueilli à Londres et à Cambridge avec une faveur marquée, par la grande aristocratie anglaise. C'est à son retour d'Angleterre que, pour compléter ses observations, il songea à entreprendre un voyage d'études en Normandie.

Il parcourut notre province dans tous les sens, avec la plus scrupuleuse attention, interrogeant les sites, les monuments, les noms de lieux, et se mit en rapport avec tous ceux qui s'occupaient d'histoire, d'archéologie, de philologie. Il vit notamment MM. Le Prévost et Cochet, à Rouen, M. Bonnin, à Évreux, M. de La Sicotière, à Alençon, MM. de Caumont et Charma, à Caen. J'eus l'honneur de le recevoir à Avranches et de visiter avec lui, en compagnie de l'auteur de l'*Avranchin monumental*, M. Le Héricher, le Hague Dick de Vains, le littoral de Granville, le Mont-Saint-Michel.

Les constatations qu'il recueillit dans ce voyage furent plus tard réunies par lui dans un volume

publié en 1863, et qui porte pour titre : *Conquête de l'Angleterre et de la Normandie*.

Son petit traité devenu classique : *De la civilisation danoise sous les Vikings*, est considéré généralement comme son chef-d'œuvre.

Administrateur remarquable, écrivain distingué, causeur spirituel, homme du monde ayant au suprême degré le sentiment des convenances sociales, Worsåae était proclamé par tous comme l'un des maîtres de l'archéologie préhistorique. Dans les Congrès internationaux, l'accueil qui lui était fait témoignait de l'estime qu'on portait au savant, de la sympathie affectueuse qu'avait su inspirer l'homme privé.

Quel est celui de nous ayant tant soit peu fréquenté les bibliothèques, les musées les dépôts d'archives, qui n'a pas rencontré sur sa route Charles Vastel, avocat intermittent, voyageur effréné, que l'on a surnommé, à juste titre, le chevalier errant de *Charlotte Corday*. On le trouvait à Versailles et à Paris, à Argentan, à Caen, à Évreux, à Alençon, voire même à Bourges, à Saint-Émilien et à Bordeaux, partout, en un mot, où il pouvait rencontrer un document ayant trait à son héroïne, un souvenir d'elle, une trace de son passage. Cette étrange obsession dura de longues années, on peut même dire qu'elle n'abandonna jamais notre confrère. Entre temps il s'occupa des Girondins, mais la Gironde n'était-ce pas encore Charlotte ? Hoche, dont il s'enquit plus tard, s'y rattachait, il faut en convenir, beaucoup moins, et M<sup>me</sup> du Barry, sur laquelle il écrivit deux volumes



à la fin de sa vie, ne s'y rattachait pas du tout. Mais ce sont là des tentatives isolées qui ne sauraient faire oublier la première et la plus intéressante partie de ses travaux.

Les titres et la multiplicité de ses publications dans cette direction indiquent à suffire l'intensité de ses sentiments et la persistance de son effort.

Écoutez plutôt :

« Dossier du procès de Charlotte Corday devant le tribunal révolutionnaire.

« Notes et renseignements sur le fac-similé de la lettre de Charlotte Corday à Barbaroux.

« Note sur l'authenticité du portrait de Charlotte Corday par Haüer.

« Charlotte Corday et les Girondins, 3 vol.

« Excursion à St-Émilion. Biographie de Salles.

« Bibliographie dramatique, historique de Corday.

« Dossier historique de Charlotte Corday; la maison de la rue du Bègle, à Argentan. Documents inédits. »

Tout cela déjà, si considérable, n'est rien auprès des extraits, des notes, des rédactions commencées, relatives au même sujet, qui remplissent, retenons ce chiffre, quarante-cinq énormes cartons.

Vastel avait en outre indiqué comme devant paraître, trois ouvrages sur Charlotte Corday, dont nous énumérons les titres en suivant l'ordre des dates :

1<sup>o</sup> Enquête sur Charlotte Corday, contenant tous les documents réunis par les premiers biographes, les déclarations des personnes qui l'avaient connue, les lettres et pièces émanées d'elles jusqu'à son procès;

2<sup>o</sup> Suite du dossier historique de Charlotte Cor-

day. — Histoire de la famille de Corday. — Période féodale, 1077 jusqu'à l'alliance avec le grand Cornuille. — Période Cornélienne ou moderne, de 1674 à la naissance de Charlotte Corday, 1678 ;

3<sup>e</sup> Biographie inédite de Charlotte Corday, par Caille-Desfontaines, son premier historien, et notice sur Louis Caille.

Aucun de ces ouvrages, annoncés pourtant avec une certaine solennité, n'a vu le jour ; aucun même n'a été rédigé.

Il semble, comme l'a écrit M. de la Sicotière, auquel nous empruntons beaucoup de ces détails, « que l'auteur ait voulu se saisir du sujet et prendre « date à l'avance par cette indication, qui était, sinon « sans objet, au moins fort prématurée. »

Nous ne regrettons pas trop ce mécompte. Vastel n'eût jamais su maîtriser ses documents, et il nous paraît fort douteux qu'il eût jamais réussi à disposer et organiser un volume. Et pourtant, à sa manière, notre confrère a été véritablement un précurseur. Il a été l'un des premiers chez nous à appliquer à l'étude des faits et des événements contemporains, les procédés d'investigation patiente, minutieuse, rigoureusement critique, que les Allemands ont mise en honneur et dont les ouvrages de Taine peuvent faire aujourd'hui entrevoir l'importance.

M. Vastel, né à Versailles le 4 décembre 1817, est mort dans la même ville le 30 janvier 1885.

De M. Vastel à M. de Liesville, la transition est naturelle et pour ainsi dire indiquée à l'avance.

Issu d'une ancienne famille du département de la

Manche, Albert-Robert Frigoult, vicomte de Liesville, était né à Caen le 4 mai 1836.

Après des études mal dirigées, placé fort jeune à la tête d'une belle fortune, il porta ses recherches successivement sur un nombre infini de sujets. Cette fougue incohérente des débuts finit par se calmer ; les investigations de notre compatriote se spécialisèrent, elles gagnèrent en précision et en intérêt et valurent, en définitive, à leur auteur, une fort honorable notoriété.

Liesville s'essaya d'abord par des études sur Bagnoles de l'Orne, par des revues d'art, par des observations insectologiques.

*Le Guide du voyageur à Bagnoles-les-Eaux* ne sera jamais qu'une curiosité bibliographique, et bien que Liesville ait été l'un des fondateurs de la Société d'*Apiculture et d'Insectologie générale*, le traité qu'il a publié sur cette branche de la production agricole n'est, à tout prendre, qu'un manuel pratique, que les éleveurs d'abeilles pourront consulter avec fruit, mais qui ne dépasse pas le niveau moyen de ces sortes de productions.

*Les Artistes normands au Salon* — qui n'eurent que trois années d'existence — nous offrent le relevé consciencieux des noms de nos compatriotes qui ont figuré à ces compositions, mais la critique d'art est médiocre et la rédaction sans couleur.

Là n'est pas l'originalité de Liesville, ni sa sérieuse et véritable valeur. Ce n'est en effet ni un artiste, ni un littérateur, ni un naturaliste, mais tout simplement un curieux, doublé du plus actif, du plus passionné des collectionneurs.

Nous ne saurions dire comment ce goût lui vint et comment, de l'étude de l'*Hélix cincta* et des mouches à miel, il passa sans transition à la recherche et à l'amour du bibelot.

Nous serions porté à croire que les relations intimes qu'il noua avec Champfleury y furent pour quelque chose. C'est de là que lui vint son admiration pour les faïences populaires, et peut-être aussi l'ardeur excessive avec laquelle il rechercha toutes les épaves de l'époque révolutionnaire. Dieu sait ce qu'il dépensa de temps et d'argent au cours de ces pérégrinations dans le monde de la curiosité. « Il avait, nous dit M. de La Sicotière, le cœur bon, la main ouverte et cette confiance de la jeunesse qui ne doute ni d'elle-même, ni des autres. » Si ses finances en souffrirent parfois, on peut dire qu'au point de vue critique et historique, les résultats qu'il obtint ne trompèrent pas ses espérances.

Il est impossible d'indiquer tout ce que lui doit la céramique, l'imagerie, la bibliographie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de l'époque révolutionnaire. Estampes, livres, brochures et brochures, journaux, plaintes et chansons, objets de toilette, armes, meubles divers, tout cela allait s'engloutir chez Liesville et former ce musée extraordinaire qui occupait tout un étage de la rue Gauthey et qu'il montrait le dimanche, avec une extrême complaisance, à tous les visiteurs.

Comme tous les amateurs d'autographes, de bibelots, de tableaux et de céramique, Liesville avait été parfois la dupe d'industriels très avisés et fort peu scrupuleux. Grâce à un truceau savant, à

diverses reprises, le faux vieux avait fait invasion chez lui, et, en cherchant bien, on trouverait plus d'une pièce suspecte dans sa numismatique populaire.

De pareilles mésaventures sont communes ; personne ne peut se flatter d'y échapper. Emporté par sa bonté d'âme, M. Vastel lui-même n'avait-il pas pieusement recueilli dans son cabinet, sous la forme d'estampes, de gouaches et de dessins, un nombre fort respectable de fausses et peu intéressantes Charlotte Corday ? Liesville qui, avec moins de flair, n'avait pas plus de défiance, éprouva les mêmes infortunes.

Le musée de la rue Gauthey avait eu d'étranges vicissitudes. Pendant le siège de Paris, un des derniers obus prussiens y pénétra et, en éclatant, mit en morceaux quelques-unes des plus belles céramiques qui le composaient. Nouvelle mésaventure au moment de la rentrée des troupes à Paris, après l'insurrection communaliste.

S'il faut en croire M. Burty, que cite M. de La Sicotière, peu s'en fallut que cette collection, suspecte aux yeux profanes, ne fût livrée au pillage. Un agent de police, plus zélé qu'intelligent, voyant vraisemblablement des emblèmes prohibés dans toute une série d'objets datant de la première révolution, vint saisir imperturbablement les fusils à pierre, les sabres, les pistolets d'honneur, les glaives des représentants, les faisceaux, les piques, les écharpes, et jusqu'aux bonnets de la liberté.

Nous devons dire, pour être juste, que les écharpes, les bonnets et toute cette ferraille historique,

qu'un émeutier de nos jours eût repoussée avec dédain, fut promptement et fidèlement rapportée au domicile de son propriétaire.

En 1881, M. de Liesville donna à la ville de Paris ce qu'il y avait de mieux dans cet entassement original d'objets bizarres, hétéroclites, sans grand charme, mais non sans curiosité. La collection forme, dans le musée Carnavalet, une section spéciale qui porte le nom de son donateur ; Liesville en avait été nommé conservateur-adjoint, à titre honorifique. C'est dans la salle où elle se trouve qu'il a peut-être passé ses moments les plus heureux. C'est là que devrait être placé son buste.

Indépendamment des brochures auxquelles nous avons fait précédemment allusion, notre confrère a publié deux grands ouvrages ; mais comme chez lui le collectionneur primait l'écrivain, ces deux grands ouvrages sont des ouvrages sans texte. Le Recueil de bois ayant trait à l'imagerie populaire, aux cartes, aux papiers (4 fascicules in-4°), n'en contient pas une ligne.

*L'Histoire numismatique de la Révolution*, dont neuf fascicules ont paru, en contient si peu, que ce n'est véritablement pas la peine de s'y arrêter.

Ce ne sont pas des livres, ce sont des collections de bois et de médailles mises avec gracieuseté, par leur propriétaire, sous les yeux du public.

Nous avons peine à penser que l'ouvrage sur la céramique révolutionnaire, dont on annonçait la préparation, eût présenté un autre caractère.

Liesville est mort à Paris le 4 février 1885. Dans les derniers jours de sa vie, il était revenu aux idées

et aux croyances de sa jeunesse. Sous l'empire de sentiments de famille qui lui étaient restés toujours chers, il avait exprimé le désir de reposer à Caen, dans le cimetière de St-Pierre, au milieu de tous les siens. C'est là qu'avec quelques amis, nous avons accompagné sa dépouille mortelle, et qu'en votre nom nous lui avons adressé le dernier adieu.

M. Victor Châtel, dont, il y a peu de jours, nous apprenions la mort, était entré dans nos rangs le 9 août 1853.

Notre confrère était moins un savant qu'un ami passionné du progrès. Retiré à Valcongrain, au milieu de ses propriétés, il avait tout naturellement porté son attention sur l'agriculture, la sylviculture, le jardinage. Il avait pris sous sa protection spéciale, toutes les productions utiles de la terre, et il s'est ingénié de son mieux pour les défendre contre les myriades d'ennemis invisibles qui les attaquent et qui, trop souvent, réduisent ou annihilent leur rendement. La campagne qu'il conduisit, assez vigoureusement d'ailleurs, pour préserver de la maladie les plants de pommes de terre, eut quelque retentissement. Il en entreprit bien d'autres. M. Châtel, en effet, était né propagandiste.

Pour répandre ses idées, il prodiguait volontiers les insertions dans les journaux, multipliait les brochures, créait des comices, organisait, à grand renfort de publicité, enquêtes, concours et banquets. Ses productions sur les questions les plus diverses, de grand et de petit format, sont innombrables. La patience d'un bénédictin ne suffirait pas à en dresser la liste.

Ses excursions dans le domaine archéologique furent malheureusement assez rares et portèrent presque toujours sur les antiquités préhistoriques.

Dans ces matières délicates, nous n'oserions pas affirmer que la science moderne eût toujours accepté les conceptions de notre confrère ; elle pourra très certainement, en revanche, tirer un utile parti des faits qu'il a constatés, des matériaux de toute espèce qu'il a eu la patience de recueillir.

Notre Société a été bien vivement impressionnée en apprenant la mort soudaine et imprévue de l'un de ses anciens directeurs, M. Émile Egger. Homme véritablement supérieur, M. Egger honorait tout à la fois l'Université et la science française. C'était non seulement le plus grand de nos hellénistes, c'était encore l'esprit le plus large, le plus ouvert, le plus impartial. Sa biographie sera faite prochainement par l'un de ses confrères de l'Institut. En attendant, des discours émus, qui mettent dans tout son relief cette belle et sympathique figure, ont été prononcés sur sa tombe. Je ne saurais rien ajouter à ces témoignages de l'estime et de la douleur publique. Mais si la compétence et l'autorité me manquent pour apprécier ici les travaux par lesquels M. Egger a illustré son nom, je puis au moins dire quels souvenirs son passage au milieu de nous avait laissés et quels regrets profonds sa perte nous a causés.

Le discours qu'il prononça comme directeur à l'ouverture de notre séance publique, en 1864, porte bien la marque de cet esprit flexible et compréhensif, qui ne se contentait pas d'exceller dans une



spécialité, mais qui, à l'occasion, aimait et recherchait les grands horizons.

Rien de plus judicieux et de plus exact que ses réflexions sur le caractère chrétien de notre civilisation, sur l'utilité trop peu comprise en France, surtout en province, des Musées d'Antiquités, sur l'importance historique des inscriptions lapidaires, sur la valeur philologique des idiomes provinciaux ou des patois. Cette dernière question lui tenait tout spécialement au cœur, et il n'hésita pas à exalter devant nous le mérite de *Jasmin*, brillant représentant de la poésie provinciale, et à se réjouir de la persistance indestructible du parler rural, et cela avec des accents d'une sincérité communicative qui eût certainement comblé de joie Charles Nodier.

« Les notaires et les maires de nos villages ne  
« parlent plus, disait-il, que le beau français de  
« Paris, le dialecte courtisan, comme l'appelait  
« Ronsard ; mais leurs clients et leurs administrés  
« sont moins dociles, ils parlent toujours le Nor-  
« mand que les paysans d'il y a dix siècles tirèrent  
« du latin corrompu ou plutôt transformé avec  
« quelque mélange de vieux celtique. Quand je  
« veux m'entretenir avec un de ces francs campa-  
« gnards, je ne le comprends pas sans peine. Mais,  
« loin de m'étonner ou de m'indigner, je me dis  
« avec une joie secrète d'Antiquaire : Tant mieux,  
« voilà encore une œuvre du bon Dieu que la main  
« de l'homme a respectée. Voilà une inégalité, as-  
« surément innocente, que n'a pas encore effacée le  
« niveau de nos règlements publics ; il y a encore

« des prairies et des forêts naturelles, et la végétation n'est pas partout *taillée, alignée, fardée*, » comme dans les jardins de Versailles. »

Hélas ! nous sommes obligé de le confesser, cette uniformité monotone que, dans son âme d'artiste et avec ses instincts de savant, M. Egger déplorait en 1864, s'est singulièrement développée depuis, et aujourd'hui, dans beaucoup de parties de notre ancienne province, la plupart des ruraux parlent, à bien peu de chose près, comme les maires ou comme les notaires.

Avec M. de Saint-Germain, ancien directeur de la Société, que nous avons eu la douleur de perdre au mois d'octobre dernier, nous entrons dans un monde et dans un ordre d'idées différents.

\* M. François-Charles Hervé de Saint-Germain du Houlme est né à Caen le 16 février 1803.

A sa rentrée de l'émigration, son père, dont la fortune avait beaucoup souffert, était venu s'y fixer, et occupait sur la paroisse St-Julien une des rares maisons qui existaient alors dans le quartier de Bagatelle.

C'est là que M. de Saint-Germain passa ses premières années. Notre confrère ne l'oublia jamais, et il aima toujours à revoir la ville de Caen, qui lui rappelait tout un monde de souvenirs et dont il admirait fort les monuments religieux.

En 1831, M. de Saint-Germain épousa M<sup>lle</sup> du Bouexic de La Driennays, et vint immédiatement après se fixer dans la commune de St-Sénier, en plein Bocage, dans ce château hospitalier d'Apilly, d'où l'œil se promène sur de vastes prairies et sur des

hauteurs boisées que connaissent si bien tous les habitants d'Avranches.

La vocation véritable de M. de Saint-Germain ne tarda pas dès lors à se révéler. C'était bien un gentilhomme à la manière anglaise, vivant au milieu de ses terres, largement et confortablement, dirigeant et encourageant les cultivateurs ses voisins, et travaillant à acclimater les bonnes méthodes, à améliorer les races d'animaux, à répandre l'instruction, à favoriser le progrès matériel et moral sous toutes les formes et dans toutes les directions. Ah ! la belle et bonne vie, et que de bien notre confrère, secondé par le dévouement admirable de M<sup>me</sup> de Saint-Germain, put ainsi réaliser autour de lui, sans bruit et sans ostentation !

Son influence devait d'ailleurs s'affirmer bientôt sur un plus vaste théâtre. Au moment de l'établissement d'une Société d'Agriculture dans l'arrondissement, il en fut tout naturellement un des membres fondateurs, et, dès la seconde année, après la retraite de l'honorable M. Regnouf de Vains, les suffrages unanimes de ses confrères l'appelèrent à la présidence. La même initiative lui appartint dans la création des Courses d'Avranches, que plus que personne il contribua à organiser et à diriger. Ces présidences, qu'il devait conserver jusque dans les dernières années de sa vie, ne furent jamais pour lui des sinécures. Le discours qu'il prononça, le 20 juillet 1839, en entrant en fonctions à la Société d'Agriculture, est caractéristique. On y reconnaît l'homme sensé, pratique, poussant la modestie jusqu'à l'abnégation, et détestant les gaspillages inutiles

aussi bien dans l'État que chez les particuliers.

Que de bon sens et de finesse dans la réserve qu'il recommandait à ces perpétuels donneurs d'avis, orateurs bruyants et sans autorité, qui sont trop souvent la plaie des réunions agricoles !

« Vous sentez comme moi, Messieurs, disait-il, de quel fâcheux effet seraient des conseils aventureux, origine quelquefois de déboires pénibles et de pertes réelles que la fortune de nos cultivateurs ne leur permettrait pas de supporter impunément. On ne saurait donc s'entourer de trop de renseignements, trop s'éclairer soi-même.

« Il faut donc éviter de donner ces conseils d'une manière trop solennelle et même trop insistante. Quelques avis insinués dans un entretien que j'appellerais volontiers une causerie, ont souvent produit plus d'effet que les recettes les mieux formulées et les plus retentissantes (1). »

Aussi il est curieux de constater que, dès 1839, M. de Saint-Germain, éclairé par l'observation et l'expérience, en était arrivé à préconiser les méthodes que l'on met aujourd'hui en avant pour combattre la crise qui pèse sur l'agriculture. Accroissement de l'étendue des pâturages, multiplication du nombre des bestiaux, réduction de la culture des céréales, telle était déjà la pratique très précise et très nette qu'il ne craignait pas de recommander à l'attention de ses auditeurs.

(1) *Société d'Agriculture de l'arrondissement d'Avranches*, 2<sup>e</sup> année, p. 53.

« En multipliant les bestiaux, disait-il, il faut  
« multiplier les moyens de les alimenter, il faut  
« accroître l'étendue des prairies artificielles, cultiver  
« les racines, qui sont une ressource doublement  
« précieuse sous notre climat; mais aussi quelle  
« chaîne de prospérités se rattache à l'élève des  
« bestiaux ainsi comprise!! Avec eux augmentent  
« les fumiers, avec les fumiers la richesse du sol,  
« avec la richesse du sol celle des produits, et si  
« d'abord l'éleveur a été obligé d'enlever quelques  
« vergées à la culture du blé, l'abondance inusitée  
« de ses récoltes aura bientôt comblé le déficit des  
« premières années (1). »

Cet esprit pondéré et pratique, ennemi d'un vain charlatanisme, ne l'était pas moins de l'ignorance et de la routine. Imbu des idées philosophiques les plus saines et les plus élevées, il les développa souvent, et toujours avec succès, devant un auditoire de paysans, au moment de l'ouverture des comices, ou à l'heure solennelle de la distribution des récompenses. Ces allocutions familières, empreintes d'une douce bonhomie, qui glorifiaient le travail, l'instruction, la moralité, avaient quelque chose de généreux, de fortifiant, je dirais presque de religieux, qui allait droit à l'âme des braves gens auxquels elles étaient adressées.

C'est par cette action incessante, par des concours bien organisés, par toute une série d'encouragements et d'expériences sagement combinées, que s'opéra,

(1) *Société d'Agriculture de l'arrondissement d'Avranches*, 2<sup>e</sup> année, p. 70.

en définitive, en quelques années, la transformation radicale de l'agriculture dans l'Avranchin. Le développement de la richesse publique, l'amélioration du sort de la classe laborieuse qui en devait être la conséquence, furent une des grandes joies de M. de Saint-Germain, et, dans les dernières années de sa vie, nous l'avons souvent entendu énumérer avec une abondance et une précision étonnante de détails, toutes les familles agricoles du pays qu'il avait vu s'élever par leur travail et leur moralité et arriver à la propriété du sol, à l'aisance, parfois même à la fortune. Grâce à l'étendue moyenne des exploitations dans l'Avranchin, bon nombre de journaliers et de simples domestiques attachés à la culture peuvent en effet prendre des fermes, élever, sans le secours de personne, de nombreuses familles, et acquérir en définitive un capital assez important par l'épargne et par une intelligente administration. Il y a des carrières plus brillantes, il n'en était pas autrefois de plus sûres, de meilleures au point de vue de la moralité privée et de la grandeur de l'État.

Cette transformation agricole, qui devait donner de si magnifiques résultats, était déjà en bonne voie lorsque M. de Caumont vint tenir à Avranches, au mois de juillet 1839, la session annuelle de l'Association normande. Le grand archéologue, le promoteur du progrès rural et industriel, trouva là un accueil digne de lui et des œuvres bienfaisantes auxquelles il s'était consacré. Le président de la Société d'Agriculture, M. de Saint-Germain, se distingua entre tous par sa cordialité chaleureuse et par son empressement. Dans les paroles de bienvenue

qu'il adressa au directeur de l'Association, il n'eut garde d'oublier les antiquaires, un peu perdus dans la foule des agronomes et des commerçants qui formaient le cortège :

« Hommes aux pieux souvenirs, disait-il, s'ils  
« s'occupent de sonder notre passé, ce n'est pas  
« seulement pour enrichir la science et l'histoire et  
« prouver qu'en France l'Art et la Gloire ne sont pas  
« nés d'hier, c'est pour découvrir et signaler nos  
« vieux monuments, les arracher au marteau du  
« vandalisme, les sauver de l'indifférence, qui fait  
« aussi des ruines (1). »

Cette session de 1839, qui a fait époque dans l'Avranchin, a été, par surcroît de bonheur, l'objet d'un compte-rendu charmant et animé de M. de La Sicotière. Nous avons pris plaisir à le relire, et nous en détachons les lignes qui en forment, pour ainsi dire, les conclusions.

« Heureux pays que celui où la nature se montre  
« à la fois pittoresque et fertile, où les administra-  
« teurs et les administrés rivalisent de zèle et de  
« dévouement au bien public, où toutes les opinions  
« se confondent dans une même pensée de gloire  
« nationale, d'intérêt général; où tout ce qui est  
« noble, élevé, délicat, tout ce qui tend au progrès,  
« est dignement compris et mis en pratique, où le  
« souci des intérêts du présent n'exclut pas celui des  
« intérêts du passé et de ceux de l'avenir. Avons-  
« nous visité ce pays, ou bien n'est-ce qu'un rêve (2)? »

(1) Session annuelle de l'Association normande, 1839, p. 9.

(2) Session annuelle de l'Association normande, 1839, p. 41.

Le rêve était une bonne et belle réalité, mais cette réalité ne pouvait pas être éternelle. Quelques années plus tard, la politique s'emparait de M. de Saint-Germain et devait désormais l'absorber tout entier. Membre de l'Assemblée nationale en 1848, député au Corps législatif pendant toute la durée de l'Empire, nommé de nouveau à l'Assemblée en 1871, sénateur, président du Conseil général, commandeur de la Légion d'Honneur, notre regretté confrère avait obtenu tous ces mandats électifs et toutes ces hautes distinctions par la force naturelle des choses, sans brigue, sans sollicitations (1). De cette partie de sa vie, qui ne rentre pas dans notre domaine, nous ne voulons dire qu'une chose, c'est que M. de Saint-Germain se montra toujours supérieur à sa situation officielle, et que sa loyauté, sa rare distinction, son esprit de modération et d'équité lui avaient conquis l'estime, souvent même l'affection de ses adversaires politiques.

L'homme public chez lui ne fit d'ailleurs jamais tort à l'agronome et à l'économiste. Dans un recueil

(1) Conseiller général pour le canton de Villedieu en 1848. — Membre de l'Assemblée nationale de 1849 à 1851. — Élu de nouveau député le 19 février 1852 et secrétaire de la Chambre de 1861 à 1868, membre de l'Assemblée nationale de 1871 à 1876, sénateur de la Manche de 1876 à 1879. — Président du Conseil général de 1871 à 1879. — Chevalier de la Légion d'Honneur le 12 avril 1854, officier le 14 août 1862, commandeur le 14 août 1868. — M. de Saint-Germain parut rarement à la tribune ; il tint cependant à intervenir en faveur du pouvoir temporel du Pape. Nous connaissons également de lui quelques discours sur les Haras et la question chevaline.



de silhouettes parlementaires, un chroniqueur parisien disait de lui :

« La Normandie pommeuse, herbagère, chevaline  
« et bovine revit tout entière dans M. de Saint-  
« Germain. »

C'est la même idée qu'exprimait avec plus d'élévation de langage M. Genreau, lorsqu'il le proclamait  
« la représentation idéale de notre pays. »

Il le représentait bien véritablement, en effet, non seulement au point de vue agricole, mais à tous les autres. Personne n'entretint avec nos voisins de Jersey, de Guernesey, d'Angleterre, des relations plus cordiales et souvent plus fructueuses pour la ville d'Avranches et pour son arrondissement ; personne ne défendit, contre de puissantes influences, avec plus de ténacité et d'énergie, l'institution des Haras ; personne ne s'associa avec plus de cœur à la tentative faite par un vénéré prélat, Mgr Bravard, pour sauver le Mont-Saint-Michel.

Ce jour-là, M. de Saint-Germain fit acte de conservation sociale et archéologique, et mérita vraiment la reconnaissance de tous les antiquaires normands.

L'élection dont il fut l'objet de votre part, Messieurs, fut une manifestation de cette reconnaissance. En portant vos suffrages sur un homme de bien, sur un membre éminent du Parlement, sur un agronome distingué, nous voulions, comme l'a dit excellemment notre ancien président, M. Joly, « honorer  
« une haute et sympathique personnalité, et témoi-  
« gner en même temps de l'intérêt que nous pre-  
« nions à cette grande et patriotique entreprise de  
« la restauration du Mont-Saint-Michel. »

M. de Saint-Germain en fut profondément touché et il vous exprima sa gratitude dans un discours remarquable, l'un des plus archéologiques à coup sûr qui figurent dans notre collection (1). Il y fut bien un peu question de chevaux, de races perfectionnées et de choses rurales, mais, par une délicate attention, notre directeur s'y attacha surtout à nous entretenir des monuments de l'Avranchin, de la cathédrale d'Avranches, et aussi de la restauration de la grande abbaye normande pour la défense de laquelle s'étaient rencontrés, unis dans le même sentiment, le député de l'arrondissement, notre ancien directeur, Mgr Bravard, et le plus grand historien de notre temps que deux fois nous avons placé à notre tête, M. Guizot.

Ce sont là de nobles et beaux souvenirs qu'il convenait de rappeler dans cette solennité.

La cathédrale d'Avranches, malgré sa valeur architecturale, malgré les souvenirs historiques qu'elle rappelait, avait été moins heureuse que l'abbaye.

Sa destruction progressive et lente, s'opérant sous les yeux des pouvoirs publics sans scandale, sans protestation, au milieu de l'indifférence générale, avait laissé dans l'esprit de M. de Saint-Germain, qui en avait été témoin, une impression de profonde tristesse que les années n'avaient point affaiblie.

Lorsque tout enfant il quitta Caen, sa ville natale, les tours de la vieille église proflaient encore

(1) *Bulletin de la Société des Antiquaires*, t. VIII, p. 252.

dans le ciel leur silhouette élancée et offraient au spectateur le plus grandiose et le plus pittoresque spectacle.

« Couronnant un promontoire, abrupte, nous  
« dit-il, dominant une vallée profonde et largement  
« ouverte, entourées d'un horizon étendu, d'un  
« côté l'immensité des grèves blanches, de l'autre  
« une campagne verdoyante, audacieusement pla-  
« cées au bord du rempart et de l'abîme, elles  
« étaient saisissantes, non seulement par leur ar-  
« chitecture, mais surtout par leur position unique  
« et leur masse imposante qui dominait la con-  
« trée (1). »

De tout cela il ne reste plus qu'une place vide et d'insignifiants débris.

La description de M. de Saint-Germain fait revivre le passé ; elle prouve que le grand agriculteur était aussi, au sens élevé du mot, un véritable anti-  
quaire.

Nous aussi, nous avons, au centre même de la cité, un merveilleux monument, l'abside de Saint-Pierre, qui est en péril et dont chaque jour avance la ruine.

C'est l'œuvre d'un artiste caennais, Hector Sohier, l'un des architectes les plus étonnants qu'ait produits la Renaissance française. Ce joyau ciselé, comme l'appelaient récemment MM. Joly et Palustre, les étrangers viennent ici pour l'admirer ; le

(1) *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. VIII, p. 254.

dessin, la gravure l'ont depuis longtemps popularisé. Le laisserons-nous tomber pierre à pierre sous nos yeux, comme tomba autrefois la cathédrale d'Avranches? Nous ne sommes plus en 1810, et nous aimons encore à espérer qu'il n'en sera pas ainsi.

Nous venons d'entendre le prélat éloquent et vénéré qui a bien voulu présider cette réunion, nous parler, dans un magnifique langage, des beautés de notre architecture. Je voudrais que quelque chose de cette flamme généreuse passât dans les âmes de tous ceux qui m'écoutent.

Sous cette influence féconde, un grand mouvement d'opinion viendrait seconder et au besoin stimuler les dispositions favorables de l'administration.

Le désastre que nous redoutons serait alors conjuré.

Sauver un chef-d'œuvre de notre art national, n'est-ce pas, après tout, Messieurs, servir la cause sacrée de la patrie et de la civilisation?

## LES DÉCOUVERTES D'YQUELON

Par M. de LOMAS.

L'église d'Yquelon, près Granville, qui dépendait du diocèse de Coutances, est un des plus curieux oratoires du pays. Il appartient dans son ensemble à l'architecture romane, dont il nous offre un très intéressant spécimen. Malgré des remaniements déplorables opérés au XVII<sup>e</sup> siècle, il présente encore

un caractère d'unité bien rare, malheureusement, dans les édifices de cette époque.

Dans son *Avranchin monumental*, M. Le Héricher a consacré à l'église d'Yquelon une description très exacte et très complète, à laquelle nous ne voyons rien à ajouter.

Dans le courant de cette année, M. l'abbé Briand, nommé pro-curé d'Yquelon, jugea à propos de faire quelques travaux de terrassement pour assainir la vieille église, transformée en véritable cave par l'exhaussement continu du sol environnant.

Ces travaux amenèrent de fort intéressantes découvertes.

Les ouvriers rencontrèrent d'abord des fonts baptismaux en granit, composés d'une simple cuve ronde, sans ornement et sans style bien défini. Ces fonts paraissent contemporains de l'église romane. Ils se trouvaient le long du pignon nord de l'édifice.

Près d'eux, le long du même pignon, on découvrit successivement une pierre tombale en pierre blanche tendre et une statue à peu près intacte en pierre blanche dure. La pierre tombale mesure 2 mètres sur 80 centimètres. — La statue a 1 mètre 2 centimètres. L'une et l'autre attestent un art fort avancé et appellent quelques mots de description.

La pierre tombale supporte un chevalier en relief, représenté les mains jointes, la tête appuyée sur un oreiller, et ayant un lévrier à ses pieds.

Il est vêtu d'une tunique qui ne dépasse pas les genoux ; cette tunique est serrée à la taille au moyen d'un ceinturon, auquel est pendue une épée.

Un bandeau large de 4 centimètres est noué ou attaché derrière la tête et retient une pièce d'étoffe qui sert de coiffure.

Deux boucles de cheveux couvrent les tempes.

Les détails de l'ornementation, du costume et de la coiffure permettent d'assigner le XII<sup>e</sup> siècle comme date de l'exécution de cette pierre tombale.

Elle ne porte ni indication de nom, ni indication d'année ; il serait, par conséquent, impossible de déterminer le personnage dont elle recouvrait les restes. Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est qu'il appartenait à la puissante famille d'Yquelon, dont un des membres, *Roger d'Yquelon*, apposa sa signature au bas de deux grandes chartes de l'abbaye de la Luzerne, en 1162.

La statuette mérite de nous arrêter davantage. C'est, en effet, une œuvre d'art d'un beau caractère et d'un véritable mérite d'exécution.

La sainte est représentée debout, la couronne en tête. Elle dirige sa main gauche ouverte du côté du spectateur, à la hauteur de l'épaule ; la main droite est fermée, l'index et le médius sont allongés et viennent se poser sur la paume de la main gauche.

C'est le geste d'une personne qui discute, et il est rendu avec une grâce et un charme inimitables.

Les détails du costume sont d'ailleurs traités avec un soin minutieux.

Au-dessous de la couronne, finement ciselée, un voile, indiqué avec une extrême délicatesse, sans cacher entièrement la chevelure, couvre les épaules. Un manteau aux longs plis flottants est retenu sur

la poitrine par une agrafe de forme allongée et tombe de la manière la plus naturelle et la plus gracieuse.

Des trous existant sur le flanc gauche de la statue, révèlent qu'un objet assez volumineux, qui accompagnait la sainte et qui formait l'un de ses attributs, a disparu.

Pour notre part, nous n'éprouvons aucune hésitation à reconnaître, dans cette statue, une sainte Catherine.

La roue qui forme son attribut ordinaire est, il est vrai, absente, mais l'attitude de la sainte lève toute incertitude et démontre que l'artiste a voulu représenter sainte Catherine au moment où elle luttait victorieusement, par la parole, avec les philosophes d'Alexandrie.

Cette opinion nous semble d'autant moins contestable, qu'au nombre des patrons de l'église figure sainte Catherine, qui est d'ailleurs, dans la région, l'objet d'une dévotion toute particulière. Il en était ainsi autrefois, il en est de même maintenant. C'est ce qu'expriment, avec une certaine vivacité, les vers suivants qui se lisent au bas d'un mauvais tableau de la sainte, qui se trouve encore dans l'église :

Yelonii cives, virgo Catharina, tucre  
Quæ templi istorum sufficis omne decus.  
Bichau, 1743.

Indépendamment de sa valeur artistique, notre statue a un autre mérite auquel la Société des Anti-

quaires de Normandie ne peut manquer d'être sensible. Comme beaucoup d'autres œuvres du même genre, comme la sainte Marie, de Buais, comme le saint Léonard, de Vains, la sainte Catherine, d'Yquelon, est sortie des ateliers de Caen. C'est pour nous une raison de plus de la signaler et de veiller soigneusement à sa conservation.

## SONNETS RUSTIQUES

Par **M. Gustave LE VAVASSEUR** (1).

---

### MES ARBRES.

#### I.

J'ai des arbres remplis de bois mort et de trous,  
Gelifs, noueux, tortus, bossus, couverts d'écailles,  
Tronqués et plus moussus que de vieilles murailles,  
Emmantelés de lierre et hérissés de houx.

Vieux serviteurs bourrus. Le plus rugueux de tous,  
C'est Jean, mon bûcheron. Cet homme sans entrailles  
Surveille les halliers et sonde les broussailles. [nous ?  
— Monsieur, ce chêne est mort, quand donc l'abattons-

(1) Dix seulement de ces sonnets ont été lus à la séance publique : M. Gustave Le Vavasseur, auquel nous en exprimons toute notre reconnaissance, a bien voulu compléter la douzaine en nous envoyant depuis ceux qui portent pour titre : *l'Églantier*, *la Pomme*.



Jean, ce chêne est vivant, vois cette feuille verte.  
Jean rit. On voit sa dent sous sa lèvre entr'ouverte.  
— Jean, es-tu sans pitié, sans âme et sans amour ?

— Moi ! répond le bonhomme ardent à sa besogne,  
Quand un arbre s'en va, je bêche tout autour,  
Et quand j'ai dégagé les racines, *je cogne*..

## II.

Le bûcheron est vieux ; il crache  
Dans ses deux mains ou fait semblant,  
Il tient sa cognée en tremblant  
Et geint à chaque coup de hache.

Il a l'air tout fier du panache  
Qui, lorsqu'il ahanne en soufflant,  
Dans le brouillard gris sort tout blanc  
Entre les poils de sa moustache.

Il prend des temps et des repos  
Et bâtit avec ses copeaux  
Une pyramide savante.

Le bonhomme fait l'important,  
Il coupe une chose vivante  
Et thésaurise. Il est content.

## III.

Mes arbres sont mes amis,  
Mes arbres chez moi demeurent ;  
Ils naissent, vivent et meurent  
Où le bon Dieu les a mis.

Ils ne craignent rien, hormis  
Les ciseaux qui les effleurent ;  
Leurs rameaux grimpent ou pleurent  
En écoliers insoumis.

C'est moi qui leur fais la classe ;  
Ils font les beaux quand je passe,  
Ils se savent, Dieu merci,

Libres, sous ma sauvegarde,  
Mais je crois qu'ils sont aussi  
Bien contents qu'on les regarde.

#### IV.

Ils aiment qu'on les admire,  
Drapant leur galbe incertain  
Dans le brouillard du matin,  
Comme dans un cachemire.

Quand le voile se déchire  
Sous un coup de vent hautain,  
D'un air demi-libertin  
Les jeunes semblent sourire.

Les vieux couvrent leurs troncs gris  
Et leurs rameaux rabougris  
De feuille verte ou vermeille

Et mettent, en vrais lurons,  
Leur casquette sur l'oreille  
Quand passent les bûcherons.

V.

Dans la haie, un jeune églantier  
Dit à la ronce qui l'écoute :  
C'est nous qui fleurissons la route,  
C'est nous qui gardons le sentier.

Chacun chez nous fait son métier,  
J'élague un peu, la chèvre broute,  
Et les rameaux qui font la voûte  
Couvrent le chemin tout entier.

L'orme, quatre fois séculaire,  
Offre son ombre circulaire  
Aux siestes du troupeau normand.

Le chêne usé dit au vieux hêtre :  
Séchons sur pied tranquillement,  
Frère, nous avons un doux maître.

---

LES CORBEAUX.

Novembre.

La bande de corbeaux qui dort dans la ramée  
S'éveille en croassant tout bas quand le jour luit,  
Quitte en tourbillonnant son gîte de la nuit  
Et sur un champ de blé va s'abattre affamée.

L'oiseau cherche des vers dans la terre semée,  
Mais parfois, trop ardent au gibier qu'il poursuit,

Il becquète le grain qui fermente, et détruit  
La part de la moisson dans le germe enfermée.

Ainsi, quand le remords, corbeau noir et gourmand,  
Fouille le cœur de l'homme et, parmi le froment,  
Cherche pour s'en nourrir le ver qui le torture,

Le glouton, sans songer aux repas à venir,  
A trop grands coups de bec s'acharne à sa pâture  
Et dévore le cœur avec le souvenir.

---

### L'ÉGLANTIER.

Églantier, rosier de l'Eden,  
Les habitants des capitales  
Te greffent de leurs mains brutales,  
Pour faire honneur à leur jardin.

Pour le raffiné citadin  
Ta rose ouverte et ses pétales,  
Dans leurs simplicités natales,  
Ne méritent que le dédain.

Aussi, pourquoi, fleur sans malice,  
En ouvrant tout grand ton calice,  
Nous montrer le fond de ton cœur ?

Reste bouton, naïve rose,  
Il vaut mieux, qu'on soit femme ou fleur,  
Laisser deviner quelque chose.

---

## LES OIES.

Gravement, à la file, elles vont au pâtis :  
Le jabot consterné, lourdes, mais empressées,  
D'un rêve d'herbe tendre elles semblent bercées  
Et pétrissent la fange à pas appesantis.

Elles ont le bec rude et de grands appétits ;  
Il semble que parfois au fond de leurs pensées  
Revient le souvenir de leurs gloires passées.....  
Ah ! si le Capitole avait fait des petits !

Elles causent sans cesse entre elles, les commères ;  
Est-ce à la vision de nouvelles chimères ?  
Est-ce au gai souvenir des grandeurs d'autrefois ?

Elles battent de l'aile en se faisant des signes.  
Je ne comprends pas bien leur langue, mais je crois  
Qu'elles passent leur vie à médire des cygnes.

---

## LE BRIN D'HERBE.

A quoi sert un brin d'herbe ? — A rien,  
Dit l'aigle à la serre puissante.  
— Moi, répond la taupe innocente,  
Par dessous je ne vois pas bien.

— C'est notre-pain quotidien,  
Dit la brebis reconnaissante.

— C'est l'œuvre toujours renaissante  
Du Créateur, dit le chrétien.

Et le poète solitaire,  
Que jusqu'au trépas le mystère  
De la nature fait rêver, w

En lui-même songe avec joie :  
Le brin d'herbe est fait pour sauver  
La fourmi quand elle se noie.

---

### LE ROSSIGNOL ET LE PIGEON.

Mai.

Pigeon, votre simple ramage,  
Sans floriture et sans façon,  
N'est certes pas à l'unisson  
De votre séduisant plumage.

Pigeon, mon ami, c'est dommage,  
Voulez-vous prendre une leçon ?  
Je vous ferai, filant le son,  
Rossignoler à mon image.

— Merci, rossignol, grand merci,  
Si nos gosiers sont faits ainsi,  
C'est qu'ils nous conviennent sans doute

Quand vient le gentil mois de Mai,  
Vous chantez pour qu'on vous écoute,  
Moi, je chante pour être aimé.

---

## LES GLANEURS.

Août.

Aux guérets de l'esprit on s'est tant promené  
Qu'il ne reste plus rien de la moisson superbe ;  
Les râteaux avaient fait leur ronde après la gerbe,  
Et dès le premier jour on avait tout glané.

Les grillons font la nique au chercheur obstiné ;  
Il ne trouve pas un fêtu, pas un brin d'herbe,  
Pas un pronom d'antan, pas un mot, pas un verbe,  
Les rats meurent de faim dans le champ moissonné.

Et pourtant les naïfs qui rêvent de javelles,  
Quêtent les vieux épis et les rimes nouvelles.  
Qui sait si les râteaux criards ont tout gratté ?

Poursuivant sans ennui la tâche qu'il préfère,  
— Peut-être, — dit tout bas le poète entêté,  
Le plus beau vers du monde est-il encore à faire.

---

## LA POMME.

Octobre.

Quand le pommier fleurit, le bon Dieu défendit  
De cueillir les fruits d'or endormis dans ses roses ;  
Le maître souverain qui créa toutes choses  
Voulut éprouver l'homme et l'arbre ; il attendit.

Mais la femme séduite écouta le maudit  
Qui lui montra la pomme au sein des fleurs écloses,

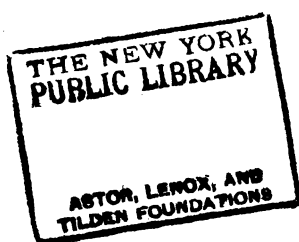
Comme un fruit réservé pour les apothéoses,  
Puis l'homme crut la femme, et l'orgueil les perdit.

Les pommiers sont déchus depuis la faute d'Ève,  
Le printemps les trahit, l'hiver glace leur sève,  
Le souffle de la Mort flétrit l'Espoir d'en haut.

Nous n'avons plus, hélas ! sur la terre où nous sommes,  
De fruits sans amertume et de fleurs sans défaut,  
Mais nous avons toujours des femmes et des pommes.

---





## EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

---

**Séance du 18 décembre 1885. — Présidence de  
M. Tesnières.**

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal des deux dernières séances, il est procédé, conformément aux inscriptions du règlement, au renouvellement intégral du bureau.

Sont nommés :

*Directeur pour l'année 1886* : M. Chabouillet ;

*Président* : M. de Panthou, ancien procureur général ;

*Vice-Président* : M. l'abbé Montcoq, curé de St-Ouen ;

*Secrétaire* : M. Eugène de Beaurepaire ;

*Vice-Secrétaire* : M. Gustave Le Hardy ;

*Trésorier* : M. Charles Hettier ;

*Conservateur du Musée* : M. Charles du Plessis ;

*Bibliothécaire-Archiviste* : M. Émile Travers ;

*Membres de la Commission administrative* : MM. J. Travers, Guillouard, Joly, de Formigny de La Londe, Châtel.

**Séance du 8 janvier 1886. — Présidence de M. de  
Panthou.**

Le Secrétaire donne lecture : 1° de deux circulaires relatives à la réorganisation des sections pour le

congrès des Sociétés savantes ; 2° d'une autre circulaire accompagnant une note rédigée par le Comité des travaux historiques sur les Assemblées générales de communautés d'habitants en France sous l'ancien régime ; 3° une lettre du nouveau directeur de la compagnie, M. Chabouillet, par laquelle il remercie ses confrères de l'honneur qu'ils lui ont fait en le choisissant pour remplacer à leur tête Mgr Thomas, archevêque de Rouen, directeur de l'année précédente.

Sont nommés membres titulaires résidants : MM. Zevort (Edgard), recteur de l'Académie de Caen ; de Saint-Pol, vicaire de la paroisse St-Julien, Delalande, curé-doyen de St-Jean.

M. Huart donne lecture d'une note relative à la découverte d'une cheminée romane du XII<sup>e</sup> siècle, qu'il a pu observer encore en place dans la maison portant le n° 105 de la rue St-Pierre.

L'un des chapiteaux, largement taillé et parfaitement conservé, a été moulé ; le moulage sera offert à la Société.

Cette découverte est d'autant plus intéressante que les débris sculptés d'édifices civils de l'époque romane sont d'une extrême rareté dans notre région. C'est peut-être le seul qui puisse être signalé à l'heure actuelle dans la ville de Caen.

Le Secrétaire communique, au nom de M. Moulin, un travail archéologique d'une certaine étendue sur plusieurs monuments religieux de l'époque romane appartenant au Passais normand. Plusieurs membres expriment le désir de voir M. Moulin joindre à son travail des dessins des appareils et autres détails

caractéristiques d'après lesquels seulement on pourrait apprécier, en connaissance de cause, le système présenté en ce moment à la Société.

M. Pierre Carel continue la lecture de son histoire de Caen, d'après les documents déposés aux archives municipales.

M. Châtel signale une importante publication de notre savant compatriote, M. Léopold Delisle, intitulée : *Un nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc*. Le Secrétaire insiste sur l'intérêt particulier que présente en ce moment la révélation d'un pareil témoignage.

Nous reproduisons ci-après la note de M. Huart, architecte, sur la découverte d'un fragment de cheminée romane à Caen.

#### **Note de M. HUART.**

En faisant réparer une maison rue Saint-Pierre, n° 105, je fus fort surpris d'y trouver, au deuxième étage sur la cour, une cheminée portant des traces de l'époque romane. Le manteau est soutenu d'un côté par un chapiteau dont une des faces latérales porte des sculptures du XII<sup>e</sup> siècle. Tout le reste de la cheminée a été mutilé et retaillé. Le milieu a même été démoli et remplacé par une cheminée moderne.

La conservation de la partie de chapiteau, restée à peu près intacte, est due probablement à la proximité d'une cloison de bois qui l'a protégée contre le marteau des démolisseurs.

Je fis un moulage de ce chapiteau et le montrai à M. Bouet, qui m'assura qu'il était assez rare de trouver des maçonneries romanes dans les maisons particulières de la ville de Caen. Nous sommes allés visiter ensemble cette maison, et, en cherchant de tous côtés, nous avons trouvé dans le mur opposé à la cheminée des parties de maçonnerie dont la taille layée avait parfaitement le caractère roman. Nous en avons également trouvé au rez-de-chaussée qui, maintenant, est presque un sous-sol, car les étages de cette partie de maison ne correspondent pas du tout à ceux de l'autre partie qui donne sur la rue St-Pierre, porte pignon et date probablement de la fin du XVI<sup>e</sup> ou du commencement du XVII<sup>e</sup> siècle.

C'est encore une preuve que les débris des siècles passés tendent à élever de plus en plus le sol des villes.

**Séance du 5 mars. — Présidence de M. l'abbé  
Montcoq.**

Le Secrétaire donne lecture des lettres par lesquelles MM. de Panthou et du Plessis s'excusent de ne pouvoir assister à la séance, il signale ensuite parmi les ouvrages offerts :

1<sup>o</sup> *La Généalogie de toutes les branches de la maison du Buat*, par Henri Le Court, notaire à Deauville-sur-Mer ;

2<sup>o</sup> *Les Lettres de Marie Leckzinska au président Hénault*, par M. Victor des Diguères. Des remerciements seront adressés à MM. Le Court et des Diguères.

Communication est ensuite donnée de circulaires relatives au Congrès des Sociétés savantes et des Sociétés des Beaux-Arts, en 1886, et au Musée d'ethnographie du Trocadéro.

La Société décide que, par les soins de son Secrétaire, un exemplaire de tous les volumes de Bulletins et Mémoires qui existent en nombre dans son dépôt sera envoyé à la Société d'ethnographie, pour sa bibliothèque; elle délègue en outre MM. Châtel et de Beaurepaire pour la représenter au prochain Congrès des Sociétés savantes.

L'ordre du jour appelle l'ouverture du scrutin pour le vote sur la candidature de M. Tony Genty, avocat à la Cour d'appel, présenté comme membre titulaire par MM. Joly et de Panthou.

M. Genty, ayant réuni l'unanimité des suffrages, est proclamé membre de la Société.

Il y aura lieu de voter à la prochaine séance sur la présentation, comme membres titulaires, de :

1° M. Le Court, notaire à Deauville, présenté par M. Châtel et par le Secrétaire ;

2° M. Coville, maître de conférences à la Faculté des Lettres, ancien élève de l'École des Chartes, présenté par MM. Gasté et Émile Travers.

M. de Beaurepaire reçoit la parole et donne lecture d'une notice biographique sur M. Cauvet, ancien président de la Société.

**Séance du mois de mai. — Présidence de M. l'abbé Montcoq.**

Sont nommés membres titulaires de la Société :

M. de Longuemare, avocat à la Cour d'appel, demeurant à Caen;

M. Le Court, notaire à Deauville;

M. Coville, maître de conférences à la Faculté des Lettres, demeurant à Caen.

Le Secrétaire donne lecture d'une note de M. le baron de Longuerue sur le séjour à Caen d'Helvétius. M. de Longuerue sollicite de la bienveillance des membres de la Société tous les renseignements de nature à éclairer ce détail biographique.

M. Gasté entretient la Compagnie d'un problème ayant encore pour nous un très vif intérêt, la question de savoir si Pierre Corneille a, oui ou non, pris part aux concours palinodiques à Caen. Le fait est attesté dans un grave document; resterait maintenant à corroborer cette affirmation par d'autres éléments de preuve.

M. Raulin rend compte à la Société des lectures faites aux congrès de la Sorbonne par les délégués des Sociétés savantes de Normandie.

M. de Beaurepaire donne lecture d'un travail sur l'assassinat du baron d'Aché.

**Séance du 4 juin. — Présidence de M. de Panthou.**

Après l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, il est procédé au vote sur les présentations, comme membres titulaires, de: MM. Couraye du Parc, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, et Tardif, archiviste paléographe, avocat à la Cour d'appel de Paris. Ces Messieurs ayant obtenu

l'unanimité des suffrages, sont proclamés membres titulaires non résidants de la Société.

M. le Secrétaire fait connaître qu'il a été avisé, par M. de La Londe, d'une découverte de peintures murales, qui vient d'avoir lieu dans l'église de Torteval. Il espère pouvoir, à la prochaine séance, fournir à la Société quelques détails à ce sujet.

Il est donné lecture, par M. Émile Travers, au nom de M. Desprairies, de la première partie d'un travail intitulé : *Les Assemblées du général de la paroisse dans le Cotentin.*

**Séance du 2 juillet. — Présidence de M. de Panthou.**

Le Secrétaire communique divers documents, notamment une circulaire relative aux questions qui pourraient être insérées dans le programme du prochain Congrès des Sociétés savantes, et une autre circulaire concernant le prix des objets de consommation à des dates différentes, dans des communes déterminées.

Il donne lecture de notes sur les peintures de Torteval, et d'une lettre de M. Jacquier, relative à une pierre tombale existant dans l'église de May-sur-Orne. Cette lettre est ainsi conçue :

« MONSIEUR,

« J'ai l'honneur de vous signaler une pierre tombale du XV<sup>e</sup> siècle, à double personnage, de 1,96 × 1,50, qui existe dans le cimetière de May-sur-Orne ; elle-servait, paraît-il, de dallage ou de marche à l'église.



« Les personnages sont peu visibles, effacés, mais la gravure des dais est, me dit-on, très bien conservée.

« Ne l'ayant pas vue, je ne puis vous renseigner d'une façon exacte sur sa valeur, mais si par hasard vous pouviez aller à May, il vous serait facile d'en apprécier le mérite.

« Monsieur le Maire a l'intention de se mettre en rapport avec vous à cette occasion.

« Je vous prie, Monsieur, de bien vouloir agréer l'expression de mon respect.

« Aimé JACQUIER. »

M. Bénét lit un travail rempli de détails navrants sur la famine dans la généralité de Caen, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

M. Gasté fait connaître, d'une manière circonstanciée, la vie de l'abbé Coutard, fondateur de la bibliothèque de Vire et créateur des premières écoles de filles à Neuville.

M. l'abbé Montcoq clôt la séance par le récit de son pèlerinage à Jérusalem ; à l'appui de ses appréciations, M. l'abbé Montcoq remet des fragments d'objets antiques découverts par lui dans le voisinage des Lieux Saints.

**Séance du 6 août. — Présidence de M. de Panthou.**

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la précédente séance et la présentation de différents ouvrages adressés à la Société, notamment d'un

mémoire de M. Tessier sur la mort d'Étienne Marcel, il est donné lecture :

1° D'une note de M. Costard, relative à la découverte d'une grotte-abri de l'époque des silex éclatés, faite par lui au lieu dit la Brèche-au-Diable ou le Mont-Joly ; 2° d'une note de M. Simon, à propos d'une pierre tombale à l'église de May-sur-Orne, déjà signalée par M. Jacquier. Un dessin de cette pierre tombale fort remarquable et dont la conservation s'impose à tous les points de vue, est placé sous les yeux de la Compagnie. M. le Vice-Président se charge d'intervenir auprès de M. le Curé de May, dans le but d'obtenir que l'on prenne des mesures pour empêcher la destruction ou la détérioration de cet intéressant monument.

M. Joret, professeur à la Faculté des lettres d'Aix, entretient la Société de son projet de publier une Flore populaire. Cette communication de notre savant compatriote excite un vif intérêt.

**Séance du 5 novembre. — Présidence de M. de Panthou.**

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, le Secrétaire signale, parmi les ouvrages offerts, les *Croquis Maritimes*, par M. Vanel.

Il est ensuite donné lecture de lettres de MM. Hector Malot, Cutting, de Longuerue, Léopold Delisle. La lettre de M. Malot a trait à une maison de bois de l'arrondissement de Lisieux, celle de M. Cutting, à l'histoire de St-Étienne de Caen, celle du baron de Longuerue, au séjour d'Helvétius à Caen. Dans la

lettre adressée au Secrétaire, M. Léopold Delisle émet l'idée d'organiser une exposition spéciale à l'occasion des fêtes qui ont lieu en ce moment en Angleterre, en commémoration du 800<sup>e</sup> anniversaire de la rédaction des Domesday-Book. Le Secrétaire est chargé de réunir des renseignements sur les moyens pratiques qui pourraient être employés pour arriver à réaliser ce projet.

M. de Beaurepaire conserve la parole et donne de nouveaux détails sur la maison de bois de la rue St-Pierre, qui a été élevée par l'un des membres de la famille des Mabrey. Les titres de propriété font connaître, en effet, que les Mabrey avaient acquis le terrain sur lequel elle a été bâtie, et les armoiries sculptées sur les poutres du second étage et qui sont celles des Mabrey, révèlent suffisamment que c'est par les soins d'un des membres de la famille qu'elle a été construite.

M. de Beaurepaire, en son nom et au nom de M. Costard, rend ensuite compte des démarches qu'ils ont faites pour prendre possession des silex mis à la disposition de la Société par les héritiers de M. Châtel.

M. le président de Panthou entretient la Compagnie des vicissitudes d'un Christ de Girardon, et il place sous les yeux de la Compagnie cette œuvre d'un des grands maîtres de la sculpture française, ainsi que l'attestation en forme de l'artiste Pajou, qui en garantit l'authenticité.

Après cette communication, qui intéresse vivement la Société, M. Ch. du Plessis lit une note sur divers objets offerts au Musée par M<sup>me</sup> Pépin.

**Note de M. Ch. du PLESSIS.**

M<sup>me</sup> veuve Pépin, de Saint-Pierre-sur-Dives, qui, l'an dernier, avait déjà offert au Musée des Antiquaires de Normandie un certain nombre d'objets provenant des collections de son mari, ancien membre de la Société, a fait, il y a quelque temps, un nouvel envoi de cent vingt pièces de monnaies en argent et en billon, tant romaines que françaises et étrangères. Les plus remarquables de ces pièces appartiennent à Germanicus ; Faustine, femme d'Antonin le Pieux ; Septime Sévère ; Otacilie, femme de l'empereur Philippe ; Probus et Constantin le Grand, pour les romaines. Parmi les françaises, la plus curieuse est un denier en billon, frappé à Dreux, sous Louis VII (1137-1180), et qui porte un petit croissant sur la face, pour rappeler la croisade de ce roi en Orient en 1147. Cette pièce présente encore plus d'intérêt pour la Société, parce que c'est précisément l'exemplaire qui a servi de sujet au travail de M. Chautard, inséré dans le tome II du *Bulletin des Antiquaires*. Viennent ensuite un demi-teston de François I<sup>er</sup> et des pièces de Charles IX, de Louis XIII et de Louis XV. Les féodales françaises se composent en grande partie de pièces provenant de la trouvaille faite, en mai 1862, dans l'église de Hottot-en-Auge (1); il y en a du comté de Nantes, de Penthievre, d'Anjou, du Maine, de Vendôme, de

(1) *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. II, p. 188.

Châteaudun, de Gien, etc. Les pièces étrangères, qui viennent, elles aussi, du trésor d'Hottot, sont toutes des esterlings d'Henri II Plantagenet, roi d'Angleterre (1154-1189), frappés à Londres, ou dans d'autres villes anglaises, mais qui, pendant une partie du Moyen Age, ont eu cours en Normandie, à cause de la communauté de gouvernement des deux pays.

La Société des Antiquaires de Normandie, par l'organe de son Secrétaire, M. de Beaurepaire, a adressé tous ses remerciements à M<sup>me</sup> Pépin ; il est à souhaiter que son exemple soit suivi, et que l'on puisse ainsi conserver d'anciens témoins irrécusables de notre histoire, qui trop souvent sont détruits et perdus pour la science.

---

# NOTES ET COMMUNICATIONS

---

LES

## ASSEMBLÉES DU GÉNÉRAL DE LA PAROISSE

Dans le Cotentin

Par M. A. DESPRAIRIES.

---

Nous nous proposons d'étudier, dans les paroisses rurales du Cotentin, l'organisation et le fonctionnement des assemblées de communautés d'habitants, l'une des institutions les plus intéressantes et les moins connues de l'ancienne France.

On appelait communauté d'habitants l'ensemble, l'agrégation des habitants de la même paroisse ou du même hameau, réunis pour la gestion de leurs intérêts communs. Ces communautés constituaient de véritables personnes civiles, des êtres moraux capables de recevoir, de posséder et d'acquérir. N'ayant à leur tête ni représentant du pouvoir central, ni mandataire permanent, elles se gouvernaient au moyen d'assemblées générales des habitants. Cette administration collective s'exerça longtemps

sans contrôle, l'autonomie communale n'ayant pour correctif que l'action toujours décroissante du pouvoir seigneurial. En 1659, Louis XIV déclara les communautés mineures, les soumit à la tutelle, quelquefois arbitraire, des intendants, et leur fit ainsi perdre une partie de leur indépendance primitive.

Avant comme après l'intervention du pouvoir royal, les assemblées d'habitants, que dans la pratique on nommait *Assemblées du Général de la Paroisse*, n'eurent pas de réglementations uniformes. Le mode de délibérer variait suivant les pays; chaque province, chaque région conservait des usages propres consacrés par le temps. Les coutumes du Cotentin diffèrent souvent de celles du reste de la France.

D'abord, il est indispensable de remarquer qu'il n'y a pas lieu, dans le Cotentin, de faire de distinction entre les assemblées s'occupant des affaires civiles, et celles que l'on a appelées plus particulièrement assemblées paroissiales, spécialement chargées des intérêts religieux (1). Ces deux assemblées, dans la contrée qui nous intéresse, se confondent; une seule délibération concerne souvent les biens communaux et les biens du trésor; qu'il s'agisse de nommer un collecteur pour la taille ou un trésorier pour la fabrique, la même assemblée se réunit, les mêmes formes sont employées pour délibérer.

(1) M. A. Babeau fait cette distinction dans *Le village sous l'ancien régime*. Il s'appuie surtout sur des documents provenant de la Champagne et de la Bourgogne.

Les assemblées d'habitants remontent dans le Cotentin aux époques les plus reculées du Moyen Age. Un accord du mois de mai 1269, intervenu entre le curé de Dangy et ses paroissiens, au sujet de la charge de custos, nous montre ces derniers comparaisant devant l'archidiacre de Coutances, Hervé de Saint-Denys, venu sur place pour juger le différend. Les parties sont entendues contradictoirement ; les paroissiens, en corps commun, répondent aux soutiens du curé : « *parochiani una denegabant* ». Le seigneur, Henry de Dangy, n'assiste à l'assemblée que comme témoin. D'autres actes, que nous aurons occasion de citer, prouvent que, dès les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, le général de la paroisse avait le droit et le pouvoir de gérer lui-même ses affaires.

Cet état de choses dura jusqu'à l'organisation des municipalités permanentes, en 1790, et les réformes de 1787 restèrent lettre-morte dans le Cotentin.

Les assemblées générales étaient tellement entrées dans les mœurs, que la loi du 10 juin 1793, sur les biens communaux, les conserva dans des cas spéciaux. Les habitants de Brévands se réunirent encore en état de communauté les 11 pluviôse an II et 24 germinal an III, pour décider à l'unanimité que leurs grèves continueraient à être exploitées en commun.

Lorsqu'il s'agissait de biens auxquels une partie seule des habitants avait droit, les hameaux se détachaient de la paroisse principale pour former autant de communautés séparées. Les paroissiens et communiens des villages de Pommenanque et des Ponts-d'Ouve, dépendant de Carentan, constituaient



une communauté distincte. Le 31 mai 1397, Pierre de Navarre, comte de Mortain, seigneur et baron de Gyé, inféode à Symon du Marest, « pour luy et les aultres comuniers », le grand marais de Pommenanque, moyennant 65 moutons d'or à la grande laine et une rente seigneuriale de 40 sols. Cet acte est ratifié par le général des habitants des deux villages ; chaque année, ils se réunissent pour nommer un syndic et déterminer le mode d'exploitation du marais. Tous les six ans, les habitants du fief de Bléhou à Sainteny s'assemblent pour bannir le marais de La Flague, qui leur appartient en propre (V. notamment délibération du 1<sup>er</sup> mai 1716). A St-Côme-du-Mont, la paroisse est divisée en deux ; ceux qui habitent entre la route de Valognes et le marais ont seuls droit d'usage. Les habitants favorisés se réunissent en communauté, le 20 mai 1742, pour s'opposer aux usurpations des seigneurs voisins.

A l'inverse, quelquefois deux communautés voisines, ayant les mêmes intérêts, s'unissent pour résister aux entreprises dirigées contre elles. Mainte fois, au XVII<sup>e</sup> siècle, les paroissiens de St-Georges et St-André de Bohon s'assemblent pour défendre leurs riches marais menacés.

Les noms donnés à l'assemblée des habitants varient suivant les localités. La plupart du temps, les délibérants se nomment eux-mêmes « le général », ou « les paroissiens en général » (Sainteny, 14 juillet 1641). D'autres s'intitulent « les paroissiens terriens » (St-Hilaire, Petitville, 19 juin 1774), « les habitants et bien-tenans des trois estats » (St-Côme,

20 mai 1742), « les paroissiens, manans et habitants » (Angoville, 27 décembre 1734). A St-André-de-Bohon, les paroissiens deviennent les « naturels taillables » (25 janvier 1773), et à Liesville, « les naturels habitants ».

Malgré cette diversité d'appellations, ce qui ressort, c'est « l'estat de commun », c'est-à-dire que l'assemblée agit pour l'universalité des habitants, « les présents faisant fort pour eux et les aultres absents, se fundans comme ung et eux establissant pour tous les aultres paroissiens » (Dangy, 24 janvier 1446).

L'assemblée de paroisse se composait d'abord du seigneur et des gentilshommes, d'autre part du curé et des ecclésiastiques, enfin des paroissiens eux-mêmes, sans distinction, riches comme pauvres. Tout homme payant la taille avait droit de séance et voix délibérative. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les propriétaires *externes*, c'est-à-dire propriétaires dans la paroisse et n'y habitant pas, prennent part aux délibérations. Mais le vote a toujours lieu à la pluralité des voix, et c'est en vain que les grands propriétaires, en opposition avec le reste de la paroisse, prétendent qu'ils forment la majorité, parce qu'ils possèdent la plus grande partie du territoire (Brévands, 21 mai 1784).

Les nobles et les prêtres, exempts de la taille, ne figurent jamais dans les assemblées ayant pour objet la répartition de cet impôt ou la nomination des asséeurs et collecteurs.

Lorsque les femmes sont chefs de famille ou propriétaires *externes* dans la paroisse, elles sont

admisses aux réunions du général. Le 23 mars 1413, Jehanne Henrye figure au nombre des habitants de Dangy, qui comparaissent devant le tabellion de Marigny, pour délibérer sur les affaires du Trésor (1). Deux femmes, M<sup>me</sup> de Banville et la veuve Houton, assistent, le 12 octobre 1777, à une délibération des habitants de Catz, et se font remarquer par l'énergie de leurs protestations, qui sont consignées au procès-verbal. La comtesse douairière de Coigny et sa belle-fille interviennent dans une assemblée des habitants d'Apperville (28 février 1688).

Il y avait même des assemblées composées exclusivement de femmes, lorsqu'il fallait nommer la sage-femme de la paroisse. Voici le texte d'une ordonnance de l'archidiacre de Coutances, pour la paroisse de Champ-du-Boult : « Le s<sup>r</sup> curé indiquera par luy ou par aultre une assemblée de femmes de ladite paroisse, à tel jour et heure qu'il trouvera à propos, pour faire élection d'une qui fasse l'office de sage-femme, laquelle sera deubment instruite de la manière d'administrer le baptême, sy elle en a besoing » (25 octobre 1674).

Nulle part, nous n'avons trouvé trace d'obligation d'assistance à ces assemblées, ainsi que cela se pratiquait dans certaines provinces. Le nombre des délibérants est très variable : s'il s'agit d'une affaire de forme ou d'une élection à des charges de trésorier et de collecteur, les paroissiens sont généralement peu nombreux ; mais, que la propriété ou la jouissance des biens communaux soit en jeu, les

(1) V. pièces justificatives, n° 1.

nombreuses signatures apposées au pied du procès-verbal témoignent que la paroisse tout entière a pris part à la délibération.

Pour qu'une assemblée fût légale et ses décisions valables, on admettait qu'il fallait la présence de dix habitants. Les paroissiens de Brévands (21 mars 1784) attaquent une prétendue délibération prise par six propriétaires. « Il faut, disent-ils, au moins dix habitants pour faire un peuple. » Pour les petites paroisses, il y avait exception forcément. On ne comptait, par exemple, à Pont-Brocard, en 1780, que huit personnes capables de délibérer.

On avait cependant trouvé des remèdes à l'abstention systématique qui se produisait quelquefois, surtout lors des élections à des charges lourdes et onéreuses. L'archidiacre de Coutances, dans ses visites de 1674, ne voit à La Colombe ni syndic ni trésorier. Il ordonne (21 octobre) qu'on fera une assemblée pour les élire, « et ce qui se trouvera résolu à la pluralité des voix sera valable et tenu pour bon, pourvu qu'outre le curé ou vicaire, il y ait six paroissiens dignes. » La même année, il constate qu'à Villebaudon, les comptes de trésorier n'ont pas été rendus depuis plus de trente ans; et à Champrepus (4 novembre 1674), il oblige les six plus haut imposés à la taille à élire un syndic avant le 1<sup>er</sup> mars suivant.

Les assemblées du général de la paroisse se tenaient toujours un dimanche ou un jour de fête chômée, soit à l'issue de la messe paroissiale, soit après les vêpres. Le curé les annonçait au prône par trois dimanches successifs. En cas d'urgence, une seule

annonce suffisait. A partir de 1695, les curés furent dispensés des annonces ; dans la pratique, ils continuèrent. S'ils refusaient, les annonces du prône étaient remplacées par trois proclamations faites par le ministère d'un sergent, à l'issue de la grande messe. En outre, depuis un arrêt de règlement de 1751, on envoyait des billets de convocation, appelés « billets invitatoires », aux principaux propriétaires, tant externes qu'internes (Montmartin, 7 septembre 1781). Les plus petites communautés, telles que celle de Pont-Brocard, qui ne comptait, comme nous l'avons vu, que huit délibérants, se donnaient le luxe de convocations par écrit. Il n'est jamais question d'affiches pour les simples délibérations. L'affichage à l'if du cimetière était réservé à la bannière des biens du trésor ou de la communauté.

Le son de « la grosse et principale cloche, sonnée jusqu'à trois fois », annonçait le commencement des délibérations.

L'assemblée se tenait habituellement dans le cimetière ; à titre exceptionnel, on se réunissait dans la nef de l'église (Brévands, 3 décembre 1786), dans le chœur (St-Côme, 16 mai 1779), dans la sacristie (Colomby, 20 septembre 1789), au manoir presbytéral (Méautis, 20 février 1684), ou « sur le plus proche fief lay du cimetière » (St-André-de-Bohon). Pour délibérer dans l'église, le consentement du curé était nécessaire. Le procès-verbal d'une délibération prise à Auvers, le 16 juin 1771, porte : « fait et passé au bas de la nef de l'église, les portes ouvertes, avec la permission de M. le curé, rapport au mauvais temps. »

Outre les assemblées périodiques, nécessitées par la nomination des syndics, des collecteurs et des trésoriers, la communauté tenait autant de réunions qu'il était besoin ; même lorsque les intendants eurent mis la haute main sur les paroisses rurales, aucune autorisation de leur part n'était nécessaire. Les paroissiens s'assemblaient « volontairement » : « à la diligence et convocation les uns des autres », disait-on (Auvers, 27 décembre 1733). Il n'y a pas de présidence proprement dite ; les délibérations sont prises en présence du curé, du seigneur ou du syndic ; mais, dans les nombreux procès-verbaux que nous avons consultés, rien n'indique la direction donnée aux délibérations. Une seule fois on voit le subdélégué de Carentan venir présider à Brévands une sorte d'enquête sur la construction d'un presbytère. Dans son cahier de doléances, en 1789 (art. 21), le clergé du Cotentin demande « que la présidence des assemblées de fabrique soit partout rendue aux curés. » Ce qui prouve que le curé n'était pas de droit président de ces sortes d'assemblées.

La délibération devait être rédigée et signée séance tenante. « Une délibération, pour être valable, dit la communauté de Brévands, doit être arrêtée sur le lieu de l'assemblée avec liberté et à la pluralité des voix ; chaque opinion doit être libre, et elle ne doit jamais être l'image d'un projet arrêté pour l'intérêt de ceux qui en sont les auteurs. » (21 mars 1784.) Au cours d'un procès entre lui et ses paroissiens, le curé de St-Hilaire-Petitville attaque une délibération des habitants, et il est appointé à

prouver que « la délibération a été mendiée, qu'elle aurait été faite dans un cabaret ou maison particulière, où l'on fesoit entrer de force les passants, et qu'on allait mendier des signatures de maison en maison » (1<sup>er</sup> mai 1721).

Recherchons maintenant comment ces délibérations étaient recueillies et conservées. Qu'il y ait eu des assemblées sans procès-verbal régulier, cela ne fait pas de doute. Le curé de Catz, plaidant contre les habitants, invoque, sans être contredit, une délibération qui n'a pas été consignée par écrit (1775). Mais ce n'est qu'une exception. Les plus anciennes délibérations sont rédigées par les tabelions locaux, alors très nombreux. Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, c'est le curé qui les reçoit, même pour les affaires temporelles. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les délibérations les plus importantes sont passées devant notaire ; les autres sont écrites par le syndic en exercice, s'il est suffisamment lettré, le curé, ou quelque praticien de village. Souvent on déposait l'original de la délibération sous-seings privés devant le notaire le plus proche, pour qu'il pût en délivrer des expéditions authentiques. Toute délibération, sans exception, était prise en présence de deux témoins étrangers à la paroisse ; depuis 1722, les procès-verbaux étaient soumis au contrôle, à peine de nullité.

Ces procès-verbaux étaient rarement inscrits sur des registres. On les rédigeait sur de petites feuilles volantes que l'on remettait aux intéressés ; quelquefois un double était déposé dans le coffre du Trésor. L'archidiacre de Coutances, dans ses visites

annuelles, avait voulu réagir contre ces errements. A Amigny (30 septembre 1674), il ordonne « que le Registre pour les délibérations sera fait à la diligence du trésorier en charge devant le jour St-Luc, sous peine d'une amende convenable. » Ces prescriptions ne furent pas observées. On peut encore découvrir quelques fragments des anciens registres des délibérations relatifs au Trésor dans les archives des fabriques ; mais les registres spéciaux pour les affaires civiles sont presque introuvables. Il y en avait cependant, puisque les habitants de Montmartin-en-Graignes décidaient, le 15 juillet 1781, qu'il serait tenu deux registres, l'un pour le Trésor, l'autre pour le temporel.

Ces délibérations sont en général très correctes dans leur forme ; un détail qui frappe en les étudiant, c'est le grand nombre de signatures apposées au pied des procès-verbaux. Il est certain que, dans les plus humbles villages du Cotentin, beaucoup d'habitants savaient suffisamment écrire. Un compte du trésorier de Dungy, du 16 février 1600, est approuvé par seize paroissiens, qui tous signent parfaitement. L'acceptation de l'érection du Rosaire par les habitants de Méautis (1641) porte 25 signatures, dont quelques-unes émanent de véritables calligraphes. A Auvers, dans les délibérations, il y a encore, le 24 novembre 1630, 5 marques d'illettrés contre 17 signatures ; le 2 août 1682, 7 marques et 20 signatures ; mais, vers le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, les marques disparaissent et les procès-verbaux sont revêtus de signatures nombreuses et exercées.



Nous aurions voulu indiquer exactement l'action du pouvoir seigneurial et l'influence du curé dans les assemblées de paroisse. Les faits que nous allons citer sont contradictoires et ne permettent pas de porter un jugement absolu.

Dans les plus anciennes délibérations, le seigneur n'apparaît pas, et même on voit au moyen âge beaucoup de paroisses plaider contre leur seigneur. Cependant une délibération de 1446 (Dangy) porte : « A ce fust présent Guillaume Guesnon, escuyer, patron de lad. église en sa partie, qui, à l'appoinctement dessusdicts se consentit et promist n'en aller au contraire en aucune manière. » Dans la même paroisse, le 14 mars 1455, le Général se réunit pour faire mettre à la taille, Robert Passemer, sieur du Douyt, escuyer, dont la noblesse douteuse fut d'ailleurs rejetée par le sévère Monfault. A Brévands, le seigneur, on ne sait pourquoi, s'oppose à la fonte d'une troisième cloche ; les habitants, consultés, sont unanimes à reconnaître, malgré lui, l'utilité de cette cloche (4 janvier 1756). On voit dans une bannière de bancs, à St-Hilaire-Petitville, les adjudicataires, pris de peur, s'échapper sans avoir signé, lorsque le seigneur signifie une opposition, au nom de ses droits honorifiques (17 février 1726). Dans d'autres cas, au contraire, l'intervention du seigneur se produit dans un but de conciliation. Le bon sire de Gouberville nous apprend dans son journal « qu'il accorde les paroissiens du Mesnil-au-Val, qui estroyoient pour élire les assayeurs de la taille » (29 décembre 1560). M. de La Luzerne, seigneur d'Auvill, sert d'arbitre entre les paroissiens et les

héritiers d'un ancien curé au sujet des comptes du Trésor (5 juillet 1695). Le comte d'Auxais, bien que les charges du Trésor aient été arrêtées hors sa présence, demande aux paroissiens d'Auxais de décharger un trésorier imprudent, mais de bonne foi (21 janvier 1782).

Ce qui est certain, c'est que plus on approche de la fin de l'ancien régime, plus le seigneur se désintéresse des affaires de la communauté. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'apparaît que rarement dans les assemblées d'habitants. Il se fait quelquefois représenter par son intendant et son chargé d'affaires. L'intervention de ce personnage dans le gouvernement de la paroisse est parfois ridicule. L'intendant de M. de Matignon, seigneur de Montmartin-en-Graignes, siège dans une assemblée du 1<sup>er</sup> avril 1755 ; il s'agit de voter la suppression d'un ancien chemin et son remplacement par un nouveau. Le consentement des habitants est unanime et les raisons en sont exposées avec clarté et précision. Que fait l'intendant de M. de Matignon ? Pour se donner de l'importance et se poser en homme entendu, il prend la parole, développe d'une façon prolixe et diffuse les arguments déjà présentés, et finit par demander que son dire soit consigné au procès-verbal, dont il réclame une copie pour les archives de son maître.

Quant aux curés, leur influence dans les délibérations paroissiales paraît plus décisive. Le général de la paroisse d'Auxais le reconnaît naïvement. Une délibération du 21 janvier 1782 déclare que le trésorier a eu tort de faire seul à l'ancien curé,

dont on loue d'ailleurs les bienfaits, un bail des biens du Trésor, mais que tout le monde eût agi de même, « d'autant que le feu sieur curé, ayant toujours eu beaucoup d'autorité et d'empire sur l'esprit du commun des paroissiens, leur avait ôté la liberté de s'opposer à ses volontés et d'agir librement. »

Cette intervention du prêtre dans les affaires civiles produisait souvent d'excellents résultats. Dans bien des cas, le curé, seul dans la paroisse, était capable de s'occuper des détails de l'administration communale. Une foule de délibérations du XVII<sup>e</sup> siècle, rédigées par les curés et les vicaires, nous montrent le clergé du Cotentin sachant traiter les intérêts temporels de la paroisse avec beaucoup d'intelligence et de sagacité. M<sup>r</sup> Louis Yver, prêtre de St-André-de-Bohon, soutient, de ses deniers, pendant plus de douze ans, devant toutes les juridictions, de nombreux procès pour les paroisses de St-Georges et St-André-de-Bohon, et parvient à les faire maintenir dans la possession de biens communaux considérables. Pour l'indemniser, on lui cède une portion des biens qu'il a su conserver. De son côté, il ne se sert de cette donation que pour fonder une école et faire aux pauvres et aux fabriques de nombreuses libéralités (1650-1669). A Brévands, le curé et le vicaire sont accusés, par les nobles et les grands propriétaires, de faire une opposition systématique à un projet de partage des communaux, qui, en réalité, eût ruiné les simples habitants. Les deux prêtres déclarent qu'ils sont, avant tout, les représentants des pauvres, et qu'ils défendront toujours des intérêts aussi sacrés (Délibération du 21

mars 1784). L'affaire s'arrange par les soins du curé, et dans la délibération définitive qui consacre l'arrangement, il peut faire suivre sa signature de ces mots : « comme médiateur ».

Dans d'autres circonstances, au contraire, le curé et les paroissiens plaident avec acharnement les uns contre les autres. On pourrait faire dans le Cotentin une trop longue liste de ces tristes procès. Nous n'en citerons que quelques exemples. Les paroissiens de Montmartin-en-Graignes délibèrent, le 24 mars 1743, pour s'associer au procès intenté par l'un d'eux au curé au sujet de la dîme des pommes. Ceux de Brévands dénoncent leur curé au subdélégué, et se réunissent, le 21 septembre 1727, pour exposer leurs griefs. Il s'agit des réparations de l'église. A St-Hilaire-Petitville, à l'occasion de grosses réparations à faire aux immeubles affectés à la dotation du vicaire, les paroissiens soutiennent contre le curé un procès qui dure plusieurs années et qu'ils finissent par perdre (V. délibération du 20 juin 1728). Le curé de Beuzeville-sur-le-Vey, accablé de tracasseries par les habitants, quitte le presbytère et se réfugie à Paris; on est obligé de délibérer le 9 février 1744 pour supplier l'évêque de le remplacer.

Il nous reste à étudier la nature des attributions des assemblées du général de la paroisse, et à faire connaître l'objet des délibérations. Pour apporter le plus de clarté possible dans une matière assez complexe, nous examinerons séparément, d'une part, ce qui concerne l'intervention des habitants dans l'administration de l'église; d'autre part, ce qui regarde les affaires temporelles de la communauté.

Chaque année, le général de la paroisse nommait un ou plusieurs trésoriers, chargés d'administrer les biens de la fabrique. — Une délibération d'Auxais (21 janvier 1782), indique assez exactement les obligations du trésorier « recevoir les rentes, poursuivre les débiteurs, bannir les pommes du cimetière, payer de trois mois en trois mois les sommes dues aux prêtres pour les obits, fournir l'église de pain, vin, cierges et huile, faire blanchir le linge, veiller à la propreté de l'église et à ce que les fosses du cimetière soient faites de suite, sans aucune distinction. » A concurrence de 6 livres, le trésorier pouvait payer seul les dépenses imprévues ; au-dessus de cette somme, il fallait une délibération spéciale.

Les trésoriers ainsi nommés rendaient compte de leur gestion une fois par an aux paroissiens assemblés. On appelait cette opération « l'affinement des comptes. » Quantité de procès-verbaux de ces réunions constatent le rejet d'articles de dépenses et témoignent ainsi du soin avec lequel ces comptes étaient apurés.

Dans ses visites annuelles, l'archidiacre de Coutances se faisait représenter la situation du trésor. S'il trouvait des affaires mal gérées, si des difficultés imprévues se présentaient, il provoquait une assemblée spéciale pour nommer un nouvel agent, qui prenait le nom de procureur-syndic du tré<sup>so</sup>rie<sup>r</sup>. Sur l'injonction de l'archidiacre, les habitants d'Auvers se réunissent le 2 août 1682, nomment le procureur syndic pour faire reconnaître les rentes et exiger les comptes des anciens trésoriers ; ils désignent le seigneur et deux des notables pour régler à l'amiable

les difficultés, et font choix d'un avocat « pour gouverner les procès. » A Sainteny, le 25 février 1724, on choisit un procureur-syndic et on lui donne mission de surveiller les travaux de l'église et la clôture du cimetière ; on lui adjoint un sous-ordre auquel on alloue dix livres par an, outre ses vacations. A Savigny, près Coutances, l'archidiacre convoque le prieur, les ecclésiastiques et les paroissiens, et nomme d'office « un scindic pour faire rendre les comptes précédents, faire vuidier les rentes dues au trésor, avec obligation de justifier aux paroissiens, de trois mois en trois mois, de ses poursuites et diligences. »

Dans certaines paroisses, l'assemblée du général nomme le custos, les obitiers, chargés d'acquitter les services fondés, et jusqu'au vicaire. A Dangy, la nomination du custos se fait régulièrement : on lui impose l'obligation « de sonner *l'ouverture* le matin, le *pardon* du midy et du soir, d'assister le curé dans l'administration des sacrements et de tenir l'église propre. » Le traitement du custos était d'une gerbe en août ou 5 sols par feu ; il recevait également 5 sols par fosse. Les habitants de St-Hilaire-Petitville désignent leur vicaire à la pluralité des voix (1) (19 octobre 1727, 26 décembre 1728).

Aucune donation, aucun legs, faits au Trésor, ne pouvaient être acceptés sans l'assentiment des paroissiens (2) ; quelquefois l'assemblée considérait la libéralité comme plus onéreuse que profitable, et

(1) V. pièce justificative, n° 4.

(2) V. pièce justificative, n° 3.

refusait par suite de l'accepter (Beuzeville, 6 juillet 1738).

Les trésoriers ne pouvaient faire aucun acte, soit d'aliénation, soit même d'administration, sans le concours du général de la paroisse. Le trésor d'Auville vend ses rentes (2 mai 1696), celui de St-Pellerin fleffe ses biens (19 septembre 1660), celui de Sainteny les donne à bail emphytéotique (6 août 1752), le tout avec l'assentiment des habitants, mais sans qu'aucun pouvoir public intervienne. Les paroissiens seuls bannissent les pommes du cimetière (Sainteny, 9 septembre 1736), remettent des arrérages de rentes à des débiteurs malheureux (St-Hilaire, 26 septembre 1694), fleffent à vie les bancs de l'église (Baupré, 21 septembre 1696), ou donnent l'autorisation de placer des bancs dans la nef (Sainteny, 29 février 1728). En cas d'amortissement de rentes dues au trésor, les habitants chargent le curé ou l'un d'entre eux de recevoir le capital; ils stipulent le emploi qui doit en être fait, et discutent la solvabilité des nouveaux débiteurs (Auxais, 20 septembre 1699. — St-André, 26 février 1680).

Les paroissiens s'occupent également des réparations à faire à la nef et à la tour de l'église; c'étaient les seules à leur charge, puisque l'entretien du chœur incombait aux décimateurs. Les habitants de Coigny délibèrent, le 18 novembre 1674, sur les moyens de consolider la nef de l'église, et, séance tenante, procèdent à l'adjudication des travaux. Ceux d'Auvers décident de vendre une portion de marais pour faire face aux réparations de la tour (24 septembre 1682). Une délibération des habi-

tants de Marigny (1732) porte « qu'ils n'ont jamais eu le dessein d'innover au chœur de leur église aucune chose qui puisse préjudicier aux religieux d'Aunay, décimateurs » (Arch. Manche. H. 56). A St-André-de-Bohon, des restaurations inintelligentes provoquent la chute de la tour sur le chœur ; de là procès avec les religieux de Marmoutiers, décimateurs, mise de l'église en interdit, puis enfin transaction (Délibération des 15 novembre 1743 et 24 mai 1745). Le 9 septembre 1781, les habitants de Montmartin approuvent les devis de réparations à faire à leur nef, nomment « le gouverneur de l'horloge » et fixent ses gages.

La construction et la réparation des presbytères occasionnent également des difficultés résolues en assemblées de paroisse. Les habitants d'Apperville délibèrent, le 26 février 1688, sur un procès avec leur seigneur, M. de Matignon, relativement au logement du curé. Les paroissiens de Brévands se plaignent que leur curé fasse bâtir le presbytère « à la moderne », et « qu'on y remarque 50 ou 60 ouvertures toutes à la mode » (21 septembre 1727).

Quelques paroisses possédaient une maison ou des biens affectés au logement et à l'entretien du custos. Le 24 juillet 1446, les paroissiens de Dangy s'assemblent devant le tabellion de Quibou, pour délibérer sur la démolition de la maison du custos ou « coustourière », alors « en péril d'aller et tourner en complete ruine. » Ils autorisent cette démolition à la condition « que la pierre ardoysé qui est sur ladite maison sera et demeurera auxdits paroissiens pour bien et aumosne et pour estre employée



à la couverture de l'église et pour faire clore le cymetière. » Une note du journal du sire de Gouberville constate qu'il y avait au Mesnil-au-Val, le closet de la Coustourrye, et qu'on le bannisait à l'issue de la messe, le 1<sup>er</sup> octobre 1553, moyennant 20 sols par an.

La surveillance collective des habitants s'étendait aux archives du trésor. Le coffre qui les renfermait était muni d'une triple serrure ; une clef était remise au curé, une autre au seigneur, la troisième au trésorier en charge, ou, plus souvent, à un délégué nommé par une délibération spéciale (Montmartin, 15 juillet 1781). Si le curé, comme cela pouvait arriver, s'ingérait dans l'administration du trésor, après sa mort, le général de la paroisse nommait un procureur pour assister au recolement des archives (Audouville, 28 avril 1675. — Le Moitiers-en-Bauptois, 18 avril 1773). Soupçonnait-on le curé d'avoir détourné quelques titres, les habitants désignaient deux délégués pour lui intenter un procès (Catz, 26 octobre 1775). Les inventaires périodiques que l'on faisait des titres du trésor étaient soumis au contrôle paroissial. Le prieur-curé de Dangy fit dresser par les tabellions de Tessy l'inventaire des titres du trésor ; cet inventaire fut collationné le dimanche 7 janvier 1595, à l'issue de la grand'messe, en présence du général de la paroisse, qui délibéra de le remettre dans le coffre du trésor.

La communauté était consultée sur des questions qui semblent aujourd'hui réservées exclusivement à l'autorité ecclésiastique. Une délibération des habitants de Méautis fixe l'heure de la messe matinale

(20 février 1684) ; un autre des habitants de Beuzeville indique le nombre de services à célébrer avec le montant d'une fondation et taxe ce qui sera payé aux prêtres et officiers d'église (4 juillet 1694). Lorsqu'il s'agit d'ériger dans la paroisse une nouvelle confrérie, le curé est obligé de demander le consentement des habitants. Le 13 octobre 1641, les paroissiens de Méautis acceptent l'établissement du Rosaire et la donation faite en sa faveur par leur seigneur, Richard de Saint-Simon. A Sainteny, les habitants réunis ratifient l'érection de la même confrérie, « et se soumettent à en garder et observer inviolablement les statuts » (23 février 1648). Au XVII<sup>e</sup> siècle, on voit cette confrérie si populaire du Rosaire s'établir dans presque toutes les paroisses, mais toujours avec l'assentiment des habitants (Beuzeville, 2 janvier 1650 ; St-Hilaire, 25 mars 1666 ; Auville, 28 février 1691, etc.).

Le revenu des pauvres, là où il y avait des fondations faites en leur faveur, était géré par le trésorier en charge, sous la surveillance des habitants. A Auville, l'un des curés donne tout son bien aux pauvres ; l'exécuteur testamentaire rend son compte à la paroisse assemblée. On décide le placement du reliquat en rente constituée, dont les arrérages seront distribués aux malheureux, à raison de 4 sols par dimanche (27 avril 1636). A St-Côme-du-Mont, chaque année, le dimanche de la Passion, on établit « le rôle des pauvres », et on leur distribue des secours à Pâques ou à Quasimodo (Délibération du 15 février 1770). Enfin, la communauté de Catz, « vu le peu de pauvres qu'il y a dans la paroisse », em-

plioie le revenu des pauvres à ses besoins les plus urgents (10 décembre 1730).

Les protestants du Cotentin, assez nombreux avant la révocation de l'édit de Nantes, ne semblent pas avoir tenu d'assemblées proprement dites. Les anciens, seuls, « tant en leurs noms que fondans pour la communauté de l'église prétendue réformée », réglaient les intérêts temporels des consistoires (V. acte relatif au consistoire de Ste-Mère-Eglise, devant le notaire de Ste-Marie-du-Mont, le 29 mai 1660).

L'administration des affaires civiles, dans un pays où presque toutes les paroisses possédaient des biens communaux, donnait à l'assemblée des habitants l'occasion de se réunir fréquemment.

D'abord, on avait, comme partout, à procéder périodiquement à l'élection du syndic, des assésurs et des collecteurs de la taille.

La fonction de syndic était assez mal définie ; cet agent servait souvent d'intermédiaire entre les communautés et le pouvoir central. Beaucoup de paroisses du Cotentin n'avaient pas de syndics ; les fonctions municipales étaient alors remplies par les marguilliers (1). Le syndic était révocable à la volonté des habitants. Le 1<sup>er</sup> juillet 1771, les paroissiens de Liesville destituent leur ancien syndic pour en nommer un nouveau. Dans un but fiscal, Louis XIV voulut spéculer sur l'amour-propre présumé des riches paysans et leur faire acheter des charges de syndics perpétuels. Mais les habitants du Co-

(1) V. pièce justificative, n° 3.

tentin étaient encore plus intéressés que vaniteux ; ces nouvelles charges ne trouvèrent que de rares acheteurs, et les syndics continuèrent à être nommés par les paroissiens.

Vers la fin de chaque année, on votait pour les asséséurs et les collecteurs de la taille ; depuis 1556, ces deux fonctions étaient confondues. Le sire de Gouberville rend compte régulièrement de cette opération dans sa paroisse (6 janvier 1553 ; 7 octobre 1554, etc.). On consultait les paroissiens sur ceux qu'il fallait « enroler ou desroler » (Auville, 23 novembre 1732). A Mesnil-au-Val, le même sire de Gouberville constate que « le dimanche xiii<sup>e</sup> jour de janvier 1553, à l'issue de la messe, Lefour, sergent, fitz sommation aux paroissiens de dire s'ilz entendoient empescher que Jacquemine, veufve de Raullet Vaultier, laquelle a perdu la vue, fustz desrollée. » Les fonctions de collecteurs étant très-onéreuses, les habitants des Bohons avaient détaché de leurs marais une portion, appelée Près-des-Collecteurs, que l'on bannissait régulièrement au profit des collecteurs en charge (5 mai 1743).

Les biens communaux, les marais si nombreux dans le Cotentin donnaient lieu à des assemblées auxquelles tous les intéressés ne manquaient jamais d'assister. On procède au *triage* avec le seigneur (Brévands, 27 juillet 1783), c'est-à-dire que l'on fait trois lots des biens possédés gratuitement par la communauté, pour que le seigneur en choisisse un. On cherche à dessécher les marais (id., 22 février 1767) ; on fixe l'époque du curage des limes et fossés (Méautis, 21 avril 1776) ; on délibère sur le

nombre des bestiaux à mettre dans les communaux (Brévands, 20 avril 1787) ; on nomme le garde (id.) ; on fixe le jour de la marque et la taxe par chaque tête de bétail (Montmartin, 9 septembre 1781). Les pièces, dont on ne peut jouir en commun, sont louées aux enchères (Brévands, 3 décembre 1786), ou bien l'herbe en est vendue chaque année (Montmartin, 31 juillet 1786).

La communauté n'a pas, comme la fabrique, de trésorier permanent. Chaque délibération indique à la fois celui qui touchera les fonds et l'emploi qu'il devra en faire. On bannit, à St-Côme-du-Mont, les biens communaux, le 30 octobre 1746, et on décide que 200 livres serviront à acheter les deux lits complets que la communauté est tenue de fournir aux casernes de Carentan. Mais, depuis 1659, les dépenses les plus minimales doivent être approuvées par l'administration provinciale. Les habitants d'Auvers sont obligés de supplier l'intendant pour être autorisés à employer une somme de 52 livres à des fournitures militaires auxquelles ils sont taxés (27 décembre 1733).

Avant l'édit de Louis XIV, qui mit les communautés en tutelle, les habitants vendaient, échangeaient et empruntaient librement. Les paroissiens de Sainteny, obligés d'acquitter une taxe de 1,600 livres pour leur contribution à la démolition des moulins et pêcheries des Ponts-d'Ouve, se résignent à vendre 25 vergées de marais (14 juillet 1641). A Audouville, à St-Georges-de-Bohon, les habitants sont forcés d'aliéner une partie des communaux pour acquitter les droits d'amortissement (14 octobre 1640,

17 janvier 1642). Dans d'autres paroisses, les habitants autorisent des échanges concernant les biens de la communauté (St-Georges, 15 mai 1650). Les paroissiens de St-André-de-Bohon empruntent 400 livres constatant « que, sans ledit prest, ils eussent esté obligez d'abandonner leurs maisons aux cavaliers qui ont logé durant le quartier d'hyver, lequel argent a esté converty au payement et subsistance desdits cavaliers » (30 juin 1658).

La communauté rurale est aussi appelée à décider de la suite à donner aux nombreux procès qui, trop souvent, la ruinent. Dans ce cas, on délègue un ou plusieurs habitants pour représenter le général de la paroisse devant les diverses juridictions, ou pour terminer le litige par une transaction (Dangy, 23 mars 1413 (1) ; Montmartin, 11 décembre 1702). Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le curé est souvent désigné par les habitants ; au siècle suivant, on nomme soit le syndic, soit quelques-uns des notables.

L'assemblée des habitants était également compétente en matière de fondations d'écoles ; souvent même, elle nommait les maîtres et les maîtresses. M<sup>me</sup> de Franquetot convoque les habitants de St-Jores et de Coigny, le 16 juillet 1667, et leur fait accepter la création d'une école commune pour ces deux paroisses ; le procès-verbal fixe la rétribution du maître, et les obligations des écoliers. Les paroissiens de Dangy nomment régulièrement leur maîtresse d'école et la présentent à l'approbation du grand écolâtre de Coutances. A Colomby, à la veille

(1) V. pièce justificative, n° 1.

de la Révolution, les habitants élisent un maître d'école à la pluralité des voix et le font installer malgré l'opposition de leurs deux curés (20 octobre 1788; 20 septembre 1789).

Enfin, les paroissiens se réunissaient dans une foule de cas spéciaux, dont nous ne citerons que quelques exemples :

Les habitants de St-André protestent contre l'usurpation d'un chemin (24 décembre 1769). Les paroissiens d'Aumeville, comme la plupart de ceux du Cotentin, sont convoqués, en 1603, pour déclarer s'il existe des fiefs dans leur paroisse ou des biens communaux (Arch. Manche, A. 3561). Le seigneur de St-Hilaire-Petitville se fait délivrer par les habitants un certificat relatif à ses droits honorifiques (15 février 1699). Les habitants de Cerisy-la-Forêt, que l'on veut astreindre au service des gardes-côtes, déclarent « qu'ils sont prêts à aller où besoin sera pour le service du Roy, travaillant incessamment pour cet effet à s'armer et à se mettre en état de rendre à Sa Majesté tout le service qu'il leur sera possible, en cas de nécessité extraordinaire seulement, et sans s'assujettir pour cela au gues de coste dont ils sont exempts » (17 octobre 1688).

Il est inutile de multiplier les citations : l'analyse que nous venons de faire d'un grand nombre de délibérations suffit pour faire connaître le rôle et l'organisation des Assemblées de communautés dans le Cotentin. Remarquons encore que les cahiers de paroisses du Cotentin furent rédigés et votés en 1789, dans des assemblées semblables à celle que nous venons de décrire.

Les documents originaux et inédits qui nous ont servi dans ces recherches sont tirés pour la plupart des archives des fabriques ou des vieux actes des notaires. Les fabriques ont presque toujours hérité des titres conservés autrefois si précieusement dans le coffre à triple serrure du trésor (1), et les notaires déposaient au rang de leurs minutes les originaux des nombreuses délibérations qu'ils étaient appelés à recevoir. Les municipalités actuelles possèdent rarement les archives des communautés qui les ont précédées, et il faut recourir aux sources que nous venons d'indiquer pour étudier la vie communale et administrative de nos villages sous l'ancien régime.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

---

### I.

*Procuration ad litem donnée par les habitants de Dangy en 1413.*

Par devant Geffroy de Coquerel et Jacques Lahaye, tabellions jurez en siège de Marigny, furent présents Jehan Delaunay et Richard Raut, trésorier de Dangy, messire Jean Perrotte, Nicolle Guesnon, escuyer, Jean Bernard, Jehanne Henrye (22 autres noms), tous paroissiens, communs, manans et habi-

(1) Les archives de la fabrique de Dangy contiennent plus de 500 procès-verbaux de délibérations.



tants en lad. paroisse de Dangy et fondans comme un. Lesquels de leurs bonnes volonteiz fisrent, nommèrent, constituèrent et ordonnèrent leur procureur les ungs les aultres et eux ensemble fisrent, nommèrent, constituèrent leurs procureurs généraux et certains messagiers et speciaux, c'est asçavoir Pierre Viard, Jean Piquelin, Guillaume Lassus, Robert Jelin et chacun d'eulx portant ces présentes en toutes et chacune de leurs causes querelles, besoignes, négoces et affaires qu'ilz ont et entendent avoir, menées et à mesnoir touchant le faict dudit trésor en lad. communauté... Et par especial aud. Guesnon, Lahaye, Launay, Bernard, Cornet, Richard Rihouey, Legaignyer et à Thomas Cauvet, et à l'un d'eulx portant cest présentes et non autrement de composer et faire apoinctement avec les prieurs et frères de l'Hostel-Dieu de Coustances en tel procès comme iceulx trésoriers et paroissiens avoient eu et à l'encontre desd. prieur et frères aux assises de Coustances touchant certaines dixmes que lesd. trésoriers et paroissiens disoient leur estre deules tant sur le fief ès Guillebert que sur le fief au Besoux, sur les hommes et tenans lesd. fiefs... Le tout promettanz lesd. constituans sur la caaption et obligaon de tous leurs biens meubles et heritages présents et advenir, tenir pour bon et avoir ferme et agréable tout ce qui par leurd. procureurs ou l'un d'eulx portant ces présentes sera faict et besoigné... Ce fust faict présents Mathurin Yvremer, escuyer, Collin Ledentu et Jehan Douchin, tesmoins à ce. Le 23<sup>e</sup> jour de mars 1413.

(Archives de la fabrique de Dangy.)

II.

*Assemblée de deux paroisses devant un curé pour vendre  
des biens communs (1647).*

L'an 1647, le dimanche 7<sup>e</sup> jour d'avril, à l'issue de la grande messe paroissiale de l'église de St-André-de-Bouhon, devant moy, Jacques Lambert, p<sup>bre</sup> curé de lad. paroisse, se sont assemblez les paroissiens, manants et habitants de St-Georges, et St-André-de-Bouhon, en corps commun et comme ne faissant qu'une mesme communauté par ensemble pour eux et fondant commun pour les autres absents, par M<sup>e</sup> Jean Poisson, p<sup>bre</sup>, curé de la paroisse St-Georges-de-Bouhon, M<sup>e</sup> Michel Yver et Philippe Lesauvage, p<sup>bres</sup>, Jacques de Bray, escuier, s<sup>r</sup> de l'Esmonderie, Jacques Vibert... (37 paroissiens sont en outre présents) pour délibérer de leurs affaires communes et particulièrement touchant la vente qu'il leur convient faire de quelque partie de leurs communs, suivant qu'ils ont esté permis par arrest du conseil d'Estat, donné à Paris, le 22 décembre 1644, d'en vendre pour leurs nécessitez et affaires, affin de satisfaire au paiement de la somme de 1,030 livres qu'ils doibvent à M<sup>re</sup> Louis Yver, p<sup>bre</sup>, par l'examen et affinement des comptes qu'il a rendus auxd. paroissiens, les 12 juillet 1641 et 27 juillet 1642, des deniers qu'il a avancés pour lesd. paroissiens, tant à la poursuite d'un arrest définitif contradictoirement donné au bénéfice desd. habitants, en la cour du Parlement de Normandie, le 12<sup>e</sup> de may 1642, pour le grand maresq desd. paroisses... que pour avoyr

poursuivy la modération de 4,400 livres à quoy les habitants avoyent esté taxés en l'année 1641 par nos seigneurs de la chambre des droicts d'amortissement pour la jouissance de leurs maresq, lesquels paroissiens cy-devant nommés, assemblez au son de la cloche, suivant le termement faict à ce jour, après en avoir conféré entre eux et recogneu qu'à cause de leur grande pauvreté il leur est du tout impossible de paier lad. somme de 1,030 livres aud. Yver, ils ont tous uniformement deslibéré, pour le bien comun, de vendre portion de leurs biens et maresqs, au quartier de la fontaine du Rotoir, . . . à laquelle fin ils ont passé procuration à M<sup>e</sup> François Caillemer fils pour en passer contract de vente au prix de 60 livres la vergée, . . . et en considération des bons et fidèles services que led. Yver a rendus auxd. paroissiens dans leurs affaires publiques, ils luy ont donné trente perches de terre à prendre dans la commune de la Piconière . . . Et ont lesd. communs signé et marqué en la présence de Pierre d'Artheni et Estienne André, de la paroisse de Tribehou.

( Tous les paroissiens signent, à l'exception de trois seulement qui font une croix. )

### III.

#### *Délibération pour accepter un legs. 1789.*

Par devant nous, François Jourdan, notaire du Roy en la ville de Carentan, le dimanche sur les onze heures du matin, 24<sup>e</sup> jour de may l'an 1789, issue et sortie de la grande messe paroissiale de

Sainteny, dans l'église dud. lieu, dans l'œuvre de la fabrique.

Se sont assemblés au son de la grosse et principale cloche sur les annonces faites aux prosnes des messes paroissiales des deux dimanches précédents et de cejourd'huy et des billets de convocation envoyés conformément aux règlements, MM. les curé, prêtres, marguilliers tant anciens qu'en exercice de l'église et paroisse de Sainteny, stipulant en leurs qualités pour lad. église et fabrique et encore comme administrateurs des biens et revenus temporels de lad. paroisse et tous les habitants en général de lad. paroisse pour délibérer sur les affaires de lad. fabrique et paroisse, et notamment pour aviser aux moyens de faire parvenir les legs pieux qu'a fait à la paroisse le sieur Jacques Mahieu, officier passeur d'eau à Paris.. lesquels après avoir délibéré et mûrement réfléchi, les présents faisant fort pour les absens et chacun en sesd. qualités, ont fait et constitué pour leur procureur général et spécial, M. l'abbé Quénault, secrétaire de Mgr l'Évesque de Coutances, actuellement résidant à Paris, auquel ils donnent pouvoir d'accepter l'abandon qui leur sera fait de divers contrats de rente pour les remplir des legs faits à lad. paroisse...

(Suivent 16 signatures.)

#### IV.

*Délibération pour nommer un vicaire. 1727.*

Le dimanche 19 octobre 1727, à St-Hilaire-Petit-ville, issue de la messe paroissiale, devant les no-

taires de Carentan, se sont assemblés au son de la cloche, après l'annonce faite led. jour au prosne touchant l'élection d'un vicaire, les sieurs curé, nobles, paroissiens et habitants, lesquels d'une voix unanime ont nommé, au lieu et place de feu M<sup>e</sup> Charles Lenfant, la personne de M<sup>e</sup> François Aze, prestre de la paroisse de Ravenoville.....

(Le seigneur signe avec 20 paroissiens.)

## ARCHITECTURE RELIGIEUSE

---

### ESQUISSES

#### DE QUELQUES MONUMENTS ANCIENS D'ARCHITECTURE RELIGIEUSE

Dans le Passais normand

Par M. H. MOULIN

---

Le *Passais normand*, démembrement du vaste diocèse du Mans, possède encore plusieurs monuments importants d'architecture religieuse d'une antiquité incontestable; et, sous ce rapport, le *Passais* est bien autrement riche que le *Mortainais* ou l'*Avranchin* en édifices religieux, non seulement du XI<sup>e</sup> siècle, mais encore, ce qui est bien plus rare, des *temps mérovingiens* et *carlovingiens*.

Ce sont ces monuments, voisins de nous, que nous allons essayer de décrire, notamment les monastères mérovingiens de *St-Auvieu* et de *Ceaucé*, ainsi que

le prieuré de *Notre-Dame-sur-l'Eau*, près Domfront, et l'abbaye de *Lonlay*.

I.

LE MONASTÈRE MÉROVINGIEN DE SAINT-AUVIEU,  
PRÈS PASSAIS.

Il est certain que, dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle, *saint Auvieu* (*Alveus*, *Alvé*) s'établit comme missionnaire, dans la forêt du *Passais*, grâce aux concessions de terrain que lui avaient faites l'évêque du Mans, Innocent, ainsi que le roi de France, Clotaire I<sup>er</sup>; et il est hors de doute que *saint Auvieu* se fixa non loin de Passais, dans cette partie de la forêt qui a conservé son nom, *Cocus Sancti Alvei* (1).

Or, il fonda, en cet endroit de la forêt, laquelle dépendait alors de Ceaulcé, *in conditâ celcia censi* (1) un monastère avec une chapelle qu'il plaça sous le vocable de saint Pierre : chapelle qui subsiste toujours, et qui, sauf quelques retouches, a conservé les caractères distinctifs de l'architecture sous les Mérovingiens.

Cette chapelle, de forme rectangulaire, mesure, dans sa partie primitive, 7<sup>m</sup>,50 de longueur sur

(1) (V. *les Bollandistes*, t. XLIII, p. 807-809; et l'*Histoire de l'église du Mans*, par Dom Piolin, 1851, t. I, p. 199-235).

(2) Canton, contrée ou région qui avait pour chef-lieu, dans les temps mérovingiens, *Ceaulcé*, localité ancienne et importante, ayant le titre de *bourg canonial*, *vicus canonicus*.

5<sup>m</sup>, 50 de largeur, soit 40 mètres carrés; surface suffisante pour un petit nombre de religieux.

Ce qui caractérise cet édicule, c'est surtout dans la maçonnerie, le petit appareil avec ciment romain parfaitement conservé; mais des baies anciennes qui devaient exister, une seule est encore apparente, celle du midi, petite baie romane, étroite et à claveaux, mais sans briques.

Quant aux autres baies, elles ont été remaniées depuis la construction primitive. Ainsi la porte du midi a dû être refaite au XII<sup>e</sup> siècle, les fenêtres geminées du chevet datent du XIII<sup>e</sup> siècle; et enfin le mur du nord est tellement couvert de lierre qu'il n'est pas possible de distinguer les anciennes ouvertures. Mais, malgré ces remaniements, la chapelle de *Saint-Auvieu* n'en a pas moins conservé les caractères distinctifs de l'architecture romane au VI<sup>e</sup> siècle; et elle rappelle une église de la même époque et, de même style, au moins dans ses parties anciennes, l'église de Saint-Pair, près Granville, dernier débris de l'ancien monastère de Sciscy.

Au bout de l'église, à l'Ouest, est un bâtiment y attenant et de forme rectangulaire, lequel mesure 15 mètres de longueur sur 6 de largeur, soit 90 mètres carrés.

Les anciennes baies de cet édifice n'existent plus, il est vrai, par suite des remaniements nombreux qu'il a subis; mais l'on distingue toujours dans la maçonnerie le même petit appareil avec ciment romain, de sorte que l'on peut considérer cette annexe comme partie intégrante de l'ancien monas-

tère, avant que la chapelle n'eût été transformée en église paroissiale.

En effet, à une époque que l'on ne saurait préciser, mais qui doit être fort ancienne, la chapelle de Saint-Auvieu devint l'église paroissiale de Passais; et ce fut sans doute alors qu'on lui annexa l'ancien bâtiment conventuel, en ouvrant à l'ouest une porte que l'on distingue encore.

Or, cette église étant restée paroissiale jusqu'au règne du roi Louis XI, l'on se trouve en présence, non seulement d'un monastère mérovingien, mais encore de la première église paroissiale de Passais.

Au commencement du XII<sup>e</sup> siècle, Henri I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, et maître de la Normandie, à la suite des confiscations territoriales qui suivirent la bataille de Tinchebray, donna à l'ermitte Vital lequel venait de fonder l'abbaye de Savigny, avec les terres de *Moreth*, de *Beauxchamps*, de *la Fresnaye*, le domaine de Saint-Auvieu, *locum S. Alvei* (1) et les Savigniens déservirent, depuis cette époque, le monastère abandonné lors des invasions normandes, de sorte que l'on peut attribuer à ces religieux la porte romane du midi, les baies géminées du chevet, enfin l'autel en pierre qui subsiste toujours.

Cet autel consiste en une table en granit, ornée d'une gorge, laquelle table repose sur un massif de

(1) (V. Une bulle du pape Lucius II, de l'année 1144; Vie des saints du diocèse de Séez, par l'abbé Blin, Laigle, imprimerie Montausé, 1878, t. I, pages 231, 241 et 242.)



maçonnerie, de forme rectangulaire, et est en outre supportée en avant par deux colonnettes romanes. C'est un type élégant et sévère des autels, tels qu'on les construisait au commencement du XII<sup>e</sup> siècle.

## II.

### LE MONASTÈRE MÉROVINGIEN DE SAINT-ERNIER A CEAULCÉ.

A environ 14 kilomètres de Saint-Auvieu, était situé un monastère bien autrement important, fondé vers la même époque, c'est-à-dire au VI<sup>e</sup> siècle, par saint Ernier, au carrefour d'anciens chemins gaulois et à la jonction de la grande ligne d'Angers à Caen avec l'ancienne route du Mans en Bretagne, par le Passais.

Le monastère de Saint-Ernier avait été certainement fondé à Ceaulcé même, *Celciacum* ou *Celceyiacum*, ancien bourg canonial, *vicus canonicus* (1) là où s'élève l'église paroissiale actuelle, sur la rue dite de Saint-Ernier ; mais tout porte à croire que le monastère mérovingien a complètement disparu pour faire place à la nouvelle église que l'évêque du Mans, François, fit construire à Ceaulcé, au commencement du IX<sup>e</sup> siècle, pour y déposer les restes vénérés de saint Ernier (2).

(1) (V. Dom Bouquet, t. III, p. 449 et 455 : t. VI, p. 631 A : et les *Bollandistes*, t. XXXVI, p. 425-427. — *Episcopus cenomaniæ urbis dedit ei vicum suum, nomine Celsiacum.*.)

(2) L'évêque du Mans François (793-816) « *construxit ecclesiam a fundamento in villa sui episcopi et in vico canonico, qui vo-*

L'on ne serait donc pas, comme à Saint-Auvieu, en face d'un monastère mérovingien ; mais plutôt d'une église carlovingienne. Seulement, il va sans dire que l'édifice a subi de nombreux remaniements ; mais il en reste toujours de larges pans de maçonnerie dont le caractère n'est pas douteux.

Ce qui caractérise cette maçonnerie, c'est le petit appareil symétrique, d'un modèle très pur, baigné dans du ciment romain ; type qui rappelle les parties anciennes des remparts et de la cathédrale du Mans.

Malheureusement les petites baies romanes qui ajouraient la muraille du nord, et qui subsistaient encore, il y a quelques années, ont disparu pour faire place à de larges fenêtres ; et, si nos souvenirs sont exacts, ces baies étaient formées avec des claveaux de briques, ce qui donnerait encore un caractère carlovingien à l'édifice.

Enfin il existe au midi un ancien campanile , lequel présente, il est vrai, dans son état actuel les caractères généraux de l'architecture au XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles ; mais l'on remarque toujours à l'ouest, un pan de maçonnerie en petit appareil, comme le reste de l'édifice, avec une petite baie romane, aujourd'hui bouchée, de sorte que l'on peut affirmer qu'il y avait là, dans l'origine, accolé à l'ancienne église, au midi, un petit campanile , destiné à recevoir des cloches.

Or l'usage des cloches en France ne semble s'être généralisé que sous le règne de Charlemagne, c'est-

à-dire précisément à l'époque de la construction de l'église carlovingienne de Ceaulcé, et lorsque l'on eut substitué l'étain à l'argent dans la composition du métal de cloches (1).

### III.

#### NOTRE-DAME-SUR-L'EAU.

Construite sur la rive droite de la *Varenne* et près du pont de ce nom (2), l'ancienne église de *Notre-Dame-sur-l'Eau* dessine une croix latine avec bas-côtés (3), tour centrale carrée (4), absides et absidioles.

Mais l'église primitive, construite au commencement du XI<sup>e</sup> siècle, comme l'abbaye de Lonlay, a dû subir des remaniements successifs qui en ont notablement altéré le caractère, surtout à l'extérieur; et de l'édifice élevé vers 1026, par Guillaume I<sup>er</sup> de Bellême, il ne reste plus aujourd'hui que la forme même du vaisseau, avec quelques fragments de maçonnerie, en *opus spicatum*, ou en *arêtes de poisson*, comme à Lonlay, et surtout avec les piliers carrés de l'intérieur du vaisseau qui ont conservé

(1) V. L'abbé Martigny, Dictionnaire d'archéologie chrétienne. Verbo *Cloches*.

(2) Ce pont en pierre à trois arches romanes, avec brise-lames peut dater du XII<sup>e</sup> siècle.

(3) Ces bas-côtés ont été enlevés lors de l'ouverture du chemin de grande communication de Domfront à Mortain.

(4) Cette tour ayant été foudroyée, la flèche a été remplacée par un toit vulgaire.

le cachet des églises de cette époque, et qui permettent d'assigner à sa construction une date précise et certaine.

Quant à l'ancien appareil de maçonnerie, il a presque entièrement disparu, comme à peu près partout en Normandie, pour faire place à un appareil plus régulier et plus solide, l'*opus quadratum* ; et aujourd'hui la vieille église des comtes du Perche n'offre guère que l'aspect des édifices religieux du commencement du XII<sup>e</sup> siècle, avec ses baies à ressauts et en fer à cheval, ses longues fenêtres à large éveil (1), les cintres géminés de la tour et des absides, que supportent des colonnettes romanes, ses rosaces ornées de chevrons, ses frises en damier ; enfin avec ses modillons grotesques qui rappellent les sculptures primitives des anciennes abbayes de Caen et notamment de l'*Abbaye-aux-Dames*.

Telle est aujourd'hui, à l'extérieur, l'église de *Notre-Dame-sur-l'Eau* ; et, c'est seulement à l'intérieur, que l'on peut se rendre un compte exact de ce qu'était dans le principe, le monument des *Talvas* quant au style et quant à la forme.

En effet, c'est à l'intérieur que le vaisseau rappelle ces édifices religieux du XI<sup>e</sup> siècle, si communs dans les diocèses du *Mans*, d'*Angers*, notamment l'église *St-Jean de Château-Gonthier* et l'ancien prieuré d'*Azé*, près de cette ville : édifices que l'on peut considérer comme des types purs de cette époque

(1) Ces fenêtres rappellent notamment celle de *Saint-Jean de Château-Gonthier*, église fondée au commencement du XI<sup>e</sup> siècle, par le comte d'Anjou, Foulques Nerra (987-1040).

d'architecture religieuse ; et tout porte à croire que *Notre-Dame-sur-l'Eau* avait été construite, soit sous les Talvas, soit sous les Plantagenets, par des architectes du Maine ou de l'Anjou.

Ainsi l'on remarque, à l'intérieur, soit dans la nef, soit dans le transept, parties de l'édifice qui n'ont pas dû être remaniées, ces piliers carrés des monuments Carlovingiens, ayant pour tout ornement un simple tailloir, *sans retours* ; type caractéristique des édifices religieux en style roman de la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle ; et c'est seulement à l'est de l'intertransept qu'apparaît le *tailloir avec retours*, perfectionnement qui date de la seconde moitié de ce siècle.

L'on peut donc dire que l'église de *Notre-Dame-sur-l'Eau*, commencée vers 1026, fut continuée pendant tout le XI<sup>e</sup> siècle ; et nous verrons qu'elle n'a dû être achevée que dans la première moitié du XI<sup>e</sup>.

En effet, la tour centrale carrée, avec ses colonnettes romanes et ses galeries, ornées de cintres géminés, offre bien tous les caractères des beffrois du commencement du XII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'on commença à installer les grandes sonneries ; et cette tour rappelle celle de St-Pair, près Granville, qui offre les mêmes caractères, et dont la date est certaine (1).

Quant au chœur de l'église, avec son abside et ses absidioles, ils doivent également dater du commencement du XII<sup>e</sup> siècle, comme l'accuse la présence d'un faux *triforium*, orné de cintres géminés, des

(1) Elle a été construite en 1131.

baies romanes ornementées, des rosaces circulaires, des frises et d'élégants bandeaux ainsi que des modillons sculptés ; en un mot, la présence de tous les ornements caractéristiques de cette nouvelle architecture inaugurée à la fin du XI<sup>e</sup> et surtout au commencement du XII<sup>e</sup> siècle.

Enfin, le chœur est voûté en berceau, comme l'abside, ainsi que les absidioles sont elles-mêmes voûtées en formice, — genres de voûte qui datent également de la même époque.

En somme, l'église de Notre-Dame-sur-l'Eau, telle qu'elle existe aujourd'hui, peut être considérée comme un monument de transition entre les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles ; et l'on remarque même dans la nef des demies colonnes engagées, destinées à recevoir les retombées d'une voûte en pierre que l'on n'a pas osé entreprendre.

Comme détails intérieurs, l'on remarque le maître-autel, dont la table en granit repose sur un massif de maçonnerie et est supportée par trois colonnes romanes (1) ; et dans l'absidiole de droite, l'on voit le tombeau d'un ancien vicomte de Domfront, en style renaissance.

L'église de Notre-Dame-sur-l'Eau a joué un certain rôle dans l'histoire du Perche et du Passais. C'était d'abord un prieuré, dépendant de l'abbaye de Lonlay, et construit comme elle, par Guillaume I<sup>er</sup>, comte de Bellême et du Perche. Mais,

(1) Des autels de ce genre se voient également à Notre-Dame de Vire, dans l'église de St-Sever, à Notre-Dame d'Avesnières, près Laval, et à St-Auvieu, près Passais.

depuis sa fondation, cette église subit des remaniements successifs qui la transformèrent continuellement, notamment sous le gouvernement du roi d'Angleterre Henri I<sup>er</sup>. Ce souverain, qui régna en Angleterre de 1100 à 1135, et qui est surtout connu sous le nom de *Henri Beauclerc*, se plaisait beaucoup à Domfront, dont il avait d'abord été seigneur, alors qu'il ne possédait plus aucune autre terre en Normandie. Il y résidait souvent. Il y venait même, comme roi d'Angleterre, y tenir sa cour ; et tout porte à croire qu'il faut attribuer à ce souverain l'achèvement de Notre-Dame-sur-l'Eau, comme la reconstruction du château de Domfront (1).

En effet, c'est seulement en 1156, que cette église fut consacrée par Hugues d'Amiens, archevêque de Rouen, et de 1135 à 1153, l'on sait que la Normandie en général et le Passais en particulier furent incessamment le théâtre de guerres acharnées entre Étienne de Blois, successeur de Henri I<sup>er</sup>, et Geoffroy Plantagenet, son compétiteur.

Comme Henri I<sup>er</sup>, Henri II, Plantagenet, parvenu au trône d'Angleterre, en 1154, séjourna souvent à Domfront, et fit de cette ville une de ses résidences favorites. Ainsi, en 1161, il envoya la reine *Éléonore* y faire ses couches ; et, celle-ci ayant donné le jour à une fille, nommée comme sa mère *Éléonore*, cette princesse fut tenue sur les fonds baptismaux, dans l'église de Notre-Dame-sur-l'Eau, par un légat du pape, Henri, cardinal-prêtre, en présence d'Achard,

(1) V. (D. Bouquet, t. XIII, p. 285, C.).

évêque d'Avranches et du célèbre abbé du Mont-St-Michel, Robert de Torigny, lequel a relaté ce fait dans ses chroniques (1).

## VI.

### L'ABBAYE DE LONLAY.

Comme tant d'autres monastères des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, l'abbaye de Lonlay avait été fondée au commencement du XI<sup>e</sup>, dans un vallon circulaire en forme d'entonnoir, *convallum* — vallon qu'entoure une élégante ceinture de collines en pente douce, dans lequel l'*Egrenne*, cours d'eau qui descend des hauteurs de *Chaulieu*, arrose de vertes et fertiles prairies, de ses eaux limpides et poissonneuses.

Ce vallon, d'un aspect très pittoresque, offre une grande ressemblance avec un *entonnoir* de même nature, dans lequel fut construite, deux siècles plus tard, non loin de Granville, l'abbaye de *la Luzerne*.

Avant la Révolution, l'abbaye de Lonlay faisait partie d'une petite ville *fermée*, qui s'accédait par trois portes, savoir : la Haute-Porte, *Alta janua*, au Nord-Ouest (2), la porte de la ville, *Urbis porta*, au Nord (3), vers *la rue St-Michel*, une des plus anciennes de la ville ; et enfin la porte majeure, *Major porta*, laquelle communiquait avec les bâtiments conventuels (4).

(1) V. (Dom Bouquet, t. XIII, p. 306 B.).

(2) Vers le chemin d'intérêt commun n° 17, de Flers à Passais.

(3) Non loin du moulin de *la Porte*, qui subsiste toujours.

(4) V. (le plan de l'abbaye, publié par M. Sauvage, dans sa notice de 1865).



Dans le principe, l'abbaye était connue sous le non de Notre-Dame-de-Lonlay-des-Déserts, *in desertis* ; et la contrée offre encore bien cet aspect solitaire avec ses bois, ses landes et ses bruyères.

Dans son état actuel, au moins à l'extérieur, l'ancienne église abbatiale produit peu d'effet ; avec cette tour sans cachet, que termine un toit vulgaire, elle manque, d'ailleurs, de cet ensemble de contreforts et d'arcs-boutants dont le système constituait non-seulement la solidité, mais encore l'élégance de ce genre d'édifice.

Le vaisseau affecte la forme d'un T renversé, avec un transept, deux rangs de bas-côtés faisant le tour du chœur, et enfin une ceinture de chapelles enveloppant le tout.

Mais il ne paraît pas que la croix-latine dût jamais être achevée, car des gros piliers de l'intertransept, ceux de l'Est, offrent seuls des *retours*.

Le vaisseau présente à l'intérieur un mélange bizarre de styles très divers ; et, cependant, malgré ce caractère disparate, cette église surélevée et très ajourée, ne manque ni d'élégance ni de beauté.

Les styles qui dominent dans la construction de l'édifice sont d'abord celui du XI<sup>e</sup> siècle, date de la construction de l'abbaye ; et, ensuite, les styles des XIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, date de l'achèvement intégral de l'édifice.

Fondée au commencement du XI<sup>e</sup> siècle, dans le style primitif de cette époque, c'est-à-dire en *opus spicatum* ou en arêtes de poisson, avec des baies romanes de la plus grande simplicité, l'église abbatiale a subi depuis deux transformations principales,

à deux grandes époques de l'architecture religieuse en Normandie, savoir à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Guillaume-le-Conquérant, et à la fin du XIII<sup>e</sup>, sous le règne de Saint-Louis et de ses successeurs.

De l'église fondée par Guillaume de Bellême, comte du Perche, il ne reste plus aujourd'hui que des fragments de maçonnerie en *opus spicatum*, encadrés dans un nouvel appareil, avec quelques baies romanes; mais il paraît impossible de dire quelle pouvait être la forme exacte de l'édifice fondé vers 1026, par le constructeur de la ville, du château et des églises de Domfront, Guillaume I<sup>er</sup>, de Bellême.

Sous ce rapport, l'église abbatiale de Lonlay est donc très inférieure à l'église de *Notre-Dame-sur-l'Eau*, qui, fondée vers la même époque et malgré des remaniements postérieurs n'en a pas moins conservé, dans sa pureté et dans son unité, le cachet particulier des édifices religieux des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, dont l'on trouve notamment tant de types précieux et parfaitement conservés dans les diocèses du *Mans* et d'*Angers*.

Dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, il se produisit en Normandie une révolution complète dans l'architecture religieuse, par la substitution du roman secondaire au roman primaire : révolution non moins remarquable que celle du XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'*ogive* remplaça le *plein cintre*.

C'est cette révolution qu'admirait un historien anglo-normand du XI<sup>e</sup> siècle, Guillaume de Malmesbury, lorsqu'il s'écriait : « Videas ubique in

« villis ecclesias, in vicis et urbibus monasteria novo  
• ædificandi genere consurgere (1) !

Ainsi, vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle, l'*opus spicatum* des siècles précédents fait place à un appareil plus régulier et plus solide, l'*opus quadratum*, la colonne grecque, avec un chapiteau d'ordres doriques ou ioniques, remplace le pilier roman avec simple tailloir ; et les murs intérieurs des édifices, nus jusqu'alors, se couvrent d'une galerie déjà élégante, connue sous le nom de *faux triforium* ; et c'est ainsi que s'affirme en général ce *novum genus ædificandi* qu'admire Guillaume de Malmesbury, et dont *St-Étienne de Caen* et surtout l'*Abbaye-aux-Dames* sont les types les plus remarquables que nous possédions en Normandie.

Or, cette transformation générale des édifices religieux dut s'opérer à Lonlay, sous la longue administration de Ranulfe I<sup>er</sup>, religieux de St-Étienne de Caen, et quatrième abbé de Lonlay (2).

En effet, ce fut alors que l'on remplaça l'ancien appareil par l'*opus quadratum* ; que l'on éleva dans le transept ces gros piliers massifs, qui supportent la tour, et que l'on orna d'un *faux triforium* les murs du transept à l'ouest ; tous ornements qui rappellent l'*Abbaye-aux-Dames de Caen* ; enfin, ce fut également sous l'administration de l'abbé Ranulfe, que

(1) V. (Guillaume de Malmesbury, L. III. — Dom Bouquet, t. XI, p. 185, B. C.).

(2) L'abbé Ranulfe est mort en 1122 ; et, en 1082, il figurait à la charte de fondation du prieuré du Rocher, près Mortain. Il a donc administré l'abbaye de Lonlay pendant au moins quarante ans.

l'on construisit, en avant de l'édifice, la tour carrée qui subsiste toujours, malgré des remaniements postérieurs, mais qui, par son appareil de maçonnerie et par certaines baies romanes, rappelle les édifices du commencement du XII<sup>e</sup> siècle; tour qui était naturellement accotée au Midi par les bâtiments conventuels; mais qu'il a fallu soutenir à l'est et au nord, par de robustes contreforts.

Quant à l'église abbatiale, reconstruite à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, elle devait affecter la forme des édifices religieux de cette époque, avec un chœur, terminé par une abside circulaire, deux absidioles latérales, et, cet état de choses a dû se perpétuer jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque le vaisseau subit une seconde transformation encore plus radicale que la première.

Mais ce qui reste de plus remarquable des constructions de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, ce sont certainement les gros piliers massifs de l'intertransept qui supportent la tour : piliers à doubles retours, au moins vers le levant, c'est-à-dire dans la direction du chœur et des bas-côtés qui l'entourent.

Ces piliers, qui ont toute la hauteur de l'édifice, sont ornés de demi-colonnes engagées, conjuguées avec tailloir, chapiteau, en général à sculptures grotesques (1), et un stylobate, formé d'un piédestal carré avec un simple boudin pour tout ornement.

Telle est l'église du XI<sup>e</sup> siècle, avec quelques dé-

(1) Ces chapiteaux semblent faits en pierre calcaire d'Aubigny, près Falaise, comme les chapiteaux des bas-côtés de l'église de Mortain.

bris de tores, formant amorce sur les murs du chœur au midi (1).

L'église abbatiale subit, comme tant d'autres édifices en Normandie, une transformation encore plus complète sous la domination française, c'est-à-dire depuis la conquête de la Normandie, sous Philippe-Auguste, en 1204; mais seulement vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

On laissa subsister, il est vrai, le transept, tel qu'il avait été reconstruit à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, avec les piliers massifs qui soutiennent la tour; et l'on se contenta de les terminer par des archivoltes de forme gothique.

Mais, le chœur de l'église abbatiale dut être complètement reconstruit dans le style gothique de cette grande époque d'architecture religieuse; et c'est à cette seconde reconstruction qu'appartiennent ces deux rangs de colonnes monocylindriques qui entourent le chœur de l'église (2).

Ces colonnes, un peu grêles, il est vrai, ne manquent cependant pas d'élégance, aussi elles rappellent la colonnade à peu près semblable du rond-point de l'ancienne église collégiale de Mortain, colonnade construite vers la même époque, et qui a dû très vraisemblablement servir de modèle aux architectes de la nouvelle église de Lonlay.

(1) Ces gros boudins ou tores devaient former, dans le chœur du XI<sup>e</sup> siècle, une frise, remplacée depuis par un *faux triforium*.

(2) C'est également vers la même époque qu'a dû être construit le cloître, d'après le style des quelques fragments qui subsistent encore.

Les chapiteaux des colonnes ne sont pas frustes ; mais ils sont encore ornés de feuillages enroulés ; et, quant au stylobate desdites colonnes , il forme comme à Mortain, un pentagone avec un tore aplati.

Quant aux archivoltes de forme ogivale qui surmontent les colonnes monocylindriques du chœur, ils ne sont ornés ni de tores, comme à Mortain, ni de gorges, comme à Notre-Dame de Vire ; mais d'un double et large chanfrein.

Cette double colonnade qui suppose, comme clôture du chœur, une ceinture de chapelles, donne une idée suffisante de ce que devait être au XIII<sup>e</sup> siècle, le chœur de l'église abbatiale, avec un faux *triforium* qui subsiste toujours, et un *clerestory* en ogive-lancette qui a disparu.

En effet, l'abbaye de Lonlay dut être dévastée pendant la guerre de Cent-Ans, par les Anglo-Navarrais dont le quartier-général était à Domfront (1). Ainsi, en 1418, l'église abbatiale, ainsi que les bâtiments conventuels, furent incendiés ; et c'est vraisemblablement à ce sinistre qu'il faut attribuer la destruction des chapelles primitives ainsi que des hautes nefs du chœur.

Mais, au XV<sup>e</sup> siècle, et vraisemblablement après l'expulsion des Anglais de la Normandie, en 1450, l'église de Lonlay subit une troisième transformation. Ainsi, c'est évidemment de cette époque que datent la construction des hautes nefs avec leurs baies à meneaux et en fer de lance, le remaniement

(1) D'après Guillaume de Nangis, les Anglais s'emparèrent du château de Domfront, en 1353.

de la tour carrée dont plusieurs baies accusent également cette époque, enfin la construction de ce porche élégant qui décore cette tour à l'Ouest, et qui sert d'entrée à l'église abbatiale.

Quant aux nouvelles chapelles, reliées au chœur par des contreforts intérieurs, et construites en *style perpendiculaire*, elles sont postérieures d'un siècle aux hautes nefs du chœur, et doivent dater du XVI<sup>e</sup> siècle seulement.

Enfin, c'est vers cette époque que l'on orna ces chapelles de riches et élégants autels, remarquables par leurs sculptures, comme par leurs bas-reliefs (1) et que l'on décora le chœur de ces belles stalles à baldaquin, non moins remarquables, et que la Révolution a heureusement épargnées (2).

Du reste, l'église, ainsi que les bâtiments conventuels, incendiés aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et reconstruits dans le style Louis XIII, n'ont pu être achevés qu'au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle.

En somme, le *Passais normand* possède près de nous, quatre monuments anciens d'architecture religieuse, très intéressants à étudier :

Le monastère mérovingien de *St-Auvieu*, d'une authenticité incontestable ;

L'église de *Ceaulcé*, dont les parties anciennes appartiennent à l'époque carlovingienne ;

L'église de *Notre-Dame-sur-l'Eau*, spécimen de l'architecture romane dans le cours du XI<sup>e</sup> siècle ;

(1) Ces bas-reliefs qui rappellent l'école de Lesueur, représentent notamment la *mort de St-Benoit*, l'*Annonciation* et le *Mariage de la Vierge*.

(2) V. l'*Abécédaire* de M. de Caumont, p. 673.

Enfin, l'église de *Lonlay*, qui contient des parties précieuses de cette même époque, surtout de la fin du XI<sup>e</sup> siècle.

## COMMUNICATION

### AU SUJET DE LA DÉCOUVERTE DE QUATRE FEUILLETS

#### DE MATROLOGE

Par M. le vicomte de **BLANGY**.

---

Dans l'analyse qu'il a faite des cinquante premiers registres de la ville de Caen, M. Du Feugray constate une lacune entre le registre n° 1 et le suivant ; l'un finit, je crois, en 1541, et l'autre ne commence que le 5 septembre de l'an 1562.

Les quatre feuillets en parchemin dont nous avons fait l'acquisition dans un lot de vieux titres auraient-ils été enlevés du registre où cette lacune se trouve signalée ? Le fait serait facile à vérifier.

Les deux premiers feuillets, cotés 72 et 73, contiennent un rôle qui ne laisse pas de présenter quelque intérêt ; il est intitulé :

« Louaiges de maisons assises en la ville et for-  
« bourg de Caen, dont les parties sont cy après  
« escriptes et déclarées ainsi qu'il a esté faict au  
« temps passé sur les comptes précédents. Lesquelles  
« parties sont de nulle valeur comme par le pa-  
« pier des baulx des fermes muables peult appa-  
« roir. »



Puis, après l'énumération, pour la paroisse St-Pierre, des immeubles qualifiés de nulle valeur, on lit cette note explicative :

« Et ces parties de louaiges de maisons néant  
« pour ce qu'ils n'ont esté baillées à ferme pour le  
« dict terme St-Michel pour cause que ce sont *par-*  
« *ties du temps des Angloys qui sont de nulle*  
« *valleur* comme par les dicts comptes précédents  
« et par le pappier des baulx des fermes peult  
« apparoir. »

Cette liste des immeubles de nulle valeur comprend les paroisses suivantes :

St-Pierre, qui contient. . . . .	12 articles.
Froiderue. . . . .	7 id.
St-Sauveur . . . . .	9 id.
St-Étienne. . . . .	6 id.
St-Jean . . . . .	10 id.
Vaucelles. . . . .	9 id.
St-Nicolas . . . . .	2 id.
St-Julien . . . . .	5 id.
St-Ouen et St-Gilles . . . . .	4 id.

---

Total . . . 64 articles.

Toutesfois, ce rôle de 64 immeubles de nulle valeur ne doit pas être complet, puisque du verso du feuillet 73, qui pour St-Ouen et St-Gilles ne contient que quatre articles, on passe immédiatement au recto 76 sur lequel se voit la fin d'un compte étranger aux immeubles dont il est ici question.

Il reste maintenant à attribuer une date à ce rôle d'immeubles qui n'avaient pu se relever de la dépréciation causée par la guerre de Cent-Ans : car

vraisemblablement le quantième du jour, mois et an. devait être énoncé après le dernier article sur les feuillets 74 ou 75 qui, comme je l'ai dit en commençant, font défaut.

Si l'on considère la date donnée au recto du feuillet 76, dans l'état des « *Gaiges d'officiers ordinaires* », c'est-à-dire deux feuillets plus loin, on devait être à près d'un siècle de la guerre des Anglais, puisque cet état comprend les gages des officiers de la ville depuis le jour de Pâques 1549, jusqu'au jour St-Michel de la même année.

Là se borneraient ces quelques observations sur le contenu de ce fragment de registre, si, à la Bibliothèque nationale, nous n'avions eu l'occasion de relever la quittance donnée par le sire d'Auberville, bailli de Caen, pour la première portion des gages dont le second semestre se trouve consigné sur le recto du troisième feuillet de ce fragment de matrologe, quittance dont je joins ici la copie.

S'il est constant que ces quatre feuillets sur parchemin aient la provenance signalée plus haut, inutile d'ajouter que nous nous ferons un sensible plaisir de les réintégrer dans les archives municipales, regrettant toutefois que notre trouvaille ne comble pas plus amplement la lacune signalée par M. Du Feugray.

Il est encore une remarque que nous nous permettrons avant de clore cette communication. Le second article des immeubles de la paroisse St-Pierre mentionne : « *Des héritages qui furent à Thomas Quadrans assis en Cathehoulle.* » L'immeuble de Thomas Quadrans avait donc souffert lors

du siège des Anglais; ce serait donc par suite de ces dégâts que la famille Quadrans se serait vue dans l'obligation de refaire en colombage cette façade que nous voyons aujourd'hui et qui remonterait conséquemment à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Juvigny, 5 janvier 1886.

Aug. de BLANGY.

Nous Jacques d'Auberville, chevalier, seigneur de Caux, Cantelou, patron du Vertboscq, conseiller chambellan du Roy nostre Sire et son baillly de Caen, confessons avoir eu et reçu de noble homme François de Harcourt, vicomte et receveur ordinaire de Caen, par les mains de M<sup>e</sup> Guillaume de Bourgueville, escuyer, son commis à ladite recepte la somme de 76 livres 10 sols tournois pour la moitié de nos gaiges du dit office de baillly qui sont de 15 sols par jour payables moitié sur ladite vicomté de Caen, et l'autre moitié sur la vicomté de Bayeux pour le nombre de 204 jours eschus et par nous deservys depuis le jour St-Michel 1548, icelluy jour includ, jusques au jour de Pâques 1549, lequel jour exclud. De laquelle somme de 76 livres pour nos dits gaiges sur la recepte de Caen, escheus audit terme de Pâques 1549 dernier passé, nous tenons content et bien payé et en quittons le Roy nostre sire, lesquels verrons commis et autres qu'il appartient en témoignage desdites choses nous avons signé la présente de notre main et scellé du scel de nos armoiries, le 26<sup>e</sup> jour d'avril l'an 1549.

D'AUBERVILLE.

# LE « LIVRE DES SIMPLES »

INÉDIT DE MODÈNE ET SON AUTEUR

Par M. JORET

---

## I.

La Bibliothèque *estense* de Modène renferme deux manuscrits du XV<sup>e</sup> siècle, dont l'existence est connue depuis longtemps, mais qui n'ont été que tout récemment étudiés, avec le soin qu'ils méritent, par M. Jules Camus, professeur à l'École militaire de cette ville (1). Le premier, un manuscrit latin, est inscrit au catalogue de l'*Estense*, sous le titre de *Tractatus de herbis* (2); le second n'est pas latin, mais français; catalogué comme un *Dictionarium gallicum herbarium* (3), c'est, ainsi que le dit une

(1) *L'opera Salernitana CIRCA INSTANS ed il testo primitivo del GRANT HERBIER EN FRANCOYS secondo due codici del secolo XV, conservati nella regia biblioteca estense*. In Modena, 1886, in-4<sup>e</sup> de 155 pages.

(2) « *Dioscorides Tractatus de herbis, cum Platonis, Galieni et Macri hujusmodi a Barth.: Mundsens. Cod. membr. cum figuris coloribus depictis in folo sæculi XV.* » 993 (XII. K. 19).

(3) « *De Urfé. Dictionarium gallicum herbarium cum herbis elegantissime expressis, litterisque versicoloribus, auroque ut plurimum intextis. In quo herbarum virtutes, atque ut in ex-*

note du XVI<sup>e</sup> siècle, écrite par un de ses possesseurs sur la première feuille de garde, un *Livre des Simples* (1), ou encore, comme nous l'apprend l'*explicit*, un « livre auquel sont contenus les secrez de Salerne » (2).

Si ces deux manuscrits sont déjà, par leur contenu, curieux en eux-mêmes, ils acquièrent une importance toute particulière par le rapport étroit dans lequel ils sont avec deux traités de botanique et de matière médicales, célèbres à la fin du moyen âge : le *Circa instans* (3), ainsi nommé des premiers mots du prologue (4), ouvrage attribué à Platearius (5), médecin de l'École de Salerne, et imprimé, pour la première fois, à Ferrare, en 1488 (6), et l'*Arbolayre* (7), publié vraisemblablement à Paris entre 1480 et 1490, mais édité souvent depuis sous le nom

*tremo opere dicitur Secreta Salernitana continentur. Codex memb. in-fol<sup>o</sup> sæculi XIV. »* (Un autre catalogue, de 1833, a mis XV). 28 (XII. K. 16).

(1) « *Livre des Simples*, à Mons<sup>r</sup> Durfé. »

(2) On verra ce qu'il faut penser de cette indication.

(3) *Liber de simplici medicina secundum Platearium dictus CIRCA INSTANS.*

(4) « *Circa instans negocium in simplicibus medicinis nostrum versatur propositum.* »

(5) Mathieu, fils de Jean et auteur des *Glossæ in Antidotarium Nicolai*. Heinrich Hæser, *Lehrbuch der Geschichte der Medicin*, I<sup>o</sup>, 668.

(6) Avec la *Pratique* de Jean Serapion.

(7) *Arbolayre* contenant la *qualitey et vertus, propriety* des arbres, gommess et semences, *extrait de plusieurs tratiers de médecine* comment Davicenne, de Rasis, de Constantin, de Ysaac et Plateaire, selon le commun usaige bien correct. In-fol<sup>o</sup> (sans lieu ni date). Bibl. nat. Te  $\frac{142}{21}$ .

de *Grant herbar en francoys* (1). Pour bien comprendre ces rapports, il faut rappeler deux découvertes faites en Allemagne dans ces cinquante dernières années.

En 1837, A.-W.-Th. Henschel, ayant comparé le manuscrit d'un *Liber simplicium medicinarum*, trouvé par lui dans la Bibliothèque de la Madeleine, à Breslau, avec le *Circa instans*, reconnut que ces deux ouvrages devaient avoir la même origine (2); seulement, le *Liber simplicium* est beaucoup plus complet, il renferme, en particulier, 185 chapitres, qui ne se trouvent pas dans le *Circa instans*, tandis que celui-ci en contient, de son côté, 14, qu'on ne rencontre point dans le manuscrit de la Madeleine. Ces différences et ces ressemblances dans la composition générale des deux traités, ainsi que dans le texte de certains chapitres, amenèrent le savant professeur de Breslau à admettre que le *Circa instans* imprimé ne devait être que le remaniement d'une œuvre plus ancienne, celle même de Platearius, et que le *Liber simplicium* de la Madeleine reproduisait, sous sa forme primitive, cette œuvre depuis longtemps perdue ou oubliée (3).

Environ quinze ans plus tard, Ernest Meyer, l'auteur d'une histoire si justement estimée de la Botanique, ayant découvert dans la Bibliothèque de

(1) *Le grant herbar en francoys, contenant.....*, et imprimé par Guille Nyuerd. In-fol° (sans lieu ni date). Biblioth. nat., T°, 22 A. 142.

(2) Janus, *Zeitschrift für Geschichte und Literatur der Medicin*, II, 65.

(3) On verra plus loin ce qu'il faut penser de cette hypothèse.

Kœnigsberg le manuscrit d'un *Arbolayre*, eut l'idée de le comparer aussi avec le *Circa instans* ; il s'aperçut alors que l'*Arbolayre* français, ce qu'on n'avait point remarqué jusque-là, contenait la traduction de tout ce que renferme le *Circa instans* latin (1) ; toutefois, on y trouve, en outre, plus de 200 chapitres qui manquent dans ce dernier, sans ressembler aux articles analogues du *Liber simplicium* de Breslau, tandis que quelques-uns offrent une ressemblance frappante avec les chapitres correspondants du *De Viribus herbarum* d'Apuleius Platonici (2). L'étude des manuscrits de la *Biblioteca estense*, a fait faire un nouveau pas à la question.

Ayant comparé à son tour le *Tractatus de herbis* avec le *Circa instans*, M. Jules Camus reconnut que le « Livre » de Platearius se compose des premières lignes de 260 et quelques chapitres du manuscrit de Modène ; il semble donc être un extrait de ce *Tractatus* ; seulement, dans le travail de rédaction, 180 chapitres environ auraient été laissés de côté (3) ; de plus, comme le prouve la présence dans le *Circa instans* de plusieurs chapitres, qui ne se rencontrent pas dans le *Tractatus de herbis*, ainsi que quelques variantes dans les textes, ce travail a dû être fait sur un autre manuscrit que celui de Modène (4). Or,

(1) Ernst Meyer, *Geschichte der Botanik*, IV, 188.

(2) Voir, sur Apuleius Platonici, E. Meyer, *op. cit.*, II, 21, 994 et 316, ainsi que l'Introduction à ma *Flore populaire de la Normandie*, p. XXIII.

(3) Jules Camus, *op. cit.*, p. 13.

(4) Quant à ce manuscrit, M. Jules Camus admet, *op. cit.*, p. 19, que le rédacteur était originaire de l'Italie méridionale.

de cette ressemblance du *Circa instans* d'une part avec le *Liber simplicium* de Breslau, de l'autre avec le *Tractatus de herbis* de Modène, M. Jules Camus en a conclu que ces deux derniers ouvrages ont la même origine; et, de même que Henschel a vu dans le *Liber simplicium* le texte complet du *Circa instans* primitif, M. Jules Camus incline à regarder le *Tractatus de herbis* comme la reproduction d'un ancien texte de ce *Circa instans* (1), augmenté de quelques emprunts faits à d'autres ouvrages de même nature, tels que les *Pandectæ medicinæ* de Matthæus Sylvaticus (2). Toutefois, l'auteur du *Tractatus* n'aurait pas reproduit en entier l'œuvre de Platearius, mais il aurait omis à dessein dans son livre presque tous les chapitres du texte primitif, qui traitaient des remèdes minéraux, pour ne garder, sauf de rares exceptions, que ceux qui parlent des remèdes végétaux (3).

L'examen du manuscrit français du *Livre des Simples*, n'a pas conduit M. Jules Camus à des conclusions moins intéressantes. Il a tout d'abord reconnu que ce *Livre des Simples* n'est qu'une traduction du *Tractatus de herbis*; mais, s'il reproduit à peu près tout ce traité, il ne renferme pas néan-

(1) *Op. cit.*, p. 19.

(2) Mathæus Sylvaticus de Mantoue, composa ce traité en 1336, et le dédia à Robert, roi de Naples; c'était un disciple de l'école Salerne, qu'il avait fréquentée à deux reprises, en particulier en 1297, comme il le dit au ch. 110 de son livre: « Et ego vidi eos Bruculos Salerni anno dominicæ incarnationis 1297. »

(3) Je dirai, tout à l'heure, quelles objections on peut faire à cette manière de voir.



moins cinq chapitres qui s'y trouvent, tandis qu'il en contient en retour huit autres qu'on n'y rencontre pas ; le *Livre des Simples* a donc été vraisemblablement traduit sur un texte autre que celui du *Tractatus* de l'*Estense*, et cela explique que l'on trouve en entier dans le manuscrit français la description de plantes dont le manuscrit latin ne donne que la première partie. Quoi qu'il en soit, par leur composition, le *Livre des Simples* et le *Tractatus de herbis* de Modène sont véritablement, dans le sens qu'au moyen âge on attachait à ce mot (1), des *Herbiers*, analogues à l'*Arbolayre* imprimé vers 1490 (2).

Mais peut-on, avec M. Jules Camus, rattacher ces traités au *Circa instans*, ainsi que Henschel l'a fait pour le *Liber simplicium* de Breslau (2) ? Comme l'a remarqué le Dr Saint-Lager (3), cela ne semble guère possible. Rien ne dit que les 185 chapitres du *Liber simplicium*, qui ne se trouvent pas dans le *Circa instans* imprimé, lui aient jamais réellement appartenu, et, comme d'un autre côté ils diffèrent, d'après E. Meyer, des chapitres correspondants de l'*Arbolayre*, on voit qu'il n'est pas possible non plus d'identifier le traité manuscrit de Breslau avec cet *Arbolayre*. Quant à supposer, avec M. Jules Camus, que le *Circa instans* ne soit qu'un fragment du traité latin d'où l'*Arbolayre* aurait été traduit, ce n'est là qu'une hypothèse, et une hypothèse en contradic-

(1) Voir sur ce sujet le Dr Saint-Lager, *Histoire des Herbiers*. Paris, J.-B. Baillière, 1885, in-8°, p. 2 et suivantes.

(2) On va voir que ces trois ouvrages ont la même origine.

(3) *Recherches sur les anciens Herbaria*. Paris, J.-B. Baillière, 1886, in-8°, p. 32.

tion avec le titre même de ce dernier ouvrage, titre qui nous apprend que l'auteur de l'*Arbolayre* n'a pas seulement puisé dans Platearius, mais encore dans « Avicenne, Rasis, Constantin et Isaac » ; il aurait pu ajouter Apuleius Platonius, ainsi que Dioscoride et Macer (1).

Si l'on ne peut ainsi assigner la même origine au *Circa instans* et à l'*Arbolayre*, il n'est pas plus légitime de rattacher au traité de Platearius le *Tractatus de herbis* et le *Livre des Simples* de Modène, car, s'ils renferment, comme l'*Arbolayre* et le *Liber simplicium* de Breslau, presque tous les chapitres du *Circa instans*, ils en contiennent un nombre plus considérable encore qui ne se trouvent pas dans cet ouvrage ; mais on peut et on doit les rattacher à l'*Arbolayre*, puisque, si leur composition n'est pas entièrement la même, elle offre les plus grandes ressemblances. — J'ai dit plus haut que c'étaient comme lui de véritables herbiers, et le copiste du *Tractatus de herbis* l'a bien compris, lui qui, dans l'*explicit*, donne à ce traité le nom d'*Herbollaire*.

## II.

Une question se présente maintenant, celle de savoir quel est l'auteur du *Tractatus de herbis* et du *Livre des Simples*, cet « Arbolayre » manuscrit,

(1) Le Dr Saint-Lager, *Recherches*, etc., p. 33, cite vingt-deux chapitres, tirés du *De herbarum virtutibus* d'Apulée, sept de Dioscoride et quatre de Macer. On voit que pour admettre l'identité de l'*Arbolayre* et du *Circa instans*, il faudrait supposer que le traité de Platearius était une simple compilation.

plus ancien peut-être, en tout cas plus correct que l'*Arbolayre* imprimé. Nous connaissons l'auteur du *Tractatus de herbis*, ainsi que le nom du copiste de ce traité; l'auteur, comme nous l'apprend l'*explicit* du manuscrit (1), était Barth. Mini d(e) Senis; M. Jules Camus a voulu y voir un Bartolomeo Mino de Sienne (2), peut-être un parent du poète Andrea Mino da Siena; tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'il vécut, au plus tôt, dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, puisqu'il cite (3) Pierre d'Espagne (Pietro Spano), auteur d'un traité des Maladies des yeux, mentionné par Dante au douzième chant du Paradis (4), et mort en 1277. Quant au copiste, il s'appelait, il a pris soin de nous l'apprendre lui-même, Le Petit Pelous; c'était, on le voit, un français; M. Jules Camus ajoute, un français qui était allé, comme tant d'autres étrangers au moyen âge, étudier la médecine dans les Universités italiennes (5). Mais cette hypothèse repose en partie, le savant pro-

(1) « Explicit tractatus herbarum Dioscorides et Platonis atque Galieno et Macrone translata manu et intellectu Barth. Minid'Senis in arte speciarie semper infusus. »

(2) *Op. cit.*, p. 19.

(3) On lit au chapitre *Eufrosia* : « Incipit secreta magistri Petri hispani De egritudinibus oculorum. » J. Camus, *op. cit.*, p. 15, note 2.

(4) E Pietro Mangiadore, e Pietro Ispano,  
Lo quel giù luce in dodici libelli.

(5) *Op. cit.*, p. 18. M. Jules Camus s'appuie entre autres sur l'autorité de Puccinotti qui cite, dans sa *Storia della medicina*, vol. II, p. LXXXIV, de nombreux français, anglais et allemands, qui copiaient des manuscrits, tout en étudiant la médecine dans la Péninsule.

fesseur de Modène l'a reconnu, sur une faute de lecture.

L'*explicit* développé, dans lequel le copiste du *Tractatus de herbis* nous a fait connaître son nom (1), est ainsi conçu :

Explicit cest herbollaire  
Auquel a heu asses affaire  
Abourg Il a este escript  
MCCCC cinquante et huit  
Et la escript cest tout certain  
Le patron de sa propre main  
Pries pour luy Je vous en pryé  
Pour amour De la compaignye.  
Le petit pelous  
1458 (2).

Les catalogues de la *Biblioteca estense* ont écrit *About* le premier mot du troisième vers ; M. Jules Camus a rétabli *Abourg*, mais, comme eux, il ne voit là qu'un mot, qui serait, suppose-t-il, le nom de l'enlumineur du manuscrit (3). Cette supposition est inadmissible. Il faut lire non *Abourg*, mais *A Bourg* en deux mots, comme M. Pio Rajna l'avait déjà fait

(1) Ce nom se retrouve aussi à la fin d'une longue synonymie, qui fait suite au *Tractatus* : « Hoc scripsi totum, y lit-on, pro pena date michi potum. Nomen scriptoris Le petit pelous plenus amoris, 1458.

(2) J'ai écrit à dessein cet *explicit* sans signe de ponctuation ; il faut une virgule après le second et le quatrième vers, et un point après le sixième. On va voir comment un point mal placé a fait faire un contre-sens à M. Jules Camus.

(3) *Op. cit.*, p. 12, note 1. M. Jules Camus met un point après *Abourg*, en faisant de ce mot le sujet de « a heu asses affaire. »

remarquer à M. Jules Camus (1), et comme me l'ont confirmé MM. Léopold Delisle et Paul Meyer ; le second et le troisième vers de l'*explicit* sont donc, non

Auquel a heu asses affaire  
Abourg. Il a este escript,

ainsi que le croyait M. Jules Camus, mais

Auquel a heu asses affaire,  
A Bourg il a este escript ;

ils nous apprennent ainsi que le manuscrit du *Tractatus* a été copié dans la ville de Bourg ; c'est donc bien toujours, sans doute, l'œuvre d'un français ; mais rien ne dit que ce français soit allé étudier en Italie, comme l'a supposé M. Jules Camus ; en tout cas, il n'a pas copié le traité de Mino da Siena dans la Péninsule, ainsi que paraissait aussi le croire le savant botaniste de Modène, mais en France.

### III.

Si nous sommes renseignés sur le nom de l'auteur et du copiste du *Tractatus de herbis*, rien ne nous apprend, au contraire, quel fut le traducteur du *Livre des Simples* ; qu'il ait été français, cela va de soi ; mais ne serait-il pas possible d'en savoir davantage, et d'arriver à connaître, par exemple, de

(1) C'est ce que m'apprend, par une lettre du 16 mai 1887, M. Jules Camus, auquel j'avais fait part des doutes soulevés par la leçon qu'il a donnée.

quelle partie de la France il était originaire ? M. Jules Camus ne l'a pas essayé ; il n'est pourtant, ce me semble, rien moins que difficile de le découvrir : l'étude de la langue du *Livre des Simples* suffit pour y parvenir. M. Jules Camus a bien dit un mot de cette langue, mais sans en tirer aucune conclusion ; après avoir remarqué qu'elle présente « les caractères incontestables du français du XV<sup>e</sup> siècle », il s'est borné à citer un certain nombre de mots qu'il regarde comme « archaïques », — j'en donnerai tout à l'heure quelques-uns, — et il les oppose aux vocables comme *aquosité, aromaticité, expérimentateur*, etc., lesquels annoncent, suivant lui, « le voisinage » du XVI<sup>e</sup> siècle, mais qui ne sont, en réalité, que des mots latins, légèrement francisés, tels qu'en employèrent tous les traducteurs depuis Bercheure, et d'où il n'y a rien à conclure.

Il est vrai, M. Jules Camus relève un peu plus loin les deux formes *l'en* et *ou* (au) ; d'après lui, la première serait normande, — le savant professeur oublie que *l'en* se rencontre dans les textes les plus divers, et a même été revendiqué, quoique à tort, comme particulier au parler de Paris ; — la seconde serait caractéristique d'un dialecte du centre, — nous verrons ce qu'il en faut penser ; — mais M. Jules Camus s'en tient là, et, comme s'il craignait de s'être trop avancé, il s'empresse d'ajouter qu'il ne peut être question « de dialecte spécial dans un texte où se révèle à chaque instant le mélange des divers parlers indigènes » (1).

(1) « Se si potesse ancora parlare di dialetto speciale per un

Sans doute, dans le *Livre des Simples*, parmi les formes relevées par M. Jules Camus, il y en a, comme *esraicher*, *taiche*, *trieffle* (1), qui peuvent surprendre, et d'autres, comme *estraiture* et *roisine*, *nercir* et *voivre*, qui appartiennent à différents dialectes; mais le mélange de ces formes dialectales différentes, au lieu d'être un obstacle qui empêche de découvrir de quel pays était originaire le traducteur du *Livre des Simples* ou *Herbier* de la *Biblioteca estense*, — telle est, on pourrait le croire, l'opinion du savant professeur de Modène, puisqu'il n'a pas essayé de tirer la moindre conclusion de ces formes diverses, — permet, au contraire, de trouver ce pays avec une grande vraisemblance.

M. Jules Camus ne s'est pas borné à un examen général des deux manuscrits de l'*Estense*, il a encore, et on ne saurait trop l'en remercier, donné des extraits des 508 chapitres qu'ils renferment; j'ai relevé avec soin les formes dialectales de quelque intérêt qu'offrent les passages tirés du *Livre des Simples*; en les comparant entre elles, ainsi qu'avec celles qui ont été relevées par M. Jules Camus lui-même dans la partie non publiée du manuscrit, j'ai pu arriver, je crois, à déterminer, d'une manière incontestable, la région d'où était originaire le traducteur de l'*Herbier* de Modène.

Ce qui est manifeste tout d'abord, c'est que le

testo come il nostro, ove la fusione dei vari vernacoli si manifesta ad ogni momento. » *Op. cit.*, p. 24.

(1) *Trieffle* est mis entre parenthèses après *treffle*, je ne sais pourquoi.

*Livre des Simples* est écrit dans la langue « officielle » de l'époque, c'est-à-dire dans le dialecte de l'Île de France ; mais à côté des formes ordinaires de ce dialecte, on en trouve de toutes différentes ; j'ai déjà mentionné, d'après M. Jules Camus, les formes *es-traiture*, *nercir*, qui appartiennent aux dialectes de l'Ouest, tandis que *roisine*, *voirre*, autres formes relevées par lui, sont de la langue littéraire du temps ; aux premières, il faut ajouter *avène*, au lieu d'*avoine*, *meindre* ou *mendre*, qu'on rencontre constamment, une seule fois exceptée, à la place de *moindre*. Il est évident que ces formes, en contradiction avec la langue générale du *Livre des Simples*, n'auraient guère pu se trouver sous la plume d'un écrivain originaire du centre ou de l'Est ; ce sont des fautes véritables, qui n'ont pu échapper au traducteur que par mégarde ou par un souvenir involontaire de son parler natal ; on est donc en droit de dire qu'il était originaire de l'Ouest de la France, où la diphtongue *oi* du centre et du nord-est a pour équivalent *ei*, *ai* ou *è*. Mais il est facile d'arriver à déterminer avec plus de précision son pays natal.

Parmi les formes et les mots relevés par M. Jules Camus, il en est comme *boe* (boue), *bran* (son), *gri(n)gner* (grincer), *mesles* (nêfles), *moisson* (moineau), *nous* (nœuds), *poulz* (bouillie), etc., qui sont usités aujourd'hui encore en Normandie ; c'est là déjà un indice qui peut faire croire que le traducteur du *Tractatus* était normand. D'autres formes, telles que *cameaux* (chameaux), *troquelet* (trochelet), où la gutturale vélaire persiste, *chepue*



(fr. cépée) (1), *perche* (il perce), où la palatale s'est changée en chuintante, sont propres au dialecte picard et au normand septentrional ; mais, comme l'emploi des formes de l'ouest, *avène*, *estraiture*, *meindre*, *nercir*, s'opposent à ce que l'auteur du *Livre des Simples* fût picard, nous sommes encore amenés à le regarder comme originaire de la Normandie et de la partie septentrionale de cette province. Les formes *sieu* (suif), *tieule* (tuile), permettent de faire un pas de plus ; inconnues, la seconde du moins, dans la Haute, mais d'un usage habituel dans presque toute la Basse-Normandie, elles semblent bien indiquer que celui qui s'en est servi était originaire de cette dernière région.

Les formes diverses du mot feuille : *fueille*, *feulles* et *feules*, nous conduisent à une conclusion analogue ; à l'époque où a été écrit le *Livre des Simples*, *fueille* ne peut guère être considéré comme l'équivalent de *feuille*, et semble n'être autre que la forme actuelle *fueille* ou *fuèle*, qui m'a été autrefois signalée à Mesnil-Auzouf, dans le Bocage virois ; quant à *feule*, forme la plus ordinaire du manuscrit, elle nous montre l'*l* mouillé de *feuille* rédit à *l* simple, ce qui est propre encore à plusieurs dialectes bas-normands. C'est dans ces dialectes aussi, à ma connaissance, qu'on rencontre seulement le mot *poulz*, ainsi que *mesleure* ; et, quant à la forme *ou* pour *au*, que M. Jules Camus a cru propre au dialecte du centre, elle est encore, aujourd'hui, d'un usage ordinaire dans le Cotentin septentrional et aux Iles Nor-

(1) Cette forme *chepue* m'a été signalée dans le Lieuvin.

mandes (1). Ainsi, les formes dialectales qu'offre le *Livre des Simples*, nous amènent toutes à reconnaître dans le traducteur de cet ouvrage, un bas-normand d'origine.

Les noms de plantes dont il s'est servi nous conduisent non moins nécessairement à la même conclusion. Parmi ces noms, pour ne pas parler d'*alhuine* (absinthe), — aujourd'hui *aliène* dans le Cotentin, — de *coudre*, de *hanebane* et de *gratteron*, d'un emploi trop général, surtout les deux derniers, on trouve dans le *Livre des Simples* les suivants, qui sont encore actuellement d'un usage ordinaire en Basse-Normandie : *amouroque* (*Anthemis cotula* L.), *avelaine*, *avène*, *bouix*, *curaige* (*Chenopodium persicaria* L.), *herbe à charpentier* (*Achillaea millefolium* L.), *rigolice*, *seû* (sureau); à côté de ces mots prennent place encore *cheue* (ciguë), *senechon* (sèneçon), qui présentent le changement de la palatale en chuintante, ainsi que *doque* (doche) et *marquin* ou *maroquin* (*Marrubium vulgare* L.)—aujourd'hui *morioquemîn* dans le Cotentin—dans lesquels la vélaire persiste, noms qui, non seulement sont tous normands, mais dont quelques-uns ne peuvent être que bas-normands (2).

Or, s'il était naturel que le traducteur du *Tractatus de herbis* employât de préférence, pour rendre les noms latins de cet ouvrage, les dénominations vul-

(1) Au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècles, on trouve cette forme dans presque tous les pays normands.

(2) Un nom qui étonne, est celui de *coucourde* (*cucumer*); où l'auteur du *Livre des Simples* a-t-il appris à connaître ce mot provençal si complètement ignoré en Normandie?

gaires de plantes du pays où il était né, on ne s'expliquerait pas qu'il en eût employé, en aussi grand nombre du moins, qui appartenissent à une autre région, et, comme les noms dont il s'est servi sont usités en Normandie, et que quelques-uns ne peuvent l'être que là et même dans l'Ouest de cette province, il en faut conclure encore que ce traducteur était d'origine bas-normande. Mais les formes dialectales qu'on rencontre dans sa traduction, nous ont déjà amenés à reconnaître qu'il devait être de la Basse-Normandie ; on doit donc chercher son pays d'origine dans la Plaine de Caen ou le Bocage virois, le Bessin, ou plutôt le Cotentin, le mot *poulz* (bouillie) nous reportant de préférence au dialecte de ce dernier pays. Toutefois, quand on devrait s'en tenir à la seule conclusion que l'auteur du *Livre des Simples* était bas-normand, sans dire au juste duquel des pays du nord-ouest de notre province, il n'eût pas encore été sans intérêt d'avoir fait cette démonstration, et c'est une nouveauté, je crois, d'avoir essayé de la faire en partie à l'aide des noms de plantes dont s'est servi cet écrivain.

#### IV.

Mais l'enquête que j'ai entreprise doit-elle se borner là ? Ne serait-il pas possible de l'étendre aussi au *Tractatus de herbis* et à l'origine de ce manuscrit ? Ici, le problème est beaucoup plus compliqué. Nous connaissons, il est vrai, le nom du copiste de ce traité, et nous avons vu qu'il l'écrivit à Bourg, en 1458 :

A bourg a este escript  
M CCCC cinquante et huit;

mais quelle est cette ville de Bourg ? De quel pays était Le Petit Pelous, le copiste du *Tractatus* ? Telles sont les deux questions qu'on est amené à se poser. Essayons d'abord de répondre à la seconde.

Le manuscrit du *Tractatus* et celui du *Livre des Simples* sont de la même époque, et il n'y a aucune impossibilité à ce qu'ils soient tous deux de la même main (1). Il est vrai, si l'on considère les différences qui existent entre le texte des deux traités de Modène, on est porté à croire que le *Livre des Simples* a été traduit sur un manuscrit autre que celui du *Tractatus de herbis*; dans ce cas, il paraît difficile que le traducteur du « Livre » français soit le même que le copiste du « Traité » latin. Mais si l'on songe à la négligence des traducteurs du XV<sup>e</sup> siècle et aux libertés qu'ils prenaient, les différences dont j'ai parlé entre le texte du *Livre des Simples* et celui du *Tractatus de herbis*, ont moins d'importance; il est certain, du moins, que l'auteur du premier de ces ouvrages a cédé plus d'une fois, M. Jules Camus l'a remarqué (2), à la tentation

(1) C'est l'opinion de M. Léopold Delisle que j'ai consulté sur le caractère paléographique des deux fac-simile donnés par M. Jules Camus, et dont l'autorité est si grande en pareille matière.

(2) *Op. cit.*, p. 22. « Tutavia è probabile che il nostro traduttore, il quale ha una certa tendenza alla prolissità, ed aggiunge talvolta delle osservazioni sue, abbia voluto fare, anche lui, di tempo in tempo la parte di compilatore. »

d'amplifier son texte. Sans doute, il est plus difficile d'expliquer comment il a pu donner des chapitres entiers qui ne se trouvent qu'en partie dans le *Tractatus de herbis*, et, dans ce cas, on est bien obligé d'admettre qu'il a eu à sa disposition un autre manuscrit que celui de l'*Estense*, ce qui n'est point d'ailleurs absolument inconciliable avec l'hypothèse qu'il aurait aussi copié le *Tractatus*. Reste à examiner le nom du copiste de ce traité.

Ici, nous nous heurtons tout d'abord à une difficulté qu'offre la forme même de ce nom. Si, au lieu d'être composé, il était simple, nous aurions affaire à un nom propre évidemment du Nord de la France, puisqu'il est précédé de l'article : « Le Petit » (1), « Le Pelous. » Mais ce nom se compose de deux mots, dont l'un est nécessairement adjectif et l'autre substantif : quel est l'adjectif, quel est le substantif ? Si *petit* est le substantif, l'article porte sur lui, et nous aurons un nom propre septentrional ; il n'en est plus de même si le substantif est *pelous* et *petit* l'adjectif ; dans ce cas, l'article est appelé par ce dernier et son emploi est nécessaire, que le nom soit de la France méridionale ou septentrionale. Mais cette seconde hypothèse est de beaucoup la moins vraisemblable, et l'on peut dire que, suivant toute probabilité, le copiste du *Tractatus* s'appelait « Le Petit », et était surnommé « Pelous. » Il était donc

(1) « Le Petit » est un nom très commun dans la Basse-Normandie ; un des jurés de l'Université de Caen, en 1444, s'appelait Guill<sup>mes</sup> « Le Petit Sagien » (de Séez). *Archives du Calvados*.

originnaire du Nord de la France ; mais de quelle province et de quel pays ? Le mot *Pelous* peut nous aider à résoudre cette question.

La terminaison *eux* (*eû*) s'est substituée à *eur* dans les dérivés normands, par exemple, *cacheux* (chasseur), *menteux* (menteur), etc. On ne s'en est pas tenu là ; et, dans les patois du Nord-Ouest de la Normandie, *eux* a fait place à *oux* (*où*) ; *cacheux*, *cachoux* ; *menteux*, *mentoux*, etc. La même transformation a eu lieu dans les dérivés des adjectifs latins en *osus* ; ainsi, *peleux*, *peloux*, *peleuse*, *pelouse*. La chenille, par exemple, qui s'appelle dans la Plaine de Caen et le Bessin *ca(r)pleuse*, porte le nom de *carplouse* dans le Cotentin. « Le Peleux », nom d'homme dans le Bessin, a donc pu et dû devenir « Le Peloux » dans le Cotentin (1). On est ainsi amené à chercher, dans ce dernier pays, le lieu d'origine du copiste du *Tractatus de herbis*. Étant dès lors de la même contrée que le traducteur du *Livre des Simples*, il n'y aurait rien d'impossible à ce qu'il ne fût autre que lui.

Mais dans quelle localité, au juste, « Le Petit Pelous » a-t-il copié le *Tractatus de herbis* ? Est-ce à Bourg-en-Bresse ? Cela n'a rien d'in vraisemblable. En effet, même en admettant que ce scribe ait été originaire de la Basse-Normandie, il n'y a aucune impossibilité à ce qu'il ait visité la Bourgogne et se

(1) Si *Petit* était un adjectif et *Pelous* substantif, au lieu d'un nom bas-normand, on pourrait très bien avoir un nom méridional, *Pelous* étant un nom propre commun dans le Midi. Mistral, *Lou tresor dou felibrige*, s. v. *Pelous*.

soit arrêté à Bourg-en-Bresse pour copier un manuscrit qui se serait trouvé dans cette ville (1).

Quoi qu'il en soit, et lors même qu'on ne devrait pas identifier le traducteur du *Livre des Simples* et le copiste du *Tractatus de herbis*, quand ce dernier ne serait pas bas-normand, il n'en est pas de même du premier; quel qu'ait été son nom, il a dû naître dans un des pays du Nord-Ouest de notre province, et on peut même supposer qu'il a étudié, à Caen, cette patrie du célèbre médecin et botaniste Jacques Daléchamp, cette ville où, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, étudia, sous Jean Contif et Noël Étienne (2), Guillaume Guérout, le commentateur de Macer Floridus.

Il y a, sans doute, dans la dernière partie de cette étude, je le reconnais, plus d'une hypothèse; il appartiendra à des recherches futures de les changer en certitude ou d'en montrer l'inanité. Je serais heureux d'y avoir provoqué les érudits que la Société des Antiquaires de Normandie compte en si grand nombre, et qui, plus heureux que moi, ont à leur disposition les dépôts publics ou privés que je ne puis consulter dans mon éloignement.

(1) Je me suis demandé si le nom de *Bourg* ne désignerait point ici le faubourg de Caen, qui s'appelait autrefois et s'appelle encore Bourg-l'Abbé, et où se trouvait l'Université; mais, comme je n'ai pu rencontrer Bourg employé dans ce sens seul et sans article, j'ai renoncé à mon hypothèse. Outre Bourg-l'Abbé, on trouve dans les chartes *Burgus Cadomi* (XI<sup>e</sup> siècle), *Burgus sancti Stephani* (XII<sup>e</sup> siècle), etc. (Archives du Calvados, communication de M. A. Benet), mais non *Burgus* isolé.

(2) Johannes Contius et Natalis Stephanus. Préface du commentaire de Guillaume Guérout. Macer Floridus, *De herbarum viribus*. In-12 (sans lieu ni date). Biblioth. d'Aix, n° 2174.

## BIBLIOGRAPHIE ET NOUVELLES DIVERSES.

---

*Jeanne d'Arc à Domrémy. Recherches critiques sur les origines et la mission de la Pucelle, par Siméon Luce, membre de l'Institut.* Paris, Champion, in-8°. — *Propriétés médicales et hygiéniques du cidre, par le docteur Denis-Dumont.* Caen, Brulfert, in-12. — *L'abbé Langevin. Étude littéraire, par G. Vanel.* — *Notice sur René Toustain, de Billy, par G. Le Gorgeu, docteur en Droit.* Vire, Adenad, in-8°. — *Les Coutumes de Normandie réglementées par l'édit de 1751, avec la Jurisprudence actuelle, par Léon de Vilade.* Caen, Adeline, in-12.

Dans un compte-rendu consacré à l'examen du volume si original et si attachant de M. Siméon Luce, M. Auguste Vitu a écrit les lignes suivantes :

« Nulle science humaine, si profonde et si sagace qu'elle soit, ne rendra jamais compte de l'existence et des victoires de Jeanne d'Arc. « On admet ou on rejette un miracle, écrit M. Siméon Luce, on ne l'explique pas. » Je ne voudrais pas pousser M. Siméon Luce sur ces délicates matières, mais j'aime à constater que, en fin de compte, il adopte comme conclusion de toutes ses recherches ces fortes paroles d'Étienne Pasquier : « Je répute



« l'histoire de la Pucelle un vrai miracle de Dieu. »

« Et quel miracle, m'écrierai-je à mon tour. Une fille admirable et française par le sang, par le cœur, par l'esprit, — elle en avait et du plus vif et du plus fin, — mais ne sachant rien de la politique ni de la guerre, entreprend de délivrer sa patrie du joug de l'étranger et de couronner son roi. Elle n'avait jamais monté un cheval ni manié une épée ; elle tremblait devant les obligations de sa mission divine... Mais elle le veut, il le faut, et elle monte à cheval, elle tire l'épée, marche droit au roi qu'elle persuade d'un mot ; elle s'impose aux chefs de l'armée ; elle se fait de ces routiers farouches des amis dévoués et des lieutenants soumis ; elle délivre Orléans, elle bat les Anglais, et Suffolk, et Talbot, et Falstaff, à Fargeau, à Beaugency, à Meaux, à Patay ; enfin elle conduit son roi triomphant jusqu'à la cathédrale de Reims, ne demandant pour son salaire que de tenir l'oriflamme victorieux au pied de l'autel. Voilà le miracle. »

Nous partageons sans hésitation, avec M. Vitu, avec M. Wallon, l'un des meilleurs historiens de Jeanne d'Arc, l'opinion du vieux parlementaire Pasquier. Bien des fois le problème a été traité au point de vue de la science humaine, et après les plus patientes investigations, elle n'a pu en définitive que s'incliner « devant l'attitude et la majesté des faits. »

Mais si le caractère de cette intervention merveilleuse échappe aux règles de l'interprétation historique ordinaire, il n'en est pas moins intéressant

d'étudier les faits qui l'ont précédée et annoncée, et l'ensemble d'événements qui en forment l'encadrement. A ce point de vue, le nouvel ouvrage de M. Siméon Luce fournit à notre curiosité patriotique les plus complètes et les plus vives satisfactions.

Déjà, une partie de cette belle étude avait paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, mais on peut mieux l'apprécier aujourd'hui sous sa forme définitive, avec les additions qui la complètent et les appendices qui l'accompagnent. Ces appendices ont d'ailleurs, à eux seuls, une importance et une valeur exceptionnelles. Un détail permettra de s'en rendre compte.

Le corps de l'ouvrage, qui comprend une introduction et six chapitres, occupe 311 pages du volume ; les *preuves*, imprimées en petit texte, n'en remplissent pas moins de 416. Des tables analytiques parfaitement conçues, dont la rédaction a été confiée à M. Stein, permettent de se reconnaître et de tirer parti, sans trop de fatigue, de toutes ces richesses accumulées.

« Il y a, écrit M. Luce dans son introduction, deux  
• Jeanne d'Arc, si l'on peut parler ainsi, il y a  
« Jeanne pendant la mission et Jeanne avant la  
« mission. Jeanne pendant la mission a donné lieu  
« à tant de publications, qu'il suffirait de les réunir  
« pour former une bibliothèque considérable. Il  
« nous a semblé que nous avions quelque chose de  
• mieux à faire que de travailler à grossir encore le  
« nombre de ces publications. Au contraire, Jeanne  
« avant la mission est restée jusqu'à ce jour à peu

« près inconnue ; c'est cette Jeanne inconnue que  
« nous nous sommes efforcé de découvrir. »

Le titre des chapitres est d'ailleurs significatif et révèle comment, dans cette question des influences ambiantes et des précédents de la mission de Jeanne d'Arc, M. Luce a compris et développé son sujet. Nous les transcrivons ici sans commentaire :

« I. La Royauté française dans la vallée de la Meuse au XV<sup>e</sup> siècle.

« II. La famille de Jeanne d'Arc.

« III. Domrémy et la châtellenie de Vaucouleurs, de 1412 à 1425.

« IV. Le culte de saint Michel au XV<sup>e</sup> siècle et la victoire du Mont-St-Michel. La piété de Jeanne d'Arc et les visions de 1425.

« V. Domrémy et Vaucouleurs, de 1425 à 1428.

« VI. Jeanne d'Arc à Neufchâteau, à Vaucouleurs et à Nancy.

« VII. Bedford et l'épiscopat de la province de Sens en 1429.

« VIII. Les Dominicains à la cour de Bourgogne et les Franciscains à la cour d'Anjou-Sicile.

« IX. Jeanne d'Arc et frère Richard.

« X. Jeanne d'Arc, Colette Boilet et les pratiques de la dévotion franciscaine.

« XI. Jeanne d'Arc et le grand Jubilé du Puy, en 1429. »

Tous ces chapitres forment autant de dissertations distinctes, qui ont leur physionomie et leur valeur propres. Nous ne saurions entrer dans les analyses détaillées et dans les discussions qu'elles comporteraient, mais nous croyons devoir appeler

l'attention sur l'une d'elles, qui intéresse au plus haut point la Normandie, et qui, à ce titre, mérite de retenir un instant notre examen. Nous voulons parler du chapitre iv relatif au *culte de saint Michel et à la victoire du Mont-St-Michel*. C'est, considéré sous un nouveau jour, un fragment essentiel, le plus attachant peut-être, détaché de l'histoire de notre grande abbaye normande.

Comme le remarque M. Siméon Luce, le premier personnage surnaturel qui ait annoncé à Jeanne d'Arc, dans l'été de 1425, la mission qu'elle devait accomplir, est l'archange saint Michel. S'il est question plus tard, dans les actes du procès, de sainte Catherine et de sainte Marguerite, il faut reconnaître que les apparitions de ces deux saintes, outre qu'elles sont postérieures, semblent n'avoir exercé qu'une influence secondaire sur le rôle politique et guerrier de la libératrice d'Orléans. On ne doit, d'ailleurs, pas s'étonner de ce fait. A la date où nous sommes parvenus, le culte de saint Michel était le culte national et populaire par excellence. M. Luce remarque que sous les Mérovingiens, le saint le plus fréquemment invoqué, et dont le nom revient le plus souvent dans les documents, est saint Martin. Sous les premiers Capétiens, la suprématie paraît acquise à saint Denis, dont l'oriflamme devint la bannière du royaume. Plus tard, notamment au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle, saint Michel leur succéda dans la dévotion populaire.

« Si Martin, nous dit-il, est le saint par excellence des Mérovingiens, et aussi, bien qu'à un « moindre degré, des Carolingiens, Denis, le saint

« des Capétiens, on peut ajouter que Michel est le  
« saint des Valois, du moins à partir de la seconde  
« moitié de la guerre de Cent-Ans. La dévotion en  
« cet archange, considéré comme le protecteur spé-  
« cial de la personne et de la couronne de nos rois,  
« est un des traits distinctifs de l'histoire religieuse  
« de notre pays au XV<sup>e</sup> siècle. »

La dévotion au saint archange est caractérisée par des faits sans nombre, et notamment par le développement extraordinaire que prirent à cette date les pèlerinages au Mont-St-Michel.

M. Luce cite à cet égard deux témoignages qui n'ont été relevés par aucun des historiens de la sainte montagne, et qui ont une signification qui ne saurait être méconnue.

Dans l'espace d'une année, du 1<sup>er</sup> août 1638 au 25 juillet 1639, le seul hôpital de St-Jacques, à Paris, hébergea 16,690 pèlerins allant ou revenant du Mont.

Vingt-quatre ans plus tard, la jeunesse de Montpellier quitta la ville en masse pour faire ce pèlerinage, et ce mouvement, au dire des historiens, n'était pas spécial à la région, il s'étendait à toutes les villes du royaume de France et des pays voisins. Ces exemples, qui pourraient être multipliés, prouvent qu'il n'y a aucune exagération dans les récits qui nous ont été laissés à ce sujet par les annalistes et les hagiographes du Mont.

L'infortuné Charles VI semble avoir communiqué un élan nouveau à cette dévotion. Dans les premiers mois de l'année 1394, tout le monde sait que ce monarque, ayant fait un pèlerinage au Mont, vit se

produire dans son état physique une amélioration notable qu'on attribua à la protection de l'archange. Le danger auquel le dauphin échappa à La Rochelle, en 1422, parut également, dans l'opinion de celui-ci, avoir été conjuré par la même intervention miraculeuse.

C'est pour cela que, six mois après, il ordonna de célébrer au Mont, tous les ans, le 11 octobre, une messe d'actions de grâces pour attester, disent les lettres patentes, ses sentiments personnels envers l'archange et *assurer la prospérité du royaume et son triomphe sur les ennemis.*

Ces idées régnantes, et que l'on ne doit pas perdre de vue quand on étudie les faits contemporains, expliquent l'importance que le roi de France attacha à la possession du sanctuaire privilégié de Saint-Michel, et la persistance héroïque avec laquelle il fut défendu pendant plus d'un quart de siècle contre les Anglais. Après l'occupation de Saint-Denis et la perte de l'oriflamme national, il semblait que la France, privée de l'appui de ses anciens patrons, ne pouvait plus avoir désormais recours qu'au chef glorieux et tout-puissant de la milice céleste. Aussi, suivant la très judicieuse remarque de M. Luce, l'échec définitif des Anglais devant le Mont, en se plaçant au point de vue des croyances de l'époque, fut-il infiniment plus important comme effet moral que comme résultat matériel. C'est, en effet, à partir de ce moment, « que la croyance populaire, « surtout dans les provinces occidentales du « royaume, enrôla définitivement l'archange en tête « des auxiliaires célestes du roi légitime. »

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la dévotion particulière de la Pucelle d'Orléans envers l'archange saint Michel, considéré partout comme le vrai et naturel protecteur du royaume de France.

La grand mérite de M. Luce est d'avoir saisi et merveilleusement mis en lumière l'importance exceptionnelle, à ce point de vue, des événements dont la baie du Mont-St-Michel fut le théâtre ; d'avoir démêlé les raisons diverses qui donnèrent à la défense et à l'attaque de l'abbaye cette persistance et cet acharnement extraordinaires ; d'avoir enfin rattaché par un lien étroit et rigoureux la défense héroïque du Mont-St-Michel à la glorieuse mission de la Pucelle.

Ce sont toutes ces considérations qui, seules, peuvent expliquer la fondation par Louis XI de l'Ordre Saint-Michel, dont le siège était placé par lui dans la célèbre abbaye au péril de la mer.

« Il ne se proposait pas seulement d'honorer le  
« tout-puissant protecteur dont l'invisible épée  
« avait protégé son sanctuaire contre toutes les  
« attaques des Anglais, mais encore de témoigner  
« avec éclat sa gratitude envers l'archange qui avait  
« été le principal inspirateur de la mission de  
« Jeanne d'Arc et, par suite, le dispensateur du  
« salut de la France. »

Nous avons tenu à transcrire textuellement les paroles du nouvel historien de Jeanne d'Arc. Elles résument, en effet, tout un des côtés du livre, et rendent d'une façon expressive la pensée dominante de l'écrivain et les conclusions auxquelles il aboutit. M. Vitu ne s'y est d'ailleurs pas trompé,

ainsi qu'il est aisé d'en juger par les lignes suivantes :

« La restitution et la mise en pleine lumière du culte de saint Michel, considéré par les Valois et les populations fidèles comme le palladium et le dernier rempart de la nationalité française, forment certainement le point culminant des belles recherches de M. Siméon Luce : il le fixe au centre de l'histoire de Jeanne d'Arc, comme ces écussons mystiques et symboliques que le moyen âge peignait sur la poitrine des hérauts, à la place du cœur. »

Il est impossible de résumer plus exactement ni de mieux dire.

Nous voudrions en finissant, indiquer les documents classés parmi les *preuves* qui avaient échappé jusqu'ici aux recherches des annalistes de l'abbaye, et dont il sera désormais nécessaire de tenir compte. Ces pièces sont au nombre de cinq. En voici les indications analytiques :

IV, 1311.

Philippe IV dit le Bel, autorise l'abbé et les religieux du Mont-Saint-Michel à tenir une foire en ladite ville, le 8 mai de chaque année, à l'occasion de la fête de la dédicace dudit lieu.

XLIV 1423, 6 avril, Bourges.

Vidimus, en date du 9 mars 1425 (n. s.), de la dotation à perpétuité de 120 livres de rente annuelle pour la célébration d'un anniversaire fixé au 11 octobre, donation faite le 6 avril 1423 aux religieux, par Charles VII, en souvenir d'un danger auquel ce prince avait échappé à la Rochelle le 11 octobre précédent, grâce à la protection de saint Michel,



protecteur spécial du roi et de la couronne de France.

LIV 1423, 15 septembre, Bourges.

Charles VII voulant récompenser les religieux du Mont-Saint-Michel de leur loyauté, exempte de l'aide d'un écu par pipe de vin livré aux Ponts-de-Cé, 60 pipes que les religieux se proposent de faire venir du pays d'Anjou.

LXIX 1424, 24 juin, Mont-Saint-Michel.

Jean Morin, évêque de Julin, et de Jean de Saint-Avit, évêque d'Avranches, venu au Mont-Saint-Michel pour y faire ses dévotions et y administrer les ordres mineurs, accorde des lettres de non-préjudice au monastère dont l'abbé et en l'absence de l'abbé, le vicaire apostolique qui le remplace est investi du privilège de conférer la tonsure et les ordres mineurs aux habitants dudit mont.

LXXXVI 1424, 2385, Pont-de-Cé. Charles VII exempte du droit de traite levé aux Ponts-de-Cé aux pipes de vin destinées au ravitaillement de la place du Mont-Saint-Michel, entourée de bastilles construites par les Anglais.

Lorsque l'on parcourt aujourd'hui les riches vallées de la Normandie, on est frappé de deux choses : partout, même à la pointe des coteaux, on voit se développer les prairies, la pâture ou le *couchis*, et partout aussi, en longues lignes, apparaissent de récentes et vigoureuses plantations de pommiers. Les céréales s'en vont et les pommiers reviennent. Quelle joie pour Basselin, pour Le Houx et pour tous les joyeux buveurs de cidre, si un coup

du ciel les rappelait subitement à la vie ! Le pâturage et le pressurage sont, à l'heure actuelle, les deux moyens les plus efficaces à l'aide desquels la Normandie essaie tant bien que mal de maintenir sa prospérité menacée.

M. le docteur Denis-Dumont ne pouvait choisir de meilleur moment pour publier le travail dont nous annonçons aujourd'hui la seconde édition et dont, prochainement, nous saluerons la troisième.

Le savant chirurgien en chef des hôpitaux est un partisan déclaré du cidre ; c'est un digne successeur d'un célèbre praticien du XVI<sup>e</sup> siècle, Julien Le Paulmier de Grentemesnil, médecin de Charles IX, dans le traité *de Vino et Pomaceo*, imprimé en 1588, fut traduit plus tard par un autre médecin normand, Jacques de Cahaïgues.

La traduction de Jacques de Cahaïgues parut pour la première fois à Caen, chez Jean Le Chandelier, en 1589. Adam Cavelier en donna une seconde édition en 1607.

M. le docteur Denis-Dumont a profité des observations de ses deux savants devanciers, Le Paulmier et Cahaïgues ; mais il n'est pas tombé dans les exagérations qui pourraient à bon droit leur être reprochées. Pour lui, le cidre n'est pas une sorte de panacée universelle propre à combattre toutes les maladies physiques et morales... Il y voit simplement une boisson salubre, hygiénique, agréable, ayant, dans certaines conditions, des propriétés prophylactiques indiscutables...

« Le vieux livre de Paulmier, nous dit-il, n'a qu'un défaut : celui de faire du cidre une boisson

« incomparable, une espèce de panacée douée de  
« toutes les vertus ; exagération excusable, en  
« somme, de la part d'un homme qui, pour com-  
« battre une foule de préventions ridicules, avait à  
« lutter contre la Faculté tout entière. »

Il convient d'ajouter qu'après le massacre de la Saint-Barthélemy, Le Paulmier était tombé dans une sorte d'hypocondrie, dont l'usage de sa boisson favorite pût seul le faire sortir. On pardonne volontiers aux malades un peu d'exagération dans l'affection qu'ils portent à leurs médecins ; on doit user de la même indulgence envers les médecins, quand ils prodiguent l'éloge aux médicaments auxquels, à tort ou à raison, ils attribuent leur guérison.

— Quoi qu'il en soit, pour ne pas être aussi enthousiaste que celle de Cahaïgues et de Paulmier, l'opinion du docteur Denis-Dumont n'en est pas moins très nette, très décisive et tout à fait digne d'attirer l'attention des agronomes et des hommes compétents.

« Si je prétends, dit-il, que le bon cidre est une  
« boisson excellente, je n'en tiens pas moins le bon  
« vin en estime singulière... Je voudrais, dans mon  
« ouvrage, essayer de rendre plus évidentes les  
« propriétés qu'on lui avait jusqu'ici vaguement  
« attribuées dans les concrétions urinaires, en re-  
« chercher l'explication et en même temps faire  
« estimer le cidre à sa juste valeur comme boisson  
« alimentaire, en démontrant à mes compatriotes  
« qu'ils sont en grande partie responsables des pré-  
« ventions par lesquelles se trouve singulièrement  
« déprécié un produit qui, traité avec moins de

« négligence et d'une façon un peu plus sensée, est  
« appelé à devenir, dans un jour prochain peut-  
« être, l'une des sources les plus fécondes de la  
« richesse et de la prospérité du pays. »

Le volume, d'une lecture très profitable et très agréable en même temps, contient deux parties principales : la première est médicale, la seconde est d'ordre purement économique.

Sur le premier point, les conclusions du savant chirurgien en chef des hôpitaux n'ont guère été contestées, et il paraît aujourd'hui acquis à la science que le cidre a une efficacité singulière contre les calculs urinaires et les accidents qu'ils déterminent, et qu'il exerce en même temps une action favorable pour la goutte, les coliques hépatiques, l'obésité et l'irrégularité des fonctions intestinales.

Que de remèdes vantés à grand renfort de réclames, à la quatrième page des journaux, et qui sont loin de posséder les mêmes propriétés curatives !!!

Nous voulons d'autant moins insister sur ce côté médical de la question, qu'il a été parfaitement mis en lumière par un hygiéniste des plus autorisés, M. le docteur Fonsagrives, dans l'analyse détaillée et fort élogieuse qu'il a consacrée l'année dernière au livre de notre savant compatriote.

Le côté économique n'a pas une moindre importance. La production du cidre, est aujourd'hui, de l'avis de tous, un des éléments principaux de la richesse de notre province, et tout ce qui peut contribuer à en augmenter la production et à en

étendre le débit doit être accueilli avec faveur, je dirai plus, avec reconnaissance.

Pour notre part, nous savons un gré infini à M. le docteur Denis-Dumont d'avoir vengé le cidre d'imputations banales et sans fondement, dont le bon sens public aurait dû depuis longtemps faire justice, et nous le remercions, en même temps, des conseils pratiques qu'il donne à nos agriculteurs pour la fabrication et, au besoin, pour l'amélioration de la boisson nationale.

Le choix de l'eau employée au pressurage, la sélection des espèces de pommes, le soutirage, la mise en bouteilles, etc., etc., sont de sa part l'objet d'études et d'observations que tous, fermiers et propriétaires, feront bien de lire et de méditer. M. le docteur Denis-Dumont n'a fait qu'effleurer les questions qui se rattachent à la grande industrie des *bouilleurs de cru*, si énergiquement défendue autrefois par M. Bocher, et qui est encore aujourd'hui l'objet d'incessantes attaques. Ajoutons que la question historique de l'origine du cidre, de ses vicissitudes, de son extension, est traitée avec un soin tout particulier. M. Denis-Dumont, très au courant des publications modernes, connaît également bien les documents anciens et sait tirer un parti également judicieux des uns et des autres. C'est par ce côté que le volume se recommande à l'attention des Antiquaires de Normandie et méritait une place d'honneur dans ce *Bulletin*.

Tous nos lecteurs connaissent certainement l'abbé Langevin, auteur des recherches historiques sur

Falaise, qui naquit en 1755 et mourut en 1831. L'ouvrage laisse infiniment à désirer sous le rapport du style, de la méthode et de la critique historique, mais il renferme des détails curieux que l'on chercherait vainement ailleurs, et il sera toujours utile à consulter. Dibdin, dans son voyage en France, avait conçu un goût très vif pour le docte abbé, représentant de la science archéologique comme on la comprenait à Falaise vers 1820, et il a pris soin de nous donner son portrait.

L'abbé Langevin a été récemment l'objet d'une étude littéraire fort intéressante de la part de M. G. Vanel. Au lieu d'essayer d'analyser ce travail, nous préférons en transcrire un des plus curieux passages :

« L'abbé Langevin, nous dit M. Vanel, après avoir étudié la musique et perfectionné les harpophanes verticaux, « s'appliqua », ainsi qu'il nous l'apprend lui-même, à des recherches historiques sur Falaise et à l'étude des « monuments celtiques », ce qui lui procura l'avantage d'émettre sur ces matières les théories les plus imprévues et les plus pittoresques.

« Il ne borna point là son ambition. Il était déjà théologien, mélomane, inventeur, historien et archéologue ; il voulut être poète : il le fut. — Vers 1826, alors pourtant que les ans devaient avoir refroidi sa verve, il composa *la Falaisienne*, « chanson historique, accompagnée de notes instructives, qui rapporte en abrégé plusieurs faits extraordinaires. »

« Et comme, avant tout, les lauriers de l'historien

ne doivent point céder le pas aux fantaisies de la Muse, « il a, nous dit-il, négligé la rime des derniers vers de quelques couplets, pour ne pas altérer la précision qui convient au récit historique. »

« D'un autre côté, le résultat de son travail doit être accessible à tous. Il ne veut pas que son ouvrage reste lettre close pour le populaire ; aussi a-t-il choisi, de manière à être mieux compris, « le style familier, simple et naïf, à l'imitation de celui des Celtes, nos ancêtres, qui récitaient ainsi, par mémoire, les louanges de leurs grands hommes. »

« Voyons donc le style des Celtes en 1826.  
Un couplet seulement :

Falaise, ancienne cité  
De Gaule Armorique,  
D'Isis avait emprunté  
Le nom symbolique.  
La terre et ses deux fanaux,  
Isis avec ses flambeaux,  
Composent Falaise.

« Et ainsi de suite.

« L'air est noté en face de la page, et, bien entendu, il est de la composition de notre abbé.

« Quant aux personnes qui s'étonneraient de l'origine aussi merveilleusement symbolique du nom de cette ville, ils n'ont qu'à lire les dissertations du même auteur sur Bélénus, Abrasax et les sources mémorables de cette cité. Ils trouveront là des choses étonnantes, où interviennent à la fois Mezeray, Jules César, la Gallia Christiana, le Jardin

des Racines Grecques, les Druides et bien d'autres encore.

« L'origine du nom de Falaise avait pris, en effet, dans l'imagination de l'abbé, des proportions et une importance considérables. Il y revient nombre de fois, et chacune de ses digressions est l'occasion de théories où il fait montre d'une science à toute épreuve et capable d'argumenter *de omni re scibili... et quibusdam aliis*.

« Dans le principe, nous dit-il, on ne donna le nom de Falaise qu'aux trois planètes réunies du Soleil, de la Lune et de la Terre, c'est-à-dire à Isis éplorée de ses malheurs ; à ce brillant flambeau du jour qui dessèche les larmes ; à cet astre clair de la nuit qui presse les eaux vers leurs anciennes cavernes... Dans la suite, on donna ce nom de Falaise à notre roc taillé en forme de navire, de pyramide et de croissant, symbole du soleil, de la terre et de la lune (!) »

« Voilà, certes, une étymologie qui ferait pâlir celle de Rome. Trop heureux Falaisiens ! Mais continuons. La ville de Falaise, ajoute-t-il, devait, — dans les temps fabuleux — s'appeler, en langue grecque, *Phaloï-Isis*, par contraction *Faloïsia*, *Falesia*, nom qui, adopté par les Celtes, renferme en un seul le Soleil, la Terre et la Lune, et dont la première partie peut s'adapter, par extension, *aux chats*, dont les yeux brillent dans les ténèbres. »

« Nous tombons un peu, mais, en note, le poétique abbé nous prévient charitablement que le chat s'appelait en latin *feles* ; que la mort de cet animal causait aux Égyptiens un deuil « singulier » ; qu'on



se rasait les sourcils, qu'on l'embaumait et « qu'on l'enterrait à Bubaste, où il recevait quelquefois les honneurs de l'apothéose. »

« Nous doutons que les Falaisiens, malgré tout ce dont ils lui sont redevables d'après l'auteur, aient jamais voué un pareil culte à ces « animaux domestiques qui virent fumer l'encens en l'honneur de leur nom. »

« Du reste, il nous avertit, quelques pages plus loin, que vers l'an 400, saint Exupère renversa l'idole de la déesse Félé, « chatte de Diane », et mit à la place « la Vierge divine, mère de la vertu personifiée, et dont la statue noire de Chartres était l'image et le symbole. » Puis il ajoute : « Nos bons Falaisiens s'y soumirent volontiers. »

On s'occupe beaucoup en ce moment de la vie et des ouvrages de l'érudit curé du Mesnil-Opac (Manche), René Toustain de Billy, né à Bénv-Bocage, vers 1643.

Il y a quelques années, la Société archéologique de St-Lo fit rétablir dans l'église de l'humble paroisse que le savant ecclésiastique avait longtemps administrée, l'építaphe qui avait été gravée sur son tombeau et que le temps avait détériorée.

Cette circonstance éveilla l'attention de M. Le Gorgeu et lui donna l'idée d'écrire une notice biographique sur Toustain de Billy. Nous nous empressons d'annoncer aujourd'hui cette publication, digne hommage d'un virois à l'une des illustrations de son pays.

Mentionnons en finissant : *Les Coutumes de Normandie, réglementées par l'édit de 1751, et les nouvelles lois rurales*, de M. Léon de Vilade, ancien magistrat, ancien conseiller général du Calvados.

L'ouvrage est surtout un ouvrage d'utilité pratique dont le succès a été attesté par six éditions successives, mais il se rattache à de vieilles réglementations persistantes encore aujourd'hui, et par là il confine à l'étude de notre ancien droit provincial. C'est à ce titre que nous le signalons dans ce recueil.

E. de B.

#### HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE M. L'ABBÉ COCHET.

Une plaque commémorative vient d'être placée à Dieppe sur la façade de la maison qu'y a occupée M. l'abbé Cochet, rue d'Écosse, n° 123. Cette plaque porte l'inscription suivante :

L'ABBÉ COCHET  
ARCHÉOLOGUE  
(1812-1875)  
HABITA CETTE MAISON  
PENDANT 25 ANS  
ET Y COMPOSA  
SES PRINCIPAUX  
OUVRAGES

La plaque en marbre rouge mesure 0,90 de hauteur sur 0,64 en largeur. Elle est due à la générosité d'un petit groupe d'amis.

La Société des Antiquaires ne saurait rester indif-

férente à cet hommage délicat rendu à la mémoire de l'un de ses membres les plus laborieux et les plus distingués.

#### HOTEL CLARENDON , A ROUEN.

On sait que Édouard Hyde, comte de Clarendon, grand chancelier d'Angleterre, mourut à Rouen le 7 décembre 1674, mais l'on ignorait complètement quel était le logis où l'illustre exilé avait abrité ses dernières années et était passé de vie à trépas.

M. Charles de Beaurepaire, en étudiant le Journal des délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Rouen, a pu constater que la maison louée au comte de Clarendon par M. Dambray, conseiller au Parlement, était située rue Damiette, sur la paroisse Saint-Maclou. Cet hôtel, richement décoré et d'un grand aspect, existe encore aujourd'hui. Il portait, avant la Révolution, le nom d'Hôtel des Presses ; on le désigne aujourd'hui sous le nom de ses derniers propriétaires, *Hôtel de Pommereux* ou *Hôtel d'Aligre*.

#### DÉCOUVERTE D'OBJETS ROMAINS A ROLLEVILLE (SEINE-INFÉRIEURE).

Nous devons à M. l'abbé Maze, le savant archéologue d'Harfleur, une très intéressante découverte. En pratiquant des fouilles à l'intérieur du cimetière de la commune, dans une partie où n'avait été encore opérée aucune inhumation, M. Maze a

reconnu qu'il se trouvait sur l'emplacement d'un ancien cimetière gallo-romain.

Les objets exhumés peuvent ainsi se classer : une fibule argent sans son ardillon, 27 vases de terre rouge dite Samienne, 85 de terre noire, 29 fragments de tuiles à rebords, 6 débris de tuyaux en poterie.

Tous ces fragments, sans grande valeur par eux-mêmes, démontrent cependant que la civilisation romaine a laissé dans la vallée de la Lezarde, à Rolleville, des traces irrécusables de son passage.

#### L'EXPOSITION RÉTROSPECTIVE DE ROUEN.

Grâce au progrès du goût et au développement considérable de ce que certains esprits chagrins appellent irrévérencieusement la manie du bibelot, toutes les expositions régionales sont doublées aujourd'hui d'une exposition d'objets d'art ancien, qui ne constitue pas l'un des moindres attraits de ces grandes assises agricoles et industrielles.

L'administration municipale de Caen, s'inspirant de ce courant d'idées, avait fait appel au concours des sociétés savantes, et, à l'aide de quelques personnes dévouées, elle avait organisé une exposition de ce genre qui fut très remarquée et qui obtint, nous pouvons le dire, le plus franc et le plus légitime succès. La municipalité de Rouen a suivi les mêmes errements et elle ne peut, elle aussi, que se féliciter du résultat qui a été atteint.

Le mérite en revient, en grande partie, au zèle et

au goût éclairé de MM. de Germiny et Darcel, présidents de la commission d'organisation ; Lebel et Maillot du Boullay, vice-présidents, et du sympathique secrétaire, M. Gustave Le Breton, qui non seulement a payé de sa personne, mais qui a multiplié les voyages et les démarches pour assurer le succès de l'entreprise. Du coup, M. Le Breton est devenu un personnage populaire, et la *Cloche d'Argent* a fait tirer à plusieurs milliers d'exemplaires son portrait-charge, très réussi, pour ses lecteurs.

Dans le *Nouvelliste de Rouen*, un critique auto-risé, pour lequel le monde de la haute curiosité n'a pas de secrets, a consacré vingt-quatre ou vingt-cinq articles à initier ses compatriotes aux arcanes de ce monde mystérieux, où ne pénétraient autrefois que de rares privilégiés. Les fines appréciations de M. Souchières mériteraient d'être réunies en brochure et tiendraient lieu du catalogue analytique que nous avons réclamé en vain ; elles complèteraient fort heureusement, en tout état de cause, la *légende explicative du plan de l'exposition*, dont il a bien fallu nous contenter quand nous avons parcouru la salle des Consuls.

Nous n'avons pas la prétention de refaire, sous une autre forme, le travail excellent de M. Souchières ; nous voulons simplement signaler à ceux de nos lecteurs qui tiennent à être exactement renseignés, ce qui nous a paru être le côté saillant de l'exposition, en indiquant rapidement certains objets qui ont, pour un Normand, voire même pour un Caennais, un intérêt tout particulier.

La salle du palais des Consuls, éclairée seulement

du côté de la rue des Charrettes, est un peu basse et un peu sombre : elle ne vaut pas la grande salle des Concerts de l'Hôtel-de-Ville, où avait été aménagée, l'année dernière, l'exposition de Caen ; mais, cette remarque faite, il est juste de reconnaître que les organisateurs ont tiré tout le parti possible de cet emplacement et ont disposé les vitrines et les tentures de manière à faire valoir les œuvres d'art en ménageant habilement la lumière.

Bien qu'elle renfermât un nombre respectable de pièces hors ligne, l'exposition de Caen avait pour caractère principal d'être une exposition essentiellement locale. Dans la mesure du possible, elle a essayé de remettre en lumière les œuvres sorties des fabriques de la région. Le programme, tracé d'une façon très large et très intelligente par l'administration, n'a sans doute pas été complètement rempli ; mais il est de toute justice de signaler et de reconnaître les éléments précieux d'information apportés par cette exhibition à l'étude de nos diverses industries : tissage, tapisserie, broderie, dentelles, point de France, point d'Argentan, point d'Alençon, terres vernissées, épis de faîtage, carreaux de pavage, carreaux funéraires et de revêtement, bijoux, faïences, porcelaines, enluminures.

Ouverte dans des conditions différentes, soutenue par le patronage et par le concours effectif de collectionneurs, d'une réputation européenne, l'exposition rouennaise d'art rétrospectif s'est beaucoup moins préoccupée du côté local ; elle a visé surtout à constituer pour quelques mois une sorte de musée ouvert au public et renfermant quelques-uns des

objets les plus précieux des collections les plus connues et les plus justement célèbres. Est-il besoin de le dire ? Ce résultat si important a été atteint et, au jugement des connaisseurs les plus difficiles, les efforts des organisateurs ont été complètement couronnés de succès. Ce caractère réussi est tel qu'il serait même assez difficile d'indiquer la série la plus belle — le clou de l'exposition, s'il est permis de parler ainsi.

Les tapisseries, qui occupent tout un des côtés de la salle, ont tout particulièrement frappé les visiteurs parisiens.

Au milieu de toutes ces merveilles se détachent, avec un grand charme, deux grandes tentures de M. du Boullay : la demande du Berger à la Bergère et la réponse de la Bergère au Berger ; un panneau de la même collection représentant des scènes intimes et galantes du temps de Charles VIII, que ce début d'inscription caractérise suffisamment :

D'où vous vient cest avertin  
Tenez vostre main, sottin,  
Gardes que Robin s'esveille...

Deux grandes tapisseries de M. Lowengard, d'une fraîcheur surprenante, les *Accordailles* et le *Repas de Noces* ; un panneau de même dimension d'une finesse extrême comme dessin et comme coloris, *l'Année qui finit et l'Année qui recommence*, à M. Vallet ; enfin, une véritable perle, le *Gouter champêtre*, aux tons adoucis et comme pastelisés.

Cette dernière tapisserie, fabriquée aux Gobelins,

d'après un carton de Boucher, est la propriété de M. G. Le Breton.

M. Le Breton avait également exposé trois tapisseries historiques, tissées à Bruges, d'après les cartons de Van-Orley, peintre ordinaire de Marguerite d'Autriche, à l'occasion du mariage de cette princesse avec le duc de Savoie, Philibert II ; une frise représentant une chasse à l'ours et au sanglier, et un petit saint Roch aux armes de la famille d'Esneval.

A l'égal des tapisseries, les petites statuettes de la Grèce et de l'Asie-Mineure, si bien représentées dans les belles vitrines de M. Le Breton, et surtout de M. Bellon, étaient en singulière faveur auprès des visiteurs de l'exposition. Il est difficile, en effet, d'imaginer rien de plus gracieux et de plus séduisant que ces figurines, dont la révélation au Trocadéro produisit, il y a quelques années, une si vive et si profonde émotion. Elles sont célèbres, ces petites statuettes, et elles méritent de l'être ; car elles ont fait revivre sous nos yeux une forme nouvelle de l'art grec, et non la moins imprévue et la moins attachante. Représentent-elles des divinités avec les attitudes réalistes que comporte l'anthropomorphisme ? C'est ce qu'a soutenu un membre de l'Institut, notre compatriote M. Heuzey, qui présidait ici, il y a quelques années, la séance publique des Antiquaires de Normandie.

Son système à ce sujet a été exposé sous une forme distinguée et avec une très grande érudition dans une dissertation intitulée : *Les Figurines antiques de terre cuite du Louvre*.



L'opinion de M. Heuzey fut adoptée par M. François Lenormant ; elle a été depuis combattue par le professeur allemand Otto Ludders et par M. Rayet, rédacteur de la *Gazette des Beaux-Arts*. M. Souchières nous paraît se ranger à ce dernier sentiment :

« Nous avouons, écrit-il, que nous aimons à voir dans ces enfants, dans ces jeunes filles, dans ces groupes, dans ces masques, dans ces têtes grimaçantes aux traits exagérés, comme des Dantan et des Daumier, l'œuvre d'artistes traduisant les ridicules et la vie familière de leur temps. Pourquoi l'art grec n'aurait-il pas eu ses Clodion troussant lestement les jupes des danseuses et des ballerines passant à travers un cerceau. »

Nous aurions à coup sûr de nombreuses réserves à formuler à propos de cette interprétation bien moderne et qui ne tient pas un compte suffisant du caractère humain et familier de la mythologie grecque ; mais à quoi bon ? Nous aimons mieux, au lieu de perdre notre temps à disserter, nous arrêter avec les artistes, les archéologues et les ignorants, devant quelques types exquis recueillis par M. Le Breton, ou devant la grande vitrine de M. Bellon, où sont disposés avec des verreries antiques les spécimens les plus merveilleux des figurines de Tanagra et de Cymé.

Il y a loin de ces produits exquis de l'art grec aux échantillons bien remarquables aussi dans leur genre de la céramique rouennaise, la seule industrie normande vraiment représentée à l'exposition de Rouen.

Après la publication magistrale de M. Pottier, après les expositions nombreuses qui ont eu lieu, l'exhibition de la salle des Consuls ne pouvait nous ménager aucune surprise. Mais, si la nouveauté lui fait défaut, on doit reconnaître qu'elle nous offre au moins la réunion des spécimens les plus rares et les plus surprenants de cette brillante fabrication. Il n'en pouvait être autrement, du moment où les organisateurs pouvaient puiser à pleines mains dans les collections de MM. Dutuit, de Bellegarde, Damilaville, Pouyer-Quertier, Paul Baudry, Frédéric Baudry, d'Yquelon, Maillet du Boullay.

La vitrine de M. de Bellegarde, où se confondent les assiettes, les plats, les bannettes, les grands plateaux, les vases d'ornement, les objets de fantaisie, est merveilleuse d'éclat et de variété, et permet de suivre les progrès de l'industrie de la faïence depuis la première époque jusqu'aux dernières années, depuis les imitations italiennes et les grands dessins rayonnants, jusqu'aux productions inspirées par les décors de Strasbourg et de Marseille.

Comme objets de très haute curiosité, nous citerons les deux grands plats de la collection Baudry, reproduits dans l'histoire de la faïence de Rouen ; la charmante commode, style rocaille, de M. Paul Baudry ; un grand vase de vestibule à M. Chanoine d'Avranches ; une assiette à bouquets de fleurs coupée par six bandes d'une couleur rouge fulgurante ; cinq ou six grands plateaux de dessins variés, et surtout une très merveilleuse série de pièces au célèbre décor jaune ocré, provenant des

collections de MM. d'Yquelon, de Bellegarde, Dutuit, Pouyer-Quertier.

Citons un peu au hasard un plat et un plateau, collection d'Yquelon ; un socle et un saladier, collection Pouyer-Quertier ; un socle et un plateau, collection Eugène Dutuit ; plusieurs assiettes, une bannette et un grand plat, collection de Bellegarde.

Le décor de ces pièces, aujourd'hui si recherchées, dont la fabrication se place entre les années 1725 et 1735, consiste quelquefois en une simple étoile centrale et une bordure plus ou moins large ; le tout en couleur jaune-ocrée niellée de dessins bleus.

D'autrefois, au milieu de l'étoile et le long de la bordure, apparaissent des enfants nus et des amours.

Sur quelques pièces, le sujet central devient une sorte de bacchanale, ou un petit sujet à trois personnages : une femme nue, debout, accostée, à droite, d'un faune gambadant, et, à gauche, d'un joueur de tambourin.

A ce décor ainsi illustré de compositions imitées de l'antique, l'artiste ajoute quelquefois les effets que peuvent lui offrir les diverses combinaisons des dessins rayonnants bleus avec rehauts rouges. Il y a notamment un grand plat de la collection Bellegarde qui nous offre un type des mieux réussis de cette association harmonieuse de décors et que nous signalons à l'admiration des connaisseurs. On peut en rapprocher un grand plateau couvert de dessins de ferreronnie, décor cachemire, dont une bordure, en jaune-ocré, forme l'encadrement.

Auprès de ces pièces en jaune-ocré, il convient de placer quelques pièces traitées dans une gamme jaune-clair par le même procédé et faisant partie des collections de Bellegarde et Durand, et surtout d'autres spécimens infiniment rares où les jaunes-clairs et ocrés sont remplacés par une teinte bizarre à reflets violacés.

Le célèbre plat de M. Maillet du Boullay, dit plat de Vincennes, avec sa bordure d'enfants nus à cheval sur des tonneaux, le verre en main, et son sujet central vraisemblablement incomplet, peut être cité comme un modèle du genre. Le socle exposé par M. Pouyer-Quertier, et sur lequel on retrouve les mêmes étrangetés de coloration, mérite d'être placé à côté de cette pièce d'une rareté et d'une valeur exceptionnelles.

Nous nous sommes étendu, avec trop de complaisance, sur les faïences, à raison de leur provenance provinciale ; nous passerons légèrement sur les dentelles, les peintures, les meubles, la gainerie, les émaux, les livres, les miniatures, les ornements d'église, les bronzes et les médailles, d'un grand intérêt, à coup sûr, mais d'une origine quelque peu cosmopolite. Et pourtant, dans ces belles séries, que d'objets exquis dignes de toute l'attention des visiteurs !

A titre de haute curiosité, mentionnons au moins l'ombrelle de Diane de Poitiers ; la salière en faïence d'Oiron, dite de Henri II, objet fragile d'une valeur supérieure à 50,000 francs, exposée par M. Stein ; les livres d'heures de M. Bapst, les chasubles et les monstrances de M. Spitzer, les bronzes de M. de

Rothschild et de M. Basilewski, les bustes antiques et la Vierge en marbre blanc de M. Dutuit, la statuette équestre de Jeanne d'Arc à M. Odiot, et la curieuse collection de boîtes et de tabatières exposée par M. Alphonse Maze-Sencier. Sur l'une de ces tabatières se trouve représentée l'héroïne du Calvados, Charlotte Corday.

Deux autres objets exposés dans la salle des Consuls nous paraissent devoir être signalés dans ce compte-rendu.

Le premier est un exemplaire du fameux *Horace*, imprimé à Caen en 1484 par Durandas et Quijoue. C'est le seul exemplaire sur vélin de ce volume rarissime du premier livre connu imprimé en Normandie. Un autre exemplaire, mais celui-là sur papier, figure dans les collections de la galerie Mazarin, à la Bibliothèque nationale, à Paris.

L'exemplaire exposé à Rouen a été acheté en Angleterre, il y a quelques années, par M. Dutuit.

L'autre objet appartient à un genre bien différent, mais il n'en a pas moins d'intérêt pour nous. C'est un vase propre à recevoir de l'eau chaude, une sorte de coquemar, avec couvercle et robinet. Sur cette pièce de dinanderie en cuivre, l'artiste a représenté la mésaventure d'Aristote, telle que nous la voyons sur le chapiteau de l'église Saint-Pierre. Chaussé de longs souliers à la poulaine, le grave philosophe, transformé en bête de somme, porte une courtisane, la belle Aspasia, sur son dos.

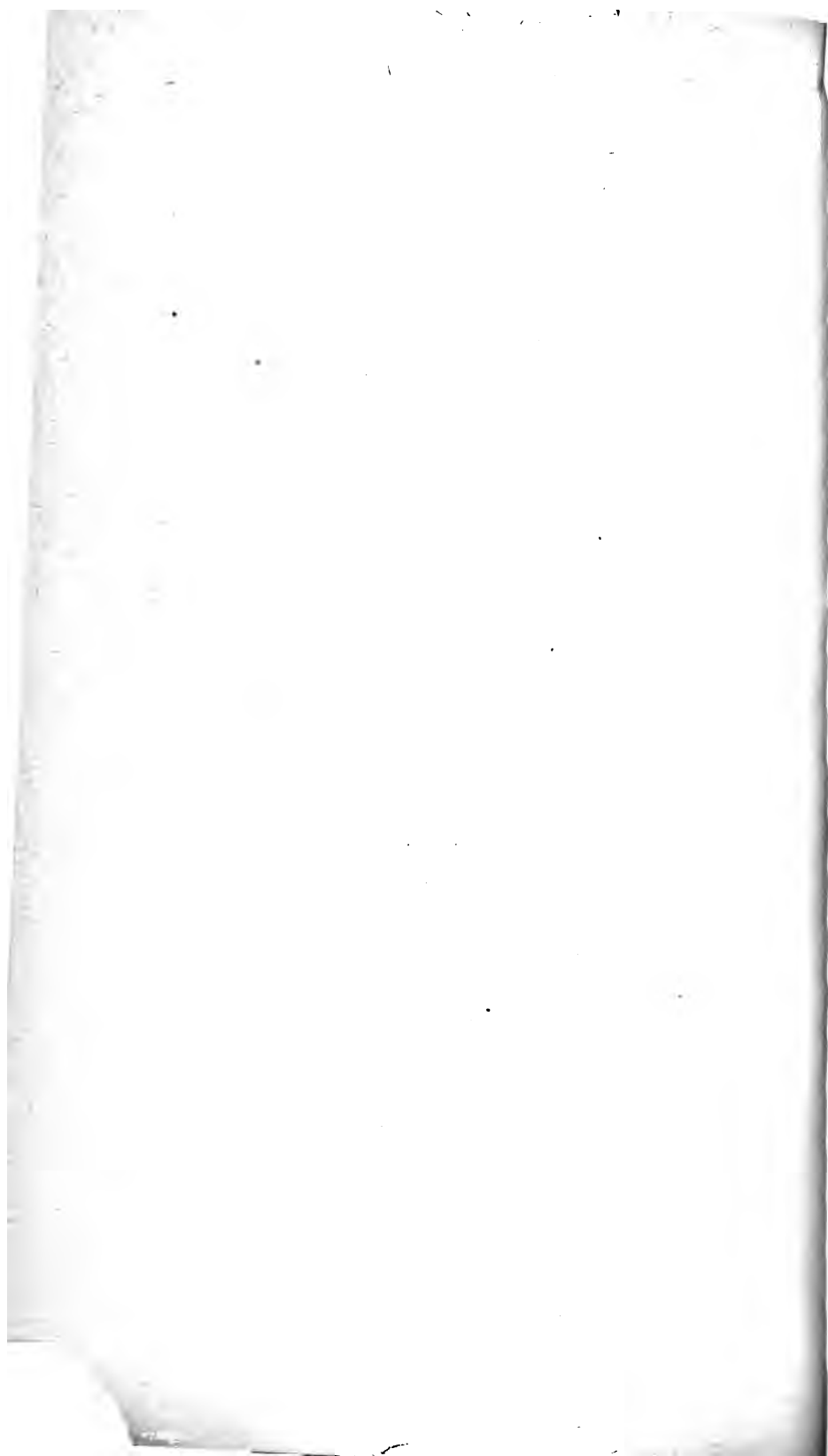
Celle-ci tient d'une main Aristote par la barbe : les poignets d'Aspasia sont ornés de cercles à chaînettes, analogues à nos porte-bonheur. Tant il

est vrai qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Les goûts de toilette du *sexe faible* n'ont pas changé, et qui voudrait affirmer qu'il n'exerce pas encore aujourd'hui sur les *hommes graves* la même domination qu'autrefois ?

L'histoire du philosophe Aristote est de tous les temps, et le vieux chapiteau de l'église Saint-Pierre, avec ses allégories facétieuses, pourrait encore nous donner de très profitables leçons.

E. B.

---



# SÉANCE PUBLIQUE

DU JEUDI 16 DÉCEMBRE 1886

Présidence de M. CHABOUILLET

Directeur de la Société.

---

Le jeudi 16 décembre 1886, à 3 heures de l'après-midi, dans la grande salle de l'École de Droit, a eu lieu la séance publique de la Société des Antiquaires de Normandie, sous la présidence de son directeur, M. Chabouillet, conservateur au département des médailles et antiques à la Bibliothèque nationale.

Avaient pris place au bureau, aux côtés du directeur : M. de Panthou, président de la Société ; Mgr Hugonin, évêque de Bayeux et Lisieux ; M. Zévort, recteur de l'Académie ; M. Révérony, vicaire général ; M. Lair, ancien directeur ; M. Émile Travers, bibliothécaire-archiviste de la Société ; M. Eugène de Beaurepaire, secrétaire.

Les membres de la Compagnie, en grand nombre, occupaient les sièges placés sur l'estrade.

Des chaises, au bas des gradins, avaient été résér-



vées pour les dames ; la tribune avait été mise à la disposition d'une délégation des élèves du Lycée.

Le programme était ainsi composé :

Discours d'ouverture, par M. Chabouillet, directeur.

Rapport sur les travaux de l'année, par M. Eugène de Beaurepaire.

Un Christ historique en ivoire, par M. de Panthou.

Notes sur Segrais, par M. Gasté.

Un dolium provenant d'une sépulture de l'époque de l'incinération, découvert à Flacq, par M. de Ville-d'Avray.

La Justice de Rollon, légende normande, par M. Gustave Le Vavasseur.

Le temps n'a pas permis de donner lecture du savant travail de M. de Ville-d'Avray ; tous les autres morceaux ont été lus dans l'ordre indiqué et ont été très favorablement accueillis.

Nous reproduisons ci-dessous le discours de M. le directeur, le rapport du secrétaire, l'étude historique de M. de Panthou et les vers de M. Le Vavasseur (1).

(1) La note de M. de Ville-d'Avray sera insérée dans le présent *Bulletin*. Les curieuses recherches de M. Gasté sur Segrais ont été publiées, après la séance, dans le *Bulletin de l'Académie de Caen*.

## DISCOURS DE M. CHABOUILLET

Directeur

MESSIEURS,

Lorsqu'inopinément, j'appris que vous songiez à m'appeler à une place où, depuis soixante ans, se sont assis tant d'illustres personnages, où l'on a entendu tant de voix éloquentes ; lorsque je sus que vous vouliez me faire le grand honneur de me nommer directeur de la Société des Antiquaires de Normandie, à l'orgueilleuse surprise du premier moment, à un sentiment très vif de reconnaissance, d'une reconnaissance qui durera autant que moi, succéda dans mon esprit une inquiétude trop légitime. Prendre la parole, *ex cathedra*, devant une assemblée d'élite comme celle qui veut bien m'écouter, c'est une distinction extrêmement flatteuse, mais c'est aussi une perspective dont il est permis d'être troublé.

Cependant, cette distinction, je l'ai résolument acceptée ; il m'a semblé que reculer devant ses charges serait désertier un devoir.

En effet, Messieurs, si j'ai compris la signification, l'intention de vos suffrages, vous les avez donnés au conservateur du Cabinet de France et au membre du Comité des travaux historiques et scientifiques. Au

conservateur du troisième département de la Bibliothèque Nationale, vous avez tenu compte de son zèle ; surtout, vous vous êtes souvenus qu'il a été heureux dans l'exercice de fonctions dont il est fier. Parmi les principales bonnes fortunes advenues au Cabinet de France depuis qu'il a l'honneur d'en être le gardien, vous le savez, il eut d'abord celle, à jamais mémorable, de recevoir des mains du duc de Luynes, ces incomparables trésors de science et d'art qui, à la Bibliothèque Nationale, remplissent une salle à laquelle a été donné le nom du savant éminent, du grand citoyen qui, encore plein de vie, eut l'abnégation méritoire de se séparer de ses 6,000 médailles, de ses merveilleuses pierres gravées, de ses vases peints, de ses antiques de tous genres, afin d'en mieux assurer la possession à son pays que s'il se fut contenté de les lui léguer. Plus tard, le même fonctionnaire recueillait les collections de trois amateurs éclairés qui, comme le duc de Luynes, se sont acquis des droits imprescriptibles à la gratitude de tout ce qui, en France, aime et cultive les lettres et les arts.

Je veux parler des précieuses collections d'antiques du vicomte Hippolyte de Janzé et du commandant Charles Oppermann, ainsi que du médailler de monnaies de la République romaine du baron d'Ailly. Je ne puis parler de tous les généreux donateurs dont on conserve pieusement le souvenir au Cabinet des Médailles ; je rappellerai cependant les dons d'antiques et de médailles du vénérable Prosper Dupré et du duc de Blacas, dignes amis du duc de Luynes, et aussi la donation de monnaies de

la Révolution française de M. le marquis Turgot, ainsi que les dons répétés d'antiquités diverses, ainsi que de médailles de M. le baron de Witte, le plus ancien des amis du Cabinet de France.

Être heureux, c'était une vertu chez les Romains, mais nous ne sommes pas à Rome ; et si je me permets de me prévaloir de ces présents du sort, je n'ignore pas qu'ils n'auraient pu suffire à faire inscrire mon nom sur votre livre d'or. Vous avez bien voulu me trouver d'autres titres, mais surtout, en me nommant directeur de la Société des Antiquaires de Normandie, je le répète, vous vous êtes souvenu que je suis l'un des doyens du Comité des travaux historiques et scientifiques, et par là vous attestiez l'alliance de votre illustre Compagnie avec cette institution créée par l'auteur de l'*Histoire de la civilisation en Europe*, par François Guizot, ce grand ministre de l'Instruction publique, deux fois votre directeur, qui, ainsi que le disait naguère l'un de vous, « fut en tous les temps, et jusqu'à son dernier jour, le protecteur, le conseiller, l'ami des Antiquaires de Normandie » (1).

On l'a souvent dit, Messieurs, je l'ai déjà dit moi-même, mais je saisis avec empressement l'occasion unique qui s'offre à moi de le redire avec l'autorité que j'emprunte à la place éminente d'où je parle, servir les intérêts des Sociétés savantes, telle est la mission principale du Comité des travaux historiques et scientifiques. Il ne m'appartient de parler que d'une seule des sections du Comité. Eh bien ! je ne serai

(1) Cf. *Bulletin de la Société des Antiquaires*, t. VII, p. 319.

pas démenti, si je déclare, avec orgueil, que fidèles aux traditions de devanciers dont la plupart ont laissé des noms inoubliables, les membres de la Section d'Archéologie se consacrent à l'accomplissement de ce noble devoir avec un zèle qui ne s'est pas démenti depuis son origine. Aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, l'importance des progrès que l'archéologie nationale doit aux Sociétés savantes y est appréciée comme elle mérite de l'être. Dans nos réunions, chacun s'efforce de mettre en lumière le désintéressement et l'ardeur avec lesquels nos collaborateurs des départements travaillent à propager le respect et l'étude des monuments du passé de notre pays. Non, je ne me suis pas trompé, Messieurs ! En m'accordant vos suffrages, vous avez voulu montrer que vous n'ignoriez ni la part qu'il m'a été donné de prendre aux travaux de la section d'archéologie, ni les services que j'ai pu rendre à la science comme conservateur du Cabinet des Médailles, et c'est cette conviction qui m'a décidé à m'exposer aux périls de la haute distinction que vous m'avez conférée. Ai-je besoin d'ajouter que je suis doublement reconnaissant de suffrages deux fois précieux ?

## I.

Messieurs, je vais parler de numismatique ; vous deviez vous y attendre, — j'espère donc que vous ne me le reprocherez pas, — d'ailleurs, afin de me concilier ceux d'entre vous qui n'auraient que de l'estime pour une science qui veut des adeptes passionnés,

je vous apporte un fait nouveau à ajouter aux annales financières et monétaires de la Normandie. Mais je m'y arrêterai le moins possible, ayant l'intention de vous demander ensuite quelques instants de bienveillante attention, afin de vous entretenir d'un sculpteur qui travaillait à Caen dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et dont des œuvres dignes d'attention sont conservées dans l'un des musées du département du Calvados.

L'année dernière, on a trouvé, en Normandie m'assure-t-on, un lot de trente pièces de monnaie, toutes inédites, frappées dans cette province à une époque réculée du moyen âge que l'on s'accorde à placer à la fin du XI<sup>e</sup> siècle ou au commencement du XII<sup>e</sup>. Pour les numismatistes qui savent l'excessive rareté des monnaies normandes, c'était un événement. Il ne s'agissait pas de simples variétés, mais de pièces d'un type jusque-là inconnu et qui semblaient promettre des lumières nouvelles à l'histoire économique, et peut-être même politique, de l'une des plus importantes régions de notre pays. Dans ce lot, il y avait des doubles ; cependant, comme ces pièces, généralement mal frappées, n'étaient pas d'égale conservation, et que, par conséquent, les bonnes pouvaient compléter les défectueuses, je m'empressai d'acquérir la totalité de la trouvaille pour le Cabinet National.

Je devais promptement avoir à me féliciter d'avoir pris cette décision ; peu de temps après, Messieurs, j'apprenais que vous songiez à faire de moi le directeur de la Société des Antiquaires de Normandie pour l'année 1886. Sans m'en douter, je

m'étais ménagé pour la solennité qui nous réunit aujourd'hui un sujet qui ne pouvait manquer de vous intéresser et me donnait l'occasion la plus favorable pour faire connaître le trésor dont le Cabinet de France venait de s'enrichir. Mais, Messieurs, si je vous offre aujourd'hui la description des monnaies dont il se compose, je ne vous apporte pas du problème posé par ces précieux monuments une solution qui me satisfasse. Heureusement, votre illustre Compagnie compte parmi ses membres tels érudits qui, à la connaissance approfondie, à l'intelligence des documents et des textes du moyen âge, à la critique la plus sûre, allient par droit de naissance la familiarité des choses normandes. A l'un de ceux-là, je vous laisse le plaisir de le désigner, l'honneur d'écrire le chapitre des annales de votre province, dont ce qui va suivre est seulement le sommaire.

Les joies du métier de numismatiste ne sont pas exemptes de soucis ; on falsifie souvent les médailles ou les monnaies anciennes. Aussi, ne puis-je me soustraire à l'obligation de prévenir les inquiétudes que pourrait faire naître l'annonce de la découverte d'un lot de monnaies normandes inédites. Si ces monnaies étaient fausses ? Est-il sage d'accepter comme authentiques des pièces que l'on dit provenir d'une trouvaille sur laquelle plane un certain mystère, d'une trouvaille sur laquelle il n'y a pas de renseignements positifs ? C'est en Normandie qu'elle eut lieu, dit-on, mais on n'en peut indiquer avec précision l'endroit ; en pareil cas, l'hésitation serait naturelle partout ; elle le serait plus qu'ailleurs

ici, où la tradition a dû conserver le souvenir d'une grande mystification qui date de plus d'un demi-siècle. L'histoire en est si instructive que je la résumerai au profit de ceux d'entre vous qui ne l'auraient pas entendu conter.

Vers 1834, le bruit se répandit que plusieurs centaines de monnaies des ducs de Normandie venaient de tomber entre les mains d'un amateur qui, ne pouvant les garder toutes, se proposait de tirer parti de cette aubaine et commençait à céder de ces pièces, jusqu'alors si rares, à ses confrères. Grand émoi en Normandie et dans le monde numismatiste de Paris et des provinces ! On disait que par un heureux hasard, ces monnaies venaient de sortir d'un sac où elles avaient été oubliées depuis la mort de l'abbé Grégoire (1831). On ajoutait que ce sac portait, écrite de la main du célèbre évêque de Blois, cette étiquette : *Monnaies trouvées à Pacy-sur-Eure*. Telle était l'histoire, ou plutôt la fable, dont beaucoup d'amateurs et plusieurs savants furent dupes. La découverte du sac de l'abbé Grégoire était de pure invention, ainsi que les monnaies que l'on disait en être sorties. Aujourd'hui que les spécimens de cette prétendue trouvaille, donnés libéralement au Cabinet National, en 1836, par l'inventeur, y sont placés dans la section des *Médailles fausses* où chacun peut les examiner, on demandera peut-être comment de pareilles contrefaçons, car elles sont aussi grossièrement fabriquées que possible, ont pu passer un instant pour des pièces authentiques. On répondra qu'il y a cinquante ans, la critique des monuments numismatiques, qui n'est pas encore



une science exacte, était loin d'être ce qu'elle est devenue ; surtout, on rappellera que si cette audacieuse invasion monétaire rencontra beaucoup de complices inconscients, elle trouva aussi des incrédules. A la vérité, les dévots au sac fantastique de l'abbé Grégoire défendaient l'inventeur avec de si ardentes convictions qu'ils entraînèrent la foule des indécis et étouffèrent pendant des années la voix de la critique. Mais le règne d'une telle imposture ne pouvait se perpétuer ; la vérité finit par se faire jour :

Un petit bout d'oreille échappé par malheur.  
Découvrit la fourbe et l'erreur.

Voici comme. Adrien de Longpérier, l'un des savants qui, dès le lendemain de l'annonce de la découverte, s'étaient prononcés contre l'authenticité des monnaies de Pacy-sur-Eure, voulant rassurer sa conscience, en examinait de nouveau les spécimens conservés au Cabinet des Médailles, lorsqu'il aperçut, au revers d'un denier portant le nom de Richard, trois lettres visiblement modernes. Cette fois, il y avait véritablement découverte. Le faussaire, afin de donner un vernis d'ancienneté aux pièces par lui fabriquées, avait employé, en guise de flacon, un douzain de Henri IV ; mais ce galant homme, ne s'étant pas servi d'une loupe assez forte, n'avait pas complètement effacé ces lettres qui devaient le confondre. Est-il besoin de le dire ? Après pareille révélation, les plus fougueux partisans du maladroit faussaire, réduits au silence, ne son-

gèrent plus qu'à faire oublier la campagne qu'ils avaient menée si bruyamment (1). Pareille déconvenue n'est pas à redouter avec la trouvaille de 1886, et c'est là, Messieurs, que j'en voulais venir.

Ce n'est pas qu'il n'y ait plus de faussaires ; ce n'est pas non plus que je prétende être infallible. Si je parle en parfaite sécurité de nos monnaies, c'est qu'au Cabinet de France, où nous sommes toujours sur le qui-vive, elles ont été jugées excellentes par tout le personnel ; c'est enfin qu'au dehors, elles n'ont même pas été discutées. Cela est si vrai qu'un critique autorisé, M. Caron, annonçant, dans un recueil spécial, l'entrée des deniers de la trouvaille normande dans le Cabinet des Médailles, n'a pas même posé la question de confiance (2), et que, depuis, nul des savants français ou étrangers qui les ont examinées n'a laissé paraître l'ombre d'un soupçon sur leur authenticité. On vient de voir que cela ne s'était pas passé ainsi lorsque les pièces de Pacy-sur-Eure tombèrent sous les yeux des numismatistes. Donc, de par le consentement unanime des juges compétents, nous pouvons étudier le précieux lot échu au Cabinet National, sans avoir devant les yeux la crainte de bâtir sur le sable. C'est assez d'avoir à lutter contre les difficultés peut-être insurmontables de la classification des monnaies qui le composent.

Au début de la première partie, publiée en 1849, des cinq dont se compose un mémoire intitulé : *Des*

(1 et 2) V. Appendice.

*revenus publics en Normandie au XII<sup>e</sup> siècle.* M. Léopold Delisle s'exprimait ainsi : « Malgré les lettres remarquables de M. Lecointre-Dupont, « l'histoire monétaire de la Normandie au XIII<sup>e</sup> siècle « présente encore bien des lacunes. » (1) Le mémoire, le livre de M. Delisle, qui ne s'est pas borné à étudier le XIII<sup>e</sup> siècle et remonte plus haut, a apporté de vives lumières sur le côté économique, financier et politique de l'histoire monétaire de la Normandie, principalement à l'aide de textes nombreux savamment recueillis, à l'occasion ingénieusement rectifiés et magistralement mis en œuvre ; mais l'illustre érudit avait naturellement abandonné aux spécialistes le soin de décrire et de classer les monuments métalliques. Il y aura bientôt quarante ans de cela ! Eh bien ! après les lettres de M. Lecointre-Dupont (2), et malgré les travaux de numismatistes comme Étienne Cartier, Longpérier, Benjamin Fillon, Poey d'Avant, etc., etc., j'oserai le dire, la classification des monnaies normandes n'est pas établie sur de solides bases. Le tableau rapide de cette série monétaire que je vous prie de vouloir bien écouter, en vous montrant que ces savants ne s'accordent pas entre eux, vous conduira peut-être à penser que les attributions des monnaies normandes à tel duc plutôt qu'à tel autre, pour avoir été savamment et ingénieusement défendues par leurs auteurs, ne sont cependant que des hypothèses plus ou moins vraisemblables.

La numismatique ancienne de la Normandie

(1 et 2) V. Appendice.

pourrait se diviser en quatre époques : les monnaies gauloises, celles qui datent des temps mérovingiens, celles qui ont été émises au nom des rois carolingiens, et enfin celles qui l'ont été par les ducs. Je n'ai ici à m'occuper que de la quatrième époque qui comporte plusieurs catégories.

La première comprendrait des pièces, copies serviles des deniers royaux sur lesquelles paraît le nom de Rouen, et que l'on croit avoir été frappées sous les premiers ducs ; on ne pourrait distinguer les modèles des copies que par de minutieuses études du style et de la fabrique, qui, après tout, ne donneraient que des résultats discutables. Je parle de ces deniers sur lesquels paraît, du côté face, la légende GRATIA DĒ REX autour du monogramme de Charles écrit par un c et parfois par un k, et au revers la légende ROTVMACVS CIVIT, plus ou moins correctement écrite autour d'une croix occupant tout le champ.

Après ces monnaies, imitées des royales dans le but d'en faciliter la circulation, ce qui se pratiqua d'ailleurs dans d'autres régions ou seigneuries, viennent celles sur lesquelles paraissent des noms de ducs.

Vous ne le savez que trop, Messieurs, au moyen âge, dans notre Occident, on ne trouve pas sur les monnaies, comme sur celles de l'Orient musulman, outre le nom du souverain et celui de l'atelier monétaire, la date de l'émission. Il n'y a ni dates ni numéros pour différencier les princes de même nom ; or, en Normandie, pendant la période proprement ducale, c'est-à-dire depuis Rollon jusqu'à

Robert-Courte-Heuse inclusivement, il y eut huit ducs qui ne portèrent que trois noms, et jusqu'à présent, deux de ces noms seulement, Guillaume et Richard, paraissent sur les monnaies. Comment donc se flatter de distribuer équitablement ces monnaies ? J'entends la réponse. Et la fabrique, et la forme des caractères, et le style, et les rapprochements avec d'autres monnaies à dates déterminables par diverses circonstances intrinsèques ou extrinsèques ? Certes, ce sont là des éléments d'information qui ont fait faire de grands progrès à la numismatique. On leur doit des classifications acceptables ; mais ce ne sont pas des instruments de précision. Distinguez donc les monnaies de Richard I<sup>er</sup> de celles de Richard II et même de Richard III, qui se suivirent sur le trône ducal, alors que vous n'avez guère d'autre guide que l'étude du style et de la fabrique ? Que d'événements, de nous inconnus, ont pu exercer sur la fabrication, sur le style, le poids, le titre des monnaies, sur le choix de leurs types, des influences que nous ne pouvons pas soupçonner et dont nous ne voyons que les effets ! Aussi, combien de fois est-il arrivé que des attributions lancées avec conviction, soutenues par des arguments spécieux, ont été contestées à l'aide d'autres arguments qui ne l'étaient pas moins ? De pareils accidents menacent et menaceront toujours qui s'aventurera à dater avec précision certaines monnaies incertaines et particulièrement celles de la Normandie.

Les monnaies normandes sont tellement rebelles à la classification chronologique, que l'on n'est pas

même d'accord pour désigner celles qui doivent prendre la tête de la série ducale. Cette question primordiale a été tranchée par plusieurs numismatistes, mais différemment ; elle n'est donc pas résolue, et c'est le cas ou jamais de citer le versadage d'Horace :

Grammatici certant et adhuc sub iudice lis est.

Examinons. Selon Longpérier qui, à plusieurs reprises, s'est occupé des monnaies normandes, la première monnaie de la série ducale serait un denier très rare, peut-être unique aujourd'hui, bien que Duby en ait gravé trois spécimens dans son *Traité des monnaies des barons* (1). Cette pièce, précieuse à tous égards et dont le travail est exceptionnellement beau pour le temps et la région, se conserve au Cabinet des Médailles, où elle brille d'autant plus au milieu de la suite normande que celle-ci n'est pas riche, et cela, Messieurs, parce que vous ne laissez pas facilement vos anciennes monnaies sortir du pays.

Du côté face, on lit sur ce denier : † VVILLELMVS, autour d'une croix cantonnée de quatre besants et cernée par un grenetis ; au revers, on lit : † ROTOMACS, autour d'une croix semblable à celle de la face, également cernée par un grenetis, mais cantonnée par quatre croissants et non par des besants.

• Cette pièce est d'un travail encore tout carlo-

(1) V. Appendice.

« vingien. Les caractères sont nets et les grenetis  
« bien formés ; c'est sans contredit la plus ancienne  
« des monnaies normandes qui nous restent. Elle  
« doit donc être restituée à Guillaume I<sup>er</sup>. *Longue-*  
« *Épée*, qui succéda à Rollon, son père, en 942, et  
« mourut en 997. » Longpérier écrivait cela en  
1843 (1).

Quelques années après, en 1850, B. Fillon adoptait l'opinion de son devancier : « A Rouen, l'une des  
« croix du beau denier de Guillaume I<sup>er</sup>, conservé  
« à la Bibliothèque Nationale, est une altération du  
« monogramme cruciforme, et la trace de la conti-  
« nuation du monnayage royal, qui, à partir de  
« Rollon ou de son fils, fut la propriété des ducs de  
« Normandie. Son faire carlovingien empêche de le  
« donner à Guillaume II (2). »

Voilà qui va bien ; mais l'opinion de Longpérier n'avait pas obtenu l'assentiment de tout le monde ; dès 1846, dans la seconde édition fort augmentée de ces *Lettres sur l'Histoire monétaire de la Normandie et du Perche*, mentionnées plus haut et qui avaient d'abord été publiées dans la *Revue Numismatique*, M. Lecoindre-Dupont s'exprimait ainsi au sujet du denier au nom de Guillaume :

« Malgré toute ma confiance dans les lumières de  
« M. Longpérier, j'incline pour l'opinion de ces  
« deux derniers antiquaires. » Ducarel et Léchaudé d'Anisy, qui avaient attribué ce denier à Guillaume-le-Conquérant. Indépendamment d'arguments empruntés, il le fallait bien, « aux ca-

(1 et 2) V. Appendice.

« ractères de la fabrication de cette pièce... tout  
« à fait contemporaine de certaines pièces du Poitou,  
« qui sont incontestablement du XI<sup>e</sup> siècle (1),  
M., Lecointre-Dupont alléguait « qu'il serait bien  
« surprenant qu'il ne restât pas une seule monnaie  
« normande au nom de ce prince, quand tant de  
« documents attestent la circulation des deniers de  
« Rouen qu'il avait fait frapper. »

M. Lecointre-Dupont remarquait encore que la beauté ou la barbarie des monnaies est généralement en rapport avec la puissance ou la faiblesse du prince et du peuple qui les ont fait frapper (2).

Cette dernière observation de M. Lecointre-Dupont, fondée qu'elle est sur de nombreux exemples, n'est cependant pas une règle absolue ; aurait-elle ici une application ? Guillaume I<sup>er</sup> et Guillaume II ne régnèrent-ils pas assez longtemps, ne furent-ils pas assez puissants pour avoir eu de bonnes et belles monnaies, belles relativement, s'ils s'en étaient souciés ? La vérité, c'est que les ducs de Normandie ne songèrent pas à pareille chose. Ces princes ne considérèrent le droit de battre monnaie qu'au point de vue des revenus qu'ils en pouvaient tirer ; ceci n'a pas été dissimulé, même par des écrivains normands, notamment par M. L. Delisle, très net à ce sujet dans le Mémoire sur les revenus publics en Normandie, déjà cité. Il est vrai que, pour être juste, il faut ajouter que les idées très pratiques de vos ducs étaient celles de leur temps, et l'on sait qu'il fallut des siècles pour que les gou-

(1 et 2) V. Appendice,



vernements arrivassent à en comprendre les sérieux inconvénients, sans parler de leur iniquité.

Quoi qu'il en soit, voici deux attributions contradictoires ; voici des monnaies ballottées entre un prince qui régna de 927 à 943, Guillaume I<sup>er</sup>, et son illustre descendant, Guillaume II, le Conquérant, qui régna de 1035 à 1087. Ce n'est pas assez. Écoutons de nouveau Benjamin Fillon, l'un des numismatistes dont je viens de rapporter les avis. Nous l'entendrons, se contredisant formellement, affirmer que la monnaie proclamée par Longpérier et par lui-même, la plus ancienne de la suite normande ducale, devrait descendre d'environ un demi-siècle pour céder le pas à celles de Richard I<sup>er</sup> (je dirais, moi, attribuées à Richard I<sup>er</sup>).

« ... à Richard I<sup>er</sup> seulement remonte, à mon avis, « l'apparition du nom ducal sur la monnaie. Cela « met par conséquent Guillaume I<sup>er</sup> hors de cause. » Fillon, après avoir tiré une aussi grave conséquence d'un fait qu'il croyait avoir suffisamment démontré, et avoir ajouté qu'il ne fallait pas songer à Guillaume II, « ainsi que l'a très bien constaté M. de « Longpérier en s'appuyant sur le style de la pièce », abandonne son savant guide et, toujours en s'appuyant sur le style, ce grand cheval de bataille, propose une troisième attribution pour cette monnaie. C'est à l'un des fils puînés de Richard I<sup>er</sup>, Guillaume, comte d'Hyèmes, que B. Fillon veut décidément que l'on donne « cette monnaie qui « partage les avis des numismatistes les plus « éclairés. » — Fillon rappelle que ce comte d'Hyèmes, *aliàs* d'Exmes, profitant des soulèvements

populaires qui éclatèrent en Normandie après la mort du duc son père, tenta en 997 de se soustraire à la suzeraineté de son frère aîné, Richard II. Selon lui, l'émission de la monnaie discutée se rattacherait à la rébellion du comte d'Exmes, qui l'aurait fait frapper au moment où il s'efforçait de se rendre indépendant (*Études num.*, p. 159). Tel n'était pas l'avis d'un célèbre archéologue normand, Achille Deville. En 1847, l'auteur des *Tombeaux de la cathédrale de Rouen* attribuait ce denier à Guillaume le Conquérant, mais incidemment et sans motiver son opinion (1).

En 1858, l'opinion de B. Fillon était adoptée et enregistrée par Poey d'Avant dans son grand ouvrage (2) ; mais, quelques années après, Longpérier, dans un mémoire intitulé : *Louis d'Outre-mer en Normandie*, dont je reparlerai, revint sur cette question et maintint son dire, qu'il s'efforça de fortifier de nouveaux arguments. Je ne puis les reproduire ; on lira ce mémoire (p. 71 à 85) dans le volume de 1869-1870 de la *Revue Numismatique* ; je me contenterai ici d'une ou deux observations. Selon Longpérier, Guillaume d'Exmes, qui ne se fit pas proclamer duc de Normandie, n'eut jamais aucun droit sur Rouen, et, contrairement à l'avis de Fillon et de Poey d'Avant, ce savant n'admet pas que le nom de cette ville ait jamais pu représenter la Normandie tout entière. A la première de ces objections, on pourrait répondre, d'abord que sur la monnaie contestée, le Guillaume énigmatique ne prend aucun titre ; il y est nommé *WILLELMVS* tout court, de même

(1 et 2) V. Appendice.

que nous lisons simplement RICHARDVS sur la plupart des monnaies émises sous l'un des ducs de ce nom. On dirait ensuite que nul ne saurait affirmer que Guillaume d'Hyèmes n'eut pas l'audace de se faire proclamer duc, et que, d'ailleurs, sans avoir été proclamé duc et sans s'être arrogé ce titre, ce rebelle aurait pu faire frapper monnaie, et, par conséquent, qu'il ne serait pas impossible que cette monnaie fût celle que lui attribuent Fillon et Poey d'Avant. Ne suffit-il pas pour battre monnaie d'être le plus fort, n'importe où, ne fût-ce que quelques jours ? La numismatique romaine, pour ne parler que de celle-là, ne nous fournit-elle pas de nombreux exemples de monnaies frappées par les tyrans, ces usurpateurs de l'Empire, parfois éphémères dans l'acception pour ainsi dire littérale du mot. J'ajouterai que, sans prétendre que le nom de Rouen ait parfois représenté la Normandie, ainsi que cela a été supposé par Fillon, ne serait-il pas possible qu'un rebelle, afin de faciliter la circulation de sa monnaie, eût fait frapper des *roumois* hors de la capitale de la Normandie ? De ce que j'apporte des arguments en apparence favorables à la seconde opinion de Fillon, il ne faudrait pas conclure que je la préfère à celle à laquelle Longpérier a toujours été fidèle. Je ne me prononce pas ; mais si j'ai une tendance à confesser, ce ne serait ni pour l'avis de ce dernier ni pour celui de Fillon. Je penche du côté de M. Lecointre-Dupont et d'Achille Deville, c'est-à-dire que j'incline à croire que notre denier aurait été émis par le Conquérant plutôt que par tout autre Guillaume. Du reste, je n'insiste sur ce point qu'affin

de faire toucher au doigt le peu de solidité des attributions des monnaies normandes à tel ou tel prince, et par là expliquer la réserve que je crois obligatoire à l'endroit d'une série monétaire remplie d'écueils, et qui le sera aussi longtemps que des découvertes nouvelles de documents ou de monnaies ne viendront pas fournir des jalons solides à ceux qui voudront l'étudier. J'ajouterai que si la trouvaille de 1885 ne facilite pas dès à présent la classification des monnaies normandes, elle aura tout au moins fourni l'occasion de montrer qu'il faudra, un jour ou l'autre, soumettre la numismatique normande à un nouvel examen.

Je ne citerai pas d'autres exemples de divergences et de variations. Ceux que je viens de rappeler suffisent à justifier ma prudence, qui n'est pas de la pusillanimité. Je rappellerai seulement que Longpérier, trop affirmatif au sujet du denier au nom de Guillaume, a été plus circonspect au sujet des monnaies qui portent celui de Richard. Cet érudit a cependant tenté de les distribuer entre les trois ducs de ce nom, mais « sans rien affirmer. » Cette précaution oratoire était un retour à la prudence. En effet, quoi de plus délicat, de plus difficile à marquer avec précision, que les limites entre les monnaies de ces trois princes qui se suivirent immédiatement sur le trône dans l'espace de soixante-quatorze ans ! Qui pourrait distinguer les dernières pièces de Richard I<sup>er</sup> des premières de Richard II ?

Laissant donc dans les limbes la monnaie controversée au nom de Guillaume, et procédant à l'inventaire promis, je remémorerai rapidement, avant les

autres monnaies normandes, certaines pièces au nom de Richard qui me semblent les plus anciennes de la série normande, parce qu'elles offrent non pas seulement le style, mais le type carlovingien, mais, à mon tour, *sans rien affirmer*, et sans prétendre les donner à Richard I<sup>er</sup>. On y lit, du côté face : † RICHARDVS, autour de la croix cantonnée de quatre besants ; et au revers : † ROTOMACVS, autour du monogramme de Charles (1). Viendraient ensuite des variétés où ce monogramme a fait place au temple. Sur l'une, côté face, avec la légende : † RICARDVS, le temple tétrastyle surmonté de la croix et montrant une autre croix entre ses colonnes ; et au revers : † ROTOMACVS, et la croix cantonnée de quatre besants (2). Une variante de cette pièce en diffère par le style et aussi par la présence au revers de douze besants au lieu des quatre qui sont presque réglementaires (3). Il en existe une autre où la croix du côté face n'a plus que les quatre besants, mais est en revanche cantonnée de deux petits croissants ou peut-être de deux C (4).

Toujours sans prétendre leur donner un rang chronologique décidé, je décrirai ici les deux rares deniers où le nom de Richard est exceptionnellement accompagné d'un titre, celui de *marquis*, que nous savons avoir été porté par les ducs de Normandie, lesquels, dans les documents, prennent aussi et indifféremment ceux de *prince*, de *comte* et même de *consul* (5). Vous le savez, Messieurs, on trouverait des faits semblables ailleurs qu'en Nor-

(1 à 5) V. Appendice.

mandie ; je citerai seulement les monnaies des premiers Baudouin, sur lesquelles ces puissants seigneurs du comté de Flandre sont nommés *marquis* (1). Sur celui des deux deniers normands en question qui me paraît le plus ancien, du côté face, on lit : † RCARD MARCHIS ; le type est la croix cantonnée de quatre besants ; au revers, on lit : † ROTOMAROMANS ; dans le champ, le type est l'abréviation d'*épiscopus*, EPS, cantonnée de quatre besants, comme l'est habituellement la croix ; on remarquera que la lettre P est traversée par une barre qui lui donne l'apparence de la croix (2). Sur le second de ces deniers, on lit, du côté face : RICHARDVS. Dans le champ, le type du temple réduit à un fronton surmonté de la croix, posé sur une s et un i couchés ; au revers, on lit : † MARCHSVS. Dans le champ, croix non cantonnée de besants (3). Je ne classe pas ces pièces, mais je me permets de supposer qu'elles ne sont pas du même Richard.

Je parlerai ensuite d'un autre denier, également fort rare, où nous allons revoir le nom de saint Romain, le patron de Rouen, mais, cette fois, sans qu'il soit associé à celui de l'un des ducs. Du côté face, on lit : † SROMAN (*Sanctus Romanus*) ; dans le champ, paraît une croix à deux branches, ou archi-épiscopale, cantonnée de deux petits croissants ou de C. Au revers : † ROTOMACS ; dans le champ, le temple réduit à deux colonnes, flanqué de deux autres petits croissants ou C et posé sur deux degrés (4).

La présence du nom de saint Romain, tantôt avec,

(1 à 4) V. Appendice.

tantôt sans celui de l'un des ducs, n'est-elle qu'un témoignage de dévotion envers le saint évêque ? Faudrait-il y voir l'indication d'une participation de l'Église de Rouen à la frappe et aux bénéfices de la monnaie ?

On pourrait citer des exemples de faits analogues, ne fût-ce qu'à Rome, avant l'an 1000 (1), à Vienne en Dauphiné, au X<sup>e</sup> siècle (2), et les anomalies de la numismatique normande sont telles qu'elles permettent d'émettre à son sujet les plus téméraires hypothèses. Je n'insisterai pas sur celle-ci, qui, en tous cas, ne s'appliquerait qu'à une circonstance exceptionnelle et temporaire. C'est, du reste, une question qui mériterait une étude spéciale.

Un autre type des deniers au nom de Richard est celui dont Poey d'Avant a décrit plusieurs variétés, dont deux sont figurées sous les n<sup>os</sup> 6 et 7 de la planche iv de son tome I<sup>er</sup> (Pages 24 et 25, n<sup>os</sup> 120 et 121). Du côté face, paraît la légende : RICHARDVS, autour de la croix cantonnée de quatre besants ; et au revers, avec la légende barbare : † RCDOMORI (qui doit être une horrible corruption du nom de Rouen), croix haussée sur deux degrés, flanquée des lettres O et S.

Ces monnaies forment l'avant-garde d'une horde de pièces barbares dont les figures remplissent la presque totalité de la planche iv (les n<sup>os</sup> 8 à 21), et les planches v et vi du tome I<sup>er</sup> de Poey d'Avant. Je n'ai pas à les décrire ; il suffit de rappeler que l'on y lit ou que l'on y devine la légende : RICHARDVS, ou des vestiges de ce nom, autour de la croix cantonnée

(1 et 2) V. Appendice.

de quatre besants, et qu'au revers, on voit le temple représenté tantôt par quatre frontons, tantôt par trois, ou par deux temples juxtaposés, et enfin par des figures qui, à force de barbarie, sont méconnaissables et inimaginables. Au milieu de ce chaos, je noterai curieusement des monnaies décrites par Poey d'Avant (p. 26), sous la rubrique : *Anonymes avec le titre de duc de Normandie*. Ces monnaies ont pour nous un intérêt particulier ; sur certaines, on ne lit ni un nom de duc, ni celui de la ville de Rouen ; mais, du côté face, autour de la croix cantonnée de quatre besants, on distingue plus ou moins complètement le nom de la Normandie, NORM., etc., tandis qu'au revers paraît une représentation véritablement hiéroglyphique, c'est-à-dire un fronton surmonté d'une croix, dominant une très singulière dégénérescence du temple tétrastyle. N'oublions pas d'avertir que sur plusieurs de ces monnaies, cette représentation est flanquée de deux S se contrariant. Ces variétés se trouvent sur les n° 20 et 21 de la planche iv des *Monnaies féodales de France* de Poey d'Avant. Les n° 2, 3, 4, 5 et 6 de la planche v du même ouvrage montrent, avec le type du temple encore plus éloigné de sa véritable forme, celui de la croix cantonnée de quatre besants, mais avec les légendes DVX NORMAN, ou NORMAN DVX, distinctes sur les n° 2, 3 et 6, moins claires sur le n° 5.

On aura remarqué sur ces pièces anonymes, d'abord le titre de duc qui n'accompagne jamais le nom des monnaies où se lisent les noms de Guillaume ou de Richard ; puis, que le nom de la



Normandie y remplace celui de Rouen. C'est un point de ressemblance avec les deniers de la trouvaille de 1885, qui, de même, ne nous montreront pas non plus de nom de duc, et sur lesquelles, au lieu de celui de Rouen, nous lirons celui de la Normandie.

Avant d'arriver à nos nouvelles monnaies, pour compléter cet inventaire sommaire, il me reste à parler de celles de l'importante trouvaille d'Évreux, qui a été décrite et commentée par Longpérier dans la *Revue Numismatique* de 1869-1870, dans son mémoire déjà cité : *Louis d'Outremer en Normandie, trouvaille d'Évreux*. Le 16 mars 1869, en fouillant près de l'église de Saint-Taurin d'Évreux, on découvrit environ cinquante deniers ou oboles, dont la cinquième partie environ se composait de deniers au monogramme de Charles avec les noms des villes de Rouen, Orléans, Blois, Bourges, Beaugency, Châteaudun et Vendôme, tandis que les quatre autres parties comprenaient des deniers frappés à Rouen avec le nom fort estropié, mais reconnaissable, d'un roi de France. Longpérier attribua ces monnaies à Louis IV, dit d'Outremer. Je décrirai un spécimen de cette trouvaille, le seul qui ait trouvé le chemin du Cabinet des Médailles auquel il a été généreusement donné par Benjamin Fillon.

Sur cette pièce, qui, du reste, « est le type le plus complet et le plus pur, comme légende, de toute la « trouvaille » (1), on lit, du côté face : † VLOTVICI REX ; croix cantonnée d'un croissant. Revers : † ROTOM-

(1) V. Appendice.

CIVITA ; dans le champ, une s, peut-être le complément de CIVITA, puis deux autres lettres mal formées, non semblables sur les diverses variétés. Je ne crois pas être téméraire, cette fois, en admettant avec Longpérier que ces monnaies, fort mal fabriquées d'ailleurs, doivent avoir été frappées à Rouen par les ordres de Louis IV, alors que, nourrissant le projet de reprendre la Normandie aux successeurs de Rollon, il s'était emparé de la personne de Richard I<sup>er</sup> enfant, et dominait dans la capitale normande, où il avait établi des gouverneurs à sa dévotion. Si l'on acceptait cette hypothèse, ces monnaies seraient antérieures à l'année 946 qui vit Louis IV, renonçant à ses velléités de conquête, jurer à Saint-Clair-sur-Epte qu'il céda et confirmait à Richard II la possession de la belle province qui avait été cédée à l'aïeul de ce prince par Charles le Simple, dans cette même localité en 912.

Après ce préambule, que j'aurais voulu faire plus bref, mais qui était nécessaire, j'arrive à la trouvaille de 1885.

Il s'agit de trente deniers d'argent dont je ne puis faire connaître le titre, attendu qu'ils n'avaient pas été essayés, que je sache, avant leur entrée dans le Cabinet des Médailles, où l'on ne pratique pas de pareilles opérations. Je constate cependant que le métal en est plus blanc que celui des deniers à noms de ducs de la collection nationale. Quant à leur poids, il ne s'élève pas au-dessus de 89 centigrammes et descend jusqu'à 75 ; ces pièces étant de mauvaise conservation, on ne peut pas dire qu'elles n'aient pas été fabriquées *ad legem* ; je rappelle

seulement que le denier normal de l'époque à laquelle ils appartiennent, la fin du XI<sup>e</sup> ou la première partie du XII<sup>e</sup> siècle, dépasse un gramme, et que parmi les deniers normands au nom de Richard, il en est qui atteignent 1 gr. 40, ce qui, on le comprend, ne serait significatif que si l'on en connaissait exactement le titre. Nos deniers, tous du même travail et de même style, sont certainement d'émissions très rapprochées et ne diffèrent entre eux que par leurs revers où sont inscrits divers noms propres.

Le type de la face principale de ces deniers (1) est la croix cantonnée de quatre besants que nous venons de voir sur la plupart des monnaies normandes.

On y lit le nom plus ou moins complet de la Normandie, NORMAN, NORMANN, NORMANNI. Le nom du duché remplace ici celui du duc, c'est pour cela que je donne au côté de la croix la place d'honneur, et aussi parce que ce symbole révéral l'occupe sur beaucoup de monnaies du moyen âge (2), ainsi que le constate le vieux dicton *croix ou pile* et son équivalent moderne *pile ou face*.

Nous avons déjà vu le nom de la Normandie sur les monnaies des ducs, précédé ou suivi non d'un nom de duc, mais du titre DVX. Au contraire, le revers des deniers de la trouvaille de 1885 est absolument nouveau dans la série ducale. Le champ y est entièrement occupé par une inscription disposée en deux lignes horizontales, comme l'est le mot

(1 et 2) V. Appendice.

**ROTOMAGVS** sur les deniers frappés à Rouen sous Louis le Débonnaire.

Ces lignes sont séparées par une barre et entourées d'un grenetis, dont, en raison de l'imperfection de la frappe, on ne distingue le plus souvent que des vestiges. Ces légendes comptent habituellement quatre lettres, parfois cinq et une fois six. Épatées, larges, ces lettres, dont je ne me souviens pas d'avoir vu les semblables, n'offrent qu'une lointaine analogie avec celles de quelques monnaies féodales qui paraissent contemporaines de nos deniers. Sur les exemplaires, bien venus à la frappe et dont la conservation est relativement bonne, ces lettres sont très lisibles, mais il en est, par exemple ceux qui portent sur nos planches les n<sup>os</sup> 23 et 24, que l'on ne déchiffrera sans doute jamais d'une manière satisfaisante, à moins qu'il n'en survienne des similaires mieux frappés et mieux conservés.

Du reste, il n'y a pas à désespérer d'une telle éventualité ; bien que les pièces normandes soient très rares, on peut voir se reproduire d'heureux hasards, comme M. Lecointre-Dupont en a mentionné plusieurs (1), ou comme celui qui fit sortir de terre plus d'une centaine de ces monuments à Châteauneuf-sur-Loire, en 1851 (2).

Ces légendes montrent toutes des noms propres d'hommes sans qualification. Il y en a tantôt deux, tantôt un seul. Ces noms paraissent avoir été écrits systématiquement en abrégé, sauf peut-être celui que nous lisons sur le n<sup>o</sup> 15 de nos planches, qui

(1 et 2) V. Appendice.

peut désigner soit *hugo*, soit *hugo* et *gofridus*, ou tout autre combinaison des syllabes *hv* et *go*. Nous avons dit qu'une barre sépare les deux lignes horizontales de ces revers ; cette barre se comprend lorsqu'il faut y lire deux noms propres ; mais, que vient-elle faire lorsqu'il n'y a qu'un seul nom ? Voici comment j'expliquerais la présence de cette barre qui n'a pas de raison d'être sur certains de nos deniers, ceux qui ne montrent certainement qu'un seul nom, comme, par exemple, sur les n<sup>os</sup> 28, 29 et 30, où paraissent les lettres *STE*

FAN, pour *Stephanus*.

Au début de la série monétaire qui vient de nous être révélée, il devait y avoir deux noms à écrire, et comme, faute d'espace, il fallait les abrégier, on les sépara par une barre ; plus tard, lorsque l'on voulut n'en écrire qu'un seul, on conserva la barre, soit par routine, soit plutôt afin de ne pas modifier brusquement l'aspect d'espèces acceptées par les peuples. Au moyen âge où les illettrés étaient le grand nombre, le respect des types consacrés s'imposait, et les deux lignes horizontales séparées par une barre et entourées d'un grenetis, c'était un type. Je ferai remarquer un détail qui donne un certain degré de vraisemblance à cette explication : c'est l'existence de points qui, outre la barre, séparent les deux lignes lorsqu'elles représentent deux noms propres. Je n'oublie pas que l'on pourrait m'objecter que, sur certaines de nos pièces, l'on rencontre de ces points *séparatifs*, alors qu'il n'en faudrait pas si ma remarque était fondée. Ainsi, sur le n<sup>o</sup> 14, il y a un point entre les syllabes *HE* et *NR* qui ne peuvent

représenter qu'un seul nom, *Henricus* ; mais, à cette objection, je réponds, non pas qu'une ou plusieurs exceptions confirment la règle, mais que de telles inadvertances sur des monnaies aussi imparfaites que les nôtres ne peuvent être invoquées contre mon hypothèse, d'autant plus que ces points séparatifs paraissent ou font défaut plus souvent à bon droit qu'autrement.

Le parti pris par les graveurs de nos deniers d'abrégér les noms propres écrits sur nos monnaies, ne permet pas de compléter avec sécurité tous ceux qui y paraissent. Cela est regrettable au point de vue de notre curiosité et peut-être de celui de l'onomas-tique ; mais, avouons-le, une telle liste d'inconnus n'aurait pas un grand intérêt historique.

En conséquence, je renvoie la description détaillée de nos trente deniers à l'appendice de ce discours qui sera, du reste, accompagné de trois planches où ils seront tous figurés. Mais, si la liste de ces noms propres n'offre qu'un intérêt secondaire, il n'en est pas de même des questions soulevées par leur apparition inattendue. Malheureusement, je l'ai déjà dit, je ne prétends pas les avoir résolues, et je me bornerai aujourd'hui à vous soumettre à ce sujet les observations ou les hypothèses que leur étude m'a suggérées.

Vous avez écouté, Messieurs, avec une bienveillance dont je ne saurais trop vous remercier, l'aride inventaire des monnaies normandes connues jusqu'à ce jour, du moins de celui qui a l'honneur de prendre ici la parole. Il y a gagné le grand avantage de vous avoir montré qu'il a le droit de déclarer que

les monnaies normandes ne sont pas encore susceptibles d'une classification rigoureuse. Le seront-elles un jour ? Il n'en faut pas désespérer, il ne faut jamais désespérer ; mais il ne faut pas se dissimuler que les obstacles auxquels on se heurte lorsque l'on étudie les anciennes séries monétaires de la féodalité, grandissent lorsqu'il s'agit de la Normandie, de manière à désespérer les plus obstinés chercheurs, pour peu qu'ils soient décidés à ne pas se payer d'illusions. La rareté des spécimens et leur dispersion ; huit règnes et seulement trois noms de princes, Robert, Guillaume et Richard, dont deux seulement, les derniers, sont inscrits sur les monnaies, succession non interrompue des trois ducs Richard, types en petit nombre, et immobilisation de ces types combinés avec d'étranges altérations arrivant rapidement à une barbarie comparable à la dégénérescence modèle du type chartrain, tout cela compose un faisceau de difficultés tel qu'il n'en existe guère de semblable.

Or, comme les monnaies nouvelles qui viennent d'augmenter la suite normande ne sont certes pas plus explicites que les anciennes, vous ne serez pas surpris de me voir hésiter sur la place à leur donner, ainsi que sur les raisons qui en ont dicté les types. D'ailleurs, Messieurs, je ne suis pas seul à trouver ces monnaies aussi embarrassantes qu'intéressantes.

M. Caron, le seul auteur qui, à ma connaissance, ait parlé de ces monnaies, serait certainement de mon avis. Dans la note de quelques lignes, mentionnée plus haut, écrite au lendemain de leur entrée dans le Cabinet de France, uniquement pour

annoncer cette bonne nouvelle, le judicieux numismatiste, qui s'occupe spécialement du moyen âge français, s'est gardé de leur donner une date précise. Il déclare simplement que ces deniers, postérieurs à la conquête de l'Angleterre, semblent être du XII<sup>e</sup> siècle, et que les noms propres inscrits sur leurs revers sont probablement ceux de monétaires ; et j'ai à peine besoin de dire que sur ce point particulier, tout le monde pensait dès lors comme M. Caron. Dans une note de cette brièveté, il n'y avait pas à rechercher pourquoi le nom de ces monétaires venait inopinément remplacer sur les monnaies de la Normandie, le nom du duc et celui de la localité où elles avaient été frappées ; aussi M. Caron, qui sait que ce n'est pas chose indifférente, conclut-il par la constatation de l'importance de la trouvaille, laquelle, dit-il, « mérite d'être examinée avec un soin tout particulier. »

J'ai pris ce soin, et cependant je ne vous apporte que des hypothèses sur cette singulière émission monétaire. Dans ses *Lettres sur l'histoire monétaire de la Normandie et du Perche*, déjà signalées, M. Lecointre-Dupont, après avoir parlé des altérations successives des monnaies duciales et de leur rareté, donne de ces faits connexes l'explication que voici. Selon votre savant compatriote, les Normands, troublés dans les transactions sociales par les funestes mesures adoptées par le souverain, voulurent arrêter le mal avant que la mesure fût comblée.

« A cet effet », dit-il, « les États consentirent la levée d'un impôt triennal de douze deniers sur



« chaque feu, et moyennant cet impôt qu'on appelle  
« *fouage* ou *monnéage*, le duc promet de ne plus  
« altérer les monnaies..... Quels furent les effets  
« de cette convention entre le duc et ses sujets ?  
« Tout autres, on doit l'avouer, que ne l'avaient  
« espéré les prud'hommes du pays de Sapience. Ils  
« avaient joué de Normand à Normand. »

Messieurs, c'est un Normand qui se permet cette plaisanterie. M. Lecointre-Dupont poursuit ainsi :

« Si le duc avait juré de ne point changer ses  
« monnaies normandes, il ne s'était point engagé à  
« en continuer la fabrication ; et comme au milieu  
« des affaiblissements continuels de toutes les mon-  
« naies voisines, cette fabrication devait le consti-  
« tuer en grosse perte, et ne servait sans doute qu'à  
« alimenter les ateliers monétaires des autres  
« princes qui faisaient refondre à leur profit les  
« monnaies normandes, en les détériorant, on  
« sent qu'il dût bientôt cesser un monnayage  
« onéreux. »

M. Lecointre-Dupont n'a pu rencontrer la date précise de l'établissement du fouage en Normandie.  
« Toutefois », dit-il, « on ne peut douter que ce fut  
« en conséquence de cet établissement que l'Assem-  
« blée de Lillebonne eut à s'occuper de fixer le  
« poids et la loi des monnaies de Guillaume » (1).

Les raisonnements sont logiques et s'enchaînent à merveille. Sont-ils fondés sur des documents explicites ? C'est autre chose.

D'une part, il n'est pas démontré que l'établisse-

(1) V. Appendice.

ment du fouage, dont la date est encore à retrouver, ait été accepté par les États comme compensation des pertes que le duc avait à subir en renonçant à altérer ses monnaies. Dans le *Mémoire* intitulé : *Des revenus publics en Normandie au XII<sup>e</sup> siècle*, M. L. Delisle accorde qu'il est vraisemblable que c'est pour se mettre à l'abri des altérations de la monnaie que les Normands avaient laissé s'établir l'imposition connue sous les noms de *fouage*, de *fumage*, de *monnayage*, peut-être aussi sous celui fort significatif de *amende des monnaies*, imposition que l'on trouve du reste dans d'autres pays, mais il ajoute : « il paraît cependant que malgré « l'établissement du *fouage*, la monnaie fut plusieurs fois altérée dans le cours du XI<sup>e</sup> siècle et « du XII<sup>e</sup> siècle, » et en note, « plusieurs de ces « exemples pourraient servir à appuyer la conjecture « de M. Deville, qui croit que l'avènement de chaque « duc était signalé par une émission de pièces « nouvelles et par le décri des anciennes » (1). C'est dans le *Précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen*, pour 1847, page 346, déjà cité, que feu Achille Deville s'exprimait ainsi, — mais, disons-le en passant, le savant archéologue n'apporte pas de preuves de cette assertion que semble démentir l'absence jusqu'à ce jour de monnaies au nom des ducs Robert; mais revenons à la thèse de M. Lécointre-Dupont.

Selon l'auteur des *Lettres sur l'histoire monétaire de la Normandie*, ce serait en conséquence de l'éta-

(1) V. Appendice.

blissement du fouage que l'Assemblée de Lillebonne eut à s'occuper de fixer le poids et l'aloi des monnaies de Guillaume II. Or, d'après quel document M. Lecointre-Dupont cite-t-il l'acte de ce concile qu'il invoque ? D'après le *Thesaurus anecdotorum*, de Dom Martène (t. IV, col. 119). Eh bien ! dans le *Mémoire Des revenus publics en Normandie*, M. L. Delisle a démontré que le document allégué par M. Lecointre-Dupont, connu seulement par le texte incorrect de Dom Martène, qui l'a publié d'après un manuscrit du Mont-St-Michel, porte à la vérité un titre qui autorise à le croire de l'an 1080, *Normannorum antiquæ consuetudines et justitiæ in concilio apud Lillebonam anno MLXXX celebrato confirmatæ* ; mais, je transcris les paroles de M. Delisle, « dans le contexte de l'acte, rien n'indique que ce soient les canons de la fameuse assemblée tenue à Lillebonne en 1080. Les Archives nationales possèdent en original les canons de ce concile (*Trésor des Chartes, Normandie*, t. n° 1) ; pas un seul ne ressemble aux actes publiés par Dom Martène. Il y a plus, le préambule de ces derniers dit positivement qu'ils furent rédigés après la mort du Conquérant. »

M. Delisle ajoute que ce ne sont pas des prescriptions, comme a pu le croire M. Lecointre-Dupont, « mais une déclaration de quelques coutumes observées sous son règne. » Je vais citer cet article d'après M. Delisle ; c'est le seul document qui nous apprenne qu'il y eut sous les ducs un atelier monétaire à Bayeux, ce que les monnaies nous laisseraient ignorer et ce qui n'est pas sans impor-

lance, peut-être même pour la question qui nous occupe.

« Nulli licuit in Normannia monetam facere extra  
monetarias domos rothomagenses et baiocences :  
« et illam mediam argenti et ad justum pensum,  
« scilicet VIII solidorum in helmarc » (1).

Tout est obscurité dans l'histoire monétaire de la Normandie. Qui donc a vu une monnaie avec le nom de l'atelier ducal de Bayeux ? Niera-t-on pour autant l'existence de l'atelier monétaire de Bayeux ? Ne peut-on quelque jour trouver des monnaies avec le nom de la vénérable capitale des Bajocasses ? Nous venons de rencontrer des deniers normands, frappés longtemps après l'époque mérovingienne, avec noms de monétaires. Qui donc aurait prévu une telle découverte ?

Cette apparition était inattendue ; elle aurait moins étonné si l'on avait songé aux rapports fréquents de la Normandie, surtout après le *Conqueror*, avec l'Angleterre, où persista si longtemps cet usage d'inscrire le nom des monétaires sur la monnaie que nous y observons au VII<sup>e</sup> siècle sous Ecgberth, le roi saxon de Kent (2). Ne lisons-nous pas sur des monnaies d'Édouard I<sup>er</sup> de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle le nom de Robert de Hadley, qui paraît du reste avoir été le dernier monétaire anglais qui ait obéi à cette prescription, ou qui ait joui de cette prérogative ? (3). Je dis le dernier, car la signature *Nicolas Briot f*, qui paraît sur une demi-couronne de Charles I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, aussi bien que ses initiales sur

(1, 2 et 3) V. Appendice.

d'autres pièces, ne doit pas être confondue avec celles des monétaires. C'est le graveur habile qui, exceptionnellement, signe une œuvre d'art, comme auparavant Marc Béchot sous notre Henri II, et Briot lui-même sous Louis XIII (1).

Ce n'est pas, du reste, seulement en Angleterre que l'on rencontre des signatures de monétaires à des époques postérieures à la dynastie mérovingienne. Il y en a sur des monnaies frappées en Écosse, en Allemagne, en Flandre (2), ailleurs encore, mais depuis les tiers de sol d'or, je ne me souviens pas d'avoir vu un nom de monétaire sans celui d'un souverain. C'est la présence sur nos deniers de la trouvaille de 1885 de noms qui ne peuvent désigner que des monétaires, combinée avec l'absence d'un nom de souverain, qui les rend dignes d'une attention particulière. *Nigellus*, *Stephanus*, *Radulphus*, *Henricus*, et les autres dont on lit plus ou moins sûrement les noms sur nos deniers, faisaient-ils revivre, en les signant sans l'attache ducale, les us des *Bertichramnus*, des *Chagnoaldus*, des *Ernebertus*, qui, à l'époque mérovingienne, exerçaient les énigmatiques fonctions de monétaires dans la capitale de la Normandie, comme cent autres dans autant de localités de la Gaule ?

Énigmatiques ! En effet, ces fonctions sont telles ; car, bien que l'on ait recherché curieusement en quoi elles consistaient, on ne saurait dire encore si les monétaires mérovingiens étaient de simples chefs d'atelier, des gens de finances ayant pris la monnaie

(1 et 2) V. Appendice.

à ferme, ou des fonctionnaires d'un ordre plus élevé. Un savant numismatiste a reconnu le nom du célèbre maire du palais, Ebroïn, au revers d'une monnaie mérovingienne d'argent qui montre du côté face celui du monétaire Rodemarus (A. de Longpérier, p. 39 de sa *Notice sur la collection de monnaies françaises de M. J. Rousseau*, 1847); mais il n'a pas convaincu tout le monde, et je suis de ceux qui pensent que le nom tracé au revers de cette monnaie pourrait être celui d'un second monétaire ou celui d'une localité incertaine. Sait-on mieux ce qu'il faut penser des personnages nommés sur quelques deniers carlovingiens, sans la qualification de monétaires qui manque d'ailleurs aussi sur la pièce d'argent à laquelle je viens de faire allusion? Les uns les tiennent pour des monétaires; d'autres, pour de hauts et puissants seigneurs. Que l'on veuille bien lire dans la *Revue numismatique*, dans la *Revue archéologique*, ailleurs encore, les recherches sur ce sujet dues à des hommes comme Étienne Cartier père, Benjamin Fillon, F. de Saulcy, Adolphe Duchalais, Adrien de Longpérier, E. Gariel, pour ne parler que de nos compatriotes; que l'on étudie surtout les travaux relativement récents de MM. Charles Robert et Anatole de Barthélemy, et remarquant les divergences des opinions de ces savants, on se convaincra que le dernier mot n'a pas été dit sur ce sujet. Le sera-t-il jamais? Parmi les noms d'hommes que nous lisons sur quelques-uns des deniers carlovingiens, il en est, comme celui d'Ebroïn, qui semblent appartenir à des personnages nommés par l'histoire. Aussi A. de Longpérier, qui, cependant,

est de ceux qui considèrent généralement ces noms comme désignant des monétaires attardés, ne dissimule pas qu'il y a peut-être lieu de faire des distinctions entre ces noms. En effet, si le *MIL* dont le nom figure au revers d'un denier attribué à Pépin, peut être un monétaire, que dire du *MIL* qui paraît sur la face d'un denier qui, exceptionnellement, n'a pas reçu de nom impérial ou royal, et dont le revers porte le nom de Narbonne ? S'agirait-il du même personnage sur ces deux pièces ? Faudrait-il, tout en reconnaissant un monétaire sur la première, voir sur la seconde le comte Milo, connu par deux documents cités par Baluze à qui renvoie Longpérier, p. 116 de sa *Notice sur la collection Rousseau* ? Et *Odalricus*, sur qui Longpérier appelle aussi l'attention, page 101 du même travail ? Comment prendre parti ? Tout ce qui touche à cette question des monétaires est hérissé de tels obstacles qu'il ne faudrait pas trop blâmer les savants qui ont pu faillir en cherchant à les surmonter. N'en est-il pas, et des plus réputés, qui, comme le singe de la Fable, paraissent avoir pris un nom de ville pour un nom d'homme ? Après cela, comment se prononcer sur nos monétaires normands de l'époque ducal ? Comment oser traiter les questions soulevées par nos monnaies ? Comment répondre à la question qu'elles posent forcément ? Pourquoi cette disparition de noms princiers sur certaines monnaies du duché de Normandie ? (1). Pourquoi le nom du duc y est-il remplacé, tantôt par les mots *Dux Normannie* plus ou moins abrégés,

(1) V. Appendice.

tantôt par le nom de la province sans le titre de duc, mais avec l'adjonction de noms de monétaires ? On voudrait encore savoir pourquoi vos ducs daignèrent si rarement inscrire leurs noms sur leurs monnaies, qu'on l'a vu, le nom des ducs Robert ne s'y est pas encore rencontré une seule fois ?

Il y a là des problèmes qui ne pourront être résolus qu'après des études approfondies de l'ensemble des monuments numismatiques de la Normandie, la recherche dans d'autres régions de faits analogues à ceux qui nous embarrassent, et aussi par l'examen de tous les documents et textes relatifs à cette province. Aujourd'hui, je me rabats, ainsi que je l'ai annoncé, à des hypothèses.

Avec M. Léopold Delisle, il faut convenir que le système de M. Lecointre-Dupont sur les causes de la rareté des monnaies normandes ducales n'est pas fondé sur des documents formels explicites, ainsi qu'on pourrait le croire et que semblent l'avoir cru Adrien de Longpérier (1) et Poey d'Avant (2) ; et il faut même reconnaître que M. Lecointre-Dupont n'a pas connu la véritable date de tel document par lui invoqué, et cependant, je soupçonne qu'il y a une part de vérité dans sa thèse qui, tout intuitive et hypothétique qu'elle semble être, pourrait conduire à résoudre les problèmes posés par nos monnaies, qu'il n'a malheureusement pu connaître lorsqu'il écrivait ses intéressantes lettres.

La première condition pour découvrir les causes

(1 et 2) V. Appendice.



de l'émission de nos monnaies sans noms de ducs et avec noms de monétaires, ce serait de connaître la date précise de ces monnaies. Ce point gagné, on essaierait de rattacher leur émission à des événements de l'histoire de la Normandie, qui paraîtraient avoir été de nature à les motiver ; mais on ne peut demander cette date qu'au style et à la fabrique.

Or, nous avons vu, par les exemples réunis ici de contradictions entre savants, à quel point il est imprudent de se fier en pareille matière, même aux numismatistes les plus expérimentés. Sur nos monnaies, il n'y a d'autre figure qu'une croix, qui n'a rien d'assez particulier pour qu'elle puisse servir de guide; reste la forme des caractères. Je ne leur refuse pas d'être particuliers ; certes, ils ne ressemblent ni aux caractères des légendes des monnaies à noms de ducs, ni à ceux des monnaies avec *dux normannie* ou *normannie dux*, dont, d'ailleurs, la date n'a pas été établie, et je ne leur trouve que de lointaines analogies avec les monnaies d'autres régions, dont plusieurs fort éloignées de la Normandie, mais semblent avoir été frappées à peu près dans les mêmes temps. Force m'est donc de laisser flotter la date de nos deniers entre la fin du XI<sup>e</sup> et la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle, ce qui rend extrêmement difficile l'explication des anomalies qu'elles présentent.

On serait tenté de supposer qu'elles ont été frappées par les chefs d'un de ces soulèvements populaires qui menacèrent parfois jusqu'à l'existence des lois sociales. Mais c'est à peine vraisemblable. J'ai exprimé des doutes sur le bien fondé de l'attribution à Guillaume, comte d'Exmes, de la monnaie sur

laquelle on lit *VVILLELMVS* ; et cependant, le fils cadet du duc Richard I<sup>er</sup>, bâtard ou légitime, était un assez puissant et un assez audacieux seigneur pour qu'on puisse le croire capable d'une telle usurpation ; je ne crois pas pour autant qu'il faille lui donner nos monnaies. Qui donc les a fait frapper ? Je l'ignore ; aussi ne vous proposerai-je pas d'admettre une hypothèse qui se présente à mon esprit, et dont la témérité m'effraye tout le premier ; cependant, en désespoir de cause, je vous la soumettrai. Cette hypothèse m'a été inspirée par la lecture des Lettres de M. Lecointre-Dupont, par celle du Mémoire de M. L. Delisle sur les revenus publics en Normandie, et par l'étude de ce que je connais de monnaies normandes.

Si l'on admettait comme démontré, que la rareté des monnaies normandes dût être expliquée, comme l'a dit M. Lecointre-Dupont, en cela suivi, on l'a vu, par d'autres savants, par la cessation du monnayage des ducs qui ne trouvaient plus de bénéfice à user de ce droit, ne serait-il pas possible de supposer que les monnaies normandes, où nous ne voyons pas de noms de ducs, furent frappées en dehors de leur autorité ? Vos anciennes monnaies ne sont ni assez bien frappées, ni assez bien conservées pour que l'on puisse assurer qu'il y faut lire *NORMANNI*, et non pas *NORMANNIA* ; et cependant, que l'on voie dans cette légende, dont on trouverait peu d'exemples ailleurs, le nom du peuple, ou celui de la province, ne semble-t-il pas qu'elle soit significative ! Si ce n'est pas la négation du pouvoir des ducs, ne serait-ce pas un essai de *self government*, au moins en

matière économique ? Du reste, je ne prétends pas que nos monnaies aient été frappées par des révoltés, bien que ce ne soit pas absolument impossible. J'entrevois plutôt que les Normands, ne se résignant pas à ne voir circuler chez eux que les monnaies étrangères, voulurent ravoïr une monnaie nationale. Avaient-ils raison au point de vue de leurs intérêts, c'est ce que je laisse à décider aux économistes. Je me contente de soupçonner la possibilité du fait. Serait-ce d'accord avec le Duc que, dans une assemblée des États de la Normandie, dont nous n'avons pas le compte-rendu, aurait été prise la résolution de frapper des monnaies sans y inscrire son nom ?

Je suis loin de l'affirmer ; j'imagine cependant que les monnaies sans nom de duc anciennement connues, et surtout les nouvelles avec noms de monétaires, indiquent une révolution monétaire qui pourrait avoir été pacifique.

Les personnages dont nous lisons les noms au revers de nos monnaies de 1885 étaient-ils de simples maîtres de l'une des deux *maisons monétaires* de la Normandie ? Peut-être l'avaient-ils été au commencement de leur carrière, mais, au moment où ils signèrent des monnaies sans nom de ducs, ils devaient être devenus capitalistes ! Peut-être s'agit-il de changeurs, de banquiers, de *trapézites* ? Il faut beaucoup d'argent ou un très grand crédit pour faire des émissions de monnaie ; c'est même ce qui pourrait expliquer l'inscription de deux noms sur celles de nos monnaies que je suppose avoir précédé celles où il n'y en a qu'un seul. A l'origine, on aura voulu avoir deux signatures ; plus

tard, la confiance étant établie, on se contenta d'une seule. La rareté des pièces de la trouvaille de 1885, inconnues depuis que l'on recherche les anciennes monnaies, me paraît une recommandation en faveur de la probité de leurs signataires. Si le titre de ces pièces anormales n'avait pas été reconnu être de bon aloi, *ad legem*, elles auraient échappé à ces refontes par les princes voisins de la Normandie, signalées par M. Lecoindre-Dupont, et on en aurait trouvé en plus grand nombre ; c'est là un côté fort intéressant de la question, sur lequel je n'insiste pas ; on ne pourrait le traiter qu'à la condition d'avoir des *essais* de nos nouvelles monnaies, de celles anciennement connues, et aussi de celles des seigneuries voisines de la Normandie.

J'ai dit que le texte qui nous fait connaître l'existence d'une *maison monétaire* à Bayeux pourrait peut-être contribuer à l'explication de nos deniers et de ceux, plus anciennement connus, sur lesquels nous ne lisons ni nom de duc, ni nom d'atelier monétaire.

Les ducs de Normandie, en accordant aux États, selon notre audacieuse hypothèse, la permission de *faire monnaie*, ne leur auraient-ils pas interdit d'installer leur atelier dans la capitale du duché. Dans ce cas, l'absence d'un nom de ville équivaldrait à l'inscription de celui de Bayeux ; mais ceci n'est encore qu'une hypothèse que contredirait, il faut l'avouer, une pièce publiée par Poey d'Avant dont le souvenir me revient à propos. Je veux parler de ce denier mentionné plus haut, où nous ne lisons pas de nom de ville, mais le nom de Richard d'un côté,

et le titre de marquis de l'autre (pl. iv, n° 3 de Poey d'Avant).

Je m'arrête, Messieurs, d'autres hypothèses en foule se présentent, je ne dirai pas à mon esprit, mais à mon imagination. J'en ai assez dit, j'en ai trop dit pour montrer la difficulté du problème posé par les monnaies nouvellement acquises par le Cabinet de France ; mais si ces difficultés sont grandes, si je ne les ai pas surmontées, je ne désespère pas qu'un jour, un autre plus habile et plus heureux que moi ne réussisse à en apporter la solution. Qu'il se présente, et je ne serai pas le dernier à l'applaudir.

## II.

Après ce coup d'œil sur les obscurités de l'histoire de la monnaie en Normandie au moyen âge, je vais, sans sortir de cette province, franchir plusieurs siècles, et comme je vous en ai demandé la permission, vous parler d'œuvres de sculpture exécutées à Caen par un artiste, sans doute Normand, sous Louis XIII, au commencement du règne de Richelieu. Un petit nombre de générations nous séparent de cette époque ; j'ai pensé cependant que des savants qui, au culte des lettres et de la vénérable antiquité, unissent l'amour des beaux-arts, que les compatriotes de Nicolas Poussin ne dédaigneraient pas des monuments nés sur leur sol, parce qu'ils auraient le tort de ne pas remonter beaucoup au-delà de trois cents ans. Ces monuments, Messieurs,

ce sont des statues funéraires représentant, l'une une noble dame, et l'autre son époux.

Il y a bien des années, il y a environ vingt-cinq ans, pendant un séjour aux environs de Bayeux, je les remarquai dans le Musée de cette antique cité, et je les trouvai tellement intéressantes que je me proposai de les publier. Je méditais alors un travail d'ensemble sur cet établissement. Il serait long et il est inutile de s'arrêter à exposer les motifs qui m'obligèrent à renoncer à ce projet, mais en deux mots, je puis dire que je ne le regrette plus aujourd'hui. Pouvais-je trouver une meilleure occasion de décrire ces œuvres normandes que cette séance solennelle de la Société des Antiquaires de Normandie ? A l'époque reculée dont je réveille le souvenir, le conservateur du Musée et de la Bibliothèque de Bayeux était un savant connu par de remarquables travaux d'archéologie et de numismatique. C'était Édouard Lambert, le créateur de cette Bibliothèque et l'un des membres les plus actifs et les plus zélés de votre Compagnie à son origine, et qui en fut le directeur en l'année 1844. Je ne ferai pas ici l'éloge d'Édouard Lambert ; ce serait un soin superflu ; mais il me sera permis de payer à sa mémoire le tribut de ma gratitude. Que le conservateur du Musée de Bayeux ait fait à un collègue parisien le bon accueil que celui-ci aurait été heureux de lui faire au Cabinet de France, c'était chose simple et à laquelle il fallait s'attendre. Mais Édouard Lambert dépassa toutes mes espérances ; il ne se contenta pas d'être courtois ; quittant son travail, sans paraître regretter la dépense de temps qu'il

allait faire à mon profit, ce savant homme se fit pour moi le cicerone le plus obligeant comme le mieux renseigné. M'ouvrant ses médaillers, il m'en fit remarquer et m'en expliqua les richesses ; il me montra d'abord ses chères monnaies gauloises, surtout celles trouvées dans le Bessin, ses tiers de sol mérovingiens frappés à Bayeux, m'aida à déchiffrer ses cinq bornes milliaires romaines, me fit admirer, en la commentant savamment, la merveille de son Musée, l'incomparable tableau d'histoire, si célèbre sous le nom de *Tapiserie de Bayeux*, qui fut peint à l'aiguille au XI<sup>e</sup> siècle et qui pourrait bien être l'œuvre de la reine Mathilde, ainsi que l'affirme la légende. Tout ceci était encore, à la rigueur, du devoir d'un conservateur de musée recevant un collègue ; M. Lambert alla plus loin. Arrivés dans le vestibule où se trouvaient alors et où sont encore aujourd'hui les statues funéraires dont je vais vous parler, M. Lambert, s'apercevant que je les examinais avec un intérêt marqué et que j'ouvrais mon calepin, me demanda s'il ne me serait pas agréable de les publier. Bien qu'il en fit peut-être moins de cas que des antiquités gauloises et romaines rassemblées par ses soins vigilants, M. Lambert était loin de méconnaître l'importance de ces monuments de l'art normand ; — mais, avec le plus aimable désintéressement, il voulait récompenser le parisien de s'être attardé dans son Musée. J'y penserais, lui dis-je, à moins que vous n'ayez vous-même l'intention de les faire connaître. Sans me répondre, il m'apprit que, par une circonstance aussi heureuse que rare, le marché conclu pour l'exécution de l'une de ces

statues se trouvait dans sa Bibliothèque, à laquelle il avait été donné par le descendant des deux époux dont je venais d'examiner si curieusement les effigies. Puis, sans me donner le temps de lui demander communication de ce document, M. Lambert courut le chercher, le remit entre mes mains, m'engagea à le copier, prit la peine de collationner avec moi ma copie, et m'offrit, toujours spontanément, de mettre à ma disposition les notes relatives à l'histoire de ces statues et à celle des personnages représentés qu'il tenait du même donateur. Je ne me doutais pas alors que ce serait seulement après un quart de siècle que j'utiliserais les informations que me fournissait avec tant de cordialité le savant, l'excellent homme que la fortune me faisait rencontrer, et qu'hélas ! je ne devais plus revoir.

Avant la Révolution de 1789, ces statues décoraient des tombes placées dans l'une des chapelles de l'église paroissiale de Ryes, près Bayeux. Cette chapelle était, sous le vocable de saint André, pour avoir été reconstruite aux frais du chef d'une famille du Bessin, dont le nom patronymique était celui de l'apôtre, frère de saint Pierre. Selon l'usage, ce pieux et noble personnage, *Jacques ANDRÉ, seigneur de Sainte-Croix*, avait doté cette chapelle de 25 vergées de terre pour l'entretien d'un chapelain, et en conséquence en était devenu le patron, titre que nous verrons mentionné dans son épitaphe. La femme du seigneur de Sainte-Croix, Marie Davot, était, suivant leur contrat de mariage dressé le 30 décembre 1603, fille de « *noble homme messire Guillaume Davot, seigneur de Ryes.* » A la mort



de Marie Davot, en 1628, Jacques André choisit naturellement pour la sépulture de sa femme et pour la sienne la chapelle Saint-André de Ryes, et c'est alors que fut conclu le marché qui nous fait connaître le nom de l'auteur de la statue de Marie Davot. Pendant les orages de la Révolution, la chapelle Saint-André fut dévastée ; heureusement, les statues furent sauvées, on ne sait comment ; mais, ce qui est certain, c'est que vers l'année 1838, elles étaient en la possession d'un descendant de *Jacques ANDRÉ DE SAINTE-CROIX*, M. *Alexandre ANDRÉ DU HOMME*. Après d'infructueuses démarches en vue d'obtenir que les statues funéraires de ses ancêtres fussent replacées dans l'église de Ryes, M. du Homme en fit don au Musée de Bayeux ; il avait été bien inspiré. En effet, de nos jours, les musées n'offrent-ils pas les plus grandes garanties de durée que la pauvre humanité puisse espérer pour ses œuvres ?

Afin de vous entretenir des effigies funéraires du seigneur de La Croix et de sa femme, je ne me suis pas contenté de recourir à mes notes de voyage. Peut-être suffisantes, si j'avais été libre de les employer au lendemain de mon retour à Paris, alors que j'avais encore les statues de Bayeux présentes aux yeux de la mémoire, ces notes ne me parurent plus l'être lorsque je rouvris le tiroir où elles dormaient depuis tant d'années. Impossible de se fier à ces feuillets jaunis, dont plusieurs étaient devenus presque illisibles, et qui tous avaient vieilli, même au jugement de celui qui les avait écrits. A aucun prix, je ne me serais hasardé à paraître aussi mal

armé devant vous, Messieurs ; il me fallait absolument revoir ces monuments. Je résolus donc de faire une nouvelle excursion à Bayeux, et, grâce à l'amicale courtoisie de deux membres de la Société des Antiquaires de Normandie, je la fis dans de telles conditions que je compte parmi les heures fortunées de ma vie, celles que j'ai passées dans cette intéressante cité, en la compagnie de MM. Émile Travers et Georges de Villers, ainsi que de M. Maynier, le savant et fort obligeant successeur d'Édouard Lambert.

Au Musée de Bayeux, nos statues, je l'ai déjà dit, sont au rez-de-chaussée ; c'est là que d'ordinaire, et avec raison, l'on place les grands morceaux de sculpture ; mais je regrette d'avoir à ajouter que le coin où elles gisent est si obscur et elles y sont disposées si désavantageusement qu'il est difficile de les étudier, et qu'il est impossible d'en obtenir des reproductions photographiques, ce qui nous a obligé à nous contenter de les faire dessiner (1).

Espérons que les autorités aviseront quelque jour à installer plus convenablement des œuvres d'art qui ne craindraient pas le grand jour des galeries de la sculpture française au Musée du Louvre.

Si vous le permettez, Messieurs, je commencerai par vous donner lecture du marché qui donne tant de prix à nos statues et que la fortune a si heureusement placé dans leur voisinage immédiat.

Placé sous verre dans la salle principale de la

(1) V. Appendice, note.

Bibliothèque de la ville de Bayeux, ce document est ainsi conçu :

« Je soubs-signé pierre lefaye sculpteur de-  
« meurant a caen moblige rendre dans quatre mois  
« de ce jour a mon dit s<sup>r</sup> jacques andre sieur  
« de sainte croix une sepulture d'une femme  
« gissante en bosse sur une tombe de beau et bon  
« carreau de la longueur de sept pieds et trois pieds  
« de large a laquelle y aura deux escussons ou  
« armoiries et un reng dinscription a lentour  
« laquelle je seray tenu rendre et placer en leglise  
« de la paroisse de rye a mes propres frais moyen-  
« nant la somme de soixante et quinze livres ts dont  
« le d<sup>r</sup> sieur ma pñtement paie contant la somme de  
« quinze livres quatre sous et ma promis le d. s<sup>r</sup>  
« me bailler de l'argent en travaillant jusque a la fin  
« de la d. besongne et me fournir le tout après  
« quelle sera placée. faict aujourd'hui huict<sup>e</sup> jour  
« de may M VI<sup>e</sup> vingt huit en presence de m<sup>e</sup> fr.  
« folliot. »

« pierre LEFEYE FOLLIOT. »

Il faut noter d'abord que le nom du sculpteur, écrit *Lefaye* à la première ligne du marché, est devenu *Lefeye* à la signature ; on va voir aussi qu'à *l'entour de la femme gissante en bosse*, il y a deux rangs d'inscription, bien que le sculpteur ne se soit engagé qu'à en mettre un seul. Je dois ajouter que le mot *placée* qui précède la date ne se lit pas nettement sur l'original ; cependant, je ne crois pas que l'on puisse en supposer un autre.

Ce document, pour intéressant qu'il soit, n'exige pas de longs commentaires. *Pierre Lefaye* ou *Lefeye* se charge de terminer en quatre mois la statue de la dame de Sainte-Croix, moyennant une somme de soixante-quinze livres tournois ; il reçoit un à-compte de quinze livres quatre sols et s'engage à placer à ses frais ladite statue dans l'église de Ryes. Il n'y a dans tout ceci rien que de très ordinaire ; le prix demandé par P. Lefaye est conforme à la modération des salaires dont se contentaient alors les artistes qui n'avaient pas conquis par d'éclatants succès le droit de devenir exigeants. Ajoutons que la puissance de l'argent étant, au XVII<sup>e</sup> siècle, on le sait, beaucoup plus grande qu'au nôtre, les soixante-quinze livres données à P. Lefaye représentent une rémunération convenable, surtout pour un sculpteur vivant loin de Paris.

Quant à la stipulation d'un à-compte, déjà, d'ordinaire, les artistes en demandaient, ainsi qu'on l'apprend des nombreux marchés publiés depuis que partout l'on travaille avec diligence et succès à préparer l'histoire de l'art français.

Ainsi que l'annonce le marché, Marie Davot est représentée *gissante en bosse sur une tombe de beau et bon carreau*. Ce *carreau* est de la pierre de Caen, comme on pouvait s'y attendre.

La dame de Sainte-Croix est étendue sur un manteau ; sa tête, couverte d'une coiffe, repose sur un coussin orné de glands ; elle est vêtue d'une robe plissée, avec corsage en pointe, à manches bouffantes nouées par des rubans ; elle porte un large col plat et un chapelet à gros grains.

L'építaphe est gravée en creux ; elle forme deux lignes et est ainsi conçue :

CY GIST DAMOISELLE MARIE DAVOT FEMME DE IACQUES  
ANDRE ESC<sup>R</sup> SIEVR DE S<sup>TE</sup> CROIX PATRON  
DE CESTE CHAPELLE LAQ<sup>LE</sup> DECEDA LE 27<sup>me</sup> DE FEBVRIER  
1628. *Pries Dieu pour son ame.*

Les cinq derniers mots de l'építaphe sont en caractères cursifs.

Les armoiries de la dame de Sainte-Croix sont sculptées sur un écusson en losange, placé derrière sa tête, et qui est entouré d'une cordelière. Selon l'usage le plus habituel, ses armoiries sont parties de celles de son mari. On blasonnera plus loin les armoiries des André ; mais comme je n'ai trouvé celles des Davot dans aucun des armoriaux manuscrits ou imprimés de la Bibliothèque Nationale, je ne puis en faire connaître les émaux. Sur son écusson, les armes de Marie Davot sont : de .... à la fasce de... accompagnée de trois roses de... deux en chef et une en pointe. La dalle funéraire est longue de 2 mètres 90 et large de 90 centimètres.

On pourrait penser, diverses personnes ont pensé, qu'en donnant la forme en losange à l'écusson de Marie Davot, ainsi qu'en l'ornant d'une cordelière, on a commis deux infractions aux lois du blason. Il est, en effet, généralement admis : premièrement, que l'écu en losange doit être réservé aux armoiries des filles, et nous venons de voir celui d'une femme mariée affectant la forme en losange ; secondement, que la cordelière autour de l'écusson

d'une femme est la marque de sa viduité. Quelques-uns ont écrit encore que l'usage de la cordelière pour les veuves datait de la reine Anne de Bretagne, qui en aurait placé une autour de ses armoiries après la mort de Charles VIII ; d'autres le font remonter à Louise de La Tour, qui l'aurait adopté après la mort de son mari, Claude de Montagu, sire de Couches. Or, nous voyons une cordelière autour des armoiries de Marie Davot, morte avant Jacques de Saint-André, son mari. De bon compte, ce seraient donc deux fautes graves contre les lois du blason. Mais s'il n'y avait pas de lois du blason ? S'il n'y avait pas de code héraldique (1) ? Telle était, depuis longtemps, *in petto*, mon opinion ; les recherches auxquelles je me suis livré à l'occasion du blason de la dame de Sainte-Croix m'ont confirmé dans ce soupçon téméraire, si bien que j'oserai déclarer qu'en France du moins, en matière héraldique, il n'y a que des usages, lesquels ont varié selon les temps, les régions et les fantaisies individuelles, et dont les motifs n'ont même pas toujours été bien compris, dont certains ne le seront peut-être jamais. C'est ce qui n'a pas été assez observé par la plupart de ceux qui ont prétendu dicter ou codifier les lois de la *Science héroïque*, comme Vulson de La Colombière nommait l'héraldique, laquelle mérite à peine le nom de science (2).

Ces auteurs, rarement ou médiocrement archéologues (3), ne sont le plus souvent que des compilateurs ; les uns tiennent peu de compte des monuments,

(1, 2 et 3) V. Appendice.

d'autres les étudient, mais sans critique, et parfois les comprennent de travers. En outre, ils se contredisent entre eux, lorsqu'ils ne se contredisent pas eux-mêmes, et par conséquent ne méritent pas la confiance qu'on leur accorde trop facilement aujourd'hui. Il faudrait, ce me semble, n'accepter les décisions de ces prétendus législateurs qu'à titre de renseignements et sous le bénéfice de sérieux examen.

Que disent les héraldistes du temps passé des lois qui auraient été violées par celui qui ordonna l'écusson de Marie Davot ? Au XVII<sup>e</sup> siècle, en 1660, trente-deux ans après la mort de cette pieuse personne, Pierre Palliot s'exprimait ainsi à la page 308 de son naïf et curieux livre, *La vraie et parfaite science des armoiries* : « Quant aux escus des femmes, ils « doivent être en forme de losange ou fusée à cause « que le principal honneur de la femme consiste au « ménage qui se représente par la quenouille et le « fuseau. »

Tel n'était pas, ou du moins tel ne fut pas toujours l'avis du Père Ménéstrier. En 1661, dans sa *Méthode abrégée des principes héraldiques*, etc., laquelle, modifiée, devint la *Méthode*, puis la *Nouvelle Méthode raisonnée du blason*, à la page 27, on lit : « Le « losange sert de sol aux armoiries des filles. » Mais, dès l'année 1671, à la page 10 du *Véritable art du Blason*, il est moins absolu. « Les filles en « France et aux Pays-Bas », dit-il, « mettent ordinairement leurs armes dans des losanges, pour « une raison que pas un auteur de blason n'a « reconnue, puisque tous ont dit que c'estoit un « quarreau à coudre dont elles se servent pour leurs

« ouvrages, ce qui n'a aucun rapport avec les armoiries qui sont des marques de noblesse. » On aura remarqué l'allusion à la loi édictée et commentée par Palliot ; ajoutons que quelques lignes plus loin, page 11, le P. Ménéstrier est encore moins absolu et, selon moi, plus près de la vérité. Après avoir déclaré que l'usage de la forme en losange vient des Pays-Bas, il convient « qu'en France, l'usage n'en a pas esté si constant ny si réglé, que nous ne voyions la plupart des armoiries des femmes nobles dans des écussons. » Il faut ajouter ici ces mots omis dans le texte : de la forme usuelle.

Malheureusement, peu de curieux ont eu le courage et la possibilité de comparer entre eux les ouvrages héraldiques du fécond jésuite ; mais on sait que depuis l'année 1658 et jusqu'au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'en publia sans cesse des éditions remaniées, augmentées ou abrégées, souvent altérées par les libraires, avec ou sans son aveu ; et on sait aussi que c'est à ce grand débit qu'il doit le renom de législateur du blason auquel il n'a pas droit, bien qu'il faille convenir qu'il s'est donné la peine de faire des recherches, et que l'on trouve chez lui des faits curieux au milieu d'assertions fausses et d'autres fort douteuses. En somme, s'il est difficile d'excuser certaines de ses erreurs qui témoignent de la plus grande ignorance, sinon d'une insigne mauvaise foi, il ne faut pas lui attribuer telles fautes et telles contradictions qui peuvent n'être pas de son fait. Ainsi, sa théorie sur la forme en losange. *Les filles mettent leurs armoiries dans des losanges avec une guirlande*



*autour*, que l'on trouve ainsi formulée dans plusieurs éditions de ses livres, et qui a passé jusque dans celles publiées longtemps avant sa mort, par exemple dans sa *Nouvelle Méthode raisonnée du blason* de 1750, ne le fut pas toujours aussi rigoureusement dans certains de ses ouvrages publiés de son vivant et probablement sous ses yeux.

Quoiqu'il en soit, voici deux docteurs ès-héraldique qui ne sont pas d'accord ; de ces deux, il en est un, le premier, Palliot, qui aurait donné pleinement raison au sieur de La Croix en ce qui concerne la forme en losange donnée à l'écusson de sa femme ; tandis que le second, le P. Ménestrier, aurait hésité à ce sujet ; mais tous deux se seraient peut-être accordés pour le blâmer d'avoir placé une cordelière autour de cet écusson, attendu, auraient-ils dit, que la dame de Sainte-Croix mourut en puissance de mari.

A l'article *Cordelière* de son livre déjà cité (p. 191), Palliot, après avoir établi qu'il faut orner de verdures, c'est-à-dire de guirlandes, de palmes, etc., les écussons des femmes en état de mariage, déclare « qu'il ne faut pas y mettre la cordelière, comme « l'on fait bien souvent et presque toujours lorsqu'elles meurent dans le mariage, car, comme « elles n'ont pas été dans l'état de viduité, elles « n'en doivent pas porter les marques. Ainsi, c'est « une lourde faute et un abus de la leur donner « quand elles se séparent de leurs maris par la « mort ; mais quand elles meurent dans la viduité, « alors on doit mettre la cordelière autour de leurs « armes, comme elles l'avoient portée durant leur « veuvage. »

Quant au Père Ménéstrier, dans l'édition de 1661 de sa *Méthode abrégée des principes héraldiques*, il dit nettement (p. 55) : « Les veuves mettent une cordelière autour de l'escu de leurs armes, et la pratique en est venue d'Anne de Bretagne. » En 1671, dans le *Véritable art du Blason*, à la page 400, il n'est pas moins explicite : « La cordelière est la marque des veuves et une devise parlante, ou de ces espèces de chiffres qu'on appelle *Rebus*, puis- qu'elle signifie que celle qui la porte en armoiries estant veuve a le corps délié, c'est-à-dire qu'elle n'est plus liée comme elle estoit auparavant par le mariage. » C'est ainsi, du reste, que sans tenir compte de faits rapportés par lui-même et qui sont loin d'être favorables à cette opinion, tant sur l'origine que sur la signification de ce symbole, la règle posée par cet écrivain a passé, comme celle sur les écus en losange, dans les abrégés intitulés : *Nouvelle Méthode abrégée du blason*, qui, grâce à leurs nombreuses éditions, ont popularisé cette prétendue loi et l'ont fait accepter comme telle par des milliers de lecteurs. Dans la plupart de ces éditions, et entre autres dans celle de 1750, elle est ainsi formulée à la page 214 : « La cordelière pour les veuves fait voir qu'elles ont le corps délié et qu'elles sont devenues libres. »

En résumé, l'époux de Marie Davot, s'il n'est pas en règle avec le code de P. Palliot en ce qui touche la cordelière de l'écusson de cette pieuse personne, aurait cependant été autorisé par l'usage, qui est blâmé, mais avoué par ce législateur. Ce n'est pas assez, je voudrais prouver que l'usage « que chacun recon-

« nait pour le maistre et le souverain des langues « vivantes », ainsi que l'a si justement proclamé Vaugelas (1), est aussi maître et souverain des choses héraldiques, et je voudrais encore montrer que l'usage adopté pour les armoiries de Marie Davol était le bon, avait sa raison d'être en ce qui touche à la forme de son écusson, comme en ce qui concerne l'emploi de la cordelière.

Examinons d'abord la question de la forme en losange pour les écussons. Ménestrier est peut-être exact, si, lorsqu'il attribue cette forme aux seuls écussons de filles, il n'a en vue que le moment où il écrivait, c'est-à-dire la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et c'est, je crois, la règle encore en vigueur, si tant est qu'il existe aujourd'hui d'autre juridiction en matière de blason que celle qui a cours chez les graveurs de cachets. Mais le bon jésuite a tort, selon moi, pour les temps antérieurs ; on va voir les monuments donner raison à Palliot, qui accorde la forme en losange aux femmes comme aux filles ; par conséquent, en l'année 1628, et surtout en province, où jadis on retardait sur Paris et sur la cour en ce qui concerne la mode et le bel usage, le sieur de La Croix était correct, comme on dit aujourd'hui, en donnant la forme en losange à l'écusson de sa femme.

Le sceau de *Marie, fille du Roy de France* (Marie, fille de Philippe VI, femme de Jean de Brabant), montre ses armoiries sur un écusson en forme de losange (2).

(1 et 2) V. Appendice.

On conserve aux Archives Nationales l'original d'un traité de paix conclu entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne, daté du 1<sup>er</sup> janvier 1407 (N. S.), sur lequel est placé le petit sceau d'Isabeau de Bavière. Les armes de la trop célèbre reine de France y sont gravées sur un écusson en losange; et au moment où fut rédigé ce traité, il y avait près de vingt ans qu'elle était la femme de Charles VI, et elle ne devait être veuve qu'environ quinze ans plus tard (1).

En 1475 (N. S.), Marguerite de Rohan, femme de Jean d'Orléans, comte d'Angoulême, plaçait ses armoiries sur un écu en losange (2).

Isabelle de Portugal, femme de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, et Marguerite d'Yorck, femme de Charles le Téméraire, plaçaient également leurs armoiries sur des écussons en losange (3).

Je passe aux exemples choisis à des époques plus rapprochées de celle où fut sculptée la sépulture de Marie Davot. Le Cabinet des Médailles possède des jetons aux armes de Jeanne d'Albret, frappés en 1565 pour la Chambre des comptes de La Fère, seigneurie dont la reine de Navarre jouissait en sa qualité de veuve d'Antoine de Bourbon et de tutrice d'Henri de Bourbon, son fils, alors âgé de 10 ans, qui fut notre Henri IV. Or, ces jetons montrent les armoiries de Jeanne d'Albret sur un écusson en losange.

Sur des jetons dont le style annonce le XVII<sup>e</sup> siècle, on voit sur un écusson en losange, entouré d'une guirlande, le cerf des armes d'une personne dont ce

(1, 2, et 3) V. Appendice.

petit monument était destiné à remémorer le mariage. La légende est ainsi conçue : *Marguerite de Frasans fut mariée à Simon Durand le 1<sup>er</sup> juin*. Le millésime se trouverait sans doute au revers de ce jeton, que je ne connais que par un dessin où le côté face est seul figuré. On trouverait sans doute ce jeton en nature dans quelque collection de la Bourgogne, car la famille de Frasans était de cette province, ou du moins y était établie au XVII<sup>e</sup> siècle, époque où deux de ses membres furent à diverses reprises vicomtes-mayeurs de Dijon (1).

Ce n'est pas seulement aux sceaux, aux verrières, aux jetons, que l'on pourrait demander la confirmation de la thèse que je soutiens. Il y a des armoiries sur les tableaux, les portraits peints ou gravés, les médailles, les meubles, l'orfèvrerie, les tombeaux, etc., mais il ne faut pas chercher à avoir trop et surtout trop longtemps raison. Je ne citerai donc plus qu'un seul exemple d'écusson en losange appartenant à une femme en état de mariage. Celui-ci m'est fourni par le tombeau d'une jeune femme, Marie Maignart de Bernières, qui vous intéressera particulièrement, attendu qu'elle était issue d'une ancienne famille normande, que ce monument existe encore en Normandie, à Vernon, et qu'il doit être l'œuvre d'un artiste normand, aussi bien que les statues funéraires du Musée de Bayeux. Publié pour la première fois, si je ne me trompe, en 1791, par Millin dans ses *Antiquités nationales* (2), où il est reproduit sous deux faces, ce tombeau fut érigé au

(1 et 2) V. Appendice, notes.

commencement du XVII<sup>e</sup> siècle par le mari de la défunte, Alphonse Jubert d'Arcquency. Or, les armoiries de Marie Maignart sont placées sur un écusson en losange, ainsi que celles de Marie Davot, sa contemporaine et sa compatriote, morte comme elle en état de mariage. L'écusson de Marie Maignart était-il entouré d'une cordelière, ainsi que celui de Marie Davot ? Il y a des raisons de le supposer, bien que l'on ne distingue pas cet emblème sur la planche des *Antiquités nationales* ; d'ailleurs ce détail, sur lequel je m'expliquerai dans l'appendice, n'est pas de grande importance, puisqu'ici, ce que je tiens à établir, c'est que jadis, en matière héraldique, la liberté et même la fantaisie étaient souveraines (1).

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, auront suffi, je l'espère, à montrer que, sauf en ce qui concerne les écussons carrés, dits *en bannière*, qui paraissent avoir été réservés aux chevaliers bannerets, la forme des écussons était jadis affaire de fantaisie ou de mode, et que celle en losange, qui a fini par devenir l'attribut des filles, avait été longtemps employée pour les écussons des femmes, soit mariées, soit veuves, et enfin que telle était encore l'habitude au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, au moment où fut sculptée *la sépulture* de Marie Davot. A l'appui de ma théorie sur l'ancienneté en France de la liberté en matière héraldique, comme en bien d'autres, j'ajouterai que je pourrais citer un exemple d'armoiries viriles placées sur un écusson en

(1) V. Appendice, une notice sur ce tombeau.

losange. Un jeton du XIV<sup>e</sup> siècle montre d'un côté un écusson en losange chargé d'une fleur de lis, abrégé des armes de France, et au revers, un écusson de la forme ordinaire, parti de France et de Castille ; or, les savants qui ont fait connaître ce curieux petit monument l'attribuent, avec grande vraisemblance, à Philippe V, dit le Long, et supposent qu'il fut frappé alors que le second fils de Philippe IV, dit le Bel, était comte de Poitiers (1). Il ne serait peut-être pas impossible de trouver d'autres faits semblables, car la forme en losange fut aussi parfois adoptée par des hommes pour leurs sceaux. En effet, je rencontre la mention de trois sceaux d'hommes en forme de losange dans les *Éléments de sigillographie* placés par Douët d'Arcq en tête de son *Inventaire des sceaux des archives de l'Empire*, publié en 1863 (2).

Voyons maintenant si Jacques ANDRÉ, acquitté sur le fait d'avoir donné la forme en losange à l'écusson de sa femme, devrait l'être aussi sur celui d'avoir décoré cet écusson d'une cordelière.

Je commencerai par un monument qui suffirait à établir à la fois que la forme en losange n'était pas, dans l'origine, exclusivement réservée aux écussons des filles, et que la cordelière ne l'était pas davantage à ceux des veuves.

L'écusson de Françoise de Porhoët, première femme de Pierre de Rohan, le célèbre maréchal de Gié, peint sur une verrière du grand autel de l'église de Sainte-Croix du Verger en Anjou, était en forme

(1 et 2) V. Appendice, notes 1 et 2.

de losange et entouré d'une cordelière. Or, comme cette noble dame mourut avant son mari qui, en 1507, épousa en secondes noces Marguerite d'Armagnac-Nemours, nous avons là un exemple de ce que beaucoup de héraldistes et d'autres personnes nommeraient une double infraction aux lois du blason. L'écusson de Françoise de Porhoët fait pendant à celui (en bannière) de son mari, sur lequel ne paraissent que ses armoiries, tandis que celui de la défunte est parti de Rohan et de Porhoët (1). Voici donc une dame de la cour d'Anne de Bretagne, de cette princesse qui aurait introduit l'usage de la cordelière pour les veuves, à qui l'on donne ce symbole, bien qu'elle soit morte avant son mari. Ceci n'est-il pas sans réplique ?

Cependant, je citerai d'autres faits à l'appui de l'opinion que je cherche à faire prévaloir, d'abord par respect pour le vieil axiome, *testis unus, testis nullus*, et aussi parce que cette question de la cordelière, qui n'est pas sans intérêt au point de vue de l'histoire des mœurs et des usages, me paraît n'avoir pas été serrée d'assez près.

La vérité, c'est qu'il faut distinguer. Il y a cordelière et cordelière, c'est-à-dire que ce symbole n'a pas la même signification selon les époques et selon les cas, ainsi qu'on l'a cru et répété trop souvent.

Parmi les auteurs qui considèrent l'emploi de la cordelière, dès l'origine, comme le signe de la viduité chez les femmes, il en est qui font remonter

(1) V. Appendice, note.



la date de son emploi, non pas à Anne de Bretagne, ce qui est la créance la plus répandue, mais, je l'ai dit plus haut, à Louise de La Tour, femme de Claude de Montagu, sire de Couches, des ducs de Bourgogne de la première maison, qui fut tué en 1470 à la bataille de Bussy. Dans l'*Histoire généalogique de la maison d'Auvergne* par Baluze, on lit : « Après la  
« mort de son mari, elle donna à l'église de ce cou-  
« vent (les Carmes de Châlon) de très riches orne-  
« ments, c'est-à-dire une chasuble, dalmatique et  
« tunicelle de veloux rouge, et deux chapes violetes,  
« le tout relevé en broderie d'or très riche où l'on  
« voit l'escu de ses armes avec une broderie d'or en-  
« touré d'une cordelière et d'un rouleau ayant  
« cette inscription :

« IAY LE CORPS DELIE

« Comme il est ici représenté. »

Après avoir effectivement reproduit cet écusson avec sa devise, Baluze ajoute : « Ce qui doit faire  
« supposer que ceux-là se sont trompés qui ont  
« assuré que l'origine des cordelières que les veuves  
« adjoustent à leurs escus vient de la reine Anne  
« de Bretagne, puisqu'elles étaient inventées avant  
« qu'elle vint au monde, etc., etc. » (1).

Il n'y a pas à douter de l'authenticité du curieux monument cité par Baluze. Ici, l'écrivain ne magnifie pas la maison de La Tour au détriment de la vérité (2) ;

(1 et 2) V. Appendice, notes.

l'existence de ces ornements d'église nous est garantie par plusieurs témoignages (1).

Le Père Claude Perry, de la compagnie de Jésus, les mentionne à la page 292 de son *Histoire civile et ecclésiastique de Châlon-sur-Saône*, sa ville natale, publiée en 1659 ; Palliot, qui écrivait son livre avant la publication des ouvrages de Baluze et du Père Perry, eut aussi connaissance de ces précieux ornements. Au mot *Cordelière*, il reproduit l'écusson de Louise de La Tour, mais il le montre accompagné de celui de Claude de Montagu, auquel on a donné la même devise, circonstance qui apporte déjà un argument capital contre la signification attribuée à la cordelière, et qui a été ignorée ou inobservée par Baluze et par ceux qui y voient le symbole de la viduité des femmes et en font remonter l'origine à la femme du sire de Couches.

Palliot, sans trop s'embarrasser d'être logique, après avoir fait dater l'usage de la cordelière, comme symbole de la viduité, du veuvage d'Anne de Bretagne, s'appuyant sur l'autorité d'un savant jésuite de ses amis, le Père Mathieu Compain, qui, d'ailleurs, paraît n'avoir rien publié, dit à ce propos, comme Baluze, que l'usage de la cordelière est plus ancien que la reine Anne de Bretagne.

Serait-ce donc à Louise de La Tour qu'avec Baluze et à la suite de quelques héraldistes moins autorisés, il faudrait faire remonter l'usage de placer une cordelière autour des armoiries des veuves ? On a déjà compris que je ne le pense pas, et un rapide examen

(1) V. Appendice, note.

des monuments ne décidera certes pas la question dans ce sens. On verra même qu'à une époque très rapprochée de nous, la cordelière était encore placée autour des armoiries de femmes non veuves, si bien qu'une étude approfondie autoriserait peut-être à douter que ce symbole ait jamais été adopté généralement comme marque de la viduité des femmes, ou du moins à croire que c'est une invention relativement récente des héraldistes, qui n'eut pas l'adhésion presque universelle qu'obtint celle des hachures diverses pour distinguer les émaux et les couleurs. Ce qui est certain, c'est que je viens de faire voir une cordelière autour de l'écusson d'un homme, du mari de la noble dame à qui l'on en attribue l'invention, et que cet exemple n'est pas unique, ainsi que je vais le montrer.

Le Père Ménestrier lui-même m'en fournit plusieurs. Il cite entre autres un fait d'autant plus curieux, qu'il ferait remonter l'usage de la cordelière dans l'héraldique à trente ans plus haut que la date des ornements des Carmes de Châlon, et qu'en même temps, il nous la montre adoptée également par un homme. Suivant le Père Ménestrier, « dès « l'an 1440, François I<sup>er</sup> du nom, duc de Bretagne, « avait déjà fait sa devise de deux cordelières qu'il « mettoit aux côtés de ses armoiries, comme on « peut remarquer sur une des portes de l'Hostel- « Dieu de Rennes (1). »

Je n'ai pu vérifier l'exactitude de cette assertion, pas plus que celle d'autres exemples allégués par

(1) Appendice, note.

cet écrivain que, cependant, il faudrait toujours contrôler ; mais, comme elle concorde avec d'autres faits qui ne peuvent être révoqués en doute, je ne crois pas être téméraire en acceptant comme authentique ce qu'il nous dit des cordelières du duc François I<sup>er</sup>.

Tout le monde connaît le tombeau du duc François II de Bretagne ; il existe encore heureusement dans la cathédrale de Nantes, où cette œuvre célèbre de Michel Colombe a reçu de nos jours un digne pendant, le tombeau du général Lamoricière, par M. Paul Dubois ; or, les écussons armoriés, sculptés aux coins de la dalle sur laquelle est placée la statue du dernier des ducs de Bretagne, sont tous entourés d'une cordelière (1).

Dans ces deux exemples, la cordelière paraît certainement comme symbole de foi et d'humilité ; il en est de même de celles qui paraissent autour des armoiries de la fille du duc François II, de la reine Anne qui, dévotieusement, prit la cordelière comme une sorte de devise pieuse, à l'imitation de son père, et non pas comme marque de viduité, et il suffirait, pour prouver que je suis dans le vrai, de rappeler que les nombreux écussons qui figurèrent aux obsèques de cette princesse, qui ne mourut pas veuve, sont tous entourés d'une cordelière (2).

Selon Dom Lobineau, cette cordelière était « une ceinture instituée par la feue reine pour honorer les dames vertueuses ; elle la portoit et la faisoit porter à celles qu'elle estimoit le plus (3). »

(1, 2 et 3) V. Appendice, notes.

C'est à propos du vase en forme de cœur, conservé à l'Hôtel-de-Ville de Nantes, qui renferme le cœur de la reine Anne et est ceint d'une cordelière (1), que l'historien de la Bretagne émet cette assertion qui contient peut-être une part de vérité. En tous cas, Dom Lobineau, qui, dans l'ouvrage cité, a reproduit le tombeau de François II, n'a pas songé que l'emploi de la cordelière autour d'armoiries n'était pas, au moins à l'origine, exclusivement réservé aux femmes, veuves ou non, et aussi qu'il remontait plus haut que l'époque d'Anne de Bretagne. *Elle la portoit*, dit-il parlant de la cordelière, et ceci est parfaitement exact. La première miniature d'un précieux manuscrit de la Bibliothèque Nationale, contenant le récit en vers de l'expédition de Gênes par Louis XII, nous montre la reine Anne assise, revêtue d'une robe de velours rouge nouée par une cordelière à glands d'or de la même couleur, recevant le manuscrit des mains de *vr<sup>e</sup> povere escripvain et serviteur très humble, Jehan des Marets* (2). Que l'on veuille ouvrir le chapitre consacré aux comptes de dépenses d'Anne de Bretagne, par Le Roux de Lincy, dans la vie de cette princesse (3), et l'on y trouvera des paiements faits à divers orfèvres, soit pour la cordelière dont elle ceignait sa robe, soit pour celle qu'elle portait au cou, et l'on verra par la date de ces dépenses que ce n'était pas pour marquer la viduité que ces bijoux affectaient cette forme tellement usitée alors que l'on peut presque dire qu'elle était à la

(1. 2 et 3) V. Appendice.

mode. Il y avait des cordelières parmi les bijoux de la couronne restitués à Henri II par Éléonore d'Autriche, deuxième femme de François I<sup>er</sup> ; dirait-on que c'étaient des signes de viduité (1) ? Peut-être trouvera-t-on une sorte de contradiction entre la richesse de ces cordelières et l'humilité chrétienne dont ces ornements étaient les symboles, ainsi que je l'ai dit et comme j'espère le prouver ; mais, en fait, ces bijoux, tout précieux qu'ils étaient, n'en rappelaient pas moins aux pieuses personnes qui les portaient par les nécessités de leur rang, que devant Dieu, elles n'étaient pas plus que les dernières de ses créatures.

Selon moi, le choix de la cordelière autour des armoiries fut à l'origine un acte d'humilité chrétienne, qui fut adopté pour la première fois, je ne saurais dire par qui, mais peut-être bien par le duc de Bretagne François I<sup>er</sup>, dont nous venons de parler, et évidemment à l'imitation de son patron, saint François d'Assise. C'est par un sentiment analogue que l'on se faisait ensevelir avec l'habit de saint François. Nous avons vu que le duc François II prit cet emblème, comme son oncle, et j'ajouterai que sous le roi de France François I<sup>er</sup>, qui avait le même patron que ces deux princes et avait épousé la petite-fille du dernier, la cordelière remplaça parfois la salamandre.

Dans le parc de Fontainebleau, sur les murs de la chapelle Saint-Saturnin, laquelle regarde le parterre, on voit plusieurs fois répété le chiffre du vainqueur

(1) V. Appendice, note.

de Marignan, l'F couronnée, élégamment enlacée avec une cordelière (1).

On sait quelle fut la renommée de saint François d'Assise ; on sait aussi que le célèbre thaumaturge liait sa robe d'une corde à gros nœuds, d'où vient le nom de cordeliers donné aux frères mineurs ou franciscains qui portaient le *cordón de Saint-François* à l'imitation du fondateur de leur ordre. Il n'y a donc pas à s'étonner de voir la cordelière adoptée surtout par des princes dont saint François était le patron.

Je ne l'oublie pas ; on trouve la cordelière autour d'écussons de femmes veuves ; mais qui peut dire avec certitude qu'avant le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, ces cordelières n'aient pas été adoptées uniquement par dévotion, et non comme marque de veuvage ? Ainsi, un sceau de Louise de Savoie, appendu à un acte de 1515, est entouré d'une cordelière ; elle était veuve alors, son mari le comte d'Angoulême étant mort dès l'année 1495 (2). Adopta-t-elle la cordelière comme marque de viduité, ou par dévotion à saint François ? Je ne saurais le dire, mais la mère de François I<sup>er</sup> et de Marguerite de Valois-Angoulême ne passant pas pour avoir été très sincèrement catholique, je suppose qu'elle la prit parce que c'était l'usage, ou la mode, ainsi que je viens de le dire. Au contraire, on voit une cordelière autour des armes de sa belle-fille, Claude de France, et là cet emblème n'est certainement pas une marque de viduité, puisque la fille d'Anne de Bretagne mou-

(1 et 2) V. Appendice.

rut en 1524, longtemps avant la mort de François I<sup>er</sup> (1).

Catherine de Médicis, qui eut ou affecta une vive douleur de la mort prématurée de Henri II, n'a pas fait mettre la cordelière autour de ses armoiries ; du moins, je ne la vois ni sur un sceau qui doit avoir été gravé du vivant de son mari (2), ni sur un autre qui est appendu à un acte de 1565, c'est-à-dire pendant son long veuvage. L'usage de la cordelière n'était donc pas une loi.

Au contraire, Marie de Médicis, en 1612 (3), et Anne d'Autriche, en 1643 (4), ont des cordelières autour de leurs armoiries sur des sceaux gravés après la mort de leurs époux Henri IV et Louis XIII ; ces deux exemples semblent indiquer que la cordelière commençait à prendre la signification que lui attribuent la plupart des héraldistes ; mais ce qui me paraît achever de démontrer que tout le monde ne la lui donnait pas toujours, même à une époque très rapprochée de la nôtre, à la veille de la Révolution de 1789, c'est que dans ce même château de Fontainebleau, où je l'ai rencontrée ornant le chiffre de François I<sup>er</sup>, je la retrouve autour des armoiries royales. Dans la décoration du plafond de la magnifique chambre à coucher, dite *des Reines de France* ou de *Marie-Antoinette*, figurent des écussons aux armes de France, et d'autres à celles de Navarre ; or, ces écussons sont entourés de cordelières qui, là, ne peuvent être considérées comme un symbole de viduité.

(1, 2, 3 et 4) V. Appendice.



Tout ceci n'est-il pas de nature à donner raison à ma thèse sur le blason ; n'est-il pas évident que la fantaisie régnait en souveraine dans la pratique de l'héraldique, et si je regrette d'avoir trop longuement discuté ce détail à propos de l'une des statues de Bayeux, je confesse que je m'y suis laissé entraîner par l'amour de la recherche de la vérité, et j'ajoute que je suis convaincu qu'un archéologue qui étudierait le blason avec la critique scrupuleuse que l'on réserve à d'autres études, à la vérité plus importantes, y ferait de curieuses et d'intéressantes découvertes, et en tout cas rectifierait bien des erreurs qui ne se sont accréditées que parce que les érudits ont généralement dédaigné la science héraldique.

En ce qui touche spécialement la question de la cordelière, je voudrais avoir le loisir de la traiter complètement ; pour le moment, je me contente d'avoir exprimé des doutes qui mèneront peut-être un jour sur la voie de la vérité.

Malgré les développements que j'ai donnés à cette discussion, je ne puis la clore sans m'élever contre la singulière interprétation donnée par le P. Ménestrier à la devise de Louise de La Tour. Même en admettant que la veuve du seigneur de Couches ait adopté la cordelière pour indiquer son état de veuvage, ce que rend très douteux la présence de ce symbole autour de l'écusson de son mari, je ne comprends pas comment un religieux a pu parler aussi irrévérencieusement du mariage. « *La cordelière pour les veuves signifie qu'elles ont le corps délié et qu'elles sont devenues*

« *libres.* » Quoi ! la cordelière pour les veuves aurait été un symbole d'affranchissement, comme le bonnet de la liberté pour les esclaves à Rome ! Le mariage, c'est-à-dire un sacrement de l'Église, à une époque de foi ardente, serait un esclavage et sa dissolution un bienfait ! *J'ay le corps délié* ; ce n'est pas, ce ne peut être un cri de délivrance.

Par ces paroles, la dame de Couches exhale ses regrets d'avoir vu délier les liens qui l'attachaient tendrement à son mari, mort glorieusement les armes à la main, comme il convenait à un haut baron, à un prince de sang royal. Ainsi comprise, la devise *J'ay le corps délié* pouvait à la rigueur s'appliquer au défunt comme à sa veuve ; autrement, on ne comprendrait pas, je l'ai déjà laissé entendre, qu'on l'eût brodée autour des armoiries du sire de Couches. En en faisant un misérable jeu de mots, quelque maladroit *escripvain* l'a rendue obscure, et le Père Ménéstrier, en commentant ce jeu de mots, a dénaturé la pensée de la noble veuve, à moins que sa plume n'ait trahi celle du héraldiste lui-même.

Passons à l'effigie de Jacques ANDRÉ.

Le sieur de Sainte-Croix est représenté comme sa femme, les mains jointes, couché sur sa tombe, la tête appuyée sur un coussin orné de glands ; il est en costume d'homme de guerre, l'épée au côté, avec écharpe, cuissards, bottes, etc. A ses côtés sont placés son casque empanaché, et, à ses pieds, ses gantelets.

Jacques ANDRÉ est presque chauve ; il porte moustaches et barbe, celle-ci en pointe.

Son épitaphe occupe deux lignes, comme celle de sa femme ; elle est ainsi conçue :

CY GIST IACQUES ANDRE VIVANT ESGVIER S<sup>r</sup> DE S<sup>te</sup> CROIX  
PATRON DE CETTE CHAPELLE LEQUEL DE

GEDA LE 28<sup>me</sup> IOVR DE IANVIER 1637 PRIEZ DIEV POUR  
SON AME.

L'écusson des armes de Jacques ANDRÉ, comme celui de sa femme, est placé derrière sa tête. Plusieurs armoriaux le blasonnent ainsi : *de sinople à une fasce d'or, accompagnée en chef de deux flanchis, et en pointe d'une molette d'éperon du même.*

Ce sont des armes parlantes, mais qui ne parlent guère, si l'on ne donne pas aux *flanchis* ou *petits sautoirs* le nom plus simple de *croix de St-André*, qui leur convient également. Du reste, la plupart des familles ANDRÉ que l'on rencontre dans les armoriaux normands ou autres, portent des croix de Saint-André dans leur blason.

Les notes remises à M. Ed. Lambert ne suffisent pas à établir avec quelque sécurité l'histoire des ANDRÉ de Sainte-Croix et du Homme. On y voit cependant que Jacques ANDRÉ, sorti d'une famille de finance et de robe, porta les armes sous Henri IV, comme l'avait fait avant lui un de ses ancêtres sous Charles IX et comme le firent plus tard, sous Louis XIV et Louis XV, plusieurs de ses descendants. J'y vois aussi que le fief de Ste-Croix, mentionné dans l'épitaphe de Jacques ANDRÉ, était situé à St-Vigor, dans la banlieue de Bayeux, sur la rivière d'Aure, au Pont-Trubert. A ce bref résumé

généalogique, j'ajouterai qu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, il existait à Caen un magistrat du nom d'ANDRÉ qui doit être l'un des ancêtres de Jacques ANDRÉ. Je veux parler de Pierre ANDRÉ, écuyer, licencié en droit, lieutenant-général au bailliage de Caen. Je ne sais de la vie de ce personnage, de sa carrière de magistrat, qu'un fait, mais qui suffira à faire répéter son nom toutes les fois que l'on traitera de l'histoire des descendants de Jacques d'Arc et d'Isabelle Romée, père et mère de Jeanne d'Arc.

C'est ce Pierre ANDRÉ qui, en qualité de lieutenant-général au bailliage de Caen, reçut les dépositions des témoins cités dans l'enquête ouverte dans cette ville, le 13 janvier 1551, pour examiner la valeur des prétentions de la famille *Le Fournier* à être reconnue comme appartenant à la lignée collatérale de Jeanne d'Arc. On peut consulter à ce sujet le chapitre intitulé : *De la noblesse de Jeanne Day ou Darc, pucelle d'Orléans, dite du Lis*, dans le *Traité de la Noblesse*, etc., de G. André de La Roque (1), et aussi l'étude de M. Boucher de Molandon, intitulée : *La famille de Jeanne d'Arc* (2).

A la vérité, ce Pierre ANDRÉ est omis dans les notes remises à Ed. Lambert ; mais c'est sans doute parce que ce qui le concerne ne s'est pas retrouvé dans les débris de la généalogie des ANDRÉ arrachés aux ravages du temps et des révolutions, car, quelle est la famille qui ne serait heureuse de voir l'un des siens mêlé, même indirectement, à l'histoire de la sainte héroïne.

(1 et 2) V. Appendice.

J'arrive au sculpteur à qui l'on doit la statue funéraire de Marie Davot, et aussi très probablement celle de son mari. L'effigie de Jacques ANDRÉ est, en effet, comme celle de sa femme, en pierre de Caen ; elle est du même style, du même travail, et je vais jusqu'à penser qu'elle fut commandée à l'avance par le sieur de Sainte-Croix et même exécutée avant sa mort.

A l'appui de cette hypothèse, on fera remarquer que l'épithaphe de Marie Davot est fort bien gravée, tandis que celle de Jacques ANDRÉ l'est grossièrement, circonstance qui pourrait faire supposer qu'elle le fut par un ouvrier maladroit, nécessairement après la mort du personnage effigé, et peut-être après celle du sculpteur lui-même. Le marché conservé dans la bibliothèque de Bayeux nous apprend que Pierre Lefaye était domicilié à Caen, en 1628, mais ne nous dit pas qu'il soit né dans cette ville ; toutefois, me trouvera-t-on trop hardi si je propose l'inscription de son nom dans le catalogue des artistes normands ? J'espère, Messieurs, que vous vous ferez complices de ma hardiesse ; selon toute probabilité, Pierre Lefaye était Normand ; ce n'était pas un homme de génie comparable à P. Puget qui venait de se révéler lorsque Lefaye exécutait la *sépulture* de Marie Davot ; mais c'était un habile homme, un artiste sincère et consciencieux de la vieille école française dont nous commençons enfin à rechercher et à faire connaître les œuvres trop longtemps négligées. Un savant qu'il faut toujours citer, particulièrement lorsqu'il s'agit de l'art normand, Arcisse de Caumont, qui paraît n'avoir pas eu connais-

sance du marché dont je viens de donner lecture, n'a pu parler de Pierre Lefaye ; mais il n'a pas oublié les statues du Musée de Bayeux, et il en parle avec éloges dans sa *Statistique monumentale du Calvados*. A la page 502 du t. III publié en 1857, de cet important ouvrage, Arcisse de Caumont s'exprime ainsi au sujet de nos deux statues : « Ces effigies tumulaires, d'une très belle « exécution, sont parfaitement conservées. » L'article, forcément très bref, qu'il leur a consacré, se termine ainsi : « Les armoiries de ces personnes sont sculptées en dehors, vers la tête, et « placées dans des cartouches d'une grande élégance. »

On ne saurait mieux dire, et je m'autorise de ce jugement pour demander qu'on fasse à Pierre Lefaye, dans les fastes de l'art français, la place qui lui a été refusée comme à tant d'autres de ses pareils.

Peut-on espérer que la description détaillée de deux de ses œuvres et leur reproduction amèneront quelque jour la découverte de documents qui complèteraient le peu que nous savons sur lui, et nous révéleraient l'existence d'autres œuvres sorties de son ciseau ? Ce n'est pas impossible ; cette année, au mois de juillet, l'un de vos directeurs, M. le marquis de Chennevières, l'auteur de l'excellent livre sur les *Artistes provinciaux* par lequel, l'un des premiers, il ouvrit la campagne à laquelle je viens de faire allusion, commençait dans la *Revue de l'art français ancien et moderne* la publication de notes anciennement recueillies en vue d'un

travail sur l'histoire de l'art dans sa chère Normandie. Ces notes ont fait sortir du néant bien des figures et bien des œuvres intéressantes ; à la vérité, j'y ai cherché vainement le nom de notre sculpteur, mais M. de Chennevières a-t-il épuisé tous ses portefeuilles ?

Même après ces deux moissons, il peut y avoir encore à glaner. L'avouerai-je ? Un moment j'ai cru lire le nom de notre sculpteur dans le numéro d'août de cette *Revue de l'art français ancien et moderne*. Illusion : c'était le nom d'un certain *Lafaye*, ou *Champagne-Lafaye* ; et il s'agissait d'un peintre ! Et cependant, *Lafaye* est bien voisin de *Lefaye* ; au XVII<sup>e</sup> siècle, l'orthographe des noms propres était fantaisiste ; serait-il donc impossible que ce peintre fût de la famille de notre sculpteur ?

Je n'insiste pas sur ce rapprochement ; je ne le présente que parce qu'il peut mettre quelque chercheur sur une piste inaperçue, et aussi pour montrer que je n'ai rien négligé pour préparer la biographie de Pierre Lefaye. Dès à présent, et quoiqu'il arrive de mes espérances, le marché de 1628 doit faire inscrire à une place d'honneur, sur la liste de nos artistes provinciaux, le nom de l'auteur des deux statues de Bayeux, lesquelles, je n'hésite pas à le dire, feraient très bonne figure partout. J'ajoute que, si riche que soit le Louvre, et bien que ses galeries renferment beaucoup d'œuvres admirables de nos artistes, il n'en possède pas assez pour qui voudrait approfondir l'histoire de la sculpture française ; son musée n'est pas, ne peut pas être à Paris ; il n'est nulle part, et il est partout. C'est-à-dire qu'il faut le

chercher dans toutes nos provinces. Il importe donc de signaler ceux des monuments de cette branche glorieuse de l'art français qui subsistent encore dans les églises, dans les châteaux, dans les musées des départements et jusque dans les collections privées. C'est pour contribuer pour ma modeste part à cette entreprise, qui d'ailleurs est en bonne voie, que j'avais à cœur de vous parler de Pierre Lefaye. Deux de ses œuvres vont être connues du public par les soins de la *Société des Antiquaires de Normandie* ; désormais, son nom oublié figurera dans les écrits qui embrasseront l'histoire générale de l'art français.

Permettez-moi de me féliciter, Messieurs, d'avoir pu commencer ainsi à m'acquitter de la dette que j'ai contractée envers votre illustre Compagnie et envers la ville de Caen où je reçois un accueil si flatteusement cordial.

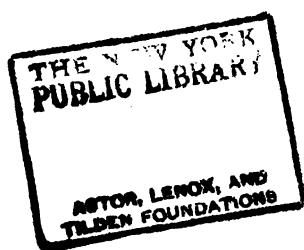
Messieurs, au moment de quitter cette noble et savante cité, non sans l'espoir d'y revenir pour admirer encore une fois ses monuments, pour serrer de nouveau les mains des hommes distingués qui me font l'honneur de m'écouter, je voudrais savoir vous exprimer ma gratitude. Je ne l'essayerai pas ; je veux seulement dire publiquement, ainsi que je l'ai dit en particulier à plusieurs d'entre vous, que je n'oublierai jamais le séjour, trop court à mon gré, que je viens de faire dans le chef-lieu du Calvados et de cette *Société des Antiquaires de Normandie*, dont les fondateurs, l'abbé de La Rue, Arcisse de Caumont, Charles de Gerville, P.-A. Floquet, Édouard Lambert et tant d'autres, donnèrent une impulsion patriotique, aussi vive que féconde,



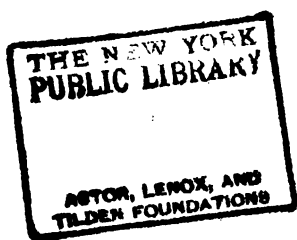
aux études archéologiques et historiques. Depuis ces temps héroïques de l'archéologie nationale, votre Compagnie s'est si vaillamment maintenue au rang élevé conquis dès ses débuts par ses illustres ancêtres, qu'il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire qu'à jamais elle restera digne de son glorieux passé.

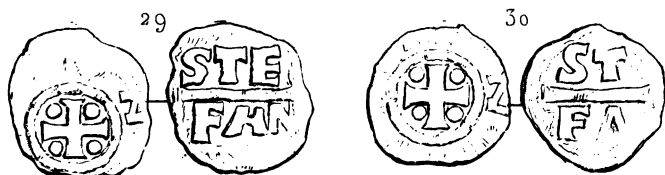
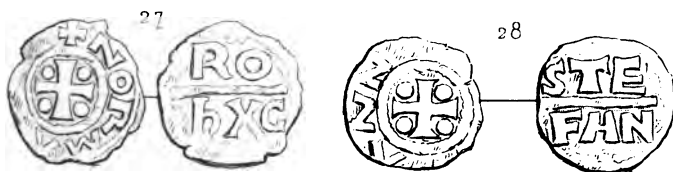
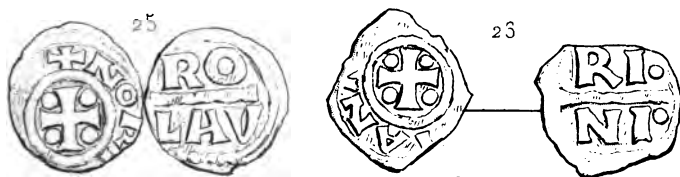
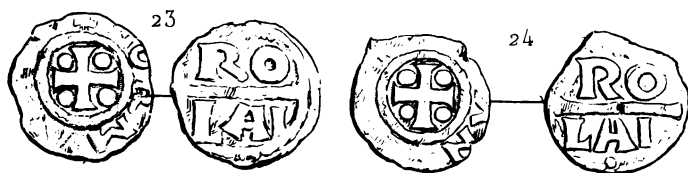
---

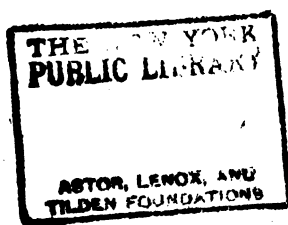














SÉPULTURE DE MARIE DAVOT, DAME DE SAINTE-CROIX.



THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATIONS



**SÉPULTURE DE J. ANDRÉ, SIEUR DE SAINTE-CROIX.**

**THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY**

**ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATIONS**

## APPENDICE

DESCRIPTION DES 30 DÈNIERS NORMANDS DE LA DÉCOUVERTE DE 1885

ACQUISE EN TOTALITÉ PAR LE CABINET DE FRANCE (1)

---

Pl. I. — N° 1.

† NORMANN.

Croix cantonnée de 4 besants (2).

R.

$\frac{NI}{GEL}$

(1) On trouvera parfois des différences entre mes lectures et ce qu'on déchiffrera sur nos planches ; il n'en faut pas accuser l'artiste à qui nous les devons. M. Dardel, dont tous les numismatistes connaissent et apprécient le talent et la scrupuleuse exactitude, a reproduit fidèlement ce que nous avons vu ensemble sur les originaux ; mais, lorsqu'après nouvel examen, il m'a semblé lire autrement, j'ai donné dans le texte mes dernières lectures. L'explication de ces tâtonnements, c'est la mauvaise conservation de nos monnaies et leur fabrication défectueuse. D'ailleurs, les divergences entre les planches et la présente description sont rares et de peu d'importance ; si j'en parle, c'est uniquement pour l'acquit de ma conscience. Ceux qui voudraient juger par eux-mêmes de l'exactitude de mes lectures le pourront facilement, les originaux étant tous au Cabinet des Médailles.

(2) Comme sur la face de nos deniers, la croix est toujours cantonnée de quatre besants, je ne répéterai pas cette indication.

Avant la lettre *n*, un point qui indique le commencement de la légende, mais il n'y en a pas après la lettre *i* où il séparerait en deux la légende. Traces d'une bordure ou encadrement de besants ou de perles, en un mot de points autres que ceux que je nomme séparatifs, et au sujet desquels je me suis expliqué dans le discours qui précède. Je reconnais les points que je nomme séparatifs, et je les distingue des besants ou perles, d'abord à leur place, puis à leur dimension qui est plus grande. Sur notre planche, après la lettre *i*, on voit une figure en forme de croissant; c'est un accident de frappe. Je suppose ici un seul nom, *Nigellus*? Poids : 89 centigr. (1).

2.

.....AN....

Croix.

R.

$\frac{NI}{GEL}$

Variante du n° 1. Poids : 60 centigr.

3.

† NORMAN.

Croix.

R.

$\frac{NI}{GO.}$

Point séparatif avant la lettre *n* et après l'*i*. Je

(1) Je ne restitue ces noms de monétaires que sous toutes réserves et ne tiens pour certaine que la lecture *Stephanus* des n° 28, 29 et 30.

suppose ici deux noms comme Nigellus (?) et Go-  
fridus (?) Traces de la bordure de perles. Poids :  
85 centigr.

4.

† · NORMAN

Croix.

R.

$$\frac{NI}{GO}$$

Vestiges d'une bordure de perles et points sépa-  
ratifs entre les deux lignes. Variante du n° 3.  
Poids : 80 centigr.

5.

† ...MAN.

Croix.

R.

$$\frac{NI}{IO}$$

Points séparatifs entre NI et IO. Il y a sans doute  
ici deux noms, commençant l'un par NI, et l'autre  
par IO. ( Nigellus ? Iohannes ? ) Poids : 82 centigr.

6.

...AN.

Croix.

R.

$$\frac{AN}{DRO.}$$

On ne distingue ici ni points séparatifs, ni traces  
de bordure de perles ; mais cela paraît dépendre du

mauvais état de la pièce. On ne peut donc dire s'il faut lire deux noms ou un seul. (Andreas ? Drogo ?)  
Poids : 70 centigr.

7.

.....

Croix.

R.  $\frac{E}{I}$  et peut-être c (?)  
peut-être un  $\frac{E}{I}$  (?)

Ce revers est si mal venu que je n'en propose pas de lecture. Je vois un point avant la lettre E de la première ligne et un autre au commencement de la deuxième. Poids : 79 centigr.

8.

† NORMA.

Croix.

R.  $\frac{GA}{FI.}$

Ce revers est fort mal venu ; je vois des traces d'une bordure de perles, mais pas de points séparatifs. Je ne réponds pas de la lecture de la lettre I. Y a-t-il un ou deux noms ? Poids : 81 centigr.

9.

† NOR...

Croix.

R.  $\frac{GO}{DE.}$

Je ne vois ni points séparatifs, ni traces de la bor-

dure de perles. Faut-il lire *godericus*, ou deux noms commençant par *Go* et par *De*, comme Godofridus, Gofridus et Desiderius ? Poids : 81 centigr.

Pl. II. — N° 10.

† NORMA...

Croix.

R.

$$\frac{GO}{FA}$$

Je ne vois pas de points séparatifs, mais la pièce est trop mal venue ou trop mal conservée pour qu'on puisse affirmer qu'il n'y en a pas. On ne distingue pas non plus de vestiges de la bordure de perles. Il y a sans doute ici deux noms en abrégé. Poids : 75 centigr.

11.

.....

R.

$$\frac{GO}{RA.}$$

Points séparatifs peu distincts, mais visibles, avant la lettre *g* et avant la lettre *r*. Je suppose ici deux noms, comme Godofridus, ou Gofridus et *radulphus* (?) Poids : 75 centigr.

12.

† ...ORM.

Croix.

R.

$$\frac{IO}{VER.}$$

Traces de bordure de perles. Point séparatif après



10. Je suppose ici deux noms, *iohannes* (?) et *VER...*  
*Veranus* (?). Poids : 75 centigr.

13.

† ...N.

Croix.

R.

$$\frac{10}{\text{VER.}}$$

Le mauvais état de cette variante du n° 12 ne laisse voir que de faibles traces de la bordure de perles et peut-être un point avant *io* (voir n° 12). Poids : 75 centigr.

14.

† NORMANN.

Croix.

R.

$$\frac{\text{HE}}{\text{NR}}$$

Bien que la lettre *n* ne soit pas très distincte, il paraît difficile de lire ici autre chose que les deux premières syllabes de *Henricus* ; cependant, d'une part, la lettre *n* est figurée tout autrement que sur les n°s 15 et 16 ; de l'autre, je crois voir un point entre l'*e* et l'*n*, mais j'ai montré dans le discours que les points séparatifs n'étaient pas toujours placés comme ils devraient l'être. Poids : 65 centigr.

15.

† NOR...

Croix.

R.

$$\frac{\text{HV}}{\text{GO}}$$

La quatrième lettre est si mal venue qu'on n'ose pas affirmer que ce soit un o ; ce pourrait être un v comme au n° 16. Je ne vois pas ici de points séparatifs, mais après la lettre v de la première ligne, il existe un tiret peut-être destiné à en tenir lieu ; aussi, faut-il peut-être lire, non pas hvgo, comme on en serait tenté, mais deux noms commençant l'un par hv et l'autre par ev. Traces de bordure de perles. Poids : 75 centigr.

16.

† NORMANN:

Croix.

R.

$$\frac{HVI}{GV.}$$

Cette légende est tellement mal venue que je n'ose pas garantir ma leçon. Je vois des traces de la bordure de perles, mais pas de points séparatifs. Poids : 80 centigr.

17.

† ...NN.

Croix.

R.

$$\frac{RA}{BO}$$

Pas de points séparatifs visibles ; traces de la bordure de perles. Faut-il supposer un ou deux noms propres ? Poids : 85 centigr.

18.

† ...ANN.

Croix.

R.

$$\frac{RA}{BO.}$$

Variante du n° 17. Traces de la bordure de perles ; un point après BO et peut-être avant le B ? Dans ce cas, il y aurait deux noms propres. Poids : 85 cent.

19.

† ...NN.

Croix.

R.

$$\frac{RA}{DVL}$$

Pas de points séparatifs ; je suppose un seul nom propre, *Radulphus*. Traces d'encadrement de perles. Poids : 72 centigr.

20.

† N...

Croix.

R.

$$\frac{RA}{DVL}$$

Variante du n° 19. Pas de points séparatifs ; traces d'encadrement de perles. Très difficile à lire. Poids : 75 centigr.

Pl. III. — N° 21.

† ...N.

Croix.

R.

$\frac{RO}{GE}$

Traces d'une bordure de perles. Un point au commencement de la légende, mais pas de points séparatifs ; c'est sans doute un seul nom propre, *ROGERIUS* (?) Poids : 81 centigr.

22.

† .....

Croix.

R.

$\frac{RO}{SA.}$

Il semble qu'il y a un point entre les deux syllabes, avant la lettre s ; en ce cas, il faudrait voir ici deux noms, commençant l'un par ro, l'autre par sa. Traces d'une bordure de perles. Poids : 82 centigr.

23.

† NORMA...

Croix.

R.

$\frac{RO}{LAI}$

Je ne vois pas ici de points séparatifs, et, par conséquent, je pencherais à ne lire qu'un seul nom ; mais ce point peut avoir disparu et j'ajoute que je

suis disposé à croire que la dernière lettre de la seconde ligne n'est pas un r, comme on pourrait le croire, mais un v incomplètement venu ; dans ce cas, il faudrait lire deux noms dont le dernier serait *LAVrentius* (V. n° 25). Le premier serait Rogerius ? Rolandus ? etc. Traces de la bordure de perles. Poids : 75 centigr.

24.

† ...AN.

Croix.

R.

$$\frac{RO}{LA.}$$

Traces d'un encadrement de perles. Après LA, y a-t-il un point ou un v ? Cette pièce pourrait bien n'être qu'une variante des n°s 23 et 25. Poids : 75 centigr.

25.

† NOR.

Croix.

R.

$$\frac{RO}{LAV.}$$

Traces de la bordure de perles. Je crois distinguer un point séparatif entre les deux syllabes, et d'ailleurs, même sans cette circonstance, je supposerais ici deux noms, l'un commençant par la syllabe ro et le second par LAV, *Laurentius* ? (V. n° 23). Poids : 82 centigr.

26.

† ...AN.

Croix.

R.

$$\frac{RI}{NI.}$$

Je vois des points séparatifs à la fin de chacune des deux lignes ; il y aurait donc ici deux noms propres, l'un commençant par RI, l'autre par NI. Pas de traces de la bordure de perles. Poids : 79 centigr.

27.

† NORMA.

Croix.

R.

$$\frac{RO}{HXC.}$$

Pas de points séparatifs distincts. Il y a sans doute ici deux noms : 1° ro pour *Rogerus*, *Robertus*, *Rolandus* (?) Quant au second nom, les lettres sont si mal formées et si mal venues qu'on n'ose pas en proposer de lecture. Il semble que la seconde commence par une n semblable à celle qui paraît sur les nos 15 et 16, mais non à celle du n° 14 ; la deuxième lettre est indistincte ; est-ce un x ou un v ? La troisième paraît être un c. Poids : 79 centigr.

28.

† ...ANN.

Croix.

R.

$$\frac{STE}{FAN.}$$

Pas de points séparatifs ; ici, il y a certainement un seul nom, *Stephanus*, comme plus loin aux n<sup>os</sup> 29 et 30. Traces d'une bordure de perles. Poids : 79 centigr.

29.

† ...N.

Croix.

R.

STE  
FAN.

Traces d'une bordure de perles. Pas de points séparatifs. Variante des n<sup>os</sup> 28 et 30. Poids : 81 cent.

30.

† ...N..

Croix.

R.

ST...  
FAN.

Variante mal frappée des n<sup>os</sup> 28 et 29. Poids : 79 centigr.

---

## NOTES

---

Page 185 : N° 1. — Sur la trouvaille de Pacý-sur-Eure, voir *Revue Numismatique*, t. I, 1836, p. 123, 212, 283, 300, 427 ; t. II, p. 57 ; t. III, p. 378 ; t. XIV, p. 40, etc. Il faut aussi lire une plaquette de 11 pages in-8° sans date, mais qui doit avoir paru en 1835, et est intitulée : *Monnaies des ducs de Normandie*. C'est une défense de l'authenticité de la trouvaille de Pacý-sur-Eure, signée d'un nom qui, alors obscur, est devenu célèbre.

N° 2. — *Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie* (1886, mars-avril, V. p. 138).

P. 186 : N° 1. — Ce mémoire a paru dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (V. 2° série, 1848-1849, t. V, p. 173 à 210 et 257 à 289 ; 3° série, t. I, années 1849-1850, p. 400 à 451, et t. III, p. 97 à 135).

N° 2. — Publiées d'abord dans la *Revue numismatique* en 1842-1843 et 1846, les *Lettres sur l'histoire monétaire de la Normandie et du Perche* de M. Lecointre-Dupont ont reparu en un volume in-8°, en 1846, avec de notables augmentations. C'est cette seconde édition que je citerai.

P. 189 : N° 1. — Voyez pl. LXIX, n° 7, 8 et 9, et p. 183 du t. I<sup>er</sup>.

P. 190 : N° 1. — *Revue Numismatique* (t. VIII, p. 56, pl. V, n° 1). L'article est intitulé : *Monnaies normandes*.

N° 2. — *Considérations historiques et artistiques sur les monnaies de France* (V. p. 82).

P. 191 : N° 1. — *Lettres*, etc. (V. p. 28).

N° 2. — *Ibid.*

P. 193 : N° 1. — Dans un écrit intitulé : *Examen des lettres de M. Lecointre-Dupont sur l'histoire monétaire de la Normandie*



(V. *Précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen*, année 1847, p. 337).

N° 2. — Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France* (V. t. I, p. 23).

P. 196 : N° 1. — Poey d'Avant, *Mon. féod. de France*, t. I, p. 21, n° 110 ; pl. III, n° 17.

N° 2. — *Ibid.*, n° 112 ; pl. III, n° 19.

N° 3. — *Ibid.*, n° 113 ; pl. III, n° 20.

N° 4. — P. 22, n° 114 ; pl. III, n° 25.

N° 5. — « On sait que nos ducs prenaient indifféremment les titres de duc, comte, marquis, prince et consul. » (Voyez *Des revenus publics en Normandie au XII<sup>e</sup> siècle*, par M. Léopold Delisle, p. 41 du tirage à part, note 1.)

P. 197 : N° 1. — Voyez Gaillard, *Recherches sur les monnaies des comtes de Flandre*, p. 17.

N° 2. — Poey d'Avant (t. I, p. 24, n° 118 ; pl. IV, n° 4).

N° 3. — *Ibid.* (N° 117 ; pl. IV, n° 3).

N° 4. — *Ibid.* (N° 119 ; pl. IV, n° 5).

P. 198 : N° 1. — « Domenico Promis. *Monete dei romani pontefici avanti il mille.* » M. Lecoindre-Dupont, je le vois tardivement, n'accepterait pas cette hypothèse ; il y a cependant pensé (V. *Lettres*, p. 3).

N° 2. — H. Morin, *Numismatique féodale du Dauphiné* (V. p. 5 et 6). V. aussi Poey d'Avant, articles de Beauvais et de Laon. (T. III, p. 320 et 352.)

P. 200 : N° 1. — Caron (*Monnaies féodales*, p. 13).

P. 202 : N° 1. — On s'étonnera peut-être de ne pas rencontrer ici le mot *avers* qui s'est introduit depuis environ trente ans dans la langue des amateurs de numismatique. C'est à dessein : avec plusieurs numismatistes, tels que Charles Lenormant, Adrien de Longpérier, René Chalon et d'autres qui sont encore de ce monde, je repousse ce terme auquel on veut donner le sens de *côté principal* des monnaies et des médailles, et si j'en parle ici, c'est qu'avec surprise, je le vois accepté par Littré, qui lui a donné place dans le supplément de son dictionnaire.

A la vérité, le grand lexicographe ne s'appuie que sur un article du *Journal officiel*, dont l'autorité, hors de la partie officielle, est aussi contestable que celle de n'importe quelle feuille publique. Le latin *aversus* signifiant *revers*, on ne comprend pas comment *avers* peut signifier *face*. J'aime mieux, pour désigner le côté principal d'une monnaie, dire le droit, le côté face, ou même simplement face, alors même qu'il n'y a pas de tête sur la pièce à décrire, attendu que le mot *face*, réprouvé par quelques-uns sous prétexte qu'il serait impropre lorsqu'il s'agit de pièces sans effigie, ne l'est nullement. (Voyez chez le même Littré, au mot *face*, les § 9 et 10.)

N° 2. — Je n'oublie pas que sous Charles le Chauve, la croix est placée au revers des deniers, ainsi que l'ordonne l'édit de Pitres (V. l'article XI, à la page 31 de l'ouvrage de feu E. Gariel : *Les monnaies royales de France sous la race carolingienne*). Là, M. Anatole de Barthélemy a réédité ce texte précieux avec un recueil de chartes et d'ordonnances de l'époque carolingienne relatives aux monnaies; mais on sait que la prescription impériale ne fut pas longtemps observée. Dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle, on voit la croix alterner sur les monnaies avec le monogramme du roi ou de l'empereur, et même parfois en occuper les deux côtés. En conséquence, je suis persuadé que sur nos monnaies, le côté principal est celui de la croix.

P. 203 : N° 1. — *Lettres*, etc., p. 18, 19, 20, 21 et 22.

N° 2. — Poey d'Avant, t. I, p. 17, 18, 27 et 32.

P. 208 : N° 1. — *Lettres*, etc., p. 9.

P. 209. (Voyez le chapitre intitulé *Monnayage*, p. 103 à 107, t. III de la 3<sup>e</sup> série de la *Bibliothèque de l'École des chartes*).

P. 211 : N° 1. — L. Delisle, *Des revenus publics*, etc. (V. p. 26 et note 1 du tirage à part).

N° 2. — *Catalogue of english coins in the British Museum* : by Ch. F. Keary, edited by R. Stuart Poole (V. p. 67, I).

N° 3. — Hawkins, *The silver coins of England*, 2<sup>e</sup> édit. with additions by R. LI. Kenyon, p. 199.

P. 212 : N° 1. — Ruding, *Annals of the coinage of Great Britain*,

3<sup>e</sup> édit., t. II, p. 326 ; pl. XXII, n<sup>o</sup> 2, et pl. XXIV, n<sup>o</sup> 7. On citerait d'autres signatures d'artistes, mais, comme celle-ci, celles-là ne figurent sur certaines monnaies, qui souvent sont des essais, qu'en raison de leur beauté au point de vue de l'art et de la fabrication. En ce qui concerne la signature de Marc Béchet, il suffira de renvoyer au *Trésor de numismatique et de glyptique*, où sont décrites les pièces à ses initiales dans *l'Histoire par les monuments de l'art monétaire chez les modernes*, p. 17 et pl. VIII, n<sup>o</sup> 1 ; p. 18 et pl. VIII, n<sup>o</sup> 13, et p. 19, pl. IX, n<sup>o</sup> 3. Dans ce travail, j'ai compris des monnaies de Louis XIII signées par N. Briot (V. p. 26, pl. XIV, n<sup>o</sup> 8). Il est à peine nécessaire de rappeler que, plus tard, à l'époque de la Révolution française, et depuis, les artistes prirent l'habitude de signer les monnaies.

N<sup>o</sup> 2. — Pour l'Écosse, voyez : 1<sup>o</sup> *Records of the coinage of Scotland*, collected by R. W. Cochran-Patrick of Woodside, t. I, p. XIV, XV et XVI ; 2<sup>o</sup> *A catalogue of English coins in the British Museum anglo-saxon series*, vol. I, 1887 (General index, V<sup>o</sup> Moneyer) ; 3<sup>o</sup> Ruding. *Annals of the coinage of Great-Britain*, 3<sup>e</sup> édit. (General index, p. 512, V<sup>o</sup> Moneyers).

— Pour l'Allemagne : Dannenberg. *Die deutschen münzen der Sächsischen und fränkischen Kaiserheit*, 1876 (V. p. 31 et 179, et pl. XIX, 432).

— Pour la Flandre : Gaillard. *Recherches sur les monnaies des comtes de Flandre* (V. p. 37 le chapitre *Monétaires*, et aussi p. 32, et pl. IV, 24).

P. 214 : N<sup>o</sup> 1. — Ce n'est pas seulement en Normandie que l'on rencontre des monnaies féodales sans nom de seigneur, j'aurais dû le dire plus tôt ; on trouverait des analogies à ce qui étonne dans la trouvaille de 1885 en parcourant le grand ouvrage de Poey d'Avant ; mais, je le redirai, c'est la présence de noms de monétaires sur des monnaies sans le nom du seigneur à l'époque à laquelle nous les attribuons, qui rend celles que nous publions particulièrement remarquables.

P. 215 : N<sup>o</sup> 1. — *Revue Numismatique*, 1843, p. 52.

N<sup>o</sup> 2. — Poey d'Avant, t. I, p. 18.

P. 223. — Ce contrat de mariage avait été communiqué à M. Ed. Lambert, qui en avait fait un extrait dont il voulut bien me donner connaissance.

P. 225 : N° 1. — Ces dessins sont dus à M. Clovis Corbin.

P. 229 : N° 1. — Au XVI<sup>e</sup> siècle déjà, Montaigne, parlant du blason, ne disait-il pas ? « Il n'est chose où il se rencontre plus « de mutation et de confusion » (*Essais*, l. XLVI).

N° 2. — *La Science héroïque*, par Marc Vulson de La Colombière (un vol., f° 1644, et 2<sup>e</sup> édit. 1669).

N° 3. — Avant de livrer ce discours à l'impression, je l'ai revu attentivement, afin de le rendre plus digne de l'illustre Compagnie pour laquelle il a été écrit. Au cours de cette révision et des nouvelles recherches auxquelles elle m'a conduit, j'ai rencontré le *Dictionnaire héraldique* de M. Charles de Grandmaison, publié dans l'*Encyclopédie théologique* de l'abbé Migne. C'est avec plaisir que j'ai reconnu que mes idées au sujet de la cordelière ne seraient pas contestées par l'auteur de cet ouvrage. Cependant, je ne retrancherai rien à mon argumentation, attendu que M. de Grandmaison, resserré dans d'étroites limites, n'a pu exposer ses théories qu'en peu de mots, et sans les étayer d'exemples suffisants, comme l'aurait fait facilement un archéologue érudit et fin critique comme lui, s'il avait disposé de plus d'espace. Je dois aussi déclarer que, dans cette révision, je me suis aperçu que le P. Ménestrier avait professé un jour à peu près la même opinion que moi, à propos de la cordelière, dans un de ses livres de blason que je n'avais pas ouvert, ce que comprendront ceux qui savent combien il en a publiés sur ce sujet qui se répètent lorsqu'ils ne se contredisent pas, et qui ont été édités sous des titres différenciés à dessein, tant et si bien que l'on peut défilier les plus patients bibliographes de se reconnaître à travers les obscurités voulues de ces innombrables transformations. On ne lira pas sans profit sur les éditions diverses du P. Ménestrier les *Recherches sur sa vie et ses œuvres*, de M. Allut. Dans cet ouvrage, publié en 1858, l'auteur cite un passage dans lequel le fécond jésuite se plaint des libraires qui, de leur chef, modifiaient ses livres sans l'en avertir. C'est du moins ce qu'il

déclare. En somme, selon moi, il ne faut pas considérer le P. Ménestrier comme un témoin toujours digne de foi ; mais on peut lui demander des renseignements, sauf à les contrôler. Du reste, que l'on ne pense pas que je sois le premier à m'élever contre l'autorité du célèbre héraldiste. Par un heureux hasard, en ouvrant celui de ses ouvrages auquel je viens de faire allusion, *l'Origine des ornements extérieurs des armoiries* (édition de 1680), je m'aperçus que l'exemplaire de la Bibliothèque nationale que j'avais entre les mains provenait de celle de Charles d'Hozier, à qui il avait été donné le 9 août 1681 par l'auteur. Cet acte de prudente courtoisie n'a heureusement pas empêché le généalogiste en titre d'office, d'écrire sur les marges de ce volume quelques notes dont la dureté surprendra peut-être, mais qui sont généralement fondées. Charles d'Hozier est peut-être injuste, lorsqu'en marge de *l'Épître dédicatoire*, à propos d'un passage où le P. Ménestrier parle de la charge de chancelier, il s'écrie : « Quelle impudente flatterie ! » croyant ou feignant de croire que l'auteur attribue la naissance la plus noble au chancelier Le Tellier, dont « le grand-père avait été « notaire, puis conseiller au Châtelet. » Ce n'est pas ainsi, je crois, qu'il faut comprendre ce passage, équivoque d'ailleurs ; le Père Ménestrier était incapable d'une aussi grossière maladresse ; mais Ch. d'Hozier n'est que juste, lorsqu'il blâme les louanges excessives dont l'auteur de cette épître dédicatoire accable le chancelier Michel Le Tellier et ses fils, le marquis de Louvois et l'archevêque de Reims, et le critique est à peine assez sévère, lorsque dans une note écrite au bas de la dernière page de la *préface*, où ayant trouvé assez de blanc pour se livrer à son indignation, il dit : « Parmi quelques bonnes « choses et quelques curieuses remarques qu'il y a dans ce « volume, tout y est tellement mêlé de bon et de mauvais, tout « y est confondu si indistinctement, qu'il faudrait un autre « volume aussi gros que celui-ci pour y faire remarquer autant « de fautes, de méprises, d'ignorances, de flatteries indignes « (à la) faveur, exemples pris de petites familles et populaires « qu'il a (ici, un mot illisible pour moi) pêle-mesle avec tout le « reste. Tous les autres ouvrages de ce jésuite sont à peu près « du même prix en ce genre. »

Tout en faisant la part de la jalousie causée par les succès de librairie du P. Ménestrier, et aussi celle de l'esprit de parti qui perce dans ces mots *ce jésuite*, sentiments qui ont pu aigrir Ch. d'Hozier, ses reproches sont justes, et ce qui achèvera de ruiner la confiance que l'on a trop facilement accordée aux ouvrages de *ce jésuite*, c'est la lecture de la note écrasante de la page 310. Là, Ménestrier rapporte *in extenso* des lettres patentes par lesquelles le roi Charles VII aurait donné, en 1424, à Arnaud Guilhem de Barbazan, la permission « de « porter le titre et le nom de *chevalier sans reproche*, comme « aussi de porter, lui et ses descendants de la maison de Bar- « bazan de Podoas (*sic*, pour *Faudoas*), les trois fleurs de lis « sans barre dans leurs armes. »

Avec toute raison, Ch. d'Hozier s'exprime en ces termes à ce sujet : « Cette concession ridicule, absurde et impertinente, est « insoutenable et fausse dans toutes ses parties, le stile qui n'a « nul rapport au temps, etc., etc. » Évidemment, cette concession a été forgée de toutes pièces, et, s'il est possible que Charles VII ait concédé les armes royales au sire de Barbazan, ce n'est point dans le style des lettres patentes citées par le P. Ménestrier que l'on eût fait parler le roi ; le plaisant, c'est qu'en parcourant la *Méthode du blason* du P. Ménestrier (édit. de 1750, p. 232), on remarquera que l'on n'y donne pas les fleurs de lis royales pour armes à la maison de Barbazan, mais bien la croix qui paraît d'ailleurs sur ses sceaux dans l'*Inventaire Clairambault* de Germain Demay, sous les n<sup>os</sup> 633, 634, 635 et 636. Sans s'arrêter à démontrer la fausseté de ce document, laquelle saute aux yeux, il n'est pas inutile de faire ressortir la légèreté du faussaire. Le roi, selon lui, concède au sire de Barbazan le droit de porter les fleurs de lis, en 1434. Or, le *chevalier sans reproche* avait été blessé mortellement, dès le 2 juillet 1431, à la bataille de Bulgnéville. Ce n'est pas tout, le roi parle de la maison de Barbazan de Faudoas, alors que c'est seulement après la mort du *chevalier sans reproche* que son neveu Beraud de Faudoas, ou selon quelques-uns Louis de Faudoas, ajouta le nom de Barbazan à celui qu'il tenait de ses pères. Il n'y a de conforme à l'histoire et à la vérité dans ce document, que les louanges données à la valeur

et aux talents de capitaine du sire de Barbazan, ainsi que la mention de son inhumation, par ordre du roi, dans l'église de l'abbaye royale de Saint-Denis (Voyez, Dom Félibien, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, p. 347, 555, 558 et 559). En résumé, on ne nie pas qu'il y ait à apprendre dans les livres sur le blason du Père Ménestrier, mais c'est à la condition de n'en user qu'avec la défiance salutaire qui, après tout, ne doit guère abandonner un esprit vraiment critique. Ce n'est pas assez ; afin de montrer que je ne suis pas de parti pris l'adversaire du bon Père, et pour l'aider à obtenir le bénéfice de circonstances atténuantes, j'ajouterai, qu'indépendamment des curieuses recherches que Charles d'Hozier lui-même reconnaît dans ses livres de blason, on doit au laborieux écrivain un ouvrage estimable, l'*Histoire du roi Louis le Grand par les médailles*, etc., etc. C'est un volume in-folio avec de nombreuses planches, dont M. Joannis Guigard, dans sa *Bibliothèque héraldique de la France*, publiée en 1861, ne mentionne que deux éditions, l'une de 1689, l'autre de 1693, mais qui doit en avoir eu aussi au moins une troisième, en 1691 ; je vois celle-ci citée dans un catalogue de librairie allemand. J'ajouterai que si ma mémoire ne me trompe pas, l'histoire de Louis le Grand a eu les honneurs d'une contrefaçon en Hollande, avec addition de médailles injurieuses.

L'*Histoire de Louis le Grand par les médailles* contient des faits et des détails curieux, et il faut savoir gré à l'auteur d'avoir daigné, au XVII<sup>e</sup> siècle, nommer les artistes auxquels on doit les principales médailles décrites et reproduites par ses soins. Toutefois, même dans cet ouvrage, il y a des traces de la légèreté de l'auteur, qui semble avoir confié le soin de corriger ses épreuves à des subalternes. Dans ce livre, que je recommande néanmoins, le P. Ménestrier a écrit ou laissé écrire Hory le nom d'un graveur en médailles qui se lit nettement Aury sur ses œuvres (V. p. 55 de l'édit. de 1693). Ne venons-nous pas de rencontrer, dans sa transcription d'un prétendu document, le P. Ménestrier travestissant Fautoas en Podoas, et n'est-il pas au moins singulier que dans un de ses ouvrages, l'on puisse voir François I<sup>er</sup> épouser Anne de Bretagne ? (V. p. 243 du *Véritable art du blason*, édition de 1671, c'est-à-

dire donnée du vivant de l'auteur.) Les lecteurs de cette note me la pardonneront, je l'espère, ne serait-ce que parce qu'elle met en lumière le jugement inédit de Charles d'Hozier sur le Père Ménestrier. Ce jugement suffirait à justifier celui que j'ai porté moi-même sur sa victime, surtout à la page 231 du discours, et qui a pu paraître sévère. On en conviendra, je ne pouvais me dispenser de justifier mes reproches à l'aide des exemples probants rassemblés ici, et que j'aurais pu multiplier; encore moins pouvais-je ne pas saisir le secours inattendu que le hasard me fit rencontrer sur les marges de l'un des ouvrages du P. Ménestrier ?

P. 234 : N° 1. — *Remarques sur la langue françoise.* (Voyez au début de la préface, édition procurée par Thomas Corneille en 1698, pages 1 et 2 du tome I<sup>er</sup>).

N° 2. — *Inventaire des sceaux de la collection Clairambault à la Bibliothèque nationale*, par Germain Demay (t. I<sup>er</sup>, p. 401, n° 3,782).

P. 235 : N° 1. — Doüet d'Arcq. *Inventaire des sceaux des archives* (p. 289, n° 168). Ce sceau est figuré pl. XI, n° 2, dans le *Trésor de numismatique* ; voyez : *Sceaux des rois et reines de France*, texte, p. 12.

N° 2. — G. Demay. *Inventaire des sceaux Clairambault* (t. I, p. 20, n° 180).

N° 3. — *Trésor de numismatique. Sceaux des grands fondateurs de la couronne de France* (pl. XV, n° 6, et pl. XVI, n° 3 ; texte, p. 17).

Doüet d'Arcq. *Inventaire des sceaux des archives* (t. I, p. 340, n° 485 et n° 487).

P. 236 : N° 1. — Dans la liste des vicomtes-mayeurs de Dijon donnée par Courtépée, *Histoire générale et particulière du duché de Bourgogne*, on trouve Jean de Frasans et Jacques, son fils, vicomtes-mayeurs à diverses reprises, de 1603 à 1663 (V. t. II, p. 31). Les Frasans portaient : d'or au cerf de gueules.

N° 2. — *Antiquités nationales, ou recueil de monumens pour servir à l'Histoire générale et particulière de l'Empire françois, tels que Tombeaux, Inscriptions, Statues, Vitraux, Fresques, etc.* ;



*tirés des Abbayes, Monastères, Châteaux et autres lieux devenus Domaines Nationaux.*

Présenté à l'ASSEMBLÉE NATIONALE. et accueilli favorablement par ELLE,

Le 9 décembre 1790,

Par Aubin-Louis Millin.

(V. p. 11 à 13, pl. II, n° 2, 3 et 4, du chapitre consacré à la ville de Vernon, dans le tome I<sup>er</sup> de cet ouvrage qui est daté *l'an second de la liberté 1791*. Chacun des chapitres de cet ouvrage a une pagination particulière.

P. 237 : N° 1.—Avant de parler, dans le discours, du tombeau de Marie Maignart, si je n'avais consulté que le livre de Millin qui m'en a révélé l'existence et dont on vient de lire le titre *in extenso*, si même je n'avais ouvert qu'une histoire de la ville de Vernon publiée en 1858, je serais tombé dans de déplorables erreurs. J'aurais estropié l'orthographe du nom de cette dame, ainsi que celui d'une seigneurie héréditaire qui était encore dans sa famille au siècle dernier ; j'aurais écrit *Maignard* au lieu de *Maignart*, *Berinères* au lieu de *Bernières*, et j'aurais écrit *Imbert*, au lieu de *Jubert*, le nom du mari de Marie Maignart de Bernières ; or, Alphonse Jubert d'Arcquency appartenait à une ancienne famille qui, comme celle de sa femme, était originaire de Vernon, ce qu'il n'était pas permis d'ignorer à qui parlait de ce monument. Je choisis ces erreurs entre bien d'autres auprès desquelles j'ai passé, pour montrer une fois de plus combien il importe de contrôler même des ouvrages autorisés par la renommée légitime de leurs auteurs. Écrire *Maignard* au lieu de *Maignart*, c'est faute vénielle ; l'orthographe des noms propres n'était pas tellement fixée avant l'établissement dans les mairies des registres de l'état civil, que l'on soit exposé pour un semblable changement à paraître avoir méconnu la famille en question ; Norment n'est-il pas devenu Normant, puis Normand ; Chateaubriand n'a-t-il pas remplacé Chateaubrient et Chateaubriant, etc., etc. ? Mais Imbert pour Jubert, c'est autrement grave ; il y a là deux noms absolument différents. Il en est de même de *Berinères* pour *Bernières*. Qui donc, à moins d'être averti de ce *lapsus*, soup-

onnerait un lien quelconque entre la fille d'un seigneur de Berinières, femme d'un président de la cour des Aides de Normandie du commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, et la présidente de Bernières, cette belle dame du XVIII<sup>e</sup> qui tint une place à part parmi les amies de la jeunesse de Voltaire, et dont le mari était un Maignart de Bernières, comme celui de la première de ces deux personnes ?

Heureusement, mis en défiance par d'autres fautes, celles-ci faciles à remarquer dans les transcriptions épigraphiques de Millin, comme par exemple l'omission d'un mot dans un vers, je compris qu'il me fallait prendre des renseignements sur le monument dont je voulais parler, et c'est ainsi que j'évitai de tomber dans les fâcheuses erreurs dont je viens de parler. En outre, par suite de recherches ultérieures, je suis aujourd'hui en mesure de donner correctement les inscriptions gravées sur le tombeau de Marie Maignart, et de décrire plus exactement cet intéressant monument. On me permettra d'adresser ici mes vifs et sincères remerciements à MM. René Valadon et Anatole Jal, à l'amitié desquels j'ai eu recours. Grâce à la parfaite obligeance avec laquelle tous deux ont bien voulu successivement étudier pour moi ce monument sur place, je n'ai pas étonné la savante assemblée, devant laquelle j'avais l'honneur de parler, en défigurant impitoyablement les noms de deux familles considérables de sa province. Ce n'est pas encore assez ; au moment d'imprimer cette note, je me suis rendu à Vernon pour examiner cet autre monument normand, sur lequel je voulais apporter des observations nouvelles. Mais avant de les présenter, j'ai encore une grâce à demander. Je voudrais qu'il me fût permis d'exposer les raisons qui doivent faire absoudre Millin des fautes par lui commises et que je ne pouvais dissimuler, attendu que le livre où elles se trouvent est souvent consulté, qu'il jouit d'une estime d'ailleurs méritée, et aussi que tout le monde n'a pas sous la main les moyens de le contrôler.

Selon moi, loin de blâmer Millin, il faut lui savoir gré d'avoir eu le courage de publier son recueil au lendemain de la prise de la Bastille. Ce n'est pas ici le lieu de dire, avec Alceste : *le temps ne fait rien à l'affaire*. En 1791, le temps a manqué à l'auteur, et il lui fallait absolument marcher très vite. Ne

s'agissait-il pas de devancer les bandes noires ? En outre, l'opinion publique était loin d'être favorable à un recueil d'antiquités nationales. A ce moment, les masses songeaient beaucoup au présent, peut-être un peu à l'avenir, mais ne voulaient pas entendre parler d'un passé qu'elles maudissaient et qu'elles redoutaient encore de voir revivre. A ce moment, il était dangereux de montrer du respect pour les monuments de notre histoire : ils étaient entachés de féodalité et en portaient la peine. En les mutilant, en les renversant, on croyait faire acte de patriotisme. Millin n'en entreprit pas moins son œuvre. Lisons, non pas la préface des *Antiquités nationales*, ce grand ouvrage n'en a pas ; la première livraison commence abruptement par une actualité, par un chapitre intitulé : *La bastille*. Mais parcourons le *prospectus* que la Bibliothèque Nationale a curieusement conservé et qu'elle a placé en tête de l'un de ses exemplaires de ce livre, et l'on se rendra compte du diapason où il fallait se mettre en 1790 pour faire de l'archéologie nationale sans risquer d'effaroucher la plupart des lecteurs. Écoutons le pauvre antiquaire réduit à s'excuser de n'avoir pas banni les armoiries de son livre : « Nous avons laissé subsister les  
« armoiries qui se trouvent sur les tombeaux, parce qu'elles  
« tiennent aux anciens monuments que nous avons à décrire  
« et en font une partie essentielle. Ces armoiries n'appar-  
« tiennent plus à personne ; mais elles étaient celles des  
« hommes que ces tombeaux renferment. L'Assemblée Natio-  
« nale elle-même, dans son sage décret, a défendu de troubler  
« l'asile des morts. »

Malgré ces précautions oratoires, malgré le civisme sincère dont Millin, esprit libéral, avait donné des preuves, il n'échappa pas à une lâche dénonciation et une incarcération d'une année vint brutalement interrompre la publication des *Antiquités nationales*. C'est ce qui explique comment le tome V<sup>e</sup> et dernier de ce livre précieux ne parut que l'an VII de la République, soit en 1794, c'est-à-dire longtemps après les premiers qui s'étaient succédés rapidement : le 1<sup>er</sup> en 1790, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> en 1791, le 4<sup>e</sup> en 1792. En somme, Millin, malgré tout le zèle qu'il déploya, ne put visiter que Paris et sa grande banlieue, la Normandie, la Picardie et la Flandre ; combien de trésors

pour l'érudition et pour l'art auraient été sinon sauvés de la destruction, du moins décrits et dessinés, si chacune de nos provinces avait eu son Millin, si nous avions beaucoup de livres composés et publiés alors que la France possédait encore tant de monuments, disparus pendant et depuis la Révolution, et exécutés avec autant de discernement que l'ont été, malgré leurs imperfections, celui de Millin, ainsi que le supplément qu'il lui donna à son retour du voyage dans nos provinces méridionales qu'il exécuta en 1804 (1) !

A ces considérations, j'ajouterai encore qu'en examinant de près les inexactitudes qui se sont glissées principalement dans la partie épigraphique des *Antiquités nationales*, on voit qu'il en est plusieurs à mettre sur le compte de la précipitation avec laquelle Millin dut faire et publier cet ouvrage. Évidemment, il dictait ses lectures des inscriptions à un secrétaire insuffisant. Voici, par exemple, une faute qui résulte évidemment d'une dictée mal comprise ; dans l'une des pièces de poésie gravées sur le tombeau de Marie Maignart, il est un vers ainsi conçu :

*Ce sont autant d'effects d'amour.*

Or, le secrétaire a entendu et a écrit *des faicts*. Aussi lisons-nous dans Millin ce non-sens :

*Ce sont autant des faicts d'amour.*

Sans doute, Millin ne corrigeait pas lui-même ses épreuves ou relisait trop vite son texte.

En un mot, je le répète, les amis de l'archéologie nationale, loin de se montrer sévères pour Millin, lui doivent de la gratitude. Non seulement, en bon citoyen, Millin ne se soumettait pas à l'opinion égarée du moment et entreprenait le périlleux sauvetage de monuments élevés sous l'ancien régime, mais avec l'éclectisme raisonné du savant, il ne croyait pas déroger en consacrant à l'histoire de l'art français les heures

(1) Le *Voyage dans les départemens du midi de la France*, par A. L. Millin, a été publié en 5 volumes in-8° avec un atlas grand in-4°, de 1807 à 1811.

qu'il pouvait dérober à l'antiquité classique, alors que les œuvres de nos vieux maîtres, qui ont fini par reconquérir notre admiration filiale, étaient honnies et traitées de gothiques, alors que la mode n'avait d'yeux que pour celles des maladroites imitations des grandes pages greco-romaines du grand maître qui devait peindre le portrait du pape Pie VII.

On pardonnera ce plaidoyer *pro antecessore suo* au conservateur du Cabinet de France, qui y a été nourri dans le respect de la mémoire de Millin par des hommes distingués dont les plus âgés l'avaient connu et n'avaient oublié ni son habile direction de ce grand établissement national, ni les services éminents rendus aux lettres et aux sciences par le fondateur du *Magasin encyclopédique*.

#### LE TOMBEAU DE MARIE MAIGNART.

Depuis Millin, à ma connaissance, trois auteurs se sont occupés de ce tombeau ; le premier en date est M. A. Benoît, correspondant du ministère de l'instruction publique à Joigny. En 1844, M. Benoît adressait au Comité des arts et monuments (tel était alors le nom de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques et scientifiques) une communication intitulée : *Tombeau de Marie Maignart, conservé dans l'église de Vernon* (Eure). Après avoir décrit ce monument en cinq lignes, M. Benoît reproduit deux de ses quatre inscriptions et s'exprime ainsi à leur sujet : « Ces deux pièces, dont l'auteur ignoré était contemporain de Malherbe, méritaient d'être conservées ; et, en les copiant moi-même à Vernon, j'ai eu soin d'en conserver l'orthographe (1). »

C'est fort bien ; mais comment un savant, qui montre une si juste déférence pour la poésie, est-il tellement dédaigneux de la prose qu'il ne signale même pas l'épithaphe qui a le tort de n'être pas rimée ? Et cependant cette épithaphe n'était pas sans importance ; c'est elle qui a appris à M. Benoît le nom et la qualité de la défunte, car il paraît avoir ignoré que le monument de Marie Maignart avait été décrit et reproduit par Millin

(1) *Bulletin des comités historiques. Archéologie. Beaux-Arts* (T. I<sup>er</sup> MDCCCLIV. Voyez, p. 123).

plus d'un demi-siècle avant sa visite à Vernon ! Je passe condamnation sur une autre omission de M. Benoît, celle d'un autre *Tombeau*, comme est intitulé un sixain qui n'est plus visible, mais que Millin a heureusement reproduit ; je ferai seulement observer que si le correspondant du ministère de l'instruction publique avait copié l'épithaphe en prose qu'il ne lut pas assez attentivement, il n'aurait pas écrit *Arcquenay* le nom de la terre d'*Arcquency*.

Dix ans après cette communication au Comité, parut, à Vernon, une histoire de cette ville (1). L'auteur, M. Théodore Michel, n'a pas négligé le monument de Marie Maignart ; il en a même transcrit les quatre inscriptions, mais ayant eu l'imprudence de s'en rapporter à Millin et de ne pas prendre la peine, lui Vernonnais, de vérifier sa lecture sur le marbre, il a écrit *Maignard* au lieu de *Maignart*, *Imbert* au lieu de *Jubert*, *Berinières* au lieu de *Bernières*, *tombeau* au lieu de *tableau*, *des faits* au lieu de *d'effects*, etc., etc. M. Michel a même ajouté des inexactitudes à celles de son guide. Ainsi, de ce vers que Millin et M. Meyer ont écrit : *Passant, tu vois cette sculpture*, il a fait : *Passant, vois cette sépulture*. De cet autre vers : *Dont le corps gît dessous la lame*, il a fait : *Dont le corps EST dessous la lame*.

Longtemps après la publication de cette histoire de Vernon, qui, malgré ces petites taches, est fort intéressante, M. Edmond Meyer fit paraître un travail historique beaucoup plus développé sur cette ville (2). L'auteur de ce livre, auquel je ne reprocherai que l'absence d'une table des noms des personnes citées, s'est bien gardé de s'en rapporter aveuglément, pour la transcription des inscriptions de notre tombeau, à Millin, dont il a cependant connu le livre, et comme d'ailleurs il a approfondi les annales de Vernon, qu'il a consulté avec discernement les archives locales et nationales, ainsi que les manuscrits de la Bibliothèque Nationale, il ne pouvait tomber dans les erreurs de ses devanciers. Et, en effet, je constate qu'il a copié

(1) *Histoire de la ville et du canton de Vernon*, par Théodore Michel (un vol. in-12 de p. 192. Vernon, 1851. Voyez, p. 118 et suiv.).

(2) *Histoire de la ville de Vernon et de son ancienne châtellenie*, par Edmond Meyer (2 vol. in-8° ; le tome I<sup>er</sup> est daté 1874-1875, le tome II<sup>e</sup> de 1876).

avec soin non seulement nos inscriptions, mais d'autres que l'on rencontre dans son ouvrage. Toutefois, il est si difficile de transcrire avec une exactitude absolue, même des inscriptions modernes et écrites dans notre langue, que M. Meyer, qui sait parfaitement que les Maignart écrivaient leur nom par un *t*, qui lui-même l'a écrit ainsi ordinairement, le termine par un *d* dans la transcription de l'épithaphe de Marie Maignart. (La Chesnaye des Bois écrit lui-même Maignart par un *d*). Je dois même ajouter qu'au lieu de : *il t'apprendra*, il a écrit : *il t'apprend* ; et au lieu de : *qui la rendra immortelle*, il a écrit : *qui l'a rendue immortelle* ; enfin, que s'il n'a pas altéré la date de la mort d'Alphonse Jubert, il ne l'a pas reproduite fidèlement : au lieu de MIL SIX CENTZ ET DIX, il a écrit *16 centz et 10* (Voyez t. II, p. 267).

Au risque de passer pour méticuleux, qualité obligatoire dans le métier de numismatiste qui est peut-être un défaut ailleurs, je ferai encore observer que, comme ses devanciers, Millin, M. Benoît et M. Michel, M. Meyer n'a pas reproduit l'épithaphe en prose ligne pour ligne. A la vérité, ce scrupule n'est pas aussi nécessaire pour des textes français et peu anciens que pour ceux de l'antiquité ; cependant, en prenant ce soin, on est moins exposé aux inadvertances, comme je n'ose me flatter de n'en avoir pas commises, moi qui les signale chez autrui, et l'on traduit mieux l'aspect et le caractère de l'inscription à transcrire. Ici, l'inscription en prose de Marie Maignart sera transcrite ligne pour ligne, d'après l'empreinte que j'ai sous les yeux, et que je dois à mon ami M. Anatole Jal, qui la prit spontanément à mon intention.

Millin et M. Edmond Meyer ont tous deux reproduit le monument de Marie Maignart ; mais il faudrait combiner leurs planches pour en avoir une idée complète. Le premier a figuré la statue funéraire sous deux faces (pl. II, n<sup>os</sup> 2 et 3) et a donné à part le dessin du chiffre de la défunte (même planche. n<sup>o</sup> 4) ; mais il a négligé de montrer la base sur laquelle repose cette statue et sont gravées l'épithaphe en prose et les trois inscriptions en vers. Au contraire, M. Meyer ne montre la statue que sous une face, mais le monument paraît entier sur sa planche ; seulement, comme il ne disposait pas d'autant d'espace que Millin, il lui a fallu se résigner à donner des

dimensions tellement restreintes à sa planche que certains détails n'y sont pas très clairement exprimés.

Le tombeau de Marie Maignart se trouve maintenant dans l'ancienne collégiale de Notre-Dame de Vernon, aujourd'hui paroissiale ; mais il avait été érigé au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle dans l'église de Sainte-Geneviève, alors une des deux paroisses de Vernon, où on le voyait dans la chapelle Saint-Claude. M. Meyer nous apprend (t. II, p. 346) que les Jubert avaient fondé cette chapelle vers 1500 et que le chapitre de Vernon et les membres de cette famille « y présentaient alternativement ». Alphonse Jubert avait naturellement choisi cette chapelle pour y placer la sépulture de sa femme. Sauvé de la destruction pendant la Révolution, parce que l'on songea à le transformer en autel de la patrie, ce monument fut heureusement transféré en 1792 dans la chapelle Saint-Vincent-de-Paul de l'église Notre-Dame, d'où il faut espérer qu'il ne sera jamais enlevé (Meyer, t. II, p. 346 et 347).

La disposition du monument est simple et conforme au goût et au style du commencement du XVII<sup>e</sup> siècle. Sur une base de pierre blanche sobrement décorée d'ornements symboliques, et dont les quatre faces sont incrustées de tables de marbre noir sur lesquelles sont gravées autant d'inscriptions dont la principale, la véritable *épitaphe*, est en prose, paraît la statue en marbre blanc de grandeur naturelle de la défunte, agenouillée, en oraison, devant son prie-Dieu. Marie Maignart, morte à 23 ans, en 1610, ainsi que le constate l'épitaphe que l'on va lire, n'était pas régulièrement belle, mais elle devait être douée du charme qui résulte de l'aménité du caractère. La dame d'Arcquency porte le costume d'apparat des femmes de condition de la fin du règne de Henri IV. Elle a la tête nue ; ses cheveux sont relevés sur le front et forment une sorte d'étriot bourrelet vers l'occiput ; sa longue robe, d'après Millin et M. Meyer qui l'a suivie, est « si bien sculptée qu'on croit sentir la soie ». Cependant, l'artiste ignoré à qui nous devons ce monument pourrait bien avoir habillé de velours la dame d'Arcquency. C'est l'avis que m'a exprimé dans une lettre M. A. Jal, et que je partage ; quoiqu'il en soit, cette robe, qui descend à larges plis sur le coussin, est déceimment à peine entr'ou-



verte vers le cou, malgré le grand collet évasé, ou fraise qui la termine. Sur le prie-Dieu, un livre de prières, ouvert, est placé sur un tapis brodé aux armes de la défunte. La planche de Millin montre ces armes sur un écusson, en forme de losange, d'assez grande dimension pour que l'on y distingue parfaitement qu'elle portait, selon l'usage, parti des armes de son mari et des siennes propres. Jubert : d'azur à la croix alaisée de gueules, écartelé d'azur à 5 fers de lance émoussés d'argent, 3 et 2 ; Maignart, d'azur à la bande d'argent chargée de cinq quintefeilles. S'il fallait s'en rapporter aveuglément à la planche de Millin, cet écusson n'aurait aucun ornement extérieur ; mais il était décoré d'une cordelière, que l'on voit sur le marbre et ainsi que sur la planche de M. Meyer, qui n'indique pas les armoiries effacées depuis Millin. M. Ad. Meyer a donné la forme ronde à cet écusson qui était certainement en losange, comme on le voit sur la planche de Millin dont l'artiste eut le tort de négliger la cordelière, ce curieux symbole, épargné par les iconoclastes qui n'en ont pas compris la pieuse signification.

Le prie-Dieu est orné, sur la face principale, d'une tête dont je ne devine pas la signification, et dont la présence, à peine indiquée sur les planches de Millin et de M. Meyer, n'a pas été signalée par ces auteurs. Serait-ce une tête d'ange, de chérubin ? Serait-ce tout simplement un mascaron ? La face du prie-Dieu opposée à la statue de la défunte montre un chiffre ou monogramme élégant, dans lequel je crois reconnaître les éléments du nom de M. Maignart et peut-être de celui d'Alphonse Jubert, son mari. Ce chiffre est entouré d'une de ces guirlandes dont nous avons parlé d'après Palliot, et que l'on voit en effet parfois autour des écussons de femmes. Millin a eu le soin de reproduire fidèlement ce chiffre sous le n° 4, sur la même planche que la statue. Sur la troisième face, paraît un sablier allé. Ce symbole de la brièveté de la vie rappelle le petit nombre d'années de celle de la femme d'Alphonse Jubert.

Je crois pouvoir indiquer exactement la place occupée par la plus brève des deux pièces de vers intitulées *Tombeau*, gravées sur la base de notre monument, c'est-à-dire le sixain que nous lirons plus loin. S'il fallait s'en rapporter à Millin, ce *tombeau*

figurait sur la face principale, au-dessus de l'épithaphe en prose; car, après avoir donné le texte de celle-ci, et avant de reproduire ce sixain, il dit : *au-dessus sont ces vers*; mais, comme ils sont invisibles aujourd'hui, il faut en conclure qu'ils étaient gravés sur la face, aujourd'hui adossée au mur de la chapelle, de ce monument que j'examinais dernièrement, en compagnie de M. A. Jal. Ce qui autorise cette hypothèse, c'est que M. Benoît, qui, nous l'avons fait observer, n'a pas connu l'ouvrage de Millin, ne parle pas de ce sixain, tandis qu'on le trouve dans l'ouvrage de M. Meyer, qui n'a pas négligé d'ouvrir le livre de Millin, où il doit l'avoir copié, ce dont il a négligé d'avertir.

Il ne me reste à signaler, dans la décoration du monument, qu'une tête de mort sculptée au-dessus de l'épithaphe en prose, au milieu d'un cartouche de marbre noir entre deux têtes de fantaisie, ou mascarons semblables à celui qui figure sur le prie-Dieu. Cette tête de mort est clairement indiquée sur la planche de M. Meyer; mais son dessinateur a négligé un détail singulier : un petit pied gauche de femme posé sur cette tête de mort. Que signifie cette représentation? Faut-il en induire que Marie Maignart succomba par suite d'une chute qui, en fracturant l'un de ses pieds, lui aurait occasionné une maladie mortelle? Je l'ignore, mais ce pied ne peut être considéré comme un simple ornement. Un érudit plus heureux que moi saura peut-être nous dire le mot de cette énigme.

Enfin, de chaque côté de l'inscription gravée sur la face principale, de l'épithaphe en un mot, on distingue une sorte de borne et un arbuste.

Voici les quatre inscriptions.

1° Sur la face principale :

#### ÉPITHAPHE

PASSANT, ARRESTE VN DEV TA VEVE SVR  
CE MARBRE MVET IL T'APPRENDRA QVELLE  
EST LA CONDITION DE LESTRE HVMAIN  
QVI VA FLOTTANT ENTRE LA VIE ET LE TREPAS  
CY GIST DAME MARIE MAIGNART FILLE DE  
MES<sup>RES</sup> CHARLES MAIGNART SIEVR DE BERNIERES

CONSEILLER DU ROY EN SES CONSEILZ  
DESTAT ET PRIUE ET PRESIDENT EN SA  
COVR DE PARLEMENT DE NORMANDIE  
ET FEMME DE MONSIEVR M ALPHONSE IVERT  
SIEVR DARCVENCY AVSSI CONSEILLER DV  
ROY ET PRESIDENT EN SA COVR DES AYDES  
DE NORMANDIE AVEC LEQUEL ELLE A VESCV  
SEPT ANS EN MARIAGE ELLE SEST ACQUIS  
VN RENOM QVI LA RENDRA IMMORTELE  
ELLE DECEDA AAGEE DE VINGT ET TROIS ANS  
LE DIXIESME D'OCTOBRE MIL SIX CENTZ ET DIX  
LA PIETE DE SON MARY LUY A FAICT FAIRE  
CE MONVMENT EN PERPETUELLE MEMOIRE  
pries Dieu pour le repos de Son  
Ame.

A la ligne 10, on lit *MONSIEUR M* ; je suppose que l'abréviation *M* remplace le mot *MONSIEUR*, écrit deux fois selon une vieille habitude de courtoisie qui n'est pas encore absolument hors d'usage.

2°. Derrière la statue est une des deux pièces de vers intitulées : *Tombeau*. Le spécimen des caractères qui précède suffit à donner une idée de l'aspect de ces inscriptions ; je transcris les trois qui vont suivre sans m'astreindre à copier la forme adoptée par le lapicide, sans distinguer les diverses formes des *v* ou des *u*, et sans signaler les leçons fautives des premiers auteurs :

TOMBEAU

La flamme d'amour conivale  
Les cœurs et volentes egalle  
Faisant vne âme de devx corps  
Son ardeur saintement empreinte  
Par la mort ne peüst être estainte  
Dedans le sepvchre des mortz

Car bien qve les parqves crvelles

Divisent l'une des parcelles  
Et la redvisent av tombeav  
Ceste divine entelechie  
Montre encore en l'autre partye  
Les rais de son lvisant flambeav.

Passant tv vois cette scvlptvre  
Ces lettres d'or, ceste figvre  
Ce sont avtant d'esfectz d'amovr  
Povr les regretz d'une belle âme  
Dont le corps gist dessovbs la lame  
Prive de la clarte dv iovr.

3° Sur la face antérieure du tombeau :

ÉPITAPHE.

Peintres dont l'artiste pinceau  
Va dépeignant sur le tableau  
Les vertus en habit de femme,  
Pour en tirer le vray pourtraict  
Il faudroit l'exemple parfaict  
Quy est gisant soubs ceste lame

C'est celle dont les actions  
Ont faict veoir les perfections  
Des vertus contraires aux vices ;  
Mais sur toutes la piété  
Et les œuvres de charité  
Estoient ses communs exercices.

A peyne l'apvril de ses jours  
Avoit encore borné son cours  
Quand la parque nous l'a ravie ;  
Chacun plainct son funeste sort  
Et quy ne regrette sa mort  
Il n'a pas bien connu sa vie.

4° Sur la face adossée contre le mur de la chapelle, et que,  
par conséquent, on ne connaît que par Millin :

TOMBEAU

Ci gist une dame de nom  
Qui s'est acquis un beau renom  
Dont vivra toujours la mémoire,  
Ayant aimé la charité,  
Et par ses œuvres mérité  
Au ciel une éternelle gloire.

Dans la troisième strophe de la première des pièces intitulées TOMBEAU, il est parlé des lettres d'or de nos inscriptions. Si ces lettres ont réellement été dorées, cette dorure a complètement disparu.

On ignore le nom de l'artiste à qui l'on doit le monument que l'on vient de décrire; peut-être l'avenir le révélera-t-il, surtout si, comme je le suppose, il était de Vernon. Cette hypothèse n'est pas téméraire, car cette petite ville a donné naissance à un assez grand nombre d'artistes et particulièrement à des sculpteurs; ce qui peut s'expliquer là, comme ailleurs, par l'existence dans ses environs de carrières d'une pierre favorable à la sculpture. Ces carrières étaient en pleine exploitation au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, et Gabriel du Moulin les signalait dans son *Histoire de Normandie* publiée en 1631. « Ce pays (la Normandie, dit-il p. 10) est riche de carrières admirables. » (Nous avons parlé plus haut de la pierre de Caen.) « Auprès de Vernon de la pierre nette, blanche et dure, et néanmoins aisée à ciseler et faire des images, des croix, des tombeaux et autres ouvrages qui peuvent disputer longtemps contre la dent du temps qui ronge tout. » On se plaît à mettre la plupart des destructions sur le compte du temps, *tempus edax*; n'oublions pas, nous autres antiquaires, que la main des hommes a été plus funeste aux monuments que les injures des siècles.

Le nom du sculpteur de la statue de Marie Maignart est caché, j'en suis assuré, dans la foule d'artistes nés à Vernon, qui figure dans le chapitre intitulé *Biographie*, par lequel M. Meyer termine le tome second et dernier de l'*Histoire de Vernon*. « Pendant les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » (dit-il,

p. 394), « nous trouvons à Vernon une suite presque ininterrompue de sculpteurs dont les œuvres sont à peu près « inconnues. » En effet, il cite entre autres une famille Le Tellier qui compta plusieurs sculpteurs aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ; puis notamment Jean Drouilly, qui fut sculpteur du Roi. On peut lire dans le *Catalogue du Musée impérial de Versailles* d'Eudore Soulié (2<sup>e</sup> édition, t. III, p. 495, 501, 504 et 510), la description de la statue du *Poème héroïque* et de vases de marbre qui font encore aujourd'hui partie de la décoration des jardins de ce merveilleux palais.

Millin, chapitre Vernon du tome III des *Antiquités nationales*, a parlé de Jean Drouilly ; il en fait même « un des plus grands « sculpteurs de son siècle. » Cet éloge d'un artiste recommandable est peut-être exagéré ; le siècle de Drouilly, qui mourut dans la force de l'âge, en 1698, est aussi celui du Puget, du Bernin, de Coysevox, de Girardon et de bien d'autres maîtres plus célèbres que Drouilly. M. Meyer cite encore un sculpteur ordinaire du Roi, en 1702, J.-B. Roussel, dont la mère, Louise Drouilly, était sans doute de la famille de Jean, et trois Langlois : François, Pierre et Jacques, qui travaillaient pendant le XVII<sup>e</sup> siècle. J'ai réservé, pour clore cette liste sommaire des sculpteurs nés à Vernon, un personnage dont le nom m'a frappé. Dans le registre du tabellionage de Vernon, M. Meyer a trouvé un marché conclu le 3 janvier 1594 entre « Pierre « Jubert, sculteur, demeurant audit Vernon..., et honorable « homme Pierre Baudouin, valet de chambre de M<sup>gr</sup> le cardinal « de Bourbon. » L'artiste se soumet à « faire et construire une « croix de pierre de taille de franc baon de 13 à 14 pieds de « haut..., en laquelle seront sculptées en bosse les figures de « N.-S. J.-C. et de la Vierge Marie..., moyennant une somme « de dix escus sol », etc. M. Meyer, qui donne ce document *in extenso* (p. 393 de son t. II<sup>e</sup>), n'y a pas ajouté un mot de commentaire. Plus hardi, je risquerai à ce sujet une hypothèse.

Ce Pierre Jubert ne serait-il pas l'auteur du tombeau de Marie Maignart ? La date de 1610 est loin de s'opposer à cette hypothèse, l'homonymie y fait penser, et il ne me paraît pas impossible que cet artiste appartienne à une branche de la famille Jubert. Tous les descendants d'une même souche ne

sont pas nécessairement dans les mêmes conditions sociales ; une branche des Jubert enrichie vers le XV<sup>e</sup> siècle a pu grandir par les charges judiciaires et arriver à la noblesse, alors que d'autres seraient restées dans un rang considéré alors comme inférieur ; et j'aime à croire que le mari de la pieuse Marie Maignart aura choisi Pierre Jubert, précisément parce que, quoique resté plébéien, il était son parent. M. Meyer n'a peut-être pas dépouillé tous les registres du tabellionage de Vernon, et je veux espérer qu'il lui est réservé d'y trouver quelque texte qui trancherait cette question.

On a vu, par les inscriptions rapportées ici, que Marie Maignart était fille de Charles Maignart, seigneur de Bernières, président au Parlement de Normandie. Le *Dictionnaire de la noblesse*, de La Chesnaye des Bois, en général assez bien informé sur les familles Maignart et Jubert, nous apprend qu'il mourut le 20 juillet 1631, et que la mère de Marie Maignart, Madeleine Voisin d'Infréville, était morte dès l'an 1596. Charles Maignart se remaria, le 20 août de l'année suivante, à Catherine Gruel (*sic*, pour *Gouel*), dame de Villers, morte le 23 avril 1621, et une inscription rapportée par M. Meyer montre que, selon toute apparence, le père de Marie Maignart ne lui avait pas infligé une marâtre, et aussi que les éloges données à la jeune défunte dans l'épithaphe dictée par la piété conjugale à Alphonse Jubert étaient l'expression de la vérité.

« A côté de cette tombe », celle de Marc-Antoine Segizzo, seigneur de Bouges, qui était placée dans le chœur, à côté de l'autel, dans l'église des Cordeliers de Vernon, « sur une « plaque de marbre portant les armes des familles Jubert et « Maignart, était gravée cette inscription :

*Ci gît le cœur de noble et vertueuse dame Marie Maignart, fille de M<sup>re</sup> Charles Maignart, s<sup>r</sup> de Bernières et de la Rivière-Bourdet, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé, président en son parlement de Normandie, et de dame Madeleine Voisin, ladite Marie Maignart femme de noble homme Alphonse Jubert, s<sup>r</sup> de St-Martin, Beuzevillette et Biszy, aussi conseiller du Roi et président en sa Cour des aides de Normandie, décédée à Biszy le 10 octobre 1610.*

*Noble dame Catherine Gouel, dame de Posville et de Villers, seconde femme dudit sieur président de Bernières, en la mémoire perpétuelle de ladite Marie Maignart, sa belle-fille, a posé ce monument, l'an de N.-S. 1610.*

M. Meyer n'a pas indiqué le document auquel il a emprunté ce texte qui paraît avoir été copié exactement. Quant à Millin, qui, dans le tome II<sup>e</sup> des *Antiquités nationales*, a consacré un chapitre (le XXI<sup>e</sup>) à l'église des Cordeliers de Vernon, il dit qu'il y existait plusieurs épitaphes, mais ne rapporte pas celle qui nous occupe.

On aura remarqué que cette inscription écrit Gouel le nom de la deuxième femme de Charles Maignart, que La Chesnaye des Bois écrit Gruel, et aussi qu'Alphonse Jubert n'est pas ici qualifié de seigneur d'Arcquency, comme sur l'épitaphe de sa femme, mais de seigneur de trois autres de ses terres. L'inscription n'est pas reproduite ligne pour ligne dans l'ouvrage de M. Meyer auquel je l'emprunte (V. t. II, p. 337).

Je n'ai pas à faire l'histoire des Maignart et des Jubert ; les lecteurs qui voudraient les connaître avec plus de détails peuvent recourir aux dossiers de ces familles au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, au *Dictionnaire de la noblesse* de La Chesnaye des Bois, à l'*Almanach royal*, à l'*État de la France* et autres recueils de ce genre ; aux correspondances et aux mémoires des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, enfin à l'*Histoire de Vernon* de M. Ed. Meyer. On trouvera dans ce livre de nombreuses informations sur les Maignart et les Jubert, mais il faut prendre la peine de les chercher, attendu que l'auteur de cette monographie ne l'a pas enrichie des tables nécessaires et s'est contenté de rédiger une table des noms de lieu, à laquelle manque celui de Bernières. Dans la présente note, il suffira de donner une idée de l'importance de ces deux familles et d'y consigner quelques particularités qui paraîtront peut-être curieuses, même à ceux qui auraient lu l'excellent livre de M. Meyer.

L'histoire des Maignart et des Jubert est celle de beaucoup de familles qui, sorties des rangs plébéiens, ont fini par conquérir une place dans ceux du patriciat, et dont quelques-



unes ont réussi à faire presque oublier, sinon à oublier elles-mêmes la modestie de leur extraction.

Originaires de Vernon ou des environs de cette ville, les familles Maignart et Jubert ont eu des destinées semblables. Toutes deux apparaissent au XV<sup>e</sup> siècle pourvues de charges de judicature. On les voit remplir d'abord à Vernon les offices de bailli, de prévôt, etc., grandir en richesses, acquérir des seigneuries, puis s'élever à des postes importants dans l'échiquier, puis dans le Parlement de Normandie, dans les Conseils du Roi, dans les armées de terre et de mer ; se faire recevoir dans l'ordre de Malte et échanger leurs titres modestes de sieur ou seigneur de Bernières ou d'Arcquency, pour ceux de marquis, de comte ou de baron. Ces familles, qui marchèrent à peu près du même pas, se cotoyèrent moralement et même matériellement, car elles possédaient à Vernon des habitations voisines (E. Meyer, t. II, p. 333 et 334) ; et nous les voyons s'allier au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle. Si aucune de ces familles ne peut montrer des noms historiques, elles comptent toutes deux des hommes qui ont servi l'État très honorablement, et qui mériteraient d'être plus connus. Le premier des Maignart que je mentionnerai est Guillaume, sieur de Bernières, qui, après avoir été conseiller à l'Échiquier de Rouen, posséda la même charge au Parlement de Normandie, lorsque Louis XII en fit une cour sédentaire et permanente en 1499. Guillaume Maignart, lettré et fort dévot à la Sainte-Vierge, se mêlait de poésie, et fut en 1508 président des Palinods de Rouen. On a de lui une pièce de vers en latin intitulée : *Ode ad divam Virginem G. Maignart iuris Cæsarei*. Cette ode se trouve à la dernière page d'un recueil intitulé : *Palinods, chants royaux, ballades, etc., en l'honneur de l'Immaculée-Conception de la toute belle mère de Dieu, Marie, patronne des Normands présents au Puy de Rouen, composez par scientifiques personnages déclarés par la table cy-dedans contenue. Imprimez à Paris*.

Ce recueil, fort rare dit-on, mais qui se trouve à la Bibliothèque Nationale, est sorti de la presse de Pierre Vidouve, vers 1530 ; il se vendait « à Paris, à l'enseigne de l'Éléphant ; à Rouen, devant Saint-Martin, et à Caen, à Froide-Rue, à l'en-

« seigne Saint-Pierre », c'est-à-dire là où est aujourd'hui l'établissement où sont imprimées ces pages.

Ce Guillaume Maignart, qui a sa place dans diverses bibliographies, surtout dans celles qui sont spéciales à la Normandie, fut inhumé en 1524 à Sainte-Croix-Saint-Ouen, de Rouen (Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. I, p. 335; Meyer, t. II, p. 398; Millin, article sur Vernon du t. III des *Antiquités nationales*, p. 38). Ce personnage doit être le trisaïeul du père de Marie Maignart, Charles Maignart, dont on voit la signature d'une belle et ferme écriture sur un acte du dossier de cette famille, à la Bibliothèque nationale.

Si l'on en croyait cette mauvaise langue de Tallemant des Réaux, une des présidentes de Bernières, se serait fait remarquer par une avarice sordide. Voici ce qu'il conte à son sujet : « Le maistre d'hôtel d'une présidente de Rouen appelée « Madame de Bernière (*sic*), voyant qu'elle faisoit servir trop « longtemps un poulet d'Inde froid, luy dit : — Si vous ne le « mangez, Madame, les vers le mangeront. — Elle le demanda le « repas suivant. — Je l'ay laissé, lui répondit-il, au bas de « l'escalier; il est venu icy tant de fois qu'il en doit savoir le « chemin. Il y viendra bien tout seul, s'il luy plaist. »

Selon l'édition de Tallemant des Réaux publiée avec les noms de Monmerqué et de Paulin Paris, cette présidente aurait été « *Femme de Charles Maignart de Bernières, président à « mortier en 1621.* » (V. t. VII, publié en 1858, de cette édition des *Historiettes*, dont le savant annotateur fut Paulin Paris.)

Cette identification est plausible en raison de la date à laquelle écrivait Tallemant; mais, Charles Maignart s'étant marié deux fois, resterait à savoir laquelle de ses deux femmes pourrait avoir mérité d'être plaisantée avec une telle irrévérence par un valet. D'ailleurs, faut-il chercher à préciser une pareille anecdote? pour instructifs, au point de vue de la connaissance des usages et des mœurs du XVII<sup>e</sup> siècle, pour curieux et amusants parfois que soient les *racontars* de Tallemant des Réaux, il ne faut pas l'oublier, ce ne sont point paroles d'évangile.

En tous cas, je ne suis pas disposé à taxer du vilain défaut d'avarice Catherine Gouel, la seconde femme du président

Ch. Maignart, cette belle-mère rare, qui fit graver l'inscription que l'on vient de lire en mémoire et à la louange de sa belle-fille, et je n'aimerais pas davantage mettre, sans preuves, une telle accusation sur le compte de Madeleine Voisin d'Infréville, mère de Marie Maignart, la charitable jeune femme dont tant d'inscriptions attestent les nobles qualités.

Charles Maignart, seigneur de Bernières, père de la dame d'Arcquency, arrière-petit-fils de Guillaume, le *prince du Puy de Rouen*, remplit avec honneur d'importantes fonctions; maître des Requêtes en 1595, il devint président au Parlement de Rouen en 1601 et mourut en 1631.

« La nuit du 14 au 15 mai 1610, fut troublée à Rouen par des bruits inaccoutumés de chaises de poste traversant la ville en hâte, de gens heurtant violemment aux portes, d'allées et venues inexplicables, de mots du guet échangés, de patrouilles parcourant les rues. C'est qu'au président Maignart de Bernières, remplaçant, pour l'heure (le premier), Faucon de Ris, absent, avait été apporté un billet ainsi conçu : « Le Roy est mort ; il fut, le jour d'hier, frappé dans son carrosse. » Villars, gouverneur du Havre, Sigognes, gouverneur de Dieppe, partis de Paris en hâte, et traversant Rouen, la nuit, pour se rendre à leurs postes, avaient apporté la lamentable nouvelle. Présidents, conseillers, gens du Roi, convoqués sur l'heure, étaient aussitôt accourus au Parlement; et le président Maignart, qui y arriva le dernier, parce qu'il lui avait fallu pourvoir, d'abord, à quelques soins pressants, trouva en arrivant, la compagnie comme toute désespérée. Mais, dit-il aussitôt, ce n'est assez de se plaindre du malheur; et il faut aller aux remèdes. »

C'est encore le président Maignart qui, au milieu de l'inquiétude qui régnait à Rouen, le 16 mai 1610, disait : « C'est à ce coup qu'il se faut évertuer en un tel désastre et déposer toutes simultanées, animosités particulières, ains, ensemblement et d'une même affection, contribuer à ce qui est nécessaire pour la conservation de l'État et repos public. »

C'est dans l'*Histoire du Parlement de Normandie*, due à l'un des plus distingués membres de la Société des Antiquaires de Normandie, à Floquet, que je rencontre ces deux passages,

au tome IV<sup>e</sup>, page 270 et suivantes, et c'est à lui aussi que j'emprunterai deux portraits de conseillers du Parlement de Rouen, écrits en latin par Baptiste Le Chandelier, le conseiller-poète, lauréat des Palinods, qu'il a traduits en ces termes dans son remarquable ouvrage, à la page 335 du tome I<sup>er</sup> : « Il y avait encore (au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle) un « *Guillaume Jubert*, un Jean de Barala, verbeux tous deux et « prolexes à l'excès en opinant, » et plus loin « un *Maignard* « (sic) *de Bernières*, brutal, inaccessible pour les plaideurs, « leur fermant la porte. »

Je ne pense pas comme le conseiller Le Chandelier ; et j'aime assez ce magistrat qui ferme sa porte aux plaideurs, si comme cela est probable, c'était pour n'écouter que sa conscience et ses lumières.

Je laisse aux curieux le soin d'identifier les deux personnages pourtraicts par Le Chandelier, ce qui me prendrait à la fois temps et espace et je continue ma revue des personnages les plus intéressants de la famille Maignart.

Je mentionnerai d'abord un autre Charles Maignart, sieur de Bernières et de La Rivière-Bourdet, conseiller du Roi et maître des requêtes, né à Rouen en 1617, mort en exil à Issoudun le 31 juillet 1662, avec le glorieux surnom de *Procureur des pauvres*. C'était un fervent janséniste dont Sainte-Beuve parle avec détails dans son *Histoire de Port-Royal*, et que l'on dit avoir été un des convertisseurs de la duchesse de Longueville. (Voyez *Histoire de Port-Royal*, à la table des matières, au mot *Bernières*). Sainte-Beuve fait observer qu'il ne faut pas confondre ce Bernières janséniste avec M. de Bernières-Louvigny, un mystique très opposé au jansénisme, et qui n'était pas de la famille Maignart. M<sup>me</sup> de Sévigné parle d'un livre de ce Bernières-Louvigny, *Le chrétien intérieur* (V. l'édition de ses lettres dans les grands écrivains de la France, t. VIII, 122, 138, 139. — V. aussi Frère, *Manuel de Bibliographie normande*, t. II, etc., etc.) Le *Procureur des pauvres* avait épousé Marie Amelot, dont il eut plusieurs enfants ; c'est le grand-père d'un président de Bernières dont Sainte-Beuve parle comme d'un ami de Voltaire, lequel fut surtout celui de la présidente. En effet, il y eut, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle,

une présidente de Bernières qui paraît n'avoir pas brillé, comme la dame d'Arcquency au commencement du XVII<sup>e</sup>, par la piété et les vertus domestiques. Marguerite-Madeleine du Moutier, femme de Gilles-Henri Maignart, marquis de Bernières, seigneur de la Rivière-Bourdet, etc., président à mortier au Parlement de Rouen, fut grande amie de Voltaire. On a de celui qui devait être le philosophe de Ferney plusieurs lettres, plus familières que celles de Cicéron, adressées d'ordinaire à M<sup>me</sup> la présidente de Bernières, à la Rivière-Bourdet. Cette terre, qui appartenait à la famille Maignart depuis le XV<sup>e</sup> siècle, est dans le voisinage de Rouen, et l'auteur de la *Henriade* y séjourna souvent. Clogenson, l'un des plus fervents admirateurs de Voltaire, parlant de M<sup>me</sup> de Bernières, dit que son héros « fut « très lié avec elle, pendant plusieurs années, avant de connaître la marquise du Chatelet, qui était bien autrement « aimable. » (Voyez t. I<sup>er</sup> de la *Correspondance*, dans l'édition des œuvres de Voltaire de Baudouin frères, p. 102, note.) Voyez aussi dans le tome I<sup>er</sup> de cette même édition, *Vie de Voltaire*, par Condorcet, p. 79 et la note 1. On peut comparer aussi dans la belle édition de la maison Didot, t. XXXIII, les lettres de Voltaire à M<sup>me</sup> de Bernières, mais c'est la note de Clogenson qui y est reproduite avec l'indication du nom de ce commentateur (V. p. 73).

M<sup>me</sup> la présidente de Bernières était âgée de 34 ans et le philosophe de 28, lorsque commença, en 1722, leur correspondance publiée. Devenue veuve en 1734, la présidente de Bernières se remaria, selon La Chesnaye des Bois, à un ancien garde du corps nommé Henri Prudhomme. Clogenson, dans la note de la XXXIX<sup>e</sup> lettre de Voltaire (t. I<sup>er</sup> de la *Correspondance*, p. 102), dit qu'après son veuvage, elle ne tarda pas à épouser un garde du corps nommé Prudhomme ; mais ni le *Dictionnaire de la noblesse*, ni Clogenson, ne donnent la date de ce second mariage ; elle était cependant curieuse à connaître ; le duc de Luynes, qui, dans ses curieux mémoires, confirme le fait du mariage, en parle en ces termes et nous apprend cette date :

« Du samedi 8 février 1755. —

« M<sup>me</sup> de Bernières (Lourailles), sœur du président de Lou-

« railles, a épousé M. Prudhomme, qui a été garde du corps.  
« M<sup>me</sup> de Bernières garde son nom. »

Ce passage n'a pas besoin de commentaire; on fera seulement remarquer que les gardes du corps avaient une garnison à Vernon au XVIII<sup>e</sup> siècle (Meyer, t. II, p. 340), que Bernières est aux portes de cette ville, et aussi que ce mariage tarda plus que ne l'a cru Clogenson, attendu qu'en 1755, il y avait plus de vingt ans que le président de Bernières était mort et que M<sup>me</sup> de Bernières, qui mourut âgée de 69 ans, en 1757, en avait 67 lorsqu'elle se remaria en gardant son nom.

Le nom de Lourailles, que le duc de Luynes donne à M<sup>me</sup> de Bernières, est sans doute un nom de terre qui remplaçait parfois le nom patronymique de la famille du Moutier, comme Bernières celui des Maignart; car il est clair qu'il s'agit, dans le passage des mémoires du duc de Luynes, de la présidente voltairienne dont parle Clogenson, et qui est citée peu avantageusement dans le *Journal* de Collé (t. I, p. 326). Voyez aussi sur la présidente de Bernières les *Lettres de la marquise du Châtelet*, publiées par M. E. Asse, en 1879.

Dans un autre endroit de ses curieux mémoires où le noble duc parle du chemin que, depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient fait les gens de robe, il nomme avec plusieurs femmes d'intendants une M<sup>me</sup> de Bernières, et dit que ces dames furent présentées à la cour, mais n'y furent pas saluées. Au moment où il écrivait, présentées au Roi, elles auraient été saluées; et il ajoute : « Il n'est pas difficile de croire « que les présidentes à mortier voudraient présentement être « assises. Les gens de robe ont pris un vol bien différent. »

Et, en effet, nous venons de voir une présidente à mortier qui, si elle ne prétendit pas à l'honneur d'être *assise*, contracta une sorte de mariage morganatique, tout comme si elle avait appartenu à une famille souveraine. Il faut lire tout le passage. (V. *Mémoires du duc de Luynes*, t. VIII, p. 378, à la date de juillet 1747.)

Comme les mémoires du duc de Luynes, le *Journal du marquis de Dangeau*, son aïeul, parle souvent des Maignart, mais ne les désigne de même que par des noms de terre, et le plus souvent par celui de celle de Bernières, qui était devenu pour

ainsi dire leur nom patronymique. Je renvoie à la table de ce précieux document historique ; on y trouvera des faits plus honorables que l'histoire de la présidente du commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1706, on rencontrera un M. de Bernières, major général de l'armée, tué dans une affaire en Flandre, près l'abbaye de Bonneffe (t. XI, p. 112). Dans le même volume, paraît un marquis de La Vaupalière, frère du major général, colonel d'un régiment de cavalerie, qui meurt à Rouen en octobre 1706 (t. XI, p. 220) ; je passe sur d'autres faits relatifs aux Maignart, mais je m'arrêterai pour rappeler une conversation entre un M. de Bernières, intendant de Flandre et de l'armée de Flandre avec Louis XIV, rapportée par Dangeau, parce qu'elle fait grand honneur au vieux Roi et à son loyal serviteur.

« Vendredi 30 (février) à Versailles. Le roi, après son lever, dit à M. de Bernières, intendant de Flandre : — Vous m'avez mandé souvent, l'année passée, des choses tristes et dures ; mais je vous en sais bon gré, car je veux qu'on me mande toutes les vérités, quelque fâcheuses qu'elles puissent être ; mais j'espère que, cette année, vous ne me manderez rien que de bon. — M. de Bernières l'assura que tout l'argent pour les magasins et pour la subsistance de l'armée, durant la campagne qui vient, avait été donné par M. Desmarets, et si quelque chose manque, Sire, ce sera par ma faute, et vous ne devrez vous en prendre qu'à moi ; et on m'a mis en état de faire subsister votre armée dès le 15 mars, de quelque côté qu'elle se tourne en Flandre » (t. XIII, p. 332).

Cet intendant, qui savait dire de dures vérités au roi et qui servait si bien son pays, est Charles-Étienne Maignart de Bernières, neveu du mari de la présidente amie de Voltaire ; il était né en 1667 et mourut le 20 décembre 1717.

La terre de Bouville fut pour les Jubert ce que celle de Bernières fut pour les Maignart : une sorte de nom patronymique qui fit oublier le véritable et que portaient généralement les aînés. C'est sous ce nom surtout qu'il faut les chercher dans les mémoires. Dangeau parle souvent d'un M. de Bouville, d'abord intendant à Alençon, qu'on envoya à Limoges en 1689, à Orléans en 1694, conseiller d'État en 1709 ; il était le beau-frère de M. Desmarets, le ministre d'État (V. t. II, p. 296 et 454 ;

t. IV, p. 440 ; t. XIII, p. 10). Il fut l'un des commissaires chargés d'examiner l'idée de la dime royale de Vauban et d'autres personnages, ainsi que d'une recherche des malversations dans les finances (t. XIII, p. 249, 445), en 1710 et 1711. Dans le même volume (p. 131), Dangeau mentionne un M. de Bouville, brigadier de cavalerie et de dragons, et dans le tome IX, page 90, en 1705, on voit le conseiller d'État dont on vient de parler acheter pour son fils un régiment à M. d'Asfeld moyennant 84,000 francs.

Je ne mentionne plus qu'un fait de l'histoire des Jubert, et seulement parce qu'il concerne l'histoire des artistes chez nous. La Chesnaye des Bois parle du mariage d'un membre de la famille Jubert, de la branche de Brécourt, Anne Jubert, sieur de Brécourt, avec Marie Varin, fille de Jean Warin *alias* Varin, le fameux graveur de monnaies et médailles de Louis XIII et de Louis XIV. De ce mariage naquit une fille, Marie-Anne Jubert, qui épousa en 1674 Jacques de Malortie, dont elle eut des enfants ; mais ce que ne nous apprend pas le *Dictionnaire de la noblesse* de La Chesnaye des Bois, c'est que cette assertion est confirmée par le testament de Jean Warin, dans lequel figure cet article : « Item ledit testateur donne et lègue à damoiselles Anne-Marie-Jeanne et Marie-Anne Jubert de Brécourt, ses petites-filles, la somme de six vingt mil livres, qui est soixante mil livres pour chacune d'elles, à prendre sur les plus clairs et apparens biens et effaicts de la succession future dudit sieur testateur. Et en cas que dam<sup>lle</sup> Marie Jubert de Brécourt, leur sœur, à présent religieuse novice dans le monastère des religieuses de la Congrégation à Vernoy (*sic*, pour Vernon), n'y fasse pas profession, led. s<sup>r</sup> testateur veult et entend que lad. somme de six vingt mil livres soit partagée également et par tiers entre lesd. dam<sup>lles</sup>, ses deux sœurs, et elle, lesquelles dam<sup>lles</sup> led. sieur testateur substitue l'une à l'autre en cas qu'elles décèdent sans enfants nés en légitime mariage », etc.

On a vu plus haut que le tombeau de la femme d'Alphonse Jubert d'Arcquency avait été exécuté par un artiste du nom de Jubert et qu'il était permis de supposer qu'il était de cette vieille famille Vernonnaise. Voici un mariage d'un Jubert avec la fille d'un artiste qui semblerait montrer que cette



famille aimait les arts et les artistes ; il est vrai que Warin, dans ce même testament, prend les qualités de conseiller du Roy en ses conseils, intendant des bastimens de S. M., conducteur et graveur général des monnoies et moulins de France (moulins à battre monnaie s'entend) ; mais enfin, c'était un homme de naissance obscure ; c'est un fait qui m'a paru devoir être mis en lumière, parce qu'il n'est pas encore très connu. En effet, quoique ce document ait été publié dès l'année 1852, Jal, qui a consacré un curieux article à Warin et aux siens dans son *Dictionnaire critique d'histoire et de biographie*, publié en 1867, ne l'a pas connu et ne parle ni du mariage de l'une des filles de Warin avec un Jubert de Brécourt, ni de celui de l'une des petites-filles de ce grand artiste avec un monsieur de Malortie. C'est à Eudore Soulié, mort prématurément, que l'on doit la publication du testament de Warin. (Voyez t. I, p. 287, des *Archives de l'Art français, recueil de documents inédits relatifs à l'histoire des Arts en France, publié sous la direction de Ph. de Chennevières*). Ai-je besoin d'ajouter qu'il s'agit de l'ancien directeur de la Société des Antiquaires de Normandie ?

J'aurais encore bien des faits curieux à rapporter sur les familles Maignart et Jubert ; à citer leurs alliances, à mentionner leurs diverses seigneuries, mais il faut savoir se borner ; je m'aperçois que cette note a presque pris les proportions d'un mémoire, et je finis en exprimant le vœu que les autorités compétentes civiles et ecclésiastiques de Vernon veuillent bien prendre des mesures pour la conservation du tombeau de Marie Maignart ; ce monument mérite à tous égards qu'on l'empêche de se dégrader, et je dois dire que M. Ed. Meyer faisait observer, il y a plus de dix ans, qu'il serait grand temps que l'on s'en occupât (V. t. II, p. 278).

---

Il est certain qu'il ne faut pas lire Vernoy, mais Vernon, dans le testament de Warin. Il y avait à Vernon (Meyer, t. II, p. 368 et suiv.) un couvent de la Congrégation de N.-D., ordre enseignant de religieuses de la règle de Saint-Augustin. Ce monastère était assujetti à une redevance d'un

bouquet de roses envers le seigneur de Bisv. Or, cette terre, plus tard érigée en marquisat, appartenait dès le XVI<sup>e</sup> siècle aux Jubert, et cette redevance était motivée par le don d'une pièce de terre faite au monastère par un Jubert. Il était donc naturel qu'une fille de cette famille, dont les libéralités envers les monastères et les pauvres sont souvent mentionnées par M. E. Meyer, eût choisi pour y faire profession le monastère de la Congrégation de N.-D. de Vernon. Marie-Anne Jubert de Brécourt, la novice que J. Warin ne nomme que Marie, n'abandonna pas la vie religieuse, car nous la voyons supérieure de son monastère en 1710. Cette congrégation d'Augustines est autorisée en France : elle y possède plusieurs monastères, dont deux à Paris : l'un est établi à l'Abbaye-aux-Bois, l'autre avenue Hoche.

Je ne sais s'il existe des représentants des Maignart de Bernières ; mais il est probable que les MM. de Brécourt, nommés par M. Meyer (t. II, p. 288), sont issus de la famille Jubert. M. Meyer nous apprend que ces messieurs, l'un lieutenant de vaisseau, l'autre capitaine de dragons, donnèrent en 1862, à la ville de Vernon, une collection d'oiseaux et de papillons qui fut l'origine du Musée.

P. 66 : N° 1. — *Histoire du jeton au moyen âge*, par Jules Rouyer et Eugène Hucher (Paris, 1858, 1 vol. in-8°, p. 116 et 117, et pl. X, n° 85).

N° 2. — Voyez page XXIII du tome I<sup>er</sup>.

P. 67 : N° 1. — Montfaucon. *Monumens de la monarchie française* (t. IV, pl. XXVI, p. 143).

P. 68 : N° 1. — V. t. I<sup>er</sup>, p. 326, 327.

N° 2. — Baluze était bien l'homme, je ne dirai pas *on-doyant*, mais *divers* de Montaigne. Le savant qui retenait au passage, pour son propre cabinet, un diplôme de Charles le Chauve, à lui envoyé pour la bibliothèque de Colbert par le trésorier de France à Montpellier, Boudon, qui, lui-même, l'avait emprunté aux religieux de l'abbaye de Montolieu, sachant qu'il ne leur *serait pas restitué*, est le même, le croirait-on, qui a écrit un testament dans lequel l'éminent érudit qui, en

1868, révélait cette mauvaise action, ne put s'empêcher plus tard, en publiant ce document, de louer la délicatesse des dispositions prises par le testateur en faveur de la famille de Théodore Muguet, l'imprimeur de ses œuvres (Voyez Léopold Delisle, *Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, t. I, publié en 1868, p. 472; et du même savant, *Testament d'Étienne Baluze*, t. XXXIII de la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, publié en 1872, p. 195).

P. 241 : N° 1. — Un érudit distingué, M. Anatole de Charmasse, de la Société Éduenne, par moi consulté sur le sort de ces précieux ornements d'église, a bien voulu me faire savoir qu'on l'ignore, mais m'a appris en même temps qu'ils existaient encore en 1770, puisque Courtépée en parle dans sa *Description... du duché de Bourgogne*, comme étant conservés aux Carmes de Châlon au moment où il écrivait (Voyez la nouvelle édition du livre de Courtépée, t. III, p. 231).

P. 242 : N° 1. — *Origine des ornements extérieurs des armoiries*, 1 vol. in-12, 1680 (V. p. 162).

P. 243 : N° 1. — Dom Lobineau. *Histoire de Bretagne* (t. I, p. 791).

N° 2. — Montfaucon. *Monumens de la monarchie française*. Sur la pompe funèbre d'Anne de Bretagne (V. t. IV, p. 129 et suiv., et pl. XV, XVI et XVII).

N° 3. — Dom Lobineau. *Histoire de Bretagne*. I, p. 837.

P. 244 : N° 1. — On peut voir la figure de ce cœur dans les *Monumens de la monarchie française*, de Montfaucon, t. IV, pl. XVIII. Texte, p. 126.

N° 2. — *Manuscrits français*. (N° 5091.)

N° 3. — Le Roux de Lincy. *Vie de la reine Anne de Bretagne*. (IV. p. 107.)

P. 245 : N° 1. — « État des bagues et bijoux rendus par la reine Éléonore. » « ... Et premièrement le collier, fait de dix neuds de cordelière, enrichis chacun neud de quatorze perles, et aux deux bouts, entre chacun desdits neuds,

« y a unze festons à cordelière de canetille, en chacun des-  
« quels festons sont assis les diamants cy-après désignés. »  
Suit la description desdits diamants.

« Item, une grosse poincte de dyament nommée *la belle*  
*pointe* avec ung beau et excellent ruby à jour en perfection,  
enchâssé en une lectre de A, pendant à une petite chesne  
à chesnon ronds, émaillée de noir et cordelière esparguée  
d'or.

« En marge, *la petite chesne a été ostée.* »

« Item, une poincte de dyament, moindre que la précédente,  
« appelée *la poincte de Bretagne*, assis en un rond de cor-  
« delière de canetille, à laquelle pend une grosse perle en  
« poire, attachée ladicte bague à une cottuère de soie noire. »  
(Voyez *Nouvelles archives de l'art français, recueil de*  
*documents inédits publiés par la Société de l'histoire de l'art*  
*français*. (Année 1878. T. VI, p. 248 à 252. Document communi-  
qué et annoté par M. E. Bonnaffé.)

P. 246 : N° 1. — On peut voir la reproduction de l'une de ces  
F dans la *Monographie du palais de Fontainebleau*, par  
R. Pfnor, 1863 (t. II, pl. CXL, n° 29 de publication).

N° 2. — Douët d'Arcq. *Inventaire des sceaux des archives*  
(t. I, n° 170).

P. 247 : N° 1. — *Ibid.*, n° 171.

N° 2. — *Ibid.*, n° 175.

N° 3. — *Ibid.*, n° 177.

N° 4. — *Ibid.*, n° 181. Les sceaux de Marie Leczinska et de  
Marie-Antoinette ne sont pas entourés de cordelières. — *Ibid.*,  
n° 184 et 185.

P. 251 : N° 1. — *Traité de la noblesse et de ses différentes*  
*espèces*, etc., etc., par messire Gilles André de La Roque (édition  
de 1710, p. 228).

N° 2. — *Mémoires de la Société archéologique et historique*  
*de l'Orléanais* (t. XVII, 1880. V. p. 136). — Le mémoire de  
M. Boucher de Molandon a été tiré à part, avec la date de 1878.

## RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE L'ANNÉE

Par M. Eug. de BEAUREPAIRE

Secrétaire.

---

MONSIEUR LE DIRECTEUR,  
MONSEIGNEUR,  
MESSIEURS,

Je viens vous soumettre, conformément à notre règlement, le compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année 1886. Comme dans mes rapports précédents, je me bornerai à noter les faits principaux, m'en référant pour les détails aux procès-verbaux des séances mensuelles que vous trouverez dans le *Bulletin*.

Les recherches historiques, toujours en faveur parmi nous, ont embrassé les époques les plus diverses et se sont portées sur les sujets les plus variés.

Parmi les travaux qui vous ont été soumis, nous citerons tout d'abord des fragments d'une *Histoire de Caen*, dont les éléments sont empruntés aux archives municipales, et qui a pour auteur notre jeune, laborieux et très zélé confrère, M. Pierre Carel. M. Carel, avec l'audace qui sied aux jeunes,

s'est imposé la tâche assez lourde de refaire, sur de nouvelles bases, à l'aide de documents ignorés jusqu'ici ou peu connus, l'histoire entière de notre cité. Comme début, il en a détaché pour nous un épisode dramatique, fort bien étudié déjà par M. Canivet, l'émeute de 1639, et tout récemment il a publié, en le dédiant à ses concitoyens, un nouveau volume qui va de Philippe Auguste à Charles IX, et qui, à bref délai, sera suivi de plusieurs autres. Nous aurons à revenir plus tard sur cette intéressante entreprise ; il nous suffit, pour le moment, de la signaler à votre sympathique attention.

M. Henri Moulin nous a fait parvenir une étude, mi-partie historique, mi-partie archéologique, sur le Passais normand. Notre confrère est mort peu de temps après cet envoi, et ces pages nous sont d'autant plus précieuses qu'elles sont, à vrai dire, les dernières qu'il ait écrites.

M. Desprairies, dont nous avons eu déjà l'occasion de signaler les recherches sur l'instruction publique dans les campagnes voisines de Carentan, sous l'ancien régime, a achevé pour nous un Mémoire important sur les *Assemblées du général de la paroisse dans le Cotentin*.

M. Joly, doyen honoraire de la Faculté des Lettres, dont vous n'avez certainement pas oublié la dissertation tout à la fois probante et ingénieuse sur la Fosse de Sousy, y a ajouté cette année un court mais utile complément.

M. Émile Travers vous a fait profiter des résultats de recherches longues et laborieuses qu'il a fait porter sur deux sujets bien différents : les Sceaux topographiques, — le lieu de la sépulture de Christophe Colomb.

Le savant et très obligeant archiviste du département, M. Benet, a tracé un tableau impressionnant de la famine dans la généralité de Caen à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La situation de l'Avranchin était exceptionnellement lamentable. M. Benet nous réserve encore un document très curieux : l'état du mobilier d'une église au XV<sup>e</sup> siècle.

On s'occupe en ce moment, de divers côtés, de recueillir tout ce qui se rattache à la famille du philosophe Helvétius et au court séjour qu'il fit chez un de ses parents, à Caen, pendant son adolescence. Grâce aux notes qui nous ont été remises par M. de Lioncourt, nous avons pu répondre avec précision aux questions qui nous ont été adressées à ce sujet par M. le baron de Longuerue.

M. Gasté, dont nous rencontrons toujours le nom quand il s'agit d'études normandes, nous a entretenus de l'abbé Coutard, fondateur des premières écoles de filles à Neuville, près Vire, et de Pierre Corneille. Il n'était pas question dans ce dernier travail, hâtons-nous de le dire, d'appréciations ou de vues nouvelles sur quelques-uns des chefs-d'œuvre du grand tragique français, mais tout simplement du point de savoir si, dans sa jeunesse, le futur

auteur du *Cid* et de *Polyeucte* n'aurait pas pris part aux concours palinodiques de Caen.

Ce serait là, à coup sûr, un grand honneur pour le Palinod ; mais, bien que la chose n'ait rien d'impossible et qu'elle ait été affirmée *solennellement en latin* par un *recteur de l'Université*, nous restons en défiance et nous ne nous sentons pas absolument convaincu. M. Gasté se contente, du reste, de poser le problème, sans avoir la prétention de nous en donner la solution.

Dans une de nos dernières séances, notre dévoué président, M. de Panthou, vous a raconté les vicissitudes étranges d'un christ en ivoire du grand sculpteur Girardon. Il nous paraît inutile d'insister sur l'intérêt de cette communication dont vous allez, dans quelques instants, entendre la lecture.

Pour compléter cette énumération, ajoutons que votre secrétaire vous a lu la biographie d'un de nos anciens présidents, M. Cauvet ; un récit de l'assassinat du comte d'Aché ; des observations sur quelques chansons populaires, à propos d'un recueil manuscrit du XVI<sup>e</sup> siècle, avec musique de Le Jeune, appartenant à M. de La Sicotière.

En dehors des questions historiques, vous avez eu à vous occuper d'un certain nombre de découvertes locales qui ont été successivement portées à votre connaissance.

A Torteval, au cours de travaux de restauration entrepris à l'intérieur de l'église, on a retrouvé sous



le badigeon, des peintures murales, sur lesquelles MM. Senot de La Londe et Chifflet nous ont fourni quelques détails. A May-sur-Orne, M. Aimé Jacquier, et l'un de nos correspondants les plus dévoués, M. Simon, nous ont signalé une pierre tombale du XIV<sup>e</sup> siècle, à double personnage, dont notre vice-président, M. l'abbé Montcoq, a bien voulu prendre la défense, et qui sera sauvée, grâce à l'intervention de notre honoré confrère, M. l'abbé Révérony.

C'est encore au chapitre des découvertes qu'il faut placer les inscriptions d'Ussy et de Soliers, la grotte-abri de l'époque de la pierre éclatée, signalée à la *Brèche au Diable* par M. Costard ; une patène en plomb du XVI<sup>e</sup> siècle, couverte de sujets étranges dont nous devons un excellent dessin au même M. Costard ; un fragment du registre des délibérations de la ville de Caen pour l'année 1549, retrouvé à Paris dans un lot de vieux papiers par M. le vicomte de Blangy ; un chapiteau de cheminée en style roman du XII<sup>e</sup> siècle, ramené inopinément un jour par M. Huart, architecte, dans une maison d'aspect insignifiant, au n<sup>o</sup> 105 de la rue Saint-Pierre ; enfin, pour couronner le tout, au n<sup>o</sup> 52 de la même rue, cette curieuse façade polychromée du XV<sup>e</sup> siècle, qui, débarrassée de l'enduit sous lequel elle était cachée, nous rend aujourd'hui l'ancien logis des de Mabrey avec sa physionomie et son éclat primitifs. Cette restauration consciencieuse fait le plus grand honneur aux intelligents propriétaires de l'immeuble, MM. Bouet, négociants en papiers peints. Nous leur avons déjà adressé toutes vos féli-

citations ; nous vous demandons la permission de les leur renouveler aujourd'hui.

Nous ne sommes pas encore en mesure de vous entretenir du rétable de Rouvre, dont le caractère archaïque nous a été signalé par un homme fort compétent en pareille matière et très dévoué à notre Société, M. Francis Jacquier. Nous espérons pouvoir très prochainement vous soumettre, avec un dessin de ce petit monument, les observations qu'il nous a suggérées.

Sous la direction vigilante et éclairée de son conservateur, M. Charles Duplessis, notre Musée a pris depuis quelque temps de notables accroissements. Parmi les généreux donateurs de 1886, nous devons une mention spéciale à M<sup>me</sup> Pépin, de Saint-Pierre-sur-Dives, veuve de notre regretté confrère, M. le docteur Pépin.

Cette année encore, malgré les ressources très amoindries de notre budget, nous avons tenu à offrir une médaille d'honneur aux élèves qui ont obtenu le premier prix d'histoire, en rhétorique, dans les six lycées de Normandie. Les jeunes élèves qui ont mérité cette distinction sont : MM. Zimmermann (Maurice) pour le lycée d'Évreux, Jouvin (Georges) pour le lycée d'Alençon, Larsonneur (Victor) pour le lycée de Coutances, Dibadier (Louis) pour le lycée de Rouen, Morand (Victor) pour le lycée du Havre, Bacon (Ernest), de Courseulles, pour le lycée de Caen.

En 1866, nous avons admis dans nos rangs, comme membres titulaires : MM. Zevort, recteur de l'Académie, dont la haute bienveillance nous est infiniment précieuse ; Couraye du Parc, ancien élève de l'École des Chartes, attaché à la Bibliothèque nationale ; Tardif (Joseph), docteur en droit à Paris ; Delalande, curé-doyen de Saint-Jean ; de Saint-Pol, vicaire de Saint-Julien ; Tony Genty, avocat à la Cour d'appel ; de Longuemare, avocat à la Cour d'appel ; Henri Lecourt, auteur de nombreux travaux généalogiques, notaire à Deauville ; Coville, ancien élève de l'École des Chartes, maître de conférences à la Faculté des Lettres de Caen, et Henri Cordier, professeur à l'École des hautes études, à Paris.

Malheureusement, jamais, à notre connaissance, dans un seul exercice, nous n'avions éprouvé des pertes aussi nombreuses et aussi douloureuses.

Nous avons, en effet, à déplorer la mort de MM. Lamotte et Auvray, architectes à Caen ; Gaslonde, ancien conseiller d'État, ancien député ; Le Beurier, archiviste en retraite du département de l'Eure ; Alfred Ramé, membre de la Société des Antiquaires de France, conseiller à la Cour d'appel de Paris ; Denis-Dumont, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu ; Henri Moisy, juge honoraire à Lisieux ; Henri Moulin, ancien maire de Mortain ; Quenault (Léopold), sous-préfet honoraire, membre du Conseil général de la Manche, tous travailleurs infatigables et ayant contribué, chacun dans son genre, au progrès intellectuel dans notre province et au bon renom de notre Compagnie.

Membre de la Société française d'Archéologie depuis bien longtemps, M. Lamotte était entré dans nos rangs le 5 février 1865. Il se fit distinguer rapidement par la précision de ses connaissances, par son goût pour les recherches locales, par son amour de l'art, si vif, si désintéressé.

Le 26 avril, au moment des obsèques, j'ai dû, en lui adressant, en vôtre nom, les derniers adieux, passer en revue et apprécier les divers édifices construits ou réparés par ses soins. Ce n'est pas le moment d'y revenir. Architecte habile et plein de ressources, M. Lamotte était aussi un admirable restaurateur d'églises ; personne n'entendait mieux la construction d'un clocher. Les flèches si élégantes et si bien venues de l'ecclésiolo de Venoix et de la chapelle des Bénédictines à Caen suffiraient, à elles seules, à perpétuer sa mémoire.

M. Auvray était aussi un homme d'une réelle valeur, dont les travaux divers ont été parfaitement jugés par M. le Maire de Caen, dans le discours prononcé au moment de l'inhumation, le 21 avril dernier. Nous en détacherons quelques lignes : « Je tiens, a dit M. le Maire, à vous signaler au moins une partie de l'œuvre de M. Auvray, dans laquelle il a montré la meilleure part de son savoir et la profonde connaissance qu'il avait de la science archéologique. Je veux parler de la restauration de nos édifices religieux qu'il a dirigée, comme architecte des monuments historiques. Soit en collaboration avec M. Ruprich Robert, soit seul, il a restauré Saint-Pierre, Saint-Étienne, l'Abbaye-aux-Dames,

Saint-Julien, Vaucelles, Saint-Jean, l'église de Saint-Contest, le prieuré de Saint-Gabriel. Regardez tous ces édifices et admirez avec quel goût, avec quelle science M. Auvray a réparé les ravages du temps, de quelle main sûre, autant que respectueuse, il a touché à ces vieilles pierres auxquelles il rendait les splendeurs d'autrefois. »

M. Auvray avait fait en particulier de l'église Saint-Pierre l'objet d'études longues et approfondies. Il se flattait qu'un jour ou l'autre, il aurait l'honneur d'attacher son nom à la restauration définitive de l'œuvre du grand architecte caennais, Hector Sohier. Ses espérances ont été déçues. Dieu veuille que son fils, qui occupe aujourd'hui son emploi et qui a entre les mains ses plans, ses dessins, puisse, sous les auspices de la ville et de l'État, reprendre et mener à bien cette entreprise patriotique. Le temps presse, et pour peu que l'on attende, il n'y aura plus rien à restaurer. Un coup d'œil jeté en passant sur cette merveilleuse abside permet de se faire une idée de la marche effrayante de la destruction. C'est encore plus triste, lorsque de l'ensemble on passe à l'examen des détails. Je ne sais, Messieurs, si vous avez eu entre les mains la première livraison d'une publication, très digne d'attention et d'encouragement, *La Normandie archéologique*, de MM. Douin et Peret. Une des planches reproduit un pinacle renaissance de la grande chapelle absidale. Ce ne sont que ruines et débris. Les plus gracieux motifs, effroyablement mutilés, se laissent à peine entrevoir. Dans sa réalité brutale, je ne connais rien de plus expressif et de plus navrant.

M. Gaslonde, né à Avranches en 1812, a été l'un des élèves les plus remarquables du collège de cette ville, l'un des plus brillants professeurs de la Faculté de Droit de Dijon.

La Révolution de 1848 lui ouvrit les portes de la vie politique. Membre de l'Assemblée nationale, il devint plus tard conseiller d'État, député après 1870, conseiller général du département de la Manche. Très mêlé aux luttes actives des partis, M. Gaslonde n'appartenait à notre Compagnie que par l'intérêt que tous les esprits élevés portent au développement des études historiques. Cet intérêt, il nous le témoigna en toutes circonstances ; il se proposait de faire mieux en écrivant, à notre intention, quelques considérations sur l'administration ancienne de notre province. Ses études spéciales l'avaient admirablement préparé pour un travail de ce genre. Mais personne ici-bas n'est maître de sa destinée ; le Mémoire qui nous avait été promis resta toujours à l'état d'ébauche ; la politique, qui s'était emparée de M. Gaslonde après la chute de Louis-Philippe, ne nous le rendit jamais.

Bien qu'il n'ait jamais résidé dans notre province, M. le conseiller Alfred Ramé n'en faisait pas moins depuis longtemps partie de notre Association. C'était un antiquaire sagace, pénétrant, consciencieux jusqu'au scrupule, que la lutte n'effrayait guère et qui était merveilleusement armé pour la soutenir.

Nous laissons à d'autres l'appréciation complète de ses publications archéologiques. Pour nous, nous ne saurions jamais oublier l'attachement qu'il avait

pour le Mont-Saint-Michel et avec quelle spontanéité et quelle ardeur il se joignit à nous pour le défendre. Il avait fait de cet incomparable monument l'objet d'études approfondies, poursuivies sur les lieux pendant de longues années ; il avait préparé à ce sujet un Mémoire étendu dont quelques pages vous ont été soumises, et pour l'illustration desquelles il s'était assuré la collaboration de M. Bouet ; puis, tout à coup, il s'était arrêté et en avait remis à un autre moment l'achèvement. Difficile pour lui comme il l'était pour les autres, il désirait, avant d'exposer son système au grand jour, procéder à de nouvelles et minutieuses vérifications. Le temps lui manqua pour le faire, et voilà comment un travail original, dont la rédaction était achevée, et que nous avons eu, un instant, tout entier entre les mains, ne paraîtra probablement jamais.

Que dire maintenant d'un autre confrère, que nous voyions pour ainsi dire chaque jour, et qui, en plein succès, en pleine vigueur de talent, a été enlevé subitement à l'estime et à l'affection de tous, M. le docteur *Denis-Dumont*. Ce n'est pas à nous qu'il appartient d'apprécier la carrière médicale de M. le docteur Denis ; un de ses plus chers et de ses meilleurs élèves, M. le docteur Lesigne, nous dira plus tard ce qu'a été le médecin, ce qu'a été le chirurgien ; mais, dès maintenant, nous avons le droit et le devoir de proclamer ici qu'il n'était pas de nature plus sympathique, d'esprit plus ouvert à tous les genres de recherches. M. le docteur Denis-

Dumont s'intéressait à tout parce qu'il pouvait tout saisir, tout comprendre.

Les *Rapports sur les épidémies cholériques* dans le Calvados, les biographies de *M. Dan de La Vauterie*, des *docteurs Vastel* et *Leprestre*, se lisent facilement et sont remplis d'intéressants détails ; son livre sur *Le Cidre*, arrivé aujourd'hui à sa troisième édition, a été un évènement et exerce encore sur l'opinion publique, trop longtemps égarée, la meilleure et la plus salutaire influence. Par un côté, d'ailleurs, le volume nous appartient. L'auteur y traite, en effet, non seulement la question médicale, mais la question économique et la question historique, et c'est précisément cette multiplicité d'aspects qui donne à l'ouvrage sa grande originalité. Le volume sur le cidre avec le complément, présenté plus tard au Congrès pomologique de Rouen, sur la culture du pommier, restera, nous en sommes convaincu, l'œuvre importante du docteur Denis-Dumont ; elle fera inscrire son nom sur le Livre d'Or des médecins normands, à côté de ces praticiens érudits qui dissertèrent aussi sur le jus de la pomme et sur le pommier : Jacques de Cahaigues, professeur et recteur de l'Université de Caen, et le médecin des rois Charles IX et Henri III, Julien Le Paulmier de Grentemesnil.

M. Denis-Dumont songeait à d'autres travaux d'un genre un peu différent, dont il m'avait fait confidence, et qu'il réservait à notre Société. Les *Mémoires du sire de Gouberville*, dont nous achevons en ce moment l'impression, l'avaient vivement frappé, et il avait eu l'idée d'en extraire les éléments



d'une double étude sur la chasse et la médecine dans le Cotentin à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Il était encore occupé à recueillir des notes lorsque la mort est venue le frapper.

Comme M. Denis-Dumont, M. l'abbé Le Beurier était originaire du département de la Manche. Né à Villedieu, le 5 février 1819, M. Le Beurier, après avoir été membre de la Congrégation des missionnaires de France, professeur de dogme à la Faculté de Bordeaux, revint en Normandie comme archiviste du département de l'Eure, le 12 mai 1851. Il occupa ce poste avec une véritable distinction jusqu'au 5 novembre 1875, date de sa mise à la retraite.

Chanoine titulaire de la cathédrale d'Évreux, depuis déjà quelque temps, il résigna également ces fonctions en 1882 pour aller se fixer à Mantes et se consacrer tout entier, en qualité de supérieur, au relèvement d'un couvent de Bénédictines qui, comme établissement d'éducation, avait eu ses jours de vogue, mais qui, par suite de circonstances diverses, se trouvait réduit à l'état le plus précaire.

Ce que, dans cette œuvre de pieuse reconstitution, M. l'abbé Le Beurier a dépensé de dévouement, d'activité, d'argent, avec une abnégation et une ténacité admirables, nous ne le saurons jamais. Qu'importe, après tout ? Notre confrère ne travaillait pas en vue de l'approbation des hommes ; c'est d'ailleurs que lui venaient ses inspirations et qu'il attendait sa récompense.

Ce prêtre zélé, cet habile administrateur, n'en

était pas moins un savant très avisé et, à l'occasion, un contradicteur redoutable. Il a fait beaucoup pour l'histoire du département de l'Eure, et son nom restera attaché aux discussions archéologiques les plus retentissantes de ces dernières années.

Avec toute sa science, et peut-être même à cause de sa science, M. l'abbé Le Beurrier était sujet aux distractions les plus étranges et avait de plus, dans les manières, une brusquerie familière qui le rendait absolument impropre au maniement des objets d'art et de curiosité. Nous nous le rappelons, il y a une vingtaine d'années, à Alençon, oubliant jusqu'à son nom et brisant une merveilleuse faïence qu'il tenait à la main, sans interrompre pour cela une dissertation qu'il avait entamée sur les caractères essentiels des céramiques normandes.

La solidité, hélas, n'était pas au nombre des caractères essentiels dont il parlait si bien. Ce désastre artistique lui fut vite pardonné, mais, nous devons l'avouer, le premier moment fut difficile.

Avec M. Joret, professeur de littérature française à la Faculté des Lettres d'Aix, avec M. Le Héricher, président de la Société d'archéologie d'Avranches, M. Henry Moisy, juge honoraire à Lisieux, représentait parmi nous la science philologique. Il était entré dans nos rangs en 1871, et, depuis, nous avons toujours entretenu avec lui les rapports les plus suivis et les plus intimes.

Après nous avoir adressé plusieurs communications, il publia en 1875, dans notre *Bulletin*, un travail important qui remplit tout un volume et qui

porte pour titre : *Noms de familles normands, étudiés dans leurs rapports avec la vieille langue et spécialement avec le dialecte normand.*

L'ouvrage, tiré à part à quatre cents exemplaires, s'écoula rapidement. Il est sérieusement fait, très intéressant, et valut à son auteur les suffrages des hommes les plus compétents.

Encouragé par un succès sur lequel, tout d'abord, il n'avait pas cru pouvoir compter, notre confrère s'engagea de plus en plus dans cette voie.

Il y a quelques mois à peine, il publiait un volume beaucoup plus considérable : *Le Dictionnaire du patois normand*, mentionné très honorablement par l'Académie française dans le dernier concours, et il corrigeait l'épreuve d'un supplément qu'il avait cru devoir y ajouter, lorsqu'il a été atteint de la maladie à laquelle il a succombé.

Il laisse en portefeuille un autre ouvrage non moins important, le *Glossaire comparatif anglo-normand, donnant plus de 5,000 mots aujourd'hui bannis du français et qui sont communs au dialecte normand et à l'anglais*. Grâce aux arrangements pris par la famille de M. Moisy avec notre jeune et intelligent imprimeur, M. Delesques, ce dictionnaire, qui mettra le sceau à la réputation philologique de notre regretté confrère, sera publié dans le courant de l'année 1887.

La linguistique n'était pas la seule préoccupation de M. Moisy. Tout ce qui avait trait à l'histoire et aux antiquités de la ville de Lisieux l'intéressait particulièrement. Bien peu de jours avant sa mort, nous recevions de lui une note précise, comme tout

ce qu'il écrivait, sur un sceau en plomb trouvé dans des terrassements, aux environs de la cathédrale.

Mais sa grande découverte, celle qui marquera entre toutes dans l'histoire du vieux Lisieux, est cette tête de satyre en marbre de l'époque romaine, si pure de style, si expressive, qu'il nous présenta triomphalement à l'une de nos séances et qui a donné lieu, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, à une très curieuse dissertation de notre ancien directeur, M. Heuzey.

C'est dans les premiers jours de novembre seulement que nous avons appris la mort de M. Henri Moulin, ancien maire de Mortain, qui faisait partie de notre Compagnie depuis l'année 1864. Un de ses amis, M. Arthur Legrand, publiciste distingué, ancien député du département de la Manche, dans une notice remarquable, a rendu pleine justice aux qualités de l'homme, à l'habileté et au dévouement de l'administrateur. Nous n'avons pas l'intention de vous redire ici ce qui a été ailleurs si complètement et si bien dit ; permettez-moi seulement de vous rappeler que M. Moulin a été l'un de nos plus fidèles collaborateurs. Il représentait parmi nous une contrée pittoresque, mais où les travailleurs, depuis le départ de M. Sauvage, n'abondent pas, le *Mortainais*. M. Moulin, lui, s'efforçait de suppléer à la disette des chercheurs et de combler les lacunes. *La direction des anciennes voies, les vieilles églises, quelques-uns des monuments mégalithiques* épars encore sur le sol, lui fournirent tour à tour le sujet d'instructives monographies. Qui recueillera aujour-

d'hui la succession littéraire de M. Moulin ? Qui continuera les investigations commencées ? C'est une question que nous nous posons et à laquelle il nous serait, en ce moment, difficile de répondre.

Ce que M. Moulin était pour le Mortainais, M. Quenault, que nous avons perdu le 23 mars dernier, l'était pour le Cotentin ; ses communications avec notre compagnie ont été d'ailleurs si nombreuses, son rôle dans son arrondissement, au point de vue archéologique, si prépondérant, que vous me permettrez d'entrer à son sujet dans quelques détails.

Né à Coutances le 4 avril 1808, M. Quenault a été successivement maire de sa ville, conseiller de préfecture, secrétaire général d'Eure-et-Loir, sous-préfet à Tournon, à Vire et à Coutances.

Dans ses diverses résidences, nous le retrouvons avec le même caractère, les mêmes préoccupations, étudiant consciencieusement les ressources économiques du pays, très soucieux en même temps de son histoire, de ses monuments, de ses mœurs, de ses usages. Si le Folk-Lore eût été inventé, M. Quenault, on peut l'affirmer, eût été l'un de nos Folk-Loristes les plus passionnés et les plus convaincus. A défaut de ces investigations spéciales, il avait au moins, grand ouvert devant lui, le champ de l'histoire et de l'archéologie, et en disciple fidèle de M. de Caumont, il ne manqua pas une seule occasion de s'y engager.

A Chartres, il profite d'une mission du Ministre de l'Instruction publique pour explorer les Archives

municipales et y transcrire le texte des lettres des Rois de France aux gouverneurs et échevins de la ville, de 1520 à 1711. La récolte avait son importance, et le 27 décembre 1860, dans une lettre qu'il m'adressait, il me signalait avec raison l'intérêt de quelques-uns de ces documents pour l'Histoire de la Saint-Barthélemy.

A Tournon; c'est autre chose. Pendant qu'il administre cet arrondissement, il en dresse la statistique monumentale, s'inquiétant tour à tour des reliques des saints, des pierres tombales, des inscriptions romaines et des débris plus ou moins mutilés de l'architecture nationale qu'il rencontre un peu partout. Il y a plus !!! Le sous-préfet de Tournon prend son rôle de protecteur-né des monuments anciens, tellement à cœur, qu'il intervient à l'occasion officiellement, et qu'il contribua pour sa bonne part à sauver le chœur roman de l'église de Saint-Jean de Muzols.

« Lorsque je suis arrivé à Tournon, nous dit-il, ce « monument curieux était voué à la destruction. « L'édification d'une nouvelle église était résolue, et « pour subvenir à la dépense, on devait vendre le « terrain et les matériaux de l'ancienne. J'ai obtenu « que le pourtour du chœur, qui est en pierre de « taille, fût transporté à la nouvelle église, où il « servira, soit de chapelle, soit de sacristie (1). »

Nous ne voulons médire de personne, mais parmi les plus hauts fonctionnaires, sous tous les régimes,

(1) *Recherches historiques et archéologiques sur la Basse-Normandie, etc.*, p. 331.

combien pourrait-on en citer, ayant eu l'idée, à propos d'un chœur d'église, fût-il roman, d'entrer sérieusement en campagne et d'ouvrir des négociations.

Ces vues élevées, que nous ne saurions trop louer, ne firent que s'accroître chez M. Quenault après son retour en Basse-Normandie.

Dès 1845, à l'époque où il était maire de Coutances, il les avait affirmées en publiant un Mémoire sur la ville de Coutances. Ce travail est une œuvre de début, mais il peut être considéré comme le point de départ des brochures et des volumes qui parurent dans la suite. C'est, en effet, à la ville de Coutances, à son histoire, à ses grands hommes, que M. Quenault revenait toujours, et nous devons constater que ce patriotisme local l'a généralement bien inspiré et lui a presque toujours porté bonheur. Dans ce genre, l'œuvre capitale de notre confrère est le petit volume intitulé : *Recherches historiques, archéologiques et statistiques sur la ville de Coutances*. Sous une forme et avec un titre un peu différents, c'est à vrai dire une seconde édition corrigée et augmentée de l'essai de 1845. M. Quenault devait nous en donner une troisième, très abrégée cette fois, dans le *Guide de l'étranger à Coutances et aux environs*.

Nous y joindrions volontiers les *Mélanges historiques et littéraires*, *La chapelle et le pèlerinage de la Roquette*, les *Nouvelles recherches archéologiques*, les notes sur le *Buste du Musée*, sur la *Vierge de Saint-Nicolas*, sur le *Vase d'Urville*, *l'Étude sur les grands baillis du Cotentin*, enfin et surtout les

*Recherches historiques et archéologiques sur la Basse-Normandie, le Vivarais et le pays Chartrain.* En mettant de côté, dans ce volume, ce qui a trait à Chartres et à l'arrondissement de Tournon, nous rencontrons quelques dissertations sur des points d'histoire ou d'archéologie monumentale, qui ont eu le privilège de passionner longtemps les érudits normands, et qui peut-être les passionneraient encore aujourd'hui.

Les habitants de la Manche ne peuvent pas, nous en convenons, soulever pour leur compte une question aussi palpitante que celle de l'emplacement plus ou moins problématique de l'ancienne *Alesia*. Aucun antiquaire, jusqu'ici, n'a eu l'audace de transporter cette localité célèbre dans leur voisinage, mais ils ont le droit, tout au moins, avec quelque apparence de raison, de chercher sur leur territoire l'endroit précis où le lieutenant de César, Labienus défit le chef gaulois Viridovix.

Comme on pouvait s'y attendre, ils n'y ont pas manqué. Diverses opinions se sont produites, des discussions ardentes se sont engagées, mais nous ne nous sommes pas aperçu jusqu'ici que du choc ait jailli la lumière.

Dans l'armée des combattants, on peut distinguer trois groupes principaux : les partisans de Mont-Castre, commune de Lithaire, ceux de Champrepus, ceux du Châtellier, dans la commune du Petit-Celland, arrondissement d'Avranches.

Comme les abbés Lefranc et Desroches dont il s'approprie les idées, M. Quenault tient résolûment pour Champrepus et donne à l'appui de son opinion



de bonnes et aussi, pourquoi ne pas le dire, de mauvaises raisons. Nous rangeons sans hésitation au nombre des mauvaises raisons les interprétations étymologiques qui nous sont proposées. C'est un tribut payé, en passant, à une archéologie imaginative qui fut trop longtemps en faveur. Les constatations matérielles faites sur les lieux et l'énumération des objets antiques rencontrés dans le voisinage, si elles ne résolvent pas toutes les difficultés, procèdent d'une critique de meilleur aloi et ont au moins plus de valeur.

Non moins ardu et non moins importants sont deux autres problèmes : l'origine de l'aqueduc de Coutances, la date exacte de la cathédrale. Il y a là des questions infiniment délicates qui nous intéressent d'autant plus que les raisons de décider sont plus nombreuses, plus saisissantes, nous pouvons ajouter d'un caractère moins conjectural.

Sur l'une d'elles : la question de l'origine de l'aqueduc, M. Quenault a eu la rare bonne fortune de pouvoir faire la lumière. S'appuyant sur des documents authentiques, il a démontré, en effet, péremptoirement et contrairement à la légende accréditée, que ce singulier monument, dont les ruines sont encore si pittoresques, datait du moyen âge et n'avait rien de romain. Le travail de notre confrère est définitif ; il ne sera pas refait, et ses conclusions ont reçu la plus éclatante confirmation de l'examen attentif des constructions et du résultat des fouilles qui ont été entreprises.

Sans arriver à un résultat aussi décisif, les observations sur la cathédrale de Coutances ne sont point

indignes d'attention. Ce n'est point ici le lieu de revenir sur cette vieille querelle qui a mis aux prises M. de Gerville et M. de Caumont, M. Vitet, Mgr Delamare, M. l'abbé Pigeon, M. l'abbé Lecanu et l'inventeur des moines celtiques, M. Didier, de Saint-Lo, sans parler des autres.

Dans cette mêlée ardente et quelque peu confuse, M. Quenault eut tout d'abord le mérite de se faire une opinion à lui. Il ne fut pas de ceux qui rêverent pour la cathédrale une antiquité en désaccord avec son aspect architectural. Malgré les réclamations de l'amour-propre local, il eut l'audace de la rajeunir. Quand il émit pour la première fois cette opinion, ce fut dans le pays un véritable scandale. Le système cependant, on doit en convenir aujourd'hui, avait un caractère assez spécieux et contenait, somme toute, une large part de vérité.

D'après M. Quenault, la cathédrale, dans son ensemble, aurait été reconstruite et remaniée de fond en comble par Silvestre de La Cerveille à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Les témoignages des historiens affirmant que l'édifice avait été à peu près ruiné par le siège de 1356, et les sommes considérables qui paraissent avoir été dépensées pour sa réfection, un peu plus tard, par l'évêque de Coutances, donnent certainement quelque couleur à cette manière de voir. Les recherches dont le monument a été l'objet dans ces dernières années ont été d'ailleurs de nature plutôt à la confirmer qu'à l'infirmer. Elles n'établissent certainement pas l'impossibilité d'une construction au XIII<sup>e</sup> siècle, mais elles donnent aux réparations

du XIV<sup>e</sup> une importance dont, jusqu'ici, on n'avait pas assez tenu compte.

M. Quenault n'a pas été le dernier à s'en apercevoir, mais, en somme, il a eu le triomphe modeste et réservé. Nous trouvons même qu'il ne triomphe pas assez, car il finit par découvrir que tout le monde pourrait bien avoir eu raison dans cette mémorable discussion.

« Notre cathédrale, nous dit-il, qui semble, tant  
« elle est homogène, ne pouvoir être l'œuvre que  
« d'un seul artiste, a été retouchée, remaniée, restaurée et reconstruite de siècle en siècle, depuis  
« sa fondation, par les évêques Robert et Geoffroy  
« de Montbray, au XI<sup>e</sup> siècle. Tous les antiquaires  
« ont eu raison, en partie, quand ils ont attribué sa  
« date au XI<sup>e</sup>, au XII<sup>e</sup>, au XV<sup>e</sup>. Peut-être en est-il  
« de même de ceux qui l'attribuent au XIII<sup>e</sup>, ce qui  
« n'est pas prouvé par des titres authentiques,  
« comme pour les autres restaurations. »

Comme on le voit, il est impossible d'être plus accommodant !! Il est vrai que, un peu plus tard, l'auteur des *Recherches archéologiques* se rattrape et nous livre, avec une sincérité plus absolue, sa pensée tout entière. Le passage est court et vaut la peine d'être reproduit. « Je prétendais, écrit-il, que  
« la restauration dont on voyait les traces ne pouvait  
« avoir eu lieu qu'après le siège. *Suivant ma méthode, qui m'a si bien réussi pour l'aqueduc, je me*  
« *tenais fermement appuyé sur une charte authentique.*—Je n'étais pas loin de la vérité qui commence  
« à se faire jour. — On trouve, en effet, des traces  
« de cette restauration dans toutes les parties du

« chœur, que l'on considère généralement comme  
« le spécimen le plus pur du XIII<sup>e</sup> siècle. »

Dans les recherches historiques proprement dites, l'initiative prise par M. Quenault ne mérite pas moins d'éloges. Nous faisons ici allusion à ses publications relatives à la Révolution française : *L'Enlèvement du chevalier Destouches, Le Procès de Désoteux dit Cormatin, L'Abbé Toulorge, La Terreur dans une ville de province, Le Combat de la Fosse (12 brumaire an VIII)*.

Dans toutes ces monographies, M. Quenault s'est attaché à réfuter des erreurs et à rétablir la véritable physionomie des personnes et des choses. Ce n'est pas toujours une tâche facile, notre confrère y a généralement réussi.

Vers la fin de sa vie, un problème d'un ordre un peu différent — l'explication des causes des invasions de la mer sur les côtes du Cotentin — s'était imposé à son esprit. Il y a consacré de nombreuses brochures. Il nous avait même envoyé à ce sujet le prospectus d'un travail définitif qui n'eût pas compris moins de deux volumes in-8° avec plans et cartes à l'appui. Inutile de dire que ce projet n'a pas reçu d'exécution.

La fondation de la Société académique du Cotentin fut un des derniers bonheurs de notre confrère. Ce nouvel établissement avait pris naissance sous les auspices du savant et vénéré Mgr Bravard, avec la coopération très active de M. Quenault.

C'était là la réalisation d'un de ses rêves les plus anciens. Au sein d'une association de ce genre, il lui semblait reprendre possession de son véritable terrain.

Dans cette atmosphère fortifiante, loin des luttes irritantes et stériles de la politique, il retrouva pour un instant l'activité de la jeunesse et écrivit coup sur coup de nouvelles et substantielles notices. Nous en avons déjà énuméré quelques-unes. Les autres ont trait à l'histoire de la misère et de la bienfaisance publique à Coutances avant la Révolution. C'était un sujet qui tenait au cœur de Mgr Bravard et que, dans son discours d'inauguration, il avait recommandé aux membres de la nouvelle compagnie.

En parlant plus tard de cet éminent prélat, dans la notice nécrologique dont la rédaction lui fut confiée, M. Quenault a loué son goût des lettres et des arts, son amour désintéressé de la science et cette ardeur généreuse qui le portait à se dévouer pour sauver les monuments et répandre autour de lui le feu sacré dont il était animé.

A ce point de vue, notre confrère avait quelques traits de ressemblance avec son modèle. Comme lui, il défendit contre le vandalisme les édifices religieux qui font la gloire de notre pays, comme lui il prodigua à tous ceux qui l'approchaient les nobles excitations et les encouragements.

Je ne sais trop à quoi aboutiront tous ces efforts. J'espère toutefois que les jeunes qui nous succéderont conserveront dans leur souvenir une place pour le devancier qui les accueillait si bien, pour le Coutançais qui, par amour de sa ville natale, s'en constitua l'historiographe et comme le cicerone officiel.

UN  
CHRIST HISTORIQUE

Par M. LANFRANC de PANTHOU

Ancien procureur général.

---

Les hommes de loi, il faut bien l'avouer, dût leur amour-propre en souffrir, passent d'ordinaire, surtout en Normandie, pour gens essentiellement pratiques et positifs. Le culte de la science, pour la science, même dans les matières les plus sérieuses, ne les attire, en général, que médiocrement. Et si, en dehors de leurs travaux professionnels, quelques hommes éminents que leur modestie ne vous empêchera pas de désigner, sans que j'aie besoin de les nommer ici, se sont faits, avec tant de profit pour notre Société, les vulgarisateurs autorisés de la science archéologique, j'ai, plus que tout autre, le devoir de proclamer que ce ne sont là que de très honorables, mais de très rares exceptions.

On devinera facilement, dès lors, l'embarras de l'un de ceux qui sont en dehors de cette catégorie privilégiée, lorsque, comme celui qui vous parle, il se trouve appelé, par la trop grande bienveillance de ses collègues, à présider, pendant une année, les travaux d'une Compagnie comme la Société des Antiquaires de Normandie.

Se faire Antiquaire, même pour un temps, et par

circonstance, n'est pas si facile qu'on pourrait le penser, surtout quand on n'a guère le loisir de cesser d'être en même temps autre chose.

Heureusement, pour une fois, la procédure, cette science si aride dont les plus fervents disciples ont eux-mêmes quelque peine à goûter les douceurs, est venue au secours de votre président, et lui a donné l'occasion, sans pour cela désertier la bazoche, d'appeler l'attention de ses collègues sur un objet d'un prix inestimable, au point de vue artistique et historique, et d'une antiquité déjà respectable, puisqu'il remonte à près de 250 ans.

Le cas m'a paru, et à d'autres aussi, assez rare pour mériter d'être raconté ici même, dans cette réunion solennelle où, chaque année, notre Société convie autour d'elle les représentants les plus éminents de la science et des lettres, en même temps que ceux du clergé et des diverses administrations publiques, qui tiennent à honneur de ne pas se désintéresser de tout ce qui a rapport à la vie intellectuelle de notre pays normand.

Un jour donc, on vint, pièces en main, m'exposer qu'un objet d'art d'une valeur pécuniaire considérable, ayant été confié par son honorable propriétaire, la marquise de....., habitant notre département, à un industriel de la ville voisine, de sa profession marchand d'antiquités, avait été transmis par ce dernier, à un intermédiaire soi-disant chargé d'en proposer la vente à un illustre personnage, aujourd'hui en exil ! Il y avait de cela alors deux ans et demi, et l'objet n'avait pas reparu. Bien plus,

l'intermédiaire choisi, il faut le dire, plus qu'à la légère, n'était autre qu'une de ces personnes connues à Paris et ailleurs, sous le nom de *dames seules*, et dont le train de vie ne correspond que bien rarement à des ressources normales et régulières.

Or, il était advenu que cette peu intéressante personne, à bout d'expédients, avait remis en gage à son propriétaire, pour paiement de loyers importants, le précieux objet dont je viens vous entretenir, et qui n'était ni plus ni moins qu'un admirable christ de *Girardon*. Naturellement, on refusait de le restituer, sinon contre paiement de la dette de la dame seule.

Heureusement, Messieurs, la procédure allait venir à notre secours ; le contrat de gage ne nous parut pas plus en règle avec le Code qu'avec la morale, et le procès a pu être gagné, d'abord devant le tribunal de Bayeux, et, plus tard, il y a quelques mois, devant notre Cour d'appel.

La lutte avait été longue, et on a pu dire, avec vérité, lors de la clôture des débats, que le christ était, une fois encore, tombé entre les mains des infidèles, et qu'il avait fallu une véritable croisade pour le délivrer.

Du procès, je n'ai rien de plus à vous dire, sinon qu'après mille péripéties de mise à exécution de l'arrêt, le beau chef-d'œuvre qui en a été l'occasion, est rentré entre nos mains, et que nous avons été assez heureux pour obtenir l'autorisation de le faire photographier, à l'intention de la Société, en même temps que l'AUTHENTIQUE qui en atteste l'origine.



Mais, si le procès n'importe pas autrement à l'honorable assemblée qui me fait l'honneur de m'écouter, je pense qu'elle entendra, avec quelque intérêt, la description du christ lui-même, et surtout son histoire ; car, ce précieux chef-d'œuvre a une histoire, et une grande. Et ce n'est pas, je pense, d'un objet d'art que l'on peut dire, comme des peuples, que les plus heureux sont ceux qui n'en ont pas.

Du sculpteur lui-même, dont ce christ est l'œuvre, je ne vous parlerai pas longuement. Girardon est assez connu, et son éloge n'est plus à faire. Nous l'avons tous lu dans Boileau, qui le compare, dans un quatrain bien connu, aux plus grands maîtres de l'antiquité.

Nous pouvons, d'ailleurs, l'étudier dans ses œuvres les plus célèbres, qui décorent soit le parc de Versailles, soit les monuments ou les rues de la capitale. Citons ici, pour mémoire, le Bain d'Apollon, l'Enlèvement de Proserpine, la Statue de l'Hiver et les sculptures du Bassin de Neptune, à Versailles ; à Paris, les sculptures du plafond de la galerie d'Apollon, au Louvre ; la statue du Fleuve, dans la même galerie, et, par dessus tout, le mausolée du cardinal de Richelieu, à la Sorbonne.

Le christ qui fait l'objet de cette notice n'est pas le seul qu'on doive à Girardon, mais il est, à coup sûr, le plus beau. Il est connu, dans les catalogues archéologiques, sous le nom de *Christ de Louis XIV.*

Voici comment cette dénomination se justifie.

Girardon était né à Troyes, en 1628. Son père, fondeur de métaux, le destinait au barreau et le plaça chez un procureur. Ce qu'il y étudia, je vous le

laisse à deviner, et, sans songer à médire, il m'est bien permis de penser qu'il se fût difficilement reconnu dans les méandres de la procédure, à laquelle son christ devait plus tard donner lieu. Quoi qu'il en soit, les remontrances, les menaces mêmes n'y purent rien, et il fallut aviser. On le confia alors à un menuisier sculpteur, chargé avant tout, paraît-il, de le dégoûter du métier. C'est le contraire qui advint, et le patron, émerveillé des progrès de son élève, se fit bientôt le complice de l'enfant contre le père, et obtint de celui-ci que le jeune apprenti pût enfin se livrer librement à la pratique de l'art pour l'art.

Ses débuts furent des coups de maître. Mais il est probable que sa réputation n'eût que bien difficilement franchi les limites de sa province natale, si le hasard ne lui avait fait rencontrer un homme qui ne fut pas seulement un magistrat illustre, mais aussi un zélé protecteur des lettres et des arts : j'ai nommé le chancelier Séguier ! Il vit Girardon, fut charmé de son entrain et de la vivacité de son amour pour l'art, et le recommanda à Louis XIV. On ne connaissait pas, à cette date, ce que, depuis, on a appelé le budget des Beaux-Arts. Mais la cassette royale était là, et, dans la circonstance, c'est elle qui fit les frais.

Girardon partit pour Rome, où il séjourna plusieurs années, et où il se lia d'amitié avec le peintre Mignard, étudiant avec lui les chefs-d'œuvre de la sculpture antique. « C'est là qu'il puisa l'amour des « belles et pures formes, qui est l'un des caractères « de son talent. »

Parmi les travaux exécutés après le retour en France du jeune sculpteur, et qui attestaient à la fois son labeur opiniâtre, et l'élan imprimé à son génie par l'étude des modèles de la Rome chrétienne, se trouvait un christ en ivoire qui, dès le premier jour, excita l'admiration de ses contemporains.

Il faut croire que Girardon lui-même avait conscience de la valeur artistique de son œuvre, puisqu'il ne crut mieux pouvoir témoigner sa reconnaissance au Grand Roi qu'en offrant ce christ à la jeune Reine Marie-Thérèse, à son arrivée en France, en 1660.

En voici la description aussi exacte que possible :

La hauteur est de 50 centimètres. Le corps entier est d'une seule pièce, à l'exception des bras qui sont rapportés. La tête est inclinée sur l'épaule droite et, vue de ce côté, d'une expression saisissante. Les deux pieds sont fixés séparément sur une grande croix d'ébène, au dos de laquelle se voient encore trois cachets, aux armes de la Maison de France.

La perfection des formes et le fini des détails, depuis la tête jusqu'à l'extrémité des pieds et des mains, sont admirables. Comme étude anatomique, il est impossible, croyons-nous, de rien voir de plus parfait.

Mais c'est surtout la physionomie de l'Homme-Dieu qui doit nous arrêter. Ses traits sont reproduits dans toute leur mâle beauté. La douleur, sans doute, et la mort, y ont laissé leur funèbre empreinte ; mais on sent, si l'on peut ainsi dire, que

c'est une douleur et une mort volontairement souffertes, tant l'expression est restée pleine de calme et de majesté. Sous les traits de l'homme qui vient d'exhaler son dernier soupir, on voit toujours le Dieu qui survit, après avoir accompli, jusqu'au bout, sa divine mission.

Les yeux sont encore ouverts, et on y peut lire le sentiment de douce compassion qui les animait au moment où *tout allait être consommé* ! Ils sont levés vers le ciel, comme pour en faire descendre la pitié et le suprême pardon !

Sur les lèvres entr'ouvertes elles-mêmes, il semble qu'on puisse saisir encore les derniers accents de la prière du Dieu martyr, implorant la miséricorde de son père pour ceux qui viennent de l'immoler, ou les derniers murmures des paroles qu'il adressait au disciple bien-aimé, quand il lui confiait sa mère en larmes, et, en la personne de celle-ci, l'humanité pour laquelle il avait voulu mourir !

Oh ! comme on comprend bien, en analysant les détails de ce beau chef-d'œuvre, la foi vive et éclairée qui animait la pensée de l'artiste ! « En l'admirant, a écrit Lacordaire, on sent que l'on voit « plus qu'un homme ! Pour sûr, Girardon avait la « foi : il a eu, en faisant ce christ, une inspiration « surnaturelle. »

Ce témoignage en vaut bien un autre. Mais comme il est vrai de dire aussi, en généralisant, que partout et de tous temps, c'est encore dans le sentiment moral et religieux (le mot étant pris d'ailleurs dans sa plus large acception), que nos grands artistes ont trouvé leurs plus sublimes inspirations !

Je ne parle ici que de la sculpture : eh bien ! n'est-il pas certain, qu'en dehors de ce sentiment et des grandes vertus qui s'y rattachent de près ou de loin, si belles et si pures que soient les formes, on n'arrive à leur faire reproduire que des sensations, et jamais à leur faire exprimer une pensée véritablement élevée et fortifiante !

Mais je m'oublie dans ces détails, et, surtout, j'oublie que je ne veux être qu'un narrateur !

A la mort de *Marie-Thérèse*, en 1683, « le premier chagrin, au dire de Louis XIV, qu'elle ait causé à « son royal époux », le christ de Girardon fut offert par le Roi à *M<sup>me</sup> de Maintenon*, qu'il devait épouser l'année suivante, et qui en fait mention dans ses *Mémoires* (t. II, p. 142 et p. 275).

C'est aux côtés de cette dernière, c'est aux pieds de ce christ, sans doute, que le plus orgueilleux des rois dut apprendre à s'incliner devant la majesté de ce Dieu, dont Bossuet lui avait rappelé *que relevaient tous les empires* ! C'est devant cette image des grandes douleurs qu'il dut puiser aussi la force nécessaire pour supporter les revers des dernières années de son règne ! C'est sur les pieds de ce christ, enfin, que le puissant monarque posa ses lèvres expirantes, au moment où dut lui apparaître, dans toute son étendue, le néant de sa grandeur passée !

*M<sup>me</sup> de Maintenon* mourut elle-même, en 1719, et le christ fit retour à Louis XV, alors enfant. Plus tard, ce dernier ne crut pouvoir mieux faire que de l'offrir à l'une de ses filles, *M<sup>me</sup> Louise de France*,

le jour où elle franchissait le seuil du couvent des Carmélites de St-Denis.

De la cellule de la pieuse fille de sainte Thérèse, et à sa mort, le christ rentra en la possession du *roi Louis XVI*, qui voulut, de suite, en faire hommage à ses tantes, sœurs de la défunte, *Mesdames de France, les princesses Adélaïde et Victoire*.

C'est entre leurs mains, c'est dans leurs beaux châteaux de Bellevue et de Meudon, que ce précieux objet fut maintes fois admiré par un artiste célèbre du temps, le sculpteur de la famille royale, Augustin Pajou, l'auteur de la quatrième façade de la fontaine des Innocents. C'est lui qui a recueilli de la bouche des princesses, les détails relatifs à l'origine de ce christ, qu'il se plaisait, avec tant d'autres, à contempler, quand il était admis à l'intimité de ses royales amies, détails qu'il devait lui-même consigner dans l'authentique dont j'ai parlé plus haut.

Survint la révolution de 1789, et bientôt, hélas ! la tourmente de 1792 et de 1793. Les princesses durent s'enfuir en exil, abandonnant derrière elles leurs objets les plus précieux, toutes ces pieuses reliques qui leur venaient de leur famille, et, spécialement, le christ de Marie-Thérèse et de Louis XIV !

Tous leurs biens mobiliers ou immobiliers furent vendus à l'encan, et c'est alors que Pajou fit l'acquisition du chef-d'œuvre de Girardon, guidé par un sentiment de reconnaissance et d'admiration, et dans la pensée bien arrêtée de le restituer aux princesses quand elles rentreraient en France.

Mais, comme tant d'autres, elles ne devaient pas revoir leur patrie ; elles moururent à Rome, au

commencement de ce siècle, et le christ resta entre les mains de Pajou, qui le détenait encore, en 1825, au moment de sa mort.

Quatre ans plus tard, le fils de Pajou lui-même décédait, et le 13 janvier 1829, un oncle de M<sup>me</sup> la marquise de . . . . M. de Naylies, ancien conseiller à la Cour de Toulouse, retiré à Paris, rue du Vieux-Colombier, dans la même maison que Pajou, acheta ce bel ivoire qui, d'après une notice laissée à sa nièce, figurait aux pages 15 et 16 du catalogue de la vente.

Au christ était joint un document de la plus haute valeur pour l'histoire de l'art, et qui est écrit en entier de la main du sculpteur Pajou, sur du papier timbré des premiers jours de la République, puisqu'il est au millésime de 1792.

Voici, exactement reproduits sur l'original même qui est entre nos mains, en ce moment, les termes de cette *authentique*, dont le style indique assez le but et le caractère, en même temps qu'il ne laisse planer aucun doute sur la parfaite exactitude des détails que nous venons de consigner ici :

« Pour mémoire, en cas de décès, pour mes enfants, et ma famille.

« Je, Augustin Pajou, sculpteur, ayant été attaché, en cette qualité, aux citoyennes Marie-Adélaïde et Victoire-Louise-Marie-Thérèse, filles de Louis XV, tantes du ci-devant Roi Louis XVI, nommées, avant la Révolution, Mesdames de France, aujourd'hui retirées à Rome, ai vu, en leur possession, un grand et beau christ en ivoire, sur une croix d'ébène, que j'admirais toutes les fois

que j'étais appelé auprès desdites ci-devant Princesses.

« Qui m'ont dit souvent : « Que ce christ avait été donné, en 1660, à son arrivée en France, à Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis XIV ; qu'à la mort de cette reine, il passa dans les mains de madame de Maintenon. Le Roi, notre père, le donna ensuite à notre sœur Louise, lorsqu'elle se fit Carmélite à St-Denis ; à sa mort, le Roi, notre neveu, nous l'a donné. »

« Les biens meubles et immeubles desdites citoyennes ayant été vendus, en vertu des lois actuelles, j'allai à la vente où je fis l'acquisition dudit christ, dont je connaissais l'origine, et que j'estime *comme le plus beau morceau de sculpture que je connaisse.*

« J'achetai aussi à la même vente un reliquaire en forme de tombeau, contenant plusieurs reliques, recouvert de cristal de roche, enrichi de pierreries, d'authentiques et sceaux, auquel dit reliquaire les ci-devant Princesses tenaient infiniment. »

Tel est le document émané de Pajou. Comme on le voit, il est en règle, et absolument probant, jusque dans ses moindres détails.

M. de Naylies pouvait donc, à son tour, acquérir en toute sécurité, en 1829, le précieux objet auquel il se rapporte.

Il ne l'achetait lui-même, il faut le dire, que par un sentiment qui n'étonnera aucun de ceux qui l'ont connu, et qui l'honore profondément.

Il se proposait de l'offrir au jeune comte de Chambord, le jour de sa première communion ! Vaine



espérance aussi que celle-là ! 1830 arriva, et, avant la fin de cette année, le royal enfant avait dû suivre son aïeul en exil.

Depuis lors, à plusieurs reprises, spécialement en 1846, au moment de son mariage, le christ de son ancêtre lui a été plus d'une fois offert : « Pas « encore, répondait-il alors, nous irons le chercher « nous-mêmes. Ce sera votre don de joyeux avè-  
« nement. » Ce jour non plus n'est pas arrivé, et l'exilé est mort, sans pouvoir venir au rendez-vous fixé par lui !

Il semblait être écrit, du reste, que ce christ serait associé, jusque dans ses reproductions, aux vicissitudes des diverses branches de la famille royale. L'une de ces reproductions, en bronze, ornait la chambre de la reine Marie-Amélie, en 1848, au moment du sac du palais des Tuileries par les émeutiers. Un élève de l'École polytechnique se trouvait là ; il enleva la pieuse image, et la foule, avec lui, la porta en triomphe à St-Roch, où elle fut mise en sûreté.

Dans ces derniers temps, peut-être, le christ lui-même, de Girardon, fût-il revenu définitivement entre les mains des fils de la maison de France, puisque c'est en vue des démarches à essayer dans ce but que son honorable propriétaire avait consenti à s'en dessaisir. Mais, une seconde fois, eux aussi, ont dû prendre le chemin de l'exil. Reviennent-ils le chercher ? c'est l'avenir qui le dira.

Quoi qu'il en soit, à l'heure présente, et jusqu'à nouvel ordre, ce précieux objet fait partie du domaine archéologique de notre Normandie, et c'est

à ce titre que j'ai voulu lui consacrer cette trop incomplète notice. J'aurai atteint mon but, si j'ai pu, en signalant à l'attention de mes collègues, un objet d'art dont les hasards de ma profession m'avaient permis d'étudier l'histoire, leur témoigner en même temps la reconnaissance que je leur dois.

## LA JUSTICE DE ROLLON

Par M. G. LE VAVASSEUR.

---

« Le vieux coutumier permettait au mari de châtier sa femme, pourvu que ce fût sans la *meshaigner*. Voyez *Anciennes Loix*, p. 5, l. 8, tome 1<sup>er</sup>. »

(Houard, Dict. de la coutume de Normandie, au mot *Mehaing*).

Rollon était chrétien depuis quelques semaines.  
Chaud encor de l'ardeur qu'ont les catéchumènes,  
Il voulut en un jour convertir tous les siens,  
Et de païens douteux faire de bons chrétiens.  
Il n'était que de sorte habile au dialogue,  
Mais homme d'action. Il prit le décalogue  
Et voyant au début : Tu ne voleras point,  
Il se dit : Je serai sévère sur ce point.  
Alors, il suspendit aux rameaux bas des chênes  
Tous ses bracelets d'or, ses colliers et ses chaînes.  
Défiant les voleurs et narguant les méchants,  
Il dit aux laboureurs de laisser dans les champs  
Les coutres, les liens et les socs des charrues.

Puis il fit un édit qu'on cria par les rues  
Et les « fros » des hameaux. C'était clair et pas long :  
Quiconque y touchera sera pendu.

ROLLON.

Rollon rendait toujours la justice lui-même.  
Devenu — disait-il — agneau par son baptême,  
Il avait le cœur doux, mais, en changeant d'habits,  
Il était resté loup pour certaines brebis.  
Chez nous, jadis — l'exemple eût été bon à suivre —  
On pendait les voleurs qu'ailleurs on laissait vivre,  
Et, soit honnêteté naturelle ou terreur,  
On ne vola personne, hormis un laboureur.

C'était un paysan à la mine servile.  
Était-il de Longpaon ou bien de Longueville ?  
La chose importe peu. L'homme se lamentait,  
Et l'on ne pouvait pas distinguer s'il mentait  
Ou disait vrai ; le front soucieux, l'œil humide,  
Il paraissait encor plus humble que timide.  
Avait-il des enfants ? Non, sans doute. En tout cas,  
Si Wace n'en sait rien, Dudon n'en parle pas ;  
On le disait bonasse et de moyenne adresse,  
Et sa femme passait pour être la maitresse.  
L'histoire ne dit pas que ce fût un Normand.  
— Justice ! disait-il, justice et châtiment !  
— Quand l'offenseur serait mon père le roi Charle,  
Je te ferai justice et je châtierai. Parle.  
— Duc, soyez doux aux bons et sévère aux méchants.  
J'avais laissé mon coutre et mon soc dans les champs,  
On me les a volés et je ne suis pas riche ;  
Mes bœufs sont à l'étable et ma terre est en friche,  
Cela m'est arrivé pour garder votre loi,  
Mon doux et bon seigneur, ayez pitié de moi !  
— Que l'on donne cinq sols à cet homme et qu'on mette  
Dit le duc, ma justice à l'œuvre. Qu'on soumette

Les gens de Longueville à l'épreuve du feu,  
Je ne puis être ici meilleur juge que Dieu,  
Et si quelqu'un n'est pas chrétien, qu'on le baptise.  
Sans faire la grimace au brasier qu'on attise,  
Les gens de Longueville, innocents ou prudents,  
Marchèrent les pieds nus sur douze socs ardents  
Et, le troisième jour, ayant les plantes nettes,  
Ils furent reconnus et déclarés honnêtes.

— Archevêque Francon, ceci m'étonne fort.  
Que fait le dieu de mon baptême ? Est-ce qu'il dort ?  
Sait-il que l'on nous vole et que l'on nous rançonne ?  
Pourquoi le fer bénit n'a-t-il brûlé personne ?  
— C'est qu'il n'a point touché jusqu'ici le voleur.  
— Ou la voleuse, dit le duc. Pour son malheur,  
L'homme à qui j'ai donné cinq sols l'autre semaine  
N'a-t-il pas femme ? — Oui. — Bonne ? — Hum ! qu'on me les  
L'homme revint pensif, plein d'angoisse et d'ennui. [amène.  
Sa femme, à petits pas, marchait derrière lui.  
— Bonhomme, quand tu fus volé, je le suppose,  
Ton premier mouvement fut de conter la chose  
A ta femme, à ton maître ? — Hélas ! les médisants,  
Seigneur, n'épargnent point les pauvres paysans.  
— Tais-toi. L'homme va loin quand la femme le mène ;  
Moi, je n'aurais rien dit, je t'assure, à la mienne.  
Et ta femme a bien pris la chose ? — D'un ton doux,  
Elle m'a conseillé de recourir à vous  
— Sans te chanter sottise ou te chercher querelle ?  
— Oui, seigneur. — Je connais la voleuse, c'est elle !

La femme demeura stupéfaite un instant,  
Puis se mit à pousser des cris en protestant.  
Son œil était hagard et sa voix glapissante ;  
— Moi ! je suis innocente, innocente, innocente !  
Si j'ai volé, je veux ce soir être en enfer.

Que l'on fasse rougir les gantelets de fer,  
J'y plongerai la main, les deux mains, le bras même !  
Je n'ai pas renié plus que vous mon baptême,  
Je suis prête à subir l'épreuve qu'on voudra.  
— Qu'on la fouette, dit le duc, elle avouera.

Elle était dure aux coups, elle mordait sa lèvre  
A pleins crocs, jusqu'au sang, pour dominer la fièvre.  
Mais comme on la fessait toujours à tour de bras,  
Elle dit tout à coup : C'est moi ! Ne frappez pas !

Feignant de dévorer une larme hypocrite,  
L'homme fit une moue ingénue et contrite,  
Regarda l'assistance et sa femme en dessous  
Et crut qu'il serait quitte en rendant les cinq sous.  
— Tu savais de vieux temps qu'elle était malhonnête,  
Dit le duc, est-ce vrai ?

L'homme hocha la tête

En poussant un soupir.

— Hier, tu savais bien

Que c'était ta voleuse ?

Il ne répondit rien.

— La cause est entendue, en ce cas. Qu'on les pendre  
Tous deux. Ainsi le veut la justice normande ;  
La femme, pour son crime et sa duplicité,  
L'homme, pour sa faiblesse et sa complicité.  
Quand on a le malheur de chauffer à son âtre  
Une femme adonnée au vice, il faut la battre.  
Le code des Normands qui donne ce pouvoir  
Au chef, en même temps, lui trace son devoir.  
Si cet homme eût rossé sa femme d'importance  
A propos, ils auraient évité la potence.  
Qu'on les pendre. J'ai dit.

On les pendit tous deux.

Et depuis lors, l'histoire a beaucoup parlé d'eux.

Dans son roman de Rou Wace, a chanté la chose  
Que Dudon, tout d'abord, avait contée en prose.  
Le droit que la coutume accordait aux maris  
A fait saigner les cœurs et jaser les esprits.  
Des Normands désireux d'être heureux en ménage  
L'ont cherché dans Bérault, dans Flaust et dans Basnage.  
Ministres sans mandat du pouvoir temporel,  
D'autres l'ont exercé comme un droit naturel,  
On a diversement conté la pastorale ;  
Mais chacun à sa guise a tiré la morale.  
La mienne est celle-ci :

**Battre est un peu brutal.**

Exhorter est plus doux, mais le point capital  
Est de ne point céder aux caprices des femmes.  
Il vaut mieux battre un corps que de perdre deux âmes.  
L'homme de Longueville et notre père Adam,  
En des âges divers, l'ont appris à leur dam.  
D'autres y seront pris encore, quoiqu'on fasse ;  
La mère Ève a laissé des filles de sa race ;  
Certaines, jusqu'au bout, les hommes tenteront,  
Et jusqu'au bout aussi, certains succomberont.  
Pour dérober cinq sols ou pour croquer des pommes,  
Ils risqueront leur âme et la hart.

**Pauvres hommes !**

---

## EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

---

**Séance du 17 Décembre 1886. — Présidence de  
M. de Panthou.**

Conformément au règlement, il est procédé au renouvellement partiel du Bureau pour l'année 1887.

Sont nommés :

*Directeur* : M. Boivin-Champeaux , ancien président.

*Président* : M. l'abbé Moncoq.

*Vice-Président* : M. A. Carel.

*Membres du Conseil d'administration* : MM. Julien Travers , de Formigny de La Londe, Guillouard , Joly, Gasté.

Avant de quitter le fauteuil, M. de Panthou remercie ses collègues du concours qu'ils lui ont prêté pour l'accomplissement de sa tâche.

M. l'abbé Moncoq, prenant à son tour la parole , remercie la Société de l'honneur qu'elle vient de lui faire et espère que son rôle de président lui sera rendu facile par la bienveillance qui lui a toujours été témoignée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

**Séance du 7 Janvier 1887. — Présidence de M. l'abbé Moncoq.**

Après la lecture et l'adoption des procès-verbaux des séances du mois précédent, le Secrétaire communique des lettres de MM. Chabouillet et Boivin-Champeaux.

Le premier remercie la Société de l'accueil qu'il a reçu au mois de décembre dernier; le second lui exprime sa gratitude à l'occasion de sa nomination aux fonctions de directeur pour l'année 1887.

Dans une brochure offerte par M. Léopold Delisle, le Secrétaire signale une version nouvelle de la célèbre complainte *sur la mort de Guillaume Longue Épée*, dont le texte a été publié pour la première fois, dans la Bibliothèque de l'École des Chartes, par notre ancien directeur, M. Jules Lair. Il dépose ensuite sur le Bureau, au nom de M. l'abbé Charles, du Mans, un exemplaire de la généalogie de la maison du Buat et, au nom de M. Ruprich-Robert, le 1<sup>er</sup> fascicule de son grand ouvrage sur l'architecture normande.

Des remerciements seront adressés à MM. l'abbé Charles, Léopold Delisle et Ruprich-Robert à l'occasion de ces envois.

M. Zevort, recteur de l'Académie, donne lecture d'observations importantes qui excitent au plus haut point l'intérêt de la Société et qui se résument en deux propositions distinctes :

Dans la première, M. le Recteur, s'inspirant de l'intérêt supérieur du développement des études



dans le ressort académique dont l'administration lui est confiée, exprime le désir de voir se fonder, par l'initiative des Sociétés savantes, de nouvelles chaires à la Faculté des Lettres de Caen, telles, par exemple que, une chaire d'Archéologie, une chaire de Littérature et de Philosophie normande, ou bien encore une chaire d'Histoire de Normandie.

La seconde proposition touche à un ordre d'idées un peu différent.

M. le Recteur se demande en effet s'il n'y aurait pas avantage pour les Sociétés savantes de la ville de Caen, à réunir toutes leurs publications dans un seul recueil, la Revue académique, qui fonctionne avec succès depuis quelque temps et qui compte un certain nombre d'abonnés. Dans ce système que l'on ne peut ici qu'indiquer, chaque Société aurait son fascicule à part, de manière à maintenir tout à la fois son autonomie et l'indépendance absolue de sa rédaction.

Après quelques explications préliminaires, et avant de passer à la discussion de ces propositions, la Société décide qu'elles seront préalablement étudiées par le Conseil d'administration, qu'elle charge de lui soumettre un rapport à ce sujet le plus promptement possible.

M. le Secrétaire présente à la Société le mémoire de M. de Ville-d'Avray, sur le dolium de la sépulture de Flacq, et comme la lecture ne pourra en avoir lieu aujourd'hui, il en fait connaître sommairement les conclusions.

M. Coville communique à la Compagnie deux pièces fort curieuses de la collection Clairembault,

relatives aux exercices du tir à l'arc à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Ces pièces sont un mandement de Charles VI, au bailli de Caen, du 20 mars 1393, un autre mandement du même roi au bailli de Caen, du 1<sup>er</sup> février 1394, expédié par celui-ci au vicomte de Palaise, le 28 du même mois. Le texte de ces deux documents est précédé d'une courte et substantielle introduction. Ces pièces et quelques autres du même genre démontrent que, en France, et particulièrement en Normandie, les concours de tir et de gymnastique ne sont pas une nouveauté et ne datent pas précisément d'hier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

**Séance du 4 Février 1901. Présidence de M. l'abbé Moncoq.**

Le Secrétaire donne lecture d'une lettre d'un touriste anglais, M. Dodgson, signalant à la Société des Antiquaires de Normandie le mauvais état d'une inscription lapidaire placée à l'extérieur de l'abside de Saint-Étienne, laquelle inscription fait connaître le nom de l'architecte de l'édifice.

Une Commission, composée indépendamment du Président et du Secrétaire, de MM. Émile Travers, Ruet, vicaire de Saint-Étienne, Huart, architecte, est nommée à l'effet de vérifier le mérite des allégations de M. Dodgson et d'indiquer, s'il y a lieu, les mesures de préservation qui pourraient être adoptées.

Le Secrétaire fait connaître que le rapport sur la

proposition faite par M. le Recteur à la séance de janvier ne pourra être déposé qu'à la prochaine séance.

M. Émile Travers reçoit la parole et donne lecture, au nom de M. de Ville-d'Avray, d'un consciencieux et très intéressant mémoire sur la sépulture de Flacq. Ce travail est accompagné d'un certain nombre de planches qui permettent d'apprécier l'importance de la découverte et de se rendre compte de la nature des objets et de la valeur des interprétations qu'ils ont suscitées.

Le mémoire de M. de Ville-d'Avray, avec le dessin des principaux objets compris dans la découverte, sera publié dans le Bulletin.

**Séance du 4 Mars 1887.**

Après l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, le Secrétaire fait connaître les principaux volumes offerts à la Société depuis la dernière réunion.

Il est procédé ensuite au vote sur les présentations de MM. Marcel Fournier, Maurice Verel, Alexandre de La Bretèche et de La Chouquais, présentés comme membres titulaires résidants.

Ces Messieurs ayant réuni le nombre voulu de suffrages sont proclamés membres de la Société.

La Société aura à voter à la prochaine séance, sur la candidature de M. Salles, ancien sous-préfet, présenté comme membre titulaire résidant, par MM. Charles Hettier et Eugène de Beaurepaire.

Le Secrétaire donne lecture du rapport fait au nom du Conseil d'administration sur la communication adressée à la Société par M. le Recteur de l'Académie.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité des membres présents.

M. Gaston Le Hardy présente à la Société le texte de deux lettres inédites de Montcalm, découvertes par M. Benet, archiviste, dans les papiers du marquis de Cresnay, déposés aux Archives du Calvados.

L'une de ces lettres est à la date du 24 juillet 1757.

La seconde est à la date du 27.

Toutes deux ont été écrites au camp de Carillon.

Ces deux documents fournissent à M. Le Hardy l'occasion d'entrer dans quelques détails fort intéressants sur le caractère de Montcalm et sur les actes héroïques par lesquels il illustra sa trop courte carrière.

Depuis la lecture de M. Gaston Le Hardy, les deux lettres de Montcalm ont été publiées par M. Émile Bourgeois dans la *Revue Historique* (n° de mars et avril 1887, p. 305). Dans cet article, M. Bourgeois résume ainsi son appréciation :

« Au moment d'entreprendre sa première campagne, qui fut décisive et se termina par la ruine du fort William-Henry, la clef de la vallée de l'Hudson (août 1757). Montcalm, dans une lettre écrite du camp de Carillon, faisait connaître ses inquiétudes, ses espérances, ses efforts. Dans le succès qu'il souhaitait, il prétendait modestement que « la fortune aurait plus de part que le bien joué ».

Le succès vint dès le début, il se hâta trois jours après d'en informer le marquis de Cresnay.

Ces deux lettres sont un fragment, trop court malheureusement, du journal d'un héros à la veille de l'action, au lendemain de la première victoire.

M. Gasté fait passer sous les yeux de ses confrères les fragments d'un livre domestique d'une famille protestante de Caen, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Les feuillets qui ont été conservés sont malheureusement peu nombreux et les faits qui s'y trouvent relatés peu importants. Peut-être cependant pourraient-ils fournir à celui qui les étudierait avec soin quelques renseignements utiles.

Le manuscrit appartient à M. Le Roy, marchand de curiosités, rue du Moulin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

*Annexes des procès-verbaux des séances du 7 janvier  
et du 4 mars.*

**Proposition de M. Zévort, recteur de l'Académie, à la  
Société des Antiquaires de Normandie.**

MESSIEURS,

Je prends la liberté de vous soumettre quelques idées qui méritent peut-être l'attention de votre société. Vous connaissez le mouvement d'opinion qui s'est produit, il y a une quinzaine d'années, en faveur des universités régionales et qui a abouti aux décrets de juillet et de décembre 1885. Ces décrets, aucun de vous ne l'ignore, n'ont pas fait de chaque chef-lieu d'académie. un chef-lieu d'univer-

sité provinciale. Bien des causes s'opposaient à ce que ce résultat, désirable pourtant, fût atteint. En premier lieu, la dispersion des établissements d'enseignement supérieur dans différentes villes ; en second lieu, l'absence, dans la majeure partie des académies, de l'une ou de l'autre des quatre Facultés nécessaires pour constituer un groupe d'enseignement supérieur. Je citerai quelques exemples pour mieux me faire comprendre. L'Académie d'Aix a des établissements d'enseignement supérieur à Aix et à Marseille ; l'Académie de Douai, à Douai et à Lille ; Poitiers, outre ses trois Facultés et son École de Médecine, a une seconde École de Médecine à Tours, une troisième à Limoges ; Rennes, outre ses trois Facultés et son École préparatoire de Médecine, a une École de plein exercice à Nantes ; Caen, vous le savez, a deux Écoles de Médecine, l'une à Caen, l'autre à Rouen, et de plus dans cette dernière ville, une École préparatoire à l'Enseignement supérieur des Sciences et des Lettres. En dehors de Paris, quatre villes seulement en France, possèdent les quatre Facultés de Droit, des Sciences, des Lettres et de Médecine ; ce sont Nancy, Lyon, Montpellier et Bordeaux ; à Toulouse, la Faculté de Médecine, créée par décret, n'est pas encore organisée. Si le mouvement d'opinion en faveur des Universités régionales continue ; si, d'autre part, deux villes riches et populeuses comme Lille et Marseille, réussissent à attirer à elles les Facultés qui végètent dans des villes où manquent à la fois les ressources et les élèves ; si, en dernier lieu, Marseille transforme en Faculté

son École de plein exercice et Toulouse son École préparatoire, il y aura en tout six grandes villes en France qui rempliront les conditions nécessaires à la création d'Universités, qui auront un organisme complet d'enseignement supérieur. Le fait se produira un peu plus tôt ou un peu plus tard : sa réalisation n'est pas douteuse ; il faut l'envisager de sang-froid, en prévoir les conséquences et tâcher de les conjurer si elles sont inquiétantes. L'une des premières et des plus graves sera l'attraction exercée par les villes pourvues d'une Université. Il est certain que l'Université de Lyon, par exemple, attirera à elle une partie des étudiants de Dijon, de Besançon, de Grenoble et de Clermont ; que Bordeaux et Toulouse auront la même action au détriment de Poitiers. Rennes et Caen souffriront moins, à cause de l'éloignement de Bordeaux et de Paris ; mais Rennes et Caen n'en seront pas moins diminuées par le contraste, par la comparaison qui s'établira entre elles et les villes pourvues d'Universités. Telle sera, Messieurs, fatalement la situation dans un certain nombre d'années. Sans doute, nous pouvons compter sur l'État, pour l'atténuer dans une certaine mesure ; mais, en vrais libéraux, nous devons surtout compter sur nous-mêmes, et je voudrais, avec votre collaboration, entreprendre cette œuvre. Avec notre population de 40,000 âmes et nos ressources modestes, nous ne pouvons pas essayer de lutter avec les gros bataillons de Lille ou de Bordeaux, ni avec les millions de Marseille ou de Lyon ; ne pourrions-nous lutter avantageusement sur un autre terrain et avec d'autres armes ? Telle est la

question que je voudrais proposer à vos délibérations.

C'est un précieux avantage pour une ville que d'avoir un passé, des traditions scientifiques et littéraires ; rien de tout cela ne manque à la ville de Caen. Elle est, en outre, la véritable capitale intellectuelle de la Normandie, assez éloignée de la vallée de la Seine pour ne pas trop ressentir une influence envahissante. Enfin, elle possède des Sociétés Savantes qui pourraient, en unissant leurs efforts à ceux de nos Facultés, faire de cette ville un centre d'études locales, très actif, qui pourraient constituer une véritable Université, moins le nom. Mais le nom, vous l'avouerez, importerait peu, si nous avions la chose. Et cette chose, en quoi consiste-t-elle ? Dans une communauté de travaux et d'efforts, si intime, qu'aucune force ne se perdrait et que toutes contribueraient à la puissance morale et intellectuelle de cette ville, à la prospérité de l'Université normande. Dois-je vous indiquer les voies et moyens après vous avoir présenté l'idée générale ? Il y aurait peut-être de ma part quelque témérité à le faire. Je me permettrai pourtant d'en signaler quelques-uns, me réservant de les développer ultérieurement, si vous voulez bien donner suite à ce projet.

Vous savez que le décret du 28 décembre 1885 accorde aux Facultés réunies en Conseil général le droit d'autoriser les cours libres. Le Conseil général des Facultés de Caen a adopté un règlement très large, très libéral, qui permet à toutes les initiatives de se produire, qui ouvre à deux battants la



porte de l'enseignement libre. Cette porte, j'ai le regret de le constater, n'a pas été encombrée ; seul, un jeune et vaillant professeur du Lycée a demandé à faire un cours, et aujourd'hui il a la satisfaction de voir une douzaine d'auditeurs assister régulièrement à ses excellentes leçons d'anglais. Un cours d'anglais, c'est fort bien, surtout dans une ville qui entretient des relations constantes avec la Grande-Bretagne. Mais combien d'enseignements qui ne rentrent pas dans le cadre officiel et qui sont sans auditeurs parce qu'ils sont sans professeurs ! Il n'y a pas de chaire à Caen pour l'histoire de la Normandie, pas de chaire pour la littérature et la philologie normandes ; dans une ville, si riche en archives départementales et municipales, il n'y a pas de chaire pour la paléographie ; dans une ville où vous existez, où vous travaillez, où vous produisez, Messieurs, il n'y a pas de chaire pour l'archéologie. Ne vous semble-t-il pas qu'il serait digne de la Société des Antiquaires d'attacher son nom, au moins à la fondation d'un cours libre, subventionné par vous, si vos ressources vous le permettent, qui serait professé par l'un d'entre vous et professé avec quel éclat et quel succès ?

Il est un autre moyen, Messieurs, de parvenir jusqu'au grand public, de faire œuvre utile à tous et de contribuer au travail commun, sans rien perdre de votre autonomie. La Faculté des Lettres publie un Bulletin et des Annales qu'alimentent des abonnements et une subvention de mille francs donnée par l'État. Pourquoi ce bulletin, en élargissant son titre et son format, ne ferait-il pas une place à vos

compte-rendus comme à ceux des autres Sociétés savantes de cette ville? Est-il admissible que les Facultés de l'État, la Société des Antiquaires de Normandie, l'Académie, la Société Linnéenne, continuent à vivre isolées, séparées, sans lien commun, sans se pénétrer mutuellement? Est-il admissible que tant d'efforts soient disséminés, que tant de sérieux travaux soient perdus dans trois ou quatre recueils, au lieu de figurer dans un organe unique auquel serait assurée une grande et fructueuse publicité?

Je me garderai, Messieurs, de développer ces deux points. J'ajouterai seulement que dans deux de nos centres universitaires, à Rennes et à Nancy, on étudie déjà l'histoire locale avec le concours des Sociétés savantes; à Poitiers, on vient de créer une chaire d'histoire du Poitou, subventionnée par le Conseil municipal. Ne penserez-vous pas que l'histoire de la Normandie mérite le même honneur et offre un égal intérêt?

Il m'a semblé qu'il y avait, dans le sens que je viens d'indiquer, une œuvre de haute valeur à accomplir, digne d'une société comme la vôtre. Je n'avais qu'à poser la question : c'est à vous de la résoudre.

**Rapport fait par M. de Beaurepaire**

*Au nom du Conseil d'Administration chargé de l'examen de la proposition de M. le Recteur.*

MESSIEURS,

Vous avez renvoyé à votre Conseil d'administration l'examen d'une proposition de M. le Rec-

teur, relative tout à la fois à la création de nouveaux cours dans la Faculté des Lettres de Caen, et à certaines modifications qui pourraient être introduites dans le mode et la forme extérieure de nos publications.

Ces propositions, hâtons-nous de le dire, révèlent les intentions les plus libérales et témoignent tout à la fois du sérieux intérêt de M. le Recteur pour le développement de l'enseignement public dans la Faculté de Caen, et de son zèle pour la prospérité des sociétés savantes groupées autour d'elle. Facultés, sociétés savantes, par des moyens différents, tendent en définitive à un but commun : propager l'instruction et créer dans la cité un véritable centre littéraire et scientifique ayant son homogénéité, ses traditions, sa physionomie.

Aussi convient-il d'examiner avec un soin scrupuleux tout ce qui pourrait être proposé dans le but d'augmenter l'influence et le prestige soit de l'enseignement public, soit des associations vouées au culte des lettres, des arts et des sciences.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la communication de M. le Recteur comprend deux parties distinctes ; l'une ayant trait à la création de nouveaux cours, avec l'aide et sous le patronage des sociétés savantes ; l'autre au mode de publication des mémoires et bulletins de ces mêmes sociétés.

Sur le premier point, voici comment s'exprime M. le Recteur :

« Il n'y a pas de chaire à Caen pour l'histoire de  
« la Normandie, pas de chaire pour la littérature et  
« la philologie normandes ; dans une ville si riche

» en archives départementales et municipales, il n'y  
« a pas de chaire pour la paléographie ; dans une  
« ville où vous existez, où vous travaillez, où vous  
« produisez, il n'y a pas de chaire pour l'archéolo-  
« gie. Ne vous semble-t-il pas qu'il serait digne de  
« la Société des Antiquaires d'attacher son nom au  
« moins à la fondation d'un cours libre subventionné  
« par vous, si vos ressources vous le permettent,  
« qui serait professé par l'un d'entre vous avec quel  
« éclat et quel succès ! »

Nous avons reproduit textuellement les paroles de  
M. le Recteur. Elles attestent des vues élevées et  
patriotiques, et elles honorent la Société des Anti-  
quaires par le fait même qu'elles lui sont adressées.

Nous allons maintenant vous soumettre succincte-  
ment les observations qu'elles nous ont suggérées.

Il convient tout d'abord d'écarter absolument  
l'idée d'une subvention que la Société fournirait  
pour la fondation d'un cours à la Faculté des Lettres.  
Quelle que fût sa bonne volonté, l'état de ses res-  
sources lui interdit même l'idée d'une pareille gé-  
nérosité.

Dans une lettre adressée le 15 juillet 1886 à M. le  
Préfet du Calvados, j'ai fait connaître en votre nom,  
d'une manière complète, à ce haut fonctionnaire, la  
situation financière de la Compagnie. Je vous de-  
mande la permission d'emprunter à ce rapport quel-  
ques lignes.

« Les revenus de la Société se composent :

- « 1° Des cotisations des membres résidents et non
- « résidents ;
- « 2° Des arrérages d'une rente 3 % sur l'État ;

« 3° De la subvention du Conseil général.

« Les cotisations des membres de la Société varient par suite de l'assiduité plus ou moins grande des sociétaires résidents, et aussi par suite des décès et des refus de paiement.

« Mais en prenant pour base la moyenne des cinq dernières années, le montant du produit des cotisations brut peut être fixé à . . . 2.500 fr.

« La rente sur l'État est de. . . . . 232

« La subvention du Conseil général de . . . 400

---

« Au total. . . . . 3.132 fr.

« Les dépenses, pour traitement du concierge, ouverture du musée, médailles, correspondances, frais divers, varient de six à sept cents francs, en sorte qu'il ne reste pour les publications que 2,500 ou 2,600 fr., »

C'est vous dire qu'à moins de vouloir tuer la Société en arrêtant son fonctionnement, il est impossible de distraire somme quelconque d'un pareil budget.

Mais si l'idée d'une subvention doit être écartée, il ne s'ensuit pas que nous devons renoncer à l'espoir de voir s'établir à la Faculté des cours soit d'histoire locale, soit d'archéologie, sous notre patronage. Nous ne saurions, en effet, oublier que l'un de nos fondateurs, M. de Caumont, a professé publiquement à Caen, dès 1827, le cours d'antiquités monumentales qui a fondé sa réputation et qui a exercé en France sur le mouvement archéologique une si décisive influence. Pourquoi ce vulgarisateur actif et dévoué ne trouverait-il pas parmi nous sinon

des émules, au moins des imitateurs ? Nous adressons donc aux membres de notre Société un chaleureux appel, et nous avons l'espoir que cet appel sera entendu et provoquera de généreuses initiatives qui répondront, dans une certaine mesure, aux vœux exprimés par M. le Recteur.

La seconde proposition nous arrêtera moins longtemps. Nous la trouvons formulée en ces termes :

« Il est un autre moyen, nous disait M. le Recteur,  
« de parvenir jusqu'au grand public, de faire œuvre  
« utile à tous, et de contribuer au travail commun  
« sans rien perdre de votre autonomie. La Faculté  
« des Lettres publie un bulletin et des annales  
« qu'alimentent des abonnements et une allocation  
« de 1,000 fr. donnée par l'État. Pourquoi ce bulletin, en élargissant son titre et son format, ne  
« ferait-il pas une place à vos comptes-rendus  
« comme à celui des autres sociétés savantes de la  
« ville ? Est-il admissible que les Facultés de l'État,  
« la Société des Antiquaires de Normandie, l'Académie, la Société Linnéenne, continuent à vivre  
« isolées, séparées, sans lien commun, sans se  
« tenir ? Est-il admissible que tant d'efforts soient  
« disséminés, que tant de sérieux travaux soient  
« souvent perdus dans trois ou quatre recueils, au  
« lieu de figurer dans un organe unique auquel  
« serait assurée une longue et fructueuse publicité ? »

Après y avoir longuement et mûrement réfléchi, les membres de votre commission ont pensé que le mode de publicité en commun des travaux

des diverses sociétés et des articles de la Revue académique présenterait, au point de vue de la Société des Antiquaires, les plus sérieux inconvénients et ne pouvait être accepté.

La Société des Antiquaires de Normandie, reconnue comme établissement d'utilité publique depuis longues années, a un passé dont elle a quelque droit d'être fière. Ses publications forment à l'heure qu'il est 31 volumes de mémoires, 13 volumes de bulletins. La collection complète tient un rang honorable parmi les recueils d'érudition les plus estimés ; quelques-uns de nos volumes atteignent dans les ventes des prix très élevés. Il suffit du reste de parcourir la *Bibliographie des Sociétés savantes*, que vient de publier M. de Lasteyrie, pour se rendre compte de l'importance que l'on a bien voulu jusqu'ici attacher à l'ensemble de nos travaux.

Qu'on ne l'oublie pas, d'ailleurs, la spécialité de notre recueil, consacré exclusivement à des recherches d'érudition et d'archéologie normandes, a été et est encore l'une des causes de son succès. Nous n'avons rien à gagner à juxtaposer ces travaux si particuliers à d'autres travaux d'une valeur égale ou supérieure, mais absolument différents. Les formats mêmes de nos publications ne sauraient d'ailleurs se prêter à de pareilles transformations. Nous avons, par conséquent, pensé à l'unanimité qu'il y avait lieu de persister, sans modification, dans le mode de publication qui a été suivi jusqu'ici.

Est-ce à dire qu'il n'y ait aucune suite à donner sur ce point aux idées émises par M. le Recteur ? Telle n'est pas notre pensée.

Autrefois, en effet, il existait dans le ressort de l'Académie de Caen une *Revue de l'Instruction publique*, publiée sous les auspices de l'autorité universitaire, et à la création de laquelle contribua, pour une très large part le vénérable doyen de notre Société, M. Julien Travers. Dans tous ses numéros, cette revue consacrait quelques lignes aux travaux des sociétés savantes. C'est là une tradition que la *Revue académique* pourrait reprendre. Pour arriver à un résultat utile, il nous suffirait de transmettre un extrait de chaque séance mensuelle, destinée à être inséré dans la Revue, soit au Recteur, soit au directeur de la publication. De cette manière, le public spécial auquel s'adresse la *Revue académique* serait mis au courant des travaux des sociétés savantes, et celles-ci, sans rien changer à la forme extérieure ni au mode d'émission de leurs volumes, bénéficieraient d'une large et désirable publicité. Telles sont, Messieurs, les résolutions auxquelles les membres de votre commission se sont arrêtés ; ces résolutions répondent, dans la mesure du possible, aux vœux formulés dans la communication de M. le Recteur ; nous avons l'espoir que vous voudrez bien les ratifier.

**Séance du vendredi 1<sup>er</sup> avril. — Présidence de  
M. l'abbé Moncoq.**

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, il est procédé au scrutin sur la candidature de M. Salles, ancien sous-préfet, présenté par MM. Hettier et de Beaurepaire, comme membre titulaire résident.



M. Salles ayant réuni le nombre voulu de suffrages, est proclamé membre de la Société.

Le Secrétaire donne lecture d'une lettre inédite de Bossuet, sans date, adressée à l'archevêque de Paris. Ce billet, fort intéressant par son contenu et par le personnage illustre qu'il rappelle, a été communiqué à M. de Beaurepaire par un des membres de notre Société, M. le comte d'Osseville.

M. Carel communique à ses confrères des extraits très intéressants du Cérémonial de la ville de Caen. Ce manuscrit, qui fait partie des archives, renferme des détails précieux qui ne paraissent pas avoir été utilisés jusqu'ici et dont M. Carel se propose de tirer parti.

Les passages cités par M. Carel ont une réelle importance et méritaient d'être mis en lumière.

Le Secrétaire donne lecture de diverses circulaires relatives à la prochaine réunion des délégués des sociétés savantes à la Sorbonne, et invite les membres qui désireraient représenter la Société ou faire des lectures, à bien vouloir lui faire connaître leur nom le plus promptement possible.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

• *Séance du 6 mai. — Présidence de M. l'abbé Moncoq.*

En l'absence du Secrétaire, M. Émile Travers fait connaître les principaux ouvrages offerts à la Société et signale tout particulièrement les envois importants faits par M. Léopold Delisle et par M. Ruprick Robert.

M. de Beaurepaire étant arrivé et ayant pris séance,

continue l'énumération des volumes qui nous ont été adressés et il appelle l'attention sur une brochure de notre confrère, M. Jules Tessier, relative à la question d'Étienne Marcel. La publication de M. Tessier est une réponse aux critiques dont son travail avait été l'objet de la part de M. Noël Valois dans la dernière livraison de la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.

M. de Beaurepaire, à propos d'un ouvrage de M. Léopold Delisle, intitulé : *La commémoration du Domesday Book à Londres en 1886*, donne lecture d'un passage de ce travail dans lequel le savant directeur de la Bibliothèque Nationale exprime le désir de voir la Normandie organiser en 1887 une exposition à l'occasion du huit centième anniversaire de la mort de Guillaume le Conquérant. Ce passage est ainsi conçu :

« Ne serait-il pas fort intéressant de rapprocher, en 1887, à l'occasion du huit centième anniversaire de la mort de Guillaume le Conquérant, dans une exposition temporaire, à Paris, à Rouen ou à Caen, toutes les pièces normandes du temps de Guillaume le Conquérant que renferment nos dépôts français, sauf à y représenter par des reproductions photographiques les documents dont le déplacement ne serait pas possible. Une telle exposition n'offrirait pas seulement un intérêt de curiosité. L'examen comparatif des chartes ainsi rapprochées aiderait singulièrement à en déterminer les dates et à discerner les originaux véritablement authentiques. »

M. Charles Hettier fait connaître que la maison manable du Mesnil-au-Val, ayant appartenu au sire

de Gouberville, a été détruite récemment par un incendie.

D'après des renseignements fournis par M. de Chanterenne, un accident du même genre vient d'amener la ruine du modeste logis où naquit l'un des hommes qui ont le plus honoré l'ancienne Université de Caen, le maître de Daniel Huet, Antoine Halley, professeur royal d'éloquence au collège du Bois.

La maison d'Antoine Halley était située à l'entrée du bourg de Bazenville; il avait été souvent question d'y placer une plaque de marbre, pour rappeler la mémoire du célèbre régent; il n'en reste plus rien aujourd'hui.

La Société délègue, pour la représenter au prochain congrès de la Sorbonne, M. le comte d'Osseville et M. de Beaurepaire.

Le Secrétaire signale dans la section de l'architecture, au salon de cette année, des dessins qui nous intéressent, soit par le nom de leurs auteurs, soit par les monuments qu'ils reproduisent.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

**Séance du 13 juillet. — Présidence de M. l'abbé Moncoq.**

Après lecture du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté sans modification, le Secrétaire fait connaître que la cloche de Bernesq, du XIV<sup>e</sup> siècle, qui a dû être remplacée, a été achetée par M. le vicaire-général Révérony et sera conservée comme objet d'antiquité. Cette cloche, que notre

président, M. l'abbé Moncoq, nous avait signalée, et qu'il avait prise sous sa protection, porte une inscription qui a été soigneusement relevée et qui est ainsi conçue : S. VIGOR. L'AN DE GRACE MIL CCCC XII. FUS FAIT.

L'estampage de cette inscription a été envoyé à M. le curé de St-Ouen par M. Eugène Jeanne. Remerciements à M. l'abbé Moncoq et à son obligé correspondant, M. Jeanne.

M. Carel continue la lecture de son intéressant travail sur l'histoire de Caen, d'après les documents déposés aux archives municipales.

M. l'abbé Huet reçoit ensuite la parole et entretient ses confrères des inscriptions de Tessel. Les détails révélés par M. le vicaire de St-Étienne sont bien faits pour piquer au plus haut point la curiosité des membres de la Compagnie.

La première inscription relevée par M. l'abbé Huet est relative à Nicolas Levilain, originaire de La Haye-Pesnel, qui, étant curé de Tessel, se fit faire une sépulture au-dessus de laquelle il plaça une verrière donnée de ses deniers.

La sépulture se composait d'une épitaphe dont, grâce à M. Huet, nous avons le texte intégral, d'un bas-relief sculpté où l'on aperçoit Jésus en croix, la Vierge tenant le corps inanimé de son fils sur ses genoux, et en regard saint Nicolas, présentant à Jésus et à Marie le curé de Tessel à genoux, revêtu de l'étole et de la chape.

La verrière qui accompagnait cette petite sculpture n'existe plus, disparition d'autant plus regrettable que l'inscription nous en faisait connaître la date avec une rigoureuse précision.

Les autres inscriptions présentées par M. l'abbé Huet sont de date plus récente et ont un caractère tout différent. Elles appartiennent, en effet, à la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (1777), et servaient d'enseigne à un pressoir.

C'est une sorte de réclame en vers, mêlée de bons conseils et de maximes de piété.

L'une d'elles se termine par une imprécation contre les buveurs d'eau, qui procède des chants nouveaux du joyeux *Vau-de-Vire*.

Loin d'ici buveur d'eau dont l'infâme avarice  
N'a jamais connu l'art d'obliger son prochain !  
Hénique de la vertu te montre le chemin,  
Consacrant aux voisins cet utile édifice.

Après un échange d'observations entre différents membres de la Société à propos de cette communication, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

**Séance du 3 août 1887. — Présidence de M. l'abbé Moncoq.**

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté sans modification, et l'indication des principaux livres adressés à la Société pendant le mois de juillet, un membre signale à la Compagnie l'état menaçant d'un monument curieux de la ville de Caen : la porte de l'Aumônerie, rue Bicoquet.

La Société, qui s'est déjà, à plusieurs reprises, occupée de cette question, nomme une commission,

composée de MM. Dupont, Huard, l'abbé Huet, du Président et du Secrétaire.

Cette commission devra se rendre compte de l'état du monument et lui soumettre ultérieurement les résolutions qu'il y aurait lieu d'adopter.

M. Le Roy fait connaître que la maison des Gendarmes vient de changer de propriétaire, et il croit qu'il y aurait peut-être lieu de tirer parti de cette situation pour assurer la conservation de cet intéressant spécimen de l'architecture civile de la Renaissance.

Le Secrétaire de la Société est chargé de recueillir des renseignements à ce sujet et de se mettre au besoin en relations avec le propriétaire de la maison et avec M. le Maire de la ville de Caen.

M. Gasté fait part à ses confrères de la découverte faite par lui tout récemment d'une charte de Guillaume le Conquérant. Cette transcription, qui date du XIII<sup>e</sup> siècle, a été remise à M. Bénét, et sera déposée par lui aux archives du Calvados.

Le Secrétaire donne lecture d'un travail sur la correspondance du comte de Lisle avec Madame de Maintenon et les principaux hommes de guerre du temps de Louis XIV. Cette correspondance, communiquée par M. le comte d'Osseville, présente un sérieux intérêt historique et trouvera place dans notre Bulletin.

L'ordre du jour appelle le vote sur la présentation de M. Regnier comme membre titulaire non résidant et de M. Aicardi, avocat et archéologue, à Milan, comme membre correspondant. Ces Messieurs

ayant obtenu le nombre voulu de suffrages, sont proclamés membres de la Société.

**Séance du 4 septembre 1887. — Présidence de  
M. Carel.**

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, M. Carel exprime en termes émus les regrets causés à la Compagnie par la mort imprévue de son digne président, M. l'abbé Moncoq.

La réunion, s'associant à ces sentiments, décide que l'expression des regrets de la Compagnie sera consignée au procès-verbal.

Parmi les livres offerts, le Secrétaire signale une brochure anonyme, intitulée : *Liste des manuscrits de la collection Mancel à l'Hôtel-de-Ville de Caen*.

A propos de cette publication, M. Travers fait connaître qu'il a été chargé par M. Du Plessis de déclarer que l'administration de la collection Mancel est restée complètement étrangère à la rédaction de ce catalogue.

M. Travers signale en même temps dans cette liste quelques inexactitudes qui lui paraissent de nature à égarer les travailleurs.

La Société aura à sa prochaine séance à voter sur la candidature de M. Marie, architecte, présenté comme membre titulaire résidant, par MM. Leroy et de Beaurepaire.

M. Raulin donne lecture d'une étude complète sur la foire de Beaulieu. Des détails relatifs à la clameur de *Haro* provoquent certaines explications de la part de M. Guillouard.

M. Émile Travers présente à ses confrères le résultat des recherches qu'il a entreprises sur un sujet intéressant qui a été presque négligé jusqu'ici, les devises rimées inscrites sur les sceaux, ou en d'autres termes la poésie sigillographique.

**Séance du 2 décembre 1887. — Présidence de M. Carel.**

Parmi les ouvrages offerts, le Secrétaire signale la XI<sup>e</sup> livraison du grand ouvrage de M. Ruprick Robert, sur l'architecture romane en Normandie, et en Angleterre aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Il fait ensuite connaître qu'un texte de la chanson des Faux nobles, en sept couplets, existe dans un manuscrit de la bibliothèque municipale de Rennes, provenant de la collection de M. le président de Robien. Dans ce texte, dont une copie a été obligeamment transmise par M. Vétault, on lit très distinctement le nom de Boileau, au lieu de Roisieau, Choisiaux ou Bousseau, qui ont été successivement proposés. Le ms. de la bibliothèque de Rennes avait été, dès 1857, signalé au comité de la Langue par un des plus zélés correspondants du ministère, M. Ramé.

M. Pierre Carel donne lecture d'un travail important dans lequel il fait connaître, avec les plus grands détails, l'attitude de la magistrature caennaise et du barreau de la ville au moment de la suppression des Parlements par le chancelier Maupeou, et plus tard lors de leur rétablissement. Ces recherches, qui s'appuient sur des documents dont il n'avait pas encore été fait usage, éclairent d'un jour nouveau un point intéressant de notre histoire provinciale.



Il est procédé au scrutin pour la nomination de M. Marie, architecte à Caen, présenté comme membre titulaire par MM. Leroy et de Beaurepaire. M. Marie, ayant réuni le nombre voulu de suffrages, est proclamé membre de la Société.

---

# NOTES ET COMMUNICATIONS

---

## DOCUMENTS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE L'ART EN NORMANDIE.

---

## INVENTAIRE

DU

## TRÉSOR DE LA COLLÉGIALE D'ÉCOUIS (EURE) EN 1565

**Publié par M. Armand BÉNET,**

Membre de la Société des Antiquaires,  
Secrétaire de la Société des Beaux-Arts de Caen.

---

L'église collégiale d'Écouis (1) fut fondée en janvier 1311 (2) par Enguerrand de Marigny, le célèbre ministre de Philippe le Bel.

A côté des travaux imprimés que l'on peut consulter sur son histoire (3), il faut citer le fonds des archives départementales de l'Eure où l'on trouvera, entre autres documents, l'original (4) des lettres d'autorisation accordées par Philippe le Bel (5), à Fontainebleau, en février 1311 (nouveau style), un fragment (6), une copie informe et une traduction (7)

de la bulle confirmative de Clément V (8), contenant copie de l'acte de fondation et de la confirmation du roi de France, ainsi que diverses notes sur l'établissement du chapitre, les droits et privilèges, qui lui furent accordés (9).

Une des pièces les plus importantes de cette collection, qui ne représente plus qu'une infime partie des papiers de la Collégiale, est l'inventaire des « biens meubles appartenantz au trésor et fabricque « d'icelle église, comme ornemens, chappes, chazubles, tunicques, damaticques, paremens d'autel, « carreaux, tappis, cortines, rideaux, aulbes, émictz, « doubliers, nappes des aultelz, servietes, creve-« chief et aultres extencilles de linge servant à « ladicte église, comme aussi les étuietz guarnys « de corporaulx, chascun en son endroict, avec les « chandelliers, lutherins d'érain, encenciers, chop-« pines et choppinettes d'estain et aultres vais-« seaulx », rédigé le 1<sup>er</sup> octobre 1565, par les doyen, chantre, trésorier et chanoines, de Notre-Dame d'Écouis, « le toulit fait pour scavoir ce qui est bon « et mauvais, uzé et non uzé, perdu ou prins durant le désastre advenu aux églises par la malice « du temps ». Entre les objets d'art qui y figurent, je dois signaler tout spécialement, sous le n<sup>o</sup> 15, « la cotte d'arme que souloit pourteur messire An-« guerran de Marigni, nostre fondateur, que Dieu « absouille, icelle cotte est de soye perse figurée, « estant faicte à l'esguille sur le mestier, armoyée « des ces armes devant et derrière » ; et sous les deux numéros suivans, la crosse et la mitre de Jean de Marigny, archevêque de Rouen : « Une croche

« dedans ung estuite qui est de cuyr noir dont le  
« batton de ladicte croche est de boys bien fin et  
« subtil, taillé de plusieurs ymaiges ellevés de la vie  
« et de la mort de Nostre Seigneur, qui sont doretz  
« d'or et d'azul depuis le bas jusques au hault, et le  
« croizillon est d'argent doré d'or et d'azul, où il y  
« a dedans ung ymaige de telle qualité que donna  
« feu de bonne mémoire Messire Jehan de Marigni,  
« archevesque de Rouem et évesque de Beauvoys,  
« qui sert le jour des Innocens à celluy qui est ellu  
« évesque et non aultrement », et « ung mictre avec  
« ces appartenances, qui est de soye verte, imaginé  
« de plusieurs imaiges, principalement de deux,  
« l'un de saint Pierre, qui a son mictre de perles  
« de fil d'or de Cypre, et l'autre de saint Éloy. » Ces  
deux derniers objets, grâce à un cordonnier d'Écouis,  
nommé Allan, purent traverser sans encombre la  
période révolutionnaire, où disparut la plus grande  
partie du riche trésor dont on va lire la descrip-  
tion (10). Ils passèrent entre les mains d'un supérieur  
du petit séminaire d'Écouis, M. l'abbé Jouen, qui,  
plus tard chanoine d'Évreux et président de la com-  
mission du Musée de cette ville, les a récemment  
légues à cet établissement avec son importante col-  
lection.

Notre inventaire est malheureusement inachevé :  
il occupe les folios 2-10<sup>re</sup> d'un cahier, moyen format  
de dix-huit feuillets, dont le reste est demeuré blanc.  
Ces lacunes sont d'autant plus regrettables que la  
description des livres se trouvait dans la partie qui  
fait défaut. Mais d'autres documents, conservés à  
Écouis même, peuvent servir à les combler; je ne

les connais que par les renseignements communiqués à M. Charpillon par M. le baron Ernouf, d'après des notes de M. l'abbé Chrétien, curé d'Écouis, et je me borne, sans commentaire, à reproduire l'extrait suivant du *Dictionnaire des Communes du département de l'Eure* (11).

« Avant la révolution de 1793, on remarquait,  
« parmi les richesses du trésor de l'église d'Écouis :  
« une croix en vermeil, contenant un christ fait du  
« bois de la vraie croix, sur lequel était écrit :  
« *J'ai été fait par saint Grégoire de Naziance* ; la  
« vraie relique de saint Prix, renfermée dans un  
« reliquaire en vermeil de deux pieds de haut ; des  
« reliques de saint Blaise, saint Fuscien, saint Cy-  
« prien ; une côte de sainte Marie-Madeleine ; la  
« limaille des fers de Notre-Seigneur, portée par  
« saint Pierre et saint Paul ; un doigt de saint Louis  
« enfermé dans une capsule en métal, qu'Enguer-  
« rand de Marigny portait à sa boutonnière lorsqu'il  
« allait à l'armée ; une vierge en vermeil de deux  
« pieds de haut, qui renfermait *dans son sein* du  
« lait de la Sainte-Vierge, enfin un flacon conte-  
« nant du sang de saint Janvier. »

---

## NOTES.

(1) On sait que le chapitre collégial d'Écouis possédait le fief d'Authie (Calvados). Dix pièces le concernant, de 1660 à 1677, sont conservées aux Archives de l'Eure (G. 226). Cf. Délibérations, G. 222 et 223. Les Archives du Calvados conservent sur cette propriété une forte liasse de documents (G. Collégiales),

non signalée dans l'état des fonds publié en 1848. — V. également Bibl. Nat. Lat. 9785, f<sup>o</sup> 20 et 92.

(2) Et non en 1510, comme porte le *Manuel du bibl. normand*, de Frère, II. 232. — Et non plus en 1312, comme l'affirme le *Dictionnaire du département de l'Eure*, publié par l'imprimerie Hérissey, Évreux, 1882, in-8°, p. 115. Ce court article sur Écouis fourmille de fautes : « La basilique (*sic*) d'Écouis fut consacrée en 1310. » Erreur, 1313. — Les chapelles n'appartiennent pas « aux premières années du XI<sup>e</sup> siècle », mais du XVI<sup>e</sup> (des chapelles au XI<sup>e</sup> siècle ! dans un édifice construit au commencement du XIV<sup>e</sup>!). — Jean de Marigny, archevêque de Rouen, n'est pas le père d'Enguerrand. — Ce n'est pas « la seigneurie » d'Écouis qui fut donnée en 1308 par Philippe le Bel à Enguerrand de Marigny, mais la « haute justice » lui appartenant sur ses biens. Le père d'Enguerrand était déjà seigneur d'Écouis. — « Écouis, baronnie possédant haute-justice, après avoir passé dans plusieurs familles, était, au XVII<sup>e</sup> siècle, dans celle de Roncherolles. » Elle y était auparavant, au XVI<sup>e</sup> siècle, comme le montre notre inventaire, comme le prouvent également d'autres pièces, notamment l'état des maisons, mesures et terres labourables, baillé en 1586 par les doyen et chanoines de la collégiale à haut et puissant seigneur messire Charles de Roncherolles, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, seigneur des baronnies du Pont-St-Pierre, *Escouys*, Marigny, etc. Arch. dép., G. 239, n° 1. Cf. également, Charpillon citant (II. 20), à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, Pierre de R., seigneur d'Écouis, et Le Prévost (II. 30), Pierre III de R. en devenant propriétaire par mariage, en 1452. Il suffit d'ailleurs pour reconnaître ces erreurs — il aurait suffi, pour les éviter — de suivre exactement les sources imprimées que je signale dans la note suivante.

(3) DUPLESSIS, *Description géographique et historique de la Haute-Normandie*, t. II (Paris, 1740, in-4°), p. 336-339 ; GUILMETH, *Notices sur diverses localités du département de l'Eure* (Évreux, Gaillon, Château-Gaillard, Écouis), Rouen, sans date, p. 79 et suivantes ; LE PRÉVOST, *Mémoire sur quelques monuments du département de l'Eure*, Caen, 1839, reprod. dans *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure*, t. II (1864), p. 30 et suivantes ; le *Dictionnaire de*

CHARPILLON et l'abbé CARÈME, t. II, p. 17 et suivantes, etc. Dans l'ouvrage précité, M. Le Prévost a publié, sur Écouis, d'intéressants documents. On trouvera plus loin (notes 5 et 8) d'autres pièces y relatives, extraites du Cartulaire d'Enguerrand de Marigny. M. Le Prévost a publié (II. 362), d'après cette source, la traduction française de lettres de Philippe le Bel, dont le texte latin se trouve également au Cartul., f° 56 v°; ce dernier a d'ailleurs été publié, mais d'après le registre 44 du Trésor des Chartes, par M. l'abbé Lebeurier, comme pièce justificative de sa notice sur les Sept-Villes-de-Bleu. Cf. *Annuaire de l'Eure*, 1869, p. 239. (La date est de 1305, vieux style, dans les deux textes latins; M. Le Prévost donne 1307). Voici quelques pièces y relatives, tirées du Cartulaire d'Enguerrand de Marigny, Bibl. Nat. Lat. 9785 :

1305 (V. S.). Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum facimus quod nos grata servicia que dilectus et fidelis Ingerrannus de Marrignyaco, dominus de Mediavilla, miles et cambellanus noster, nobis multipliciter diucius exhibuit et adhuc exhibet incessanter, propensius attendentes eidem Ingerranno, pro se ipsiusque heredibus successoribus et ab eis causam quomodo libet habituris, omne jus vel rationem quod vel quam habebamus vel habere poteramus ratione tercii et dangerii in boscis seu nemoribus dicti Ingerranni apud Mediamvillam, prout se a capella sancti Nicolai de Mediavilla usque ad coustumas de Mesnilio super Viennam comportant, et in boscis dicti Ingerranni qui le Fayel vocitantur infra coustumas de villa Media situatis, presencium tenore gracie remittimus et quittamus, dictos boscos seu nemora ex nunc a dictis tercio et dangerio eximentes et penitus liberantes, salvo in aliis jure nostro et quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile perseveret, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Vernonem, mense martii, anno domini M° trecentesimo quinto (f° 56). — 1307. Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos Ingerranno de Marreignyaco, dilecto fideli militi et cambellano nostro, claudendi de terris et nemoribus suis de Menevilla cum clausura murorum, quam voluerit, et pro factione seu constructione cujusdam parchi pro animalibus expedire viderit, non

obstante quod ambitus seu clausura predicta stratam seu viam publicam an regiam, cheminum vel senterium publicum occupent et comprehendant, faciendi quoque in eodem parcho garennam, de speciali gratia, tenore presencium plenam concedimus potestatem. Volumus tamen quod idem Ingerrannus in casu in quo dicta clausura viam cheminum aut senterium publicum occuparet, de consilio ballivi nostri Gizorcii, qui pro tempore fuerit, alias vias seu stratas, chemina vel senteria publica alibi, considerata fideliter necessitate et utilitate patrie in sua terra propria facere teneatur. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus alieno. Actum Lochis, anno domini M° CCCVII<sup>mo</sup>, mense jun. (f° 62. Cf. Le Prévost, II. 363, traduction française). — 1308. Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos dilecto et fideli Ingerranno de Mareignyaco, domino de Media villa, militi et cambellano nostro, sui obtentu grati servicii nobis ab ipso diucius fideliter exhibiti, feodum sancti Dyonisii de Fermen cum omnibus suis pertinentiis in augmentationem membri lorice de Media villa perpetuo concedimus tenendum ab ipso suisque heredibus et successoribus, vel ab eo causam habituris, cum dicto membro lorice ad unum homagium deinceps imposterum nobis et nostris successoribus exhibendum. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Actum apud Asnerias, anno domini M° CCC° octavo, mense octobr. (f° 65).

(4) *Archives départementales de l'Eure*, G. 221, n° 1. Porte sur une cote y attachée la note suivante, XVIII<sup>e</sup> siècle : « Titre « peu ou point du tout util au chapitre. »

(5) On trouvera, dans le Cartulaire d'Enguerrand de Marigny, d'autres documents y relatifs émanés de Philippe le Bel en cette année 1311 (nouveau style). — I, f° 146 v° et 147 r°. Philippus Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, quod cum dilectus noster magister Johannes de Leonibus, karissimi primogeniti et fidelis nostri L. regis Navarre medicus, in augmentationem canoniarum seu pre-



bendarum quas fidelis et dilectus Ingerrannus, dominus Marrigniaci, miles et cambellanus noster, fundare proponit apud Escoyes, Rothomagensis dyocesis, ut intelleximus, xxx<sup>a</sup> libras annui redditus et perpetui, quas in villa et territorio de Leonibus (Lions) in certis rebus et locis habere et possidere se asserit, idem magister Johannes in puram et perpetuam elemosinam donavisse dicatur, decemque libras tur. redditus similis in pertinentiis dicte ville vel alibi in usus similes convertendos affectet acquirere, nos, ejusdem magistri Johannis laudabile propositum acceptantes, ob nostre progenitorum nostrorum ac recolende memorie Jehanne, Francie et Navarre regine, consortis nostre quondam carissime, animarum remedium et salutem, volumus atque concedimus quod idem magister Johannes dictas x libras renduales absque tamen omni justicia, ut premititur, et ad usus predictos possit acquirere, quodque predicti canonici tam dictas xxx libras jam donatas quam dictas x libras, cum acquisite fuerint et sibi per eundem magistrum Johannem donate, tenere, possidere, percipere et habere valeant in perpetuum, pacifice et quiete, absque coactione vendendi, vel extra manum suam ponendi seu prestandi propter hoc nobis vel quibuscunque nostris successoribus financiam qualemcunque, nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum et datum Pissiaci, anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> X<sup>o</sup>, mense januario. Cf. Reg. de Phil. le Bel, n<sup>o</sup> xlvj. — II, f<sup>o</sup> 144 r<sup>o</sup>. Philippus Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod cum dilectus et fidelis Ingerrannus, dominus de Marrigniaco, miles et cambellanus noster, pro fundatione et dotatione ecclesie d'Escoyes collegiate, Rothomagensis dyocesis, III<sup>e</sup> XX libras tur. annui et perpetui redditus concesserit per medium capiendas ad duo scacaria Rothom. a canonicis dicte ecclesie, donec tantum redditum in feodis et retrofeodis nostris per dictum militem vel dicte ecclesie canonicos acquirere. eisdem fecerit assideri, nos, ob nostre carissimeque consortis nostre Johanne, quondam regine Franc. et Navarre, ac progenitorum nostrorum animarum remedium et salutem,

concedimus per presentes quod dictus miles, aut collegium predictae ecclesie, ipsius nomine, redditum ipsum in feodis vel retrofeodis nostris acquirere valeat, quodque collegium ipsum eundem redditum taliter acquisitum teneat ac possideat in futurum, absque coactione vendendi vel extra manum suam ponendi et absque prestatione finantie cujuscumque. Quod ut ratum et stabile perseveret, fecimus nostrum presentibus apponi sigillum. Actum apud Fontembliaudi, anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> X<sup>o</sup>, mense febr. — III, f<sup>o</sup> 144 v<sup>o</sup> et 145 r<sup>o</sup>. Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod cum dilectus et fidelis Ingerannus, dominus de Marrigniac, miles et cambellanus noster, canonicis collegiate ecclesie quam in parochiali ecclesia d'Escoyes, Rothomagensis dyocesis, de novo fundavit, videlicet cuilibet XII quadrigatas bosci, qualibet ad iij equos, donaverit, percipiendas ab ipsis anno quolibet in foresta de Basqueville juxta Layam que ibidem fuerit novissime mensurata, nos, quia dictus miles non percipiebat in dicta foresta preterquam centum quadrigatas bosci, ad faciendum omnimodam suam voluntatem, ob nostre carissime consortis nostre Johanne quondam regine Francie et Navarre, ac progenitorum nostrorum animarum remedium et salutem, xliij quadrigatas bosci ad supplendum numerum ab eodem predictis concessum canonicis per presentes concedimus eisdem una cum premissis c quadrigatis in dicta foresta cum et quodcumque ipsis et eorum singulis placuerit capiendas absque impedimento seu contradictione quacunque, set ita libere sicut miles predictus illas c quadrigatas antea in predicta percipiebat foresta. Quod ut ratum et stabile perseveret, fecimus nostrum presentibus apponi sigillum. Actum apud Fontembliaudi, anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> X<sup>o</sup>, mense februar.

(6) *Archives départementales de l'Eure*, G. 1827, n<sup>o</sup> 1.

(7) *Ibid.*, G. 221, n<sup>o</sup> 2. Voici des extraits de cette pièce en ce qui concerne la charte de fondation de la Collégiale, faite par Enguerrand dans l'église paroissiale : J'ordonne et veux que l'on dise tous les jours pour les voyageurs, à la pointe du jour, une messe du St-Esprit à l'autel qui est devant le crucifix de la nef de l'église, et, après celle-là, une autre

messe de la Bienheureuse Vierge Marie au grand autel, et ensuite la messe paroissiale à l'autel destiné pour la paroisse dans la même église, c'est assavoir avant prime, après laquelle heure on dira la messe pour les défunts, et après tierce la grande messe qui sera dite selon la qualité du temps, on dira les heures canoniales, les heures de la Bienheureuse Vierge Marie, avec l'office des morts selon l'usage ordinaire de Rouen, que les chanoines du susdit collège suivront en cela, portant des aumusses et l'habit semblables à ceux dont on se sert en l'église de Rouen, et si leurs serviteurs ont des aumusses, ils les porteront toutefois différentes de celles des chanoines. Les chanoines serviront alternativement par semaine, eux-mêmes ou par un autre, à l'ordre de prêtre, de diacre ou sous-diacre, à la grande messe, autrement qu'ils soient privés des distributions quotidiennes dues à chacun pour ce jour-là, et qu'elles soient données à ceux qui servent pour eux, et je veux qu'il soit ainsi des autres messes que l'on dira au grand autel. . . . . J'établis dans la même église et dispose 12 chanoines séculiers. . . . . Je dispose en outre et établis dans la même église une dignité qu'on nommera doyen, deux offices dont l'un sera nommé chantrerie et l'autre trésorerie, et qui ne seront point conférés à d'autres qu'à un chanoine, et le chanoine, et non un autre, qui doit être présenté à la cure de l'église paroissiale, sera nommé vicaire, lorsque la cure lui sera conférée ou commise, laquelle sera nommée dorénavant vicairie. . . . . Je veux aussi et ordonne que si quelqu'un d'eux, soit chanoine, soit clerc, entre dans l'église n'ayant pas l'habit qui leur est désigné ci-dessus, ils soient tenus de paier, savoir les chanoines 12 deniers parisis et les clercs 2 deniers parisis, qui seront distribués aux seuls clercs, toutes fois que quelqu'un entreprendra de ce faire. . . etc. Cf. Cartul., f<sup>os</sup> 138-143, le texte de l'acte de fondation. Extr. Gallia, XI. pr. 38 et 39.

(8) Le Cartulaire précité d'Enguerrand de Marigny conserve, entre autres, les bulles suivantes de Clément V sur la collégiale (1312). I (f<sup>o</sup> 147 v<sup>o</sup> et 148 r<sup>o</sup>). Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio nobili viro Ingerranno, domino de Marrigniac, militi, cambellano carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francorum illustris, salutem

et apostolicam benedictionem. Devotionis tue sinceritas promeretur ut petitionibus tuis quantum cum Deo possumus favorabiliter annuamus. Cum itaque, sicut nuper ex tenore tue petitionis accepimus, collatio prebendarum ecclesie collegiate de Escoiis, Rothomagensis dyocesis, ad te tanquam ipsius ecclesie patronum pertinere noscatur, nos, volentes te tuosque heredes dominos de Marreign., qui pro tempore fuerint in dicta ecclesia plenius honorare, ut, quando sedem apostolicam vobis magis graciosam senseritis, tanto illam studeatis sincerioris devotionis studio revereri, quod tu et heredes predicti prebendas, alias vicarias, capellantias et quecunque alia beneficia tam a vobis quam ab aliis quibuscunque personis domesticis vel extraneis in ecclesia predicta fundanda conferre personis ydoneis, easque in hujusmodi prebendis, vicariis, capellaniis et beneficiis per vestras litteras vel mandatum nostrum instituere vel institui facere libere valeatis, non obstantibus quibuscunque constitutionibus et iuribus contrariis, auctoritate tibi presencium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum se noverit incursurum. Datum Vienne, xi kl. maii, pontificatus nostri anno VII<sup>o</sup>. — II (f<sup>o</sup> 148 v<sup>o</sup>). Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Ingerranno, domino de Marreigniac, salutem et apostolicam benedictionem. Merita tue devotionis exposcunt ut personam tuam nedum in se ipsa set etiam in aliis prerogativa favoris et gratie honoremus. Tuis itaque supplicationibus inclinati, ut duo ex canonicis ecclesie sancte Marie de Escoiis, Rothomagensis diocesis, dignitatem seu personatum vel officium in eadem ecclesia obtinentes quos duxeris eligendos, quilibet eorum videlicet unam parrochiam ecclesiam si alia sibi canonice conferatur, libere recipere possit et una cum hujus dignitate seu personatu vel officio licite retinere, constitutione generalis concilii et qualibet alia contraria non obstante, cum eis auctoritate apostolica de speciali gratia dispensamus, proviso quod hujusmodi personatus seu dignitates vel officia et parrochiales

ecclesie debitis non fraudentur obsequiis et animarum cura eis iminens nullatenus negligatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre dispensationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinion. iij kl. Januarii, pontificatus nostri anno VIII<sup>o</sup>. — III (n<sup>o</sup> 151). Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio nobili viro Ingerranno, domino de Marri-gniaco, salutem et apostolicam benedictionem. Merita tue devotionis exposcunt ut petitionibus tuis favorabiliter in quantum cum Deo possumus annuamus. Tuis itaque supplicationibus inclinati, ut tibi et uxori tue, ac tuis et ejus filiis ex te et ipsa natis jam et in antea nascituris, nec non illi quem ex quondam Johanna, priori uxore tua, suscepisse dignosceris, viventibus liceat ordinare quod postquam te ac ipsos migrare de hac vita contigerit frustratim tuum et eorum corpora dividantur et divisa pro parte quam malueris et maluerint in ecclesia sancte Marie d'Escoies, Rothomagensis diocesis, et pro alia parte in alio decenti loco tradantur ecclesiastice sepulture, sine juris tamen prejudicio alieni, constitutione felicis recordationis Bonifacii pape viij<sup>o</sup>, predecessoris nostri, seu qualibet alia super hoc in contrarium edita, non obstante, tibi et eis auctoritate presencium de speciali gratia indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinion., iij kl. Januarii, pontificatus nostri anno octavo.

(9) *Archives départementales de l'Eure*, G. 221, n<sup>o</sup> 3. L'inventaire signale les premiers documents analysés dans cette pièce. En voici d'autres : Mai 1315, Vincennes. Louis X le Hutin, possesseur de tous les droits d'Enguerrand, promet de donner au chapitre ce qui n'avait point encore été exécuté à sa mort et à celle de Philippe le Bel, qui avaient déjà donné la terre d'Authie estimée à 187 l. 13 s. 8 d. de rente, en diminution des 420 l. promis par la fondation. — Octobre 1315. Le même

roi donne 235 l. 15 s. 1 d. de rente sur des terres à Touffreville, les grosses dimes de Vascœuil, l'Île-Jieu, Mortemer, Ry, Cres-senville, pour compléter les 420 l. Pont Ste-Maxence.— Novem-bre 1315. Le roi donne des terres à Écouis pour parfaire la rente promise. — 26 décembre 1329. Philippe VI de Valois, à Paris, maintient Humbert de Vienne, ayant épousé Clémence de Hongrie, veuve de Louis X, en la possession des terres du Plessis et de Mainneville, comme si lad. dame vivait, contre la requête présentée au Parlement de Paris par Louis de Marigny, par laquelle il demandait les terres du Plessis et de Mainne-ville, que son père Enguerrand lui avait données par son traité de mariage avec Roberge de Beauvais, ou la somme de 2,000 livres sur tous ses biens et notamment sur lesd. terres, ayant même été reçu à foi et hommage par le roi pour la tenure desdites terres. Renvoyé par le roi pour poursuivre ses préten-tions en la Cour sur lesd. terres. — Août 1335. A Paris, Hum-berth, dauphin de Vienne, fonde une messe pour tous les samedis et aux cinq fêtes solennelles de la Vierge, et pour cela donne à chaque chanoine 60 s. parisis, au doyen le double, au trésorier 30 l. parisis, et à la fabrique 20 l. parisis exempts de finance. — 8 août 1335. Humbert de Vienne donne commission à Nicolas de Vienne de mettre le chapitre en possession des terres spécifiées en l'art. précédent, ce qui fut fait par le bailli d'Écouis, le 1<sup>er</sup> novembre, le clergé et les habitants étant assemblés.— Mars 1349. Philippe VI permet à Jean de Marigny, pour lors évêque de Beauvais, et à Robert, son frère, de retirer des mains du dauphin de Vienne toutes les terres qu'il possé-dait dans le bailliage de Gisors, provenues d'Enguerrand de Marigny, à condition d'en faire foi et hommage à Jean, duc de Normandie, son fils, et de les donner à Ide de Marigny, leur nièce, par le traité de mariage qu'elle contractait avec Jean de Melun. — Juillet 1350. Jean de Marigny, archevêque de Rouen, après la mort de son frère Robert, décédé sans enfants, donne à Jean de Melun, qui avait épousé Ide de Marigny, sa nièce, fille de Louis de Marigny, toutes ses terres et possessions, s'en retenant la jouissance sa vie durant, et la disposition de tous ses bénéfices, comme aussi la disposition de la terre du Saussay et de 60 l. de rente avec la réversion de sesdites terres, si sa

nièce mourait sans enfants, à condition toutefois que Jean de Melun en jouirait par veuvage. Ce fut fait en présence de Jean, duc de Normandie, fils aîné du roi Philippe, à Paris. — 23 juillet 1350. Jean de Marigny, archevêque, laisse au chapitre 60 l. parisis de rente assises sur diverses terres. — Juillet 1350. Lettres d'amortissement de Jean, duc de Normandie, données au chapitre d'Écouis pour les 60 l. parisis de rente. — 5 août 1350. Ledit archevêque donne commission à son bailli d'Écouis de mettre le chapitre en possession desdites terres. — 14 août 1350. Le bailli les met en possession en présence de Jean de Marigny, de Geoffroy et Guillaume de Roncherolles, chevaliers, etc. — 8 décembre 1362. Lettres par lesquelles Jean de Melun et Ide de Marigny, sa femme, étant à Écouis, confirment la donation de Jean de Marigny des 60 livres parisis de rente. — 22 décembre 1362. Le bailli de Longchamps, à Écouis, met le chapitre en possession des choses portées en la donation et fait lecture des lettres d'amortissement de Jean, duc de Normandie, fils aîné du roi Philippe, en conséquence de sa donation. — Février 1367. Charles V, à Paris, permet au chapitre d'acquies 50 livres par. de r., à condition de célébrer en sa mémoire cinq obits tous les ans, et oblige le chapitre d'en célébrer un le jour de sa mort, et les autres à la volonté des chanoines, et à cette condition confirme tous les droits, privilèges et prérogatives, accordés par ses prédécesseurs au chapitre, avec exemption de finance. — 15 juillet 1475. Louis XI, étant à Écouis, donne permission aux chanoines de mettre une épitaphe au tombeau d'Enguerrand de Marigny, leur fondateur, avec telle figure et ressemblance qu'ils voudraient, sans toutefois parler de sa condamnation qui arriva le (en blanc) d'avril 1315. — 27 décembre 1478. *Plyot* du Quesnel, de Touffreville, vend à Bertran Le Monnier le moulin Boutrel qu'il avait ci-devant acquis de M. de Rambures, à la charge de tel franc-moulin que les doyen et chapitre d'Écouis ont aud. moulin. — Novembre 1478. Louis XI donne au chapitre 420 l. à prendre sur le tabellionage de Rouen, à Pâques, rachitables par 4,200 écus d'or. Fait au Plessis du Parc. — 4 février 1478. Entérinement desd. lettres au bailliage de Rouen. — 8 novembre 1478. Idem à Écouis. — 18 août 1478. Vidimus au bailliage d'Andely. — 12 avril 1480. Accord aux

assises d'Andely entre l'archidiacre du Vexin normand et les chapitre et habitants ; led. archidiacre voulait visiter la paroisse, le chapitre l'oblige à renoncer à ses prétentions. — (Au dos) 1331. Assemblée de notables faite par Louis de Marigny au château de Mainneville et du Plessis pour faire l'estimation desd. terres. C'était apparemment pour poursuivre ses demandes au Parlement de Paris, suivant le renvoi de Philippe VI. — Cf. également G. 229. 11 novembre 1380. Cession au chapitre d'Écouis par noble homme Jean de Marigny, chevalier, sire du Mesnil-sous-Vienne, et Marie de La Motte, sa femme, pour le salut de Jean de Marigny, écuyer, leur fils, naguère trépassé, enterré dans l'église N.-D. d'Écouis, de 16 acres de terre, paroisse de Gamaches, moyennant 79 fr. 1/2 et 3 annuels services solennels par an pour lesd. mariés et leur fils, ce dernier le 7 novembre. « Et pour ce faire allumer et mettre à  
« toujours au maistre authel quatre sierges ardents, la vie  
« desdits chevaliers et sa femme, brulans à chacune messe  
« chacun an, et après le trépassement desdits mariéz, sera tenu  
« ledit chapitre metre un drap d'or ou de soye coléz sur quatre  
« sierges à mesme sur la tombe d'iceulx mariéz à chaque obit  
« comme dessus dit », etc.

(10) D'après M. Le Prévost (*Notes*, II, 32), il sortit alors du trésor d'Écouis 370 marcs d'argent. On peut voir à cette page et à la suivante une intéressante description de ces deux précieux objets d'art. M. Le Prévost a reconnu sur la mitre saint Pierre, mais il hésite sur l'identification du second personnage. Après avoir remarqué que le marteau semble caractériser saint Éloi, ne connaissant aucune circonstance propre à la personne de Jean de Marigny ou à l'église de Beauvais, de nature à motiver sur la mitre la présence de l'évêque de Noyon, il se demande si ce qu'il prend pour un marteau n'est pas un autre objet, et s'il ne doit pas voir dans cette figure saint Lucien, premier évêque de Beauvais. Notre inventaire désigne nettement saint Éloi. — M. Le Prévost combat avec raison l'opinion de Millin, d'après lequel la crosse aurait appartenu, non pas à Jean de Marigny, mais à saint Aubin, premier patron d'Écouis.

(11) T. II, p. 23.



INVENTAIRE  
DU  
TRÉSOR DE LA COLLÉGIALE D'ÉCOUIS  
EN 1565.

---

Ensuit l'inventayre faicte le premier jour d'octobre mil cinq cens soixante et cinq par nous, Damian Pichard, doyen, Philippes de la Grange, chantre, Jehan Boissel, trésaurier, Jacques Alexandre, François Vigoureux, Guy Fatin, Toussaintz Boyvin, Édouard Langloys, Nicolas de la Rivière, vicaire perpétuel, Marguerin le Sueur et Yves le Clerc, toulx prebstres et chanoynes en l'église collégial Nostre Dame d'Escouys, ledict inventayre commandé expressément à faire par hault et puissant signeur Phellipes de Roncherolles, sieur du lieu, chevalier, baron de Heugueville (1) et du Pont Saint Pierre, signeur de Marrigny, Mainneville, Longchamp, Bouchevillyer et Lafferté en Ponthieu, l'un des patrons de ladiete église, contenant toulx et chascuns les biens meubles appartenantz au trésor et fabricque d'icelle église, comme ornemens, chappes, chazubles, tunicques, damaticques, paremens d'autel, carreaux, lappis, cortines, rideaux, aulbes,

(1) On écrit aujourd'hui Heugueville.

emietz, doubliers, nappes des aultelz, servietes, crevechief et aultres extencilles de linge servant à ladiecte église, comme aussi les étuietiz guarnys de corporaulx, chascun en son endroit, avec les chandelliers, lutherins d'érain, encenciers, choppines et choppinettes d'estain et aultres vaisseaulx ; et oultre plus avons fait inventayre des livres de ladiecte église et aultres choses servantz à dire et célébrer le divin service journellement fait en icelle église comme ci après est déclaré et mis par ordre, chascun en son endroit, le toulz fait pour scavoir ce qui est bon et mauvais, uzé et non uzé, perdu ou prins durant le désastre advenu aux églises par la malice du temps (1), lesquelz biens ainsy inventoriez,

(1) Au sujet des dégâts commis aux archives de la Collégiale, cf. un arrêt du Parlement de Rouen, en date du 22 juin 1600, sur la requête présentée par les doyen, chanoines et chapitre de l'église collégiale N.-D. d'Écouis, diocèse de Rouen, narrative qu'à raison des troubles et guerres civiles advenues et qui ont été en notre royaume, principalement au diocèse de Rouen, depuis l'an 1561, les lettres, titres et enseignements concernant les droits, dignités et libertés de ladite église, ont été la plupart perdus et égarés, les autres rompus, cassés et brisés par les gens de guerre qui ont tenu garnison et fait leur corps de garde dans l'enclos de ladite église et bourg dudit lieu d'Écouis, à raison de quoi les redevables, tenant biens et héritages dépendant de ladite église, sachant ladite combustion et perte desdites lettres, ont depuis dénié et dénié et ne veulent reconnaître ni payer lesdites rentes..... à raison de quoi ils n'ont moyen de satisfaire aux charges d'icelle église et réparation qu'il convient faire journellement et y pouvoir célébrer le service divin. . . . . Autorisation de citer les débiteurs pour produire leurs quittances. *Archives de l'Eure*, G. 221, n° 4.

comme dict est, ont estez baillez en garde, comme l'office le requiert, à vénérable et discrete personne Maistre Jehan Boissel, docteur en médecine, à présent thésaurier de ladicte église, en la manière qu'il s'ensuit.

Et premièrement avons trouvé :

1. Une chappe de soye rouge faite à ymaiges ellevez et figures de soye et de fil d'or de Cypre, les orphetz de mesmes semez d'imaiges, que nous appellons la chappe de l'ancienne fondation, qui est doublée de toille rouge, et sert ladicte chappe aux quatres bonnes festes de l'an et le jour de la Dédicace.

2. *Item*, une aultre chappe de soye rouge vermeille semée d'oizelletz de fil d'or de Cypre ayant orfretz de vellours vert semetz de fleurons d'or de Cypre, avec ung ymaige élevé de l'annunciation de la vierge Marie, battu en or, qui est dedans le chaperon par derrière, frangé de soye et de fil d'or de Cypre, ladicte chappe est encor de l'ancienne fondation, seulement que lesdictz orfretz avec le chaperon ont esté faictz et aplicqués de nouveau par le Chappistre, pour cause que les aultres orfretz estoient usez et ne vailloient plus rien, icelle chappe doublée de toille bleuee sert à celluy qui est chantre pour la tierce chappe aux festes solennes, quand on sonne les grosses cloches.

3. *Item*, troys aultres chappes de vellours brum cramoiy qui ont les orfretz avec le chaperon de derrière semetz de plusieurs ymaiges ellevez, qui sont de fin or de Cypre, doubletz de toille bleuee

avec leurs couvertures de toile jaulne, ayant l'une desdictes chappes une grosse bouffe de fil d'or de Cipre qui pend au chapperon par derrière, et sont lesdictes chappes armoyés des armes du fondateur et moytié des armes de feu Madame Susanne de Gysancourt, femme et espouze dudict s<sup>r</sup> de Heugueville, lesdictes chappes ont estez faictes à Paris et servent aux festes les plus sollemnez à dire et célébrer le divin service, tant à matines que à vespres.

4. *Item*, troys aultres chappes, fasson de Rouem, qui sont de vellours noir, orfretz de damas blanc figuré avec le chapperon de fleurs de lys de fin or de Cipre, doubletz de toile rouge avec leurs couvertures et manteaux de toile jaulne, ayant par derrière les armes du fondateur, et servent lesdictes chappes aux obitz du Roy et de la fondation.

5. *Item*, troys aultres chappes de vellours pertz semez de estoilles d'or de Lucque, orfretz de fil d'or de Lucque, avec le chapperon, où il y a plusieurs ymaiges ellevez pourtantz par derrière les plaines armes de Chastillon, le tout doublé de toile rouge, et servent lesdictes chappes à d'aulcunes festes solennes et octaves d'icelles comme Pasques, la Penthecouste et le Saint Sacrement de l'autel.

6. *Item*, deulx aultres chappes angloisses de vellours violet, semetz de fleurons d'or tissuz d'une fine soye ayantz les orfretz et le chapperon de derrière de drapt d'or frizé à fleurons de vellours cramoizy avec une frange de fil d'or de Cipre au bas dudict chapperon, et sont doublés de toile bleue, et servent lesdictes chappes aulcunesfoys

aux festes sollennes à ceulx qui pourtent les basses chappes comme la feste le requiert.

7. *Item*, une aultre chappe qui est de vellours rouge cramoisy, ayant les orfretz de soye semetz de margueritez, qui sont de fin or de Cipre avec le chapperon de mesmes, où il y a ung image de l'anunciation Nostre-Dame, pourtant les armes de Chastillon, et est doublée ladicte chappe par les orfretz de toille rouge et le demourant de toille bleuee, et sert pour la tierce chappe aux petites festes treples.

8. *Item*, troys aultres chappes de damas blanc figuré qui commencent fort à ce user et ont les orphetz et chapperons de derrière couvers de fil d'or de Lucque, imaginés de plusieurs imaiges ellevez estant doublés de toille rouge, et servent lesdictes chappes au cinq festes Notre-Dame.

9. *Item*, troys aultres chappes qui sont de damas noir figuré doubletz de toille noire ayant les orphetz et chapperons de drapt d'or frizé à fleurons de vellours cramoisy, qui servent aux obitz et vigilles d'aulcuns obitz sollennez.

10. *Item*. deux aultres chappes de toille d'or faulce qui sont figurés de petis oyseaulx rouges pourtantz aux chapperons de derrière les armes du fondateur avec les orphetz qui sont de toille d'or faulce assès examinés, et sont doublés de toille bleuee, servantz aux festes treples qui ne sont point sollennes.

11. *Item*, deux aultres chappes de soye perse semetz de fleurs de lys d'or de Lucque en grand nombre, ayant les orphetz et chapperon à la mode ancienne, doubletz de toille bleuee, et servent lesdictes deux chappes aux festes doubles.

12. *Item*, deux aultres chappes assès usez et dépourtés qui sont de toille d'or de Lucque qui est faulce, les orphetz avec les chapperons sont de satin de burge bleu doublés de toille rouge assès endommagés, et servent lesdictes chappes à la feste dominicalle et aulcunesfoys à celle qui est du tiers respond. Il seroit bon d'en avoir d'aultres pour servir ausdictes festes.

13. *Item*, troys aultres chappes de satin blanc de burges ayantz les orphetz et chapperons de satin rouge figuré, doub[le]etz de toille rouge, qui servent à la feste des vierges et au samedi quand on faict *de beata*.

14. *Item*, troys aultres chappes de demye ostade noyre ayantz les orphetz et chapperons de damas rouge figuré, qui sont doublés de toille rouge, et servent aux petits obitz dangereux qui sont à neuf lessons.

Voilla toutes les chappes tant bonnes que mauvaises que nous avons trouvez en l'église de céans depuis le désastre advenu.

15. Après les dictes chappes inventoriez, avons trouvé en ung coffre bien ancien la cotte d'arme que souloit pourteur messire Anguerran de Marigni, nostre fondateur, que Dieu absouille ; icelle cotte est de soye perse figurée, estant faicte à l'esguille sur le mestier, armoyée des ces armes devant et derrière, et sert ladicte cotte à parer le lieu où l'on met reposer le *corpus domini* sus le grand autel le jour et les octaves du Saint Sacrement.

16. *Item*, avons trouvé une croche dedans ung estuite qui est de cuyr noir dont le batton de ladicte

croche est de boys bien fin et subtil, taillé de plusieurs ymaiges ellevés de la vie et de la mort de Nostre Seigneur, qui sont doretz d'or et d'azul depuis le bas jusques au hault, et le croizillon est d'argent doré d'or et d'azul où il y a dedans ung ymaige de telle qualité que donna feu de bonne mémoire Messire Jehan de Marigni, archevesque de Rouem et évesque de Beauvoys, qui sert le jour des Innocens à celluy qui est ellu évesque et non aultrement.

17. *Item*, avons trouvé ung mictre avec ces appartenances, qui est de soye verte, imaginé de plusieurs imaiges, principalement de deux, l'un de saint Pierre, qui a son mictre de perles de fil d'or de Cypre, et l'autre de saint Eloy, le tout est de l'ancienne fondation.

S'ensuit en après les chappelles guarniez de chazubles et du sequitur.

18. Premièrement, une chappelle fort ancienne qui est de la fondation, guarnie de chazuble, tunique et damaticque, deux estolles et troys fanons, paremens des aulbes, qui est de soye verte imaginée de plusieurs ymaiges d'or et d'argent bien fin, orfretz d'imaiges d'or ellevez en rotundité tant devant que derrière, icelle chappelle ainsy fournye sert aux quatres bonnes festes de l'an et le jour de la Dédicace.

19. *Item*, une aultre chappelle guarnye de chazuble, tunique et damaticque, deux estolles et troys fanons, paremens tant devant que derrière que mesmes aux poingnetz des aubes que au-dessus des émietz, le tout de vellours cramoisy brun, qui a les

orfretz de fil d'or de Cipre avec ymaiges ellevez de semblable dorure pourtant sus le derrière les armes du fondateur, le toulz doublé de toille bleuee avec leurs manteaulx de toille jaulne, fasson de Paris, augmentée de nouveau.

20. *Item*, une aultre chappelle de vellours noir. fasson de Rouem, guarnie de chazuble, tunicque et damaticque avec deulx estolles et troys fanons ayant les orfretz de damas blanc figuré, semés de fleurs de lys de fin or de Cipre où sont mizes par derrière les armes dud. fondateur, et sert ladicte chappelle aux obitz du Roy, du fondateur, et le jour des trépassés (1).

21. *Item*, une aultre chappelle de vellours rouge cramoisy où il y a chasuble, tunicque et damaticque guarnie de deulx estolles et troys fanontz de semblable vellours, ayant les orfetz de soye tissuee de fin or de Cipre, semetz de marguerittes bien faictes, armoyez par derrière des armes de Messire Pierres de Roncherolles avec l'aliance de Chastillon, et sert ladicte chappelle à d'aulcunes festes solennes comme le jour le requiert.

22. *Item*, une aultre chappelle de vellours pertz semée de estoilles d'or de Lucque, ayant les orfretz de fil d'or aussi de Lucque avec imaiges élevez de plusieurs sorte, et est guarnie de chasuble, tunicque

(1) Cf. *Archives départementales de l'Eure*. G. 225, un certificat du 18 avril 1656, où il est parlé « des ornementz de velours noir enrichis en fleurs de lys d'or », qui servent pour les 4 obits solennels pour le Roi qui se disent le mercredi des Quatre-Temps.



et damaticques avec deux estolles et troys fanons de semblable velours où il y a paremens aux aulbes, bout des manches et au-dessus des émictez.

23. *Item*, une aultre chappelle qui est de vellours gris brun guarnie de chazuble, tunique et damaticque avec les orfretz, le toulz semé de toille d'or et d'argent, et est le chazuble doublé de soye tirant sur le noir, le toulz armoyé par derrière des armes de Monsieur de Heugueville, à présent Philippes de Roncherolles, qu'il donna de peur don à la fabricque.

24. *Item*, une aultre chappelle de vellours noir assés dépourtée où il y a chasuble, tunique et damaticque, ayant les orfretz devant et derrière de toille d'or bien riche, guarnye de deulx estolles et troys fanons de semblable vellours.

25. *Item*, une aultre chappelle fournie de chasuble, tunique et damaticque avec deux estoilles et troys fanons, les ungs rouges, les aultres noirs, le toulz est de fil d'or et d'argent broché dessus satin tenné ayant petis paremens aux aubes et au-dessus des émictez armoyez par derrière des armes de Chastillon.

26. *Item*, une aultre chappelle de soye perse semée de fleurs de lys doublée de toille rouge, où il y a chasuble, tunique et damaticque, deux estolles et troys fanons, et sert ladicté chappelle aux festes doubles.

27. *Item*, une aultre chappelle fournye de chasuble, tunique et damaticque avec deux estolles et troys fanons qui est de satin blanc de burges, ayant les orfretz de satin rouge figuré, doublée de toille

rouge, et sert icelle chappelle aux festes des vierges et au samedi quand on faict *de beata*.

28. *Item*, une aultre chappelle guarnie de chasuble, tunique et damaticque, avec deux estolles et troys fanons, qui est de demye ostade noire, ayant les orfretz devant et derrière de satin rouge figuré, le toulit doublé de toille rouge, et sert ladicte chappelle aux petits obitz dangereux.

29. *Item*, une chappelle de damas blanc figuré assez dépourtée, guarnie de chasuble, tunique et damatique avec deulx estolles et troys fanons, paremens des aulbes au bout des manches que au-dessus des émicitz, le toulit bien examiné, et seroit bon d'en avoir ung aultre pour les festes Nostre-Dame.

30. *Item*, une aultre chappelle guarnie de chasuble, tunique et dalmaticque, qui est de toille d'or faulce, ayant les orfretz devant et derrière, qui sont de plusieurs pièces figurés sans aucun imaigne avec deulx estolles et troys fanons de diverse sorte, le toulit fort usé et examiné, et sert ladicte chappelle par chascun jour à la férie et aux festes de troys lessons, il seroit bon d'en avoir une aultre.

Ensuivent les chazubles simples servantz à la nef à dire par chascun jour les messes :

31. Premièrement, avons trouvé ung chasuble qui est de soye blanche, semé de fleurs de marguerites en soye rouge de fil d'or de Cipre, guarney d'un estolle et son fanon, ayant par derrière une croix saint André avec le parement de l'aube doublé de toille bleuee, pourtant les plaines armes de Gamaches et Feccan.

32. *Item*, ung aultre chazuble de soye rouge vermeille, semé d'oizelletz ou ygrez qui sont de fin or de Cypre devant et derrière, ledict chazuble est guarny d'un estolle et fanon, le toulte doublé de toile bleuee avec le parement de l'aube et est armoyé par derrière de deux escussons d'argent en lozenge à fil d'or dessus, et sert à la chappelle du saint esperit aux bonnes festes.

33. *Item*, ung aultre chazuble de vellours brun tenné, qui a les orfretz devant et derrière en croix d'une fine toile d'argent doublé de toile (un blanc) que donna Messire Louys de Roncherolles, guarny d'un estolle et son fanon de soye noire semée de fleurs d'argent et de plusieurs couleurs, et sont doublés de soye rouge, servant le vendredi saint pour adorer le futz de la vray croix.

34. *Item*, ung aultre chazuble qui est de taffetas violet, ayant les orfretz de taffetas blanc figuré où il y a ung image de la Vierge Marie faict en brouderie à la croizée de derrière, guarny d'un estolle et d'un fanon de sargette rouge, le toulte doublé de toile noire, ledict chazuble sert aux chappelles de la nef au jours des festes solennes.

35. *Item*, ung aultre chasuble de sarge blanche damoysé, qui est doublé de toile rouge ayant les orphetz devant et derrière ellevez d'images de fil bleu rouge et vert, et sert ledict chasuble par chascun jour aux chappelles de la nef.

36. *Item*, ung aultre chazuble de satin blanc qui est doublé de toile rouge, ayant les orphetz de soye rouge vermeille où il y a à la croix de derrière ung image de Nostre Dame, figuré de soye rouge comme

les orphetz guarney d'un estolle et son fanon, servant icelluy à dire et célébrer la messe Nostre Dame par chascun jour.

37. *Item*, ung aultre chasuble qui est d'ostade noire doublé de toille rouge, ayant petis orphetz devant et derrière de toille d'or faulce de plusieurs pièces assès uzé et dépourté, et sert icelluy chazuble par chascun jour estant guarney d'estolle et d'un fanon à dire par chascun jour les obitz ferialx.

38. *Item*, troys aultres chazubles semblables l'un à l'aultre guarneys de troys estolles et fanons, le tout de soye perse semez de fleurons qui sont de fil d'or de Lucque doublés de toille rouge ayantz les orphetz et la croix de derrière de sarge rouge, servantz par chascun jour aulx chappelles de la nef; icelles chasubles ont estez faictes d'une chappelle de semblable estoffle qui servoit à la férie anciennement, qui estoit fort endommagée, et du milleur d'icelle on a faict ces troys chasubles qui servent à dire et célébrer les basses messes de fondation ainsy comme dessus est dict.

39. *Item*, ung aultre chasuble qui est de *damas blanc* (1) figuré doublé de toille bleuee assès usé et dépourté par devant et a les orphetz et la croix de derrière d'imaiges ellevez pourfillez de filz qui sont de plusieurs couleurs, icelle chasuble servoit anciennement à dire la messe Nostre Dame.

40. *Item*, ung aultre chasuble assez usé et dépourté principalement par devant, qui est de sarge rouge ayant les orphetz de sarge verte doublé de

(1) Ces deux mots en interligne après surcharge de *satén*.

toille noire guarney d'un estolle et d'un fanon qui sont de soye rouge pourfilletz de fil d'or de Lucque ; les deux chazubles ci dessus ne servent plus.

41. *Item*, en faisant ledict inventoyre, avons trouvé troys robes servantz à l'imaige Nostre Dame et son petit filz Jesus.

La première est de vellours pertz semée de petis fleurons de couleurs avec ung bonnet pour le petit Jesus qui est aussi de vellours pertz ;

La seconde robe est de toille d'or faulce espourtée qui sert aux dimenches et aux festes qui sont sus la sepmaine ;

La tierce robe est de toille d'or picquée de fin or de Cipre bourdée de vellours rouge cramoisi figuré semée et couverte de plusieurs fleurons de fin or de Cipre où il y a en escript au bas d'icelle robe *virgo ante partum, virgo in partu et virgo post partum*, avec une robe pour le petit Jesus qui est de toille d'argent assès ample, le toult doublé de toille brune violette, le toult pourtant les armes de Heugueville, et est la dicte robe fort riche, que donna par dévotion le signeur de Heugueville Messire Phellipes de Roncherolles, chevallier, patron d'icelle église, l'an mil cinq cens soixante.

42. *Item*, avons trouvé ung grand drapt neuf qui est de vellours noir doublé de toille noire ayant une grand croix au milleur de satin blanc figuré, que donna feu Madame Susanne de Guysancourt, en son vivant femme et espouze de Monsigneur de Heugueville, laquelle trépassa le V<sup>e</sup> jour de juillet l'an mil cinq cens cinquante six ; icelluy drapt estant armoyé de costé et d'autre des armes de

ladicte deffuncte sert à faire représentation des obitz du fondateur, du Roy, et de l'obit des chanoynes qui ce dict le lundi d'après les quatre temps de septembre.

43. *Item*, ung aultre grand drapt des trépassés qui est aussy de vellours noir assés uzé et dépourté doublé de toille noire qui a une grand croix au milleur de satin blanc figuré, armoyé des armes de la maison de Heugueville, et sert le dict drapt aux obitz qui sont fondez de la dicte maison.

44. *Item*, ung aultre grand drapt aussy des trépassés qui est de demye ostade noire doublé de toille semblable, ayant une croix au milleur de long et de travers de demye ostade blanche, servant aux obitz communs où il y a représentation.

45. *Item*, ung aultre grand drapt en fasson de parerement d'autel par ault doublé de toille noire avec une petite croix au milleur qui est de taffetas blanc, qui (1) sert au grand autel depuis que la Passion est entrée jusques au samedi de Pasques que mesmes le jour des trépassiez.

46. *Item*, avons trouvé ung poille ou aultrement une courtine, qui est de velours gris brun semée de lettres d'or et d'argent avec des ronches de fil d'or frangée de costé et d'aultre devant et derrière de fil d'or et de fine soye blanche, doublée par dedans de bonne soye rouge et par dessus soustenues de grosse toille bleuee, armoyée des armes de Heugueville, donné par icelluy signeur par dévotion, et sert ledict

(1) Ici les mots suivants raturés: est frangé de blanc et de noir.

poille ou courtine le jour du Sainct Sacrement à pourter le *corpus Domini* à la procession.

47. *Item*, une aultre petite courtine de la coulleur et fasson ci dessus qui est en quarré de deux piedz ou environ, semée de (1) toille d'oret d'argent et de ronches blanches et jaulnes, que donna Monsigneur de Heugueville, à present Phellipes de Roncherolles, pour reposer le *corpus Domini* sur le grand autel le jour et les octaves du saint sacrement de l'autel.

48. *Item*, ung parement d'autel de semblable velours gris brun semé de semblables lettres ou toille d'or et d'argent doublé de toille noire, du don que dessus.

49. *Item*, ung aultre beau parement à mectre au bas des doubliers du grand autel, qui est de velours brun cramoisy doublé de toille bleuee frangé de franges qui sont meslez de fil d'or de Cypre et de soye vermeille, qui est rouge avec des lettres qui sont de fin or de Cypre, ayant au milleur une petite croix d'or, armoyé au deulx boutz des armes du fondateur et Madame Susanne de Guysancourt.

50. *Item*, ung aultre parement faict de nouveau qui est de vellours noir neuf doublé de toille rouge, ayant aux deux boutz les armes du fondateur, et sert à mectre au bas des doubliers du grand autel pour parer au jour d'aulcunes bonnes festes.

51. *Item*, ung aultre parement ung peu usé et dépourté qui est de satin rouge cramoisy semé de fleurons de fine soye de brouderière faict à l'esguille, ayant au milleur ung ymaige de la Vierge

(1) Ici le mot *lettres* raturé.

Marie ellevé tenant son petit filz Jesus de semblable brouderie, et sert de parement au jour des festes Nostre Dame.

52. *Item*, ung aultre parement assès usé et dépourté qui sert à toulx les jours et ne bouge de la devanture du grand autel au bas de la nappe qui est de satin de burges rouge semé du non de Jesus Maria, ayant au milleur du bas une coronne blanche, et est doublé de toille noire.

53. *Item*, ung aultre grand parement qui est de toille d'or et d'argent figuré et enrichi de plusieurs imaiges ellevez de la passion de Nostre Seigneur, et y a au milleur dudict parement ung ymaige grand de Jesus qui tient son jugement, estant doublé de toille bleuee, icelluy parement sert le jour des bonnes festes à la devanture du grand autel et le couvre trestout.

54. *Item*, ung aultre grand parement semblable à celluy ci dessus qui est de toille d'or et d'argent semé et tissu de plusieurs imaiges ellevés, doublé de toille bleuee, au milleur duquel il y a ung grand imaige de sainte Katherine, et sert à parer le dessus du banc où ce assiet le prebstre, diacre et soubdiacre le jour des bonnes festes, et n'y a que ces deux de grande apparence.

55. *Item*, ung aultre parement d'autel faict de nouveau qui est de demye ostade noire doublé de toille rouge, qui couvre de sa grandeur la devanture du maistre autel, et a une croix au milleur de demye ostade blanche (1), et est frangé de franges qui sont

(1) Ici les mots suivants raturés : doublé de toille rouge,



de blanc et de noir, servant au grand autel les jours de la Passion et des Trépassés.

56. *Item*, ung aultre parement pour la devanture du grand autel servant à toulx les jours, qui est de toille d'or faulce sans frange, ayant les deux boutz de satin de burges bleu environ d'un pied.

*Item*, ont esté trouvez les estuictz avec leurs coporaulx mitz ensemble comme il s'ensuit. Premièrement :

57. Ung grand estuict couvert de satin rouge tissu de fil d'or de Cipre avec fleurons figurez, ensemble le couvretoyr du calice de satin blanc tissu de fil d'or, ayant par dessus escript en lettres de fil d'or *Jesus Maria* bourdé de fil de soye.

58. *Item*, ung aultre estuict couvert de soye bleuee en carreaux qui sont de plusieurs couleurs, estant d'or de Cipre, armoyé des armes de Gammaches et son alliance, assez riche et beau.

59. *Item*, ung aultre estuict assès ancien qui pourte ung lac de soye où il y a dessus en lettre d'or de Lucque *Jesus Maria*, couvert.

60. *Item*, ung aultre estuict qui est de damas blanc figuré, faict de nouveau, couvert de troys fleurs de lys qui sont de fin or de Cipre.

61. *Item*, ung aultre estuict ou corporalier couvert de velours cramoyssi assès usé, où il y a escript par dessus *Jesus Maria*.

62. *Item*, ung aultre estuict couvert de vellours pertz avec son corporalier.

63. *Item*, ung aultre estuict couvert de soye blanche semé de fleurs de marguerites à fermant d'argent doré d'or.

64. *Item*, ung aultre estuict assès usé et dépourté qui est couvert de fleurs de lys partout.

65. *Item*, quatre corporaliers ou aultrement estuictz qui sont couvert de tripe de vellours rouge.

66. *Item*, ung aultre estuict couvert de drapt d'or épourté tissu de tripe de vellours rouge, armoyé des armes de Rambures et son alliance.

Toulx lesquelz estuictz sont guarneys de corporaulx chascun à part soy, et oultre iceulx fournys avons trouvé encores vingtz corporaulx tant bons que mauvais.

67. *Item*, six couvertures à calice dont l'un des six est fort beau, qui sert aux bonnes festes, les cinq aultres sont telz quelz.

68. *Item*, une paix d'ivoire ayant pour figure ung crucefix qui est guarney d'argent.

69. *Item*, a esté trouvé aux chappelles de la nef huict rideaulx avec quatre paremens du hault de l'autel en bas, qui sont les ungs de couleur rouge incarnal, les aultres de bleu, tant les rideaulx que lesdictz paremens sont frangés et servent par chascun jour.

70. *Item*, avons trouvé sus le grand autel ung tapis de drapt vert de deux à troys aulnes qui couvre ledict autel et sert à toulx les jours.

71. *Item*, ung aultre tapis assès grand qui est de gros viollet de troys à quatre aulnes, estant sus l'autel du chappitre pour apposer dessus les ornemens et aultre choze, et ne bouge de là.

72. *Item*, ung aultre tapis vert de deux aulnes qui est dessus le banc attaché où l'on commence l'introite de la messe.

73. *Item*, cinq pendans de taffetas rouge, le

siziesme a esté prins et perdu durant le dessastre, lesdictz pendans servent autour du grand aultel au jour des bonnes festes et sont frangés de soye rouge, et n'y en a qu'un qui oit des aneaux.

74. *Item*, ung voile de taffetas changeant qui tire sus le pertz, presque semblable aux pendans, frangé de soye rouge guarney par toult de aneaux de cuire, et sert en karesme devant la devanture du cœur.

75. *Item*, six aultres pendans de demye ostade rouge et verte frangés de telle couleur qui sont servant toulx les jours autour du grand aultel avec aneaux par toult.

76. *Item*, six aultres pendans qui sont de toile et sont frangés de fil blanc, et n'y en a q'un où il y oit des aneaux, et servent en karesme a l'entour du grand aultel et non autrement.

. . . . .

Cahier, moyen format, de 18 feuillets (les ff. 10 v<sup>o</sup>-18 blancs), portant, au f<sup>o</sup> 1, la mention suivante : *Titres concernant la fabrique*, et au f<sup>o</sup> 2, en marge : *Biens et meubles de la fabrique* (également d'une main postérieure).

Archives départementales de l'Eure, G. 240.

## NOTICE

SUR LA

### DÉCOUVERTE D'UN DOLIUM A FLACQ

Par A. de VILLE-D'AVRAY.

---

Avant de faire l'énumération des objets renfermés dans un dolium que j'ai découvert à Flacq, je pense qu'il pourrait être utile de réunir en quelques lignes tout ce qui, à ma connaissance, peut se rapporter aux sépultures jadis faites dans ces grands vases. Il sera ainsi plus facile de se rendre compte, par comparaison, de la valeur de ma découverte.

#### NOTICE SUR LES DOLIUM.

Il existe deux sortes de dolium : celui de Diogène (indiqué par Juvénal, Sat. XIV, p. 308), qui est plat en dessous et n'a pas d'oreillons.

L'autre sorte est le dolium *demersum*, *depressum*, *defossum*, qui a la base en pointe (1). Pline nomme *dolium fictile* le dolium en terre cuite.

D'après une inscription relevée sur un dolium de

(1) *Dict. des Antiquités romaines et grecques*, par Anthony Rich.

la ville d'Albani, le dolium contenait dix-huit amphores (1).

En 1780, dans le Grand-Étretat, au lieu dit la Haye-au-Curé, on trouva un dolium contenant une urne en verre bleu remplie d'os brûlés.

M. Duboccage de Bléville vint, au XVIII<sup>e</sup> siècle, faire à Grainville-l'Allouette une fouille qui lui donna en un seul jour, dans un espace de six toises en carré, cent cinquante vases en terre et en verre, au nombre desquels étaient sept dolium de 0<sup>m</sup>,66 de hauteur sur 0<sup>m</sup>,60 de large. Chacun de ceux-ci contenait une urne d'un beau verre épais et de couleur verte (2).

En 1833, un dolium fut trouvé à La Cerlangue, dans la terre de M. Yon, au hameau du Claque, où il se trouvait, dit-on, au milieu d'urnes cinéraires tombant de vétusté.

En 1835, à St-Denis-le-Thiboult, on trouva dans une prairie un beau dolium en terre cuite renfermant une urne en verre de forme carrée, haute de 0<sup>m</sup>,32, contenant les os brûlés d'un adulte. Ce dolium avait 1<sup>m</sup>,73 de circonférence. A côté, on a rencontré une autre urne en terre, qui a été brisée par les ouvriers (3).

La même année, un dolium en terre cuite fut trouvé à Yébleron.

Un autre dolium fut trouvé, en 1844, dans le

(1) Deville, 1842.

(2) *Normandie souterraine*, par l'abbé Cochet, p. 123.

(3) *Répertoire archéologique du département de la Seine-Inférieure*, p. 294.

terrain du sieur Bachelet, et à une faible profondeur. Il était haut de 0<sup>m</sup>, 61, large de 0<sup>m</sup>, 52, et avait un bouton pointu à la base.

En 1851, en faisant un chemin dans le bois des Loges, on découvrit un dolium rougeâtre, haut de 0<sup>m</sup>, 70 et large de 0<sup>m</sup>, 50, dont l'ouverture avait été violemment élargie. Il renfermait une belle urne en verre, contenant elle-même des os brûlés. Cette trouvaille engagea l'abbé Cochet à faire des fouilles, et il reconnut ainsi un cimetière romain de 16 mètres de long sur 8 mètres de large. Il en tira cent vingt vases, dont cinquante contenaient des os brûlés. Parmi ces vases se trouvaient trois dolium, à peu près semblables à ceux trouvés ailleurs.

M. Davois trouva aussi à Lillebonne un dolium ayant 1<sup>m</sup>, 90 de circonférence (1).

En 1852, M. Bettencourt a rencontré, tout près du point où la voie de Dreux passait la Seine, sur la pente du coteau qui sépare le presbytère de l'école de St-Maurice-d'Ételan, un dolium semblable à ceux de Lillebonne, mais légèrement ouvert au sommet pour laisser entrer cinq vases funéraires (2).

En 1862, à Rançon, on trouva en face l'église un dolium contenant un petit vase noir et des os brûlés. A droite et à gauche, se trouvaient des urnes cinéraires. Ce dolium, déposé à Rouen, a 0<sup>m</sup>, 61 de haut sur 1<sup>m</sup>, 85 de circonférence.

En 1865, on trouva à Quincampoix, en défrichant un bois, un dolium en terre cuite contenant une

(1) *Norm. souterraine*, p. 108.

(2) *Id.*, p. 122.

urne carrée en verre, au fond de laquelle était marquée en relief la lettre D.

En 1866, à Villers-Chambellan, on découvrit un dolium en terre rempli d'os brûlés.

En 1867 et 1868, M. Moutier-Huet, de Bolbec, trouva au Catillon (Lillebonne) cinquante sépultures et cent vingt vases en terre, en verre et en bronze. qu'il conserve dans un cabinet fort important. Parmi les objets en terre cuite, on remarque un dolium dont l'embouchure, ayant été coupée au-dessous des anses, afin que ce grand vase fût propre à servir de réceptacle funéraire, a pu être rapprochée de la panse (1).

La plupart de ces dolium sont des *dolium fictile* des anciens, qui servaient aux usages domestiques, principalement pour les liquides tels que le vin et l'huile, et qu'on employait souvent comme enveloppe préservatrice, lors du dépôt dans la terre des urnes contenant les cendres des morts. A l'aide de ces monuments, M. A. Deville a pu restituer son véritable sens à un passage de Pline-l'Ancien, longtemps incompris : « *Quin et defunctos sese multi fictilibus doliis condi maluer.* » (Un grand nombre préférèrent qu'après leur mort, on les ensevelit dans des tonneaux en terre cuite) (2).

Une partie des dolium mentionnés ci-dessus se trouvent dans le Musée d'antiquités de Rouen. Parmi ceux que possède ce Musée, il en est un trouvé à

(1) *Répertoire archéologique du département de la Seine-Inférieure*, p. 570.

(2) *Norm. souterraine*, p. 125.

Nérac, ayant 1<sup>m</sup>,50 de circonférence et portant des inscriptions. C'est peut-être une des dernières incinérations de ce genre, car cette sépulture de Nérac date de 267, époque où Tétricus déposa dans ce dolium les cendres de Mertorix, et je ne sais si depuis, on a fait encore usage de ce mode de sépulture.

Comme on peut le voir, les dolium ne figurent qu'en très petit nombre dans les sépultures à incinération, et généralement ils ne renferment qu'une urne en verre avec un vase contenant fort peu d'objets.

#### DÉCOUVERTE DU DOLIUM DE FLACQ.

Le 21 mars 1882, en allant visiter, au Flacq (1), des ruines gallo-romaines que le mascaret venait de mettre à découvert et qu'il a déjà enlevées, j'aperçus dans le talus d'une route nouvellement faite un débris de poterie épaisse. Reconnaisant à sa forme qu'il provenait d'un vase de forte dimension, je fouillai avec la lame de mon couteau. Dès les premiers coups, je fis sortir de la terre argileuse des boutons, appelés ordinairement jetons ou tali, tout empâtés de terre, car il pleuvait.

Je trouvai bientôt d'autres fragments du vase que je reconnus être un dolium fictile en terre rougeâtre, malheureusement en partie écrasé et rempli de terre, mais contenant aussi une foule d'objets d'un

(1) Le Flacq est un petit hameau, situé sur la rive gauche de la Seine, dans la commune d'Aizier, arrondissement de Pont-Audemer, et au pied de la forêt de Brotonne.



grand intérêt, que je vais détailler, et dont je vais essayer de faire l'étude.

Ce dolium se trouvait à environ 0<sup>m</sup>,60 de profondeur, et son ouverture n'ayant pas été recouverte comme les Gallo-Romains le faisaient habituellement, il s'était rempli de terre d'autant plus vite que l'orifice en avait été violemment agrandie. En outre, le poids du sol, et peut-être celui de constructions aujourd'hui disparues, contribuèrent à l'écraser en partie. Par un curieux hasard, les ouvriers qui ouvrirent cette route effleurèrent de leur pioche ce dolium, auquel ils ne firent pas attention, vu qu'il était, comme je viens de le dire, rempli de terre semblable à celle qui l'entourait.

*Dolium* (pl. I, n° 1). — Je pus reconstituer ce dolium, quoique avec beaucoup de peine, car il était brisé en plus de cinquante morceaux.

Ses dimensions sont 0<sup>m</sup>,60 de hauteur sur autant de diamètre extérieur, comme celui trouvé par l'abbé Cochet, en 1853, dans le cimetière de Lillebonne.

Sur les deux côtés se trouvent, vers le haut, près de l'orifice et en opposition, deux sortes d'oreillons peu proéminents ; à la base, un bouton pointu.

Comme je l'ai dit, le dolium de Flacq avait tout le côté tangent au talus de la route complètement brisé et aplati ; mais l'autre, celui qui se trouvait dans l'épaisseur du sol, était en place, quoique fendu en bien des endroits. Au milieu de ce dernier côté se trouve une ouverture circulaire de 0<sup>m</sup>,10 de diamètre. Cette ouverture, quoique paraissant faite de prime-abord assez grossièrement, date de l'époque

où la sépulture a eu lieu, et de plus, il est facile de constater, par la manière dont les bords ont été brisés, que cette ouverture a été exécutée avec un certain soin et avec intention. Maintenant, quel était le but de cet autre orifice ? Avait-il été fait antérieurement à l'usage final qui lui était réservé, ou bien l'avait-il été, au contraire, pour donner plus de facilité dans l'accomplissement des détails de cette cérémonie funèbre ? Je ne saurais le dire. Cependant, la profondeur du vase n'étant que de 0<sup>m</sup>, 60, il était bien facile d'y déposer au fond, sans les laisser tomber, les divers objets qui composaient le mobilier funèbre, et cela à la main, par l'ouverture supérieure qui était plus grande que le trou latéral.

Je me bornerai donc à constater l'existence de ce trou fait intentionnellement, sans en chercher davantage le but.

Si le dolium de Flacq ressemble à la plupart des autres par ses dimensions, il en diffère par la grande quantité d'objets qui s'y trouvaient, et dont voici le détail :

NOMENCLATURE DES DIFFÉRENTS OBJETS CONTENUS DANS  
LE DOLIUM DE FLACQ.

Nombre  
d'objets.

- 581 Boutons ou tali en os.
- 15 Boutons en bronze émaillés.
- 2 Boutons en bronze représentant des lions.
- 7 Petits boutons coniques en bronze.
- 3 Boucles en bronze.
- 2 Strigiles en bronze.
- 1 Tête de vis d'un tour en bronze.

- 1 Pointe du tour en bronze.
- 2 Objets indéterminés en bronze, mais provenant probablement du coffret.
- 4 Fibules en bronze.
- 3 Monnaies romaines en bronze.
- 7 Bagues en bronze.
- 1 Petite boîte ronde en bronze, avec un quadrigé en relief sur le couvercle.
- 1 Sorte de tube en spirale en bronze.
- 2 Sonnettes en bronze.
- 2 Sonnettes en fer.
- 3 Outils ou poinçons en fer.
- 1 Morceau de lame de scie en fer.
- 1 Poignée en bronze.
- Divers outils de fer brisés.
- 1 Tablette en marbre.
- 1 Vase ou coupe en verre blanc très mince et en miettes.
- 2 Petits morceaux de nacre polie pour toilette.
- 9 Perles de collier en pâte de verre.

Enfin, un coffret avec les anneaux qui s'y reliaient, et divers autres objets ayant fait partie dudit coffret et qui, au moment de la découverte, en étaient séparés, tels que débris de bois, charnière en bronze, serrure en fer avec ressort en bronze, plaque de serrure en bronze, clef en bronze, lamelles de cuivre, 1 clou en fer, 80 clous en bronze.

En considérant tous ces débris, ayant fait partie du coffret, comme ne constituant avec lui qu'une seule unité, nous avons un chiffre de 657 objets renfermés dans le dolium. C'est un total énorme, qui doit rarement avoir été atteint.

Le dolium contenait en outre des ossements incinérés. Ces débris, quoique peu nombreux, permettent toutefois de voir qu'ils provenaient d'une femme ou d'un jeune homme, mais certaines parties du mobilier funèbre lèvent le doute et indiquent clairement que c'était une femme ; en effet, les sept bagues que j'ai trouvées dans ce dolium ne pouvaient, d'après leurs dimensions, appartenir qu'à une femme ; de plus, le collier de perle devait avoir la même destination. Les outils dont la défunte se servait, et qu'on avait ensevelis avec ses cendres, attestent en outre que ce devait être une simple ouvrière, une tourneuse de boutons en os.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, cette sépulture renfermait principalement des boutons, dont 581 en os. Ces boutons, quoique de plusieurs formes, sont généralement ce qu'on appelle des *tali*. Quel était l'usage de ces *tali* ? Parmi les divers objets trouvés à Lillebonne par M. Deville, on remarque, dit l'abbé Cochet, un jeton à jouer en os ; ce dernier a trouvé lui-même dans le cimetière d'enfant de Lillebonne « un petit coffret de bois recouvert de cuir et garni de têtes de clous ; dans celui-ci se trouvait un jeu ou double jeu de dés et 25 *jetons en os*. Ces jetons sont entièrement semblables à nos pions de damier ou de trictrac. Le fond en est uni, mais le dessus est orné de trois cercles tracés en creux ; ils paraissent avoir été faits au tour ; ils pourraient encore servir à jouer aux dames (1). »

Or, le talus ou jeton en os représenté par l'abbé

(1) *Norm. souter.*, 119, pl. V, fig. 4.

Cochet est identiquement semblable au plus grand nombre de ceux que j'ai trouvés dans le dolium de Flacq !

La découverte faite à Flacq est intéressante, non seulement par le grand nombre d'objets qu'elle a fournis, mais encore parce qu'elle nous présente des échantillons d'une industrie gallo-romaine ou gauloise, échantillons qui démontrent que même les vulgaires boutons en os, percés de cinq trous, en usage aujourd'hui, étaient également connus dans notre région, il y a 1600 ans.

Ces boutons ont été façonnés au tour et sciés. Je crois avoir retrouvé des débris du tour employé à cette fabrication ; dans tous les cas, j'ai reconnu au milieu des objets placés dans le dolium un fragment de scie qui a dû servir aussi pour le travail.

Le plus grand nombre de ces boutons ou *tali* affectaient la forme de disques et ressemblaient à de petits palets du jeu de dames. Un de ces *tali*, plat des deux côtés, était, ainsi que nous l'avons déjà dit, percé de cinq trous, comme nos vulgaires boutons en os. Un certain nombre de ces *tali* pourraient toutefois être rangés dans un groupe à part ; ils sont, en effet, plats d'un côté et à peu près hémisphériques de l'autre.

La présence d'un bouton percé de cinq trous est assez insolite dans une sépulture. Cela tient probablement à ce que des objets de ce genre, cousus aux vêtements, ont été généralement incinérés avec eux, ou peut-être aussi à ce que, par leur insignifiance, ils ont échappé jusqu'ici aux regards des explorateurs (pl. I, n° 2).

Dans tous les cas, leur présence est constatée à Flacq par un échantillon certain, et il y a d'autant moins lieu de douter de la destination de la plupart de ces disques troués et non troués, comme accessoires de vêtements, que notre sépulture renfermait d'autres boutons de métal ayant incontestablement cette destination (pl. I, n° 2).

Outre ces boutons en os, j'ai en effet recueilli dans cette même sépulture quinze beaux boutons en cuivre, ayant le dessus garni de rainures circulaires et concentriques remplies d'émaux de diverses couleurs. Près d'eux se trouvaient d'autres boutons en bronze sans ornement et une paire de boutons également en bronze représentant deux lions de profil avec des yeux formés de petites perles en verre bleu clair (pl. III, n° 6).

Cinq fibules les accompagnaient : quatre en bronze uni, une en bronze rehaussé d'émail.

Parmi les autres objets, j'ai à signaler une grande boucle complète et une petite boucle incomplète, et deux jolies petites pièces en bronze provenant vraisemblablement de l'armature d'un coffret. L'un de ces objets affecte la forme d'une fleur de lys (pl. III, n° 5).

Joignons-y sept bagues ; à l'exception d'une seule, toutes fort minces et de fabrication commune. Leur diamètre prouve qu'elles n'ont pu appartenir qu'à une femme (pl. I, n° 3).

Au milieu de ces objets en bronze se trouvait une pièce infiniment plus précieuse, une boîte ronde fort mince, ayant 35<sup>mm</sup> de diamètre sur 9<sup>mm</sup> d'épaisseur. Sur le couvercle, un artiste du temps avait

figuré une scène de chasse. Dans un char à deux chevaux, on aperçoit une femme qui conduit; au-dessous, un lièvre, et un peu plus bas, un autre lièvre poursuivi par un chien courant. Ce devait être une boîte de ménage ou de toilette d'un certain luxe (pl. III, n° 1).

Quatre sonnettes, deux en bronze, deux en fer, ne méritent qu'une simple mention (pl. III, n° 2); il en est de même d'un certain nombre de perles en verre côtelées, de disques en nacre polie, comme on en a rencontré fréquemment dans les balnéaires, de clous et de débris d'outils, et d'instruments d'un usage difficile à déterminer (pl. I, n° 4).

Le coffret renfermant tout ce mobilier, qu'il a été possible de reconstituer avec les fragments conservés dans le dolium, demande plus de détails. Il se composait d'une boîte en bois, cerclée de bandes de cuivre garnies de clous en bronze (pl. II).

Le couvercle s'attachait au coffret au moyen de charnières dont l'une était encore à peu près intacte au moment de la découverte. Il avait une poignée, une serrure élégante avec sa clef.

Cette petite clef, parfaitement conservée, est forée, formée de quatre dents égales. Sa poignée, d'une certaine épaisseur, est percée d'un trou qui permettait de la suspendre à un anneau ou d'y passer un cordon (pl. III, n° 4).

Au centre du dolium, au milieu des fragments de fer et de bronze que nous venons de décrire, nous avons recueilli trois pièces de monnaie sans valeur intrinsèque, mais qui permettent toutefois de dater approximativement cette curieuse sépulture.

Ce sont deux moyens bronzes et un grand bronze, aux effigies des empereurs Vespasien, Nerva et Hadrien. Le grand bronze d'Hadrien, le plus moderne des trois, ne peut pas avoir été frappé après la mort de ce souverain, c'est-à-dire après l'année 138 de notre ère. On peut en conclure que la sépulture de Flacq, dans laquelle ne se rencontre aucune monnaie postérieure, pourrait être datée avec assez de probabilité du milieu ou, au plus tard, de la fin du II<sup>e</sup> siècle.

A l'exception d'une tablette en marbre gris bleu veiné, pareille à celle dont les Romains se servaient pour écrire, et qui était posée à plat au fond du dolium, tous les objets que nous avons recueillis faisaient partie du coffret ou y avaient été vraisemblablement renfermés.

L'usage de placer de semblables coffrets dans les sépultures fut constaté une fois par M. Deville dans celui des deux cercueils en pierre, qui avaient été trouvés à Quatre-Mares, en avril 1843 ; il y avait six vases, dont un en cristal, et deux médailles en bronze. Ces vases, parfaitement romains pour la forme, avaient été déposés aux pieds et devaient être renfermés dans un coffret de bois dont M. Deville a remarqué les clous. Cet usage de coffret de bois, renfermant les vases et le mobilier funèbre du défunt, était général à l'époque gallo-romaine, suivant l'abbé Cochet.

Nous devons ajouter que la nature même du mobilier funéraire permet de penser qu'il appartenait plus vraisemblablement à la sépulture, ou d'une marchande mercière de l'époque, ou d'une modeste fabricante de boutons.



Il parait (dit l'abbé Cochet) que, d'après Oberlin, c'était l'usage chez les anciens de déposer des dés et des pions dans le tombeau de leurs parents.

En 1868, l'abbé Cochet trouve au Catillon dix sépultures et 45 vases de terre et de verre ; une des urnes « contenait 35 *tali* ou *palets en os* ».

En 1867 et 1868, M. Moutier-Huet trouva au Catillon des boutons et des palets, dont 36 sont sortis d'une seule sépulture. Une des pièces les plus remarquables était un bouton émaillé du travail le plus fin.

A Caudebec-lès-Elbeuf, M. Gosselin trouve, en 1875, près de la Fosse-aux-Moules, dans une sépulture gallo-romaine, des jetons ou petits palets en os. Le Musée de Rouen possède 65 *tali*, dont 35 furent trouvés à Lillebonne par l'abbé Cochet.

Un bouton simplement commencé, qui se trouve parmi cette grande quantité de *tali*, porte sur ses deux faces les traces évidentes de la scie ; le point de centre du tour n'existe que sur la face que l'ouvrière avait commencé de tourner. C'est la présence de ce bouton ébauché qui donne lieu de penser que la sépulture était celle, non d'une marchande, mais d'une fabricante. Cette supposition est confirmée par la rencontre dans le dolium d'outils et de débris d'un tour très facilement reconnaissables.

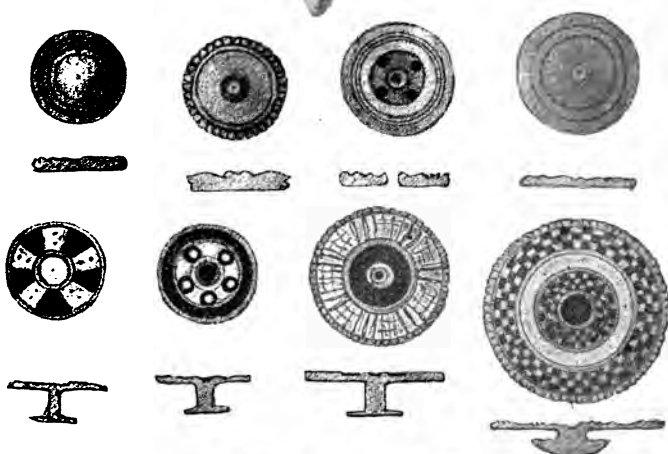
Nous pourrions nous étendre davantage sur les particularités de cette découverte, mais les détails dans lesquels nous sommes entrés et les dessins qui accompagnent notre travail suffisent, croyons-nous, à déterminer sa physionomie et à établir son importance.

Planche I.

1



2



3



4



DOLIUM, BOUTONS, BAGUES, PERLES CÔTELÉES.

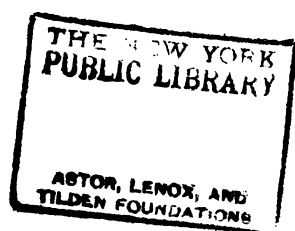
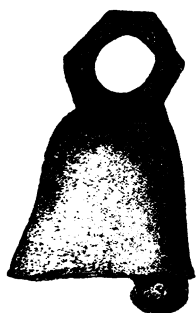
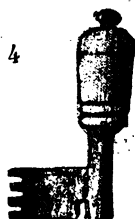


Planche III.

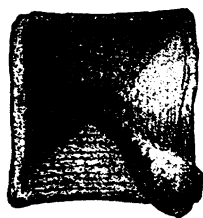
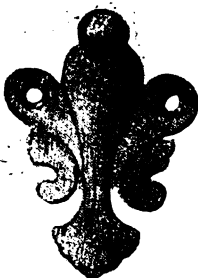
1



4



5



6

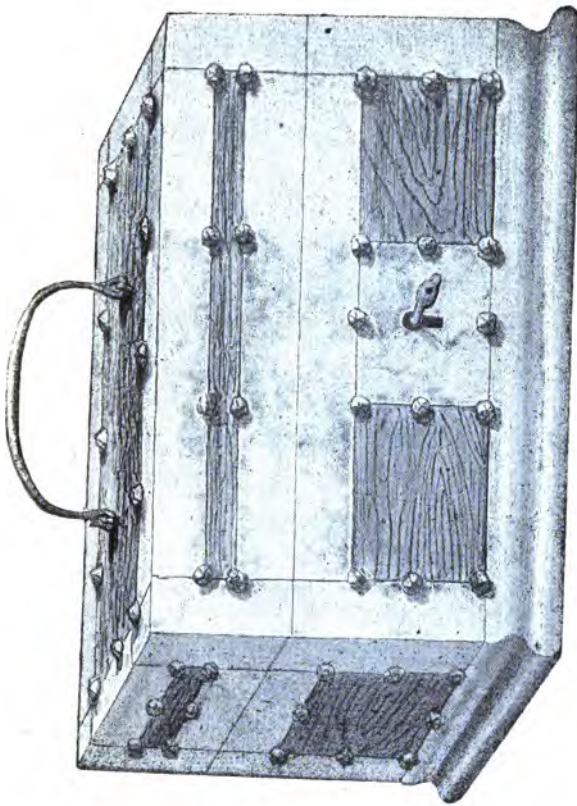


BOÎTE, CLOCHETTE, CLOUS, CLEF, APPLIQUE, BOUTONS.

THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATION

Planche II.



COFFRET.

THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND  
TILDEN FOUNDATION

# UN SAVANT ÉBROÏCIEN

AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

DEUX LETTRES

DE JACQUES LE BATELIER, SIEUR D'AVIRON,

Commentées par M. Armand BÉNET.

---

Dans sa séance du 13 novembre 1881, la Société libre de l'Eure reçut de son président, M. Léopold Delisle, administrateur général de la Bibliothèque Nationale, communication de deux lettres inédites, écrites d'Évreux en 1613 et en 1617 à Dupuy, et dont la signature LEBATELIER soulevait un intéressant problème d'histoire locale : le correspondant du célèbre savant serait-il l'auteur du *Mémorial historique des évêques, ville et comté d'Évreux* ? En raison d'une modeste brochure que j'ai consacrée, vers la même époque, à notre vieil historien (1) — dans le but, en attendant un travail définitif, de rassembler quelques pièces non encore signalées, — M. Delisle a bien voulu, en me faisant parvenir la copie exécutée par lui de ces deux documents, me



remettre le soin de les commenter, de déterminer la personnalité de l'auteur, et principalement d'étudier la question de l'attribution possible au laborieux et utile compilateur du Mémorial. Je le remercie — tout en regrettant fort cette substitution pour le lecteur — et de la confiance qu'il m'a fait l'honneur de me témoigner, et de l'occasion qu'il m'a donnée de revenir sur un sujet auquel je n'ai cessé, depuis ce premier travail, de porter intérêt.

Aussi bien, comme nous nous trouvons en présence de deux lettres autographes, signées, la question n'est vraiment pas difficile à résoudre, et sans prendre la peine d'étudier le texte même de ces documents, il suffit d'en noter les caractères graphiques et de rechercher dans les archives (2) une écriture, une signature identiques. Entre les différentes signatures Le Batelier et Lebatelier que j'avais relevées (3), j'en ai distingué six, appartenant aux personnages suivants :

I. Jacques l'aîné, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux (4), avocat et conseil de la ville (5), marié à Marguerite Mohier (6), — fils de Jacques, écuyer, sieur d'Aviron et du Rosset, *avocat en court laie*, bourgeois d'Évreux, demeurant paroisse St-Nicolas (7), et de Marie Le Breton (8), — mort en 1608.

II. Jacques le jeune, fils du précédent, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux, époux de Catherine Le Clerc, fille de Nicolas Le Clerc, lieutenant général criminel au bailliage d'Évreux, mort en 1623.

III. Jacques, fils du précédent (9), avocat (10).

puis conseiller (11) aux bailliage et siège présidial d'Évreux, époux de Marie Guyot, fille de Claude Guyot, écuyer, sieur de Beauficel (12), prêtre à la fin de sa vie (13), décédé le 27 août 1661 (14).

IV. Jean, autre fils de Jacques le jeune, d'abord titulaire de la chapelle dite épiscopale, sous le titre de St-Jean-Baptiste, St-Gilles et St-Thomas le Martyr (15), pourvu, en 1635, des canonicat et prébende théologale en l'église cathédrale d'Évreux (16), principal du collège de cette ville (17).

V. Nicolas, fils de Jacques III et de Marie Guyot, neveu (18) du précédent auquel il succède comme chanoine théologal en 1661 (19). C'est celui que j'ai signalé (20) en 1672 « commis à la garde des « archives de l'église cathédrale », celui qui, en 1664, fut député par le chapitre pour assister à la translation des reliques de St-Gaud, et qui prononça dans la cathédrale d'Évreux, le 21 octobre 1675, l'oraison funèbre de Turenne (21).

VI. François, fils de Jacques III, auquel il succède en 1661 dans son office de conseiller au bailliage (22).

Dans cette généalogie — dressée pour la première fois — lequel choisir ? Il faut d'abord écarter résolument les deux chanoines, Jean (23) et Nicolas (24), dont les signatures sont totalement différentes ; il en est de même des deux conseillers (25), bien que Jacques se rapproche fort, surtout dans sa seconde manière (26), de celles que présentent les lettres à Dupuy : les dates, en effet, ne concordent guère, et il faut remonter plus haut pour rencontrer une identification certaine. Non pas toutefois à Jacques l'ancien, qui offre un type radi-

calement distinct, comme on peut vérifier au bas de contrats du tabellionage (27), d'un engagement envers le Puy de musique de Sainte-Cécile (28), ou des quittances qu'il donne au receveur des deniers communs, depuis 1594, comme avocat et conseil ordinaire de la ville (29). Mais en 1605, le 25 novembre, il ne peut signer « pour son indisposition et maladie de goutes », et la quittance est donnée par son fils, Jacques le jeune (30), dont la signature est exactement celle des deux lettres à Dupuy ; nous la retrouvons également, en 1607, sur une autre quittance qu'il délivre comme trésorier de l'église paroissiale de St-Nicolas (31), et au bas de nombreux actes passés au tabellionage (32).

Voilà donc l'auteur des deux lettres : *Jacques Le Batelier le jeune, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux.*

Je ne saurais, dans une préface, entrer dans une biographie détaillée, et je dois me borner, pour résoudre le problème posé par la lecture de M. Delisle, à signaler les grands traits qui peuvent servir à délimiter nettement l'époque de sa vie.

J'ai cité plus haut le nom de sa femme, Catherine Le Clerc, qui figure notamment dans un contrat du tabellionage de 1598 (33), intéressant pour ses apports de famille ; et si les registres de baptême de la paroisse St-Nicolas ne commencent que quinze années plus tard, en 1613, ils n'en témoignent pas moins de la fécondité de ce mariage, vieille habitude patriarcale que le Normand actuel semble bien désireux de laisser à ses ancêtres : en 1614, baptême de leur fils Charles (34) ; en 1615, Pierre (35) ; en 1616,

Nicolas (36) ; en 1617, Pierre (37) ; en 1619, Geneviève (38) ; en 1622, Nicolas (39). C'est le dernier acte qu'enregistre le curé de la paroisse. La mort seule avait été capable d'arrêter ce mari infatigable : car si l'acte de son décès fait défaut, il n'en doit pas moins être attribué, avec certitude, à l'année suivante, 1623 (40).

Il est facile maintenant de répondre à la question initiale : le correspondant de Dupuy est-il l'auteur du Mémorial ? Si cette compilation parle de l'établissement nouveau des filles grises, qui eut lieu d'après concordat de 1680, elle « va jusqu'en 1658, et le style est le même du premier au dernier chapitre » (41) ; l'auteur a donc dû vivre au moins jusqu'à cette dernière date. Mais si Jacques Le Batelier le jeune, mort en 1623, n'est pas, s'il ne peut être l'auteur du Mémorial, il n'en a pas moins consciencieusement étudié le passé de sa ville natale, et sa « Généalogie des six comtes d'Évreux issus des ducs de Normandie » (42), dont Dupuy avait conservé dans ses papiers une copie, est un des plus anciens travaux consacrés à notre histoire locale. Sans doute l'érudition contemporaine trouverait dans ce premier essai des incorrections à relever ; sans doute, par exemple, il est fâcheux de voir citer Guillaume de Jumièges pour un événement du X<sup>e</sup> siècle, l'*Hypodigma Neustriæ* de Walsingham pour un autre fait du XI<sup>e</sup> siècle, ou Mathieu Paris pour le commencement du XII<sup>e</sup> ; mais, si les textes ne sont pas rigoureusement choisis, s'il s'est trop contenté de coudre les notes qu'il rencontrait dans ses lectures, ne sommes-nous pas à l'époque où

l'érudition, à peine née, n'a pas encore classé les matériaux incomplets, les sources mutilées qu'elle exhume lentement ; et vraiment, en bonne conscience, on ne saurait reprocher à notre avocat ébroïcien de n'avoir pas suivi les cours de critique des sources à l'École des Hautes-Études, ou de diplomatique à l'École des Chartes. Aussi bien, il suffira de lire les deux lettres découvertes par M. Delisle pour comprendre son activité à la recherche des matériaux, pour reconnaître le soin qu'il prend de transcrire les manuscrits que ses recherches mettent au jour et qu'il emprunte à grand'peine, pour juger la diversité des problèmes historiques qu'il se plaît à embrasser, pour rendre hommage à sa curiosité universelle, à son besoin de tout explorer, de tout connaître ; après l'histoire locale, c'est l'origine des fiefs et communes, c'est la distinction des juridictions et territoires, c'est la diversité des *réages* des champs, de leurs limites et séparations... ; et il remonte jusqu'aux sources de l'antiquité romaine pour essayer de résoudre ces multiples et délicates questions ; il se tient au courant des publications nouvelles (43), et les demande à ses correspondants, de manière à combattre, autant qu'il le peut, la « stérilité du pays » où l'avait confiné le hasard de la naissance.

Pas aussi stérile, d'ailleurs, qu'il le pensait, — tout au moins qu'il le disait, — et malgré de réelles difficultés, son activité ne fut pas infructueuse et ne s'agita point désespérément dans le vide ; ces vies de saint Louis, par Geoffroy de Beaulieu et Guillaume de Chartres, qu'il a découvertes chez les Jacobins

d'Évreux, et dont il annonce la transcription dans sa première lettre, furent publiées pour la première fois par Ménard, d'après ce même manuscrit d'Évreux, en 1617 (44), et l'on comprend comment, dans sa lettre de cette même année, il demande — indirectement — à Dupuy un exemplaire de la publication : c'est qu'elle était certainement due — par l'intermédiaire de son correspondant — à son heureuse trouvaille, et le service qu'il rendit en cette occasion à la science suffirait pour sauver son nom de l'oubli (45).

On comprend, dans ces conditions, — et leur ton le prouve du reste, — que ses relations épistolaires avec Dupuy ne se sont pas bornées à ces deux seules pièces. A côté de ces originaux, la même collection conserve, avec la transcription d'une lettre à Peiresc (46), copie d'une troisième lettre à Dupuy (47), l'un et l'autre document intéressant à divers titres, et dont je relègue en note l'analyse ou des extraits. De plus, on a vu dans ma notice (48) une autre correspondance qu'il n'est pas inutile de rappeler : Dupuy le consulte et transmet ses observations à Saumaise ; celui-ci répond, le 9 août 1618, en termes trop flatteurs pour qu'il n'y ait pas intérêt à les reproduire (49) : « ... j'ay veu la lettre de  
« Mons. le Battelier touchant le passage d'Ammian  
« Marcellin, sur lequel je vous avois escrit il y a  
« quelque temps. Voulez vous que je vous die en  
« un mot ce qui m'en semble ? Il ne se peut rien  
« de mieux sur ce sujet : et je ne sçai pas si l'on  
« pourroit apporter à l'esclaircissement de cet  
« endroit rien de plus vray-semblable et de plus à

« propos, que ce qu'il en a écrit. Pour moy, je luy  
« suis infiniment obligé de la communication qu'il  
« a désiré m'estre faite de tant de belles et curieuses  
« recherches, et à vous, Monsieur, de m'en avoir  
« fait part. » Sans doute, ces jolies phrases de poli-  
tesse sentent encore terriblement le XVI<sup>e</sup> siècle,  
mais Saumaise n'en fait pas moins à Le Batelier  
l'honneur de discuter très longuement son opinion :  
l'estime, l'amitié de ces deux illustres représentants  
de l'érudition française, Dupuy et Saumaise, celle  
de Peiresc, celle de Rigault, pour le modeste avocat  
ébroïcien, n'est-elle point la meilleure preuve de la  
place qu'il occupait, malgré l'isolement de la pro-  
vince, malgré le manque de livres, l'absence de  
concitoyens livrés aux mêmes études, malgré l'occu-  
pation impérieuse de ses « vacations », — de la  
place qu'il eût occupée si son activité intellectuelle  
avait trouvé, pour se développer, un milieu plus  
favorable, des circonstances, une époque plus pro-  
pices aux multiples et laborieuses recherches de  
l'histoire. Et l'on comprend que, dans sa filiale  
admiration, l'auteur du Mémorial ait rendu hom-  
mage à l'« éminente doctrine » de ce « grand génie...  
« en toutes les sciences, mais particulièrement dans  
« la recherche de l'antiquité de l'histoire, ce qu'il  
« témoigna assés dans le livre qu'il fait de la  
« noblesse et que sa mort empescha de voir le jour,  
« et dans la recherche des médailles antiques, dont  
« il en avoit de si belles, que feu Monseigneur le  
« duc d'Orléans le fit acheter après sa mort, cet pour  
« cete raison que les sçavans lui ont doné le titre  
« de *Rosa inter spinas* pour sa devise (50). » Et,

malgré l'hyperbole du « grand génie », cet éloge n'est-il point réellement plus près de la vérité que l'oubli profond qui a couvert plus de deux siècles la vie laborieuse de l'avocat antiquaire ?

Quoiqu'il en soit, en publiant, après six années, cette préface rédigée en grande partie — sauf quelques additions — à Mâcon en 1882, je tiens à attirer l'attention des Ébroïciens actuels, non seulement sur ce dédaigné de l'histoire, mais aussi sur cette famille bourgeoise de modestes savants locaux qu'il y aurait tout profit, pour l'honneur de la ville, à remettre en pleine lumière : sur son fils, l'auteur du *Mémorial* (51) ; sur son père, le premier commentateur de la Coutume de Normandie, au sujet duquel tous les biographes se sont trompés, depuis son petit-fils lui-même, au XVII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la dernière publication : l'auteur du *Mémorial*, en faisant deux personnages différents du commentateur de la Coutume de Normandie et de l'avocat mort en 1608 (52) ; M<sup>me</sup> Oursel (53), en lui attribuant avec le *Commentaire* la *Généalogie* des comtes d'Évreux et le *Mémorial*, qui appartiennent, l'une à son fils Jacques II, le correspondant de Dupuy, l'autre — selon toute probabilité — à son petit-fils Jacques III. Sa part, pour être restreinte au premier livre qu'ait inspiré la réforme de la Coutume, n'est pas indigne d'attention, en raison de la faveur qui accueillit cet ouvrage (54) dont le manuscrit, arrivé entre les mains du premier président Groulart, fut jugé digne de l'impression. Et ce ne fut pas une gloire posthume, comme on l'a répété, car l'auteur ne mourut pas, suivant l'assertion de Frère, « vers



1590 » ; en 1598, dans un curieux acte inédit que, grâce à toute l'obligeance de M<sup>e</sup> Leviez, j'ai découvert dans les archives du tabellionage d'Évreux (55), il traite avec Raphaël du Petit-Val, libraire et imprimeur du Roi à Rouen, pour les éditions futures de son livre. Et la signature est celle, bien caractéristique, de l'avocat qui tint à honneur de s'associer au Puy de musique de Sainte-Cécile, fondé à Évreux au XVI<sup>e</sup> siècle (56), et que la confiance de ses concitoyens appela au poste d'avocat et conseil de la ville (57). Je l'ai montré (58) incapable de signer en novembre 1605 et janvier 1607, par suite de l'état de sa santé. Il devait mourir l'année suivante, *ibibus* (sic) *januariis*, le 13 janvier 1608, d'après le détestable manuscrit de Rouen. Son épitaphe, placée jadis derrière le chœur de l'église aujourd'hui détruite de St-Nicolas, a été conservée par ce déplorable copiste dont je reproduis scrupuleusement la *cacographie* :

A. D. et M. M.

*Jacobi Batilerii Avironei juris consulti Ebrovicum  
prefecturæ advocati disertissimi hujus urbis univer-  
sitalis consiliarii prudentissimi patroni integerrimi  
summi ignorantix hostis injustitiæ dictis et scriptis  
vindictis acerrimi juris studiosæ juventutis aman-  
tissimi simul et doctoris eruditissimi ex cujus  
colloquiis prodire que hujusce promerii aspernata  
angustias fugitivæ ad hujusce provinciæ metropolim  
delatæ ibique a magno quondam senatus principe  
susceptæ tipis excussæ publicæ utilitati donatæ sunt  
et tandem auctori suo redditæ qui anno etatis  
LXIII ibibus januariis de meridie anno Domini*

*MDCVIII (59) articulari morbo confretus et longa lecti molestia in quo per continuum retro triennium (60) maximis cum doloribus et incredibili patientia iacebat solo spiritu vivens, obdormivit in Deo maximo et optimo provinciæ et bonis omnibus sui desiderium relinquens et Margaritæ Morer (61) ejus conjugis carissimæ cum qua vixit XXXIII annos (62).*

Je me borne à ces indications sommaires : je ne saurais, dans cette préface déjà trop touffue et pourtant bien incomplète, si différente cependant, pour tout lecteur impartial, de ce qu'on avait publié jusqu'alors, étudier spécialement l'histoire des autres membres de cette famille ébroïcienne. Elle sera longue à faire, mais curieuse, difficile à terminer, à cause de l'éparpillement infini des matériaux, de la perte à jamais regrettable de sources de premier ordre, mais intéressante toujours, captivante parfois, comme tout ce qui touche au passé intellectuel de la patrie normande, au développement fécond et souverain de ses lumières. J'avais songé à l'écrire un jour et j'avais soigneusement noté, un à un, dans mes recherches, les documents que me présentait le hasard. Mais la récente découverte, par M. Prévost, avocat à Évreux, d'un nouveau manuscrit du Mémorial, a fait, de la vie et des œuvres des Le Batelier, un fief lui appartenant en propre, et c'est à lui que je dois laisser — non sans quelque regret, je l'avoue — le soin d'édifier l'histoire définitive de cette famille, dont les générations successives, perdues dans la solitude morne de la province, se

léguaient — *et quasi cursores* — de père en fils, d'oncle à neveu, l'amour désintéressé de la science pure, déassement souvent fatigant aux charges somnolentes de judicature, aux longues « vacations » pénibles du barreau, pour chasser un moment « la poudre du greffe » ou l'aridité pointilleuse de la théologie, pour bercer dans ses loisirs la grasse oisiveté tranquille d'un bienheureux canonicat.

### NOTES DE LA PRÉFACE.

---

(1) *Notes sur l'historiographie normande. Le Batelier, auteur du Mémorial historique des évêques, ville et comté d'Évreux, contribution critique*, par ARMAND BÉNET. Mâcon, 1881, in-8°.

(2) Je dois remercier ici, d'une manière toute spéciale, M. Chassant, l'excellent et vénérable conservateur des Archives municipales d'Évreux. Je ne puis oublier non plus la gracieuse obligeance avec laquelle M<sup>e</sup> Leviez, notaire à Évreux, a bien voulu mettre à ma disposition les anciennes minutes du tabellionage, source de premier ordre dont le dépouillement méthodique et complet fournirait sur les Le Batelier — comme sur les divers points d'histoire locale, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, — des matériaux aussi instructifs que divers.

(3) Pour les autres signatures qui ont survécu, voir au tabellionage d'Évreux, entre autres actes : 12 juillet 1597, transport par Jacques Le B. à Michel Le B. ; acte relatif à la succession de Claude Le B., bourgeois de Verneuil ; signature dud. Michel ; — 24 septembre 1597 ; 19 décembre 1598, Jacques Le B. l'ainé, s<sup>r</sup> d'Aviron, par. St-Nicolas, acquiert de Michel Le B., de Grandvilliers (cant. de Damville), 5 écus de rente évalués à 15 livres, assignés spécialement sur les biens et héritages venus de la succession de défunt Claude Le B., leur cousin, en son vivant

bourgeois de Verneuil ; led. d'Aviron décharge en raison de cette vente led. Michel du paiement de 50 écus sol. valant 150 livres, qu'il lui devait à cause de l'achat de sa part dans la succession dud. Claude, suivant acte du 12 juillet 1597, « ce « faict par la prière et requeste dudit vendeur disant estre « impuissant de pouvoir payer lad. somme de cinquante escus « sol » ; — 30 octobre 1599, obligation envers Michel Le B. et Georges Le B., demeurant à Grandvilliers, d'apprendre aud. Georges le métier de *tellier* ; signatures desd. Michel et Georges ; — 27 juillet 1605 ; 30 janvier 1606, Michel Le B., de Grandvilliers ; bail à Georges Le B., son neveu ; même jour, Georges Le B. le jeune, fils André, de Grandvilliers, et led. Michel ; — 7 décembre 1606, Georges Le B., de Grandvilliers, gage devoir à Thomas Le Grip, sieur de La Gresillière, et Clair Chevallier, marchands forains, 138 l. t. pour vente de deux chevaux de poil alezan, etc. — Si l'on en rapproche la résidence à Verneuil de leur cousin Claude, on pourrait peut-être supposer que cette famille était venue du sud de l'Eure à Évreux, où, en 1514, *Guillaume Le Battelier, sieur d'Aviron*, est, d'après le *Mémorial*, juge du temporel de l'évêché et chargé de faire information des biens de l'évêché d'Évreux, dont les chartes étaient anciennes et peu lisibles (Cf. *Mémorial*, éd. de l'Annuaire, p. 128). Le passage le concernant diffère notablement dans le ms. de Rouen, qui, par suite de suppressions, le fait vivre à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. — Je n'ai pas à m'étendre sur l'histoire des Le B., antérieure ou postérieure aux deux personnages qui m'occupent, et encore moins des anciens seigneurs d'Aviron ou des individus ayant jadis porté ce nom. On trouvera des notes à ce sujet, dans Le Prévost, dans le présent travail, dans Charpillon, etc. En voici quelques autres : *Istum Wilhelmum quem dicimus Aviron* (XII<sup>e</sup> siècle). Cartulaire de Tiron, par Lejeune, Bibl. Nat., latin 10107, p. 203, n<sup>o</sup> 186 ; cf. p. 204. — Robert d'Aviron, doyen d'Évreux (c<sup>o</sup> du XIII<sup>e</sup> siècle), donna à l'abbaye de Bonport un manuscrit contenant les évangiles de saint Jean et de saint Marc, aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale, latin 301. Cf. DELISLE, *Le Cabinet des manuscrits*, I. 536. — Guillaume d'Aviron et sa femme Emmeline, Amy d'Aviron et sa femme Emmeline, Geoffroi

d'Aviron et Héloïse sa femme, vendent à l'abbaye de l'Estrée, en 1246, devant l'official d'Évreux, moyennant 7 l. t., 4 setiers, dont 2 de blé et 2 d'avoine, à la mesure de Dreux, qu'ils percevaient en lad. abbaye. Les éditeurs de M. Le Prévost (II, 155) ont eu tort de confondre cette charte avec celle de Jean, évêque d'Évreux. Cf. le document (original et traduction française), Archives de l'Eure, H. 323. La date est de février 1246, vieux style, etc.—Je trouve dans mes notes les actes suivants sur cette famille, extraits de l'état civil : 20 juillet 1624, baptême de Jean, fils de Jean Le Doux, bailli des huit chanoines d'Évreux, et de Catherine Le Batelier, sa femme ; parrain, Charles Le Doux, chanoine d'Évreux ; marraine, Catherine Le Clerc, veuve de M. d'Aviron (Reg. de St-Nicolas, de 1613 à 1686, f° 24). Cf. ibid., f° 28 v° : 23 décembre 1626, baptême de Joseph, fils desd. Le Doux et Le Batelier. Reg. de St-Denis, au greffe : 16 mai 1622, *honesta mulier Catharina Le Battelier, conjux magistri Johannis Ledoulx. advocati, ex parrochia St-Nicholai Ebroici*. Reg. de St-Nicolas, de 1668 à 1673, f° 57 : Marie Le B., femme de M. Duprey, avocat, marraine de Madeleine, fille de François Le Batelier, 22 octobre 1670. Cf. registre de 1613 à 1686, f° 118 v°.

(4) Cf. Tabell., 1<sup>er</sup> septembre 1570, vente de rente par Jacques Le B., avocat aux bailliage et siège présidial, aux doyen, chanoines et chapitre d'Évreux.

(5) Voir notes 29 et 30.

(6) Cf. Tabell., 9 oct. 1570. Transport par Jacques Le B., avocat à Évreux, à Marie Le Breton, sa mère, et Marguerite Mohier, sa femme, par donation entre-vifs irrévocable, de la tierce partie de ses biens et héritages, en récompense de 5 acres de terre assise à Grandvilliers, etc.

(7) Cf. Tabell., 10 mars 1547. Vente par Jean Le B. et Catherine de La Fontaine, sa femme, Jacques Le B., sieur d'Aviron et du Rossey, bourgeois d'Évreux, et Jacques Duval, licencié en médecine. — 21 décembre 1547. Vente par Jacques Le B., écuyer, avocat en *court laie*, demeurant paroisse St-Nicolas d'Évreux, et Jean Le B., son frère, demeurant paroisse St-Pierre — led. Jacques ne s'obligeant que pour faire plaisir à son frère — à Adrien Le Moine, vicomte du temporel de

l'évêché d'Évreux et bailli de Damville, de 10 l. de rente sur leurs biens, moyennant 100 l. t. En marge, racquit fait le 24 juin 1550. — 17 octobre 1550. Vente par Jacques Le B., écuyer, sieur d'Aviron, aux vicaires et chapelains de l'église cathédrale d'Évreux.

(8) Cf. Tabell., 24 octobre 1552. Marie Le Breton, veuve de défunt Jacques Le B., sieur d'Aviron et du Rossay, tutrice de ses enfants mineurs. — Cf. *Rôle des taxes de l'arrière-ban du bailliage d'Évreux* en 1562, publié par M. l'abbé Lebeurier, dans le *Recueil des travaux de la Société libre de l'Eure*, 1859, p. 340, n° 439 : les enfans de feu M<sup>e</sup> Jacques Le B., *seigneurs d'Aviron et de Rossey*, vicomté de Breteuil. — En 1569, dans un rôle d'impositions conservé aux Archives municipales (CC), on trouve « la v<sup>e</sup> de deff. M<sup>e</sup> Jacques Le Bastellyer et son fils », portés pour X. s (après correction de V. s.). — Voir également note 6.

(9) Cf., entre autres, une pièce du bailliage d'Évreux (Arch. de l'Eure, série B) (1649). A Évreux, au prétoire royal, devant Charles Le Maréchal, vicomte. Vu le mandement de lui obtenu par noble homme M<sup>e</sup> Jacques Le B., s<sup>r</sup> d'Aviron, conseiller aux bailliage et siège présidial d'Évreux, et noble e discrète personne M<sup>e</sup> J. Le B., chanoine et théologal en l'église cathédrale N.-D. d'Évreux, frères, fils et héritiers de feu noble homme M<sup>e</sup> Jacques Le B., vivant avocat aud. bailliage et siège présidial, et de feu honnête dame Catherine Le Clerc, leurs père et mère, de permission à eux accordée de faire ajourner les héritiers de Christophe Cossard, fils de feu Cossart, et de Marguerite Chartrain, en paiement d'arrérages de rentes diverses transportées à défunt Jacques Le B., leur père, par contrat passé au tabellionage royal d'Évreux, le 29 décembre 1606, et une autre rente transportée aud. défunt par contrat passé aud. tabellionage le 27 novembre 1606, etc. Cette pièce signale un exploit, en date du 22 janvier 1632, de sommation de payer faite à défunt Christophe Cossart par le sergent royal, à la requête dud. Le B., conseiller du Roi, lors tuteur de ses frères. — Je note que Charles Le Maréchal, vicomte d'Évreux, que j'ai récemment rencontré dans ma notice sur les Pamphile, peintres ébroïciens, ne figure pas sur la liste des vicomtes d'Évreux dressée par M. Bonnin (*Opuscules et mélanges histo-*

*riques sur la ville d'Évreux et le département de l'Eure*, p. 82.

Il fut reçu à l'état et office de vicomte d'Évreux par résignation de Nicolas Petit, suivant provisions de décembre 1645 (Archives départementales de l'Eure, B. 7, p. 373, ss.). Ce dernier avait été pourvu en 1638 par résignation de Philippe Damonville, sieur de Fumesson (B. 7, p. 167).

(10) C'est de lui qu'il est question dans les « plèts de meuble d'Évreux » tenus par le vicomte Philippe Damonville le 7 juillet 1628. Cf. *Registre de la vicomté pour 1628* (Arch. de l'Eure, F 1 v<sup>o</sup>). Voir également, entre autres, même registre, 17, 21 et 31 juillet, etc.

(11) Archives départementales. Bailliage et siège présidial. Chambre du conseil. B. 7, p. 290. 27 mars 1638. Quittance à « maistre Jacques Le Battelier » de 2,000 livres pour l'un des offices de conseiller du Roi aux bailliage et siège présidial, nouvellement créé par édit de décembre 1635, aux gages de 100 livres et aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences selon leur ordre de réception, privilèges, pouvoir, fonctions, droits, profits, revenu et émoluments dont jouissent les autres conseillers du bailliage et siège présidial, duquel office led. Le Batelier a été pourvu à Paris, le 20 mars 1638 ; quittance au même de 42 livres pour droit de marc d'or dud. office. — Ibid., p. 291-293. Lettres de provision accordées à Jacques Le B., avocat au Parlement de Rouen. 13 avril 1638. — P. 293. Réception et prestation de serment à Rouen, en Parlement, le 10 avril 1642. — Cf. Arch. de la Seine-Inférieure, C. 1320.

(12) Tabell., 13 septembre 1629. Traité de mariage de noble homme M<sup>e</sup> Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat au bailliage et siège présidial d'Évreux, fils aîné de feu noble homme M<sup>e</sup> Jacques Le B., vivant sieur d'Aviron et du Rossey, avocat aud. bailliage et siège présidial, et de dame Catherine Le Clerc, ses père et mère, et demoiselle Marie Guiot, fille de feu Claude Guiot, écuyer, sieur de Beauficel, et de demoiselle Marie Declaires. La mère de la mariée donne 3,000 liv., dont 1,500 liv. pour le don mobil du futur époux, et 1,500 liv. pour la dot matrimoniale de lad. Guiot, en attendant plus ample partage aux successions ; de plus, elle s'oblige à nourrir les futurs époux deux ans entiers et leurs enfants, s'ils en ont. Pour paiement

de la dot, elle cède 100 liv. de rente, partie de 300 liv. qu'elle prend sur les gabelles de Normandie, valant 1,400 liv.; pour les autres, 1,600 liv., elle cède une maison paroisse St-Pierre. Cf. au tabellionage, entre autres : 30 janvier 1630 et 19 mai 1631. — 22 mars 1631. Ledit Jacques, sieur d'Aviron, avocat au bailliage et siège présidial, demeurant paroisse St-Pierre, vend à Adrien Deshayes, écuyer, procureur au bailliage et siège présidial, une maison sise paroisse St-Pierre, à lui donnée par sa belle-mère pour partie de son don mobil, ainsi qu'il est porté en son traité de mariage reconnu au tabellionage le 30 janvier 1630. — 9 avril 1636. Donation par lad. Marie Declaires, à cause de la mort de Jean Guyot, son fils, et pour la bonne amitié qu'elle leur porte, à Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat, et à Marie Guyot, sa femme. — 10 juin 1639. Accord dud. Jacques avec sa belle-mère. Il lui paiera 80 liv. par an pour sa nourriture, à condition de se loger hors de sa maison. — Je dois signaler également, au 5 mai 1631, la donation par vénérable et discrète personne Jean Le B., prêtre, et honn. homme Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat, en leurs noms, et led. d'Aviron comme tuteur de ses autres frères, aux Ursulines d'Évreux, de la somme de 2,400 l. t. pour recevoir en leur monastère, comme religieuse de chœur, Marie Le B. leur sœur. Led. Jean donne 800 livres sur sa part de la succession de ses père et mère. — Le 3 décembre 1630, baptême de Marie, fille dud. Jacques et de Marie Guyot de Beauficel; parrain, « discrète personne M<sup>e</sup> Jehan Bastelier, prestre »; marraine, demoiselle Marie de Saint-Léger, veuve de M. de Beauficel. GG. St-Pierre. Registre des baptêmes de 1627 à 1653, f<sup>o</sup> 23 v<sup>o</sup>. — 31 janvier 1632. Baptême de Nicolas, leur fils; parrain, Nicolas Guillard, président en l'élection; marraine, la veuve de M. de Brettemare, avocat. Registre de St-Nicolas, de 1613 à 1686, f<sup>o</sup> 41. — 1635, novembre (le jour en blanc), baptême de Jacques, leur fils; parrain, Hébert, pénitencier. Ibid., f<sup>o</sup> 48.

(13) Tabell., 13 juin 1660. Noble et discrète personne Jacques Le B. d'Aviron, prêtre, conseiller au bailliage et siège présidial d'Évreux, paroisse St-Nicolas, héritier de feu demoiselle Marie Guyot, sa femme, héritière de feu demoiselle Renée d'Hermenouf, constitue son procureur général et spécial noble et dis-



crète personne M<sup>e</sup> Nicolas Le B., son fils, prêtre, demeurant à Évreux en lad. paroisse, pour se transporter à Moyaux, vicomté d'Orbec, etc., vers Louis Guyot, écuyer, s<sup>r</sup> des Loges et de *Bosfisel*, héritier conjointement avec sa défunte femme de feu Renée d'Ermenout, etc. Il acceptera, des lots du bien de lad. succession, celui qui tombera aud. procureur et à François Le Batelier, son frère puîné, pour lequel il pourra même stipuler, ensemble pour le constituant à cause de l'usufruit, etc.

(14) Archives départementales, B. 8, p. 535.

(15) Le 8 février 1635, Jean de La Mare, chantre et chanoine de l'église cathédrale d'Évreux, vicaire général de l'évêque, a conféré de plein droit à Adam Hébert, clerc du diocèse de Bayeux, la chapelle dite épiscopale sous le titre de St-Jean-Baptiste, St-Gilles et St-Thomas le Martyr, vacante par la démission faite par le procureur de Jean Le B., bachelier en droit canon, dernier possesseur. Archives de l'Eure, *Grand Pouillé d'Évreux*, G. 22, p. 648 et 649. — Avant cette pièce, collation de lad. chapelle à François de La Mare, 30 juin 1616.

(16) Le 6 mai 1635, François Péricard, évêque d'Évreux, étant à Condé, confère à Jean Le B., licencié en droit canon et bachelier en théologie en l'Université de Caen, les canonat et prébende théologale en l'église cathédrale d'Évreux, vacants par la résignation faite en sa faveur par Nicolas Hébert, docteur en théologie, dernier possesseur, suivant la signature donnée à Rome le cinq des ides de décembre de la 12<sup>e</sup> année d'Urbain VIII. — Le 18 mai 1635, led. Jean a pris possession. *Grand Pouillé d'Évreux*, prébende de Reuilly, Archives de l'Eure, G. 22, p. 517 et 518. — En 1638, on le retrouve sur les feuilles de pointage (Archives départementales, G. 137), avec les mentions *exc. ex infirmitate* (plusieurs fois), *excusatus propter reparationes*, *excusatus propter exequias sororis*. — Cf. également, entre autres, *Grand Pouillé*, G. 22, f<sup>o</sup> 75, chapitre extraordinaire du lundi 28 octobre 1647, auquel il assiste, etc.

(17) Jean Le B. fut nommé par l'évêque et les députés du chapitre, le 8 janvier 1640, précepteur et principal du collège, et installé par l'évêque le lendemain. En même temps que lui, le 8 janvier, la ville avait choisi Jean le Grand, curé de la

Ronde d'Évreux, docteur en la Faculté de théologie de Paris. Ses représentants soutenaient qu'un chanoine ne pouvait être désigné, à cause d'incompatibilité entre les deux fonctions. Après altercation avec l'évêque, qui employa les mots *manants* et *impudents*, on procéda également à la mise en possession dudit Le Grand (Voir le carton du collège aux Archives municipales, GG.) On y trouvera également d'autres actes concernant Jean comme principal (cf. 8 mai et 30 juillet 1659, 29 mars 1660), et aussi une requête présentée à l'intendant de Rouen en 1670 par le principal Duvaucel : il rappelle que, nommé en août 1664, il trouva les bâtiments, tant de la chapelle que des classes, montées, chambres, en si mauvais état, dans une telle décadence, qu'il eût été dans l'impossibilité d'y faire aucun exercice pour le refus de réparations opposé par les échevins. Il les fit exécuter à ses frais, etc. — Voir également aux Archives départementales, série D, acte passé au tabell. d'Évreux par led. Jean, chanoine et principal du collège, portant quittance à Jean Le Cousturier, lieutenant général criminel au bailliage d'Évreux, de 70 liv. pour rachat de 100 s. de rente, suivant contrat de 1627 (26 novembre 1659).

(18) Archives départementales, D. Collège d'Évreux. Procès au bailliage entre Duvaucel, chanoine et principal du collège, et « noble et discrète personne M<sup>e</sup> Nicolas Le Batelier, prestre, « bachelier en théologie, chanoine théologal en l'église cathédrale Nostre-Dame d'Évreux, et M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> François Le Batelier d'Aviron, cons<sup>r</sup> du Roy au baill. et siège présid. d'Évreux, « héritiers de feu noble et discrète personne M<sup>e</sup> Jean Le Batelier, prestre, chanoine théologal et précepteur préceptorial du collège d'Évreux, leur oncle », concernant le remplacement d'une rente au collège. « Comme c'estoit une personne « fort accommodé de biens », ils demandent temps pour faire recherche (1671). Ibidem, suite du procès jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1673, condamnation par le bailliage d'Évreux à payer avec arrérages depuis le décès de Jean et à continuer de servir lad. rente. Le 24 juillet 1673, opposition par Duvaucel aux deniers de la vente de l'office de conseiller au bailliage, appartenant à François Le B., héritier en partie de Jean Le B. De même, après la mort du théologal, Duvaucel fit arrêr, le 15 mai

1679, sur les deniers provenant de sa vente pour avoir paiement du principal et des arrérages. Consulter également, aux Archives départementales (documents classés par villes, carton Évreux), une minute du bailliage du 31 octobre 1720, y relative. Devant Jean-Baptiste Bosguerard, écuyer, demoiselle Madeleine Le B. d'Aviron, fille majeure, remontre qu'elle a fait assigner Jacques Béranger, chanoine d'Évreux, principal du collège, pour l'obliger à recevoir le principal et prorata d'une partie de 100 sols de rente hypothéquée qu'elle lui fait comme principal du collège, etc. Elle représente un billet de la banque royale de 100 livres et une pièce de 50 sols, etc.

(19) Le 15 février 1661, Charles Dufour, prêtre, docteur en droit, trésorier, chanoine de l'église métropolitaine de Rouen, vicaire général de l'archevêque de lad. ville, confère à Nicolas Le B., prêtre de ce diocèse, bachelier en théologie, les canonicat et prébende théologale de Reuilly et du Sacq, fondés dans l'église cathédrale d'Évreux, vacants par la résignation faite en sa faveur par Jean Le B., dernier chanoine théologal et possesseur, suivant la signature donnée à Rome, le trois des ides de décembre de la 6<sup>e</sup> année du pontificat d'Alexandre VII, lad. collation ainsi obtenue sur le refus donné aud. Nicolas par Gilles Boutault, évêque d'Évreux, le 12 février de la présente année. Le vendredi 18 février 1661, led. Nicolas a pris possession (*Grand Pouillé d'Évreux*, prébende de Reuilly, Arch. de l'Eure, G. 22, p. 518 et 519). — Le 19 septembre 1662, sur la présentation faite par ledit Nicolas, à cause de sesdits canonicat et prébende de Reuilly et du Sacq, collation en faveur de Claude de La Place Fumechon, diacre du diocèse de Rouen, conseiller au Parlement de Normandie, de la chapelle St-Michel-des-Vignes (*Grand Pouillé d'Évreux*, G. 22, p. 959). — Cf. pour son successeur, *Grand Pouillé*, G. 22, p. 519 : Le 14 mars 1679, Henry de Maupas du Tour, évêque d'Évreux, confère de plein droit à Robert Marie d'Eu, prêtre du diocèse du Mans, archidiacre dans l'église cathédrale d'Évreux, lesd. canonicat et prébende, vacants par la mort de Nicolas Le B., dernier chanoine et possesseur.

(20) Cf. ma notice, p. 21.

(21) Ibid., p. 19. Lebeurier, édition de l'Annuaire, p. v.

(22) Sur résignation de son père, il avait été nommé suivant lettres de provision données à Fontainebleau le 18 mai 1661. Après la mort de celui-ci, arrivée le 27 août 1661, il prêta serment et fut reçu le 2 décembre 1661 au Parlement de Rouen (Arch. dép., B. 8, p. 581 et suivantes). — Suivent, entre autres pièces : p. 583, extrait des registres du grand Conseil recevant au serment d'avocat pour postuler au Conseil « maistre François Le Bastelier d'Aviron », licencié en l'Université de Caen (12 oct. 1660) ; p. 583, lettres de provision de l'office de son père, vacant par la résignation faite par lui au profit de son fils (18 mai 1661)... ; p. 587, quittance de 440 liv., dont 40 liv. pour les 2 sols pour livre, pour deux tiers de lad. résignation de l'office de conseiller du Roi au bailliage et siège présidial d'Évreux, l'autre tiers appartenant au duc de Bouillon (Paris, 31 décembre 1660) ; p. 588, quittance de 432 liv. pour les droits de marc d'or dud. office (9 oct. 1660), etc.

Parmi les notes d'état civil le concernant, je signale : 18 août 1668, baptême de Catherine, fille de François Le B., sieur de La Perdrielle, conseiller au présidial d'Évreux, et de Madeleine Rosse ; parrain, Nicolas Le B., théologal ; marraine, la femme de Bouchard, vicomte de Breteuil (Reg. de St-Denis, 1668-1669, f° 7). — 23 août 1669, baptême de son fils Jacques, né le 19 ; parrain, Pierre Duprey ; marraine, Catherine de Bretignères, femme de Jacques Rosse (Reg. de St-Denis, f° 8). — 22 octobre 1670, baptême de sa fille Madeleine, née le même jour ; parrain, Charles Rosse, écuyer, sieur de La Roussière, gendarme ordinaire du Roi, demeurant à Verneuil ; marraine, Marie Le Batelier, femme de Duprey (Reg. de St-Nicolas, 1668 à 1673, f° 57 ; cf. le registre de 1613 à 1686, f° 118 v°). — 20 décembre 1671, baptême d'une fille dud. François Le B., s<sup>r</sup> d'Aviron ; parrain, François Rosse, avocat du Roi au siège de Conches et Breteuil, contrôleur général de la maison de la duchesse douairière d'Orléans ; marraine, demoiselle Marthe Behotte, femme de Duvaucel de Berville (*Ibid.*, f° 120 v°, et reg. de 1668 à 1673, à la date). — 28 août 1673, baptême de Louise-Jeanne, fille de François Le B. d'Aviron, écuyer, sieur de La Perdrielle, demeurant à Champignolles, et de demoiselle Madeleine Rosse, née le même jour (Reg. de St-Denis, 1673, f° 7 v°). — Cf. Reg. de

St-Thomas, 1669, f° 19, led. François parrain. — Voir aux Archives municipales, série GG, carton des Capucins, une quittance donnée par demoiselle Magdelaine Rosse, veuve de messire François Le B., écuyer, sieur d'Aviron, en qualité de tutrice de leurs enfants, 12 février 1688. Cf. même liasse, entre autres pièces de lad. année y relatives, un extrait du contrat de vente de rente aud. François, du 23 mars 1667.

(23) Voir les signatures de Jean, théologal : au tabellionage d'Évreux, par exemple, actes des 13 septembre 1629, 22 septembre 1638, 21 décembre 1646, 16 mars 1651 (donation à son frère Jacques), 3 août 1655, 28 novembre 1656, 6 avril 1658 (bail de dîmes), 18 mai 1658, 26 novembre 1659, etc. (15 juin 1649, le concernant, mais sans sa signature); — au « registre des « comptes des trésoriers de l'église N.-D. du Sac », Arch. dép., G. 1123, f° 41 v°. Acte de visite par « Lebatelier », « chanoine théologal d'Évreux, patron et archidiacre des paroisses « du Sac et de Ruilly », de lad. paroisse du Sacq (Ste-Anne, 1640). Cf. f° 46, 14 septembre 1640, réception des comptes. Voir également f° 52, 15 octobre 1640; 57, 12 septembre 1649; 62, 20 octobre 1652; 66 v° et 67, 18 octobre 1654; 71 v°, 29 octobre 1657; 72, 26 juillet; — dans les pièces du Collège, GG; — et au bas de l'intéressant document dont le texte suit (Archives de l'Eure, 2<sup>e</sup> cartulaire du chapitre, G. 123, pièce 476, p. 398 et 399): « Jean Le Battelier, prêtre, chanoine théologal de l'église cathédrale Notre-Dame d'Évreux, originaire de la mesme ville, estant menacé de retomber en une grande et périlleuse infirmité, dont il avoit esté guëry depuis trois ans, après avoir eu recours à Dieu par les prières de saint Taurin, apostre et premier évesque d'Évreux, duquel la solemnité annuelle se faisoit et les saintes reliques estoient exposées sur l'autel de lad. église en un reliquaire assez simple de bois doré, et s'estre obligé que s'il plaisoit à Dieu de lui redonner sa santé, il feroit mettre les dictes saintes reliques en un reliquaire d'argent, se sentit peu de temps après plainement délivré de tout mal et appréhension, sy bien que rendant ses vœux à Dieu affin d'en-chasser plus dignement ce préteux et ancien trésor, il a donné à lad. église le chef de Sainct Taurin en argent du poix de seize marcs ou environ, fondé sur un pied d'estail façon

d'ébène, enrichy de cartouches dentellés et d'une feuille d'argent où son vœu est gravé et les armes de sa maison. Depuis, ayant reçu de nouvelles graces du ciel par la sainte communion qui luy feut apportée en une grande maladie, et considérant qu'aux jours que le très saint sacrement de l'autel estoit publiquement exposé, c'estoit en un tabernacle de bois doré qui ne corespondoit nullement ny à un sy adorable mistère ny à la majesté de l'église ny à la beauté assez considérable du soleil d'argent cizelé vermeil doré où l'on le met en évidence ny des autres ornemens et parures qui l'accompagnoient, il a offert à Dieu un tabernacle composé de deux figures représentantes la Foy qui tient une croix et l'Espérance un ancre, lesquelles portent une couronne sur leurs testes, pour placer dessous et au milieu d'elles le soleil qui contient le très saint sacrement, au pied de chacune figure sont appliquées ses armes comme sur la base revestue d'ébène qui soustient lesd. figures, le tout pesant environ quarante-cinq marcs d'argent. Lesquels présentes il a prié Messieurs du Chapitre d'avoir aggréables comme une marque de sa reconnaissance envers Dieu et de ses affections pour la décoration de l'église. Et qu'à cette fin il leur plaise que l'acte de ses irrévocables donations soit incéré dedans ce livre de leurs archives où telles libéralitez sont escrites avec approbation du secrétaire de leur chapitre, ce qui luy a esté accordé. Le lundy vingt neufiesme jour de mars mil six cens cinquante cinq. • Signé : Lebatelier et Le Batelier (son neveu).

A propos des reliques et objets d'art de St-Taurin, le Mémorial publié par M. l'abbé Lebeurier (*Éd. de l'Annuaire*, p. 137) a signalé le vol en 1564 « des pierreries, or, argent, dont les « reliques des evesques St-Taurin et St-Lau estoient enchas- « sées, d'images, de croix, de calices et autres reliquaires de « grande valeur » ; le manuscrit de Rouen (*Histoire des évêques, ville et comté royale d'Évreux*, fonds Martainville, Y. 65, f<sup>os</sup> 85-86) en a donné la liste suivante d'après un ancien manuscrit de ce temps qui fut présenté à M. Cosse, lieutenant : « Premièrement le chef de Saint Taurin, premier évêque d'Évreux, avec son mitre de tout d'argent doré et orné d'un grand nombre de pierreries. Une croix d'argent doré en laquelle

sont figurés de deux côtés les images de la sainte Vierge Marie et de saint Jehan, au bas de laquelle il y a..... (blanc) avec un image de Madelaine, le tout d'argent doré. Six grands calices d'argent dont il y en a quatre dorés et les deux autres sont seulement dorés par la pope par bord par les dedans de ces calices, il y en a deux brissés et cassés. La custode où l'on portoit en procession le corps sacré de Notre Seigneur les jours de la fête du Saints Sacrements dorée du pied étant aux deux côtés qui sont d'or cuir bien de l'anneau où reposait la sainte hostie avec un croix qui surmonte le tout qui est d'or en esmail. La croix de la dit abaiie étant d'argent dorée. Un image de saint Jehan d'argent en velins endroits doré et esmaillé. Un image de saint Benoit d'argent doré. Une petite tour d'argent doré. Deux chopinaites d'argent doré par le pied par le milieu et par les hauts. Une pais qui porte..... (blanc). Un reliquaie que l'on apelle la mentonnière..... (blanc) Christophe enchasée du bois couvert d'argent, lequel étoit porté de trois piliers d'argent. Un petite reliquaie de Saint Blaise enchassé dans du cristal porté de quatre piliers d'argent. La grande chasse en laquelle est enchassé le corps de Saint Taurin qui est d'argent darent, excepté qu'il a de petits piliers que le haut qui sont de cuivre dorré, cete chasse est aposées sur le dossier du maitre autel de l'église abatiale de Saint-Taurin, de laquelle chase dit l'original depuis un an et demi en environ on a pris derobbé un image portant le signe que l'on apelle communément l'image de Dieu le père d'argent doré avec plusieurs pieds d'argent doré, lesdites images étant enchassés en la même chasse avec plusieurs autres fractions de la couverture de cete chasse, le tout étant d'argent doré, plus une coquille d'argent de laquelle on se servoit à metre de l'incens dans l'encensoir » (texte du manuscrit respecté).

(24) Parmi les signatures du théologal Nicolas : tabellionage d'Évreux, par exemple, 13 juin 1660, etc., etc.; — archives départementales de l'Eure, G. 1123, f° 72 v° (registre du Sacq), 26 juillet 1663, visite de la paroisse du Sacq faite par Le B., chanoine et théologal, patron et archidiaque des paroisses de Reuilly et du Sacq. Cf. f° 76 v°, 79, 80, 82, 84 v°, 86, 86 v° (12 septembre 1677). On trouvera dans le même registre un

inventaire des ornements, linges et autres meubles de l'église de N.-D. du Sacq, fait suivant l'ordonnance de M. le théologal de N.-D. d'Évreux, archidiacre de lad. église, en sa visite faite le 11 septembre 1672 ; — acte de baptême, le 18 août 1668, de sa nièce Catherine, fille de François Le B., sieur de La Perdrielle, conseiller au présidial d'Évreux, dont il est parrain avec Catherine d'Ézy, femme de Bouchard, vicomte de Breteuil (Registre de St-Denis, 1668-1669, f° 7) ; — note que j'ai signalée dans le Saint Augustin de la Bibliothèque d'Évreux (manuscrit latin 92, f° 159 v°), etc.

(25) On trouvera des signatures du conseiller François : dans le fonds du bailliage d'Évreux, aux Archives de l'Eure, *passim*, par ex. minutes de 1667 ; aux actes d'état civil, par ex. 25 septembre 1669, parrain, avec Élisabeth de Saint-Amand, femme de Jean Malassis, procureur au bailliage, de Henry Dunil (Reg. de St-Thomas, 1669, f° 19) ; 21 mai 1671, parrain, avec Marie Nervet, fille de Guillaume Nervet, contrôleur au grenier à sel d'Évreux et chambre de Conches, de François Masson (Reg. de St-Pierre, 1627-1672, f° 88), au tabellionage, etc., etc.

(26) Parmi ses signatures, voir tabell. d'Évreux, entre autres : 13 septembre 1629, 30 janvier 1630, 22 mars 1631, 9 avril 1636, 13 avril 1636 (caution de Jacques Le B., avocat, par Nicolas Métrasse, chef de goblet de la Reine : concerne la terre d'Aviron) ; 11 septembre 1636 ; 12 novembre 1636, quittance de Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux, ci-devant trésorier en charge en l'église St-Nicolas, à Nicolas Musset, élu d'Évreux, pour fondation en l'église ; 27 mai 1638, Jacques Le B., avocat en la Cour de Parlement de Rouen, « cy devant paroisse de Ste-Croix-des-Pellestiers », vente de pièce de terre à Aviron ; 3 août 1638 ; 22 septembre 1638, vente par Jean Le B., théologal, et Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux, de biens provenant de leur père ; 6 décembre 1638, vente par Jacques à François Viorney ; 3 juin 1639, vente par led. Jacques, avocat au Parlement de Rouen, demeurant en la ville d'Évreux ; 10 juin 1639 ; 3 septembre 1640, vente de rente aux Ursulines ; 14 septembre 1640, 26 et 28 septembre 1639, 29 septembre 1642 (conseiller aux bailliage et



siège présidial, paroisse St-Denis) ; 4 mai 1644, 21 décembre 1646 ; 15 mai 1653 ; 8 mars 1657, constitution de patrimoine en faveur de Nicolas, son fils, pour le faire parvenir aux ordres ; 13 juin 1660, etc., etc. Ces signatures, d'abord assez semblables à celles de son père (la lettre R est la différence la plus notable), s'en rapprochent beaucoup dans sa seconde manière (Cf. par ex. 4 mai 1644). Puis l'absence du paraphe final et du trait bouclé qui souligne le nom fait une troisième signature que ces deux omissions différencient de la précédente (Cf. par ex. 21 décembre 1646 et 16 mars 1651), etc. — Voir également aux Archives départementales, dans le fonds du bailliage d'Évreux, entre autres : B. 8, p. 88 (1650).

(27) Cf., par exemple, 1<sup>er</sup> septembre, 9 octobre et 30 décembre 1570..... 27 octobre 1590, 13 novembre 1591, 17 février 1592, 11 mars 1594, 4 juin et 12 juillet 1597, 4 mars 1598 (un autre avocat, Jean Labiche, et lui, sont « arbitres arbitrateurs et amiables compositeurs chargez des différendz et demandes respectives » de Martin Belart, bourgeois de Rouen, et Pierre de l'Hôpital le jeune, bourgeois, marchand, demeurant à Nonancourt) ; 22 juillet, 27 septembre, 14 octobre, 29 octobre et 19 décembre 1598, etc.

(28) Archives départementales, D. 4, p. 14 (1576).

(29) Archives communales d'Évreux, CC. Comptabilité. J'ay receu du seigneur Martin Le Blond, receveur des deniers communs de la ville d'Évreux, la somme de cinquante solz t. pour une année de mes gaiges d'avocat commun de lad. ville, escheue le jour de Toussaint mil V<sup>e</sup> III<sup>xx</sup> XIII, dont je le tiens quitte. Fait à Évreux le XVIII<sup>e</sup> may mil V<sup>e</sup> III<sup>xx</sup> XV. — En 1599, autre quittance de la même somme pour l'année 1598 par Jacques Le B., • avocat de mess<sup>rs</sup> les bourgeois et habitantz de la ville d'Évreux. — Autre quittance le 17 novembre 1600 : Je Jacques Le Batelier l'aisné, avocat de la ville et communauté des habitantz d'Évreux. — De même en 1604, le 27 décembre : Je soubzsigné, ad<sup>nt</sup> au bailliage et siège présidial d'Évreux, conseil ordinaire des affaires communes de lad. ville, 50 s. t. pour l'année de ses gages. — Antérieurement à ces quittances, on le trouve en fonctions. Cf. CC. État des fermes de l'ancien domaine et patrimonial de la ville d'Évreux, 1585. A Jacques Le

*Bastellier*, avocat au siège présidial, plaidant les causes de la ville, 50 s. Cf. bougies de Noël 1587, torches de 1588 (A. M. d'Aviron, avocat pour la ville, 1 torche). Mémoire du vin qui convient être délivré le jour de l'élection des nouveaux officiers de ville faite le 28 novembre 1593 (A. M. d'Aviron, avocat de la ville, 1 pot). État des bougies de cire qu'il convient faire pour la fête de Noël 1593, etc. — Cf. A. honn. homme M<sup>e</sup> Jacques Le Battelier, s. d'Aviron, avocat de lad. ville, pour ses gaiges de l'année du présent compte, la somme de cinquante solz t. par son acquit XXVIII<sup>e</sup> de may V<sup>e</sup> IIII<sup>xx</sup> quinze cy rendu, p<sup>r</sup> ce L s. Compte rendu par M<sup>e</sup> Martin Le Blond, receveur des deniers communs et patrimoniaux de la ville d'Évreux, pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1594, f<sup>o</sup> 8. Cf. C<sup>te</sup> de Jean Buisson, 1598-1600. — Sa signature au bas d'une requête au bailli en 1588, dans le procès de la communauté contre Nicolas Nervet et Abraham Troussey pour entreprises d'une place vide proche le trou-bailli et pour dégradations aux murailles (Arch. municipales, FF.). — En 1575, c'est Simon Le Mercier qui est avocat et conseil plaidant pour la ville (Ibid., CC.).

(30) Archives communales, CC. Je soubzsigné ad<sup>at</sup> au bailliage et siège présidial d'Évreux, confesse avoir receu d'honeste personne Robert Picot, recepveur des deniers communs de la ville d'Évreux, la somme de cinquante solz pour unne année des gaiges deues à M<sup>e</sup> Jaques Le Batelier, mon père, ad<sup>at</sup> et conseil ordinaire de lad. ville, escheue au jour de la feste de Toussaintz dernière, le quel n'a peu signer la présente pour son indisposition et maladie de goutes. En foy de quoy j'ay signé la présente ce XXV<sup>e</sup> de novembre mil six centz cinq. — Déjà en 1604, le 27 décembre, il n'a fait que signer, en tremblant fort ; la pièce est de l'écriture de son fils. — Cf. autre quittance du pénultième de janvier 1607, même somme pour une année des gages de M<sup>e</sup> Jacques Le Batelier, ad<sup>at</sup> à Évreux et conseil de la ville, lequel à cause de son indisposition n'a pu signer la présente.

(31) Pour une rente de 60 sols tournois due au trésor de l'église (Archives communales, CC. Comptabilité).

(32) Voir 4 juin 1597; 14 octobre 1598; 29 octobre 1598 (quittance par Catherine Le Guay, veuve de Guillaume Maillard, à Mathieu

Cochart, receveur du grenier à sel d'Évreux et chambre de Conches, demeurant paroisse St-Pierre, pour franchissement de rente, en présence d'honn. hommes M<sup>rs</sup> Jacques et Jacques dits Le Bastellier, père et fils, avocats à Évreux) ; 4 février 1599 ; 23 décembre 1605 (constitution par led. Jacques, héritier au droit de sa femme de Catherine Le Guay, de Jacques Duval, docteur en médecine à Rouen, comme son procureur) ; 27 novembre 1606 (transport par Pierre Duprey, huissier audiencier de la vicomté d'Évreux, de la paroisse St-Pierre, fils de défunt Léger Duprey, procureur en l'élection d'Évreux, à Jacques Le B., avocat, de 10 liv. de rente) ; 29 décembre 1606 (transport audit Jacques par Jacques Landrin, fils de feu Yves, de St-Thomas d'Évreux, de 20 liv. t. de rente sur les hoirs Christophe Chertain) ; 5 février 1607 (transport au même par Pierre Doucerain, bourgeois d'Évreux, paroisse St-Léger, *conducteur* d'Anne Chertain, sa nièce, de 30 liv. de rente) ; 22 juin 1607 (vente par Jacques à Jean Regnould de terres labourables à lui adjudées au décret Chertain) ; 29 juillet 1607 ; 1<sup>er</sup> avril 1608 (comme trésorier de la paroisse St-Nicolas) ; 30 avril 1608 (en cette année, Jean le Jau, pénitencier, François de Langle, chanoine, et lui, sont choisis arbitres arbitrateurs et amiables compositeurs par Robert d'Espagne, Maurice Alart et Simon de Fourquettes) ; .... 3 août et 16 décembre 1613. ...., 19 avril 1621 (acte avec Pierre Vigor, conseiller au Parlement de Normandie, concernant les droits financiers de Catherine Le Clerc à la succession Maillard) ; 2 mars et 5 septembre 1622, etc., etc.

(33) Lots et partages de la succession quant aux héritages et immeubles de défunt Guillaume Maillard le jeune, que de ceux appartenant à Catherine Le Guay, veuve de défunt M<sup>r</sup> Guillaume Maillard l'aîné, avocat au bailliage et siège présidial d'Évreux, qu'elle a consenti et voulu être faits pour en avoir quitté la propriété comme avancement de succession à Madeleine Maillard, veuve de Nicolas Patey, avocat au siège, sa fille, et M<sup>r</sup> Jacques Le B. le jeune, ad<sup>at</sup> aud. siège, comme ayant épousé Catherine Le Clerc, fille et héritière de feu Marguerite Maillard et feu noble homme M<sup>r</sup> Nicolas Le Clerc, lieutenant général criminel aud. bailliage, sa petite-fille, comme il est porté par son accord en date du 24 novembre présente année,

lesquels led. Le Batelier présente à la veuve Patey pour être procédé à la choisie et élection de l'un d'eux comme aînée auxd. successions et l'autre demeurer à sa femme. Suit la désignation. Chacun de ces lots, pendant sa vie, sera sujet à laisser jouir la dame Le Guay de ce qui lui appartient selon les termes de l'accord fait entre lad. dame et les partageurs, du 24 novembre 1598. Madeleine Maillard choisit le 2<sup>e</sup> lot (terres à Quittebeuf et environs, tant de l'acquisition de Maillard que de l'échange fait par lui du fief du Mirey avec M<sup>e</sup> Guillaume Le Grancher, et à St-Gilles d'Évreux, triage du Valesme, maison, terre et bois à St-Germain, vigne à St-Léger, rentes et devoirs seigneuriaux) ; Le B. a le premier lot, comprenant, sous la charge d'une rente de 15 livres au second, « unne ou plusieurs maisons » rue Chartraine, paroisse St-Thomas ; 26 acres de terre labourable au village d'Osmoy, Beaufort et environs ; 1 pièce de pré et la moitié d'un bois taillis à St-Germain-des-Prés (Navarre) ; moitié d'une pièce de vigne à St-Léger, « en la coste des Petits-Monts », et diverses rentes s'élevant à 426 livres 10 sols 6 deniers. 29 novembre 1598. — Voir également au tabell., 9 décembre 1598, en la maison de la dame Maillard, Michel Coippel, de St-Germain-lès-Évreux, remet à fin d'héritage à Catherine Le Guay, veuve de Guillaume Maillard, acceptant pour et au nom de Jacques Le Batelier, sieur d'Aviron, avocat, époux de sa petite-fille, conformément auxd. lots de ses biens, entre led. d'Aviron et Madeleine Maillard, veuve de Jehan Patry, s<sup>r</sup> de St-Lambert, par avance de succession, au lot duquel d'Aviron serait tombé la rente ci-après, savoir : une maison masure, lieu et héritage sis à St-Germain, chargée de rente envers le trésor de l'église de St-Germain, laquelle maison lad. dame avait vendue à Coippel en 1594, la remise ainsi faite moyennant et par ce que lesd. dame et sieur l'ont déchargé de la faisance de 9 liv. t. de rente et de 4 années d'arrérages dont il était chargé par led. contrat.

(34) Archives communales, GG. 1<sup>er</sup> registre de St-Nicolas, de 1613 à 1686, f<sup>o</sup> 1. Le vendredi 7 mars 1614, baptême « au fils de Monsieur Le Batelier, sieur d'Aviron », nommé Charles. Parrain, Charles de Langle, avocat ; marraine, demoiselle Barbe Le Moine, femme de Framboisier, avocat.

(35) Ibid., f° 3 v°, 7 juillet. Parrain, Jean Le Doux, bailli du temporel ; marraine, Marie Le Gay, femme de M. Morise, avocat. En marge : est décédé.

(36) Ibid., f° 6, 24 octobre. Parrain, Jacques Le Blond, docteur en médecine ; marraine, Catherine du Vaucel, femme de M de Langle, receveur des décimes. En marge : décédé le 6 juillet 1621.

(37) Ibid., f° 8. Ce jeudi 19 octobre 1617 a esté baptisé à St-Nicolas le fils d'honorable homme M<sup>r</sup> Jaques Bastelier s<sup>r</sup> d'Aviron et de Catherine Le Clerc sa femme et par vénérable et discrète personne M<sup>r</sup> Jean le Jau chanoine et pénitentier en l'église cathédrale N<sup>re</sup>-Dame d'Évreux ayant été prié par mond. sieur d'Aviron père dud. enfant parce qu'il m'aurait prié d'en être le parrain et lui ai donné le nom de Pierre, et a eu pour marraine honnête femme Magdeleine Le Moine, femme de Monsieur Desmares. (Note : M<sup>r</sup> d'Aviron était son ami).

(38) Ibid., f° 12, 24 juillet 1619. Parrain, Jean Le Doux, avocat ; marraine, demoiselle Geneviève Boulée, femme de M. du Val, sieur d'Ectomare.

(39) Ibid., f° 18, 19 mars 1622. Cérémonies du baptême suppléées à raison du baptême à la maison par la sage-femme. Parrain, Nicolas Damonville, conseiller au bailliage d'Évreux ; marraine, Marie Le Moine, fille de M. de Bretemare. — Le registre montre (f° 7 v°) Le Batelier parrain le 21 mai 1617. Il fut également, le 1<sup>er</sup> juillet 1622, parrain de la fille de noble homme Charles Duvalet, sieur du Framboisier, et de demoiselle Barbe Le Moine, etc. — Je lui attribuerais, plutôt qu'à son père, l'acte de baptême de Jacques Le Grand, fils Pierre, où J. Le B. figure comme parrain, le 16 février 1597 (1<sup>er</sup> reg. de St-Pierre, f° 6 v°).

(40) Les actes de décès de St-Nicolas n'existent pas pour cette époque. Mais le 8 janvier 1623, Jacques Le B. donne quittance, au tabell., à Vigor, sieur de Fontenay, conseiller au Parlement de Normandie, de 54 liv. t. qu'il lui redevait pour reste du franchissement de rente que percevait Le B. à cause de sa femme, héritière de Guillaume Maillard. La même année, le 15 juillet, Catherine Le Clerc constitue, comme veuve de Jacques Le B., un procureur pour comparaître en son nom aux

pled et gages-plèges d'Osmoy et de Beaufort. C'est donc entre ces deux dates, le 8 janvier et le 15 juillet, qu'il faut placer sa mort. Mais il est possible de préciser davantage. Le registre du tabell. de 1622-1623, f° 387 v°, présente un acte ainsi conçu : « Fut présent en sa personne d'Aviron, lequel a cédé et « transporté par ces présentes à M<sup>e</sup> Raoul Ruault », avocat au bailliage d'Évreux, y demeurant, 10 liv. t. pour une fois paier led. cédant à droit d'avoir et prendre sur Jacques Nicolle, demeurant à Aviron, etc. D<sup>er</sup> avril 1623. En marge : *néant*. L'acte préparé ne fut donc pas signé, à cause de la mort du contractant, qui dut suivre de très près le 30 avril.

(41) Cf. Lebeurier, *Éd. de l'Annuaire*, p. V. Il faut pourtant reconnaître d'évidentes interpolations dans le Mémorial, où le compilateur fit d'ailleurs incontestablement passer des notes de ses ancêtres.

(42) Bibl. Nat., Coll. Dupuy, t. DCXC, f° 54 et s. Publié en appendice.

(43) Mon ami M. Omont a bien voulu me communiquer deux épaves de la bibliothèque de Le B. qu'il possède : 1° *Auctores finium regundorum, Nicolai Rigaltii observationes et notæ, item glossæ agrimensoriæ. Lutetiae, 1614, in-4<sup>e</sup>*, avec la mention suivante, mise de sa main sur le titre : *Ex bibliotheca Jacobi Batelerii Avironei* ; et cette note : *Empt. LII assibus* ; 2° un Porphyre, éd. de Lyon, 1620, avec la même marque autographe de propriété et le prix *Empt. XXII assib.* Des notes et corrections manuscrites attestent qu'ils ne restèrent pas oisifs sur les rayons poudreux de sa bibliothèque.

(44) Republiée par Du Chesne, *Hist. Gall. Script.*, t. V ; par les Bollandistes, août, t. V, etc.

(45) Voir ci-après, note 5 des lettres.

(46) Bibl. Nat., Coll. Dupuy, vol. DCLXVII, f° 81. — Copie de lettre de M. d'Aviron à Peiresc. Il a toujours différé de satisfaire à sa promesse, espérant accompagner sa lettre de la copie du petit livre de la succession des comtes d'Harcourt que M. du Parc fait transcrire pour Peiresc. Mais elle n'est pas achevée, et « Mons<sup>r</sup> le Pénitencier » ayant averti Le B. de son voyage et du dessein qu'il avait d'aller saluer Peiresc, « j'eusse « creu manquer à mon devoir si j'eusse laissé passer cette

« occasion sans vous faire tenir ce que vous avez désiré de  
« moy. » Il trouvera avec les généalogies des comtes d'Évreux  
un extrait de lettre que Le B. fit, l'été passé, à M. Bigot, sur  
quelques discours qu'ils eurent ensemble touchant le revers  
d'une médaille de Constantin et de ses enfants. « J'ay pris la  
« hardiesse de vous l'envoyer, afin de m'en donner vostre  
« advis. Je scay que cela ne mérite pas vous y arrester, et que  
« c'est pécher contre le public de vous divertir tant soit peu  
« des occupations où vous estes empesché pour le bien de toute  
« la France. Mais, estimant que si mes conjectures estoient  
« jugées avoir quelque poids, que ce mien effort ne seroit  
« inutile et pourroit réussir à l'honneur de Dieu et au repos  
« public en tant qu'il pourroit servir à convaincre l'opiniastreté  
« de nos hérétiques, qui veulent persuader qu'une religion  
« puisse estre sans sacrifice, j'ay pensé qu'il ne vous seroit  
« point désagréable d'y avoir donné un demi-quart d'heure et  
« de m'en donner vostre jugement auquel et en cela et en toute  
« autre chose je déféreray tousjours. Excusez s'il vous plaist la  
« liberté dont j'use envers vous, à laquelle j'ay esté attiré par  
« l'honneur et courtoisie que j'ay receu de vous en cette ville.  
« Et je demeure pour jamais,

« Monsieur,

« Vostre très humble et obéissant serviteur,

« LEBATELIER.

« A Évreux, le 5 février 1618. »

Y joint le dessin à la plume, finement exécuté, de trois médailles romaines de Constantin le père et de Crispus, et, f° 83-87 : « Discours de Mons. d'Aviron sur le revers de quelques médailles de Constantin et de ses enfants. » — Je n'entre pas dans l'examen de ce mémoire, complètement étranger à l'histoire locale, mais qui témoigne hautement et de son zèle et de son amour éclairé de la science.

(47) Ibid., vol. DCLXIII, f° 144. « Coppie de lettre de.... (sic)  
« Batelier s<sup>r</sup> d'Aviron, advocat au présidial d'Évreux, à  
« M<sup>r</sup> du Puy l'aisné sur l'inscription antique de L. Scipio. »  
« Vous me surchargez de jour en autres de nouvelles obligations en me communiquant ce qui se présente de nouveau  
« en vostre ville en laquelle tendent les essais des beaux

« espritz de toute l'Europe comme à leur centre. Je vous en  
« rends grâces très humbles. Et puis que je suis tenu de droict  
« à la loy que vous m'avez donnée en me donnant la coppie de  
« ceste inscription que l'on dict avoir esté de nouveau trouvée  
« dans terre, je vous dirai franchement ce que j'en pense,  
« soubsmettant néanmoins ma censure à la vostre et de tous  
« autres. Je crois que cette inscription prétendue est plustôt  
« sortye de la présumption d'un jeune esprit que des ruines  
« de l'antique Rome. Je me persuade cette supposition des  
« répugnances que j'y rencontre avec l'ancienne orthographe  
« et la vérité de l'histoire. » Je ne le suis pas dans toutes ses  
remarques philologiques ou autres, montrant à chaque ligne  
un érudit s'occupant de l'antiquité avec passion. Voici le  
début : « Pour ce qui concerne la grammaire, premièrement  
« on ne void point que l'antiquité ayt jamais escript ce mot  
« VNVS par OI au lieu de l'v, et bien que l'on puisse apporter  
« beaucoup d'exemples pour preuver que au lieu de l'v long  
« elle se seroit de ceste dyphthongue, néanmoins je ne puis  
« m'imaginer qu'elle l'aye fait en ceste diction, laquelle sans  
« doute prend son origine, etc..... ; elle l'eust escript soit  
« par O simple comme en celles-cy *populus*..... au mot sui-  
« vant, l'i final long ne peult avoir esté changé en E, les  
« anciens ne faisant telles eschanges que lors que l'i est brief,  
« mais bien avoient de coutume d'exprimer cet i long par la  
« dyphthongue Ei comme le tesmoigne Victorinus et se void en  
« la médaille consulaire de Memmius CEREALIA PREIMVS  
« FECIT..... On ne pourroit confirmer par aulcun exemple  
« qu'ilz ayent jamais prononcé ou escript un nom de la pre-  
« mière déclinaison au quatriesme cas du premier nombre  
« en os mais en OM, etc., etc. Quant à l'histoire, la supposition  
« se congnoist plus certainement, car en premier lieu L. CORN.  
« SCIPIO lequel triomphe de la Sardaigne et de la Corse  
« V. Eid. Mar. anno V. C. CDXCIV estoit filz d'un autre Lucius,  
« petit-fils de Cnæus, comme font foy les Fastes de Verrius  
« Flaccus et partant ne peult estre filz de P. CORN. CN. F. que  
« les Fastes nous tesmoignent avoir esté créé dictateur en  
« l'an CDXLVIII et qui seul des Scipions se treuve avoir esté  
« surnommé BARBATUS, mais bien de L. CORN. SCIPIO. CN. F.



« qui fut consul en la compagnie de CN. FVLVIVS MAXIMVS  
 « CENTVMALVS en l'an CDLVI. » Suivent d'autres considé-  
 rations sur les Scipion ; il discute la question de savoir si c'est  
 un Scipion qui a bâti le temple dédié à la Tempête ; citations  
 de Tite-Live, Solin, Valère Maxime, du *de Senectute* de Cicéron  
 et jusqu'au *de Viris illustribus*. Il termine ainsi : « Messieurs  
 « de là les monts sont fins et accords, il est vray, mais ilz  
 « debvroient s'adresser à d'autres qu'aux François pour leur  
 « persuader autre chose que la vérité. Je ne doute point que  
 « monsieur..... n'y aye remarqué beaucoup d'autres faul-  
 « setez, c'est pourquoy je vous prie humblement de me faire  
 « part de ce qu'il en a escript si vous en pouvez avoir  
 « coppie. »

(48) Page 14.

(49) *Claudii Salmasii, viri maximi, epistolarum liber pri-  
 mus... accurante Antonio Clementio. Lugduni Batavorum, ex  
 typ. Adriani Wyngherden, MDCLVI, epist. VI.* La bibliothèque  
 d'Inguibert, à Carpentras, conserve sur ce sujet trois lettres de  
 Le Batelier, sur lesquelles M. Barrès, bibliothécaire, a bien voulu  
 me fournir les renseignements suivants. Ces documents sont  
 insérés en copie dans le registre XLI, t. I<sup>er</sup> des mss. de Peiresc.  
 La première lettre, datée d'Évreux, 14 juin 1618, occupe six  
 grands feuillets. On voit que Le B. faisait des recherches sur  
 l'histoire d'Évreux et ses origines, et il est très préoccupé d'un  
 texte d'Ammien Marcellin touchant le nombre des provinces  
 que comprenait la Gaule, mais surtout sur la situation du pays  
 des Turini, de Mediolanum qu'il place dans la 2<sup>e</sup> Lyonnaise, à  
 côté de Rouen et d'Évreux. Comment concilier cette opinion  
 avec la position réelle de ces divers pays ? Il faut que le texte  
 ait été corrompu, et il demande l'opinion de Saumaise sur la  
 question. Communication par Peiresc à Saumaise, qui répond  
 par la lettre du 9 août 1618, citée par moi. — Après une très  
 longue discussion, continue M. Barrès, on lit le passage cité par  
 M. de Larroque, puis Le B. ajoute : Je n'ay rien des Templiers  
 que vous n'ayez et qui ne soit commun. Il cite les noms des  
 auteurs et les ouvrages qui traitent de leur établissement et de  
 leur abolition. — 2<sup>e</sup> lettre, 5 février 1618, à Saumaise, concernant  
 le texte d'Ammien Marcellin, qu'il juge corrompu. Il le prie de

consulter les éditions qui se trouvent dans la bibliothèque de M. de Thou et de lui signaler les textes différents du sien, s'il s'en trouve. — 3<sup>e</sup> lettre, 24 mars 1618, relative au même texte.

(50) Manuscrit de Rouen, f<sup>o</sup> 103 v<sup>o</sup>. — Pour les collections de Le B., voir en outre les intéressants détails que M. Tamizey de Larroque a insérés dans ses *Lettres de Peiresc aux frères Dupuy*, t. I, pp. 7 et 8. Le B. entretient Saumaise de la visite que lui fit Peiresc, en compagnie de Marescot, maître des requêtes, — lors du voyage du Roi à Rouen, et de celui du garde des sceaux à son évêché de Lisieux, — « y ayant esté, « à ce qu'il me dit, convié de quelques discours que luy aviez tenus de moy. » Le B. lui bailla alors quelques-unes de ses médailles gothiques et la plupart de quelques gravures antiques, avec un couteau pontifical, qu'il promit de lui renvoyer après en avoir fait tirer des figures et empreintes. Depuis ce temps, il lui a écrit par le pénitencier Le Jau, sur quelque difficulté concernant les médailles, le priant de lui donner son avis, etc. Dans sa lettre à Dupuy du 25 août 1618, Peiresc écrit en *post-scriptum* : « J'ay r'envoyé à M<sup>r</sup> d'Aviron tout ce que « j'avois de luy. »

Comme les érudits de l'époque, Le B. fit également des vers latins. Le manuscrit de Rouen nous a conservé ceux qu'il composa en l'honneur de Nicolas Yvelin, chanoine théologal d'Évreux, auquel avait donné naissance le diocèse d'Évreux, « père norcier des beaux esprits. » En voici le texte, tel qu'il figure au manuscrit (f<sup>o</sup> 102 v<sup>o</sup>-103 v<sup>o</sup>) :

*Unius ec quid ad sepulcrum flebilis  
Miraris, hospes, tot elegos, tot lacrimas ?  
Hic doctus Yvelinus jacet, quem literæ  
Scientiæ, artes, omnis urbs, provincia  
Proffessio, status, sexus, ætas, dignitas,  
Omnes conqueruntur, ut dicam brevi,  
Præcoci obitu ademptum, omnibus factum omnia  
Bonæ, salutique omnium dum consulit  
Graviaque munera plurium unus sustinet ;  
Deflent novem Camænæ Apollinem suum ;  
Artes magistrum, præsidem scientiæ,  
Lumen suum extinctum sacra utraque pagina,*

*Santæ linguæ tues fidelem interpretem,  
Pietas patronum, recta præconem fides,  
Sorbona doctorem, advocatum veritas.  
Ecclesia colomnam, theologum Gallia  
Morum probi exemplar mali scelerum judicem  
Pii ducem vitæ, reductorem impii  
Solatium senecta, studiorum arbitrum  
Juventa, patrem pauperes, viduæ orphani  
Afflicti asylum, idemque monitorem probum  
Rebus secundis, pontifex fidum adjuvem,  
Socium optimum canonici, clerus decus,  
Justi magistratus regulam, et æqui intimum  
Studiosi amicum, prædicatorem inditum  
Normania omnis : sed duæ præ cæteris  
Urbes Dieppa, misera et ista civitas,  
Dolore graviore altius pressæ gemunt  
Ula orthodoxe orbata doctore fideli  
Vigili suo custode contra perfidos  
Animarum abigeos, atque propugnaculo  
Adversus heresis dolos et machinas  
Contrarium ejus temperaturæ ærem  
Et pestilentes mortis accusans reos  
Morbique geminati vaporis æquoris  
Qui prescio causam dedere funeris  
Qui incolas dum revocat ad vitam suos  
Charus et ante fert suorum animas suæ  
Rectori morum hæc et ad cælos duce  
Pricata metuens, ne sui cives ruant  
Laxis habenis ad vitia, nece ad polos (correction de idolos)  
Sublime deserant iter, quod docuerat.  
Miraris hospes, tot elegos tot lacrimas.  
J. B. A. J. C. M. P.*

(51) M. l'abbé Lebenrier avait d'abord, dans l'édition du Mémorial donnée par l'*Annuaire de l'Eure* de 1865, été porté à en attribuer la rédaction à Nicolas, théologal. Dans ma petite brochure, j'étais disposé à accepter cette hypothèse, en raison de ma découverte, dans un manuscrit de la Bibliothèque d'Évreux, des fonctions de commis à la garde des Archives de la cathé-

drale remplies par Nicolas en 1672. Dans l'édition in-8°, la rencontre de nouveaux documents modifia ses idées, et il proposa Jacques Le B., pourvu en 1638 de l'office de conseiller au bailliage. Le manuscrit de Rouen semble justifier cette attribution : en parlant du Le B. qui fait l'objet de cette notice, l'auteur l'appelle « mon père » (f° 102 v°). Je n'ai d'ailleurs pas à discuter ici cette question d'attribution nominative.

(52) F° 101 v°, il donne l'épithaphe de Jacques Le B., mort en 1608, et l'appelle mon aïeul. « Je ne puis ici passer sous silence « la mort de mon aïeul... » F° 96, il l'appelle « mon bis aïeul » dans le passage relatif à la réforme de la Coutume de Normandie (Cf. *Éd. de l'Annuaire*, p. 144), seule addition, d'ailleurs, que fournisse sur ce sujet le Manuscrit.

(53) Sa *Biographie normande* (1886) donne pour cet unique « Jacques Le Bathelier, seigneur d'Aviron, avocat à Évreux », les dates suivantes : « Né dans cette ville en 15.. et mort vers 1590. » Frère (I. 58) avait fourni les mêmes dates et le faisait naître « dans les environs d'Évreux. » Charpillon (I. 178) se trompe également en plaçant sa mort vers les dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle. — En ce qui concerne la confusion des trois auteurs, les prédécesseurs de M<sup>me</sup> Oursel n'avaient pas été plus heureux. C'est ainsi que Louis du Bois (suivi par Frère) a identifié avec le commentateur de la Coutume l'auteur de la Généalogie. Cf. *Nomenclature alphabétique des auteurs et des artistes normands*, dans son *Itinéraire de la Normandie*, p. 592, etc. Antérieurs à la publication de M. l'abbé Lebeurier, ces écrivains ne pouvaient parler du Mémorial ; mais Charpillon (I. 178) ne manque pas d'en confondre l'auteur avec le commentateur de la Coutume.

(54) On connaît les éloges enregistrés par Le Brasseur : quelqu'un ayant reproché au premier président Groulard d'avoir fait imprimer le manuscrit sans y mettre le nom de l'auteur, il aurait répondu que l'ouvrage faisait assez connaître l'auteur. Ce livre, dit-il, est tant beau, qu'il ne peut être l'œuvre que de Jacques Le B. ni connu sous un autre nom. — Les autres commentateurs de la Coutume n'eurent point, pour Le B., cet esprit de sot dénigrement qu'on porte trop souvent à ses devanciers. Cette Coutume étoit à peine formée que Le

Batelier, sieur d'Aviron, la paraphrasa : il se distingue par sa clarté, et offre aux élèves du barreau une doctrine élémentaire (BASNAGE, éd. de Rouen, 1778, t. I, avertissement). — Cf. Catalogue raisonné des ouvrages qui concernent la Coutume de Normandie, copié sur l'*Abrégé de cosmographie*, etc. (de l'abbé Saas, chanoine de Rouen), 1760 et 1761. Ms. de la Bibl. de Caen, in-4° 90, p. 142 : « L'ouvrage de d'Aviron a toujours été estimé, et d'habiles gens prétendent qu'un jeune avocat peut commencer par là l'étude de notre droit coutumier. » — Cf. également les vers que lui consacre Jacques Bérault, l'ami d'un autre commentateur de la Coutume :

Desja le Batelier d'une louable audace  
Avec son aviron avoit rompu la glace  
Et marqué le passage aux endroits plus utiles :  
Personne toutesfois n'alloit suivant ses routes  
Attendu qu'il n'avoit encoz levé les doutes  
Qui pouvoient exercer les esprits plus subtils.  
Bérault, cher nourriçon de la déesse Astrée  
Tu as enfin rendu la Coustume illustrée.....

Cf. la Coustume réformée du pays et duché de Normandie, par Josias Bérault, 4<sup>e</sup> éd., Rouen, 1632 (Stances liminaires), etc.

(55) Le dimanche 27 septembre 1598, devant Guillaume Le Charpentier, tabellion royal, et Jacob d'Avrilly, son adjoint, en l'hôtel du sieur d'Aviron, M<sup>e</sup> Jacques Le B., sieur d'Aviron, avocat au bailliage et siège présidial d'Évreux, demeurant aud. lieu, lequel ayant eu avertissement que Raphaël du Petit-Val, libraire et imprimeur du Roi à Rouen, avait, à la requête ou commandement de plusieurs notables et doctes personnages, tant du corps de la Cour que du bailliage et siège présidial dud. lieu, fait plusieurs frais, dépenses et avances à imprimer quelques paraphrases et commentaires faits par led. Le B. sur la coutume de ce pays de Normandie et instruction du stile et usage de procéder en jugement aud. pays, et sur un exemplaire qui lui avait été baillé sans nom d'auteur, toutefois reconnu en ses mains par quelques-uns des amis dud. Le B. qui l'en avaient informé, tant afin de déclarer sa volonté, s'il entendait que cette impression fut mise sous son nom, que pour ne le constituer en perte s'il advenait que ledit Le B. fit imprimer ses

paraphrases et commentaires par autre que ledit du Petit-Val, etc. Led. Le B. lui promet de ne délivrer ni faire délivrer par autre que par lui aucun exemplaire de son livre, ni de ce qu'il y pourrait faire après par correction ou addition pour être mis sous la presse, à autre personne qu'aud. du Petit-Val ou ses héritiers, pour qu'il trouve moyen de se récompenser des frais qu'il a faits et fera, lui promettant d'y employer son nom comme auteur et comme ayant avoué lesd. paraphrases être de lui, néanmoins par ordre par le travail de Messieurs Bérault et Baillard, avocats en lad. Cour. Présents, noble homme M<sup>e</sup> Guillaume Postel, sieur de Sivignères, vicomte de Conches et Breteuil, et M<sup>e</sup> Martin Colenée, licencié ès lois, serviteur dud. s<sup>r</sup> Leb. (Registre du 20 juillet au 11 décembre 1598, f<sup>o</sup> 190). — Noter soigneusement que Bérault publia en 1606 sa *Coutume réformée*. L'acte ci-dessus autorise des conjectures. Je n'en retiens que ce fait indéniable : l'auteur survécut à son œuvre et doit être identifié, à cause de la signature identique, avec l'avocat mort en 1608. — M. Louis Du Bois, dans un article sur Josias Bérault, commentateur de la Coutume de Normandie (*Revue de Rouen*, 1838, 2<sup>e</sup> semestre, p. 285), a écrit de J. Le B. : « Cet auteur, qui garda long-temps l'anonyme, fit imprimer son ouvrage à Rouen, en 1599, chez « Raphaël du Petit-Val. »

(56) Cf. *Puy de musique érigé à Évreux en l'honneur de Madame Sainte Cécile*, publié par Bonnin et Chassant (Évreux, 1837, in-8<sup>o</sup>), notamment pages 33 et 34 : Il fut prince en 1587, « fit le convive du disner, et lendemain desjeusner à l'yssue de « la messe des tréspassez, francz, en sa maison, devant le « chasteau, et le soupper du Puy à l'ayde des confrères, auquel « assista monsieur le Prince d'Espinoy et madame sa femme. « Et se passa le tout en grande honneste et allégresse. » — Voir également pages 9, 62, 65, 74 et 85.

(57) Voir note 29.

(58) Voir note 30.

(59) Cette date paraît confirmée par les documents. C'est ainsi que le correspondant de Dupuy est, auparavant, qualifié de *le jeune* (Cf. Tabell., 25 novembre, 8 et 9 décembre 1607), tandis que dans les pièces postérieures (Cf. 4 et 15 février 1608),

cette qualification n'est plus employée, la mort de son père l'ayant fait disparaître. Cette remarque, sans présenter une rigueur absolue, n'était pas superflue, en raison de l'état déplorable du texte.

(60) Voir note 30. Je remarque cependant que déjà dix ans auparavant, dans un contrat du tabellionage du 14 octobre 1508, « M<sup>rs</sup> Jacques et Jacques dictz Le Bastelier, père et filz », avocats, reconnaissent qu'en aucun acte qu'ils auraient ci-devant fait ou pourraient faire ensemble à l'avenir, ils n'avaient entendu avoir acquis ni acquérir aucune communauté de biens l'un avec l'autre, à laquelle communauté ils ont renoncé et renoncent, tant pour le passé que pour l'avenir, *à raison de son antiquité et maladie*, déclarant qu'ils n'entendent répondre des faits, dettes et hypothèques l'un de l'autre, etc

(61) Lire *Mohier*. Cf. note 6. Le chiffre XXXIII est donc faux, et on les trouve mariés plus de 33 ans auparavant. C'est encore une erreur du copiste.

(62) Ms. de Rouen, f<sup>o</sup> 101 v<sup>o</sup>. « Je ne puis ici, dit le compilateur, passer sous silence la mort de mon aïeul qui mourut la « dixième du mois janvier, come le témoigne son épitaphe qui « est derrière le cœur de l'église de Saint-Nicolas d'Évreux, et « que l'on attribue si l'on veut à la vanité la recommandation que « je fais de mes pères, je ne puis m'empescher de rendre ici « des témoignages de ce qu'ils ont été dont cet épitaphe « conserve la mémoire à la postérité. » Le jour des ides de janvier est le 13, et non le 10.

---

## LETTRES DE LE BATELIER A DUPUY

---

### I.

(Bibliothèque Nationale, collection Dupuy, vol. 712, fol. 144).

MONSIEUR,

J'ay differé à faire response aux vostres receues le sixieme de ce moys jusques à ce que j'aye esté fait certain par Monsieur nostre pœnitentier (1) de vostre retour de Liesse.

Cependant m'estant resouvenu avoir autrefois ouy dire à feu Monsieur La Biche (2), advocat en nostre siège, qu'il avoit transcript un vieil manuscrit, escript en fort ancien language par Jean Juvenal des Ursins (3), qui vivoit du siècle de Charles VI, de l'hystoire de son temps, et ayant secu de son filz qu'il estoit ès mains de Monsieur l'abbé de La Noë, conseiller au parlement de Rouen (4), je prié un mien ami, allié du dit sieur de La Noë, de sçavoir de luy s'il voudroit bien obliger la postérité et donner ce livre au public ; et pour l'inciter à ce faire, sachant bien qu'il est amateur d'honneur, je luy di qu'il luy remontrast que ce seroit un moyen d'œterniser son non, l'assurant que Monsieur L'Abbé ne manqueroit pas de faire connoistre au public cette sienne libéralité ; que s'il y condescendoit, je l'en ferois prier par le dit sieur L'Abbé, qui luy en récriroit à cette fin, et que je luy responderois



de luy faire rapporter son manuscrit après l'impression, ce qui a esté exécuté avecques effect, tel que je le désirois. Vous en advertirez monsieur L'Abbé, et si reconnoist que cet œuvre, qui est gros de deux à trois mains de papier, n'ait jamais esté imprimé, juge qu'il mérite faire compagnie aux auteurs qu'il se propose faire imprimer et qu'il ne se puisse plus aisément recouvrer, qu'il prenne la peine d'en récrire au dit sieur de La Noë, m'adresse ses lettres, et je les feray tenir surement et espère qu'en brief je luy feray tenir ce manuscrit.

Quand à la vie de saint Loys, je n'ay peu obtenir de nos pères Jacobins (5) la permission d'envoyer leur volume hors cette ville. A peine m'ont-ils permis le tirer hors de leur bibliothèque. J'en ay transcript environ la moytié et hasterey le reste au plus tost qui me sera possible. Les auteurs de cette hystoire sont Gaufredus de Bello Loco, qui a esté confesseur de ce roy par l'espace de vint ans (6), duquel Guilelmus de Nangis, l'un des XI auteurs de nostre hystoire françoise tirez de la bibliothèque de feu monsieur Pitou (7) imprimez in-folio à Francfort en l'an MDXCVI fait mention au commencement des Gestes de ce mesme roy. Aussi en a-t-il tiré des chapitres tous entiers qu'il a insérez presque mot pour mot dans son œuvre. Et Guilelmus Carnotensis, clericus peculiaris beati Ludovici et tandem religiosus ordinis Prædicatorum (8) ; tous les deux se sont plus adonnez à descrire les meurs de ce bon prince que à nous laisser les mémoires des choses qui se sont passées de son temps. Néanmoins il s'y trouve quelque chose de particulier que je n'ay leu allieurs. Leur diction est barbare et leur stile

rude, et qui resent l'ignorance et la simplicité de leur siècle (9). Gaufridus commence ainsy: Ad divini nominis gloriam, et Guilermus en ces mots : Mirabilis in altis Dominus. Le premier a écrit devant sa canonisation et le second depuis. Je ne sçay si Surius les auroit point desja faits imprimer dans son ramas des vies des saints (10). Je ne l'ay peu recouvrer en cette ville pour me lever ce doute.

Pour le fait des auteurs de *limitibus agrorum*, la vérité est que je les ay leus superficiellement, à dessein de les lire encores pour la seconde fois plus exactement, et en espérance d'y trouver quelque chose qui me peust servir à reconnoistre l'origine de nos fiefs et communes, la distinction de nos juridictions et territoires et la diversité des réages de nos champs, limites et séparations d'iceux, comme en effet je reconnois que la lecture de ces livres y peut beaucoup. Mais y ayant rencontré unne infinité de lieux mutilez et corrompus et presque en chaque page nouvelles difficultez, la résolution desquelles despend partie de l'arithmétique, géométrie, optique et cosmographie, et partie d'une exacte connoissance de l'hystoire romaine, tant pour la situation des villes, bourgades, fleuves, montagnes et lacs d'Italie que pour les colonies, municipales et præfectures qui y ont esté menées et instituées en diversité de temps et par diverses personnes, et mesmes des notes et lettres singulières dont les agrimenseurs romains se servoint, l'usage desquelles est aujourd'huy aboli entre les nostres, en toutes lesquelles choses je ne suis point du tout ou peu versé, et n'ayant icy ny personnes avecques lesquelles je m'en peusse résoudre ny livres de pareil argument, par la confé-

rence desquels je puisse estre instruiet, j'ay quité là le tout, desespérant de venir au bout de ma pretention. à joindre que ma vacation requiert la meilleure partie de mon temps, et ne me donne loysir de vaquer à un œuvre de si longue haleine. Ce labeur requéroit un homme tel qu'est Monsieur Rigault (11), c'est-à-dire consommé en la lecture des bons auteurs de l'unne et l'autre langue, sçavant ès mathématiques et bien versé en l'hystoire et en la jurisprudence romaine. Un aultre sans doute tomberoit soubz un tel fardeau. Je suis extrêmement fasché que ma capacité ne s'étend à ce qu'il espéroit de moy, et que je n'ay le moyen en cet endroit de luy faire paroistre le desir que j'ay de luy rendre le service que j'ay de tout temps voué à personnes de son mérite, et pour tesmoignage de ce plus tost que cela le meritast je luy communiqueray par vostre moyen, s'il vous plaist en prendre la pæine, ce que j'y aultrefois marqué sur la marge de mon livre, c'est en la CC<sup>e</sup> page, ligne VIII<sup>e</sup>, en laquelle eu lieu de *sequeris cursum ejus Asion*, je croy que l'on doit lire *Ascium*, pour signifier la partie de la borne qui est depuis son costé oriental jusques à l'occidental, que l'auteur appelle ἀσχιον, à cause qu'elle est illuminée du soleil, à la différence de la partie septentrionale qui ne l'est jamais; en la mesme façon que dans Pline, livre II, chapitre LXXIII, les regions qui sont soubz la ligne œquinoctiale sont appelez *loca ascia*. Si j'y eusse trouvé aultre chose, feust bon ou mal, j'eusses reputé à grand bien d'en avoir sa résolution et jugement, auquel je me soubmetteray tousjours, vous suppliant luy présenter mes humbles recommandations et l'assurer que si, en quelque chose,

je suis capable de luy faire service, que je m'y emploieray très volontiers.

Je vous remercie de vostre Mercure et des nouvelles dont il vous a pleu me faire part, et suis mari que la stérilité du pays (12) ne peut produire aulcunne chose par laquelle je m'en peusse revenger. Advisez quelque aultre moyen, et cependant je demeureray,

Monsieur,

Vostre très humble et affectionné serviteur,

LEBATELIER.

A Évreux, ce XXVII<sup>e</sup> octobre MDCXIII.

Par vostre permission, je baiseraï les mains à Monsieur qui me fit l'honneur de nous venir voir avecques vous.

A Monsieur,

Monsieur Du Pui, demeurant en l'hostel de Sens, à Paris,

---

II.

(Bibliothèque Nationale, collection Dupuy, vol. 712, fol. 146).

MONSIEUR,

Deux choses ont retardé ces présentes. J'attendois l'arrest donné au bénéfice de M. le cardinal Du Perron contre les moines en général de son abbaïe de Saint-Taurin de ce lieu, et en particulier contre celuy duquel vous m'écrivez, afin de vous éclaircir de ce que désirez. Et encores j'attendois cette commodité du

voiage de M. Girard, recepveur du dit sieur cardinal, lequel m'a promis vous voir et lequel, si trouvez bon de luy en communiquer, pourra de vive voix suppléer au manquement de ces présentes.

Il est présumable que ce religieux a commis beaucoup de fautes puisque il a esté condamné par les commissaires députez pour la réformation de la ditte abbaïe à tenir prison et jeusner par l'espace de un mois ou six sepmaines, subir la discipline, et, cela fait, estre translaté à un autre monastère, ce qui a esté confirmé par l'arrest de la cour, et n'a encores esté exécuté touchant la discipline et translation. On attend sur ce la volonté du dit sieur le cardinal. Il est encores en la prison de la cour ecclésiastique. La cause est que le temps limité pour sa prison estant passé, comme on le vouloit ramener à Saint Taurin, on trouva, cherchant des lettres dans ses poches, suivant quelque advis que l'on en avoit eu, au lieu de lettres, un petit pistollet entre sa chair et sa chemise, chargé à plomb, bendé et prest à tirer, réservé que le chien n'estoit abatu, avecques de la poudre, des postes, balles et bourre dans une boette. Information en ayant esté faite par le grand vicaire de Monsieur nostre évesque, sur ce que on voulut l'examiner de bouche, il refusa de respondre. La cour ayant veu les procedz verbaux l'a renvoyé devant le dit sieur grand vicaire et son prier, pour estre parachevé le dit procedz et luy donner sentence. A ce que j'en ay peu apprendre de bon des dits commissaires, il n'y a rien de rapporté contre luy qui fust capable de le rendre irrégulier, bien que pour le passé il ne se soit pas beaucoup adsubjéty à sa règle. Voilà ce que je sçai de cette

affaire. Si vous doutez encore de quelque chose, mandez le moy et je m'en informeré plus particulièrement, comme aussy si je puis en ce quelque chose pour vous ou pour les héritiers de feu Monsieur de Thou, ne m'espargnez point, et je vous promets m'y employer de tout mon pouvoir.

Au surplus, je ne puis que je ne participe, veu l'honneur que me faites de m'aimer, à la douleur que vous portez de la séparation de deux personnes qui vous sont si chères, arrivée presque en un mesme temps. J'entens le décedz de feu Monsieur vostre oncle, auquel je puis justement rapporter ces vers : « Multis ille bonis  
« flebilis occidit, Nulli flebilior quam tibi » (13) ; et la résolution prise par Monsieur vostre frère. Mais je croy assurément que en cette vostre affliction que la nature vous cause, la raison vous y donne des consolations plus grandes. Car, quand à l'un, il est décedé plein de jours et d'honneur, regreté de tous les gens de bien, nature ne pouvant pas luy prolonger davantage le temps de vivre en ce monde, et estant hors du pouvoir du temps et de l'envie d'abolir le renon que sa probité, travaux, mérites et doctrine luy ont acquis par tout l'univers. Quand à l'autre, les vices, trahisons, infidélitez et les inopinées et subites mutations que nous voyons pour le jourd'huy parmi le monde me font croire que ceux là sont les plus heureux auxquels Dieu permet de faire le plus tost entièrement leur retraite. Et d'autant que cela ne despent de nostre volonté, j'estime ceux là approcher le plus près de cet heur, lesquels ne pouvant sortir du tout du monde se retirent en quelque lieu séparé hors du tintamare des affaires et à l'abri des vents inconstants de fortune.

J'espère de ma part, et vous le debvez à meilleure raison, aussy bonne, voire plus grande assistance de luy, par ses bonnes prières qu'il fera envers Dieu, que s'il fust demeuré dans les dignitez et faveurs de la cour. Je desirerais seulement que Dieu l'eust appelé dans la Chartreuse de Bourbon prez Gaillon, distante de nostre ville de quatre à cinq lieues, pour avoir le bien de le voir et communiquer souvent aveques luy, et d'avoir occasion de vous voir en ce pays quand vous le viendriez visiter. Mais j'ay peur que le regret que vous avez de son absence ne s'augmente par la lecture de ces présentes que le contentement que j'ay me resouvenant de luy a insensiblement prolongez oultre mesure.

Je vous supplie me communiquer le mémoire que vous avez fait des livres de la dernière foire, et me mander si le R. P. Sirmond a fait achever l'impression du grand volume des Canons de Zonaras et les Concilles de France (14) et me faire sçavoir leur prix. J'ay veu ce qui a esté imprimé de luy sur cette vieille inscription laquelle il avoue estre incompatible aveques le texte de Tite Live, nommant *Scipionem Barbatum Publium*. Mais après avoir bien examiné ses raisons, et subposée la veue de la pierre pour sa qualité d'antique, qui ne peut estre connue que par la veue, non plus que les médailles et aultres antiens monuments, et laquelle je tiens pour constante du témoignage qu'il en donne, à cause de la grande expérience qu'il a en ces choses, je change d'avis, croi qu'elle est du temps et l'unne des plus belles et dignes pièces de l'antiquité que nous ayons encores recouvrées, et que il est vré-semblable que les antiens écrivains se sont trompez, en

transcrivant Tite Live, au prœnom de ce Barbatus, ayant peu facilement arriver qu'ilz ayent pris cette marque L pour celle cy P. Et de là il y a grande apparence de corriger ce que Onufrius, deceu de cette faute commise en Tite Live, a voulu suppléer aux reliques des Fastes ad a. U. C. CCCCLVI, appellant L. Corneliū Scip. qui en cet an fut consul avecques Cn. Fulvius Cn. filium, soubz prœtexte que les mesmes fastes, entiers en cet endroit, appellent cil qui triumphe de la Corse F. Cn. N. Et au contraire corriger et suppléer ce qui manque à la dictature de Barbatus, ad annum CDXLVII, en cette façon : L. Cornelius Cn. F. N. Scipio Barbatus et cœt (15).

J'avois oublié de vous prier de m'achepter l'Histoire de saint Loys, de nouveau faite imprimer par M. Ménard (16), et m'en mander le prix. Excusez mon importunité et je serai à jamais,

Monsieur,

Vostre très humble serviteur :

LEBATELIER.

D'Évreux, ce XXI<sup>e</sup> juillet MDCXVII.

J'oubliois aussy de vous prier que, par vostre moien, je puisse avoir coppie du testament de feu M. de Thou, dont j'ay oy faire grand cœstime.

A Monsieur,

Monsieur Du Puy, advocat en parlement, demeurant en la rue des Deux portes prez les Cordeliers, à Paris (\*).

(\*) M. L. Delisle a bien voulu prendre la peine de collationner ces deux lettres sur les originaux.



## NOTES DES LETTRES.

---

(1) Le pénitencier était Jean Le Jau, prêtre du diocèse de Paris, chanoine et trésorier de l'église cathédrale d'Évreux, qui fut nommé le 5 décembre 1607 par le cardinal du Perron, évêque d'Évreux, grand aumônier de France, à la dignité de pénitencier vacante par la mort de Jean Dolbois (1604). Le 7 juillet 1623, il fut nommé doyen du chapitre, et, le 13 août, il remit sa démission de pénitencier entre les mains de Robert Boullent, archidiacre d'Ouche et vicaire général de l'évêque François Péricard ; il eut pour successeur Nicolas Hébert, docteur en théologie. Il fut également vicaire général de l'évêque François Péricard. Il mourut le 14 septembre 1631, sur les quatre heures de l'après-midi, et eut pour successeur ledit Robert Boullent. *Archives départementales, Grand pouillé du diocèse d'Évreux*, t. I, G. 22, pp. 45, 48, 61, 189 et 195. — Il était né à Évreux, le 6 janvier 1570 (Cf. Frère, II. 199). C'est lui qui a publié la première histoire des évêques d'Évreux, que Le Brasseur n'a pas oublié, suivant l'usage, d'exécuter en tête de sa préface : *Series episcoporum Ebroicensium*. Évreux Antoine Le Marié, 1621. On lui doit, en outre, un petit catéchisme à l'usage d'Évreux (Évreux, La Londe, 1627), et divers ouvrages religieux, notamment un traité de l'autorité du souverain pontife (en latin). Évreux. Le Marié, 1621 et 1622, etc. — Cf. *Gallia*, XI. 624. — On peut voir sur lui, entre autres, parmi les pièces de la comptabilité communale (*Archives communales*, CC), aux années 1613, 1614, 1615, 1621, ses quittances comme maître de la fabrique de l'église N.-D. d'Évreux, etc.

(2) « Maîtres Jehan La Biche, advocat au siège présidial », l'un « des fondateurs du service de Madame sainte Cécille », prince du Puy de musique d'Évreux en 1581, décéda le 19 novembre 1607. Cf. *Puy de musique érigé à Évreux en l'hon-*

*neur de Madame Sainte Cécile*, pp. 23 et 24. Cf. p. 82, etc. — Députation pour la Coutume (Mémorial, *Éd. de l'Annuaire*, p. 144), etc. — L'ouvrage suivant de Jean La Biche, avocat aux bailliage et siège présidial d'Évreux, fut publié, en 1612, à Rouen, chez Martin Le Mégissier. « Stile et manière de procéder ès juridictions de Normandie. » — Je trouve dans mes notes : Jean Labiche, bailli vicomtal des huit chanoines en 1585 (*Arch. dép.*, B. 6, p. 57), etc.

(3) La Société libre de l'Eure possède dans sa bibliothèque, sous le n° 9 du fonds français, un manuscrit de Juvénal des Ursins qui lui a été donné par M. Banceline, propriétaire au Chesne. « S'ensuivent les croniques ou gestes advenues au royaume de France du temps de feu de bonne mémoire Charles, Roy de France, sixième de ce nom. »

(4) Charles de La Roque, chanoine et trésorier de l'église de Rouen, fut abbé de La Noe de 1594 à 1616, d'après le *Gallia*, XI. col. 666 et 667, reproduit par Le Prévost, *Mémoires et Notes*, I. 366. — Cf. *Neustria pia*, p. 803. — Le *Gallia* dit : « *per cessionem* « *Ludovici Mainteterne, abbatis Castriciensis, ejus avunculi,* « *consiliarius in Parlamento Normanniæ admissus 22 octobris* « *1580.* » — Dans la liste des conseillers au Parlement de Rouen, donnée par Steph. de Merval (*Catalogue et armorial des présidents, conseillers, gens du Roi et greffiers du Parlement de Rouen, dressés sur les documents authentiques.....*, publiés par les soins de la Cour impériale de Rouen. Évreux, 1867, in-4°, p. 45), se trouve : « Charles de La Roque, clerc, abbé de La « Noe. *D'azur, à trois rocs d'échiquier d'or, 2 et 1.* »

(5) Il s'agit de la vie de S<sup>t</sup> Louis, publiée par Ménard en 1617, à la suite de son Joinville. *Sancti Ludovici Francorum regis, vita, conversatio et miracula per F. Gaufridum de Belloloco confessorem, et F. Guillelmum Carnotensem capellanum ejus, ordinis Prædicatorum. . . . . omnia nunc primum ex ms. codd. edita studio et cura Claudii Menardi, etc. Lutetiæ Parisiorum, 1617, in-4°.* A la page 1, Geoffroy de Beaulieu ; p. 85, Guillaume de Chartres, et p. 131-140, les miracles de S<sup>t</sup> Louis au couvent des Jacobins d'Évreux : *Miracula facta in Domo Fratrum Prædicatorum Ebroicensium, præsidio B. Ludovici confessoris, quæ fuit prima ecclesia in*

*regno Franciæ dedicata in nomine sancti Regis, anno Domini M CC LXXXIX.* Les trois ouvrages sont indiqués comme édités : *Ex Bibliotheca Fratrum Prædicatorum Ebroicensium.* Or, ce manuscrit des Frères Prêcheurs, après avoir fait partie de la Bibliothèque de St-Germain-des-Près, sous le n° 1610, est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque Nationale, sous le n° 13778 du fonds latin ; car, au f° 64 v°, on lit, dans l'espace vide laissé au bas de la page, après la fin de la vie de St Louis : « *Istum libellum emit anno Domini M° CCCC° LXIII° frater* » « *Johannes Brehalli in sacra theologia magister pro conventu* » « *Sancti Ludovici Ebroycensis ordinis fratrum prædicatorum.* » — Ce n'est point l'avis de Le Brasseur, qui, dans son *Histoire du comté d'Évreux* (page 202) pense que le manuscrit « con- » « servé dans la Bibliothèque des Frères Prêcheurs a été perdu » « depuis l'édition qu'on en a faite en 1617. » Cf. *Bibliothèque françoise* de La Croix du Maine, éd. Rigoley de Juvigny, t. I, p. 272, qui reproduit Le Brasseur. Ce n'est pas non plus l'avis de Daunou et Naudet, les auteurs du tome XX des *Historiens de France* ; pour eux, ce manuscrit ne doit pas être celui qui a servi à Ménard. Cf. p. 2 : *Quem quidem perantiquum et optimæ notæ codicem si cum impressis libris conferas, vehementer dubites an sit ille Menardi Ebroicensis ; adeo multa conferenti occurrunt in libris errata vel omissa vel hiulca ! Libenter crediderimus hunc codicem, antequam Cl. Menardus Ebroicense cimeliarchum adierit, in Sancti Germani thesaurum translatum jam fuisse, neque cognitum editoribus.* Et *ibidem*, page xxviii (préface) : « Les » « frères prêcheurs d'Évreux possédaient une ancienne copie » « manuscrite de son livre (de Geoffroi de Beaulieu). . . . » « la meilleure est celle qui a passé de St-Germain-des-Près à la » « Bibliothèque royale, sous le n° 1610 ; une note ajoutée à la » « fin du volume dit qu'il a été acheté, en 1473, par le couvent » « des frères prêcheurs d'Évreux, et l'on pourrait en conclure » « que c'est l'ancien manuscrit de ce monastère. Mais celui » « du roi diffère essentiellement des éditions qui se disent faites » « d'après la copie d'Évreux ; car elles fourmillent de fautes, » « d'omissions, d'incohérences, qui ne se rencontrent point dans » « le manuscrit 1610. » Cette appréciation, pour avoir été repro-

duite par Daunou dans l'*Histoire littéraire* (t. XIX, p. 235), n'en est pas moins erronée. Que Ménard ait eu besoin d'aller à Évreux, ou que la copie de Le Batelier, par l'entremise de Dupuy, ait servi à son édition. le manuscrit d'Évreux, d'après lequel elle est faite quatre ans après la première lettre de Le Batelier, est évidemment celui qu'avait découvert le savant Ébroïcien. Le couvent ne pouvait avoir deux manuscrits, communiqués, l'un à Le Batelier, l'autre à Ménard, et malgré leur attachement pour ce volume, les Jacobins, pour une cause ou pour une autre, le cédèrent ultérieurement à l'abbaye de St-Germain-des-Prés. Ce monastère, centre des travaux d'érudition dont nous sommes redevables à la Congrégation de St-Maur, cherchait à faire de sa bibliothèque un important recueil de matériaux indispensables aux œuvres des religieux. C'est ainsi, par exemple, qu'elle tira de la bibliothèque du Bec d'anciens manuscrits, en échange de livres imprimés. Ne dut-elle pas en faire autant pour ce texte important, mieux à sa place dans une bibliothèque d'érudits que dans l'humble collection d'une obscure communauté ; des imprimés modernes faisaient bien mieux l'affaire des frères prêcheurs d'Évreux que cet indéchiffrable manuscrit. — Quant à l'objection de Daunou tirée des fautes, des omissions, des incohérences, — ne doit-on pas y voir simplement le fait des éditeurs « *mendosius præ festinatione ab editoribus descriptus* » (XX. 28), — il suffit, pour l'apprécier à sa juste valeur, de voir comment il a publié dans les *Historiens de France* (t. XX, pp. 41-44) les miracles de saint Louis contenus dans le manuscrit latin 13778, f<sup>os</sup> 65-72. Sans compter les rajeunissements (e transformé en æ, y en i), voici à peu près les divergences que j'ai notées : 1<sup>er</sup> miracle *parochia*, manuscrit *parrochia* ; *potentiis*, ms. *potenciis* ; 2<sup>e</sup>, *adminiculo*, ms. *aminiculo* ; 3<sup>e</sup>, *nomine Johannes*, ms. *Johannes nomine* ; 4<sup>e</sup>, *Jounna*, ms. *Johanna* ; de *parrochia de Loveris*, avec la note : *Codex noster Loverie* ; le manuscrit donne *Loverce*, c'est-à-dire Louversey, commune du canton de Conches. Le texte fautif des Historiens a trompé M. Bonnin, qui a reproduit dans son *Cartulaire de Louviers* (t. I, p. 345, n<sup>o</sup> CCCI) l'extrait y relatif. Suite du 4<sup>e</sup> miracle, *tura<sup>to</sup>*, a été imprimé dans l'édition *jurato*, lire *juramento* ; *adserebat*,

ms. *asserebat* ; 6° miracle : *Robertus de Miniis*, lire de *Minerius*, des Minières (les éditeurs n'ont pas vu le trait signifiant *er* qui, cependant, se trouvait dans *Robertus*. Et, dans le même volume se trouve un Guillaume de Minières. 7°, *Theophana*, ms. *Theofania* ; 8°, *apodians*, ms. *apodiens* ; 8°, *Homo quidam de Ysaico*, ms. *Ysaico* ; 9°, *gutta*, ms. *guta* ; *quæ*, ms. *quam* ; 10°, *et frequentius laborabat*, ms. *ut* ; 11°, *guttosa*, ms. *gutosa* ; 12°, *viderant*, ms. *viderunt* ; 13°, *transglutivit*, ms. *transgluciens* ; *quod* effacé dans le manuscrit ; *adserit*, ms. *asserit* ; *mulier*, ms. *nutrix* ; 14°, *de parochia S. Jacobi de Beuvon*, *Chesnius Buuron*, le ms. porte *Beuron* (Bevron, Beuvron) ; *devotione accessit*, ms. *cum devotione* ; 15°, *In die sabbati*, le ms. ajoute *infra oct[avus]* ; 17°, *A duobus annis visum oculorum suorum amiserat*, le ms. ajoute *omnino* avant *amiserat* ; 18°, *Quæ ad ecclesiam beati Ludovici veniens, ejus auxilium sine intermissione invocabat*, ms. *que ad ecclesiam beati Ludovici auxilium sine intermissione invocabat* ; 19°, *Gavuilla*, pour *Gauvilla* ; *contracta*, ms. *contraucta* ; 20°, *Hoveteville*, ms. *Houeteville* ; 22°, *Élisabeth*, ms. *Elizabeth* ; 24°, *Avicia*, et non *Amicia* ; *pater ejus*, ms. *illius*. On voit donc qu'à côté de variantes orthographiques sans importance, de corrections ramenant le texte aux règles de convention, il en est de plus réelles : *Louviers* pour *Louversey* ! Autres erreurs dans l'identification des noms de lieux. C'est à tort que *Hoveteville* devient *Houteville* sur Iton : n'y a-t-il pas dans l'arrondissement de Louviers, canton de Neubourg, sur l'Iton, *Houetteville* ? De même, on ne dit pas *Bonneville*, mais *La Bonneville*, canton de Conches. De même, *Arnières* est souvent écrit *Asnières*. Cf. Le Prévost (I. 132) ; le fonds de l'abbaye de St-Sauveur, par ex. aux années 1223, 1225, 1230, 1244, 1258, 1259, 1261, 1270, 1272, 1280, 1281, 1283, 1287, 1289, 1290, 1292, 1296, 1419, etc. etc. ; les Cartulaires du chapitre (par ex. 1263), de St Taurin (par ex. 1209, grand Cartulaire, f° x : *de Asinariis*) ; les chartes de la Noë à la Bibliothèque Nationale (1202, 1210, 1221, 1223, 1225... Lat., 5429, n° 7....), etc. Et, par conséquent, un point d'interrogation, ainsi que la dubitative *an*, étaient véritablement superflus. Sans doute, il n'y a pas lieu de s'appesantir sur ces menus détails [que les Bollandistes plus prudents avaient

évités : *Parochias has omnes, fortasse in vicinia positas, non lubet majori labore quam utilitate assignare* (Août, V. 571, note d). M. Boutaric, à propos de la publication des *Monuments historiques, cartons de Rois* (Cf. Bibl. École des Chartes, 1867, p. 292), écrivait : « La connaissance approfondie de la topographie d'une province mettra à même de relever des confusions de nom et de lieu, de mauvaises identifications..... » Mais ces erreurs..... sont inhérentes à tous les travaux « d'érudition. » Et, joignant l'exemple au précepte, il écrivait, dans ses *Actes du Parlement*, n° 1485, t. I, p. 132 : 1270, arrêta maintenant les huit chanoines d'Évreux en possession de la haute justice et du plaide de l'épée, dans leur terre située dans les paroisses de La Ronde ? (Ronde) et d'Angerville (bailliage de Gisors). Olim, I, f° 63 r°. Pourquoi le point d'interrogation, et Ronde ? La Ronde est tout simplement une paroisse d'Évreux.] Mais, s'il ne faut pas reprocher trop vivement aux Historiens de France leurs petites erreurs d'attributions géographiques, on doit regretter qu'au lieu de suivre leur manuscrit de St Germain, *olim Évreux*, ils aient à peu près reproduit les éditions antérieures avec d'insuffisantes corrections. Car, c'est un fait hors de doute, dans l'édition des *Miracles*, ils ont eu pour base le texte de Duchesne (t. V, pp. 477-480) ; ils ont fait à peu près pour lui ce qu'ils déclarent avoir fait pour la vie de St Louis par l'anonyme de St Denys : « *Chesnianam editionem, multis tamen, quæ tum scripturæ, tum interpunctionis vitio depravata fuerant, emendatis, reddimus* » (p. 45) : la ponctuation est reproduite, à l'exception de quelques modifications, dans le sens de la clarté, exécutées sur les épreuves ; sans doute, ils se sont servis du manuscrit, et ont rectifié des leçons, fait subir au texte antérieur d'utiles corrections (par exemple, ils restituent une ligne omise par Duchesne : « *cæperunt aures ejus defluere putredine et guttur suum satis alte* ») ; mais, en même temps que des fautes antérieures sont reproduites, d'autres sont introduites : Duchesne met, conformément au manuscrit, *ad eam cum devotione*, tandis que les Historiens de France oublient *cum* ; — au miracle 23, les Historiens omettent *potentiis*, qui se trouve dans Duchesne. Il aurait mieux valu, pour l'hon-

neur de cette publication, dont on regrette la majestueuse lenteur, reproduire plus scrupuleusement le texte que ses éditeurs appellent *Codex noster*. Il serait également désirable, en présence de ces exemples tirés d'une publication officielle de l'Académie des Inscriptions, de ne pas paraître attacher une importance réelle — comme certain rapporteur — à d'insignifiantes variantes orthographiques sur des copies destinées à être ultérieurement revues lors de l'impression.

(6) Cf. *Histoire littéraire de la France*, t. XIX, p. 235.

(7) *Historiæ Francorum ab. ann. 900 ad. ann. 1285 scriptores veteres XI, primum in lucem editi, ex biblioth. P. Pithæi. Francofurti, 1596, in-fol.*

(8) Cf. *Histoire littéraire de la France*, t. XIX, p. 359.

(9) *Ibid.*, t. XIX, 236-237, 361.

(10) *De vitis sanctorum ab Aloysio Lipomano olim conscriptis, nunc primum a F. Laurentio Surio carthusiano emendatis et auctis*, Venetiis, 1581, 6 vol. in-fol. — 4 ans après la date de cette lettre devait paraître la plus complète édition de Surius : *Vitæ sanctorum, ex probatis authoribus et mss. codd. editæ, nunc multis sanctorum vitis auctæ, emendatæ et notis marginalibus illustratæ*. Coloniae, Kreps et Mylius, 1617-18, 12 part. in-fol.

(11) Voir sur lui, notamment, DELISLE, *Le Cabinet des Manuscrits*, etc.

(12) Le Batelier n'est pas le seul érudit Ébroïcien qui ait été « mari » de la stérilité du pays. A deux siècles et demi de distance, M. Raymond Bordeaux écrivait à M. G. Bouet, le 7 juin 1875 : « Parker m'annonce son projet de voyage avec vous « en Normandie. Alors, la ville d'Évreux sera un terrain fécond « d'observations. Je serai très heureux de vous servir de cicerone à tous deux : j'ai une infinité de choses à vous faire « voir. J'ai, d'ailleurs, le besoin le plus extrême de vous pour « me retremper un peu : depuis la mort de notre pauvre ami « Saint-Germain, je suis livré aux bêtes. Je me trouve ici « sans avoir un archéologue à qui causer, et je moisiss dans « mon trou. Venez donc me secouer et me ranimer. » — Cf. Eug. DE BEAUREPAIRE, *Notice sur Raymond Bordeaux*, dans le *Bulletin de la Société des Antiq. de Normandie*, t. IX, p. 15.

(13) HORACE, Od. I, XXIV, 9 et 10.

(14) Les *Concilia antiqua Galliæ*, de Jacq. Sirmond, furent publiés à Paris en 1629, 3 vol. in-fol. (Brunet).

(15) Voir note 48 de la préface.

(16) Voir plus haut, note 5.

---



## APPENDICE.

---

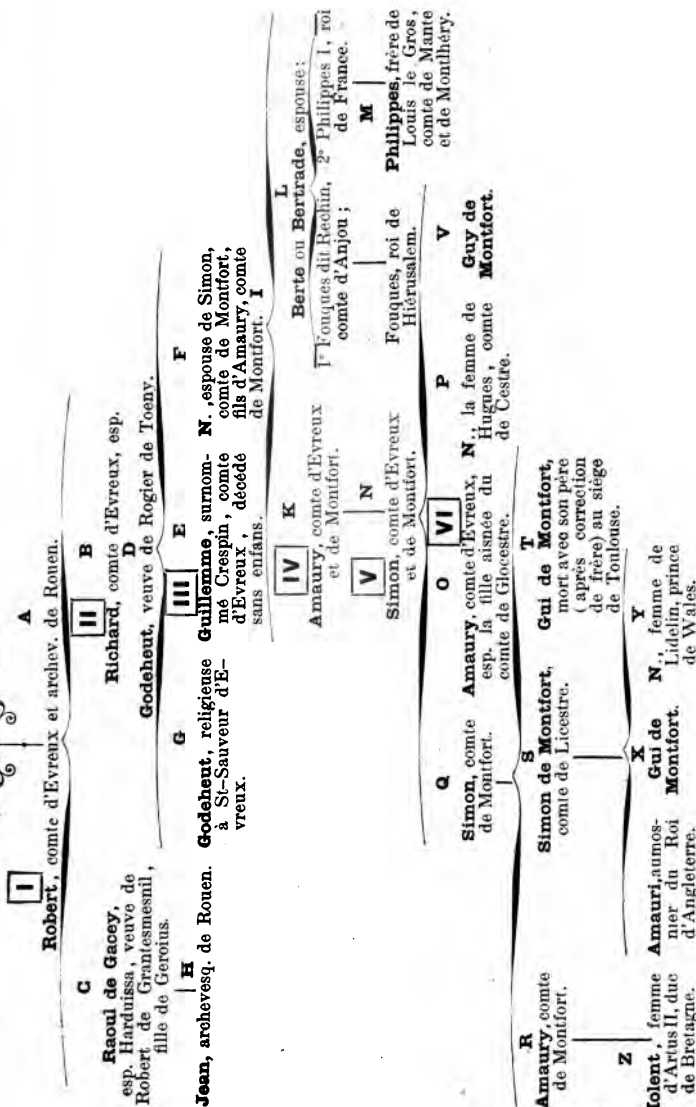
### GÉNÉALOGIE DES SIX COMTES D'ÉVREUX

#### ISSUS DES DUCS DE NORMANDIE

Par Jacques LE BATELIER

---

Généalogie des six comtes d'Évreux issus des ducs de Normandie qui ont possédé ce comté, érigé par Richard, fils de Guillaume Longue-Espée, en faveur de Robert, son fils puîné, par l'espace de 200 ans et plus, depuis l'an 992 jusques en l'an 1200 qu'il fut donné par Jean, Roy d'Angleterre et lors encores duc de Normandie, à Louis, fils de Philippes-Auguste, qui depuis succedda à son père au royaume de France, en faveur du mariage qui contracta avec Blanche, fille d'Alfonse, Roi de Castille, sa nièce.



**A.** Afin que la dignité d'archevesque lui fust conférée, Richard, son père, espousa Gonnor selon le rit de l'église chrestienne, de laquelle il avoit eu plusieurs enfans qui furent lors du mariage couverts du voile avec leurs père et mère (*Gemeticens.*, lib. VII, c. xxxvi); il succedda à Hugues en l'archevesché de Rouen, l'an 995 (*Idem*, lib. III, c. xix), décedda à Gemièges l'an 1042; il fut enterré aud. lieu au temple qu'il avoit faict bastir à l'honneur de la Vierge (*Malmesbur.*, lib. II), et lui succedda aud. archevesché Maugier (*Walsing.*, in *Hypodigm. Neustriæ*) et au comté d'Évreux Richard, son fils (*Gemeticens.*, lib. VII, c. xvii).

**B.** Il bastit et dota le monastère des religieuses de S. Sauveur d'Évreux (*Gemeti.*, lib. VI, c. xxii) l'an 1067, comme il apert par la charte qui est aud. monastère, à laquelle ont soubscript Meurille, arch. de Rouen, qui succedda à Maugier l'an 1060, Guillemme, év. d'Évreux, auquel succedda Balduin avant le mois de juliet 1067, et de Guillemme le Conquérant desjà Roi d'Angleterre, qui n'arriva plustost qu'aud. an 1067; ceste charte sans datte commence ainsi : *Ego Ricardus archipræsulis Roberti filius gratia Dei et electione Ricardi senioris avi mei Nortmannorum Principis Ebroicæ civitatis comes electus ac constitutus, etc.*

**C.** Il espousa en premières noces Harduissa, fille de Geroius, veuve de Robert de Grentesmesnil, et en secondes Basilia, fille de Girauld Flatel, laquelle, après son décès, se remaria à Hugues de Gournay (*Gemeti.*, lib. VII, c. xxxvii); il fut élu tuteur de Guillaume le Conquérant après le décès de Robert,

son père, l'an 1035 (*Idem*, lib. VI, c. iv). Gacey est un bourg dans le bailliage d'Évreux, vicomté d'Orbec, distant d'Évreux de quatorze lieues.

**D.** *Gemeti.*, lib. VI, c. iv, en fait mention sans exprimer son nom qui est en lad. charte de la fondation du monastère de S. Sauveur.

**E.** *Gemeti.* parle de luy (lib. VI, c. iv ; lib. VII, c. xvii) ; il fut banni par Henry I, roi d'Angleterre, l'an 1112 (*Huntindon*, p. 320), où il faut lire sans la copulative *Et proximo anno exulavit rex consulem d'Evreux Wilelmum Crispin*, qui fut cause qu'il prist le party de Louis VI, roi de France, contre l'Anglois, et depuis l'an 1119 fut pris prisonnier et frappe par la teste Henri I d'Angleterre d'une telle force que combien que son coutelas n'eust peu faulser son casque, le sang néanmoins ne laissa de couler (*Walsing. hypod. Neustr., Math. Paris in Henrico I*). Il décedda sans enfans environ l'an 1120 et lui succedda Amaury de Montfort, fils de sa seur (*Gemeticen.*, lib. VI, c. xvii). En l'obitier de l'église d'Évreux, au 20 avril, il y a *obitus Wilelmi comitis Ebroicensis qui dedit 60 solidos et Almarici ejus nepotis*.

**F.** *Gemeticensis*, lib. VI, c. xvii.

**G.** Cela se justifie par la susd. charte de l'abbaye de S. Sauveur.

**H.** Il fut : 1° évêque d'Avranche sept ans deux mois, depuis fut archevesque de Rouen après le décès de Maurille, l'an 1069. (La chronique manuscrite de S. Estienne de Caen.)

**I.** Il estoit fils naturel de Robert, roi de France, qui érigea en sa faveur le comté de Montfort, qui

encore aujourd'hui en porte le nom, en l'an 1000 (Du Tillet, en l'hist. dud. Roy. *Chopin, de Domanio*, c. vi, n° II).

**K.** Avant qu'il eust succédé à son oncle, on l'appelloit comte de Montfort (*Sugerus, vita Ludov. Grossi. Gemetic.*, l. VII, c. xvii et xxxiv).

**L.** *Gemetic. locis citatis. Fragment. a Roberto ad mortem Philippi.*

**M.** *Sugerus*, page 112.

**N.** Il combatit en l'armée des exhérez contre Estienne, Roy d'Angleterre, l'an 1142 (Huntindon, l. VIII). Depuis, ayant suivy le party de Henry II, il mit en son pouvoir les places qui lui apartenoient en France, comme Montfort et Espernon (*Robertus de Monte post Sigebert. anno 1160*), fut pris par Philippes, comte de Flandre, l'an 1174, soubscript au concordat fait à Yvri entre Louis VII, Roi de France, et Henri II d'Angleterre, touchant le voiage de la Terre Sainte, 1177 (*Hoveden in Henrico II*), augmenta le revenu dudict monastère de S. Sauveur, comme il apert en sa charte sans datte où il faict mention d'Amaury, son père, et en fin mourut l'an 1181, délaissant Amaulry, son fils aisné, successeur aux comtés d'Évreux et de la Roche, et Simon, son puisné, au comté de Montfort (*Robert. de Monte*). Son obit est célébré en lad. église d'Évreux le 12 mars, où il a faict de grands biens.

**O.** De son temps, au moien de la récompense qui lui fut baillée, le comté d'Évreux et ses apartenances fut donné à Louis, fils de Philip. Auguste, depuis Roi de France, pour la dot de Blanche, fille d'Alfonse, Roi de Castille, par Jean, Roi d'Angle-

terre, à condition qu'au cas qu'elle décédast sans enfans, ce comté retourneroit à l'Anglois (*Roger de Hoved.*, in *Joanne. Math. Paris*, p. 814) où il dit que Louis de France fit hommage au Roi Jean, lors duc de Normandie, à cause dud. comté.

**P.** *Robert. de Monte, anno 1171.*

**Q.** Il succedda aux terres de France que son père possédoit (*Robert. de Monte, an° 1181*), fut élu chef de l'armée contre les Albigeois l'an 1209 (*Walsing.*, in *Ypodig.*) et décedda assiégeant Tolose l'an 1218 (*Hist. Albigen.*, c. LXXXV).

**R.** Il succedda à son père à la conduite de l'armée contre les Albigeois (*Guil. Brito*, p. 385) et mourut à Montpensier l'an 1226 (*Hist. Albig.*, c. LXXXV).

**S.** Il se retira en Angleterre, estant disgracié et creignant l'indignation de la Reine Blanche, où il fut comte de Leicestre et sénéchal de Gascogne (*Walsing. in Ypodig. Neustr.*).

**T.** *Historia Albigenium.*

**V.** Il espousa la princesse de Sydon (*Historia Albig.*, c. LX).

**X.** Il espousa la fille de Rubeus, comte de Toscane (*Guil. Nangius in gestis Ludovici IX*).

**Y.** *Nangius, dicto loco*, p. 487.

**Z.** *Chopinus, de Domanio*, c. vi, n° II.

LE BASTELIER, S' d'AVIRON.

A                      *Robertus Rex Francorum*  
    |  
                                  *Amalricus filius naturalis comes Montisfortis.*  
    |  
                                  *Simon comes Montisfortis.*  
                                  Il esp. la sœur de Guillaume Crespin, fils de Richard,  
                                  comte d'Évreux.

---

*Amalricus*, comte d'Évreux,  
 héritier de Guill. Crespin,  
 son oncle.                      Berthe ép. Philippe I<sup>er</sup> et  
    Foulques Rechin.

Suit une généalogie étrangère aux comtes d'Évreux.

A. *Tilius in Roberto Rege Francorum. Camusat in pro-*  
*legomen. ad Hist. Albigen.*

## DEUX PIÈCES DE LA COLLECTION CLAIRAMBAULT

Par M. COVILLE.

---

MESSIEURS ,

Les deux pièces que je désirerais vous communiquer sont courtes et plutôt curieuses qu'importantes : elles proviennent de la collection Clairambault, Sceaux, vol. 217, fol. 9,823 à la Bibliothèque nationale. Je crois qu'elles sont encore inédites. Pour en bien comprendre la portée, quelques lignes de commentaire ne sont pas inutiles.

Nous sommes en 1398, par conséquent au milieu de la guerre de Cent-Ans. Cette guerre avait commencé par d'immenses désastres. Les journées de Crécy et de Poitiers avaient prouvé la faiblesse et l'incapacité des armées royales et surtout de la noblesse féodale. Sous Charles V, heureusement, Duguesclin, instruit par la triste expérience des règnes précédents, avait, sans grands moyens, avec de petites troupes bien conduites, livré des combats de détail et remporté de nombreux succès plus utiles que brillants. La confiance que sa valeur donnait aux hommes d'armes disparut avec lui. Cependant, avec Charles VI, la lutte contre l'Angleterre continua mollement, sans grande vigueur ; il y eut même trêve en janvier 1389, puis en juin 1389 (1).

(1) *Wallon*, Richard II, t. II, p. 20.



Le roi d'Angleterre, Richard II, désirait vivement la paix. Les Parlements, au contraire, qui représentaient l'opinion générale du peuple Anglais, l'excitaient à la guerre. Le danger restait ainsi toujours aussi grand pour la France, plus grand même depuis que Charles VI avait commencé, en 1392, à ressentir les premières atteintes d'un mal terrible et incurable. Le Parlement de janvier 1393, réuni à Winchester, accorda à Richard de gros subsides comme pour l'inviter à marcher de l'avant et à profiter de l'incertitude de la France (1). De plus, une alliance était préparée avec le duc de Bretagne : Nantes, Vannes, Quimper, Morlaix, etc., devaient recevoir des garnisons anglaises. Les conférences pour la paix, ouvertes à Leulinghen, le 6 avril 1393, avec les ducs de Lancastre et de Glocester d'un côté, de Berri et de Bourgogne de l'autre, ne semblaient pas devoir aboutir (2). Enfin, le 27 janvier 1394, se réunit un nouveau Parlement, et on ne pouvait en prévoir les conséquences (3). La reprise de la guerre était possible et vraisemblable. Tout dépendait des lords et des communes.

Le gouvernement de Charles VI chercha tous les moyens de se préparer à la lutte, d'organiser et d'exercer l'armée royale. Le règne précédent lui fournissait un exemple qu'il eut la sagesse de suivre. Une des grandes forces des armées anglaises, au temps d'Édouard III, ç'avait été l'habileté et la force des archers anglais qui avaient plusieurs fois

(1) *Rotul. Parl.* III, 301, 11.

(2) *Rel. de Saint-Deny*, XIV, 2.

(3) *Rotul. Parl.* III, 309. — *Wallon*, II, 72.

décidé de la victoire. En 1335, en effet, le roi d'Angleterre avait ordonné à « tout seigneur, baron, chevalier et honneste homme parmi le royaume d'Angleterre, que nuls ne jouast ne s'esbaniast ors que de l'arch à main et des saiettez... (1) » Le 1<sup>er</sup> juin 1363, en pleine paix, mais alors que des esprits perspicaces prévoyaient déjà d'une manière certaine le renouvellement des hostilités, l'ordonnance de 1337 fut remise en vigueur. Les exercices de tir avaient été négligés : « Voulant, écrit le roi à ses vicomtes, remédier à cette indifférence, nous vous ordonnons que dans votre comté vous fassiez proclamer que tout homme valide du comté, aux jours de fête, doit apprendre l'art de tirer de l'arc et s'y exercer. Défendez tous les autres jeux inutiles palet, quilles, combats de coqs, etc., sous peine de prison. » Pour plus de sûreté, ces ordres furent réitérés le 12 juin 1365 (2).

Plus pratique que Philippe de Valois, Charles V imita le roi d'Angleterre. A la veille de dénoncer la paix de Brétigny, le 3 avril 1369, il fit expédier des lettres ainsi conçues : « Avons deffendu et deffendons par ces présentes tous jeux de dez, de table, de palmes, de quilles, de palet, de soules, de billes et tous autres telz jeux qui ne chéent point à exercer ne habilitier noz diz subgez à fait et usaige d'armes, à la défense de nostre dit royaume, sur paine de 40 sols parisis à appliquer à nous de chascun et pour chascune fois qu'il en cherra, et voulons et or-

(1) *Fronsart*, éd. Luce, I, 402.

(2) *Rymer*, Foedera, III, 79, 98.

donnons que noz diz subgez prennent et entendent prendre leurs jeux et esbatement à eulz exercer et habilliter en fait de trait d'arc et d'arbalestres, ès lieux et places convenables à ce ès villes et terrouoirs et facent leurs dons aux mieulx traians et leurs festes et joie. — Ordre est donné au prévôt de Paris d'en assurer l'exécution (1).

Il était urgent, en 1393, de renouveler ces sages prescriptions. C'est ici que se placent les pièces de la collection Clairambault. Le roi y montre l'incertitude de l'avenir, la possibilité d'une guerre longue et difficile. Il faut partout former de bons soldats et surtout de bons archers. Les mesures ordonnées à cet effet furent particulièrement appliquées dans cette Normandie, qui était la première exposée aux attaques et aux ravages des Anglais. Voici le mandement que Charles VI envoyait au bailli de Caux, le 30 avril 1393, peu après le Parlement de Winchester :

Charles par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Caux ou à son lieutenant, salut. Nous, pour certaines causes qui à ce nous ont meu et meuvent, avons ordonné estre faites unes luittes en nostre pays de Caux. Si vous mandons et commandons que icelles luittes vous faites crier à tel jour et lieu que bon vous semblera et mandez et envoieez querir touz les meilleurs luitteurs que vous saurez en notre dit pays, et pour le pris de la dicte luitte faites par le viconte d'Arques delivrer jusques à vint livres tournois, et par rapportant ces présentes et certiffi-

(1) *Ordonn.*, V, 172.

cacion, nous voulons icelles vint livres tournois estre allouée es comptes du dit viconte et rabatues de sa recepte per noz amez et feaulx gens de noz comptes à Paris sans contredit ou difficulté aucune, non obstans quelxconques ordonnances, mandemens, deffenses et autres choses à ce contraires. Donné à Abbeville, le derrenier jour d'avril l'an de grace mil CCCIIII<sup>xx</sup> et treze et le XIII<sup>e</sup> de nostre règne.

Par le Roy Mons. le duc d'Orliens, le viconte de Meleun et Messire Guillaume des Bordes presens.

NÉAUVILLE.

Il en était de même en Basse-Normandie au début de 1394. Le 1<sup>er</sup> février 1394, quatre jours après l'ouverture du Parlement anglais, du 27 janvier, le roi écrivait encore au bailli de Caen. Puis le lieutenant du bailli de Caen expédiait ce mandement aux vicomtes du bailliage, entre autres au vicomte de Falaise, le 28 février 1394 :

Guillaume le Fèvre, lieutenant-général de noble homme mons. Richart de Houdetot, chevalier, bailli de Caen, au viconte de Faloise ou à son lieutenant salut. Nous avons receus les lettres patentes du roy nostre sire contenentes la fourme qui ensuit : Charles, par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Caen ou à son lieutenant, salut. Pour ce que les trièves pièca prinses entre nous et nostre adversaire d'Engleterre n'ont à durez que jusques au jour de la Saint Michel prochainement venant et ne savons quel appointment ou acord nous ou nos gens pourrons trouver à ceste prochaine journée qui se

doit tenir ce premier jour de mars pour le traité de la paix avecques nostre dit adversaire d'Angleterre et ses gens commis ad ce de par lui, pourquoy il nous est néccessité de nous pourveoir pour la guerre en toutes les manières que nous pourrons et saurons, nous vous mandons et commandons expressement que vous facies crier solennelment par toutes les villes et lieux de nostre bailliage ou on a acoustumé à faire cris que chascun qui a povoir et faculté à ce, se esbate et emploie doresenavant aux jours de feste à jouer de l'arbaleste ou de l'arc et non à autre jeu, et que ainsi le continuent sur certaines paines a apliquer à nous. Et semblablement le dictes et enjoignies de par nous aux autres juges des villes de vostre dit bailliage que ainsi le facent fere et crier en leurs lieux et juridicions, et advisies et eulx aussi aucun jouel de petite valleur qui se donnera chascun mois à celui qui miex saura jouer et traire de l'arbaleste, ou de l'arc ou aucune autre voie par quoy la chose soit continuée et entretenue doresenavant, et ceulx qui de ce seront refusans ou en demeure, punissies ainsi que vous verres estre à faire, et gardes que en ce n'ait aucun deffault. Donné à Saint-Germain-en-Laye, le premier jour de février, l'an de grace mil CCCIIII<sup>xx</sup> et tresze, et de nostre regne le XIII<sup>e</sup>. Ainsi, signéez : par le Roy en son conseil Mess<sup>rs</sup> les dus (*sic*) de Bourgongne et d'Orléans et plusieurs autres présens. Gontier. Par vertu desquelles lettres et pour icelles acomplir, nous vous mandons que les dictes lettres vous acomplissiez de point en point juxte leur fourme et teneur, et icelles faictes crier et publier par tous les lieux de

vostre dicte viconté acoustumes à faire cris. Ce faictes sy et par telle manière que par vous n'y ait deffault. Donné à Faloise, le pénultimé jour de février l'an mil CCCIIII<sup>xx</sup> et tresze.

Collation faicte.

HARDEVILLE.

Ces précautions furent pour le moment inutiles, car le Parlement autorisa Richard II à continuer les négociations pacifiques avec la France, et la trêve fut renouvelée en mai 1374.

Ces documents peuvent servir de commentaire pour un intéressant passage de l'Histoire de Charles VI, de Jouvenel des Ursins, où il est question de tous ces faits d'une manière générale :

« Et pour ce que souvent les Anglois usent de paroles déceptives, fut advisé qu'on revisiteroit les bonnes villes, et qu'on les fortifieroit. Et en outre fust défendu qu'on ne jouast à quelque jeu que ce fust, sinon à l'arc ou à l'arbalestre. Et en peu de temps les archers de France furent tellement droits à l'arc qu'ils surmontoient à bien tirer les Anglois et se mettoient tous communément à l'exercice de l'arc et de l'arbalestre. Et, en effet, si ensemble se fussent mis, ils eussent esté plus puissans que les princes et nobles. Et pour ce, fut enjoint par le roy qu'on cessast, et que seulement y eut certain nombre en une ville et pays d'archers et arbalétriers. Et ce après commença le peuple à jouer à autres jeux et esbatemens, comme ils faisoient auparavant (1). »

(1) *Jouvenel des Ursins*, éd. Buchon, p. 385.

Ainsi, la noblesse féodale du XIV<sup>e</sup> siècle, préférait, une fois de plus, son intérêt égoïste au salut du royaume.

A regarder plus près de nous, les pièces qui viennent d'être citées peuvent prouver que, en France, et particulièrement en Normandie, les concours de tir et de gymnastique ne datent pas d'hier.

## A PROPOS DE LA FOSSE DU SOUCY

### NOTE ADDITIONNELLE

Par M. A. JOLY.

---

Dans une note insérée dans le 19<sup>e</sup> volume des Mémoires de la Société (1), je donnais l'explication d'un mot qu'on ne rencontre dans aucun lexique. le mot *Soucy* qu'on retrouve en Normandie dans le nom de la *Fosse du Soucy*, auprès de Bayeux. Je voudrais ici dire, en deux mots, comment cette explication m'a paru dernièrement fortifiée et confirmée, en rencontrant dans deux localités de France, fort éloignées l'une de l'autre, et fort éloignées de Bayeux, ce même mot appliqué dans des conditions identiques, et, dans les deux cas, comme

(1) V. *Mémoires de la Soc. des Antiq. de Normandie*, année 1876, et *La Fosse du Soucy*. Paris, Vieweg, 1876.

à Bayeux, associé à l'idée de *perte* d'une rivière ou d'un cours d'eau, à sa disparition momentanée à travers une crevasse souterraine. Dans les deux cas aussi, la signification première semble tout à fait oubliée, et, comme on dit à Bayeux Fosse *de Soucy* et non *du Soucy*, on dit ici Creux *de Soucy* et Pas *de Soucy*.

En Auvergne, près du lac Pavin, au pied du Puy de Monchalme, qui s'élève au sud du lac, on trouve le *Creux de Soucy*, profond de vingt mètres et rempli d'eau à la hauteur de deux mètres. On croit dans le pays qu'il est en communication souterraine avec le lac Pavin. Le mot de Soucy s'appliquerait à cette communication. Il voudrait dire ici, comme à Bayeux, une fissure, une brèche du sol par laquelle l'eau s'écoule et disparaît.

Dans le département de la Lozère, sur le cours du Tarn supérieur, dans un site des plus pittoresques, on rencontre un *Pas de Soucy*. « Là, dit une description récente (1), toute navigation est interrompue ; nous sommes à la perte du Tarn... Le Tarn disparaît, écrasé sous un bloc de rochers énormes... Le Tarn s'engouffre sous ces blocs... puis remonte en gros bouillons à quatre cents mètres environ de distance et reprend son cours apparent (c'est-à-dire extérieur, cessant d'être souterrain) au milieu de brisants qui, peu à peu, disparaissent. »

C'est toujours, on le voit, ce nom de Soucy

(1) V. *Le Gagnon du Tarn*, par A. Lequeutre, *Tour du Monde*, t. XXV, p. 289. Paris, Hachette, 1886.



appliqué là où un cours d'eau disparaît par une ouverture mystérieuse que la nature a pratiquée dans la terre (1).

Je rappelais tout à l'heure que la vraie forme du nom devait être Fosse *du* Soucy et non *de* Soucy. Je trouve à ce propos un appui inattendu chez un poète normand qui a laissé un nom dans l'histoire littéraire, chez Segrais, et j'y vois en outre une preuve que cette forme s'était perpétuée jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle.

La Fosse du Soucy a eu en effet les honneurs de la poésie. Dans son poème d'Athis (2), Segrais a signalé cette curiosité naturelle. Il nous apprend qu'elle était bien connue de son temps. Il l'appelle « ce célèbre endroit, une si grande chose »; il en fait une des merveilles du monde, il prétend qu'elle est « fameuse par tout l'univers. » Il en a donné une description empreinte d'une singulière exagération, soit par patriotisme local, soit pour obéir à une

(1) M. Onésime Reclus, dans le livre qu'il vient de publier (*En France*, Hachette, Paris, 1886) a un passage (p. 182) qui s'accorde tout à fait avec mon interprétation « Souci, Soucy, nom générique, se retrouve dans diverses contrées, en ancien pays d'oc, comme en ancien pays d'oïl. Il désigne le creux où se perdent les eaux. Tels sont entre autres le Souci de Cubjac (Dordogne) où s'engouffre la moitié de l'Auvezère et le Souci de Pierrefiche (Aveyron), etc. Seulement M. O. Reclus ne s'est pas préoccupé de savoir d'où venait le mot. On a vu par quelle série de déductions nous étions arrivés à en établir la vraie signification et à remonter jusqu'à ses origines.

(2) V. *Athis*, chant II, v, 238. V. aussi la carte reproduite par M. Gasté, *Notes sur Segrais*. Caen, 1887.

théorie chère au XVII<sup>e</sup> siècle, qui veut que le premier devoir de la poésie soit d'agrandir toute chose. Après avoir promené son héros parmi

Tant de vastes campagnes,  
Tant de larges vallons, tant de hautes montagnes

dont la présence en ce lieu étonnera beaucoup ceux qui sont familiers avec la géographie de cette partie du Bessin, le poète ajoute :

Un lieu qu'on nomme encor la *Grotte du Souci*,  
Nous dit que sa douleur l'a fait nommer ainsi ;  
Et l'on croit que ce fut pour la longue retraite  
Qu'en ce célèbre endroit ce triste amant a faite.  
Longtemps il admira ce *gouffre* merveilleux  
Qui par tout l'univers est *maintenant fameux*,  
Cet *abîme* admirable où deux *grandes* rivières  
*Loin* du vaste Océan s'engloutissent entières,  
Et par *mille* canaux cachés et souterrains,  
Vont dérochant leur course à l'aspect des humains ;  
Mais certes en ce point un si *grande* chose  
Mérite bien qu'au moins on en sache la cause.  
Le berger l'ignorait, *mille* et *mille* aujourd'hui  
Qui *l'admirent* encor l'ignorent comme lui.

Je crois inutile de reproduire l'explication de Segrais. Je renvoie au poème ceux qu'elle pourrait intéresser. Elle vaut ses interprétations étymologiques. Nous ne nous arrêterons certainement pas à discuter celle que l'on voit qu'il donne du nom de Soucy, froid jeu de mots sur la douleur ou le *souci* d'Athis, souci que lui a causé un amour méconnu

et dédaigné pour la nymphe Isis, selon les données ordinaires du poème pastoral au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle. On remarquera cependant cette transformation qui, de *la fosse*, simple déchirure du sol, fait pour les besoins de la poésie une *grotte*. Il semble même que le poète veut qu'Athys y ait cherché un asile : on déflerait bien le plus désolé des amants de l'Églogue de se retirer dans la grotte du Soucy. Tout ce que nous voulons retenir de ces inventions plus que médiocres, que Segrais croit poétiques et qu'il emprunte plus ou moins à Virgile et à Ovide, c'est, comme nous le disons plus haut, la vraie forme du nom qu'il constate tout en le transformant.

## UNE LETTRE DE MONTCALM

CONSERVÉE AUX ARCHIVES DU CALVADOS

Note de M. Gaston LE HARDY.

---

M. l'Archiviste du département a bien voulu me signaler une lettre du marquis de Montcalm, qu'il a trouvée dans un des curieux dossiers provenant du marquis de Cresnay. Il eut en outre la complaisance de collationner la copie que je m'empressai de faire et m'a permis ainsi de vous présenter avec confiance ce souvenir d'une de nos gloires nationales, inexplicablement négligée.

Louis-Joseph de Montcalm-Gozon, issu d'une race chevaleresque, était un des arrières-neveux du lé-

gendarme Déodat de Gozon, le vainqueur du dragon de l'île de Rhodes.

Il était né en Rouergue, le 28 février 1712. Le 16 août 1721, il entra comme enseigne au régiment de Hainaut. — Un enseigne de neuf ans et demi !

Le jeune frère de ce très jeune officier ne vécut que six ans et onze mois, et tous les dictionnaires biographiques ont inscrit le nom de cette pauvre petite victime du zèle pédagogique, qui, surchargée de grec, d'hébreu, de latin, d'histoire romaine, de blason et de géographie, succomba à une maladie de cerveau, en 1726.

Le jeune militaire reçut aussi une instruction littéraire très soignée, mais s'il devint un helléniste distingué, à 17 ans, il reçut son brevet de capitaine, et la vie militaire le sauva sans doute.

Il avait 31 ans quand il quitta le régiment de Hainaut-Infanterie pour devenir colonel du régiment d'Auxerrois, en 1743.

En 1747, il fut nommé brigadier et chevalier de St-Louis. Il venait de faire la campagne d'Italie, sous le maréchal de Maillebois, avait reçu trois blessures sous Plaisance, et les deux coups de sabre qu'il avait à la tête n'étaient pas encore guéris, qu'il repartait, la tête enveloppée de bandages, et tombait atteint de deux coups de feu à l'affaire où le chevalier de Belle-Isle fut tué.

Il fut fait mestre de camp et autorisé à lever un régiment de son nom.

Devenu maréchal de camp, il fut choisi, le 20 octobre 1756, pour aller à la Nouvelle-France, avec le titre de lieutenant-général des armées du Roi.

La belle conquête de Champlain, des Jésuites et des autres Missionnaires catholiques, était dès lors condamnée à l'abandon.

Le marquis de Montcalm était bon pour laisser à nos frères du Canada le souvenir d'un des plus nobles types de la vieille patrie Française, celui du vrai chevalier, le chrétien sans peur et sans reproche.

Voici comme le *Mercure de France*, dans un article du numéro de janvier 1760, rappelle ses services en Amérique :

« C'est là qu'il a fait voir à quel degré il réunissait la bravoure du soldat et la grandeur d'âme du héros ; la prudence du conseil et l'activité de l'exécution ; ce sang-froid que rien n'altère, cette patience que rien ne rebute, et cette résolution courageuse qui ose prétendre au succès, dans des circonstances où la timide spéculation aurait à peine entrevu des ressources.

« C'est là qu'au milieu des sauvages, dont il était devenu le père, on l'a vu se plier à leur caractère féroce, s'endurcir aux mêmes travaux, et se restreindre aux mêmes besoins ; les apprivoiser par la douceur, les attirer par la confiance, les attendrir par tous les soins de l'humanité compatissante, et faire dominer le respect et l'amour sur des âmes également indociles au joug de l'obéissance, et au frein de la discipline.

« Il était venu à bout de les conduire sans leur donner ni vin ni eau-de-vie, ni même les choses dont ils avaient un besoin réel, et dont on manquait à l'armée. Mais il avait le plus grand soin de leurs malades et de leurs blessés. — « Il connaît, disaient-ils,

nos usages et nos manières comme s'il avait été élevé au milieu de nos cabanes. »

« Lorsqu'il reçut, à Chouëguen, la nouvelle que le roi l'avait honoré du Cordon Rouge (insigne des commandeurs de St-Louis), ils vinrent le complimenter.

« Nous sommes charmés, lui dirent-ils, de la  
« grâce que le grand *Ononthio* vient de t'accorder,  
« parce que nous savons qu'elle te cause de la joie.  
« Pour nous, nous ne t'en aimons ni ne t'en estimons  
« davantage, car c'est ta personne que nous  
« estimons et que nous aimons. »

Des fatigues et des dangers sans nombre, et inconnus en Europe, n'ont jamais ralenti son zèle. Tantôt présent à des spectacles dont l'idée seule fait frémir la nature, tantôt exposé à manquer de tout, et souvent à mourir de faim, réduit pendant onze mois à quatre onces de pain par jour, mangeant du cheval pour donner l'exemple, il fut le même dans tous les temps pour la cause de sa patrie et pour la gloire de son roi.

C'est là qu'il a exécuté des choses presque incroyables, et que nos ennemis eux-mêmes ont regardées comme des prodiges ; qu'avec six bataillons français et quelques troupes de la colonie, non seulement il a fait tête à 30, 40, 50,000 hommes, mais qu'il leur en a imposé partout, les a vaincus, les a dissipés, jusqu'à la malheureuse journée où vient de périr ce grand homme.

Arrivé dans la colonie en 1756, il arrête par ses bonnes dispositions l'armée du général Loudon, au lac St-Sacrement (aujourd'hui lac Georges), laisse

des instructions au chevalier de Lévis, commandant en second, revient à Montréal et marche rapidement au lac Ontario où il trouve trois bataillons français et environ douze cents hommes des milices du pays.

Avec cette petite armée, qu'il assemble à Fontenac, il court à Chouëguen, y aborde sous le feu de dix, douze et vingt pièces de canon que l'Anglais avait sur ce lac, forme un siège, ouvre une tranchée et enlève en cinq jours à l'ennemi les trois forts : le fort Ontario, le fort Chouëguen, et le fort Georges.

Il y fait 1742 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient 80 officiers et deux régiments de cette brave infanterie anglaise qui avait combattu à Fontenoy.

Il rase les forts, revient à Montréal et retourne au lac St-Sacrement avec ses troupes victorieuses.

Là, il fait face de nouveau au général Loudon, qui est obligé de se retirer à Albani sans avoir osé l'attaquer malgré la supériorité de ses forces.

Il revint de cette expédition à la fin de novembre, sur les glaces, souffrant depuis plus de deux mois un froid excessif, et ayant parcouru, depuis le mois de juin, environ 800 lieues de pays déserts.

La campagne de 1757 ne fut pas moins surprenante. M. de Montcalm réunit ses forces, consistant en 6 bataillons de troupes réglées, environ 2,000 hommes de milice, et 1,800 sauvages de 32 nations différentes à la chute du lac St-Sacrement.

Là, il divise son armée en deux parties. L'une marche par terre, se frayant une route à travers des montagnes et dans des bois jusqu'alors inconnus. L'autre est embarquée sur le lac.

Après 14 lieues de marche, il entreprend de forcer l'ennemi retranché dans son camp sous le fort Guillaume-Henry.

Ce fort est défendu par une garnison de 500 hommes continuellement rafraîchie par les troupes du camp. Il l'attaqua, il le détruisit, et, s'il ne retint pas la garnison prisonnière, ce ne fut que dans l'impossibilité où il eût été de la nourrir. Les habitants de Québec étaient alors réduits à un quarteron par jour.

Peut-être n'en serait-il pas resté là, s'il n'avait été obligé de renvoyer les milices pour faire la récolte, et de laisser partir les sauvages, dont quelques-uns étaient venus de 800 lieues, uniquement pour voir par eux-mêmes cet homme prodigieux.

Est-ce pendant cette campagne que Montcalm écrivit la lettre que voici au marquis de Cresnay ?

Au Camp de Carillon, le 24 juillet 1757.

MONSIEUR LE MARQUIS DE CRESNAY,

C'est moi, Monsieur, qui ai des remerciements à vous faire de toutes les politesses dont j'ai été comblé pendant ma traversée par M. le chev<sup>r</sup> de Cresnay. Vous m'honoriez, en Bohême, de trop d'amitié pour n'être pas persuadé que vous avez pris un grand intérêt à tout ce qui me regardoit, et j'en suis très reconnaissant. Je chercherai dans ce nouveau monde à faire tous les plaisirs possibles à M. Dauseville, que vous me recommandés. Il m'a remis hier votre lettre, et m'a joint au moment où nous pourrions avoir besoin des officiers d'artillerie.



Les ennemis ont eu de grands projets sur Louisbourg et sur Québec. L'arrivée des escadres les a fait échouer pour Louisbourg, et les empêchera d'agir sur Québec. Nos avis, toujours incertains, nous faisoient plus craindre au commencement de la campagne pour la Belle-Rivière qu'à présent. Vous aurès vu par les nouvelles que l'hiver n'a pas été un temps d'inaction. La colonie, malgré nos succès, a été dans la situation la plus critique, par le défaut de vivres et le retard de l'arrivée des bâtiments, cela nous a empêché d'opérer de bonne heure, et c'eût été décisif; l'ennemi aura eu le temps de se rassembler et notre besogne en est incertaine. D'ici à quinze jours, nous devons nous être vus de près. De concilier 1,600 sauvages, de donner une forme à l'arrangement de 3,000 miliciens, de faire faire un *portage* de trois quarts de lieues à 350 bateaux, l'artillerie, les munitions de guerre et de bouche ne font pas une petite occupation.

Voilà ma besogne ~~actuelle~~, Monsieur, et quelqu'en soit le succès où la bonne fortune, aura peut-être plus de part que le bien joué. Soyez sûr que je me dévoue à la besogne sans ménager ma santé. Mille choses de ma part à Messieurs vos Fils. Faites la paix l'hiver prochain, et que le chev<sup>r</sup> de Cresnay vienne me chercher.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

MONTGALM.

Ce 27.

Depuis ma lettre écrite, nous venons d'avoir deux avantages de quelque considération sur l'ennemi. Un détachement de 350 hommes, commandés par un colonel, cinq capitaines, cinq lieutenants et un enseigne a été entièrement défait par un de nos partis. Ça a été un combat naval sur le St-Sacrement entre 22 berges anglaises, et nos canots d'écorce. Il ne s'est sauvé que deux berges. Nous avons 164 prisonniers, y compris 5 officiers et 13 blessés. On a tué une centaine d'hommes aux ennemis qui ne se sont pas deffendus.

Un autre détachement de 200 hommes a été par le fond de la baye jusques vers le fort Lidiu où les ennemis ont fait prendre les armes à tout leur camp et n'ont pas osé suivre notre détachement qui leur avoit déjà égorgé un poste avancé. Il y a eu une grande fusillade de part et d'autre où nos sauvages doivent leur avoir tué d'autant plus de monde qu'ils tiroient à leur manière, qui est bonne, et les Anglais à l'européenne. Ces sauvages n'ont ramené qu'un prisonnier et rapporté 32 chevelures. Ils ont tué beaucoup d'hommes dont il n'eût été ni sage, ni prudent d'aller chercher la chevelure au milieu des rangs. M. de *Corbières*, lieutenant de troupes de la Colonie, ci-devant page du Roy, commandoit le premier détachement; M. Marin, lieutenant des mêmes troupes, commandait le second.

Cette lettre est datée du 24 juillet 1757, mais elle est écrite *au camp de Carillon*.

Chose étrange, le nom de Carillon ne m'a fait faire que des recherches infructueuses. Vivien de Saint-Martin ne le donne pas dans son grand dictionnaire, et nous sommes si pauvrement renseignés sur ce qui fut la nouvelle France, que je n'ai pu arriver à déterminer la situation de ce camp.

Cependant, le souvenir d'un des plus glorieux faits d'armes qui ait honoré l'histoire de nos colonies, aurait bien mérité que ce nom fût moins ignoré.

En effet, après avoir souffert d'une affreuse disette pendant tout l'hiver, au printemps la colonie semblait être à deux doigts de sa perte.

Montcalm n'avait reçu de France que deux bataillons très affaiblis par une épidémie qui les avait décimés pendant la traversée.

Les Anglais, eux, avaient été renforcés par plusieurs régiments venus d'Europe, conduits par le général Abercromby.

Retardé par le défaut de vivres, Montcalm ne put se mettre en marche avant le mois de juin. Toutes ses forces consistaient en huit bataillons affaiblis, les uns par les pertes de la campagne précédente, les autres par la maladie. Il avait en tout 3,300 hommes sous les armes, et c'est avec cette poignée de monde qu'il se porta sur la frontière du Saint-Sacrement, au devant d'Abercromby, qui s'avancait à la tête d'une armée forte de 27,000 hommes.

Voici comme Le Mercure raconte l'affaire :

« M. de Montcalm reconnaît et choisit lui-même une position avantageuse sur les hauteurs de Carillon ; il y fait tracer un retranchement en abattis,

laisse un bataillon pour commencer l'ouvrage, et en même temps pour garder le fort ; puis avec sa petite armée il se porte audacieusement quatre lieues en avant, envoie reconnaître et reconnaît lui-même la marche de l'ennemi, l'examine, le tâte, lui en imposant par sa contenance.

« Cette manœuvre, digne des plus grands maîtres, ralentit l'ardeur de la multitude ennemie, et occasionne dans ses mouvements une lenteur dont M. de Montcalm sait tirer avantage. »

Ceci se passait le 7 juillet 1758. Il écrivit le soir en ces termes à M. Doreil, commissaire ordonnateur :

« Je n'ai que pour huit jours de vivres, pas un seul sauvage, ils ne sont point arrivés ; j'ai affaire à une armée considérable ; malgré cela je ne désespère de rien, j'ai de bonnes troupes.

« A la contenance de l'ennemi, je vois qu'il tâtonne. Si, par sa lenteur, il me donne le temps de gagner la position que j'ai choisie sur les hauteurs de Carillon et de m'y retrancher, je le battrai. »

M. de Montcalm se replia dans la nuit du 6 au 7, et fit faire à la hâte son retranchement auquel il travailla lui-même.

L'abattis n'était pas encore achevé lorsqu'il fut attaqué le 8 juillet par 18,000 hommes avec la plus grande valeur.

M. le chevalier de Lévis, commandait la droite de notre armée, M. de Bourlamaque la gauche, M. de Montcalm le centre.

L'ennemi, toujours repoussé, revient sept fois à la charge, ou plutôt on combat sept heures presque sans relâche, depuis midi jusqu'à la nuit. Alors le

découragement et l'effroi s'emparent des Anglais, et, cherchant leur salut dans la fuite, ils se retirent l'espace de douze lieues, jusques vers les ruines du fort Georges, laissant en chemin leurs blessés, leurs vivres et leurs équipages.

Cette journée coûta à l'ennemi, de son propre aveu, 6,000 morts ou blessés.

Le marquis de Montcalm était partout. Ses dispositions avaient préparé la victoire, son exemple la décida. Les soldats, pendant le combat, criaient à chaque instant : Vive le Roi et notre Général !

C'est cette confiance portée jusqu'à l'enthousiasme qui fait le sort des batailles.

Le vainqueur, aussi modeste dans le triomphe qu'intrépide dans le combat, écrivant du champ de bataille, à huit heures du soir, s'exprimait ainsi : « L'armée, et trop petite armée du roi, vient de battre ses ennemis. Quelle journée pour la France ! Si j'avais eu deux cents sauvages pour servir de tête à un détachement de mille hommes d'élite dont j'aurais confié le commandement au chevalier de Lévis, il n'en serait pas échappé beaucoup dans leur fuite. Ah quelles troupes, mon cher Doreil, que les nôtres ! Je n'en ai jamais vu de pareilles. Que n'étaient-elles à Louisbourg ! »

Dans la relation qu'il envoya le lendemain à M. le marquis de Vaudreuil, après avoir fait l'éloge des troupes en général, celui de MM. de Lévis, de Bourlamague, officiers supérieurs et de la plus grande distinction, il ajoutait :

« Pour moi, je n'ai que le mérite de m'être trouvé général de troupes aussi valeureuses. »

Il eut toujours la même attention de rendre à chacun de ses officiers la part qu'ils avaient à sa gloire. J'ai lu dans une lettre qu'il écrivit du camp de Carillon, le 28 septembre : « M. le chevalier de Lévis, qui connaît très bien cette frontière, y a fait les meilleures dispositions du monde, et je les ai suivies. »

Le lendemain de la bataille, quand ceux qui avaient succombé furent enterrés, Montcalm fit dresser une grande croix sur leur tombe.

Je demande pardon à la Compagnie de l'avoir retenue si longtemps à propos d'une lettre dont le destinataire seul était normand.

Mais j'espère qu'on m'excusera d'avoir esquissé cette belle figure de héros chrétien, près de laquelle on ne peut passer indifférent.

Les Anglais, ses ennemis, lui rendirent eux-mêmes de suprêmes honneurs quand ils entrèrent enfin dans Québec, un an après la bataille de Carillon; ils laissèrent les survivants des soldats de Montcalm déposer le cadavre de leur général dans la fosse martiale qu'une bombe avait creusée en éclatant au milieu de l'église des Ursulines de la ville de Québec, et plus tard ils associèrent dans un même monument la gloire de Wolf, leur chef, à celui du grand vaincu.

Nous qui sommes plus ou moins insciemment les arrière-neveux de tant d'héroïques compagnons du grand Marquis, nous saluons sa gloire trop oubliée.

---

## NOTE SUR L'ABRI DU MONT-JOLY (1882)

Par M. COSTARD.

---

La question d'habitation est une des premières et des plus sérieuses dont les hommes ont dû s'occuper ; les grottes naturelles et les rochers surplombants ont été certainement leurs premiers refuges. C'est d'un refuge de ce genre que je vais essayer de donner une esquisse.

Il y avait sur le Mont-Joly un atelier pour la taille du silex de l'époque néolithique ; d'après la quantité et la variété des objets qu'on y récolte, cet atelier devait être considérable. On y trouve aussi de petites pièces paléolithiques de forme ovoïde et amygdaloïde, mais en si petite quantité que je ne saurais affirmer qu'il y ait eu là un atelier de cette époque.

La majeure partie des ouvriers qui travaillaient sur le Mont-Joly devait y avoir ses habitations.

Les huttes en branchages, semblables à celles que les sauvages élèvent encore aujourd'hui, ont disparu sans laisser de traces, mais il est certain qu'on a dû, à des époques éloignées, utiliser dans le même but les excavations et les cavernes naturelles.

En cherchant à mi-côte, parmi les blocs renversés souvent d'une manière très pittoresque, j'avais remarqué un rocher surplombant, assez saillant pour pouvoir couvrir facilement plusieurs personnes. Il est évident qu'on ne pouvait s'y tenir debout comme

dans une caverne, excepté cependant à l'entrée qui est assez élevée pour cela, mais sous la majeure partie de cette voûte, on pouvait s'y tenir assis ou couché.

Cet abri, qui est dû à l'inclinaison d'une masse de rochers, doit dater probablement de l'époque où a eu lieu le cataclysme qui a séparé la bruyère de Potigny de celle de Saint-Quentin (1) et formé la Brèche-au-Diable : dans cette dislocation, des blocs se sont détachés de la cime et ont roulé jusqu'au pied du mont ; d'autres se sont arrêtés à mi-côte, et enfin parmi ceux qui sont restés inclinés et comme suspendus, il s'est détaché une masse de roches qui a formé cet abri. L'ouverture mesure dans sa partie la plus haute 2<sup>m</sup> 30, la profondeur est de 2<sup>m</sup> 60 et la longueur 7<sup>m</sup> 50, mais il y a peu de saillie dans les bouts. Ce que j'appellerai le plafond est assez uni, il n'y a aucunes aspérités trop marquées et pouvant gêner les habitants ; en garnissant d'herbes, de feuilles ou de peaux l'aire de cette habitation, elle devait offrir un refuge excellent et qui n'était pas à dédaigner. La plus grande partie de l'ouverture devait être fermée avec des peaux ou avec des claies faites de branches d'arbres. Un petit mur en pierre grossièrement fait, haut d'à peu près 0<sup>m</sup> 60, formait une sorte de demi cercle devant l'ouverture, un petit passage avait été ménagé vers le milieu. Il est supposable que c'était sur ce petit mur que devait être appuyé ce qui servait à clore l'abri.

(1) On a donné le nom de Mont-Joly à cette partie de bruyère, depuis que Marie Joly y a été enterrée.



Ces dispositions se voient encore aujourd'hui.

Bien des siècles ont dû s'écouler pour que la couche d'humus que l'on constate à l'intérieur ait pu s'y former. Aidé de mon parent, M. Foucher, chercheur passionné de silex taillés, nous avons fouillé cette couche d'humus, mélange de gravier provenant de quartzite en décomposition. Au fond, dans un coin, j'ai trouvé une belle série de grattoirs variés, de beaux couteaux en silex noir et gris; toutes ces pièces ont été taillées avec une grande délicatesse, le tranchant est aussi vif que si elles venaient d'être fabriquées : je crois qu'elles n'ont jamais servi, car il n'y a pas le plus petit éclat enlevé par le service, ce qui a presque toujours lieu : c'était peut-être une réserve ?

En continuant les recherches, j'ai rencontré des perçoirs, burins, têtes de flèches, percuteurs, nucléus, et quantité d'autres outils accusant un long service, le tout avec de nombreux déchets informes de silex sans intérêt, mais annonçant qu'il y avait eu là un petit atelier. Il y avait aussi quelques débris de poteries faites au tour, dont quelques-unes assez minces sont couvertes d'une couche noire très épaisse; comme elle n'existe qu'extérieurement, elle est due probablement à l'approche du feu; d'autres fragments d'une pâte très grossière, provenant de vases faits à la main, sans l'aide du tour : il semble qu'on y distingue la trace de pression des doigts qui les ont façonnés : ces débris sont gris noirs de plusieurs épaisseurs, gris rougeâtres aussi de diverses épaisseurs; enfin, j'ai reconnu sept variétés de pâte; il n'y a aucunes lignes ou bourrelets déco-

ratifs sur ces débris, qui sont mal cuits, car la moindre pression les broie; malheureusement tous ces morceaux sont trop petits pour pouvoir restituer la forme et la dimension de ces vases; j'ai pu cependant retrouver le diamètre de l'ouverture de deux; un vase gris noir devait avoir 150 mill. et un gris rouge 204 mill.; quant à la hauteur et à la grosseur de la panse, je n'ai pu y songer, les morceaux ne le permettant pas.

J'ai continué les recherches, et, dans la couche inférieure, j'ai trouvé un beau fragment de tête de lance polutrénne. de beaux racloirs, quantité de pièces assez imparfaites, mais ayant toutes été taillées de main d'homme; tous ces silex sont blancs.

Après avoir fouillé à environ 50 centimètres de profondeur, nous avons rencontré une dalle plate un peu inclinée, mesurant 1<sup>m</sup>, 15 sur 0<sup>m</sup>, 70 de large; après l'avoir dégagée avec un très grand soin pour ne rien briser, au cas où elle aurait recouvert quelques objets fragiles, et l'avoir changée de place, j'ai constaté qu'elle était posée sur une terre rougeâtre remplie de gravier, et renfermant quelques silex blancs sur lesquels on pourrait bâtir des hypothèses, car ils paraissent très anciens, ils sont sans aucun travail marqué, mais ainsi placés, ils offrent un vaste champ aux suppositions.

D'après tous les objets récoltés sous cet abri, l'on peut affirmer qu'il a été habité, à plusieurs époques, peut-être très éloignées les unes des autres.

Cette petite découverte, qui est une des premières signalées dans nos régions, m'a donné près de

deux cents pièces, toutes intéressantes, la majeure partie est de l'époque néolithique. Il n'y en a que quelques-unes de l'époque paléolithique.

Je termine en recommandant aux géologues, aux archéologues et aux artistes qui ne connaissent pas la Brèche-au-Diable, d'aller y faire une excursion. Le site est admirable, et, malgré les explorations qui ont eu lieu, cette région réserve encore plus d'une découverte intéressante à ceux qui voudront sérieusement l'étudier.

---

## BIBLIOGRAPHIE ET NOUVELLES DIVERSES.

---

**BIBLIOGRAPHIE.** — *Recherches de la noblesse faite par ordre du Roi en 1666 et années suivantes, par messire Guy Chamillart, intendant*, publié intégralement et pour la première fois, par un membre de la Société des Antiquaires de Normandie, 2 vol. in-8°. Caen, Delesques, 1887. — *Notice historique sur l'ancien couvent de la Congrégation de Notre-Dame, à Carentan, 1635-1742*, par M. A. Desprairies, membre de la Société des Antiquaires de Normandie. Caen, Delesques, 1887. — *Liste des Manuscrits de la collection Mancel à l'Hôtel-de-Ville de Caen*, chez tous les libraires, 1887. — *Supplément à l'inventaire des Manuscrits mégalithiques d'Ille-et-Vilaine*, par Béziers. Rennes, 1886. — *Revue historique, archéologique et monumentale de l'arrondissement de Mortain*, par M. Hippolyte Sauvage, t. II, III, IV. — *Saint Regnobert, ou les Origines de l'église de Bayeux*, par l'abbé Lecointe, in-8°. Étienne Chesnel, 1887. — *Saint Taurin, premier évêque d'Évreux au I<sup>er</sup> siècle; nouvelles Recherches antiques et historiques*, par M. l'abbé Do, chanoine de Bayeux, in-8°. Caen, Delesques, 1887. — *Artistes Normands, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, par M. le marquis de Chennevières (*Revue de l'Art français ancien et moderne*, sep-

tembre 1886). — *L'affaire du 11 mars 1793 à Argenton*, par M. Vimont (*Bulletin mensuel de la Société Flammarion*). — *Flore populaire de la Normandie*, par M. Charles Joret, professeur à la Faculté des Lettres d'Aix, in-8°. Caen, Delesques, 1887). — *Les Esquisses du Bocage normand*, par Jules Lecœur, 2 vol. in-8°. Morel, Condé, 1887. — *Blason populaire de Villedieu-les-Poêles*; légendes, traditions, dictons comparés à ceux des autres provinces de France, par le compère Jean de La Cloche, batteur sur cuivre. A l'Enclume, Sourdinopolis, 1887.

Les questions généalogiques et nobiliaires — fort à la mode comme chacun sait depuis surtout que nous sommes en République — ont donné lieu, depuis quelque temps, à un très grand nombre de publications. Parmi les plus récentes, l'une des plus importantes est, sans contredit, l'édition en deux volumes, sans nom d'auteur, de la Recherche de l'intendant Chamillart, de 1666, si souvent citée, si souvent commentée.

L'intendant, dans son travail, a divisé les familles maintenues en trois catégories principales, ainsi que l'a fort bien indiqué M. Gustave Dupont, au chapitre du deuxième volume de son *Histoire du Cotentin et de ses Iles*.

Les plus anciennes familles nobles, reconnues et avouées, soit par titres, aveux, soit par possession immémoriale, composent la première; dans la seconde sont rangées les bonnes et très anciennes familles n'ayant pu produire leurs titres primitifs,

soit par poste pendant les guerres ou tout autre accident, mais pouvant justifier au moins de quatre degrés de noblesse sans anoblissement connu ; dans la troisième figurent les familles anoblies avant le 1<sup>er</sup> janvier 1611 ; tous les anoblissements, postérieurs à cette date, ayant été annulés et supprimés par la déclaration du Roi du mois d'août 1664.

Il convient aussi de remarquer que des copies de cette Recherche que l'on peut consulter, notamment à la Bibliothèque nationale à Paris, et à la collection Mancel, à Caen, contiennent en plus quatre autres parties, savoir : 1<sup>o</sup> l'état des anoblis par l'édit du mois de mai 1624, dit du Canada, rendu en faveur des associés de la Compagnie de la Nouvelle-France ; 2<sup>o</sup> l'état des anoblis postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1611, qui ont été confirmés par lettres-patentes et brevets postérieurement à la Déclaration de 1664 ; 3<sup>o</sup> l'état des usurpateurs de noblesse de la Généralité de Caen, dont quelques-uns étaient des descendants par bâtardise de maisons nobles ; 4<sup>o</sup> l'état des usurpateurs prétendus, maintenus sur leur pourvoi, par arrêt du Conseil d'État.

Tous ces documents, qui ne sont pas toujours absolument concordants, ont été reproduits par l'éditeur, dans un ordre méthodique, avec la plus scrupuleuse exactitude. Nous croyons même savoir qu'il prépare en ce moment un supplément qui améliorera encore le travail en rectifiant les erreurs qui y ont été signalées ou en complétant des indications jugées insuffisantes.

L'édition de la Recherche de Chamillart est une

publication bien connue et consciencieusement exécutée. Elle peut être consultée avec fruit, non seulement au point de vue nobiliaire, mais encore au point de vue historique. Une table alphabétique de tous les noms patronymiques ajoute à l'utilité du volume.

Dans une notice consacrée à l'ancien couvent de Notre-Dame, à Carentan, M. Desprairies a reconstitué l'histoire d'un établissement intéressant à tous les titres.

Avant la Révolution, les religieuses Augustines de Carentan représentaient seules, en Basse-Normandie, l'Ordre de la congrégation de Notre-Dame, institué en Lorraine en 1601, par le R. P. Fourier.

Les Augustines prenaient des pensionnaires et se vouaient à l'enseignement gratuit de la classe indigente.

La fondatrice de ce couvent fut Marthe de Faoucq, veuve de Jacques Dauxais, sieur du Bosq et du Breuil, seigneur et patron de Notre-Dame d'Allonne, Sertoville et St-Pierre-d'Artéglise.

Mais sur cette communauté, qui tint un rang distingué parmi les associations religieuses du diocèse, nous n'avions jusqu'ici que des renseignements insignifiants : une note de quelques lignes dans l'almanach de Bisson, année 1742, une simple mention de Toustain de Billy, et la publication sans commentaire de quelques documents, par M. de Pontaumont. M. Desprairies a substitué à ce maigre contingent une histoire complète que l'on peut considérer comme définitive.

Il en a trouvé les éléments dans un curieux manuscrit, conservé encore aujourd'hui au couvent de Carentan. Ce manuscrit porte pour titre : *Relation de la vie et des vertus de vénérable Françoise Thuret, dite Catherine de Jésus, première supérieure du monastère de Carentan.*

M. Desprairies a pu également consulter plus de trois cents actes disséminés dans les études de notaires, et beaucoup d'autres documents déposés aux archives de la Manche.

Le résultat de toutes ces recherches, qui fait honneur au zèle et au bon esprit de M. Desprairies, laisse au lecteur un profond sentiment de respect pour les pieuses filles de la congrégation de Notre-Dame.

Quand vint la tourmente révolutionnaire, la communauté, qui était gouvernée par Marguerite Morel du Fresne, en religion sœur Béatrix, ne connut plus une seule défaillance. Aucune religieuse ne se soumit au nouvel ordre de choses ; plusieurs furent poursuivies, condamnées à l'emprisonnement ou détenues comme suspectes.

Les bâtiments conventuels, dont quelques parties subsistent, présentent un certain cachet d'élégance : sur l'un des murs on remarque les débris d'un cadran solaire, avec cette devise, qui a échappé aux investigations de M. le baron de Rivières :

VIVE JÉSUS ET MARIE !

NOTRE DERNIÈRE NOUS EST CACHÉE.

SONGEZ PLUTÔT A L'HEURE DE LA MORT

QU'A LA PRÉSENTE.

---

Un anonyme vient de publier la liste complète des



manuscrits faisant partie de la collection Mancel, très convenablement installée à l'Hôtel-de-Ville de Caen. Cette énumération sommaire présente des lacunes et des défauts qu'il eût été possible d'éviter ; mais, telle qu'elle est, elle est encore appelée à rendre quelques services en attendant que le catalogue officiel soit publié.

Notons aussi, en passant, un catalogue d'un autre genre : le supplément à l'inventaire des monuments mégalithiques de l'Ille-et-Vilaine, par M. Béziers.

La Normandie, nous le reconnaissons, ne se recommande ni par le nombre ni par la beauté des monuments mégalithiques qu'elle renferme ; il n'en est pas moins fâcheux que personne n'ait songé à nous en donner une description méthodique et à en dresser la statistique. Quand tous ou presque tous auront disparu, on regrettera de n'avoir pas entrepris à temps une enquête aussi simple et aussi utile.

Nous tenons tout particulièrement à inscrire dans ce Bulletin deux ouvrages qui viennent de paraître et qui reprennent, au point de vue des diocèses de Bayeux et d'Évreux, la question, si souvent traitée dans ces derniers temps, de la date de l'évangélisation de notre pays et de sa conversion au christianisme. Dans une revue de ce genre, nous ne saurions songer à discuter un problème de cette importance et nous devons nous borner à quelques brèves indications.

Le premier de ces volumes intitulé : *Saint Re-*

*gnobert et les origines de l'église de Bayeux*, est dû à la plume du savant curé de Cormelles, M. l'abbé Lecointe. Le second a beaucoup plus d'étendue. Il porte pour titre : *Saint Taurin, premier évêque d'Évreux au premier siècle : nouvelles recherches critiques et historiques par M. l'abbé Do, chanoine de Bayeux*.

M. l'abbé Lecointe, sur la date de l'épiscopat de saint Regnobert, adopte le système déjà soutenu par M. l'abbé Do, par M. l'abbé Tapin et par l'historiographe du diocèse, M. l'abbé Laffetay. Sa brochure résume ces travaux recommandables, les complète et discute avec ordre et habileté les divers témoignages sur lesquels ils s'appuient.

L'œuvre de M. l'abbé Do se distingue également par ces qualités de méthode, de clarté et de convenance dans la discussion. Je ne sais si cette dissertation modifiera l'opinion accréditée chez beaucoup de personnes par Dubousquet, Tillemont, Le Brasseur, Auguste Le Prevost, pour ne citer que quelques noms, mais tous ceux, amis et adversaires qui la liront, ne pourront s'empêcher de rendre hommage à l'érudition du savant chanoine, à la conscience de ses recherches, à la sincérité de ses convictions, à la courtoisie de son argumentation.

Nous avons eu souvent l'occasion d'analyser les Notices consacrées par M. Sauvage à l'arrondissement de Mortain ; aujourd'hui, nous pouvons encore mentionner trois fascicules détachés de cette *Revue historique, archéologique et monumentale*. Ces monographies, qui s'inspirent visiblement du grand

ouvrage de M. Le Héricher sur l'*Avranchin*, concernent les cantons de Barènton, d'Isigny-les-Bois, de Juvigny-le-Tertre. Elles ajoutent quelques détails à ceux que l'auteur a consignés dans ses *Étrennes Mortainaises* et dans son *Mortainais historique et monumental*.

L'ancien Directeur des Beaux-Arts, qui fut aussi Directeur de notre Société des Antiquaires de Normandie, M. le marquis de Chennevières, auquel notre province a de si grandes et de si nombreuses obligations, continue, dans la *Revue de l'Art français*, des études à la fois neuves et intéressantes sur les artistes normands au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle.

L'article que nous avons sous les yeux est consacré tout entier à Georges de La Chapelle, Boucher, Doudeauville, Fauvel, de Fermanel, Baudouin, de Stockoye, Pierre Le Pelletier, Paul Lucas, Antoine Favray, Marin Étienne, Jean de Saint-Igny, de Lasson, Jean Joustel, Brodon, Potel, Charpentier, R. J. Charpentier, Joseph Chauvel de Cantepie, François Chauvel.

Dans les notes recueillies sur tous ces artistes, de fort inégale valeur, je relève en passant une appréciation très délicate et très judicieuse sur Daniel Huet :

« Daniel Huet, notre évêque d'Avranches, écrit  
« M. de Chennevières, le grand théologien, le grand  
« apologiste de l'Église française, celui que Joseph  
« de Maistre exaltait de pair avec Bossuet et Fénelon,  
« fut certainement le patriote le plus amoureux de  
« son pays natal, le plus raffiné sur les plus minces

« particularités dont se puisse enorgueillir la Normandie. Ce qu'il mit de soin et de conscience à « préparer les éléments de son livre excellent des « *Origines de la ville de Caen*, ne se peut bien juger « que par les questions dont il assaillait perpétuellement son souffre-douleur, le R. P. F. Martin, « docteur en théologie, au couvent des RR. PP. Cordeliers de Caen. »

On doit encore noter, dans cette étude, les détails relatifs à Chauvel de Cantepie, un artiste de grand mérite, et aux sculptures dont il décora notamment l'église d'Almenèches. Nous avons vu disparaître, dans ces derniers temps, avec un véritable sentiment de regret, un certain nombre d'œuvres remarquables du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles. Nous voudrions espérer que les jugements d'un homme aussi compétent que M. de Chennevières, pourront préserver de la destruction celles qui ont été jusqu'ici épargnées.

Jacques de Cantepie, qui ne prévoyait certainement pas ces variations de goût lorsqu'il s'appliquait avec tant d'ardeur à la décoration des églises de sa contrée, a été inhumé à St-Germain de Falaise. Son épitaphe a été relevée par M. Bouet. Nous la reproduisons ci-dessous :

ICY REPOSE  
HONORABLE  
HOMME JOSEPH CHAU  
VEL DE CANTEPIE  
BOURGEOIS DE CETTE  
VILLE, SCULPTEUR DE

L'ACADÉMIE ROYALE,  
LEQUEL S'EST ACQUIS  
PAR SA RELIGION ET  
BEAUX OUVRAGES  
L'ESTIME DE CEUX QUI  
L'ONT CONNU ET  
REMARQUÉ LA BEAUTÉ  
DE SES TRAVAUX. LA MORT  
NOUS L'A ENLEVÉ ( A L'AGE )  
DE 72 ANS LE 19 D'AVRIL  
1736. PRIEZ DIEU POUR  
LE REPOS DE SON AME.

Le travail de M. Vimont, publié dans le *Bulletin mensuel de la Société Flammarion*, sur l'émeute du 11 mars 1793, dans l'Orne, ramène sous notre plume le nom de la ville d'Argentan ; mais, hélas ! nous, quittons les régions sereines de l'art pour entrer dans le champ clos des agitations politiques. C'est, en effet, un des épisodes les plus curieux de l'histoire révolutionnaire en Basse-Normandie que M. Vimont s'est proposé de rappeler à notre souvenir. J'avais déjà eu l'occasion de m'en occuper moi-même, dans une notice consacrée au Tribunal criminel de l'Orne (1) ; l'écrivain argentanais, qui ne paraît pas en avoir eu connaissance, a ajouté aux renseignements puisés dans les documents judiciaires, des détails recueillis sur place ou extraits des archives publiques et privées de la localité. L'histoire ainsi

(1) *Le Tribunal criminel de l'Orne*, 1866. In-8°, ch. III, p. 51-68.

reconstituée, reflète encore l'animation de la lutte et les passions du moment. Elle n'en est pas moins intéressante et sera utilement consultée.

Dès sa fondation, en 1867, la Société de Linguistique, sur la proposition de M. Gaston Paris, avait inscrit dans son programme la composition d'une Flore populaire de la France.

Pour arriver à la réalisation de ce projet, un des anciens secrétaires de la Société, M. Havet, aujourd'hui professeur au collège de France, suggéra à notre compatriote, M. Charles Joret, l'idée de réunir les noms de plantes épars dans son Dictionnaire du patois du Bessin et de nous donner une Flore populaire de la Normandie.

Le désir exprimé par M. Havet a reçu aujourd'hui son exécution et le travail de M. Joret sera incontestablement l'un des éléments essentiels de cette grande Flore populaire que prépare M. Rolland, et qui laissera loin derrière elle, on peut l'affirmer sans témérité, toutes celles qui ont été déjà publiées jusqu'ici.

Le plan suivi par M. Joret a pour base la classification naturelle. Notre compatriote a pris, en effet, pour cadre, la Flore, si justement estimée de M. Alphonse de Brébisson, en y introduisant simplement des modifications portant sur deux ou trois familles que les auteurs de la *Nouvelle Flore française*, MM. Gillet et J.-H. Magne, ont rangées dans un ordre plus satisfaisant.

La Flore, proprement dite, est suivie d'un index général de noms vulgaires, qui permet de se reporter

aussitôt, du nom populaire et variable au nom scientifique et fixe. On a ainsi, d'un côté, dans l'index, les noms réunis par ordre alphabétique; d'un autre côté, dans la Flore, ces mêmes noms groupés autour du nom latin et scientifique dont ils sont les équivalents : « disposition ingénieuse, « qui permet de suivre d'un coup-d'œil quelles raisons ont pu amener le peuple à donner à des « espèces voisines ou éloignées des dénominations « identiques, mais grâce à laquelle, et ceci est plus « important, on peut encore se faire une idée de la « richesse vraiment extraordinaire dont la *Flore* « *populaire de Normandie* dispose pour désigner « certaines plantes qui, pour les botanistes, n'ont « le plus souvent qu'un seul et même nom. »

Le travail de M. Joret présente un autre genre de mérite. Non seulement il indique le plus grand nombre de dénominations spéciales à la Normandie, mais il fait connaître les localités où elles sont en usage et les formes dialectales aussi exactes que possible sous lesquelles elles se produisent.

Pour arriver à ce résultat, le savant professeur a parcouru lui-même la Normandie, il a fait appel aux érudits du pays, aux instituteurs, aux hommes ayant la pratique de la campagne et des paysans, et il ne s'est servi des listes de plantes, des dictionnaires de patois publiés avant lui, que comme moyen de vérification et de contrôle.

L'œuvre est consciencieuse et rigoureusement scientifique. On n'y voit pas des vocables du midi donnés audacieusement comme des vocables normands, et les désignations provenant du pays de

Bray ne sont pas confondues avec celles du Cotentin, de l'Avranchin ou du Bessin.

La Flore de M. Joret est précédée d'une introduction fort intéressante. L'auteur y passe en revue les travaux de ses devanciers, rend justice à l'initiative prise par M. Le Héricher, dans son *Essai sur la flore populaire de Normandie*, et indique en passant la contribution importante que les légendes relatives aux plantes apportent au Folklore de notre province.

C'est aussi au Folklore que se rattachent les Esquisses du Bocage Normand de M. Jules Lecœur, dont le deuxième volume vient de paraître.

En annonçant, il y a cinq ans, le premier volume, nous écrivions les lignes suivantes : « Il y a dans « les *Esquisses du Bocage normand* deux parties « distinctes. La première est une œuvre d'érudition « dans laquelle l'auteur passe en revue les opinions « émises avant lui, les systèmes imaginés par ses « devanciers ; la seconde est surtout une œuvre « d'observation directe et personnelle ; sans mécon- « naître la valeur de la première, c'est la seconde « que nous préférons. Elle est à la fois plus instruc- « tive, plus neuve, plus originale. »

Le jugement que nous portions sur le volume de 1883 est, à peu de chose près, celui que nous croyons pouvoir formuler sur le volume de 1887.

La méthode de l'écrivain n'a pas changé, et c'est surtout par les observations minutieuses recueillies par lui sur place que les *Esquisses* se recommandent encore à l'estime des curieux et des érudits.

M. Lecœur, on s'en aperçoit tout d'abord, a bel et bien parcouru le pays dont il nous entretient, et cela



à toutes les époques de l'année et dans toutes les directions. Il a étudié le paysan normand tout à son aise, et il a noté avec un soin scrupuleux tout ce qui, dans son langage, dans ses mœurs, dans ses croyances, dans sa manière d'être, lui a paru digne d'intérêt. Le livre est un véritable inventaire écrit avec méthode par un homme du pays, et non un de ces aperçus fantaisistes comme en écrivent trop souvent certains littérateurs qui s'avisent de découvrir la Normandie en la traversant en chemin de fer et qui en dissertent ensuite avec une faconde admirable !

M. Jules Lecœur n'a rien de commun avec ces aimables impressionnistes : il raconte ce qu'il a vu et entendu, et l'on peut en toute sécurité ajouter foi à ses constatations.

Un livre de ce genre ne se prête guère à l'analyse, mais l'indication seule des sujets qui y sont traités, permettra tout au moins de juger, d'un seul coup-d'œil, l'étendue du champ dans lequel notre compatriote a opéré ses recherches.

Le second volume des *Esquisses du Bocage normand*, ne comprend pas moins de vingt-deux chapitres relatifs aux superstitions, aux sorciers, aux guérisseurs, aux fêtes civiles et religieuses, aux dévotions populaires, à la pomme et aux pommiers, à certaines silhouettes rustiques, aux louées et assemblées, au jour des morts, aux mariages, aux baptêmes, aux légendes, aux trésors cachés, aux revenants et aux lutins. Chacun de ces sujets fournirait aisément la matière d'un volume ; sur tous, M. Jules Lecœur a apporté des indications précises,

quelquefois nouvelles, qui sont venues grossir le trésor de nos traditions populaires, et qui assignent à l'auteur un rang distingué parmi nos Folkloristes normands.

M. Dergny, membre de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, suit la même voie. Après avoir publié des notices sur les usages, les coutumes et les croyances, il a singulièrement élargi son cadre en faisant porter ses investigations sur plus de soixante-quinze départements. L'œuvre nouvelle, nous dit le prospectus, « est plus générale » que provinciale. Elle s'étendra des Pyrénées aux « bords de la Manche et des Alpes à l'Atlantique. »

M. Victor Brunet, commis-greffier au tribunal civil de Vire, se distrait de son labeur judiciaire en fouillant avec une louable persévérance le coin du Bocage normand où il a fixé sa résidence.

Les sujets les plus divers l'ont successivement attiré : Saint-Pair, Saint-Ortaire, les châteaux du voisinage, les barons de Montchauvet, etc. Un jour il a fait une excursion dans l'époque révolutionnaire en nous entretenant de Charlotte Corday, de l'abbé Rondel ; dans ces derniers temps, après avoir écrit une excellente notice biographique de l'abbé Lecanu, l'historien du diocèse de Coutances, il s'est décidément enrôlé, avec toute l'ardeur des néophytes, dans le groupe des Folkloristes. Dans cet ordre d'idées, nous devons d'abord citer une première série des *Contes populaires du Bocage*. Cette première série aura évidemment un complément,

mais, tout en réunissant les éléments, l'auteur, pour nous faire prendre patience, nous a offert un opuscule différent sous ce titre original :

• Blason populaire de Villedieu-les-Poêles ; légendes, traditions. dictons comparés à ceux des autres provinces de France, par le compère Jean de La Cloche, batteur sur cuivre. A l'Enclume. *Sourdinopolis*. •

Il n'y a pas à le contester, l'habitant de Villedieu ou *Sourdin*, a été, depuis longtemps, gratifié, par l'imagination moqueuse des conteurs populaires, d'une naïveté invraisemblable et..... prodigieusement ridicule. « La popularité des gens de Villedieu, dit M. Sébillot, franchit les limites de la Normandie ; en Haute-Bretagne, particulièrement dans le pays de Fougères et de Dinan, on en fait les héros d'un assez grand nombre d'histoires facétieuses. »

D'où vient cette fâcheuse et quasi universelle notoriété ? Le compère Jean de La Cloche s'est posé le problème ; nous ne voudrions pas jurer qu'il l'ait résolu. Mais, si nous sommes peu porté à admettre, sans preuve à l'appui, que toutes les populations limitrophes aient calomnié les *Sourdins*, par pur esprit de jalousie, nous ne faisons nulle difficulté de convenir que les habitants de cette petite ville industrielle de Villedieu en valaient bien d'autres et qu'ils ont, en somme, fourni un contingent respectable d'hommes distingués.

Il n'en est pas moins piquant de recueillir aujourd'hui les drôleries plus ou moins amusantes qui leur ont été gratuitement attribuées, ne fût-ce

que pour constater que ces histoires, pour la plupart, ont été mises au compte d'une infinité de personnes habitant les localités les plus différentes.

Le volume renferme quarante-deux contes, sans parler d'un appendice intitulé : *Facéties normandes*. Tous n'ont pas le même intérêt, mais ils sont tous, sans exception, répétés encore journellement dans les arrondissements d'Avranches, de Mortain, de Coutances. MM. Sebillot et Luzel, les maîtres du genre, n'ont pas dédaigné d'en annoter et d'en commenter quelques-uns. C'est là un *satisfecit* qui a dû réjouir le compère *Jean de La Cloche*, et dont il faudrait une singulière audace pour contester la valeur.

E. DE B.

## LETTRE DE M. MOISY

**Relative à la découverte faite à Lisieux d'un sceau  
en plomb du pape Urbain V.**

MON CHER SECRÉTAIRE,

Dans les démolitions apportées, pour servir de remblai, sur un terrain, situé à Lisieux, lieu dit le *Grand-Jardin*, avoisinant la nouvelle route de Lisieux à Pont-l'Évêque, on a découvert un sceau rond en plomb, du pape Urbain V. Ce sceau, d'une remarquable conservation, a un diamètre de 27 millimètres ; il a deux faces, autour desquelles règne un filet ponctué.

Sur l'une on lit :

· URB

ANUS

· PP · (papa) V

Sur l'autre sont figurées, en regard, deux têtes, vues de face : l'une, celle de gauche, est la tête de saint Paul, et l'autre celle de saint Pierre ; une croix est entre deux. Au-dessus on lit :

S · PA · S · PE

(*Sanctus Paulus. Sanctus Petrus*)

Le sceau dont il s'agit est ce que l'on appelle, en termes de diplomatique, un *sigillum pendens*, c'est-à-dire que ce sceau était suspendu, par des lemnisques, à une bulle. On reconnaît parfaitement les deux orifices du passage de l'attache, dans la direction longitudinale du sceau.

L'on sait qu'Urbain V était français ; il s'appelait Guil. Grimaud ou Grimoard. Ce fut le sixième pape d'Avignon ; il y résida depuis son élection en 1362, jusqu'en 1367. A cette époque et malgré les protestations du roi de France, il transporta sa résidence à Rome. En 1370, obligé de revenir à Avignon, il y mourut la même année.

On doit se demander si, au XIV<sup>e</sup> siècle, il se rencontre quelques circonstances de l'histoire locale, susceptibles d'expliquer la présence du sceau en question à Lisieux. Or, voici à cet égard ce que l'on peut conjecturer. A l'époque dont il s'agit, l'évêque de Lisieux, Adhémar Roberti, se trouvait en contestation avec son Chapitre sur plusieurs points, notamment en ce qui touchait l'étendue de sa juri-

diction ; la propriété même de la cathédrale ; le droit qu'il prétendait avoir et que lui contestait le Chapitre de célébrer des messes solennelles dans la cathédrale, d'y faire des ordinations, etc. L'affaire fut déférée au Saint-Siège, et le pape, alors résidant à Avignon, donna au cardinal Guy d'Auvergne, évêque de Porto, la mission d'aller à Lisieux pour y résoudre le débat pendant entre l'évêque et son Chapitre. Serait-il téméraire de supposer que le sceau trouvé dans le « Grand-Jardin » pourrait être celui qui fut attaché à la lettre-patente d'Urbain V, conférant au cardinal la mission dont il vient d'être parlé ?

## UNE LETTRE DE MONSIEUR DE BELBEUF

ÉVÊQUE D'AVRANCHES

A PROPOS DE LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS DU COLLÈGE.

---

Nous publions ci-dessous une lettre de Monsieur de Belbeuf, évêque d'Avranches, adressée à l'intendant Feydeau de Brou, le 26 février 1784 ; elle prouve que ce n'est pas d'hier que l'on s'est occupé, dans notre pays, des mesures à prendre pour la bonne organisation et le développement de l'instruction publique. Le document, dont nous devons la communication à l'obligeance du savant archiviste du Calvados, M. Benet, est, à ce point de vue, aussi honorable pour le prélat qu'intéressant par les renseignements qu'il nous fournit sur

l'état de la ville d'Avranches à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Avranches, ce 28 février 1784.

*A M. l'Intendant Feydeau de Brou.*

J'ai différé, Monsieur, à avoir l'honneur de vous répondre que je fusse à portée de pouvoir vous assurer quelque chose de positif sur la reconstruction entière de notre collège (1).

On m'a présenté les plans, les projets de l'ouvrage de l'année, les calculs et les moyens.

Il nous reste à construire un corps de milieu, que nous avons réduit au pur nécessaire, sans cependant y sacrifier, par des vues trop rétrécies, ce qu'on pourroit regretter quelque jour.

Avec quelques fonds qui nous restent, quinze mille francs qu'un patriote zélé nous prête sans intérêt et sans autre terme de paiement que celui où nous serons en état de le rembourser, et ce que les circonstances pourront me permettre d'y ajouter, je peux vous assurer que ce bâtiment sera élevé et couvert en entier dans le cours de cette année.

Il est vrai qu'on ne placera des planchers que les pièces indispensables pour lier les murs et donner la solidité nécessaire à l'ouvrage.

Vous voyés, Monsieur, que nous prévenons, par ce moyen, votre objection trop fondée sur l'expé-

(1) Cf. Mgr Godard de Belbeuf, dernier évêque et son évêque, par M. l'abbé Des Champs du Manoir. *Mémoire de la Société d'Archéologie d'Avranches*, t. IV, p. 309.

rience et que les murailles que nous élèverons ne seront point abandonnées et ne présenteront point, par la suite, l'image de ruines.

Mais nous resterons épuisés et sans ressource. La ville n'a rien, les habitants qu'on nomme aisés sont réduits au simple nécessaire ; nous payons, et cela depuis des siècles, pour des ouvrages qui nous sont absolument étrangers, et le gouvernement n'a encore rien fait pour nous.

Nous manquons cependant des choses de première nécessité. Point de fontaine publique, à peine de mauvais puits, un cloaque pour abreuvoir, si on peut lui donner ce nom, pas une goutte d'eau en cas d'incendie, et nous sommes enveloppés de sources !!

Des prisons en ruines sur un égout d'immondices, où les hommes et les femmes sont peslemesle ; ce qui est le comble de l'indécence comme celui de la barbarie.

Un tribunal dans une espèce de grange, point de déposit public pour les papiers, ils sont empilés dans un taudis, qui renferme le ménage d'un greffier, dessous et dessus les lits. Point d'hôtel-de-ville, pas une seule place, où quatre cents hommes puissent se ranger pour recevoir l'ordre ou faire l'exercice, et notre ville a été remplie de troupes pendant tout le temps de la dernière guerre.

Voilà, Monsieur, ce que vous verrez, lorsque vous viendrez nous consoler et nous tirer de notre état vraiment déplorable.

Et c'est pour une semblable ville, peuplée d'une très bonne et très intéressante noblesse, qui a des



enfants à élever pour l'état et qui n'a pas le moyen de les faire instruire ailleurs, qu'un ministre du roi regrette l'emploi de la somme médiocre de mille écus, payée cent fois par cette même ville pour le superflu et la décoration de celles qui abondent de moyens !!

Vous penserez autrement, Monsieur, et l'ouvrage que nous vous présenterons vous encouragera à la défendre d'un mauvais raisonnement aussi injuste que peu conséquent. Et comment cette malheureuse ville payera-t-elle ce qu'un Ministre a appelé sa dépense particulière, lorsqu'on l'épuise journellement pour les dépenses particulières des autres ?

Vous vous assurerez, Monsieur, que Monsieur votre prédécesseur, et celui qui l'a précédé, pensoient mieux que le Ministre, et votre justice nous fera trouver dans celle de M. le Contrôleur général actuel les ressources que j'ose dire que notre zèle nous donne le droit d'en attendre.

Vous verrez des travaux commencés, des emplacements, des projets, des plans simples et qui rempliront à peu de frais tant d'objets si intéressants, si indispensables. Vous trouverez du plaisir à créer, et la connaissance des lieux vous en démontrera la facilité autant que la nécessité.

C'est moins pour la décoration, qui n'est rien si elle tient à l'utile, que pour ouvrir des canaux qui portent la vie, que je réclame les secours et les ressources : je viens de sentir, dans toute son amertume, le malheur d'un évêque qui se trouve, par une intempérie cruelle, presque seul vis-à-vis de la misère publique ; des pauvres tendent bien foible-

ment les mains à d'autres pauvres, je ne parle pas de ceux dont la mendicité est l'état, ils le feront toujours, mais je me suis assuré combien ceux qui paroissent aisés touchoient de près à la misère. Voilà ce que j'avois trop prévu depuis longtemps. et c'est pourquoi je sollicite, avec ardeur, les moyens qui nous ranimeront, qui sont autour de nous, et qu'il ne s'agit que de mettre en valeur.

Tout ceci tient à des spéculations qu'une lettre, déjà trop longue, ne permet pas, mais que j'aurai l'honneur de vous présenter quelque jour.

Il me reste à vous remercier, Monsieur, de l'intérêt que vous voulés bien nous porter, que vous avés marqué pour notre collège à M. de Marville, et qui vous engage à solliciter M. le cardinal de Rohan. Je l'ai sollicité l'année passée ; M. de Vergennes qui veut bien se souvenir de ce que je lui ai dit de nos besoins et y prendre une part bien digne de ses vues pour le bien et de son activité qui embrasse tout, en parla lui-même ; mais le Roi a des reprises considérables à faire sur les biens de ce collège du Mont, comme sur tous ceux des Jésuites, par ce qu'il a fait des avances ; d'ailleurs, les charges en sont encore multipliées et le secours que nous pourrions en retirer ne peut être qu'éloigné ; nous l'emploirions à faire un petit fonds à notre collège.

Il nous faudra un secours plus prochain pour remplir le vuide de ce bâtiment qui nous sera inutile sans cela et qui nous est absolument nécessaire. Nous le refusera-t-on ? Non, Monsieur. Vous voudrés bien vous attacher à nous le procurer, M. le comte

de Vergennes, j'ose m'en flatter, ne se refusera pas à s'y intéresser. Il est le ministre de notre province et nous le trouvons dans toutes les occasions. Permettés moi de vous prier de le rappeler à l'intérêt qu'il m'a toujours marqué et dont nous aurions éprouvé les effets sans le malheur de la guerre qui épuisoit tous les moyens.

Je ne puis vous exprimer avec quelle impatience j'attends le moment d'avoir l'honneur de vous connoître et de vous recevoir chez moi. L'estime et la confiance que vous inspirez vous auront précédé. J'y joindrai tous les sentiments du sincère et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

† P. A., évêque d'Avranches.

## A PROPOS DE FORMIGNY

Nous empruntons à un excellent article de notre compatriote, M. Canivet (*Jean de Nivelle*), des réflexions qui nous touchent particulièrement et qui ont trait à la bataille de Formigny.

---

J'ai raconté, aussi brièvement que possible, la bataille de Formigny et les quelques opérations militaires qui l'ont précédée, et j'en ai conclu que cette date ayant été libératrice, il était vraiment extraordinaire que le souvenir en fût perpétué par une borne avec inscription, unique souvenir d'une journée qu'un autre peuple, les Anglais, par exemple,

perpétueraient et mettraient au premier rang dans leurs annales. Ce n'est pas la première fois que j'ai l'honneur d'écrire au sujet de la bataille de Formigny. Je retrouve, à la date du 15 septembre 1879, un article où j'écrivais ceci :

« Le seul souvenir qui restât de cette journée historique, en dehors de la borne qui se dresse au bord de route, est une leçon introduite alors dans le bréviaire du diocèse de Coutances, par reconnaissance patriotique de l'évêque. Mais la chapelle du comté de Clermont, quoique debout, n'était plus que de la pierre morte, lorsque le roi Louis-Philippe, dans son voyage à Cherbourg, en 1833, s'arrêta à Formigny et demanda s'il n'y restait point quelque souvenir de 1450. On lui montra la grange. Comme bien on pense, il fut indigné et ne put s'empêcher de s'exprimer assez vivement sur cet acte de vandalisme et d'oubli, et c'est sur sa cassette particulière que la chapelle fut aussitôt restaurée autant qu'il fut possible, et remise en l'état où on la peut voir aujourd'hui, blason d'honneur sur la terre française, dont les assises baignent dans le ruisseau qui fut empourpré, dans un jour de délivrance, par le sang des conquérants. »

Il y a cinquante ans aujourd'hui que le roi Louis-Philippe fit cet acte de patriotisme. Le correspondant qui m'écrivit pour relever quelques-unes de mes assertions, est-il bien sûr que l'on dise encore la messe, dans la chapelle du comte de Clermont, tous les matins ? En tous cas, ce dont je suis sûr moi-même, c'est qu'un tel monument n'est pas digne d'une pareille date, et qu'il faudrait autre chose, ne

fût-ce qu'une consécration solennelle, pour l'imposer.

Je dis qu'il est honteux qu'il n'y ait pas, à Formigny, un souvenir digne de la bataille, digne de cette heure sublime qui sonna l'affranchissement, lorsque se couchait le soleil, dans la soirée du 12 août 1450. Car c'est un souvenir essentiellement français, et qui devrait servir de point de départ à notre histoire moderne. Les villes normandes ont cependant le culte de leur histoire. Guillaume le Conquérant a sa statue à Falaise, et la Société des Antiquaires de Normandie a marqué, par un monument commémoratif, l'endroit où le Conquérant s'embarqua pour l'Angleterre, et qui fut Dives, dans le Calvados, et non St-Valéry, comme d'aucuns persistent à le soutenir. Eh bien, je le demande, au point de vue de l'histoire française, qu'est-ce que le départ de Guillaume pour la conquête, auprès de la journée de Formigny ? Là, c'est la Normandie indépendante qui part en guerre ; ici, c'est la France, mise à sac, du Nord au Midi, qui respire et se sent délivrée.

Jeanne d'Arc, la grande inspirée, n'a pensé qu'au pays de France. Avant elle, il n'y avait point, pour ainsi dire, de patrie française, et la plupart de ceux que l'on a déifiés, avant cette époque, comme grands patriotes, n'avaient même pas conscience de ce que ce pouvait être que la patrie. On luttait, avant cela, Bretons contre Normands, et bien d'autres, sans se douter que le temps n'était pas éloigné où l'on serait uni, à jamais, sur la même terre, et où les bonnes gens des provinces se tendraient la main par dessus

les fleuves. Le 12 août 1450 est la date même de ce miracle, et c'est pour cela qu'il est permis de s'étonner qu'il n'y en ait pas d'autre souvenir qu'une chapelle presque ignorée, et une borne dont l'inscription, effacée par le soleil et par la pluie, n'est même pas régulièrement restaurée.

Je sais bien que je prêche dans le désert, et que ces quelques lignes auront le sort des articles de journal, c'est-à-dire un oubli très prompt. N'importe ! C'est un devoir de rappeler de tels faits et de prendre le public par le bras, pour le ramener, ne fût-ce qu'un instant, vers les véritables gloires nationales. Celle-ci est du nombre et elle est oubliée, sinon ignorée. Le correspondant, qui a bien raison de me prendre pour un vrai Normand, tout en se trompant sur mon origine, et qui me fait l'honneur également, j'espère, de me croire un vrai Français, m'apprend que, l'année dernière, la Société française d'Archéologie a voté l'urgence de la restauration de la borne commémorative. Il ajoute même qu'un propriétaire voisin proposa de donner, à titre gracieux, le terrain qui serait nécessaire pour y établir un monument digne de ce fait d'armes. Qu'est-il advenu de cela ? Je l'ignore. Il paraît, cependant, que rien n'a été fait. Eh bien, je ne m'en plains pas. Formigny n'est pas qu'un souvenir local, c'est un souvenir français, et si l'on admet qu'il puisse être solennellement perpétué, ce n'est point par une localité, mais par le pays, par la France, qui devait traverser encore des heures douloureuses, mais qui, ce jour là, n'eut plus qu'à s'occuper de ses propres affaires, après avoir secoué l'étranger dans la mer.

## OBSÈQUES DE M. GASLONDE.

Nous reproduisons ci-dessous le discours de M. Chevalier, qui constitue à vrai dire la biographie complète de notre ancien confrère, M. Gaslonde.

MESSIEURS,

Une belle et vaste intelligence vient de s'éteindre, un homme de bien n'est plus. Aussi est-ce avec une profonde douleur que le pays apprend la mort de M. Gaslonde, dont la vie tout entière fut consacrée, dans le sein du Conseil d'État, à la défense de la France, dans celui du Conseil général, à la défense des intérêts du département.

Charles-Pierre Gaslonde, né en 1812, fit ses études au collège d'Avranches. Reçu bachelier à quinze ans, docteur en droit de la Faculté de Paris en 1839, il obtenait en 1841, après un brillant concours, la place de professeur suppléant à la Faculté de droit de Dijon.

Ses concurrents aimaient à lui rappeler la merveilleuse facilité dont alors il avait fait preuve, en même temps qu'ils vantaient l'étendue de ses connaissances.

Bientôt il obtenait la place de professeur titulaire à la Faculté de Dijon. Il ne tarda pas à voir se grouper autour de sa chaire non seulement de nombreux élèves, mais encore des hommes murs, des fonctionnaires que sa réputation avait attirés et que retenait le charme de sa parole et de son enseignement.

En 1847, M. Gaslonde était signalé comme l'un de nos plus brillants professeurs de droit, et M. Salvandy, ministre de l'instruction publique, lui donnait une place dans le jury qu'il venait de réorganiser pour les concours du professorat.

Nommé officier de l'instruction publique, il était sur le point d'être appelé à la Faculté de Paris, lorsqu'éclata la Révolution de 1848, qui devait lui ouvrir les portes de la vie publique.

Aidé par ses anciens camarades du collège d'Avranches, et servi par une éloquence qui séduisit tous ses auditeurs dans les grandes réunions qui précédèrent les élections, M. Gaslonde fut élu représentant à l'Assemblée nationale. Il conquist rapidement une place importante dans cette Assemblée, qui comptait tant de grands talents, et lorsqu'il revint devant les électeurs de la Manche, ceux-ci n'hésitèrent pas à l'envoyer à l'Assemblée législative.

Son mandat politique l'avait contraint d'abandonner sa chaire de droit ; mais il retrouvait bientôt ses études favorites pour faire partie de la commission consultative et prendre une place de maître des requêtes au Conseil d'État.

Pendant dix-huit ans, M. Gaslonde a siégé à la section du contentieux, soit comme maître des requêtes, soit comme conseiller d'État. On peut dire hautement qu'il en était une des lumières, car ses connaissances juridiques appliquées au droit administratif, lui avaient assuré une incontestable supériorité.

Après le 4 septembre, M. Gaslonde rentra dans la vie privée, mais ses concitoyens ne l'avaient pas ou-



blié, et de nouveau il fut élu député à l'Assemblée nationale, avec la liste conservatrice.

Vous savez, Messieurs, la part active qu'il prit à la préparation de nos différentes lois et tout particulièrement des lois de finance : on le voulait dans toutes les Commissions et la tribune retentit souvent de son éloquente parole.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, M. Gaslonde fut élu, en 1876, député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Coutances. Réélu en 1877, il se trouva en ballottage en 1881 et, en remerciant les électeurs, préféra se retirer d'une lutte qui lui offrait cependant les chances les plus sérieuses de succès.

Au Conseil général, il représenta pendant trente-sept ans son cher canton de Lessay, qui, à toutes les époques lui demeura fidèle et ne cessa de lui renouveler les preuves de son attachement et de ses sympathies.

De 1874 à 1880, M. Gaslonde fut vice-président du Conseil général, et, depuis 1869, il était officier de la Légion d'honneur.

M. Gaslonde ne s'occupait que de choses d'ordre politique : il apportait à la création ou à la collaboration de nos associations agricoles l'appui de son expérience et de sa haute situation. C'est lui qui fonda, avec le regretté M. Lemperrière, avec ses amis MM. Piquot et Roptin, le Comice agricole des cantons de Lessay et de La Haye-du-Puits, dont il ne cessa d'être le président.

Vous parlerais-je, Messieurs, des services rendus par M. Gaslonde ? Vous le savez mieux que moi, nul ne s'adressa vainement à lui, et il avait pour tous

une bonne parole, un bon conseil, un encouragement.

Le temps du repos était venu pour M. Gaslonde. Depuis 1881, il vivait dans une retraite embellie par les soins touchants, par l'amitié la plus tendre d'une sœur affectionnée, d'une famille pieusement groupée autour de son chef vénéré.

Il se voyait revivre dans son neveu, profondément aimé, notre cher collègue et ami, de La Martinière, à qui il a légué l'héritage de son haut mérite et de son dévouement au pays. Aussi, Messieurs, pouvons-nous dire que de M. Gaslonde une part nous reste et qu'il ne meurt pas tout entier.

La mort est venue non pas le surprendre (les hommes comme lui sont toujours prêts), mais l'enlever à la terre pour lui donner dans un autre monde la récompense d'une vie de foi, d'honneur et de patriotisme.

## OBSÈQUES DE M. LAMOTTE

ARCHITECTE A CAEN.

Les obsèques de M. Pierre-Noël Lamotte, architecte, ont eu lieu, à dix heures du matin, en l'église Notre-Dame.

Une foule nombreuse, dans laquelle on remarquait plusieurs membres du clergé et des sociétés savantes de notre ville, se pressait dans la nef de l'église.

Le cercueil disparaissait sous les fleurs et les

couronnes : trois grandes couronnes offertes par les entrepreneurs de la ville de Caen, par les collaborateurs de M. Lamotte, par les élèves du pensionnat Saint-Joseph, qui assistaient aux obsèques, étaient portées à bras.

La couronne offerte par les entrepreneurs, d'énorme dimension, était d'une rare élégance.

Les cordons étaient tenus par MM. Tourmente et Verrine, architectes ; Bourienne, directeur de l'École de médecine, membre du Conseil général ; Colas, juge au Tribunal de commerce ; Guillouard, avocat à la Cour d'appel, professeur à l'École de droit ; E. de Beaurepaire, secrétaire général de la Société des Antiquaires de Normandie et de la Société française d'Archéologie ; Engerand, avocat ; É. Travers, secrétaire de la Société des Beaux-Arts.

L'inhumation a eu lieu dans une sépulture de famille au cimetière des Quatre-Nations.

Au nom de la Société des Antiquaires de Normandie et de la Société française d'Archéologie, M. de Beaurepaire a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

La Société des Antiquaires de Normandie est douloureusement éprouvée. Après avoir perdu, il y a quelques jours, M. Auvray, nous accompagnons en ce moment à sa dernière demeure M. Pierre-Noël Lamotte, l'un de nos meilleurs et de nos plus sympathiques confrères.

Membre depuis bien longtemps de la Société française d'Archéologie fondée par M. de Caumont, M. Lamotte était entré dans nos rangs le 5 février

1858 ; il nous appartenait véritablement par sa science archéologique, par son goût pour les recherches locales, par son amour de l'art si vif et si désintéressé.

Les grands travaux que provoqua l'administration éclairée de M. Bertrand, en transformant la ville de Caen par l'ouverture de nouvelles voies de communication, mirent en pleine lumière l'habileté consommée de M. Lamotte comme architecte dans les constructions civiles. Beaucoup de grands hôtels de la *rue de Strasbourg* et de la *rue du Cours-la-Reine* sont son œuvre et frappent agréablement le regard par leur belle ordonnance et leurs heureuses dispositions.

Les mêmes qualités se révèlent dans une infinité d'autres édifices industriels, scolaires ou agricoles. A cet égard, il suffit peut-être de citer la *gare du chemin de fer de Caen à la Mer* et le *pensionnat Saint-Joseph de la rue des Rosiers*. L'étude de ces deux édifices, placés à quelques pas l'un de l'autre, permet de se faire immédiatement une idée de l'esprit flexible et plein de ressources de M. Lamotte. Les bâtiments sont tout à la fois solides et élégants, les distributions intérieures bien conçues, habilement aménagées, et, avec une certaine sobriété de moyens, l'artiste a su donner aux grandes façades un aspect monumental. C'est l'impression qui frappera tout d'abord les personnes, même les plus étrangères aux choses de l'art, en entrant dans la cour d'honneur du pensionnat de Saint-Joseph.

Mais M. Lamotte n'a pas été seulement un architecte de constructions civiles ; de bonne heure et jusque dans les derniers temps de sa vie, il s'est oc-

... avec un succès  
... son goût  
... ses habi-  
... un incomparable  
... énumérer ici  
... par ses  
... Ussy,  
... Sec-  
... le-Frénay,  
... Laurent-le-Comel.

... de laquelle  
... campagne.  
... pierre à pierre et avec  
... touchante. La sacristie  
... en préparait les plans  
... frapper

... autres édifices  
... la réparation de notre con-  
... certainement  
... Tous, nous connaissons  
... de Venoix, qui fait  
... pieux de ceux qui en  
... les architectes chargés de  
... si justement appréciée  
... est l'œuvre d'un jeune artiste en-  
... pleine de pro-  
... M. Lecerrier, et de notre dévoué et éminent  
... M. Lamotte. C'est sur les plans de M. La-  
... et sous sa direction, qu'a été  
... de bons juges ont proclamé  
... et de goût et qui rompt

d'une façon si heureuse les lignes monotones du paysage.

A peu de distance de cette enceinte, au centre même de la ville, M. Lamotte a restauré, ou plus exactement refait en entier, la splendide chapelle des Bénédictines, dont la portion réservée aux religieuses ne le cède en rien à celle qui est accessible au public. Là encore, il a couronné l'édifice par une flèche gracieuse, admirablement proportionnée, qui, avec sa physionomie à part, ne semble pas déplacée au milieu de ces merveilleuses pyramides de St-Étienne, de St-Pierre, de St-Sauveur, qui forment à la ville de Caen une incomparable couronne.

Ces œuvres d'élite, dont je n'ai pu qu'imparfaitement indiquer la valeur, assureront à notre Confrère une durable notoriété. Son nom appartient désormais à l'histoire monumentale de notre ville. Il sera, soyez-en convaincus, Messieurs, précieusement conservé.

Ces clochers, que M. Lamotte aimait à réparer ou à construire de toutes pièces, et qui toujours lui ont porté bonheur, évoquent tout naturellement des idées de foi et d'immortalité qu'il est doux de rappeler près d'une tombe. Au moment de la séparation, elles nous permettent d'espérer que nous retrouverons ailleurs l'homme excellent, l'artiste distingué et sincèrement religieux que nous avons perdu.

Au nom de tous ceux qui m'écoutent, au nom de la Société française d'Archéologie et de la Société des Antiquaires de Normandie, cher et honoré Confrère, adieu.

## L'EXPOSITION TYPOGRAPHIQUE

ET LE

## MUSÉE CERAMIQUE DE ROUEN

---

### VISITE DE L'ASSOCIATION NORMANDE

---

Le lundi 11 juillet, à une heure de l'après-midi, les membres de l'Association Normande, après avoir été reçus à déjeuner par le dévoué inspecteur général de la compagnie pour le département de la Seine-Inférieure, M. le comte d'Estaintot, se sont rendus à l'Exposition typographique, dont les honneurs leur ont été faits avec le plus gracieux empressement par M. l'abbé Sauvage, assisté de plusieurs des membres du Comité d'organisation.

Le premier livre imprimé à Rouen paraît être le très beau volume des *Chroniques de Normandie*, sorti en 1487 des presses de Guillaume Le Talleur, typographe célèbre, dont sa ville natale s'enorgueillit avec raison.

C'est pour fêter le quatre centième anniversaire de cet événement que l'Exposition typographique de Rouen avait été organisée en 1887, de même qu'en 1880 la Société des Antiquaires de Normandie avait célébré à Caen, par une exposition analogue, le quatre centième anniversaire de la publication dans cette ville du fameux Horace de

Jacques Durandas et Gilles Quijone, date de l'introduction de l'imprimerie dans notre province de Normandie.

L'idée de fêter l'apparition du premier livre connu, à date certaine, dû aux presses rouennaises, fut émise pour la première fois par M. E. Pelay, dans les derniers mois de 1886.

Dans une ville lettrée où abondent les amis des livres et les collectionneurs érudits, ce projet était de nature à être accueilli favorablement.

Grâce au haut patronage de Monseigneur l'Archevêque et au concours bienveillant de l'Administration, il devait se réaliser sans trop de difficultés et dans des conditions exceptionnellement favorables, sous la direction d'un comité dont voici la composition :

M. le chanoine Belavoine, bibliothécaire du Chapitre, *président* ; MM. Charles Lormier et Ch. de Beaurepaire, *vice-présidents* ; MM. l'abbé Sauvage et Ed. Pelay, *secrétaires* ; M. F. Bouquet, archiviste ; MM. Garetta, adjoint au maire de Rouen ; Beaurain, conservateur-adjoint à la Bibliothèque municipale ; Lesens et l'abbé Tougard, membres.

C'est le résultat de tant d'efforts intelligents et désintéressés que l'Association Normande était à son tour appelée à apprécier.

L'Exposition typographique occupe les salles de la bibliothèque et du trésor de la cathédrale, récemment restaurées par les soins de Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque et du vénérable Chapitre. On y accède par le merveilleux escalier construit par l'architecte Guillaume Pontifs en 1470,



précisément au moment des débuts de l'art typographique dans la vieille capitale normande.

L'Exposition comprend cinq salles : les deux premières sont consacrées à l'histoire de la cathédrale, la troisième aux deux Corneille, la quatrième et la cinquième aux spécimens typographiques.

Au point de vue de l'aménagement et de l'aspect extérieur, l'Exposition typographique ne laissait véritablement rien à désirer. Quelques détails nous semblent tout d'abord mériter une désignation spéciale.

Dans la première salle, on remarque en effet une splendide armoire normande en chêne sculpté, dont cinq portes à jour sont garnies de fil d'archal. « C'est, nous apprend M. l'abbé Sauvage, l'ancien « chartrier de Beaubec, récemment acquis par « Mgr Thomas et offert par lui généreusement à « son église. » Voici maintenant les portraits du vénérable J.-B. de La Salle, du cardinal de Bonnechose, de M. le chanoine Couillard, et enfin deux grandes tapisseries, le *Grand-Prêtre Aaron* et l'*Ecce-Homo*.

Ce sont encore des tapisseries d'Aubusson et des tapisseries flamandes qui forment la décoration de la seconde salle : nous avons remarqué au milieu des sujets empruntés à l'histoire sainte, le *Sacre de Charles VII*, où l'on aperçoit Jeanne d'Arc à genoux derrière le prélat officiant ; en face, une splendide broderie représentant l'*Assomption*, et un curieux devant d'autel brodé d'or et de soie sur fond d'argent, nous offrant l'image charmante de la Vierge au centre, dans un cartouche d'or relevé en bosse.

C'est encore dans la même salle que figurent trois magnifiques châsses : la chasse de *Notre-Dame*, la chasse des *Saints Pontifes* et la fameuse *fierte* ou la chasse de *saint Romain*.

Dans une vitrine plate, on voit en outre des jetons et méreaux de la confrérie de Saint-Romain, et la chaînette que portait le prisonnier le jour de sa délivrance.

Les livres, ainsi que nous l'avons déjà dit, sont relatifs à l'histoire de la cathédrale, aux deux Corneille et aux origines de l'imprimerie.

Il faudrait des détails infinis, dans lesquels nous ne saurions entrer, pour apprécier, à ces trois points de vue différents, l'Exposition typographique. Contentons-nous de signaler dans la première catégorie les rituels, les antiphonaires, les graduels, les offices particuliers à l'usage des églises de la ville métropolitaine, les eucologes ; dans la seconde, à côté des éditions originales des œuvres des deux poètes normands, une pièce capitale, propriété de M. le sénateur de La Sicotière, le contrat de mariage si souvent cité de Marie de Corneille, fille du grand poète, avec M. de Farcy, qui fut l'aïeul de l'héroïne girondine Charlotte Corday.

Cette pièce, grâce à l'obligeance de M. de La Sicotière, a paru dans le splendide volume publié par M. Cagniard, sous les auspices de Mgr Thomas, pour perpétuer le souvenir de la grande fête du deuxième centenaire de Pierre Corneille à l'Archevêché.

Le temps nous manquerait pour passer en revue, avec les détails nécessaires, les richesses accumulées dans la quatrième salle.

Au centre de la grande vitrine, voici le rarissime volume de Guillaume Le Talleur, les *Chronicques de Normandie*, en l'honneur duquel l'Exposition avait été organisée. On ne connaît que deux exemplaires du volume des *Chronicques* ; celui qui a été exposé appartient à la Bibliothèque de Rouen.

On connaît trois exemplaires de l'Horace, imprimé à Caen, en 1480 ; un d'eux fait partie des collections de la Bibliothèque Nationale ; un autre appartient à M. Dutuit ; le troisième était conservé dans la bibliothèque de lord Spencer. Mais, moins heureux que Rouen, Caen, lors de son Exposition typographique, n'avait pu se procurer un des exemplaires de son Horace pour le soumettre à l'examen et à l'admiration des visiteurs.

A côté des *Chronicques* de Normandie, se trouvaient rangés de splendides volumes portant les marques des Le Bourgeois, des Martin Morin, des Olivier, des Raulin Gaultier, des Violette, des Mauditier, des Goupil, des Le Forestier, des Hostingue.

Jamais nous n'avions encore vu une pareille réunion de raretés inestimables. Pour un véritable bibliophile, les vitrines de la quatrième salle étaient tout à la fois une révélation et un éblouissement. Elle éclairaient en même temps les origines de l'imprimerie rouennaise et les relations des représentants de cette intéressante industrie avec les grands libraires de Paris, de Rennes, de Caen et de Poitiers. Tous les connaisseurs ont d'ailleurs rendu justice à l'Exposition typographique, et nos éloges seraient bien pâles à côté de ceux dont elle a été

l'objet de la part de l'homme le plus compétent en pareille matière, le savant conservateur de la Bibliothèque Nationale, M. Léopold Delisle, et du libraire érudit, M. Claudin.

---

THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATIONS

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<i>Séance publique</i> du 17 décembre 1885, présidence de Mgr	
Thomas, archevêque de Rouen. . . . .	1
Discours de Mgr Thomas, archevêque de Rouen. . . . .	3
Rapport sur les travaux de l'année, par M. Eugène de	
Beaurepaire . . . . .	15
Les découvertes d'Yquelon, par M. de Lomas . . . . .	43
Sonnets rustiques, par M. G. Le Vasseur . . . . .	47
Extraits des procès-verbaux des séances. . . . .	57
Notes et communications . . . . .	69
Les assemblées du général de la paroisse dans le Cotentin,	
par M. Desprairies . . . . .	69
Esquisses de quelques monuments anciens d'architecture	
religieuse dans le Passais normand, par M. Henri	
Moulin. . . . .	100
Communication au sujet de la découverte de quatre feuil-	
lets de matrologe, par M. le vicomte de Blangy. . . . .	119
Le « Livre des Simples » inédit de Modène, et son auteur,	
par M. Joret . . . . .	123
Bibliographie et nouvelles diverses. . . . .	143
Bibliographies, par E. de B. . . . .	143
Hommage à la mémoire de l'abbé Cochet. . . . .	161
Hôtel Clarendon, à Rouen. . . . .	162
Découverte d'objets romains à Rolleville . . . . .	162
L'Exposition rétrospective de Rouen (E. de B.) . . . .	163
 <i>Séance publique</i> du jeudi 16 décembre 1886, présidence	
de M. Chabouillet, conservateur du cabinet des Mé-	
dailles et Antiques. . . . .	175
Discours de M. Chabouillet. . . . .	177

Rapport sur les travaux de l'année, par M. Eugène de Beaurepaire . . . . .	306
Un Christ historique, par M. Lanfranc de Panthou, ancien procureur général . . . . .	331
La justice de Rollon, par M. G. Le Vavasseur. . . . .	343
Extraits des procès-verbaux des séances. . . . .	348
Proposition de M. Zévort, recteur de l'Académie à la Société des Antiquaires de Normandie . . . . .	354
Rapport fait au nom de la Commission, par M. de Beaurepaire. . . . .	359
Notes et communications . . . . .	375
Documents pour servir à l'histoire de l'art en Normandie, Inventaire du trésor de la collégiale d'Ecouis (Eure), en 1565, par M. Armand Bénét. . . . .	375
Notice sur la découverte d'un dolium à Flacq, par M. A. de Ville-d'Avray. . . . .	409
Un savant ébroïcien au XVII <sup>e</sup> siècle. — Deux lettres de Jacques Le Batelier, sieur d'Aviron, commentées par M. Armand Bénét . . . . .	423
Deux pièces de la collection Clairambault, par M. Coville. . . . .	487
A propos de la Fosse du Soucy, note additionnelle, par M. A. Joly. . . . .	494
Une lettre de Montcalm, conservée aux archives du Cal- vados: Note de M. Gaston Le Hardy. . . . .	498
Note sur l'abri du Mont-Joly (1882), par M. Costard. . . . .	510
Bibliographie et nouvelles diverses . . . . .	515
Lettre de M. Moisy, relative à la découverte faite à Lisieux d'un sceau en plomb du pape Urbain V . . . . .	531
Une lettre de Mgr de Belbeuf, évêque d'Avranches, à pro- pos de la construction des bâtiments du collège. . . . .	533
A propos de Formigny . . . . .	538
Obsèques de M. Gaslonde. . . . .	542
Obsèques de M. Lamotte, architecte à Caen . . . . .	545
L'Exposition Typographique et le Musée Céramique de Rouen.— Visite de l'Association normande. . . . .	550

THE NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX, AND  
TILDEN FOUNDATIONS



## MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE NORMANDIE.

1<sup>re</sup> série, 10 volumes in-8° avec atlas, *épuisée*.

2<sup>e</sup> série, 10 volumes in-4° avec planches. Quelques exemplaires des t. X, XI, XII, XIV, XVI, XVII, XVIII, XIX et XX restent encore dans les dépôts de la Compagnie. Prix : le volume, 20 fr.

3<sup>e</sup> série, 10 volumes in-4° (t. XXI à XXX). Prix : le volume, 20 fr.

### BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

Le t. I, in-8° de 578 pages, pour les années 1860 et 1861. Prix : 8 fr.

Le t. II, in-8° de 688 pages, pour les années 1862 et 1863. Prix : 8 fr.

Le t. III, in-8° de 564 pages, pour les années 1864 et 1865. Prix : 8 fr.

Le t. IV, in-8° de 656 pages, pour les années 1866 et 1867. Prix : 8 fr.

Le t. V, in-8° de 444 pages, pour les années 1868 et 1869. Prix : 8 fr.

Le t. VI, in-8° de 428 pages, pour les années 1870, 1871, 1872 et 1873. Prix : 8 fr.

Le t. VII, in-8° de 507 pages, pour les années 1874 et 1875. Prix : 8 fr.

Le t. VII supplémentaire, in-8° de xxiv-450 pages, 1875. Prix : 8 fr.

Le t. VIII, in-8° de 526 pages, pour les années 1876 et 1877. Prix : 8 fr.

Le t. IX, in-8° de 576 pages, pour les années 1878, 1879 et 1880. Prix : 8 fr.

Le t. X, in-8° de 544 pages. Prix : 8 fr.

Le t. XI, in-8° de xvi-634 pages, pour les années 1881 et 1882. Prix : 8 fr.

Le t. XII, in-8° de 674 pages, 1884. Prix : 8 fr.

Le t. XIII, in-8° de 533 pages, 1885. Prix : 8 fr.

S'adresser à MM. les libraires HENRI DELESQUES, LESTRINGANT et CHAMPION, ou au Secrétaire de la Compagnie.

JW

B2



200-

XX

le

De,

1.

2.

3.







MAY 11 1932

